



# La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



## Causeries décembre 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre

### CAUSERIE

Avec un peu d'avance sur demain, il est 22h10 chez moi à Pondichéry, 17h40 chez vous en France. J'ai ajouté trois documents, plus la causerie (209 pages) et les articles de presse (60 pages) de novembre que je viens de formater sous pdf. Il ne me reste plus qu'à formater en pdf quelques-unes de mes dernières causeries et je serai à jour.

On aura encore bosser comme un dingue en novembre qui a été propice à la réflexion par la diversité des thèmes abordés. On va continuer.

J'ai renouvelé l'abonnement du portail au serveur pour les trois années à venir, soit 85,68 euros TTC.

Samedi

### Union pour le Meilleur et surtout le Pire.

Et pourquoi pas ?

- "Si Jean-François Copé dit : 'je suis là, j'y reste', qu'est-ce qu'on fait ? On ne va pas demander l'envoi des forces de l'ordre, j' imagine", a déclaré l'ancien ministre Alain Joyandet sur Radio Classique.

Domage !

- Christian Jacob a dit qu'il redoutait que "le ridicule finisse par tuer". Reuters 30.11

### Trois et demi ou deux seulement.

- Jeudi à l'Onu, seuls neuf pays ont voté contre la reconnaissance de la Palestine comme "Etat observateur" - outre la République tchèque, il s'agit des Etats-Unis, d'Israël, du Canada, de Panama, des îles Marshall, de la Micronésie, de Nauru et des îles Palaos.

Domage que les tortues des îles Galapagos ne votent pas !

A propos de la République tchèque qui rivalise de zèle avec la Pologne dans sa soumission à l'impérialisme américain.

- L'Histoire a aussi joué un rôle. En 1948, lors de sa guerre d'indépendance, Israël a pu compter sur l'aide militaire de Prague qui, malgré l'embargo de l'Onu, a fourni à l'Etat hébreu des armes, en particulier 80 avions et formé des pilotes israéliens, parmi lesquels le futur président Ezer Weizman.

Après la chute du communisme, Prague a rétabli ses relations diplomatiques avec Israël en 1990. La première visite du président Vaclav Havel avait été réservée à l'Etat hébreu.

Son appui à Israël illustre aussi la volonté du gouvernement de Prague de renforcer les relations avec Washington et de courtiser les courants eurosceptiques des deux principaux partis de la coalition au pouvoir, le Parti démocratique civique de Necas et Top 09. Reuters 30.11

Bien que je sois partisan d'un seul Etat palestinien, une République sociale (ou socialiste) palestinienne accordant à chacun le droit de pratiquer librement la religion de son choix, un jour je me suis interrogé sur la pertinence de deux Etats en attendant des jours meilleurs, si cela pouvait apaiser temporairement les souffrances intolérables du peuple palestinien. J'avais conscience des obstacles pratiquement infranchissables à la création d'un second Etat, mais le cours de l'histoire est parfois capricieux ou imprévisible dans le mauvais ou le bon sens...

Si on ne doit se faire aucune illusion sur la décision de l'ONU d'accorder aux territoires palestiniens le statut d'"*Etat observateur*" qui ne change rien à la situation dramatique du peuple palestinien au quotidien, c'est en revanche une cuisante défaite pour le gouvernement israélien et américain qui ne pensaient pas qu'une telle unanimité se réaliserait contre leur refus d'accorder ce statut aux palestiniens. En cela, c'est une bonne nouvelle, qui devrait faire réfléchir plus d'un israélien et renforcer le camp de ceux qui rejettent la politique d'agression contre les Palestiniens qui dure depuis 75 ans.

### Mélenchon. Numéro d'illusionnisme.

"*Hollande prend-il en compte le fait qu'il n'a pas été élu par les seules voix socialistes ? Pourquoi tient-il compte seulement des éléments les plus droitiers et les plus archaïques de sa majorité ? François Hollande est aussi aveugle que Louis XVI. Incapable de penser un autre monde*", fustige le coprésident du Parti de Gauche, en éreintant la politique gouvernementale.

(Affirmer qu'il y aurait des électeurs dont la voix serait "*socialiste*" et disons d'autres "*frontiste*", c'est tourner le dos au fait qu'en réalité, dans la société chaque individu appartient à une classe sociale déterminée en fonction de la place qu'il occupe dans les rapports sociaux de production ou le rôle qu'il y joue, ainsi que la conscience qu'il en a ou non. C'est tourner le dos à la lutte des classes, au marxisme et au socialisme.

Pourquoi Hollande devrait-il être capable "*de penser un autre monde*", au nom de quoi, de la classe qu'il représente ? Mais il est parfaitement dans son rôle social-libéral-impérialiste, tout comme l'était Sarkozy avant lui puisque finalement ils se réfèrent aux mêmes intérêts de classe, celle des nantis qui dicte sa politique. - Ndlr)

Pour lui, la social-démocratie, dont se revendique le président de la République "*est partie en torche*". (Non, sans blague, une découverte pour Mélenchon qui a fait sa carrière de philistin au PS, après qu'elle eut passée de l'autre côté de la barricade il y a 98 ans. - Ndlr)

Les écologistes en prennent aussi pour leur grade. "*Les Verts sont les fondateurs (de l'écologie politique). Ils ont ouvert avec ténacité le chemin. Mon évolution témoigne de leurs succès. Mais ils sont la préhistoire de l'écologie politique. Désormais nous sommes en avance sur le plan programmatique*", fustige M. Mélenchon quand on lui demande s'il concourt désormais au titre de meilleur écologiste de France.

(Qu'il fasse sienne une idéologie réactionnaire et qu'il le revendique nous renvoie à une précédente causerie, pas le temps d'y revenir. - Ndlr)

Les Verts subissent actuellement une "*fructueuse crise d'identité avec leur participation à un gouvernement productiviste*", estime encore M. Mélenchon, relevant que le Front de gauche est en "*compétition, pas en concurrence*" avec les écologistes. AFP 30.11

(S'allier avec un parti bourgeois ne le rebute pas, n'a-t-il pas fait partie du gouvernement Chirac-Jospin-Voinet ? - Ndlr)

[ArcelorMittal. Poker menteur. Les promesses ne valent que pour les naïfs qui y croient. Vive le gouvernement et vive l'Union européenne !](#)

Le gouvernement français a annoncé vendredi soir un accord avec ArcelorMittal sur l'avenir de Florange, évitant ainsi d'avoir à exécuter sa menace de nationalisation du site sidérurgique mosellan.

Le Premier ministre a annoncé que le géant de l'acier acceptait d'investir 180 millions d'euros sur cinq ans dans la partie transformation de l'acier de Florange, mais les hauts-fourneaux du site ne seront pas rallumés.

*"Il n'y aura pas de plan social à Florange", a-t-il souligné, même si des réductions de postes seront mises en oeuvre à travers des départs anticipés à la retraite.*

Jean-Marc Ayrault a expliqué que le gouvernement n'avait pas retenu l'hypothèse d'une *"nationalisation transitoire"* du site, *"au vu des engagements qu'il a obtenus d'ArcelorMittal"*.

L'accord présenté vendredi ne prévoit pas de redémarrage des hauts-fourneaux de Florange, les derniers de la région Lorraine, mais seulement leur maintien dans un état qui permette de lancer à terme le projet Ulcos, une technologie qui permet une production d'acier plus écologique grâce à un captage du CO2 rejeté.

Ce projet doit néanmoins recevoir l'aval de la Commission européenne et il n'y a donc pas de garantie à ce stade que Florange accueille ce projet industriel.

Jean-Marc Ayrault a précisé que l'Etat, qui avait déjà réservé 150 millions d'euros pour le projet, était prêt à investir davantage.

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout La République (DLR) a estimé dans un communiqué qu'il s'agissait d'un *"accord en trompe-l'oeil"*. *"Pour éviter la nationalisation, Mittal a fait semblant de céder. Au final il ne s'engage fermement sur rien : ni sur la sauvegarde de l'emploi, ni sur des investissements, ni sur une stratégie industrielle"*, a-t-il ajouté.

Mittal fait une promesse d'investissement de 180 millions d'euros mais comme on le sait *"les promesses n'engagent que ceux qui les croient. Le milliardaire indien pousse même l'outrecuidance de conditionner son investissement hypothétique à un investissement massif de l'Etat, des collectivités et de l'Union européenne dans le fameux projet Ulcos"*, a-t-il poursuivi.

Interview du *Le Nouvel Observateur*. Walter Broccoli, délégué Force ouvrière ArcelorMittal à Florange

Est-ce une victoire ?

- Oui, c'est une grande victoire. Une victoire syndicale. J'espère qu'elle servira de leçon à d'autres. Et j'espère que Mittal a compris qu'il ne peut plus faire ce qu'il veut à Florange.

L'accord répond donc à vos revendications ?

- Nous avons rempli les trois objectifs que nous nous étions fixés. Premièrement, nous avons le projet Ulcos, qui représente 650 millions d'euros d'investissements. Cela veut dire que les hauts-fourneaux vont repartir, même s'il faut de 12 à 18 mois pour les faire repartir. Deuxièmement, nous avons obtenu le maintien de l'emploi. Pour les 629 salariés de la filière à chaud, mais aussi pour l'emballage, où au moins autant sont au chômage technique depuis des mois. Troisièmement, nous avons obtenu 180 millions d'euros d'investissements pour la filière à froid.

Avez-vous des doutes sur les promesses de la direction d'ArcelorMittal ?

- Nous avons du mal à croire les promesses de Mittal, mais je crois les promesses de l'Etat. C'est Jean-Marc Ayrault qui a fait une promesse aujourd'hui. Cela permet de rassurer tous les salariés des autres sites d'ArcelorMittal en France, ceux de Fos-sur-Mer et de Dunkerque, qui avait peur de pâtir des éventuels investissements qu'ArcelorMittal pourrait faire sur le site de Florange. (Propos recueillis vendredi 30 novembre par Donald Hebert - Le Nouvel Observateur)

En Lorraine, les premières réactions étaient néanmoins partagées.

Jean-Marc Vécrin, délégué CFDT et responsable du syndicat ArcelorMittal Atlantique et Lorraine, s'est dit *"très mitigé"*.

*"Le point positif, c'est qu'il n'y a pas de plan social et que les hauts-fourneaux restent debout. Par contre, nous sommes très sceptiques sur les engagements qui doivent être pris par M. Mittal. Ses promesses, on les connaît"*, a-t-il dit à Reuters.

*"A partir de maintenant, c'est un autre combat qui s'engage, il faudra chaque jour vérifier que ces engagements sont tenus."* Reuters et AFP 30.11

Donc si on a bien compris, Mittal devrait profiter d'une subvention de plusieurs centaines de millions d'euros de l'Etat et de l'UE, les deux provenant des impôts et des taxes que paient les travailleurs. C'est exactement l'inverse d'une nationalisation ou socialisation sans indemnité ni rachat. Il doit être content Gluckstein.

Même Mélenchon l'illusionniste a fait preuve de davantage de perspicacité ou de réalisme que Gluckstein, c'est facile vous direz, d'accord.

- M. Mélenchon doute que le gouvernement puisse nationaliser même partiellement le site sidérurgique de Florange (Moselle), dans une interview au quotidien *Libération* vendredi.

"*Je reste plein d'espoir. Mais (...) j'imagine tous ceux qui vont dire à Hollande +tu vois dans quoi tu mets le doigt ?+. Ils vont lui dire +si on nationalise Florange, alors il faudra faire la même chose à Petroplus, etc.+ Le sujet connaîtra d'amples rebondissements", avertit-il. (AFP 30.11)*

Bref, au passage, encore une casserole pour le POI.

### Comment ils se partagent les rôles.

- Les syndicats divisés sur les propositions du Medef - Reuters

Les syndicats sont apparus divisés vendredi à la reprise des négociations sur la réforme du marché du travail face aux nouvelles propositions du Medef, qui insiste toujours pour donner plus de souplesse aux entreprises face aux aléas conjoncturels.

Le préambule du texte lie sécurisation des parcours professionnels et nécessité de donner plus de souplesse aux entreprises pour réagir aux fluctuations conjoncturelles - une notion contestée par les syndicats.

(Le préambule de ce texte suffit à comprendre que participer à cette mascarade consiste d'emblée à la fois à la légitimer ainsi que ses conclusions qui se traduiront dans la pratique par de nouvelles concessions au capitaliste au détriment des intérêts collectifs des travailleurs.

Comment procèdent le patronat et ses alliés pourris des syndicats ? Le patronat concède quelques miettes à certaines catégories de travailleurs, qui leur ont été soufflées généralement par les syndicats, tandis qu'il s'attaque aux droits fondamentaux de l'ensemble de la classe ouvrière. Ainsi les bureaucrates vendus peuvent se partager les rôles, entre ceux qui se satisfont de ces miettes en proclamant être servis ou que ce serait une avancée sociale, occultant leur capitulation sur l'essentiel, ce qui ne pose pas vraiment un problème puisque aucun dirigeant syndical n'entend défendre les intérêts collectifs des travailleurs, pendant que les autres font prévaloir que le pire a été évité ou réclament une "*véritable négociation*", un "*véritable accord*" pour apposer en bas leurs signatures, car voyez-vous le Medef pourrait finalement accepter de se placer sur le terrain des besoins des travailleurs.

- Ndlr)

Selon les négociateurs de la CGT et de Force ouvrière (FO), cette session n'a pas permis d'avancer vers un accord que le président François Hollande voudrait voir conclu d'ici fin 2012. CFDT, CFTC et CGC ont émis des avis beaucoup plus nuancés.

(Leur objectif était de parvenir à un "*accord*" avec le Medef. Nous, nous estimons que c'est totalement impossible, grotesque, sauf à capituler. - Ndlr)

"*On a l'impression que c'est un peu l'impasse, parce que le patronat n'entend pas, ce n'est pas une négociation*", a déclaré Agnès Le Bot (CGT), après deux heures et demie de discussion au siège de la principale organisation patronale française.

(Notez bien, alors que la situation était parfaitement claire à la lecture du préambule du texte qui leur a été remis. D'ailleurs comment accepter de la part d'un syndicat de rencontrer le patronat sur la base d'un document dont il est l'auteur ? Inacceptable.

- Ndlr)

"*On fait du sur place, on a perdu une séance (...)* On est quand même très en colère à la sortie de cette réunion", a renchéri son homologue de FO, Stéphane Lardy, qui a taxé les organisations patronales d'"*arrogance*".

(Le pousse- mégot en rajopute une couche, il "*a perdu une séance*", à croire qu'il est pressé que nos bourreaux nous achèvent ! - Ndlr)

Patrick Pierron, de la CFDT, a en revanche jugé que le texte du Medef était un "*vrai document de travail*" et un "*pas positif*" qui avait permis d'ouvrir une discussion "*plus précise*", tout en ajoutant qu'il y avait à encore beaucoup à faire pour atteindre un "*point d'équilibre*". Un avis partagé par la CFTC et la CGC.

(Le jaune ramasse miettes est dans son rôle, tout en voulant faire croire qu'il pourrait exister un "*point d'équilibre*" entre les besoins des travailleurs et ceux du patronat. - Ndlr)

Dans le projet d'accord transmis jeudi aux syndicats, le Medef propose notamment la création de droits rechargeables pour les salariés alternant périodes de travail et de chômage, mesure depuis longtemps demandée par les syndicats.

"*Nous faisons dans ce texte pas moins de dix propositions concrètes de droits nouveaux pour les salariés*", a fait valoir le négociateur du Medef, Patrick Bernasconi.

(Les miettes réparties en dix propositions en question. En échange de périodes alternées de travail et de chômage au gré des besoins de l'entreprise, de son carnet de commandes, de son stock, etc. les travailleurs serviraient de variante structurelle au gré des exigences du marché ou des actionnaires. - Ndlr)

Mais il a averti que le Medef ne signerait pas un accord dans lequel la flexibilité n'aurait pas "*toute sa place*". (Tout est dit ici si nécessaire. Le Medef exige que les dirigeants syndicaux reprennent à leur compte son exigence de davantage de "*flexibilité*". Ce qui signifie à partir de là, que tout accord signé permettra d'affirmer que ces dirigeants syndicaux se sont alignés sur le Medef contre les travailleurs. - Ndlr)

"*On a un gouvernement qui a perdu la bataille idéologique sur la compétitivité*", a déploré Stéphane Lardy. "*Ça ne nous aide pas dans la négociation.*"

(Qui a dit qu'il en serait autrement ? Hollande ? Où a-t-il vu ou entendu cela ? Le gouvernement aurait "*perdu*" cette bataille, faudrait-il encore qu'il l'ait livré, encore un manipulateur. Lardy doit avoir les oreilles bouchées ou il ne sait pas lire. En réalité, c'était juste une manière de reporter sa propre responsabilité de réformiste sur le gouvernement. - Ndlr)

Son homologue de la CGT a jugé "*inacceptable*" le texte du Medef malgré un "*effort de réécriture*". Ses propositions en termes de sécurisation des parcours professionnels "*ne sont pas à la hauteur des enjeux et ne peuvent pas cacher un deuxième volet extrêmement régressif*", a expliqué Agnès Le Bot.

(Ah si les miettes étaient plus consistantes, peut-être qu'on pourrait s'entendre ! Quant au deuxième volet, il suffirait d'"*extrêmement régressif*" qu'il le soit un peu moins pour les choses s'arrangent. La balle est dans le camp du Medef. - Ndlr)

L'un et l'autre reprochent aussi au patronat de subordonner les modalités des mesures de sécurisation de l'emploi à des négociations dans les branches - un avis cette fois partagé par leur homologue de la CFDT.

Si le négociateur de la CFTC, Joseph Touvenel, a estimé lui aussi que le projet du Medef constituait un "*document sérieux*", il a jugé "*carrément imbuvable*" et "*hors sujet*" la dernière partie portant sur les procédures judiciaires.

(Le Medef est trop exigeant, c'est fait exprès. Il veut beaucoup et se contentera de ce qui aura été acquis à défaut de mieux, il remettra cela sur le tapis plus tard et ainsi de suite. C'est ainsi que petit à petit l'air de rien ou presque ils organisent la régression sociale au fil des décennies. Il faudrait que la classe ouvrière subisse une grave défaite politique et que ses organisations soient muselées pour que les revendications du patronat soient brutalement satisfaites, or le rapport de forces n'est pas véritablement en sa faveur aujourd'hui, d'où l'impossibilité pour les bureaucrates syndicaux d'aller plus avant dans leur trahison sans se mettre à dos leurs bases. En Allemagne où le SPD était davantage lié aux syndicats et la classe ouvrière davantage soumise au capitalisme et embourgeoisée, ce fut possible. - Ndlr)

Ce chapitre vise à assurer la "*sécurité juridique*" des procédures permettant de trancher les litiges entre salariés et employeurs. Il prévoit notamment, en matière de licenciement, de ramener à 12 mois le délai de prescription pour les recours. (Lire la "*sécurité juridique*" des patrons licenciés. - Ndlr)

En ce qui concerne la conclusion d'accords dits de maintien dans l'emploi en cas d'aléas conjoncturels, le texte prévoit une rupture du contrat si un salarié refuse de se voir appliquer un accord modulant la durée du travail et sa rémunération. (Clause inacceptable, entre autres. Sous n'importe quel prétexte un employeur peut décider de recourir au chômage partiel, Parisot l'a rappelé à sa façon en déclarant avant-hier : "*Seul l'entrepreneur peut savoir ce qui est rentable ou pas*". (AFP 29.12) - Ndlr)

Les syndicats ont déploré que le texte ne reprenne pas l'idée d'une taxation accrue des contrats de travail précaires, rejeté par l'organisation représentative des PME, la CGPME.

"*Je n'ai pas de mandat pour négocier sur les contrats courts*", a déclaré Patrick Bernasconi, qui a parlé à ce propos de "*feu rouge*" pour les organisations patronales. (La précarité de millions de travailleurs livrés à des négriers est incluse dans le document qui sert de référence à cette soi-disant négociation. - Ndlr)

Joseph Touvenel a répliqué que, pour les syndicats, l'absence de disposition sur une modulation des cotisations sociales patronales en fonction de la durée des contrat de travail serait une "ligne rouge". (Confirmant au passage que les syndicats n'exigent pas la fin des exonérations de cotisations sociales dont bénéficie le patronat, à hauteur de quelque 20 milliards d'euros, un détail, une miette quoi ! - Ndlr)

"Il n'y aura pas d'accord s'il n'y a pas de dispositions pour limiter l'utilisation abusive des contrats courts", a dit Patrick Pierron. "Il faut que le Medef passe au vert s'il veut un accord." (Quelle mauvaise blague, il est possible au patronat de contourner cette obstacle en recourant à toutes sortes de contrats qui n'entrent pas dans ce cas de figure ou de recourir à des stagiaires par exemple. - Ndlr)

Les négociateurs se retrouvent jeudi mais auront entre-temps des rencontres bilatérales pour tenter d'aplanir leurs divergences. Reuters 30.11

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Comme Mitterrand

- Comment Hollande est devenu le meilleur ami des spéculateurs boursiers ! - Atlantico.fr

### Porté par les médias.

- Mélenchon défend son "écosocialisme" - Le Nouvel Observateur

### Les charrettes

- EADS supprime 850 emplois dans sa division défense et sécurité - AFP

- Osram va supprimer 4.700 emplois après sa scission avec Siemens - Reuters

### Des banques allemandes.

- Sauver la Grèce est dans l'intérêt de l'Allemagne, assure Merkel - AFP

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Algérie

Le gouvernement algérien a annoncé vendredi que 44,27% du corps électoral avait participé au scrutin municipal de la veille, remporté par le Front de libération nationale (FLN) au pouvoir.

Les électeurs devaient choisir leurs représentants dans les 1.541 assemblées populaires communales et dans les 48 assemblées populaires de wilayas.

Le FLN, au pouvoir depuis l'indépendance il y a cinquante ans, est arrivé en tête, remportant la majorité absolue dans 159 communes, d'après l'agence APS.

Il est suivi par le Rassemblement national pour la démocratie (RND), un partenaire de la coalition gouvernementale dirigé par un ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia, qui a remporté la majorité dans 132 communes.

L'Alliance de l'Algérie verte (AAV), qui regroupe des partis islamistes, est loin derrière.

Les véritables détenteurs du pouvoir local ne sont pas tant les assemblées populaires communales que les administrations provinciales dont les membres sont nommés par le pouvoir. Reuters 30.11

## 2- Israël

Le gouvernement israélien a exprimé vendredi son intention de construire 3 000 logements supplémentaires dans des colonies à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, dans d'apparentes repréailles à l'accession de la Palestine au statut d'État observateur à l'ONU.

"Malgré les gages qu'il a donnés au président (américain Barack) Obama, le Premier ministre Netanyahu a donné l'ordre de continuer les constructions dans la zone E1 entre Maalé Adoumim et Jérusalem, ce qui va isoler la partie nord de la Cisjordanie de sa région méridionale", affirme-t-il. Gelé depuis des années sous pression américaine, ce projet controversé vise à rattacher la colonie de Maalé Adoumim (35 000 habitants), en Cisjordanie, à des quartiers de colonisation de Jérusalem-Est, occupée et annexée depuis 1967.

Il est vivement dénoncé par les Palestiniens, car il couperait pratiquement en deux la Cisjordanie, compromettant la viabilité d'un État palestinien. lepoint.fr 30.11

## 3- Egypte

Plusieurs milliers de manifestants ont dénoncé le projet de texte rédigé par les islamistes au pouvoir.

La nouvelle Constitution annoncée vendredi matin, l'opposition n'en veut pas. Mais, cette fois, c'est contre le président, Mohammed Morsi, que l'on manifeste sur la place Tahrir. Les manifestants demandent carrément son départ, ainsi que celui de Mohammed Badie, le Guide suprême des Frères musulmans, auxquels appartient le président. «Morsi, dégage! Badie, prépare tes valises! La révolution continue!», scandent des petits groupes.

C'est toute l'Égypte «anti-Frères» qui s'est rassemblée.

Le matin, le président islamiste avait lancé son va-tout: la Commission constituante, formée entièrement d'islamistes a publié son projet, un mastodonte législatif de 234 articles. Le texte devrait être soumis à référendum dans les quinze jours.

Mohammed Morsi avait pourtant prolongé récemment de deux mois le travail de la Commission. Pour l'opposition, ce virage à 180 degrés n'est qu'une manœuvre destinée à faire taire le tollé qui monte contre sa précédente initiative. Le 22 novembre, en effet, Mohammed Morsi avait signé une «proclamation constitutionnelle» provisoire qui lui donnait des pouvoirs étendus en attendant la Constitution définitive. Résultat, il avait réussi à mobiliser contre lui une opposition jusqu'ici divisée.

Le texte de loi semble donner des gages démocratiques. Le président est limité à deux mandats de quatre ans. Les libertés fondamentales sont garanties, celles de la presse, de religion et de la justice. La place de la religion y semble réduite. Comme sous Mubarak, la charia, la loi islamique, est déclarée, dans l'article 2, «source principale du droit» au grand regret des partis, mouvements salafistes et des intégristes alliés aux Frères qui se sont désolidarisés aussitôt. Place Tahrir, il y a ceux qui rejettent tout en bloc. «Ce n'est pas une Constitution, c'est une prise de pouvoir par la force», plaide Me Fathi Challoufa, avocat. (...) «On peut être un bon musulman et refuser un pouvoir religieux», commente-t-il. «Je ne sais pas ce qu'il y a dedans, mais je suis contre les Frères musulmans», dit Khaled, un jeune chômeur venu du Delta. D'autres ont lu le texte. Et ne sont pas rassurés. Les militaires y gardent le contrôle de leur budget. «Et cette Constitution est pleine d'entourloupes», assure Wael, étudiant en droit. La charia comme simples «principes»? Mais l'article 219 dit que ces principes seront définis par la «jurisprudence sunnite», domaine réservé des cheikhs de l'université al-Azhar, compagnons de route ou Frères musulmans eux-mêmes. La liberté religieuse et la liberté de penser, inscrits dans les articles 43 et 45? «Entre les deux, l'article 44 les contredit en interdisant les insultes contre le messager de Dieu (Mohammed) et tous les prophètes», relève Wael.

Les libertés publiques, elles, sont anéanties, selon Wael, par un article vague qui permet aux tribunaux militaires de juger des civils «en cas de crise de nature à nuire aux forces armées».

Vendredi soir, les principaux leaders de l'opposition ont appelé place Tahrir à écrire une nouvelle Constitution, sans toutefois demander le renversement du président. Les Égyptiens, dont la moitié ne savent pas lire, voteront plus simplement pour ou contre Morsi. Un danger pour les démocrates, qui ont moins mobilisé vendredi. La place Tahrir n'était pas pleine comme mardi, jour de protestation contre la «proclamation» constitutionnelle. Les Frères, eux, montreront toute leur puissance dans leur manifestation, prévue samedi. lefigaro.fr 30.11

## 1- UE

Le taux de chômage de la zone euro s'est établi à 11,7% de la population active en octobre contre 11,6% le mois précédent, tandis que l'inflation a nettement ralenti en novembre, à 2,2%, a indiqué vendredi l'office européen de statistiques Eurostat.

Concernant le chômage, il s'agit d'un niveau record, qui se traduit par 18,70 millions de personnes sans emploi en octobre au sein de l'Union monétaire.

En un mois, 173.000 personnes sont venues grossir les rangs de chômeurs au sein de la zone euro et 2,17 millions en un an.

Le taux de chômage est monté à 26,2% en octobre en Espagne. En Grèce, où les dernières données disponibles datent d'août, il s'est élevé à 25,4%.

Signe de la violence de la crise, la situation s'est fortement aggravée en un an dans les pays les plus fragiles: le taux de chômage a bondi de 18,4% à 25,4% entre août 2011 et août 2012 en Grèce. Il est passé de 9,2% à 12,9% à Chypre, de 22,7% à 26,2% en Espagne et de 13,7% à 16,3% au Portugal.

En revanche, les taux de chômage les plus bas ont été enregistrés en Autriche (4,3%), au Luxembourg (5,1%), en Allemagne (5,4%) et aux Pays-Bas (5,5%).

Au total, 25,91 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE en octobre.

En comparaison, le taux de chômage était de 7,9% en octobre aux Etats-Unis et de 4,2% au Japon, où les dernières données disponibles datent de septembre.

Dans le même temps, Eurostat a indiqué que l'inflation avait nettement ralenti en novembre dans la zone euro, à 2,2% sur un an contre 2,5% le mois précédent. AFP 30.11

## 2- France

### 2.1- Alcatel-Lucent

Quelque 300 ingénieurs du site Alcatel-Lucent d'Orvault en Loire-Atlantique ont débrayé vendredi pour "*maintenir la pression*" sur l'équipementier télécoms qui vient de détailler un plan de 1.353 suppressions d'emplois en France.

Le site nantais, qui a employé jusqu'à 1.200 personnes il y a trente ans, est l'un de ceux proportionnellement les plus touchés en France par la restructuration, avec 122 postes menacés sur 541.

Un tiers de ses effectifs en recherche et développement vont être supprimés, selon les salariés, qui vivent leur cinquième plan social depuis la fusion d'Alcatel avec l'américain Lucent il y a six ans.

Une délégation de personnels du site doit rencontrer lundi le délégué régional du ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg pour lui faire part de ses inquiétudes. Des actions similaires auprès des collectivités locales sont prévues. Reuters 30.11

### 2.2- PSA. Taillable et corvéable à la sauce syndicale.

L'usine PSA Peugeot-Citroën de Sochaux (Doubs) mettra à profit la période de Noël pour arrêter sa production durant dix-neuf jours, du 20 décembre au 8 janvier, afin de dégonfler ses stocks, a-t-on appris de source syndicale.

Le 7 décembre sera également chômé sur la ligne de production des 3008, 5008 et DS5, selon les informations données vendredi par la direction au comité d'entreprise.

Au-delà de leur cinquième journée de congés payés, les salariés bénéficieront du dispositif APLD (activité partielle longue durée, ou chômage partiel) pour six journées et demie.

L'autre usine du groupe PSA dans l'est de la France, celle de Mulhouse (Haut-Rhin), avait annoncé la semaine dernière trois jours chômés en décembre mais des heures supplémentaires en janvier, avec quatre samedis travaillés, pour répondre à la demande de Citroën C4 et DS4. Reuters 30.11



## 2.3- Cassidian.

Cassidian, le pôle défense et sécurité du groupe EADS, a annoncé vendredi son intention de supprimer environ 850 postes dans le cadre d'une réorganisation visant à générer au moins 200 millions d'euros d'économies par an d'ici à 2014.

Cette annonce s'inscrit dans le contexte de coupes budgétaires attendues en Europe dans le domaine de la défense.

Cassidian précise dans un communiqué que les suppressions d'emplois concerneront essentiellement les fonctions managériales et administratives de la société et qu'il souhaite privilégier les départs volontaires.

Cassidian est la deuxième division d'EADS en termes de chiffre d'affaires, loin derrière Airbus. Elle représente le groupe au sein du consortium d'avion de combat Eurofighter, au capital duquel figurent également BAE Systems et Finmeccanica. Reuters 30.11

## 3- Suisse. Riches dans un paradis fiscal au coeur de l'Europe

Le Suédois Invar Kamprad, le fondateur d'Ikea, reste l'homme le plus riche de Suisse, avec une fortune estimée entre 38 et 39 milliards de francs suisses (31 et 32 mlds euros), selon le classement annuel des 300 plus riches de Suisse établi par le magazine suisse Bilan.

Selon la dernière édition de ce magazine, publiée aujourd'hui, la fortune d'Ingvar Kamprad a encore augmenté d'un milliard CHF en 2012. Le numéro 2 de ce classement est un Brésilien d'origine suisse, Jorge Lemann, avec une fortune estimée entre 17 et 18 milliards CHF. Ce fils d'un fromager de l'Emmental, qui a émigré au Brésil, a vu sa fortune croître de 9 milliards CHF en un an, grâce à la forte hausse des actions du leader mondial de la bière InBev, dont il détient 15%. M. Lemann vit une partie de l'année sur les rives du lac de Zurich, selon Bilan.

Le premier Français de ce classement est Pierre Castel, 86 ans, établi dans le canton de Genève d'où il dirige le groupe Castel Frères, un des premiers acteurs mondiaux dans le vin et la bière. La fortune de la famille Castel est estimée entre 6 et 7 milliards de francs suisses (plus de 5 milliards d'euros), en hausse de 1,5 mld en 2012, selon Bilan. La fortune de la famille Castel est équivalente à celle de la famille Gérard Wertheimer (maison Chanel). Selon Bilan, cette fortune a augmenté de 2 milliards CHF en 2012. La famille Wertheimer vit aussi dans le canton de Genève.

Sur les 300 plus riches de Suisse, il y a 137 milliardaires dont la fortune a augmenté en 2012 de 9% pour atteindre 483 mlds CHF. AFP 30.11

## 4- Allemagne

La société allemande d'éclairage Osram va supprimer 4.700 emplois supplémentaires, soit 12% de ses effectifs, tout en cédant des usines, après sa scission avec sa maison mère Siemens, pour faire face à la concurrence asiatique.

La société, dont la marque existe depuis 106 ans, a annoncé aujourd'hui qu'elle avait pour objectif de réduire ses coûts d'un milliard d'euros sur trois ans. Osram, dont la scission est prévue au printemps, a tardé à s'adapter à l'évolution du marché des ampoules électriques vers les lampes à diodes électroluminescentes (LED), alors que les entreprises asiatiques ont augmenté leurs capacités de production, entraînant les prix à la baisse. Reuters 30.11

## 5- Italie

Le taux de chômage en Italie s'est établi à 11,1% de la population active en octobre, en hausse de 0,3 point par rapport à septembre, selon une estimation provisoire publiée vendredi par l'Institut national des statistiques italien.

Il s'agit du taux le plus élevé depuis janvier 2004, date à laquelle l'Istat a commencé à publier des statistiques mensuelles sur cet indicateur. Le taux de chômage est en hausse de 2,3 points de pourcentage par rapport à octobre 2011, précise le communiqué. AFP 30.11

## 6 - Etats-Unis

### 6.1- Les dockers en grève au port de Los Angeles

Le port de Los Angeles, qui occupe une position clé dans le trafic maritime transpacifique, était paralysé jeudi par une grève obligeant les porte-conteneurs à se dérouter vers d'autres ports californiens et mexicains, a annoncé la directrice du port, Geraldine Knatz.

Cette dernière a averti que "ce conflit qui a débuté il y a trois jours pourrait avoir des répercussions sur l'économie américaine".

La Fédération nationale de vente au détail (NRF) a demandé l'intervention de la Maison Blanche pour l'aider débloquer les négociations avec les grévistes. "Une grève prolongée du plus grand port des Etats-Unis aurait un effet dévastateur sur l'économie américaine", écrit le responsable de la NRF dans une lettre adressée au Président Barack Obama. lefigaro.fr 30.11

6.2- Employés de Wendy's, McDonald's, Pizza Hut, Domino's, KFC, Taco Bell, et Burger King en grève.

Des employés de plusieurs chaînes américaines de fast-food comme McDonald's ont fait grève et manifesté à New York pour demander des salaires plus élevés et le droit de former des syndicats, leurs revendications recevant le soutien du contrôleur de l'Etat de New York (nord-est).

Les télévisions locales ont notamment montré des images de plusieurs dizaines de grévistes devant un restaurant McDonald's de Manhattan, l'un d'eux affirmant "vivre dans la pauvreté" à cause de salaires de l'ordre de 8 dollars l'heure, un autre affirmant "dépendre de bons alimentaires" pour vivre.

Une pétition sur le site Fastfoodforward.org avait recueilli plus de 12.000 signatures jeudi. Adressée aux "PDG de Wendy's, McDonald's, Pizza Hut, Domino's, KFC, Taco Bell, et Burger King", elle déclare: "Je soutiens les travailleurs du secteur de la restauration rapide de New York qui ont débrayé pour demander 15 dollars par heure et le droit de former des syndicats sans interférence" de la part de la direction de leur entreprise.

Le site déclare que "les employés des chaînes de fast-food de la ville de New York gagnent à peine assez pour survivre. La plupart d'entre nous gagnent le salaire minimum, 7,25 dollars de l'heure, soit 11.000 dollars par an seulement". Les multinationales comme McDonald's, Wendy's, Taco Bell, KFC, et Pizza Hut "génèrent d'énormes bénéfices et octroient des rémunérations exorbitantes à leurs patrons pendant que la plupart de leurs employés dépendent de bons alimentaires", ajoute le site.

Le contrôleur de la ville de New York, John Liu, a soutenu les grévistes. "Trop d'employés de la restauration rapide à New York ne gagnent pas assez d'argent pour avoir à manger chez eux, et ils ont le droit de s'organiser (en syndicats) et de demander des salaires décentes". "C'est une honte que beaucoup de ces employés dépendent de l'aide publique alors que les entreprises pour lesquelles ils travaillent sont parmi les plus riches du pays et que leurs directeurs généraux gagnent des millions", a-t-il ajouté. lefigaro.fr 30.11

L'Empire craque de partout...

6.3- Les impôts ont diminué aux États-Unis

Le New York Times a calculé que la plupart des Américains payent moins de taxes que sous l'ère du très libéral Ronald Reagan, dans les années 1980. Le quotidien estime que les ménages ayant des revenus supérieurs à 200.000 dollars par an sont les principaux bénéficiaires de cet allègement fiscal. lefigaro.fr 30.11

---

## ECONOMIE

### 1- Produits alimentaires

Les prix alimentaires se sont stabilisés depuis le pic de l'été mais restent "proches" de niveaux record et menacent toujours la survie de millions de personnes, a déploré la Banque mondiale (BM) dans un rapport publié jeudi.

"Les prix élevés s'imposent de plus en plus comme la nouvelle norme. La planète ne peut se permettre de tolérer cette tendance alors que 870 millions de personnes vivent toujours dans la faim et que des millions d'enfants meurent chaque année" des suites de la malnutrition, a noté Otaviano Canuto, vice-président de la BM, cité dans un communiqué.

Sur le seul mois d'octobre, les prix alimentaires mondiaux ont bondi de 7% sur un an, même s'ils ont reculé de 5% par rapport au niveau record atteint pendant l'été, selon le rapport trimestriel de la Banque mondiale, qui souligne que l'évolution n'a "pas été uniforme".

Sur un an, les prix du maïs ont flambé de 17% en octobre tout comme ceux du blé (+24%) alors que les cours du riz (-7%) et surtout ceux du sucre (-20%) ont dégringolé, souligne la Banque mondiale. AFP 30.11

## 2- Inde

L'Inde a affiché une croissance ralentie à 5,3% sur un an, lors du trimestre allant de juillet à septembre, en raison des très faibles performances du secteur manufacturier et des incertitudes sur l'économie mondiale, selon les chiffres officiels publiés vendredi.

L'économie indienne, troisième de l'Asie, pâtit de taux d'intérêt élevés, d'un ralentissement de ses exportations notamment vers l'Europe et de la réticence des investisseurs étrangers, refroidis par la corruption et la paralysie du gouvernement. Le pays avait enregistré une croissance de 6,7% il y a un an.

Le secteur manufacturier a affiché les performances les plus faibles: il n'a progressé que d'un maigre 0,8%, sur un an. Les services ont augmenté de 5,5% tandis que le secteur financier et immobilier affichait un bond de 9,4%. [lefigaro.fr](http://lefigaro.fr) 30.11

[Haut de page ↗](#)

---

Le 2 décembre

### CAUSERIE

Novembre 2012 : 4 800 connexions au site, 4 635 fichiers téléchargés. Jusqu'à présent on plafonnait à 3 000 connexions par mois. Donc on ne change rien et on continue.

J'ai formaté quelques causeries de la fin novembre au format pdf (Acrobat Reader). Elles sont de qualité inégales, je suis fatigué, j'ai beaucoup donné ces dernières semaines.

Hier soir sur TV5Monde Asie était diffusée en différé l'émission *On n'est pas couché* de la semaine dernière où figurait Mélenchon. J'ai hésité à la regarder, puis j'ai laissé tomber, il nous fait déjà perdre trop de temps, j'aurais appris quoi sur lui que je ne connaissais pas déjà, rien. Sans les médias il n'existerait tout simplement pas, au point qu'il doit revêtir les vieilles loques de l'écologie politique pour donner le change, car sur le terrain politique proprement dit, il n'existe aucun espace politique pour le réformisme dont il se réclame, il semble ignorer que la crise du capitalisme a pris la forme d'un gigantesque gouffre, à la mesure de la colossale dette qu'il a accumulée et sur laquelle il repose et qui explosera quand les taux d'intérêts vont remonter, quand, je n'en sais rien.

Une chose est certaine, cela peut retarder le moment de l'effondrement du capitalisme de baisser les taux d'intérêt jusqu'à zéro, jusqu'au jour où fatalement ils remonteront, tous les économistes sérieux sont au moins d'accord sur ce point, donc effondrement sur le plan financier en premier lieu, mais aussi social, et aujourd'hui c'est sur le plan social qu'il commence à y avoir le feu, par exemple quand des policiers manifestent à Madrid en s'excusant de ne pas pouvoir arrêter les vrais responsables de la crise et des souffrances de la population, les banquiers et les politiciens selon leurs termes. Je crois qu'on a assisté à une scène comparable en Grèce récemment.

Or, ils représentent l'ordre, le maintien de l'ordre, le bras armé de l'ordre, s'il se fend ou est coupé, l'ordre peut tomber et une révolution peut avoir lieu ou elle est facilitée. Il ne reste plus qu'à cibler les institutions

Si le dispositif policier et militaire n'est plus en situation de défendre les institutions, elles peuvent tomber, notre boulot c'est de les aider à tomber pour bâtir une nouvelle société basée sur d'autres valeurs que l'argent, le pouvoir, l'individualisme, la soumission, l'oppression et l'exploitation, pour nous à terme tout cela doit disparaître de la vie des hommes, à l'exception de l'individualisme dans la mesure où nous existons également en tant qu'individualité, tout comme en tant que personnalité ou caractère, chaque être humain est unique, c'est ce qui fonde qu'il soit aussi universel, appartenant au bien commun ; si l'on considérait chaque personne comme nous-même, comme une sorte de don de la nature que l'on doit respecter, la paix serait établie sur terre et les hommes vivraient heureux et en paix. Cela nécessite de se débarrasser des classes sociales, en premier lieu de celle des capitalistes qui déterminent les rapports sociaux dans la société, donc qui détermine l'existence des classes tout en les dominant.

Les origines ou fondements du capitalisme, des inégalités, des injustices, de toutes les souffrances et des guerres qui accablent les peuples, proviennent de la division de la société en classes dominante et dominée, y mettre un terme est une nécessité historique.

Lundi le site ne sera pas actualisé, je dois retourner à la clinique avec mon épouse, son cardiologue veut avoir une discussion avec moi, j'espère qu'il ne va pas me faire perdre mon temps. Je dois aussi retourner chez le dentiste et prendre des nouvelles de mon visa qui expire dans trois semaines, je n'ai pas de nouvelles depuis deux mois de ma demande de renouvellement pour les 15 ans à venir, la bureaucratie indienne quoi ! Il faut aussi que j'aille payer le téléphone, bref, une journée bien chargée et

pas spécialement agréable en perspective.

Bon week-end à tous.

[ArcelorMittal. Et pour cause. Mittal est servi ou plutôt, il s'est servi dans la caisse !](#)

- Accord sur Florange: Mittal satisfait, incertitudes sur les haut-fourneaux - AFP

Vous allez tout de suite comprendre pourquoi Mittal est satisfait.

Après que l'Etat s'est engagé dans la modernisation des hauts-fourneaux d'ArcelorMittal à Florange à hauteur de 150 millions d'euros, via le grand emprunt, les collectivités territoriales pour 30 millions et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) pour 10 millions, le Premier ministre a annoncé vendredi que ce cadeau à Mittal et aux actionnaires pourrait encore être augmenté si nécessaire.

Les hauts-fourneaux dotés de la technologie Ulcos (Ultra-Low Carbon Dioxide Steelmaking) regagneraient en compétitivité grâce à d'importantes économies réalisées sur le coût des quotas d'émission de CO2. (source AFP et L'Expansion.com 01.12)

Résumons : une entreprise réalise des dizaines de milliards d'euros de profit au cours des décennies précédente dont une grande partie va atterrir sous forme de dividendes dans la poche des riches actionnaires.

Vient le moment où en concurrence avec d'autres entreprises plus compétitives, ses actionnaires ont le choix entre investir une plus grande partie de la plus-value réalisée pour la rendre aussi compétitive ce qui supposerait qu'ils renoncent à leurs dividendes, soit ils décident tout bonnement de mettre la clé sous la porte.

Dernier scénario possible, l'Etat, donc le contribuable, les travailleurs, décide de réaliser cet investissement à la place de l'entreprise, ce qui revient en réalité à nationaliser la dette de Mittal et privatiser les profits à venir.

Quelle est la nature sociale du gouvernement, des institutions, de l'Etat ?

Nationaliser une entreprise privée n'est pas possible au nom du respect du sacro-saint principe de la propriété privée, par contre lorsqu'il s'agit de nationaliser ses dettes ou de prendre en charge des investissements fort coûteux qu'elle ne veut pas réaliser, là ce principe ne joue plus. Nous avons la réponse à notre question : capitaliste.

C'est la raison pour laquelle on ne peut concevoir toute nationalisation ou socialisation d'une entreprise autrement que sans indemnité ni rachat, rompant ainsi avec le capitalisme.

Plus buté, plus borné, tu meurs !

- ArcelorMittal: Ayraut recevra l'intersyndicale en début de semaine - L'Expansion.com

Ils ont raison de ne douter de rien : "*chiche*" (POI) ! Oui, c'est un poids chiche qu'il y a dans la tête des dirigeants du POI !

- Michel Sapin appelle les salariés de Mittal à "*reprendre confiance*" - LePoint.fr

C'était juste pour faire semblant, pour rire quoi !

ArcelorMittal: "*La nationalisation reste une arme de dissuasion*", selon Montebourg - L'Express.fr

A bas le gouvernement des capitalistes, pour un gouvernement des seuls partis ou courants du mouvement ouvrier combattant pour une République sociale, pour la rupture avec les institutions de la Ve République et le capitalisme, l'UE, l'ONU !

[Toujours plus riches. Normal, non ?](#)

Stéphane Benoit-Godet, le rédacteur en chef du magazine économique Bilan, qui publie chaque année le palmarès des trois cents plus riches de Suisse, avait déjà prévenu : contrairement aux prévisions, l'arrivée de François Hollande à l'Élysée n'a pas provoqué un exode de nantis sur les bords du lac Léman.

La Confédération n'accueille que deux nouveaux très riches français, tous deux domiciliés à Genève et inconnus du grand

public : Claude Dauphin (entre 800 millions et 1,2 milliard d'euros d'avoirs) et Éric de Turckheim (170 à 250 millions). Les deux hommes sont d'ailleurs associés dans la société de négoce Trafigura, tristement célèbre pour avoir déversé des déchets toxiques à Abidjan en 2006. (Dans cette affaire, il n'y a eu aucune poursuite.)

Les riches, malgré la crise, sont de plus en plus riches. La famille Wertheimer a ainsi accru son bas de laine de 1,7 milliard d'euros, la famille Castel, de 1,3 milliard. Quant à la famille Louis-Dreyfus (négoce, immobilier), installée dans le canton des Grisons, elle a carrément fait la culbute : + 180 %. Margarita Louis-Dreyfus, 50 ans, la veuve de Robert Louis-Dreyfus, un temps patron de l'OM, est assise sur un tas d'or estimé entre 2,5 et 3,4 milliards.

Le champion de la hausse (+ 400 %) est Karim Aga Khan, installé à Genève. Le chef spirituel des musulmans ismaéliens, qui bénéficie d'un forfait fiscal, disposerait de plus de 10 milliards d'euros.

Au hit-parade tricolore, il faut citer la famille Bich (briquets et rasoirs) qui ne connaît pas la crise, avec un enrichissement de 420 millions, Benjamin de Rothschild (une fortune estimée entre 1,7 et 2,5 milliards), la famille Mimran (commerce, industrie), qui disposerait de 1,6 milliard. lepoint.fr 01.12

Et pendant ce temps-là les dirigeants du mouvement ouvrier tergiversent, emploient un double langage, bref baissent leur froque, il n'y a pas d'autres expressions qui conviennent.

Ils emploient des formules sibyllines pour ne pas choquer les capitalistes et ceux qui les soutiennent, les jaunes, la racaille réformiste complice du capitalisme qui fraie la voie à la pire réaction, la pourriture stalinienne toujours présente... Ils redoublent d'imagination sur le plan sémantique pour éviter de prononcer les gros mots qui fâchent, expropriation des banquiers et des actionnaires du CAC40 sans condition, dictature du prolétariat pendant de la dictature du capital, socialisme...

Tous entretiennent des illusions, épargnent ou soutiennent ouvertement le gouvernement, les institutions, l'Etat qu'ils sont incapables de caractériser pour en être les complices, donc de les combattre, contre les travailleurs qu'ils prétendent représenter. On s'étonne ensuite de l'état de décomposition du mouvement ouvrier, ils en sont les responsables.

Le mérite de la résistance au rouleau compresseur de l'ultra libéralisme revient aux militants de base en contact avec les travailleurs, qui par leur mobilisation incarnent le rejet de la régression sociale sans fin à laquelle l'oligarchie financière veut nous soumettre.

### [A bas Israël ! Prise de conscience.](#)

Une soixantaine de footballeurs professionnels, dont Didier Drogba, Eden Hazard ou encore Jérémy Ménez, ont adressé une lettre à l'UEFA pour protester contre la décision de celle-ci de confier à Israël l'organisation de l'Euro-2013 des moins de 21 ans.

Les signataires estiment que l'instance européenne du football ferme les yeux sur la récente offensive israélienne sur la bande de Gaza et expriment "*leur* solidarité avec le peuple de Gaza qui vit depuis trop longtemps en état de siège, et dont on refuse les droits humains les plus fondamentaux: la dignité et la liberté", selon la lettre.

"*Les derniers bombardements israéliens sur Gaza, provoquant la mort d'une centaine de civils, ont été une nouvelle offense à la conscience du monde*", dit la lettre, diffusé sur internet.

Les signataires évoquent aussi le bombardement du Palestine Stadium de Gaza, le 10 novembre -dont la Fifa a promis la reconstruction le 27 novembre-, qui a tué quatre adolescents, et la situation d'Omar Rowis (23 ans) et Mohammed Nemer (22 ans) du club d'Al Amari, emprisonnés en Israël. "*Des enfants tués alors qu'ils jouent au football*"

"*C'est inacceptable que des enfants soient tués alors qu'ils jouent au football. Dans ces circonstances, l'accueil du Championnat d'Europe des moins de 21 ans, serait perçu comme une récompense pour des actes, contraires aux valeurs du sport*", continue la lettre, qui demande que "*(les Palestiniens) soient protégés par la communauté internationale*". nouvelobs.com 01.12

Cette prise de position paraîtra peut-être insignifiante à certains militants, j'estime au contraire qu'au regard de la place du football chez les jeunes, cela peut aider à la formation de leur conscience politique, il ne faut rien négliger dans ce domaine face à des médias qui quotidiennement s'emploient à abrutir la population dont les jeunes.

---

### ACTUALITE EN TITRES

[De quel Etat ? De quel droit ?](#)

- Guyane: le gouvernement déterminé à faire respecter l'état de droit - AFP

[Le petit empereur déchu.](#)

- Sarkozy, sabre de bois ! - LePoint.fr

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### France

Le démonstrateur de drone de combat Neuron a réussi samedi son tout premier vol à Istres (Bouches-du-Rhône), couronnant près de dix ans d'efforts de six pays européens emmenés par la France et Dassault Aviation.

Une fois la centaine de vols d'essais du Neuron réalisés, d'ici deux ans, l'avionneur tricolore compte participer à la préparation de la prochaine génération d'avions de combat, avec ou sans pilote, attendue dans les années 2030.

Lancé en 2003, le programme Neuron, d'un budget de plus de 400 millions d'euros, est piloté par la Délégation générale de l'armement (DGA) et Dassault Aviation, qui joue le rôle de maître d'oeuvre.

L'avionneur français, concepteur de l'avion de combat Rafale, a entraîné dans son sillage le suédois Saab, qui fabrique le Gripen et l'italien Alenia (Finmeccanica, qui fait partie du consortium Eurofighter avec EADS et le britannique BAE Systems.

L'espagnol EADS-CASA, le grec Hellenic Aerospace Industry (HAI) et le suisse Ruag sont également de la partie.

Pendant ce temps, BAE Systems, avec qui Dassault Aviation coopère dans les drones de surveillance, mène son propre projet similaire, Taranis, avec un premier vol prévu en 2013.

Le Neuron peut effectuer un vol complet sans recevoir aucun ordre et peut rectifier de lui-même des situations critiques, un avantage crucial dans une zone de combat où il vole beaucoup plus vite que les drones de surveillance actuels.

Le deuxième vol attendra quatre mois. Entre-temps, l'avion sera envoyé au Centre d'essai d'électronique de l'armement de la DGA à Bruz, près de Rennes, où des tests seront réalisés pour vérifier qu'il est bien le plus furtif possible.

*"L'idée, c'est d'être aussi invisible qu'un moineau. Le moineau de Paris est gris, discret, ne se voit pas, se fond dans l'environnement"*, explique Didier Gondoin, directeur général technique de Dassault Aviation, qui a dirigé le programme Rafale de 1998 à 2005.

Le Neuron devra ainsi demeurer en dessous des seuils de détection des radars, réglés de façon à ne pas détecter les vols d'oiseaux.

De la même manière, le moteur de l'avion a été dissimulé pour éviter que la chaleur émise ne soit détectable par les radars infrarouge.

Long de 10 mètres, le Neuron a une envergure d'environ 12,5 mètres - légèrement supérieure à celle d'un Mirage 2000 - et peut peser sept tonnes une fois ses deux soutes d'armement chargées.

"On va confronter la nouvelle épée qui est Neuron face aux boucliers que sont les systèmes de détection", résume Patrick Castagnos, directeur des essais en vol de Dassault Aviation.

Mais si les Etats ont beaucoup partagé dans la conception du Neuron, ces données-là, ils les garderont pour eux.

L'étape suivante, après 2014, s'appelle "*Neuron 2*" : il s'agit de préparer un véritable projet de drone de combat européen en assimilant les fruits du travail effectué parallèlement par BAE Systems avec Taranis. Reuters 01.12

#### 2- Tunisie

Le gouvernement tunisien et le syndicat UGTT ont annoncé samedi un accord afin de pacifier la ville de Siliana, théâtre d'un cinquième jour d'affrontements et épice de la colère des Tunisiens face aux espoirs déçus de la révolution de 2011.

Le compromis prévoit que le gouverneur de cette région à 120 km au sud-ouest de Tunis, Ahmed Ezzine Mahjoubi, dont les manifestants réclament le départ, soit écarté de ses fonctions, qui seront exercées par son adjoint. Mais M. Mahjoubi n'a pas été formellement limogé.

Des mesures pour le développement économique de la région vont aussi être décidées, une autre revendication des habitants, qui, comme lors de la révolution de l'hiver 2010/2011, dénoncent l'arbitraire de la police et l'échec de la politique économique du gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda.

*"L'accord satisfait toutes les demandes des habitants de Siliana, nous appelons au calme car il n'y plus de prétexte pour les manifestations et la violence"*, a déclaré à la télévision le porte-parole du gouvernement, Samir Dilou.

*"C'est un pas positif en attendant des mesures concrètes"*, a déclaré de son côté à l'AFP Belgacem Ayari, le secrétaire général adjoint de l'UGTT, principal syndicat tunisien. Il a cependant insisté sur un retrait de Siliana des renforts policiers qu'il juge responsables des violences des derniers jours.

Sur le terrain, des affrontements ont eu lieu tout l'après-midi entre des centaines de jeunes, armés de pierres et de cocktails Molotov, et des policiers, plus nombreux et mieux organisés que vendredi. Des heurts ont aussi eu lieu à Bargou, à 20 km à l'est.

Dans la soirée, un semblant de calme était revenu, les forces de l'ordre patrouillant dans la ville en véhicules blindés et à pied, après avoir dispersé les manifestants avec des tirs de sommation et une grande quantité de gaz lacrymogènes.

Signe de la volatilité de la situation, des affrontements ont opposé dans la nuit de vendredi à samedi des manifestants et la police au Kef (nord-ouest) et à Sbeïtla (centre-ouest). Ces villes, situées à 70 km à l'ouest et à 120 km au sud de Siliana, sont considérées comme des points de tensions dans l'intérieur marginalisé du pays.

Des marches pacifiques ont aussi eu lieu samedi à Tunis, selon l'AFP, ainsi qu'à Bizerte (nord) et Gabès (sud-est), selon des médias locaux. Ces villes ont toutes connu des troubles ces derniers mois.

Alors que les crises se succèdent, le président Moncef Marzouki a appelé vendredi à la formation d'un gouvernement restreint pour empêcher une contagion de l'instabilité à d'autres régions, face à l'incapacité du cabinet à répondre aux attentes de la population.

Le Premier ministre, l'islamiste Hamadi Jebali, a botté en touche samedi, expliquant qu'il répondrait *"par écrit"* au chef de l'Etat. *"Si cela devait se révéler bon pour la Tunisie, je n'y verrais pas d'inconvénient"*, a-t-il précisé.

Le porte-parole du gouvernement a pour sa part souligné *"la nécessité de ne pas précipiter la réaction"*.

Mais le président, un laïc allié aux islamistes, n'a pas le pouvoir de remanier le gouvernement.

Les questions sociales étaient déjà au coeur de la révolution tunisienne, lancée il y a près de deux ans, qui avait marqué le début du printemps arabe. AFP 01.12

### 3- Turquie

Le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu a appelé samedi les pays arabes à unir leurs efforts avec la Turquie pour résoudre les crises régionales, à commencer par la question palestinienne et le conflit syrien, lors d'un forum turco-arabe à Istanbul.

*"La coopération et la solidarité turco-arabe vont renforcer les efforts pour accélérer la résolution des crises de la région et y établir la paix et la stabilité"*, a déclaré M. Davutoglu devant les représentants de 21 pays arabes, dont 12 ministres des Affaires étrangères.

M. Davutoglu a placé le dossier palestinien en tête de l'agenda politique régional, se félicitant de l'accession de la Palestine au statut d'Etat observateur à l'ONU mais prévenant que la communauté internationale n'aura "payé sa dette morale, juridique et politique" aux Palestiniens que lorsque la Palestine sera un Etat pleinement reconnu.

*"La communauté internationale ne doit plus permettre qu'un gouvernement israélien qui ne reconnaît pas le droit, mette en danger la paix, la sécurité et la stabilité de la région avec une politique irresponsable et son refus d'un compromis"*, a affirmé M. Davutoglu.

*"Le moment est venu d'adresser des réactions fortes aux politiques d'Israël qui ruinent le processus de paix"*, a-t-il poursuivi.

Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi a pour sa part souligné que la coopération devait se concentrer sur la fin de l'"occupation" israélienne.

"Nous devons maintenant travailler ensemble pour mettre fin à l'occupation par Israël" des territoires palestiniens, a déclaré M. al-Arabi, selon la traduction en turc de ses propos.

S'adressant aux délégations arabes lors d'un déjeuner, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a lui aussi insisté sur le fait que la Palestine restait, malgré les développements à l'Onu, un "pays sous occupation".

"Nous devons voir et admettre que la Palestine est aussi un pays sous occupation, en dépit du fait qu'elle a obtenu le statut d'Etat observateur", a-t-il dit, appelant à l'unité des Palestiniens pour pouvoir former "un Etat avec Jérusalem-est comme capitale".

Autrefois alliée d'Israël, la Turquie entretient des relations exécrables avec l'Etat hébreu depuis l'assaut meurtrier de Tsahal en 2010 contre un navire d'aide humanitaire pour Gaza, au cours duquel avaient péri neuf Turcs. AFP 01.12

#### 4- Bahrein

La police bahreïnie a dispersé dans la nuit de vendredi à samedi à coups de grenades lacrymogènes et de bombes assourdissantes des manifestants dans des villages chiites entourant Manama, ont rapporté des témoins qui ont fait état de personnes blessées et arrêtées.

Les manifestants étaient descendus dans les rues à l'appel du Collectif des Jeunes du 14 février, un groupe radical, pour protester contre le blocus imposé selon eux depuis le 7 novembre à la localité chiite de Mahazza, dans les environs de Manama.

"Le blocus ne nous fera pas peur", "A bas Hamad", scandaient à l'adresse du roi Hamad ben Issa Al Khalifa les manifestants, dont certains avaient le visage masqué. Ils brandissaient des drapeaux bahreïnis et des portraits de détenus.

La police a lancé des gaz lacrymogènes, des bombes assourdissantes et tiré à la chevrotine, faisant des blessés selon des témoins qui n'en ont pas précisé le nombre.

Les personnes blessées lors de manifestations anti-gouvernementales ne se rendent pas dans les hôpitaux de crainte d'être arrêtées.

Plusieurs manifestants ont été arrêtés, selon les témoins qui ont précisé que les heurts se sont poursuivis jusqu'à l'aube de samedi.

Selon la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), 80 personnes ont trouvé la mort depuis le début de la révolte le 14 février 2011. AFP 01.12

---

## SOCIAL

### France

Un millier de chômeurs et de travailleurs précaires, selon la police, 2.500 selon les organisateurs, ont manifesté samedi 1er décembre à Paris, réclamant le "*changement*" de leur situation et une revalorisation des allocations, a constaté un journaliste de l'AFP.

A l'appel des organisations représentatives de chômeurs et de précaires (AC! APEIS, MNCP, et CGT chômeurs), les manifestants ont défilé de la place Stalingrad à la place de Clichy, certains venus en famille d'autres régions que l'Ile-de-France, notamment du Nord et de Lorraine.

Cette manifestation a lieu tous les ans depuis dix ans le premier samedi de décembre, date anniversaire de la création du RMI, le 1er décembre 1988. Des militants d'extrême gauche (NPA, Lutte ouvrière, CNT, etc...) défilaient en fin de cortège. nouvelobs.com 01.12

Ne vous marrez pas : ils ont mobilisé à travers toute la France pour aboutir à ce médiocre résultat ! Ils s'en foutent en vérité, c'est clair. Cette manifestation a lieu à date fixe tous les ans, elle était donc programmée, il était donc facile de la préparer minutieusement, non ? Bof, un chômeur, c'est quoi, ça rapporte quoi, rien, pire, ça coûte et ça quémande par dessus le marché, un parasite quoi.



Vous ne pensez pas que contre le chômage qui doit concerner plus de dix millions de travailleurs avec leurs familles, syndicats, partis et éventuellement organisations de chômeurs pourraient appeler à la mobilisation générale et organiser une manifestation nationale à Paris ?

Au lieu de cela, on a affaire à une insignifiante manifestation plus apte à pousser au désespoir qu'à encourager les travailleurs qui sont victimes du chômage, la première des violences à mettre au compte de l'Etat des capitalistes.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 décembre

## CAUSERIE

(Mon programme de la journée a été chamboulé, du coup j'ai actualisé le site, lire plus loin.)

Comme je l'ai annoncé hier je n'ai pas le temps d'actualiser le site aujourd'hui, peu importe généralement les agences de presse font relâche le dimanche, c'est la raison pour laquelle je consacre ce lundi à régler mes affaires personnelles.

Toutefois, en classant hier soir les fichiers de novembre dans les pages d'accueil des différentes rubriques du portail, je suis tombé sur trois articles qu'on pourrait se remémorer qui lamine la théorie de l'écologie politique dont Mélenchon se réclame.

Ces articles de 2010 étaient signés Thierry Meyssan. Voici le dernier paragraphe du troisième article qu'il avait consacré à cette question qui résume bien la supercherie que recouvre le traitement de la question environnementale quand on ne s'attaque pas aux fondements du capitalisme et pour monsieur Mélenchon, quand on n'entend pas rompre avec l'ONU :

- *"Jusqu'à la conférence de Cochabamba, la conscience collective a oublié l'évidence que les principales atteintes à l'environnement ne sont pas la conséquence de modes de vie particuliers, ni de l'industrie civile, mais des guerres entreprises pour permettre aux multinationales d'exploiter les ressources naturelles, et de l'exploitation sans scrupule de ces ressources par ces multinationales pour alimenter les armées impériales. Ce qui nous ramène à notre point de départ, lorsque U Thant proclamait le « jour de la Terre » pour protester contre la guerre du Vietnam."*

Eh oui, quelque part, monsieur Thierry Meyssan est plus critique envers le capitalisme, quelque part plus utile ou sans aucun doute moins nuisible que monsieur Mélenchon, le grand révolutionnaire des urnes où il a déposé les cendres du socialisme !

- 1970-1982 : L'écologie de guerre
- 1982-1996 : L'écologie de marché
- 1997-2010 : L'écologie financière

J'ai également ajouté deux adresses de vidéos sur le 11 septembre 2001, plus un article dans la rubrique International.

Cet article paru dans le portail canadien Mondialisation.ca est signé Paul Craig Roberts, un Américain que l'on aura du mal à assimiler à un adepte de la théorie du complot. Extrait du rappel des fonctions qu'il a occupées au sommet de l'Etat américain :

- " ... ancien membre du Congrès et nommé par le Président à de hautes fonctions, j'avais des habilitations de sécurité à un haut niveau. En plus de mes fonctions de secrétaire adjoint au Trésor US, j'avais des responsabilités à la FEMA en cas d'attaque nucléaire. Il y avait un refuge de montagne auquel je devais me rendre dans le cas d'une attaque nucléaire et à partir duquel j'étais censé prendre le relais du gouvernement américain dans le cas où aucun haut fonctionnaire n'aurait survécu à l'attaque."

- " En tant que personne dont les collègues au Centre d'études stratégiques et internationales à Washington étaient d'anciens secrétaires d'Etat, des anciens conseillers nationaux de sécurité, d'anciens directeurs de la CIA, anciens présidents des chefs d'états-majors, j'ai été troublé par l'histoire qu'un petit groupe d'individus, non pris en charge par un service de renseignement compétent, ait pu commettre les événements du 11/9."

Pour lui l'affaire est entendue, le 11/9 a été orchestré par Bush, Cheney et leur clique de cinglés de la Maison Blanche. Ses arguments sont imparables. Cela nous fait dire que dorénavant nous n'accorderons plus aucune crédibilité aux dirigeants du mouvement ouvrier qui reprendraient à leur compte la version officielle du 11/9 ou qui émettraient des doutes sur ses véritables planificateurs. Je l'avais peut-être déjà dit, dans ce cas-là je confirme.

Vous pourriez dire que c'est de l'histoire ancienne et qu'on s'en fout, pourquoi tirer de telles conclusions, vous rabâchez mon vieux, vous devenez gâteux... Si vouloir tirer des enseignements d'un évènement et des conséquences auxquelles il a donné lieu après coup, c'est radoter, alors il faut s'interdire de penser tout simplement.

Refuser cette vérité sur le 11/9 est intéressant à plus d'un titre, car cela révèle des esprits bornés, étroits, dépourvus d'esprit critique, qui s'interdisent de penser librement, sclérosés, qui pour cette raison ne peuvent pas, soit analyser correctement la situation, soit en tirer des conclusions pratiques correctes, réaliser les deux leur est impossible puisqu'ils sont incapables d'analyser les faits jusqu'au bout, à moins que cela provienne du fait que les intérêts qu'ils défendent à l'insu des militants ne leur permettent pas ou qu'ils se l'interdisent, ce qui reviendrait au même. Quant à construire un parti, le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui, on s'étrangle rien que d'y penser.

On ne peut pas revendiquer la vérité et la piétiner en réalité, voilà tout. Nous avons pleinement conscience de l'importance de la direction d'un parti, c'est pour cette raison que l'on ne peut pas accepter que des dirigeants ne soient pas dignes de la confiance que leur accordent leurs militants ou des militants.

Il n'est pas question ici de capacités intellectuelles, mais du refus d'admettre une évidence, de faits étayés par une multitude de preuves... Comme le dit très bien Craig Roberts, il n'est pas nécessaire de se poser des milliers de questions pour comprendre ce qui s'est réellement produit le 11/9, il suffit de s'en poser quelques-unes pour lesquelles nous connaissons les réponses, des réponses à la portée de toute le monde et que tout le monde connaît, c'est amplement suffisant.

La plupart des gens dans le monde ignorent toujours que les Américains savaient que les Japonais allaient bombarder Pearl Harbour, tout comme ils ignorent que des banquiers américains juifs financèrent Hitler et le régime nazi durant la Seconde Guerre mondiale, tout comme la plupart des Américains ignorent encore que la Fed est une banque privée, etc. notre devoir de militant ouvrier n'est pas de taire ces vérités, mais de les révéler au plus grand nombre pour qu'ils prennent conscience de la pourriture et du cynisme qui habitent ceux qui nous gouvernent et ceux qui s'en font les complices par lâcheté ou par intérêt...

Les deux vidéos. Il est absolument impossible qu'une tour de plus de 100 mètres de haut explose étage par étage par enchantement et s'effondre tout aussi miraculeusement en 10 secondes, après avoir été percutée par un avion.

- 9/11 Eyewitness Commentary / World Trade Center collapse compilation.
- Blueprint for Truth 10 min. - traduction française

L'article de Paul Craig Roberts.

- Le onzième anniversaire du 11-Septembre. (mondialisation.ca) (01.12.12)

La suite de lundi matin.

J'ai légèrement modifié la présentation de la causerie, l'actualité en titres précède l'actualité du jour puis les infos en bref, c'est plus cohérent ainsi. L'ordre camarade, l'ordre, la discipline, la rigueur, bref tout ce qui rebute à un militant, et c'est un tort !

Bon courage et bonne semaine à tous.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Ça craque de partout. En France

- Pourquoi la sortie de crise à l'UMP n'est pas pour demain - L'Express.fr
- Chatel: l'UMP doit "*tout faire*" pour éviter la cassure - AFP
- Le dossier Florange vire à la crise politique - LeFigaro.fr
- Guedj (PS): la gauche aussi peut être touchée par la crise politique - AFP
- Marine Le Pen revendique 600 adhésions par jour au FN - 20minutes.fr

## Ça craque de partout. Dans le monde.

- Allemagne. Merkel n'exclut plus un effacement de la dette grecque - Le Nouvel Observateur avec AFP
- Espagne: respecter l'objectif de déficit public en 2012 est "*très compliqué*" - AFP
- Etats-Unis. Budget américain: pas d'accord au Congrès sans hausse d'impôt, promet Geithner - AFP
- Israël. Les nouvelles colonies israéliennes, "*coup presque fatal*" à la paix, selon l'ONU - AFP
- Egypte: La Cour suprême suspend son travail et dénonce des «pressions» - 20minutes.fr
- Afghanistan : une base militaire américaine attaquée - LePoint.fr

## Florange. Marché de dupes !

- Florange : le scepticisme domine - LePoint.fr
- Florange: un accord avec Mittal mais "*pas de confiance*", selon Delphine Batho - AFP
- Florange: l'exécutif face à des syndicats déçus et un ArcelorMittal flou - AFP
- Florange: le gouvernement face à des salariés déçus et un ArcelorMittal flou sur ses engagements - L'Expansion.com
- Accord sur Florange: Mittal satisfait, incertitudes sur les haut-fourneaux - AFP

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### ArcelorMittal. Tour de passe-passe. Hollande-Ayrault refont le coup du TSCG et du volet "*croissance*".

Il avait affirmé que la prise en compte par l'UE d'un volet "*croissance*" constituait une "*réorientation*" de la politique économique de l'UE, et que par conséquent plus rien ne devait s'opposer à la ratification du TSCG. Or, ce volet "*croissance*" de 120 milliards d'euros avait déjà été budgétisé à hauteur de 100 milliards d'euros par la Commission européenne depuis février 2012.

En résumé, non seulement le TSCG qu'ils ont appelé à ratifier n'avait pas été modifié, mais Hollande n'a rien obtenu de Merkel ou Barroso.

Ayrault a annoncé vendredi soir que Mittal avait accepté d'investir 180 millions d'euros sur cinq ans dans la partie transformation de l'acier de Florange - la "*filière froide*", alors qu'il avait déjà programmé d'y consacrer 150 millions d'euros, sans que personne ne sache en réalité s'il y consacrerait un seul centime !

La question qui est posée aux sidérurgistes est très simple, à tous les syndicats et partis ouvriers : soit ils se mettent en grève illimitée avec occupation et comité de grève à Florange, mais aussi à Dunkerque et Fos-sur-Mer, dans toutes les unités de production de Mittal (notamment), jusqu'au redémarrage des hauts-fourneaux et la garantie écrite que pas un emploi ne sera supprimé dans les 20 ans à venir ; soit ils peuvent commencer à chercher du boulot ailleurs.

Pour les militants des partis ouvriers, la question qui est posée est celle d'un gouvernement ouvrier qui appellera la classe ouvrière à la mobilisation générale et l'organisera, afin d'exproprier les banquiers et les capitalistes du CAC 40, des quelques 2.000 grandes entreprises du pays.

Il faut bien comprendre que tout mot d'ordre ou ligne politique qui s'inscrit dans la perspective d'une expropriation des capitalistes, ne peut être prise au sérieux si elle ne s'accompagne pas de la mobilisation et de l'organisation des masses à l'échelle de tout le pays, pour constituer leurs propres institutions qui deviendront les piliers d'un Etat ouvrier et permettront de combattre efficacement et de vaincre le camp de la réaction.

C'est là la différence fondamentale avec le Front populaire, qui se refusant à appeler les masses à se mobiliser et à s'organiser sur des objectifs politiques clairs, fraie la voie à la réaction, au fascisme, à la dictature.

Un dernier mot.

A propos des intentions du fonctionnement du site de Florange on pouvait se poser une question qu'apparemment personne n'a évoquée : comment la filière dite froide pourrait continuer d'exister et d'être rentable si la filière dite chaude disparaît, comment va être alimentée la filière froide, avec quel acier, des blocs d'acier bruts seront transportés de Dunkerque ou Fos-sur-Mer jusqu'à Florange pour ensuite être découpés en fines plaques ? Qui peut croire pareille fable ? Ce que Mittal a prévu, c'est tout bonnement de fermer à terme la totalité du site de Florange semble-t-il.

L'article de presse.

- C'est à la déception des syndicats et à une direction d'ArcelorMittal muette sur une partie des engagements évoqués par le gouvernement que l'exécutif va faire face cette semaine, après la décision vendredi de faire confiance à l'aciériste plutôt que de nationaliser Florange.

Dimanche soir, le délégué CFDT du site de l'aciérie, Edouard Martin, a affirmé que Mittal allait "*procéder dans les prochains jours à l'arrêt de l'alimentation en gaz des hauts fourneaux qui sont toujours en chauffe*".

"*L'outil est cassé et je ne comprends pas que l'Etat puisse accepter ça*", a affirmé le leader syndical au journal de France 3.

Une source proche du dossier a assuré à l'AFP dimanche que "*tant que la procédure qui va commencer dans les prochains jours de dialogue social avec les organisations syndicales n'est pas terminée, les hauts fourneaux ne seront pas arrêtés*".

"*Si jamais l'information est confirmée par le gouvernement (...), je considère ça comme une très haute trahison d'Etat et moi, personnellement, je n'irai pas à Matignon mercredi*", a affirmé M. Martin.

Une déclaration malvenue pour le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, qui a invité l'intersyndicale de Florange pour une rencontre à Paris et joue gros sur ce dossier qu'il a repris en main cette semaine, allant jusqu'à désavouer le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg.

"*Les négociations que nous avons menées avec Mittal ont été âpres et difficiles, parce que nous refusions de vagues déclarations, et que nous voulions des engagements inconditionnels et précis*", a-t-il déclaré dimanche dans le Républicain lorrain.

Mais selon Edouard Martin, les garanties sur l'emploi sont insuffisantes puisque les quelque 500 sous-traitants travaillant directement avec la filière amont du site (production d'acier brut) qui va être arrêtée risquent de se retrouver au chômage.

Seule à saluer l'accord, la présidente du Medef Laurence Parisot a au contraire estimé dimanche que celui-ci était "très clair: il n'y a aucune destruction d'emplois. Elle a cependant jugé "*dramatique*" les doutes pesant sur la bonne foi d'ArcelorMittal.

Dans les rangs mêmes du gouvernement, l'attitude future d'ArcelorMittal inquiète. "*Il y a un accord, il n'y a pas de confiance*", a déclaré dimanche la ministre de l'Ecologie Delphine Batho au "Grand rendez-vous" d'Europe 1/Aujourd'hui en France/iTélé. "*Jamais Mittal n'a tenu ses promesses dans le passé*", a-t-elle rappelé.

Principal doute quant au comportement de l'aciériste, le fait qu'il ne mentionnait à aucun moment samedi le projet européen Ulcos qui est supposé, à terme, permettre le redémarrage d'un des hauts fourneaux de Florange pour produire de l'acier en émettant beaucoup moins de CO2.

La commission européenne doit prendre sa décision finale sur ce dossier le 20 décembre après l'avoir examiné le 13. Le gouvernement affirme qu'ArcelorMittal s'est engagé sur ce point.

Samedi, le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a souligné que Mittal s'était simplement "*engagé à étudier le projet*" Ulcos.

Selon le co-président du Parti de gauche (PG) Jean-Luc Mélenchon, "*on n'a parlé de nationalisation aussi longtemps que Mme Parisot n'a rien dit*."

"*Quand Mme Parisot a dit que la nationalisation est une absurdité, les journaux économiques de droite ont embrayé et il n'y a pas de nationalisation. C'est elle le vrai Premier ministre au fond*", a déclaré M. Mélenchon sur BFMTV. AFP 02.12

Poste si enviable au côté de Hollande, dont l'action en fait le coprésident du patronat, que Mélenchon serait prêt à la revendiquer.

- Pour M. Mailly, qui a rappelé que son organisation syndicale était favorable à la nationalisation temporaire et avait défendu la pérennité de l'intégralité du site, «*la décision du gouvernement crée beaucoup de déception et laisse un goût amer*».

Interrogé sur la confiance qu'il porte en Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, le secrétaire général de FO a reconnu qu'il «*est monté au créneau, a prôné une solution, a parlé d'une repreneur pour 400 millions d'euros*».

«*A la fin, la décision est différente. Les salariés ont eu un espoir et cet espoir est déçu. Il faut de la cohérence, sinon qui croire?*» se demande-t-il. 20minutes.fr 02.12

Monsieur Mailly, qui a semé des illusions dans la tête des travailleurs à propos des intentions du gouvernement, qui, sinon vous et vos collègues des autres syndicats. Qui croire, vous avez raison de poser la question, certainement pas les dirigeants syndicaux dont vous monsieur Mailly. Appelez la sidérurgie (et pourquoi pas la métallurgie, l'automobile, la chimie, la santé, l'école, etc.) à la grève illimitée, après nous verrons s'il y a lieu de modifier l'appréciation que nous portons sur vous.

Mittal est un patron gangster.

Un patron antisyndical. (source : Wikipédia et divers portails)

- Depuis début 2008, l'entreprise a été condamnée à 10 reprises pour discrimination envers des représentants du personnel ou des membres de son personnel du fait de leur activité syndicale

Condamné en justice.

- Condamné le 16 décembre 2008 pour entente sur les prix.

Un paradis fiscal !

- Siège social : Luxembourg (Luxembourg),

Même les dirigeants de ThyssenKrupp et la justice néerlandaise se sont fait rouler par Mittal !

- A la fin du mois de janvier 2006, Mittal annonce une OPA hostile sur Arcelor pour 18,6 milliards d'euros, en promettant par la même occasion à ThyssenKrupp de lui revendre Dofasco à l'issue de l'opération d'absorption d'Arcelor. Le groupe ThyssenKrupp ne parvenant pas à ses fins : en janvier 2007, la justice néerlandaise confirmera que Dofasco (du fait d'une mesure de protection mise en place par Arcelor) ne peut pas être vendu à ThyssenKrupp. (bourse.trader-finance.fr)

Quelques infos en plus sur le voyou Mittal.

Un rappel. Gandrange.

Un internaute.

- Mittal avait promis 330 M d'€ à Sarko en 2008 pour Gandrange, pas un centime.

- Avec ou sans Mittal, l'Etat investira dans Gandrange", avait dit Sarkozy avant Hollande à Florange. L'aciérie a été fermée en 2009, mettant au chômage 571 des quelque 1.200 ouvriers du site. (AFP 12.01)

Florange

- "*Mittal aujourd'hui est redevable aux yeux de l'administration fiscale française d'une dette fiscale que nous considérons comme astronomique*" a déclaré Arnaud Montebourg en réponse à une question du sénateur socialiste Jean-Marc Todeschini ( .lepoint.fr 23.11)

Des internautes fournissent quelques données utiles sur le gangster Mittal.

1- "MITTAL a fermé en 3 ans 10 usines en Europe"

2- "MITTAL a perçu des millions en subventions de la France sans aucun projet industriel en contrepartie. C'est une escroquerie validée par SARKOZY et ses Ministres."

3- "MITTAL a racheté ARCELOR pour un prix au rabais mais qui satisfaisait les actionnaires."

4- "Mr Mittal ( 6ème fortune mondiale ,qui ferait partie du conseil de surveillance de Godmann Sachs), n'avait pas vraiment mission à "sauver " en 2006 la sidérurgie française mais a lancé une OPA agressive pour en prendre le contrôle ."

5- " En 1950, la Lorraine était la région la plus riche de France. Voyez où nous sommes rendus à présent... Arcelor Liège en Belgique ? Site définitivement fermé, employés licenciés. Arcelor Luxembourg ? Sites très menacés, aucune certitude sur leur avenir. Et le pire dans cette histoire, c'est que Mittal touche des subventions de l'Europe pour tout ça... "

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Grande-Bretagne

Tous les Britanniques doivent se préparer à davantage de sacrifices pour réduire l'endettement du pays, avertit le ministre des Finances britannique George Osborne à trois jours de la présentation probable de nouvelles mesures d'austérité.

Dans une tribune publiée dimanche par The Sun, le chancelier de l'Echiquier écrit que tous les secteurs de la société doivent accepter une baisse des prestations sociales ou des hausses d'impôts. "*Tout le monde doit apporter sa contribution face à notre dette, des plus riches à ceux qui vivent toute leur vie grâce aux avantages sociaux*", estime le ministre.

Dans un entretien accordé à la télévision de la BBC dimanche, Osborne précise qu'il poursuivra son programme de réduction des déficits malgré les faibles perspectives de croissance économique.

"*Régler le problème de la dette britannique prend clairement plus de temps que prévu, se relever de la crise financière prend clairement plus de temps que quiconque avait pu l'imaginer mais faire machine arrière maintenant constituerait un désastre complet pour notre pays*", a-t-il estimé. Reuters 02.12

#### 2- Etats-Unis

Le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner, a déclaré dimanche qu'il n'y aura pas d'accord au Congrès sur le budget sans augmentation des impôts pour les plus riches, renvoyant la balle aux républicains qui continuent de juger ses propositions "*pas sérieuses*".

"*Si les républicains ne veulent pas une augmentation des impôts au niveau où ils étaient sous l'administration Clinton (années 1990, Ndlr), époque où l'économie américaine était florissante, il n'y aura pas d'accord*", a affirmé M. Geithner, qui mène les discussions pour l'administration démocrate, sur CNN.

Les Etats-Unis sont confrontés à la menace d'un "*mur budgétaire*", une cure d'austérité forcée pour réduire le déficit public: si d'ici au 2 janvier républicains et démocrates ne trouvent pas d'autre solution, des coupes budgétaires et hausses d'impôts automatiques toucheront tous les Américains même les plus modestes.

"*La seule chose qui empêcherait un accord, c'est si un groupe de républicains décide de bloquer toute augmentation des taux d'imposition des plus riches Américains. Je pense qu'il est très improbable qu'ils choisissent de faire ça*", a-t-il noté, jugeant toutefois qu'auparavant, "*il va y avoir beaucoup de théâtre politique*". AFP 02.12

#### 3-Israël

Le projet de nouvelles implantations israéliennes à Jérusalem-Est et en Cisjordanie porterait un "*coup presque fatal*" au processus de paix israélo-palestinien censé établir deux Etats côte à côte, a affirmé dimanche le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon.

Les constructions prévues concernant notamment la zone E1, particulièrement controversée, entre Jérusalem et la colonie de Maalé Adoumim, où Israël s'était engagé auprès des Etats-Unis à ne pas bâtir. Le projet de rattachement de Maalé Adoumim aux quartiers de colonisation de Jérusalem-Est coupe la Cisjordanie en deux et compromet en effet la viabilité d'un futur Etat palestinien.

"Les colonisations sont illégales au regard du droit international et si (ce projet) venait à se concrétiser, cela porterait un coup presque fatal aux dernières chances de garantir une solution à deux Etats", a rappelé M. Ban, cité par son porte-parole Martin Nesirky dans un communiqué.

Israël a annoncé vendredi son intention de construire 3.000 logements en Cisjordanie et à Jérusalem-est, au lendemain du vote à l'Assemblée générale de l'ONU accordant à la Palestine un statut d'Etat observateur non membre aux Nations unies.

Dans une déclaration au ton particulièrement sévère pour le gouvernement israélien, M. Ban souligne que ce projet "risque de couper totalement Jérusalem-est du reste de la Cisjordanie".

"C'est avec une grande inquiétude et une profonde déception que le secrétaire général a appris l'annonce par Israël" de ces nouvelles implantations, indique le communiqué.

"Dans l'intérêt de la paix", Israël doit "renoncer à son projet", conclut M. Ban.

La décision israélienne a suscité de vives critiques au sein de la communauté internationale, notamment de la part des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a rejeté dimanche les condamnations internationales sur les projets d'expansion dans des implantations juives de Cisjordanie et à Jérusalem-Est. "Nous continuerons de construire à Jérusalem et dans tous les endroits qui figurent sur la carte des intérêts stratégiques d'Israël", a déclaré le chef du gouvernement israélien lors du conseil des ministres.

Le gouvernement israélien a aussi annoncé dimanche qu'il bloquait le transfert des taxes collectées par Israël au profit de l'Autorité palestinienne, toujours en repréailles au vote de l'ONU sur la Palestine. AFP et Reuters 02.12

Pour réaliser l'unité des juifs et des arabes qui vivent sur la terre de Palestine, en Israël ou dans les territoires palestiniens, contre le gouvernement, ce n'est pas à bas le sionisme qu'il faut scander, mais à bas l'antisémitisme, les Palestiniens étant des sémites, ainsi que les juifs de Palestine ou encore ceux qui ont immigré en Palestine en provenance d'Europe centrale principalement après 1947, car pour les juifs ou assimilés à des juifs par la religion tout comme les arabes qui vivent en Israël ou dans les territoires palestiniens, la situation au quotidien est carrément invivable, insupportable, comment peut-on vivre dans un tel pays habité par la haine permanente depuis plus d'un demi-siècle et s'y sentir bien, c'est impossible, c'est à en faire des cauchemars chaque nuit et ne jamais trouver le repos, l'enfer quoi.

#### 4- Slovénie

L'ancien Premier ministre social-démocrate Borut Pahor sera le quatrième président de la République de Slovénie, après avoir évincé dimanche au second tour de l'élection présidentielle le chef de l'Etat sortant, Danilo Türk (centre gauche), sur fond de grave crise économique et d'un mécontentement populaire grandissant.

La participation a été encore en baisse - 41,76% contre 48,25% (58,64% en 2007) - par rapport au 1er tour, au cours duquel elle avait déjà été la plus faible pour un scrutin dans la Slovénie indépendante, donc depuis 1991.

Borut Pahor aura ainsi réussi un surprenant retour sur le devant de la scène politique après l'effondrement de son gouvernement en 2011, même si les fonctions de président de la République sont largement honorifiques.

Agé de 49 ans, il a, obtenu, outre l'appui de son Parti social-démocrate (SD), celui, de manière plus surprenante, de la "Liste des citoyens" membre de la coalition gouvernementale de centre droit.

Par ailleurs, le chef du gouvernement a déploré la faible participation et souligné qu'il fallait "rétablir la confiance des citoyens dans l'Etat".

La Slovénie est frappée de plein fouet par la crise économique, qui provoque une grogne sociale de plus en plus massive.

Borut Pahor, chef du gouvernement de 2008 à 2011, a donné son appui aux mesures d'austérité du gouvernement conservateur de Janez Jansa : "Il n'y a pas de solution alternative crédible", a-t-il martelé, estimant ainsi faire preuve de "cohérence" dans ses convictions. AFP 02.12

## Espagne

En chaises roulantes, accompagnés de leurs chiens guides d'aveugles, dansant au son des sifflets et des tambours, des milliers de handicapés ont défilé dimanche à Madrid pour dénoncer les coupes frappant le secteur de la santé en Espagne, engagée dans un effort historique d'austérité.

Plus de quatre millions de personnes, selon le Comité espagnol des représentants des personnes avec un handicap (Cermi), souffrent d'un handicap en Espagne, un pays de 47 millions d'habitants.

"On nous a enlevé le droit, aux personnes qui ne peuvent pas se débrouiller seules, à être aidées et indépendantes, comme toutes les autres, ce qui est un droit vital pour nous", expliquait Lola Valverde, 65 ans, venue de Murcie, au sud-est de l'Espagne, dans l'un des 300 bus affrétés par les organisateurs.

En chaise roulante, elle affirme ne pouvoir désormais payer une aide à domicile qu'un jour par semaine, au lieu de tous les jours auparavant, après avoir vu son aide publique diminuer de moitié cet été.

Mère de deux fils autistes de 15 et 16 ans, Dolores Garcia se désespérait également face aux coupes: leur aide de 520 euros chacun a été réduite de 80 euros.

"*Nous sommes asphyxiés*", expliquait cette femme de 45 ans, qui ne travaille pas pour prendre soin de ses fils. "*Même pour les simples dépenses de base, ce n'est pas assez*".

La manifestation de dimanche intervient à la veille d'une nouvelle grève des infirmières et médecins de la région de Madrid, qui dénoncent les coupes budgétaires et les plans du gouvernement régional prévoyant notamment la privatisation de plusieurs hôpitaux.

En tout, 75.000 salariés de la santé publique de la région sont appelés à la grève par leurs syndicats, lundi et mardi, après une première grève de 48 heures la semaine dernière.

Les spécialistes ont eux appelé à une grève illimitée.

Dimanche, professionnels de la santé et patients ont formé des chaînes humaines autour de grands hôpitaux de Madrid pour marquer leur rejet face à ces réformes. AFP 02.12

[Haut de page ↗](#)

---

Le 4 décembre

## CAUSERIE

Le site a été actualisé partiellement car je dois m'occuper de mes affaires. Je rajouterai des documents dans la journée. Si vous avez des infos ou des documents sur Mittal, vous pouvez me les adresser pour compléter notre dossier et informer les militants.

Il y aurait plus de 900 000 millionnaires en Allemagne, il y en aurait de plus en plus dans tous les pays, y compris dans ceux où des dizaines ou centaines de millions de travailleurs et leurs familles peinent tout simplement à assurer le quotidien pour survivre. C'est un des aspects de la crise du capitalisme.

Comment ce qui demeure une infime minorité s'enrichit sur le dos de l'immense majorité, captent l'essentiel des richesses produites par ceux qui travaillent et qui finalement en seront privés ou devront vivre dans la précarité et l'indigence le restant de leurs jours.

Grâce à la dérégularisation du capitalisme et plus particulièrement des marchés financiers depuis le début des années 80, qui s'est accélérée au cours des années 90, pour atteindre des sommets dans les années 2000, et finalement s'amplifier encore dix ans plus tard, sans que la crise qui a éclaté en 2007-2008 n'y ait changé quoi que ce soit. Avec évidemment la complicité de tous les gouvernements et partis (et syndicats) qui se sont succédés au pouvoir au cours des 30 dernières années.

Cette liberté qui est donnée à une minorité de prédateurs de s'enrichir sur le dos des travailleurs aboutit à l'appauvrissement



général de ces derniers. C'est légal, il faut entendre par là, que pour cela soit rendu possible, il faut que dans chaque pays les institutions se soient alignées sur les besoins de l'oligarchie financière, ceux qu'elle a décidé de retenir, qui servent ses intérêts et qui s'inscrivent dans la perspective politique qu'elle s'est tracée de longue date.

Avec l'appui d'une couche de nantis de plus en plus nombreux animés par la même cupidité qu'elle, l'oligarchie financière peut compter ainsi asseoir plus solidement et durablement son pouvoir politique pour parvenir à son objectif, qui est évidemment qu'il ne soit plus possible de lui contester et de le voir un jour remis en cause.

En disposant d'une telle assise politique, il lui est possible d'infiltrer et de corrompre tous les partis institutionnels et les médias, de faire élire le chef de l'Etat de leur choix, qu'il soit étiqueté de droite ou de gauche ayant peu d'importance en soi, puisque leurs candidats leur sont acquis. Voilà pour le côté jardin. Voyons ce qu'il en est pour le côté cour.

Cependant, au fil du temps les besoins des travailleurs n'ont cessé de croître ainsi que leurs aspirations à accéder au progrès social, à vivre mieux que les générations passées ou à vivre "comme les autres", vous savez ceux qu'ils voient à la télévision ou sur Internet et qui semblent disposer de tout et vivre heureux, alors qu'eux ne disposent de rien et connaissent un sort misérable.

Ce n'est pas le moindre des paradoxes de constater, que c'est le capitalisme lui-même qui est à l'origine du développement de ces besoins nouveaux, car si une fois les besoins de base de la population en grande partie satisfaits, il ne créait pas de nouveaux besoins qui correspondraient à la production de nouvelles marchandises et services, la production qui est la source du profit des capitalistes ralentirait ou décroîtrait et ces derniers s'appauvriraient à leur tour, ce qu'ils ne peuvent pas imaginer évidemment.

Cette contradiction avec le sort que leur réserve le capitalisme est explosive, intenable à court terme, à des degrés divers partout dans le monde. La satisfaction des besoins et des aspirations de 7 milliards de travailleurs et leurs familles est incompatible avec l'accaparement de l'essentiel des richesses produites par quelques dizaines de millions de parasites qui aspirent à être toujours plus riches.

Elle se traduit par une instabilité sociale et politique croissante dans les pays dits développés, où les masses exploitées sont le plus durement frappées par des politiques de régression sociale qui les conduit à s'appauvrir et à restreindre leurs besoins jusqu'à ne plus pouvoir se soigner, se chauffer l'hiver ou manger à leur faim.

Face à cette situation sociale et politique de plus en plus délicate à gérer, les travailleurs peuvent être tentés de faire jouer les institutions dans lesquelles ils ont des illusions par le biais des urnes pour tenter de parvenir à un changement politique en leur faveur. En vain, il faut expliquer pourquoi.

Parce que leur choix va se porter sur des partis qui incarnent justement leurs illusions, en France cela peut être le PS ou le Front de gauche. Dit autrement, le fait de s'en remettre à un processus institutionnel exprime ces illusions. Or, aucun changement politique en leur faveur n'est possible dans le cadre des institutions existantes, puisqu'elles ont été taillées sur mesure pour satisfaire les besoins du capital, elles sont l'expression juridique et légale de la domination de classe du capital sur le travail. Ainsi, seuls des partis subordonnés au capital, incarnant les intérêts du capital, peuvent parvenir au pouvoir dans le cadre du régime en place.

Le simple fait de participer à des élections, dont les résultats sont connus d'avance ou ne changeront finalement rien, est l'expression de l'absence de conscience de classe des travailleurs, de leur incapacité à saisir que les institutions n'ont pas été créées pour eux, mais contre eux, qu'ils ne pourront jamais s'en servir pour faire valoir leurs droits ou accéder au pouvoir, d'où la nécessité de les renverser. On pourrait encore se demander pourquoi. Pourquoi une révolution est indispensable, parce qu'il est indispensable avant de créer des institutions qui seraient au service des travailleurs de modifier ou plutôt d'inverser le rapport entre la classe dominante et la classe dominée, sinon on se retrouverait dans le même schéma que précédemment, nos amis tunisiens en savent quelque chose.

Maintenant les institutions n'existent pas d'elles-mêmes. Jusqu'à présent la classe dominée qui aspirait au pouvoir était elle-même minoritaire dans la société, ce fut le cas de la bourgeoisie en France en 1789, la majorité étant incarnée par le peuple travailleur des villes et des campagnes. Les institutions qui voyaient le jour à la suite d'une révolution s'inscrivaient en grande partie dans la continuité de celles qui les avaient précédées où qui existaient déjà sous l'Ancien régime, en les remodelant et en les inscrivant dans une Constitution pour leur donner un cadre juridique légal qui devait permettre d'en assurer la pérennité, les élus s'engageant à respecter et à faire respecter la Constitution selon la fonction qu'ils occupaient au sein des institutions.

Avec l'avènement du capitalisme et de son pendant la classe ouvrière, la nouvelle classe qui allait aspirer à son tour au pouvoir n'incarnerait pas une minorité qui allait exploiter et opprimer une majorité, mais cette majorité elle-même, ce qui en soi devrait suffire à assurer à sa revendication une légitimité incontestable, ce qui n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui du fait de l'ignorance dans laquelle baigne cette majorité.

Si bien des compromis ont été possibles entre l'aristocratie et la bourgeoisie lors des révolutions qui portèrent celle-ci au pouvoir

pour exploiter et opprimer à son tour la majorité, ce cas de figure est inenvisageable entre la classe des capitalistes et la classe ouvrière, car contrairement à l'aristocratie et à la bourgeoisie dont les rapports à la majorité étaient identiques, basés sur l'exploitation d'une classe dépourvue de moyens de production et devant vendre sa force de travail pour survivre, la classe ouvrière n'a pas engendré une classe qu'elle pourrait à son tour exploiter, elle ne peut donc pas s'associer ou passer un compromis avec les capitalistes pour en partager les profits, si elle veut conquérir le rang de classe dominante qui lui revient historiquement, elle doit impérativement concentrer tout le pouvoir politique entre ses mains, sinon il lui sera impossible de s'attaquer à la base du pouvoir des capitalistes, le pouvoir économique qui repose sur les rapports établis entre les classes au profit de celle qui détient les moyens de production, de produire les richesses et donc de les partager ou les distribuer. On comprendra au passage pourquoi tous les discours sur une meilleure répartition des richesses sans s'attaquer aux rapports sociaux de productions établis au profit des capitalistes sont du vent, pur opportunisme.

Donc tout changement social et politique en faveur des exploités n'est possible qu'à partir du moment où les rapports entre les classes ont été inversés, et où la capacité de nuisance de la classe des capitalistes a été anéantie, ce qui nécessite des décrets, des lois, une nouvelle Constitution, de nouvelles institutions qui incarnent ce bouleversement des rapports entre les classes en faveur de la majorité. Si ces institutions ne peuvent être une émanation des institutions déjà existantes, cela implique d'une part, que ces dernières ont été abolies au cours de la révolution, de même que la Constitution en vigueur, d'autre part qu'il va falloir en créer de toutes pièces ou s'appuyer sur celles qui ont vu le jour au cours du processus révolutionnaire et qui deviendront les piliers du nouvel Etat, de la République sociale à laquelle nous aspirons.

A partir du moment où il n'est pas question de reproduire les rapports qui existaient sous l'Ancien régime entre la classe détenant le pouvoir et celle aspirant à la remplacer, puisque cette fois la classe qui accèdera au pouvoir incarnera véritablement l'ensemble de la société, du peuple, le peuple travailleur, ce que ne purent jamais revendiquer les esclavagistes, les féodaux ou les capitalistes, tout ce qui incarne ces rapports doit impérativement disparaître, comme disait Marx, l'Etat doit être détruit de fond en comble sous peine que la réaction s'en saisisse pour tenter de renverser la situation en sa faveur, encore une fois, ce que seule une révolution socialiste peut réaliser, le soulèvement révolutionnaire et l'organisation consciente de millions et millions de travailleurs guidés par un parti communiste qui incarne cette politique et ces objectifs.

La bourgeoisie avait commencé à conquérir le pouvoir économique avant de se lancer à l'assaut du pouvoir politique, alors que dans le cas de la classe ouvrière, en dehors de son organisation elle ne possède aucun bastion auquel elle pourrait se raccrocher pour affronter l'offensive de la réaction ou qui pourrait lui faciliter la tâche. Cependant, il pourrait exister un moyen de remédier à cet handicap pour peu que l'on ait des dirigeants à la hauteur de leurs responsabilités.

Je pense à tous ces pans du capitalisme qui sont en train de s'écrouler, à tous ces patrons au bord de la faillite, et qui pour peu qu'on leur présenterait le socialisme sous son vrai visage et non en dogmatique pourrait les intéresser, cela vaut pour des pans de la petite-bourgeoisie ruinés ou en passe de se prolétarianiser, le socialisme ne consistant pas à supprimer des entreprises petites ou moyennes ou des commerces dès lors qu'ils présentent une utilité pour la société.

Ce pourquoi j'enrage souvent pour ne pas dire en permanence, c'est que le socialisme a été diabolisé et personne n'est capable de le défendre, de le diffuser, c'est une honte, c'est scandaleux en vérité. Alors que ce serait si facile de le vendre à tous ceux qui n'ont plus aucun espoir de s'en sortir sous le régime capitalisme, c'est aberrant, je ne trouve pas les mots pour qualifier le comportement de tous les partis, ils ont littéralement démissionné, c'est peut-être le mot qui convient le mieux.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Florange. Est dupe celui qui veut bien l'être

- Le délégué CFDT de Florange accuse le gouvernement de trahison Reuters
- Florange: FO métaux réclame l'accord signé par Mittal et le gouvernement AFP
- Thibault dénonce "*un renoncement condamnable*" du gouvernement à Florange AFP

### Ils ont un sexe à la place du cerveau.

- Valérie Trierweiler, future témoin d'un mariage gay LePoint.fr
- Le PS appelle à manifester le 16 décembre pour le mariage pour tous LeMonde.fr -
- Bientôt un "*Viagra*" pour les femmes LePoint.fr

## Pourquoi se gêner ?

- Le gouvernement s'est-il fait rouler par ArcelorMittal? L'Expansion.com
- Google nargue la justice française LePoint.fr
- Colonisation : "*Le bras d'honneur d'Israël à la communauté internationale*" LePoint.fr

## Parole à un paradis fiscal.

- Londres durcit la chasse contre l'évasion fiscale et cible les multinationales AFP

---

## ACTUALITE DU JOUR

### Parole, parole, parole..

- Thibault dénonce "*un renoncement condamnable*" du gouvernement à Florange - AFP
- Mélenchon : "*Je ne suis pas un opposant, je suis un vainqueur !*" - LePoint.fr
- Pour Lutte ouvrière, "*les socialistes au pouvoir sont des ennemis*" - LePoint.fr

### Un ennemi peut en cacher un autre.

- Pour Lutte ouvrière, "*les socialistes au pouvoir sont des ennemis*" - LePoint.fr

Tout d'abord, avez-vous vu des "*socialistes*" au pouvoir ? Nous, nous n'avons vu que des gestionnaires zélés de la société au profit des privilégiés.

Rappelons ensuite que le délégué syndical CGT de PSA Aulnay, également militant de Lutte ouvrière, a refusé d'appeler à la grève illimitée avec occupation, puis a organisé à la manière des staliniens, journées d'action et actions coup de poing de division.

- Nathalie Arthaud, porte-parole de Lutte ouvrière (LO), a jugé lundi que "*les socialistes au pouvoir [étaient] des ennemis*", lors d'une conférence au lendemain du congrès à huis clos de son parti. Elle a ajouté que "*depuis qu'il est au pouvoir, on voit le gouvernement qui ne cesse de s'aplatir*" devant le patronat.

(Comme LO chez PSA ! - Ndlr)

Pour l'ex-candidate LO à la présidentielle, le dossier ArcelorMittal "*est une capitulation de A à Z*".

(Non, car ne peut capituler que quelqu'un qui figurait précédemment dans le camp des travailleurs, c'est prêter au gouvernement et au PS une attitude qui n'a jamais été la leur, sauf à faire semblant et à se méprendre sur leurs réelles intentions. Il est toujours bon de préciser les choses, n'est-ce pas ? - Ndlr)

La porte-parole de LO attend que les travailleurs "*se défendent*" comme "*les pigeons, les chefs de clinique... qui défendent leur bout de gras*". "*On se tient prêt à ce que cela explose*", a prévenu Mme Arthaud.

(C'est cela tiens-toi prête et surtout ne bouge pas, tu vas te fouler un petit doigt, et si les travailleurs ne "*se défendent*" pas ce sera sans doute de leur faute... - Ndlr)

Le congrès de Lutte ouvrière s'est tenu samedi et dimanche à huis clos "*en région parisienne*". Il a réuni un millier de personnes, dont 180 délégués, selon LO. Lors de ce congrès, le comité central de 100 délégués a été élu et les quatre textes d'orientation sur "*la crise économique capitaliste*", "*la situation politique internationale*", "*la situation politique et sociale en France*" et le "*bilan de la campagne présidentielle*", ont été votés à l'unanimité, selon LO. Lutte ouvrière revendique 8 000 membres et une quarantaine de conseillers municipaux, selon ses dirigeants. lepoint.fr 03.12

(Aucun intérêt, LO est inexistant, on se demande comment ils font pour avoir autant d'adhérents... fantômes. Je crois qu'au parti bolchevik de Lénine il n'a jamais existé une telle unanimité, donc rien à voir avec LO, ouf nous voilà rassurés ! - Ndlr)

### Le bonimenteur a encore frappé.

Jean-Luc Mélenchon est revenu dimanche soir sur sa volonté dévoilée d'être un jour Premier ministre : "*Nous sommes disponibles*". (Hier même Chirac n'en avait pas douté! - Ndlr)

Toutefois Mélenchon ajoute qu'il faudrait pour cela que le président de la République change de "*méthode en cours de route*", car celle de "*la politique de l'offre et de la compétitivité ne mène nulle part*". (Faux, elle mène là où Hollande et son gouvernement ont décidé d'aller : poursuivre la politique réactionnaire de leur prédécesseur. Il avait eu moins de scrupule pour participer au gouvernement privatiseur Chirac-Jospin, c'est marrant on croirait qu'au PCF et au PG tout le monde l'a oublié. Cela veut dire que n'importe quel charlatan ou aventurier qui se décrète dirigeant peut dire et faire n'importe quoi sans que personne ne trouve à y redire, quelle misère ! - Ndlr)

L'ancien membre du PS, qu'il a quitté en 2008, est-il un opposant au gouvernement ? "*La formule me fait marrer*", lâche-t-il. "*Si je réponds oui, je suis un opposant, ce qui correspond assez à l'attitude que j'ai, mais si je le fais, je coupe la planche sur laquelle je suis assis puisque je ne suis pas un opposant, je suis un vainqueur*", s'enflamme Mélenchon. "*Je suis un vainqueur frustré qui s'est fait voler sa victoire ! C'est quand même nous qui avons gagné, c'est Sarkozy qui a perdu...*"

(Nous n'avons rien gagné du tout puisque Hollande et Sarkozy étaient les deux faces de la même pièce. - N'est "*frustré*" que celui qui espérait quelque chose ou cultivait des illusions là il n'y avait pas lieu d'en avoir. Mélenchon vit ou prospère parce qu'il a le même fond de commerce que Hollande et Sarkozy, l'ignorance des masses qu'il peut abuser à coup de déclarations fracassantes... sans lendemain, qu'il sache que c'est une planche pourrie car lui aussi il sera balayé lorsque les masses prendront conscience qu'il les abusées également. - Ndlr)

L'art de brasser du vent comme dit Nikonoff. Mélenchon aspire à bâtir une "*majorité alternative*" et explique : "*Nous avons les bases idéologiques et le matériel pour. Le gros des députés PS pourrait parfaitement décider qu'il soutient cette majorité.*" lepoint.fr 03.12

(Sans aucun doute puisque comme vous le sous-entendez le "*gros des députés PS*" possède les mêmes "*bases idéologiques*" que vous. C'est marrant, on s'en doutait un peu... C'est pourquoi ils viennent de voter en chœur le budget 2013 de la Sécurité sociale. C'est cela l'écosocialisme ! - Ndlr)

### Le salaire miimum estimé à 55.000 euros par an.

- Déserts médicaux : un salaire minimum de 4.600 euros par mois - Le Nouvel Observateur avec AFP

"*Un jeune médecin doit gagner 55.000 euros dans l'année. S'il n'arrive pas à ce plafond-là, on lui paiera la différence entre ce qu'il a gagné et 55.000 euros, ce qui lui permet d'avoir une forme d'assurance*", a indiqué dimanche la ministre de la Santé Marisol Touraine. Le Nouvel Observateur avec AFP 03.12

Les travailleurs qui ont un salaire de misère ou des millions de retraités qui sont logés à la même enseigne n'en demande pas tant, la moitié de cette somme leur conviendrait parfaitement.

### Une aubaine pour ArcelorMittal.

- L'accord sur Florange, une aubaine pour ArcelorMittal - AFP

Si certains d'entre vous avaient encore des doutes sur l'accord intervenu entre le gouvernement et Mittal au profit de ce dernier, quand ils auront lu cet article, ils n'en auront plus du tout ou alors c'est incurable !

Ce qui est extraordinaire, c'est la médiocrité des analyses, des faits mentionnés et des éléments retenus par les différents partis ouvriers qui se sont contentés finalement de commenter l'actualité, de l'accompagner. Hier, sur Internet il m'a fallu lire et reproduire les commentaires de certains internautes qui rappelaient que Mittal depuis 2006 avait perçu des subventions de l'UE, des aides et exonérations de l'Etat français en tous genres, mieux encore qu'il avait une ardoise d'un milliards d'euros envers le fisc, qu'il avait fait le même coup à Gandrange en promettant d'investir 300 ou 330 millions d'euros, pour finalement ne pas verser un centime et fermer le site.

Or, au regard de ces éléments à la disposition de toutes les partis, gouvernement, syndicats et partis, il était impossible d'accorder le moindre crédit à la fois au discours du gouvernement et de Mittal. En comparaison, les militants ne doivent jamais l'oublier, moi

je suis tout seul à l'autre bout du monde à faire ce boulot et je l'ai fait mieux qu'eux.

Qu'est-ce que cela signifie ? Que les militants posent cette question à leurs dirigeants. Pourquoi ce silence?

On a l'impression que dorénavant ils courent derrière l'actualité et se positionnent une fois seulement que le gouvernement s'est exprimé, comme s'ils ne voulaient pas lui faire de l'ombre ou le gêner dans son action. Ce n'est pas nouveau, on assiste à ce pitoyable spectacle depuis le 6 mai, depuis bien plus longtemps en réalité. Disons que cette tendance s'est amplifiée depuis que Hollande a été élu, ce qui confirme ce que j'avais écrit avant les élections présidentielles si vous vous en souvenez. A court d'imagination ou incapable de s'en tenir à une ligne politique, ils ont adopté le même tic que les médias qui consiste à traiter l'actualité comme une abstraction détachée du passé et de toute perspective (politique), bref, on se demandera en quoi ils sont encore utiles. On aurait franchement souhaité ne pas avoir à se poser cette question.

En résumé, les masses sont ignorantes ou ne comprennent rien ou presque à ce qui se passe sous leurs yeux, et comme ces partis pour continuer à exister n'ont rien trouvé de mieux à faire que flatter leur ignorance ou de cultiver leurs illusions, ils en sont rendus à les étaler au grand jour. Si cela vaut pour des événements qui se déroulent sous leurs fenêtres, alors imaginez un peu ce qu'il en est quand ils se déroulent à l'autre bout du monde.

- L'encre de l'accord intervenu entre ArcelorMittal et le gouvernement sur le sort de Florange à peine sèche, les bons connaisseurs du dossier s'accordaient pour dire que Mittal sort grand gagnant de l'affaire, n'ayant consenti des concessions qu'à la marge sur ses plans initiaux.

Si les deux parties ont salué un "*bon accord*", c'est surtout ArcelorMittal qui a raison de se réjouir, tant les décisions prises s'approchent de ce qu'il prévoyait de faire dès l'annonce de la fermeture définitive des hauts-fourneaux.

Le sidérurgiste a-t-il fait des concessions significatives ? "*Non*", répond clairement Guy Dollé, qui était patron d'Arcelor à l'époque de la fusion, dans Les Echos. "*Il ne fait qu'exécuter son plan initial*", confirme, à l'unisson, Jean-Louis Pierquin, ancien dirigeant du groupe et président du pôle de compétitivité Materialia.

D'autres experts, qui ne souhaitent pas être cités, font la même analyse.

Les 180 millions d'euros investis "*ne sont pas l'effet de la fermeture*" des hauts-fourneaux, ils sont "*la rentabilisation de la fermeture*" explique M. Pierquin.

Autre aspect: l'absence de plan social. "*C'était son intérêt et c'était vraisemblablement ce qu'il aurait fait*", commente M. Dollé. "*Il n'était pas nécessaire d'avoir un plan social compte tenu de la pyramide des âges*", poursuit-il.

"*Pas de plan social, ça ne veut pas dire pas de suppression d'emplois*", souligne de son côté M. Pierquin. Vendredi soir, une source à Matignon avait effectivement précisé qu'il y aurait des suppressions de postes induites par les départs à la retraite.

"*Un accord sera négocié avec les organisations syndicales sur la base du volontariat*", a fait savoir samedi ArcelorMittal, sans préciser.

Quant aux hauts-fourneaux qu'ArcelorMittal souhaitaient fermer et qui doivent être mis sous cocon, ce n'est pas par le projet Ulcos que passera leur salut.

"*Faire croire qu'Ulcos va sauver les hauts-fourneaux lorrains, c'est de la tromperie*", assure l'ancien patron d'Arcelor, qui met en avant, tout comme M. Pierquin, le côté expérimental et temporaire du projet.

Pire, le maintien "*en l'état*" des installations dans l'optique d'y réaliser Ulcos est certes une manière de "*sauver l'honneur*" pour le gouvernement au sujet des hauts-fourneaux, comme l'indique M. Pierquin. Mais c'est aussi une aubaine pour ArcelorMittal, qui n'aura pas à procéder immédiatement à un démantèlement et à la dépollution du site, des opérations autrement plus coûteuses que la simple mise en sommeil des installations. AFP 03.12

Qui exigent que Mittal rembourse les subventions et aides diverses qui lui ont été accordées par l'Etat, qui exigent qu'il paie sur le champ le milliard d'euro qu'il doit au fisc et qui permettrait d'assurer la modernisation des hauts-fourneaux de Florange et de rendre la filière à chaud aussi ou plus compétitive que ses concurrents, de sauver la totalité des emplois y compris ceux de la sous-traitance ? Personne. Pourquoi ? Je vous laisse y réfléchir.

Commentaire d'un internaute.

- "*Pourquoi ne pas nationaliser tout ce que possède Mital en France en contrepartie de ce qu'il doit au fisc ? Merde, la France est un Etat souverain et a le droit d'intervenir quand des sociétés ne paient pas ce qu'elles doivent au fisc. les petits artisans qui*

*fraudent l'Urssaf pour quelques milliers d'euros en savent quelque chose : l'Etat ne leur pardonne pas."*

Vous êtes encore trop généreux à notre goût. Nous, nous le ferions casquer et ensuite on lui prendrait tout sans lui verser un centime, c'est cela le socialisme!

Les Etats-Unis, un "exemple à suivre pour la zone euro". Plus un aveu.

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a souhaité lundi que la plus grosse part des échanges en euros soit accomplie dans la zone euro elle-même plutôt qu'à la City de Londres.

M. Noyer, qui est aussi membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE), a jugé que les Etats-Unis constituaient de ce point de vue un exemple à suivre pour la zone euro.

*"New York reste le principal centre (financier) pour le dollar américain. Les autorités américaines ne sont pas opposées au fait que le dollar soit échangé à Londres, mais elles font très attention à ce que l'essentiel des transactions ne soit pas réalisé en dehors des Etats-Unis. Nous sommes pareils",* a expliqué M. Noyer à la presse française en marge du forum financier Paris Europlace à Tokyo.

D'après le gouverneur, *"il n'est pas logique que le centre financier le plus actif pour (gérer) notre monnaie ou fournir des services au sein de notre union économique soit basé à l'étranger"*, a-t-il ajouté en référence à la City de Londres.

La Grande-Bretagne est l'un des 27 pays membres de l'Union européenne, mais n'a pas adopté la monnaie unique européenne, commune à 17 Etats du Vieux continent, préférant conserver la livre sterling.

*"La majeure partie des affaires devrait être sous notre contrôle"*, a insisté le gouverneur auprès du quotidien britannique.

Londres craint que les pays de la zone euro cherchent à affaiblir la City, en adoptant des régulations au sein de l'Union européenne dans l'espoir de renforcer leurs propres places financières. AFP 03.12

Qui est à l'origine de l'Union européenne, qui est à l'origine de la BCE, qui est à l'origine de l'euro ? Ceux qui étaient à l'origine de la Banque d'Angleterre et de la Réserve Fédérale, la Fed, de la livre et du dollar ? Le même cartel de banquiers britanniques et qui ont traversé l'Atlantique et qui ont fait main basse sur l'économie britannique qui était la première puissance mondiale, avant que l'économie américaine prenne le relai.

Ainsi Noyer avoue que ce sont en réalité les banquiers Américains par l'intermédiaire de la City de Londres, qui gèrent l'euro en fonction de leurs besoins.

---

## INFOS EN BREF

### ECONOMIE

#### FMI

Après en avoir été l'ardent promoteur, le FMI a admis lundi que la libre circulation des capitaux présentait des "risques" pour les pays émergents et jugé que des mesures de contrôle pouvaient s'avérer "utiles" pour enrayer une surchauffe de leur économie et de leur monnaie.

*"Il n'est pas acquis qu'une libéralisation totale (des flux de capitaux, ndlr) soit un objectif approprié pour tous les pays et à toutes les périodes"*, écrit le Fonds dans un rapport, fruit de deux années de concertation sur un sujet de discordance récurrent entre ses 188 Etats-membres.

Depuis le début de la crise, certaines puissances émergentes assurent être déstabilisées par un afflux de capitaux alimenté par les plans de relance massifs déployés en Occident (taux d'intérêts nuls, rachats d'obligations d'Etat...).

Principaux accusés, les Etats-Unis ont, depuis 2008, injecté plus de 2.300 milliards de dollars pour soutenir leur économie. Mais une partie de ces fonds est accusée de déferler dans des pays plus dynamiques, au risque de doper artificiellement leur monnaie ou de faire naître des bulles spéculatives.

"La libéralisation des flux de capitaux comporte des risques, qui sont amplifiés quand les pays (destinataires, ndlr) n'ont pas encore atteint un degré suffisant de développement de leur système financier", écrit le Fonds monétaire international, précisant que certains pays "ouverts" aux capitaux, notamment en Europe, avaient eux aussi été déstabilisés.

Depuis le maelström de la crise, le FMI avait déjà écorné le dogme d'une libéralisation à tout crins. Mais il ne l'avait jamais fait dans un rapport représentant l'avis de l'institution.

"Ce n'est pas tant en terme de pour ou contre. C'est destiné à être une position pragmatique prenant en compte les bénéfices et les coûts" de la libéralisation, a commenté Vivek Arora, un des directeurs adjoints du département recherche au FMI, lors d'une conférence téléphonique.

Dans son rapport, le Fonds souligne ainsi que la libre circulation des capitaux "a souvent" été suivie de tempêtes financières (Mexique en 1994-95, Turquie en 1994...) et note que les économies "moins ouvertes" ont mieux résisté aux crises récentes.

Dans ce contexte, l'institution ne voit désormais plus d'un si mauvais oeil les mesures que certains pays (Brésil, Corée du Sud...) ont prises pour restreindre les mouvements de capitaux et atténuer leurs effets néfastes.

"Quand un pays fait face un brusque afflux ou une fuite de capitaux, l'introduction de mesures de contrôle peut être appropriée en fonction des circonstances", indique le FMI.

Cette question ravive des souvenirs douloureux au Fonds. Pendant la crise asiatique (1997-1998), l'institution avait déconseillé tout contrôle de capitaux à des pays (Thaïlande, Indonésie...) qui s'étaient enfoncés dans la récession alors que la Malaisie, qui avait délibérément pris le parti inverse, s'était rétablie plus vite.

Plus récemment, l'Islande s'est relevée de la violente crise de 2008 en restreignant arbitrairement la fuite de capitaux hors de son économie.

L'infléchissement du FMI a laissé certains pays sur leur faim.

"L'ampleur des dégâts causés par des flux massifs et volatils (...) n'a pas été suffisamment reconnue", a affirmé à l'AFP Paulo Nogueira Batista, représentant du Brésil et de dix petits pays au conseil d'administration du FMI.

"Le Fonds a à peine étudié les conséquences de la politique monétaire des pays avancés" et a eu tendance à "minorer" leur responsabilité dans ces mouvements de capitaux déstabilisateurs, a ajouté M. Batista. AFP 03.12

[Haut de page ↗](#)

---

Le 5 décembre

## CAUSERIE

### [Lu dans un blog. Conditionnement des masses.](#)

- "Petit à petit, légalisation totale de la drogue, de certaines pratiques sexuelles et de la pornographie, pour ainsi supprimer dans l'esprit de la majorité des gens, l'existence même de toutes notions "morales" (toujours pour avoir une population plus facile à manipuler, en supprimant en elle, sa capacité à discerner le "bien", du "mal") et pour détruire les différentes religions en général et la culture Chrétienne occidentale en particulier." (<http://actualitedelhistoire.over-blog.com>)

Vous pouvez ajouter la religion musulmane qui est répandue dans le monde.

Notons au passage que les valeurs ou les principes dont devrait se doter la civilisation humaine selon les représentants du vieux monde, varient selon les époques ou leurs besoins géopolitiques ou géostratégiques, ce sont les mêmes qui prônaient hier le puritanisme le plus rétrograde qui aujourd'hui encense l'homosexualité, idem envers la drogue, voir par exemple l'attitude de la Couronne britannique envers les Beatles, les Rolling Stones ou Elton John.

Hier soir en me connectant sur le portail des traders de Liesi, je suis tombé sur un long article traitant encore du Nouvel ordre mondial et ses différentes institutions plus ou moins opaques ou secrètes. Du coup j'en ai découvertes dont j'ignorais l'existence, certaines ont pignon sur rue (Le Club de Rome et le Comité des 300), donc dans les jours qui viennent je vais

me documenter sur ces institutions et on y reviendra.

Mon objectif est notamment de pilonner, broyer Mélenchon et son écologie politique. Ce qui est particulièrement intéressant c'est de voir quand la question environnement a émergé, comment elle a pris forme ou sous quelle forme, qui s'est appliqué ensuite à la développer, par quel moyen (médias, Haarp, etc.) jusqu'à atteindre le degré de névrose obsessionnelle que nous lui connaissons aujourd'hui.

A propos des participants aux réunions du groupe Bilderberg piloté par les banquiers de la Fed, je suis tombé sur un portail qui fournissait les noms de quelques personnalités françaises, cela concerne des réunions qui ont eu lieu entre 1996 et 2001.

Lionel Jospin participa à une réunion des Bilderberg en 1996 à Toronto au Canada.

(2001) D'après le communiqué officiel, les membres français présents étaient Nicolas Beytout (Rédacteur en chef, Les Echos), Michel Bon (Président et PDG de France Télécom), Bertrand Collomb (Président & directeur général de Lafarge), André Lévy-Lang (Ancien Président de Paribas), Thierry de Montbrial (Directeur de l'Institut français des Relations Internationales), Jean-Claude Trichet (Gouverneur de la Banque de France), Henri Nallet (Secrétaire International du Parti socialiste), Dominique Strauss-Kahn (Ancien ministre des finances). (<http://frenzy.chez.com/Bilderberger.htm>)

C'est au cours de ces réunions auxquelles participent l'élite mondiale (grands patrons, médias, partis politiques, universitaires, etc.) qui a été sélectionnée par un cartel de banquiers, une quinzaine de personnes seulement, qu'est planifiée la politique mondiale dans pratiquement tous les secteurs d'activités, économique, social et culturel. Il faut rappeler que ces réunions se déroulent à huis clos, que même la présence de certains invités est tenue secrète, que la presse du monde entier sur ordre réserve un black out total sur cet évènement, alors que généralement dès qu'une réunion dans le monde réunit deux ou trois personnalités ou plus une meute de journalistes se précipitent pour couvrir l'évènement et les médias produisent des articles à profusion, par exemple lors des conférences de Davos, alors que lorsque environ 120 à 135 oligarques et puissants du vieux monde participent aux réunions du groupe Bilderberg il n'y a pas un journaliste sur les lieux, pas un cameraman, pas un photographe. Nous disions que c'était au cours de ces réunions qu'était élaborée la politique du capitalisme mondial. Vous n'en êtes pas convaincu, normal et vous avez raison, maintenant il existe un argument imparable qui vous fera peut-être changer d'avis. Vous savez ou vous devriez savoir que l'Union européenne a produit des dizaines de milliers de directives, peut-être davantage, qui concernent tous les aspects de notre vie quotidienne jusque dans les plus infimes détails. Je n'ai pas le temps ici de les passer en revue, vous pouvez le vérifier en vous connectant aux portails de l'UE, vous serez stupéfait d'apprendre jusqu'où ils sont allés dans leur réglementation.

Toutes ces directives n'ont pas atterri sur le bureau de la Commission européenne par enchantement, ce ne sont pas non plus des technocrates qui se sont réveillés un beau matin en se disant : tiens aujourd'hui je vais prendre une initiative, on va réglementer la teneur en fruit dans gelée de coings... Non, ils agissent sur ordre, à partir des rapports et des instructions qui leur ont été données en amont, ils élaborent des directives qui auront valeur de lois européennes (universelles à terme). Qui sont leurs commanditaires, qui leur a fourni la matière première de ces directives? Des lobbies. Mais qui représentent-ils ? Les multinationales, les grandes universités (américaines) qui sont financées par ces multinationales, multinationales qui appartiennent ou qui sont dirigées par qui ? Par les plus puissants banquiers internationaux, ceux des différentes banques centrales qui sont toutes privées, banquiers que l'on trouve justement à la direction du groupe Bilderberg, de la Commission Trilatérale, du CFR (Concil of Foreign Relation), du Club de Rome (cofondé par qui, quelle question, par Rockefeller !). Et l'on devrait se désintéresser de ces institutions ? (A suivre)

[ArcelorMittal. La véritable nature du gouvernement, des dirigeants syndicaux et des partis dits ouvriers qui les soutiennent, qui soutiennent le régime, le capitalisme.](#)

Je reproduis plus loin des articles de presse qui fournissent des indications sur le contenu de l'accord passé entre le gouvernement et Mittal, un accord de deux pages seulement que le gouvernement a refusé apparemment de remettre aux syndicats jusqu'à présent, un gouvernement qui inspirera de ce fait une confiance... à tous ceux qui le soutiennent en réalité, syndicats et partis ouvriers compris.

Si j'ai bien compris, la moitié des 629 salariés concernés de Florange étaient sur le point d'atteindre l'âge de la retraite, et sur la moitié restante la moitié pourraient bénéficier d'un plan de départ anticipé à la retraite, il ne resterait plus que 150 salariés concernés par l'arrêt des deux hauts-fourneaux, une information que les syndicats s'étaient bien passés de préciser.

L'essentiel est ailleurs selon moi. Qu'est-ce qui distingue un pays développé d'un pays sous-développé ? Son degré d'industrialisation et le niveau de développement de ses infrastructures. On peut donc en déduire que la France et la plupart des pays de l'UE sont engagés dans une voie qui les conduit à terme à rejoindre le club du tiers-monde des pays sous-développés.

Des entreprises comportant des centaines de salariés sont liquidées tous les mois dans le pays depuis des années dans quasiment l'anonymat le plus complet ou sans qu'on en entende parler ou si peu, sauf que là il s'agit de l'aristocratie ouvrière, le fond de commerce qui permet depuis 70 ans aux dirigeants pourris de contrôler les syndicats. En fait de bastion de la classe



ouvrière, il s'agit plutôt de bastion du stalinisme supplanté souvent de nos jours par le réformisme pourri de la CFDT qui a pris la relève.

Notre propos n'est pas d'établir une distinction ou pire une discrimination entre ouvriers en fonction de leurs rapports aux dirigeants syndicaux, mais les travailleurs et militants doivent savoir la vérité, et nous disons aux sidérurgistes, aux métallurgistes aux ouvriers du secteur automobile, aéronautique, de la chimie, de la construction navale, des assurances, des banques, des différents administrations, etc. ce sont vos propres représentants syndicaux qui vous ont sans cesse trahis, vous commettez une grave erreur en pensant que le gouvernement vous aurait trompés, car il n'y avait aucune illusion à avoir sur ses réelles intentions ni sur sa nature anti-ouvrière.

Personne ne fait confiance à Mittal, après la manière dont le dossier PSA a été traité par le gouvernement au profit de la direction et des actionnaires, personne ne fait plus confiance au gouvernement, alors pourquoi devriez-vous avoir confiance dans Mittal, dans le gouvernement, dans les dirigeants des syndicats et dans les partis qui prétendaient il y a quelques semaines encore, qu'ils ne savaient pas quelle politique le gouvernement allait appliquer, alors que Hollande avait annoncé la couleur avant le 6 mai ?

Organisez-vous, rompez, chassez ces dirigeants syndicaux dignes de syndicats patronaux, décidez la grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction de vos revendications légitimes. Appelez tous les travailleurs du pays à vous imiter, élisez vos délégués, constituez-vous en comités de grève, organisez une rencontre des délégués élus de tous les comités de grève ou d'action de toute la France, constituez-vous en gouvernement indépendant et souverain intégrant les partis et syndicats qui combattent pour en finir avec la dictature du capital et les institutions de la Ve République, la dictature de l'UE et de l'ONU, pour une République sociale, une fédération des Républiques sociales d'Europe.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### En famille

- Louvre-Lens: François Hollande rend hommage à Jacques Chirac - AFP
- Logement: Cécile Duflot, une "*catho de gauche*" qui s'attire les foudres de l'Eglise - L'Express.fr
- Marine Le Pen: humainement, Hollande se comporte mieux que Sarkozy - AFP

### Tensions

- Supervision bancaire: pas d'accord entre ministres européens à Bruxelles - AFP
- La Maison Blanche rejette les propositions républicaines sur le 'mur budgétaire' - LeMonde.fr

### La confiance fout le camp

- EPR de Flamanville: EDF se fait lâcher par Enel - L'Expansion.com
- Le programme d'avion français Skylander au bord du crash - L'Expansion.com
- Shell ne prolongera pas son contrat avec Petit-Couronne - Reuters

### Eradiquer la pauvreté, non ; éradiquer les pauvres : oui.

- Le Sénat américain rejette la convention de l'ONU sur les handicapés - AFP

"C'était l'occasion pour les Etats-Unis de soutenir les efforts mondiaux d'éradication de la pauvreté et de l'exclusion dont beaucoup de personnes handicapées souffrent à l'étranger", a déploré la directrice de l'ONG Handicap International Etats-Unis, Elizabeth MacNairn. "Au lieu de cela, les Etats-Unis ont envoyé un message d'exclusion au monde. C'est un triste jour pour les Etats-Unis". AFP

## ACTUALITE DU JOUR

### ArcelorMittal Florange.

1- Florange : "**Le Monde**" publie le contenu de l'accord secret conclu entre le gouvernement et ArcelorMittal - Le Monde.fr

Dans ce document de – seulement – deux pages, il est ainsi indiqué que les 180 millions d'euros d'investissements sur cinq ans promis par ArcelorMittal seront certes "*réalisés de manière inconditionnelle*", à la différence de ceux promis par Lakshmi Mittal à Nicolas Sarkozy en 2008. Mais "les investissements stratégiques" ne représenteront que 53 millions d'euros de l'ensemble.

Tout le reste, ce sera "*le flux d'investissements courants, les investissements de pérennité, santé, sécurité et progrès continu, et la maintenance exceptionnelle*", c'est-à-dire un vaste fourre-tout où à peu près tout et n'importe quoi peut être comptabilisé, et notamment les frais de maintenance. Exactement ce que craignaient les syndicats, qui accusent Lakshmi Mittal de vouloir faire passer pour une concession de sa part des dépenses qu'il était de toutes façons obligé d'effectuer.

Néanmoins, il est indiqué que le train à chaud, un équipement stratégique du site, "*fait partie des outils majeurs du dispositif de laminage*" de l'entreprise et verra donc son niveau de production "*maintenu autour de 2 millions de tonnes par an pour alimenter en bobines l'aval de la Lorraine*". Cette pérennisation du train à chaud était réclamée depuis longtemps par l'intersyndicale de Florange.

Concernant les activités de packaging (fabrication du métal pour boîtes de conserve et canettes), dont une ligne sur deux seulement fonctionne actuellement sur le site, il est écrit noir sur blanc que "*ArcelorMittal concentrera les activités de l'amont du packaging de l'entité Atlantique et Lorraine sur Florange*", ce qui devrait assurer la survie des lignes d'étamage "*pendant cinq ans*" et sécuriser du même coup l'emploi sur la même période. En échange, "*l'activité amont de Basse-Indre [un autre site d'ArcelorMittal situé en Loire-Atlantique] sera mise en arrêt temporaire*" et l'activité de recuit d'Ebange, une usine du groupe située près de Florange, pourra être mise en "*arrêt temporaire*" elle aussi, "*en fonction de l'optimisation des carnets*".

Mais, peut-on lire dans cet accord, "*ce transfert d'activité n'impactera pas les effectifs inscrits à Basse-Indre*", un engagement sur lequel Jean-Marc Ayrault s'est battu puisque ce site est situé dans son fief électoral, près de Nantes.

Concernant Ulcos, le programme de recherche sur la captation du dioxyde de carbone (CO2), présenté par Matignon comme la bouée de sauvetage des hauts-fourneaux de Florange, les engagements d'ArcelorMittal sont là aussi très succincts. S'il est indiqué qu'Ulcos "*reste un projet important pour développer de nouvelles solutions mieux adaptées aux enjeux du changement climatique*", il est aussi clairement écrit que "*l'état actuel des résultats de la recherche ne permet pas de passer directement sur le démonstrateur industriel de Florange*". Autrement dit : le projet n'est pas près de voir le jour.

Seul engagement concédé par Lakshmi Mittal : son groupe "*va proposer (...) de continuer à travailler sur le projet de recherche et de validation technologique, en s'appuyant notamment sur l'expertise du centre R&D de Maizières-lès-Metz*".

Conséquence, les "*installations de la phase liquide seront mises sous cocon dans l'état actuel et compatible avec la perspective de réalisation d'un démonstrateur industriel Ulcos sur un haut-fourneau*". Une phrase qui confirme que le P3, arrêté depuis juin 2011, est bien définitivement abandonné, et que le P6 ne sera pas relancé tout de suite puisque "le fonctionnement de toutes ces installations sera arrêté en toute sécurité à l'issue de la procédure légale", c'est-à-dire fin mars 2013. Le groupe s'engage simplement "*à ne pas démonter ces installations dans les six ans*".

Sur le plan social, il est stipulé que les salariés des hauts-fourneaux, au nombre de 629, seront reclassés "*sur des bases exclusivement volontaires*", avec "*un dispositif de gestion des fins de carrière et sur la mobilité interne au site*". "*ArcelorMittal continuera à proposer à des personnes volontaires les postes disponibles sur ses autres sites*", est-il également indiqué.

Par ailleurs, le document stipule que les salariés de Gepor, une filiale d'ArcelorMittal qui emploie 130 personnes à Florange et pour lesquelles les syndicats se montraient très inquiets ces derniers jours, bénéficieront "*des mesures de gestion de fin de carrière et de mobilité avec des conditions similaires à Florange*".

"*Si le contenu de cet accord s'avère exact, c'est enfin la démonstration que Mittal a enfumé le gouvernement, affirme Edouard Martin, délégué CFDT de Florange. Nous allons demander demain à Jean-Marc Ayrault si cet accord peut encore être modifié. Nous exigeons notamment que la chauffe des hauts-fourneaux soit maintenue jusqu'à la matérialisation du projet Ulcos*". L'intersyndicale n'exclut pas de quitter Matignon avec fracas si l'accord n'est pas modifié.

2- Florange: deux "**poinds lourds**" de la sidérurgie étaient prêts à reprendre - AFP

Deux "*poinds lourds*" de sidérurgie mondiale, le belge CMI et le russe Severstal, étaient associés pour reprendre le site ArcelorMittal

de Florange, affirme le quotidien régional Le Républicain Lorrain dans son édition de mercredi.

Sous le titre "*les coulisses d'une nationalisation ratée*", le quotidien écrit que Bernard Serin (du groupe belge CMI) et Alexei Mordachov (du russe Severstal) "*étaient associés pour reprendre Florange*".

Selon le journal de Metz, l'existence de ce duo "*fragilise la position de Jean-Marc Ayrault hostile à la nationalisation*".

"*Si l'on reconstitue le scénario des derniers jours, cette information est à mettre à l'actif d'Arnaud Montebourg, le bouillant ministre du Redressement productif aujourd'hui dans la tourmente, qui avait annoncé fièrement à l'Assemblée nationale qu'il avait bien +un industriel, pas un financier, capable d'investir 400 M? + pour reprendre Florange*", ajoute-t-il.

Le nom du milliardaire russe Alexei Mordachov avait déjà été cité il y a plusieurs semaines par le quotidien économique Les Echos.

Le Républicain Lorrain affirme avoir eu "*la confirmation que le tour de table prévoyait que (cet) oligarque à la tête du 23e groupe sidérurgique mondial (69.000 personnes) n'ait qu'une +participation minoritaire+ et laissait donc la main à Bernard Serin, ex-cadre de Florange, pour mener sa stratégie industrielle*".

"*Il semble également que le montant qu'aurait engagé Bernard Serin aurait avoisiné en réalité les 500 M?*", affirme encore le journal. CMI emploie 3.400 personnes au niveau mondial.

Selon Le Républicain Lorrain, "*économiquement, la partie ne paraît pas terminée (et) Severstal pourrait prendre sa revanche*". Il rappelle que "*en 2006, l'aciériste russe avait échoué à contrecarrer l'OPA hostile de Mittal sur Arcelor*".

"*Les cartes pourraient être rebattues si Ucos n'était pas attribué à Florange le 20 décembre ou si Mittal donnait un coup de canif dans le contrat passé avec Matignon*", conclut-il. AFP 04.12

### 3- Florange: l'accord d'ArcelorMittal confirme les craintes des syndicats - Le Nouvel Observateur

La rencontre mercredi 5 décembre à Matignon entre Jean-Marc Ayrault et les représentants syndicaux de Florange va-t-elle tourner court ? Depuis l'annonce par le Premier ministre vendredi d'un accord entre ArcelorMittal et le gouvernement, les syndicats s'interrogent. Sur quoi porteront les investissements promis ? Quels emplois seront réellement maintenus ? Quelles sont les chances du site pour le projet Ucos ? La discrétion des services du Premier ministre sur l'heure de la réunion et le secret entretenu autour du texte signé avec le groupe inquiétaient les salariés, le mystère alimentant les rumeurs les plus folles: l'accord n'aurait finalement pas été signé, Jean-Marc Ayrault aurait négocié en faveur des salariés du site de Basse-Indre, en Loire-Atlantique, au détriment de ceux de Florange... La publication mardi en fin d'après-midi par "Le Monde" des extraits du texte a levé une partie du mystère... et confirmé les craintes des syndicats.

Quelle sauvegarde de l'emploi ?

"*Je vous annonce qu'il n'y aura pas de plan social à Florange*", a déclaré Jean-Marc Ayrault vendredi. Une victoire, alors que l'avenir de 629 salariés de la filière chaude est menacé depuis qu'elle a été jugée non rentable par la direction de l'entreprise ? Pas nécessairement, si l'on en croit Guy Dollé, ancien patron d'Arcelor: "*Il n'était pas nécessaire d'avoir un plan social compte tenu de la pyramide des âges*", a-t-il confié aux Echos. Un tiers des 629 salariés a déjà été reclassé, rapporte aussi Libération, et près de la moitié pourrait partir en préretraite. De plus, l'absence de plan social ne signifie pas qu'il n'y aura pas de suppression de postes. "*Un accord sera négocié avec les organisations syndicales sur la base du volontariat*", a fait savoir samedi ArcelorMittal, sans plus de précisions.

L'accord publié par "Le Monde" confirme qu'il y aura bien un transfert de charge entre le site situé en Basse-Indre et Florange. "*ArcelorMittal concentrera les activités de l'amont du packaging de l'entité Atlantique et Lorraine sur Florange*" pour sécuriser l'emploi pendant environ 5 ans. "*L'activité amont de Basse-Indre sera mise en arrêt temporaire*" de même que l'activité de recuit d'Ebange "*en fonction de l'optimisation des carnets*". "*Ce transfert d'activité n'impactera pas les effectifs inscrits à Basse-Indre*", promet l'accord. "*C'est écoeurant*", réagissait en revanche un sous-traitant, craignant qu'une telle décision entraîne une baisse de son activité et menace l'avenir de dix de ses salariés. "*Pas évident à digérer pour l'instant*". En revanche, pour les 130 salariés de Gepor, une filiale sous-traitante propriété d'ArcelorMittal à Florange, "*des mesures de gestion de fin de carrière et de mobilité avec des conditions similaires*" à celles proposées aux salariés d'ArcelorMittal sont prévues, assure la direction dans le texte de l'accord gouvernemental. A Dunkerque, l'accord confirme que l'arrêt d'un des hauts-fourneaux pour maintenance sera prolongé : seuls trois hauts-fourneaux sur quatre seraient conservés "*à l'échéance minimale des cinq prochaines années*".

Quels investissements ?

"*Le groupe Mittal s'est engagé à investir au moins 180 millions d'euros sur les cinq prochaines années à Florange*", a déclaré

Jean-Marc Ayrault vendredi. L'accord confirme en effet qu'ils seront réalisés de manière inconditionnelle, contrairement à ceux promis à Sarkozy pour Gandrange en 2008.

Mais "les investissements stratégiques" n'atteignent que 53 millions d'euros, le reste concerne "le flux d'investissements courants, les investissements de pérennité, santé, sécurité et progrès continu, et la maintenance exceptionnelle", est-il écrit dans l'accord. Autrement dit des dépenses déjà programmées. C'est exactement ce que craignaient les syndicats.

Vous avez dit Ulcos ?

"La faible activité actuelle en Europe ne permet pas d'envisager un redémarrage des hauts fourneaux à court terme. Mais le gouvernement a obtenu l'engagement du groupe de les maintenir dans un état qui permette, le moment venu, la réalisation d'un projet industriel d'avenir. C'est le projet Ulcos : il s'agit de produire de l'acier de façon économe en énergie et plus respectueuse de l'environnement par la captation du CO2", a déclaré Jean-Marc Ayrault vendredi.

Dans l'accord, il est indiqué qu'Ulcos "reste un projet important pour développer de nouvelles solutions mieux adaptées aux enjeux du changement climatique", mais que "l'état actuel des résultats de la recherche ne permet pas de passer directement sur le démonstrateur industriel de Florange". Les "installations de la phase liquide seront mises sous cocon" pour rester compatibles avec le projet Ulcos, et ArcelorMittal s'engage simplement à "continuer à travailler sur le projet de recherche et de validation technologique".

Autrement dit, l'un des deux hauts-fourneaux, arrêté depuis l'été 2011, est condamné, et l'autre sera arrêté "à l'issue de la procédure légale", en mars 2013. Enfin, le groupe s'engage à "ne pas démonter ces installations dans les six ans". Une opération qui permet à ArcelorMittal de ne pas avoir à démanteler et dépolluer le site, opérations autrement plus coûteuses... Lenouvelobs. fr 04.12

4-Filippetti: "**La parole d'ArcelorMittal ne vaut rien**" - L'Expansion.com avec AFP

La ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, élue de Moselle, a estimé mardi qu'il n'y avait "pas de confiance" dans la parole de l'industriel ArcelorMittal sur le site de Florange, estimant qu'il faudrait en revenir à une solution de reprise si "les engagements n'étaient pas tenus".

Tout comme Mme Filippetti, la ministre de l'Ecologie Delphine Batho a déclaré dimanche qu'il y avait un "accord" avec ArcelorMittal mais "pas de confiance", lors du "Grand rendez-vous" d'Europe1/Aujourd'hui en France/iTélé. L'Expansion.com avec AFP 04.12

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Tunisie

La police tunisienne est intervenue mardi à Tunis pour mettre fin à de violents affrontements entre des militants islamistes favorables au gouvernement et des membres de l'UGTT, le principal syndicat du pays.

Plusieurs centaines d'islamistes armés de couteaux et de bâtons ont chargé un groupe de dirigeants de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et attaqué le siège du syndicat, place Mohamed Ali, faisant voler les vitres en éclats à coups de pierres, ont rapporté des témoins, qui ont fait état d'une dizaine de blessés.

Les forces de l'ordre sont intervenues pour séparer les deux camps.

"UGTT, voleurs, vous voulez détruire le pays", scandaient les islamistes.

A l'occasion du 60e anniversaire de la mort de l'ancien dirigeant syndical Farhat Hached, des centaines de syndicalistes, qui ont soutenu les manifestations contre le chômage et le sous-développement la semaine dernière dans la ville de Siliana, à 120 km environ au sud-ouest de Tunis, s'étaient rassemblés près du siège de l'UGTT en appelant à la grève générale et à la démission du gouvernement, dirigé par les islamistes modérés d'Ennahda.

"Ce sont les mêmes méthodes que du temps de (l'ex-président Zine) Ben Ali", a estimé un responsable de l'UGTT, Fethi Debek.

Après ces heurts, environ 2.000 syndicalistes se sont rassemblés devant le siège du gouvernement. "*Ennahda finira comme Ben Ali*", a prédit l'un des manifestants.

Le parti au pouvoir accuse l'opposition de gauche d'être à l'origine des manifestations de Siliana.

L'UGTT avait demandé à la population de Siliana de descendre dans la rue pour dénoncer le chômage, réclamer la distribution des aides de l'Etat à cette ville déshéritée et exiger le départ du gouverneur de la région, un membre d'Ennahda. Les affrontements ont fait plus de 250 blessés.

Le gouvernement a suspendu samedi dernier le gouverneur de ses fonctions et a promis des emplois pour les victimes de la "*révolution de jasmin*" de l'hiver 2010-2011 qui a chassé du pouvoir l'ancien président Ben Ali. Reuters 04.12

## 2- Egypte

Des dizaines de milliers d'opposants au chef de l'Etat égyptien Mohamed Morsi ont encerclé mardi soir le palais présidentiel au Caire pour exiger qu'il retire un décret par lequel il a considérablement élargi ses pouvoirs et protester contre un projet controversé de Constitution.

Les manifestants, dont de nombreux membres de l'opposition laïque et de gauche, ont pu s'approcher du palais situé à Héliopolis, dans la banlieue de la capitale, après avoir coupé les barbelés installés à quelques centaines de mètres de là.

La police anti-émeutes a fait usage de gaz lacrymogène pour tenter de les disperser, sans succès, et a battu en retraite.

"*Il y a beaucoup de tensions actuellement au Caire. Nous pressons simplement les manifestants d'exprimer leurs opinions de manière pacifique*", a déclaré le porte-parole adjoint du département d'Etat, Mark Toner.

Des opposants au président ont aussi manifesté à Alexandrie (nord) et dans les villes de Sohag et Minya (centre).

A Minya, des manifestants ont déchiré une photo du président devant les locaux du Parti de la liberté et de la justice (PLJ), la formation de M. Morsi, provoquant des heurts avec ses partisans selon des témoins. La police a fait usage de gaz lacrymogène et trois personnes ont été blessées, a indiqué à l'AFP un responsable de la sécurité.

Des milliers de personnes manifestent également sur l'emblématique place Tahrir, dans le centre du Caire.

Pour protester, plusieurs quotidiens indépendants et d'opposition ont décidé de ne pas paraître mardi. AFP 04.12

---

## SOCIAL

### Espagne

Le chômage a poursuivi sa progression en Espagne au mois de novembre.

La quatrième économie de la zone euro a enregistré en novembre 74 296 chômeurs (+ 1,54 %) de plus qu'en octobre, tandis que sur un an il y a eu 487 355 demandeurs d'emploi supplémentaires (+ 11,02 %), pour arriver à 4 907 817 chômeurs. LePoint.fr 04.12

---

## ECONOMIE

### 1- Iran

Les Turcs poursuivent un troc intelligent avec l'Iran

Au cours des six derniers mois, l'Iran est parvenu à se soustraire à une partie des sanctions américaines par l'importation d'or de Turquie en échange de plusieurs milliards de pétrole vendu. L'un des officiels turcs a parlé de « *succès en matière de troc* » entre la Turquie et l'Iran. Voilà la réponse à ceux qui s'interrogeaient sur les raisons pour lesquelles les exportations d'or, et

tout particulièrement de lingots, de Turquie, sont devenues si importantes en direction de Téhéran.

CNN écrit : selon les statistiques du gouvernement turc, l'Iran a importé des milliards de dollars d'or de la Turquie depuis mars dernier, époque où les mollahs ont été éjectés du système SWIFT.

En fait, les exportations de lingots d'or ont commencé à exploser dès le mois d'avril. Cette hausse dépasse les 400% par rapport à l'année précédente.

En réalité, il y a eu beaucoup de spéculation sur la manière dont l'or est transféré de la Turquie vers l'Iran, mais d'aucuns assurent que le sujet implique également les Emirats arabes unis. « *Il est vrai que Dubaï a toujours été la plus importante porte d'entrée économique vers l'Iran* », précise un analyste américain. De manière générale, l'on dit que cet or est transféré par sacs de 50 kilos, qui est la limite de transfert autorisé de Turquie. « *Tous ces transferts ressemblent à un film de James Bond. Vous avez des personnages avec des valises noires transportant l'or* », a commenté Behzad Yaghmaian, économiste américano-iranien à Ramapo College.

Bien évidemment, les autorités turques vont s'attirer les foudres des ténors américains à la solde des sionistes, mais ne sommes-nous pas dans la période des grandes alliances ? Et les discussions en vue du prochain conflit mondial ne se font certainement devant les grands médias. Liesi 30.11

## 2- Chypre

Le président chypriote Demetris Christofias a qualifié mardi de "*criminelle*", le comportement des banques de l'île, les jugeant responsables des "*douloureuses*" conditions imposées par le plan de sauvetage européen.

*"Beaucoup de citoyens se demandent: +pourquoi devons-nous payer pour les erreurs et les oublis, voire même les abus criminels de certains haut responsables des banques ?+", a-t-il indiqué.*

*"Les décisions des administrations des banques et le faible contrôle de la Banque centrale ont coûté à Chypre plusieurs milliards d'euros. Pour les obtenir, nous avons dû recourir au Mécanisme de stabilité européen", s'est-il justifié.*

Le montant de l'aide européenne nécessaire à la recapitalisation du système bancaire pourrait atteindre 10 milliards d'euros, alors que seul 1,5 milliard d'euros sont nécessaires pour couvrir les finances publiques durant les quatre prochaines années, a-t-il rappelé.

*"Ces chiffres montrent que la crise (...) a été causée par le système bancaire", a-t-il estimé, indiquant que le gouvernement ne pouvait cependant pas permettre la chute du système bancaire, qui entraînerait la destruction de l'économie.* AFP 04.12

[Haut de page ↗](#)

---

Le 6 décembre

## CAUSERIE

Deux réflexions très rapidement qu'on développera si nécessaire une autre fois.

T. Meyssan dans un article consacré à la reconnaissance du statut d'Etat observateur palestinien par l'ONU, a pointé très justement un inconvénient majeur qui conduit à rejeter la perspective de la création d'un Etat palestinien à côté de l'Etat israélien et qui nous avait échappé au premier abord, à vrai dire je n'ai jamais eu le temps d'approfondir cette question.

L'existence d'un Etat palestinien reviendrait pour ainsi dire à admettre que les Palestiniens sont servis, et qu'ils n'ont plus aucun droit à revendiquer le retour sur les terres qui leur appartenaient avant 1947 et qui sont situées en territoire israélien, ce qu'a toujours contesté Israël ; la revendication du droit au retour qui a animé le combat du peuple palestinien pendant 65 ans s'éteindrait ou n'aurait plus aucune légitimité, légitimité qui d'ailleurs ne leur a jamais été accordée par aucune instance internationale.

La seconde réflexion se rapporte à la nécessité pour les gouvernements de violer en permanence les principes les plus élémentaires de la démocratie pour imposer leur politique s'austérité, ils ne disposent d'aucun autre moyen que de piétiner l'expression politique populaire pour l'appliquer, en s'appuyant évidemment sur les syndicats et les partis ouvriers corrompus qui les soutiennent à des degrés divers en se répartissant les rôles, de telle sorte que les militants et les travailleurs se font berner et n'y comprennent rien à l'arrivée. On y reviendra.

Un dernier mot.

On établira une distinction entre le mondialisme qui se rapporte à l'établissement d'un Nouvel ordre mondial ou d'un gouvernement mondial, à la perspective définie par l'oligarchie financière internationale de modeler le monde en tentant de s'affranchir des contradictions du capitalisme par des moyens qui débordent largement du cadre classique de la lutte des classes pour exercer un contrôle absolu sur la population mondiale et lui interdire toute possibilité de le renverser, et la mondialisation qui se rapporte au développement du capitalisme selon sa propre logique interne ou ses lois de fonctionnement qui incluent la lutte des classes.

Les deux interagissent en permanence et doivent être pris en compte pour comprendre la situation et dans quelle direction elle évolue ou peut évoluer, en évitant l'écueil qui consiste à les confondre, ce qui n'est pas toujours simple.

Qui n'a pas observé ces derniers jours que ni Lakshmi Mittal et ni Ayrault n'étaient vraiment ou ne semblaient être les maîtres des décisions qu'ils avaient prises ? C'était pourtant flagrant, cela mérite une explication, non ? N'attendez pas après nos diirgeants pour vous la fournir, vous risquez d'attendre toute votre vie !

Ce qui évidemment n'enlève absolument rien à leur responsabilité, car s'ils ne sont pas réellement les décisionnaires, ils savent l'un et l'autre qui sont les donneurs d'ordres, cela va de soi, ils en sont les complices, les hommes de paille, les bras armés au choix. Personne ne les a obligés à occuper le poste ou la fonction qui est la leur, ils agissent en toute conscience, en connaissance de cause, ce que les uns et les autres tentent d'occulter plus ou moins maladroitement.

En lisant la causerie d'aujourd'hui, vous comprendrez (?) pourquoi j'ai tenu à rappeler cette distinction entre mondialisme et mondialisation et à apporter ces quelques précisions.

Autre chose.

J'ai dégoté hier soir quelques vidéos intéressantes. Par hasard comme très souvent.

Comme toujours, disons à des degrés divers, leurs auteurs ont eu des parcours scabreux, certains ont évolué vers une critique du capitalisme après l'avoir servi avec zèle pendant des décennies, peu importe ici ce qu'ils ont été et ce qu'ils ont pu faire, les crimes parfois dont ils ont été les complices.

Leurs témoignages sont d'autant plus précieux qu'ils occupaient des fonctions importantes ou des postes stratégiques dans la hiérarchie de certains Etats ou de l'armée, et qu'ils rétablissent la vérité sur certains événements plusieurs décennies plus tard, alors que jusqu'à présent ces informations n'avaient été portées à la connaissance que d'une portion réduite de la population par le biais de quelques intellectuels indépendants ou de partis ouvriers somme toute marginaux ou dont la crédibilité n'était pas reconnue.

C'est très important, plus important qu'on peut le penser par erreur. Je vous avais déjà parlé de mes parents complètement arriérés qui n'avaient confiance que dans la parole des puissants, chefs d'Etat, ministres ou patrons à côté desquels j'étais insignifiant, une sinistre merde à leurs yeux appelons les choses par leurs noms, ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là et cela ne concerne pas uniquement les couches les plus arriérées du prolétariat, mais aussi des pans entiers de la petite-bourgeoisie ou des couches moins arriérées de la classe ouvrière.

Quand ils auront pris connaissance du contenu de ces vidéos, ils pourraient reconsidérer le regard complaisant qu'ils portent sur le capitalisme et ses représentants. Ils pourraient aussi faire un lien avec le sort qu'ils leur réservent aujourd'hui.

Il faut noter au passage que ces vidéos ont très souvent été visualisées par une infime minorité de travailleurs (francophones, 150 millions dans le monde environ), quelques centaines ou milliers tout au plus, ce qui est insignifiant. Transmettez leurs adresses à tous vos contacts, diffusez-les le plus largement possible, pourquoi pas, organisez des réunions politique autour de leur visionnage dans votre quartier, etc.

Confessions d'un assassin financier (J.Perkins)  
<http://www.youtube.com/watch?v=L7NNPZTcDDo>

La Mondialisation (J.Perkins)  
<http://www.youtube.com/watch?v=w-aB6-hzhcM>

Il semblerait que cette vidéo recoupe en grande partie la précédente, ma connection internet a été coupée quand j'étais en train de la visualiser.

Pierre Faillant de Villemarest (un ancien du contre-espionnage) - Le nouvel ordre mondial

<http://www.youtube.com/watch?v=XW1rzEbrgOM>

Il existe une version plus longue de cet entretien, celui-ci dure 12 minutes, une autre dépasse 20 minutes, à voir...

11-Septembre: Bush et Cheney mis en cause par l'ex-lieutenant colonel US Robert Bowman (2007)

<http://www.youtube.com/watch?v=10RyCZQyop4>

J'ai réussi à la télécharger en entier, cette vidéo est formidable.

Discours en public de Robert Bowman, ex directeur des programmes aérospaciaux avancés de l'US air Force, prononcé en 2007, dans lequel il appelle à la destitution du président George W. Bush et de son vice-président Dick Cheney pour leurs mensonges sur le 11/9, leur dissimulation de la vérité, et leur responsabilité dans toutes les morts des guerres d'agression en Irak et en Afghanistan.

Des vidéos que je ne suis pas parvenu à visualiser ou à télécharger, donc je n'ai pas vérifié leur contenu.

Mondialisation - Quand Le FMI Fabrique La Misère - Documentaire [HD]

[http://www.youtube.com/watch?v=xxl\\_n2mS0a0](http://www.youtube.com/watch?v=xxl_n2mS0a0)

L'Argent Dette 1 - Paul Grignon

<http://www.youtube.com/watch?v=-QK33eDeCew>

L'Argent Dette 2 (Promesses Chimeriques)

<http://www.youtube.com/watch?v=sCfJ0Rmbvo0>

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### [ArcelorMittal Florange. Suite.](#)

Comment (invité du journal de 20h00 sur France 2) le chef du gouvernement a-t-il pu déclarer tranquillement à propos de l'accord scélérat passé avec Mittal : *"C'est une situation qui est acquise. Beaucoup de Français aimeraient avoir un tel résultat" ?*

Parce qu'il sait que tous les syndicats et tous les partis dits ouvriers sont corrompus, tous sans exception, et qu'il n'a aucune crainte à avoir de ce côté-là. Que les *"Français"* en question ne comprennent rien à rien et sont subordonnés au capitalisme, que le mouvement ouvrier est gangrené jusqu'à la moelle par le réformisme bourgeois, y compris son avant-garde (des partis).

Si cela ne saute pas aux yeux des militants en France, tournez-vous vers la Grèce et demandez-vous comment les institutions ont-elles pu tenir aussi longtemps malgré la profonde et violente régression sociale à laquelle sont soumises les masses exploitées depuis plus de trois ans, et vous comprendrez peut-être mieux ce que nous entendons par là.

La même comédie qu'avec PSA. Ils sont tous suspendus à la bonne parole du gouvernement, à ses basques.

- A la sorte de Matignon, les représentants syndicaux n'ont pas caché leur déception.

*"Il est hors de question pour le Premier ministre de revenir en arrière"*, a déclaré Norbert Cima, de Force ouvrière, évoquant une entrevue *"très tendue"* à Matignon entre les syndicats et plusieurs ministres du gouvernement.

Le délégué CFDT, Edouard Martin, a dit avoir eu le sentiment d'avoir été *"trahi"* mais s'est montré quelque peu optimiste en émettant l'espoir que la situation puisse évoluer.

*"Le fait que M. Ayrault ait accepté de dire (...) 'je suis prêt à vous recevoir de nouveau', ça nous ouvre une brèche"*, a-t-il ajouté, se félicitant de la promesse d'être à nouveau reçu par le Premier ministre.

Mais pour l'heure, le gouvernement n'entend pas demander à Lakshmi Mittal de revenir à la table des négociations et souhaite plutôt se concentrer sur la mise en oeuvre de l'accord.

*"On ne va pas se remettre à négocier avec Mittal, là on va se mettre à surveiller et mettre les moyens de contrôle pour que l'accord*



*se déroule bien*", explique-t-on à Matignon.

Et la boucle est bouclée : la sidérurgie à Florange est morte ! Ils feignent de ne pas avoir compris que Mittal était le clone de Tapie le liquidateur !

Dès lors, il peut ajouter un grossier mensonge.

*"Nous avons regardé toutes les hypothèses sans exclusive et sans a priori"*, a dit Jean-Marc Ayrault sur France 2.

Selon le Républicain Lorrain, Bernard Serin, patron du groupe sidérurgique CMI, et Alexeï Mordachov, milliardaire qui possède le géant russe de l'acier Severstal, s'étaient associés pour proposer de reprendre l'ensemble du site lorrain d'ArcelorMittal. Reuters 05.12

Qui a fourni des informations sur ces repreneurs, qui a relevé que Mittal doit un milliard d'euros au fisc ? Personne. Cela vous étonne, pas nous.

Lisez, lisez attentivement, relisez si nécessaire le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (n°229), c'est un modèle du genre en terme de capitulation, d'accompagnement de la fermeture programmée du site de Florange, et d'autres à terme.

Qui vous a "**trahis**", qui a trahis qui ou quoi et pourquoi ?

Ceux qui ont répété pendant des mois après le 6 mai qu'il était impossible de connaître les véritables intentions de Hollande et son gouvernement, qu'il fallait "*attendre*" de voir pour juger sur pièces de quoi il serait capable, ceux qui ont mis en avant que Hollande et sa majorité minoritaire dans le pays avaient été élus sur un autre mandat que Sarkozy, alors que c'était une supercherie et qu'ils poursuivraient la même politique antisociale et réactionnaire que Sarkozy et l'UMP, ceux qui finalement en sont arrivés à vous demander de faire confiance au gouvernement, ceux qui lui ont dit "*chiche*" quand il a annoncé une nationalisation temporaire de Florange, alors qu'il n'en avait jamais eu l'intention comme les faits le démontrent.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que c'est Lakshmi Mittal qui détient le pouvoir économique (ou plutôt l'oligarchie financière mondiale dont il est le simple exécutant dans le secteur de la sidérurgie) et le gouvernement détient le pouvoir politique, soit une décision politique était prise et Mittal était exproprié sans indemnité, et l'affaire pouvait être réglée favorablement pour les travailleurs, ce qui impliquait donc la remise en cause de la propriété privée des moyens de production, une rupture avec le capitalisme, impensable évidemment, soit aucune décision politique n'était prise et Mittal conservait le pouvoir de décider à sa guise l'avenir de Florange.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que le sort des travailleurs de Florange et de la sidérurgie plus largement dépendait uniquement d'une décision politique.

Or, on pouvait évoquer le contexte de guerre engagée par le capitalisme mondial contre les masses exploitées depuis trois décennies, on pouvait aussi évoquer le contexte de surproduction d'acier, on pouvait également évoquer le ralentissement de l'activité économique dû à l'endettement colossal des Etats, des entreprises, des particuliers, mais on ne pouvait ignorer la nature de Hollande, du gouvernement, du PS et ses satellites tous acquis au capitalisme, figurant tous dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, or c'est bien ce qui s'est passé, c'est bien à cette misérable mascarade à laquelle nous avons eu le droit.

Et ce n'est pas fini. Ils ne sont pas foutus d'organiser le blocage de la Lorraine, de paralyser l'activité économique de la région, et les voilà qui parlent (POI) de "*la montée de toute la Lorraine à Paris*", c'est vraiment prendre les militants et les travailleurs pour des demeurés, c'est profiter de leur ignorance pour les manipuler ou c'est ne rien comprendre à la situation. La population ne bouge pas pour quelques centaines de suppressions d'emplois en comprenant la sous-traitance, et voyez-vous cela, elle pourrait monter à Paris, on a affaire à des aventuriers, des charlatans.

Epargner toujours et encore le gouvernement qu'il soit présidé par Sarkozy ou Hollande, les institutions, le régime...

1- Extrait de l'éditorial de D. Gluckstein.

*"Oui, résistance pour défaire chacune des contre-réformes qui découlent de l'alignement du gouvernement sur la troïka, et pour balayer cette dernière, résistance au « compromis historique » auquel on voudrait contraindre les organisations syndicales, résistance pour abroger les traités européens.*

Si par miracle le gouvernement cessait de s'aligner sur la troïka, si la troïka pouvait être "*balayée*" assurément ce serait un bon gouvernement, un gouvernement au service des travailleurs, notez qu'il tenait exactement le même discours quand Sarkozy

était à la place de Hollande, donc non seulement Gluckstein colporte des illusions dans le gouvernement, pire, dans les institutions et tous ses partis (dont l'UMP !) qu'il soutient de fait.

Pas besoins de "*contraindre (les) organisations syndicales*" à collaborer activement avec le patronat et le régime, elles le font quotidiennement avec zèle sans que personne ne les y oblige. Le passer sous silence ou le nier comme le fait Gluckstein, c'est se faire le complice des dirigeants pourris des syndicats, donc du gouvernement et ses commanditaires.

2- Intervention lors la conférence nationale pour l'unité et la résistance, samedi 1er décembre, à Paris, de François Lopéra, travailleur d'ArcelorMittal à Florange, délégué CGT (IO n°229, page 2) :

*"On est revenu à la case départ, on ne comprend pas que le gouvernement ait revu ses positions. Les hauts-fourneaux restent à l'arrêt."*

Vous comprenez quoi en fait, dites-nous ? Rien à rien, merci de l'avouer ici. Voilà le niveau politique de cette "*conférence*" que nous avons refusé de soutenir après avoir hésité on doit avouer.

Vous ne comprenez rien à la nature (bourgeoise) du gouvernement et le POI se fait gracieusement le porte-parole de votre ignorance. Vous ignorez sans doute qu'en 2006 le géant russe de l'acier Severstal avait été évincé au profit de Mittal, et vous ne comprenez pas qu'il ait été écarté en 2012, dites-nous, vous semblez tout ignorer de l'entreprise dans laquelle vous travaillez tout en prétendant représenter ses salariés, bravo ! car cette information n'avait rien de secrète, elle figurait sur Internet (Wikipédia) et chacun peut le vérifier, ou dans mon portail depuis deux jours.

Eh oui car contrairement à vous, avant de parler de quelque chose que je ne connais pas pour éviter de sortir de grosses âneries, je me renseigne, je fais des recherches, j'ai un minimum de conscience (professionnelle), de rigueur, cela fait partie de mes responsabilités envers les militants et lecteurs, je n'ai rien à leur vendre, surtout pas du vent ou des illusions ! On peut le pardonner à un ouvrier, pas à des dirigeants d'un parti comme le POI. J'ai ouvert le n°229 d'*Informations ouvrières* et à l'aide de la touche "*recherche*" (Adobe Acrobat Professionnel) j'ai tapé le mot "*Severstal*" pour vérifier s'il y figurait ou non, la réponse fut négative, au POI, le géant russe de l'acier Severstal connaissent pas non plus ! Je n'ai pas évoqué les autres partis par manque de temps ou pour éviter de perdre mon temps...

Messieurs Hollande, Ayrault, Mittal, Peugeot, dormez tranquille...

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

1.1- La principale mesure du "**pacte de compétitivité**" adoptée par les députés.

L'Assemblée nationale a adopté mardi soir le crédit d'impôt de 20 milliards d'euros pour les entreprises destiné à renforcer la compétitivité et l'emploi, même si plusieurs députés de gauche déplorent l'absence d'un véritable donnant-donnant et d'un soutien marqué à l'industrie.

Principale mesure du pacte de compétitivité, ce crédit d'impôt sera financé par une hausse de la TVA, refondue en trois taux de 5, 10 et 20% (6,4 milliards d'euros en 2014), par des économies sur les dépenses publiques pour 10 milliards d'euros et des mesures de fiscalité écologique.

Également voté, un amendement du gouvernement triplant l'abattement de taxe sur les salaires de 6.000 à 20.000 euros par an, pour ne pas défavoriser le secteur associatif exclu du crédit d'impôt. AFP 05.12

1.1- La hausse de la TVA adoptée par les députés.

Les députés français ont adopté mercredi la modification des taux de TVA à partir du 1er janvier 2014 dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances rectificative pour 2012.

Ce dispositif devant financer pour moitié le dispositif du crédit d'impôt pour la croissance et l'emploi (CICE).

Le groupe socialiste et celui des radicaux de gauche ont voté pour. Le groupe écologiste s'est abstenu. Le groupe Front de gauche et les députés de l'UMP, du R-UMP et de l'UDI (centriste) ont voté contre. Reuters 05.12

Vous n'avez pas envie de réaliser l'unité avec la "*gauche*" du PS qui a voté ces deux dispositions ou les écologistes qui ont refusé de contre contre, vous avez tort, vous ne savez pas ce que vous perdez selon le PdG et le POI, comment vous ignorez encore qu'ils se situent au côté des travailleurs, qu'ils incarnent leurs intérêts, là franchement vous êtes animés par une crasse ignorance incurable...

A bas le PS et ses satellites au service du capital !

## 2- Egypte

### 2.1- Mardi

Personne n'attendait grand chose de ce rassemblement devant le palais présidentiel, mardi 4 décembre dans l'après-midi. On disait le lieu, Héliopolis, trop éloigné du centre-ville, trop dangereux aussi avec un important cordon de forces de l'ordre. On pensait l'organisation trop bancal et surtout les manifestants trop fatigués par deux semaines de mobilisation. Même le temps, d'ordinaire si doux, semblait couvert sur le Caire.

C'était négliger la colère et l'opiniâtreté des révolutionnaires égyptiens qui ont fièrement répondu au rassemblement islamiste de samedi en débarquant par milliers, par dizaine de milliers même, devant le palais d'El-Oruba qui héberge le président de la République, Mohammed Morsi. Tel un roi déchu, le raïs acculé par son peuple avait un peu plus tôt dans l'après-midi déserté son château.

Peu avant 18 heures, s'est produit un événement pour le moins étonnant : après quelques brefs heurts, la police a retiré son dispositif de sécurité - barrières et fils barbelés - pour laisser passer les manifestants qui ont aussitôt encerclé le bâtiment. Ce geste a de quoi surprendre quand on sait quel rôle les hommes en bleu - en noir en Egypte - ont eu dans la répression de la révolution. Si certains pensent que les policiers n'ont fait qu'obéir aux ordres et reculer devant le nombre inattendu et imposant de manifestants, d'autres considèrent que l'on a assisté hier soir à un tournant de la révolution. A leurs yeux, la police a ni plus ni moins viré sa cuti et décidé de lâcher Mohammed Morsi.

Wael, la petite trentaine, n'en revient pas d'avoir entendu de ses propres oreilles un officier déclarer à la foule : "*J'espère que vous vous en rappellerez et que vous témoignerez pour nous le jour de notre procès*". Alors que la plupart des policiers ont rapidement quitté les lieux, certains sont restés sur place, à sympathiser avec les protestataires. On a ainsi pu assister à des scènes surréalistes, tel ce camion de police qui circulait dans la foule, avec, agglutinés sur son toit, une dizaine de jeunes manifestants qui sautaient dessus joyeusement en hurlant des slogans hostiles au régime des Frères. Cela n'est pas sans rappeler les désertions d'officiers pendant la première révolution et la transition militaire. [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com) 05.12

### 2.2- Mercredi

Opposants et partisans du président Mohamed Morsi se sont affrontés mercredi à coups de cocktails molotov et de jets de pierres lors de heurts devant la présidence au Caire qui ont fait plus de 200 blessés et illustrent la division d'un pays s'enfonçant dans la crise.

Il s'agit des pires violences depuis l'élection en juin de M. Morsi, premier président islamiste d'Egypte qui s'est attiré les foudres de l'opposition et d'une partie de la magistrature pour s'être octroyé des pouvoirs exceptionnels le 22 novembre.

La police anti-émeutes a réussi à imposer un cordon de sécurité entre les manifestants rivaux devant le palais, mais des affrontements se poursuivaient à coups de pierres dans les rues adjacentes.

Pour la deuxième journée consécutive, les abords de la présidence dans le quartier cosu d'Héliopolis ont été l'épicentre de la crise.

A l'appel des Frères musulmans, des milliers de personnes avaient afflué vers le palais dans l'après-midi, démantelant les tentes dans lesquelles de petits groupes d'anti-Morsi avaient passé la nuit après une manifestation massive de l'opposition mardi.

Des protestations ont aussi eu lieu en province, et des opposants à M. Morsi ont saccagé et incendié des locaux des Frères musulmans, dont M. Morsi est issu, à Ismaïliya et Suez, dans le nord-est du pays.

Sur place, les témoignages des manifestants traduisaient une société profondément divisée, près de deux ans après la révolte qui a fait tomber le régime de Hosni Moubarak.

L'opposition a de nouveau exigé le retrait du décret élargissant les pouvoirs de M. Morsi et l'annulation du référendum du 15

décembre sur le projet de Constitution controversé.

Le pouvoir, de son côté, par la voix du vice-président Mahmoud Mekki, a maintenu le référendum sur ce projet accusé par l'opposition de ne pas protéger certains droits fondamentaux dont la liberté d'expression, et d'ouvrir la porte à une application plus stricte de la loi islamique.

Dans une conférence de presse avec l'ex-patron de la Ligue arabe Amr Moussa et l'ex-candidat à la présidence Hamdeen Sabbahi, qui font partie du Front du salut national (FSN), une coalition de l'opposition, Mohamed ElBaradei, chef du FSN, a fait porter à M. Morsi "l'entière responsabilité" des violences.

"*Le régime perd de sa légitimité jour après jour*", a-t-il dit. "*Nous sommes prêts au dialogue*" mais uniquement si le décret est retiré, a-t-il ajouté, qualifiant le pouvoir de "*répressif et autocratique*". AFP 05.12

### 3- Koweït

Des milliers de Koweïtiens ont manifesté mercredi afin de réclamer, pour la troisième journée consécutive, la dissolution du Parlement élu le 1er décembre et qu'ils jugent illégitime, ont déclaré des militants et des témoins.

La police anti-émeutes a utilisé du gaz lacrymogène et des grenades assourdissantes dans certains secteurs pour disperser les manifestants, selon ces sources.

Les manifestations de mercredi ont eu lieu dans au moins sept secteurs dans des faubourgs à prédominance tribale, selon les mêmes sources.

Les rassemblements de protestation de l'opposition ont lieu chaque soir depuis lundi, et certains se poursuivent toute la nuit et sont marqués par des heurts avec la police anti-émeutes.

Depuis le début du mouvement, des dizaines de personnes ont été arrêtées, dont dix adolescents, et quelques personnes ont été légèrement blessées, selon des militants.

L'opposition, qui comporte des islamistes, des nationalistes et des libéraux, réclame la dissolution du Parlement issu des élections législatives du 2 décembre, qu'elle a déclaré "*illégitime*".

L'opposition a boycotté ces élections en raison d'un amendement à la loi électorale qui a complètement faussé, selon elle, les résultats du scrutin et dont elle exige aussi la suppression.

Selon la Commission électorale nationale, la participation au scrutin a été de 39,7%. Selon l'opposition, elle n'a été que de 26,7%.

Le boycottage a été le plus fort dans les zones habitées par les tribus bédouines, où les chefs locaux avaient appelé à ne pas aller voter.

Des dirigeants de l'opposition ont annoncé que les manifestations continueraient jusqu'à ce que le nouveau Parlement, qui doit tenir sa séance inaugurale le 16 décembre, soit dissous et que l'amendement à la loi électorale soit retiré.

Avant ces élections, l'opposition, qui détenait 36 des 50 sièges de la Chambre dissoute en juin, avait organisé trois grandes manifestations dont deux avaient été violemment dispersées par la police.

L'opposition réclame des réformes de fond pour réduire l'emprise de la famille régnante sur les rouages de l'Etat, avec un gouvernement issu de la majorité parlementaire et une meilleure lutte contre la corruption. En revanche, elle n'a jamais contesté le règne des Al-Sabah, au pouvoir depuis plus de 250 ans. AFP 05.12

---

## SOCIAL

### 1- France

1.1- Avec l'aval des syndicats qui participent à la Commission de régulation de l'énergie.

Les tarifs réglementés du gaz de GDF Suez devraient augmenter "*de 2 à 3%*" au 1er janvier pour prendre en compte le rattrapage

de hausses qui n'ont pas été décidées auparavant, rapporte Le Figaro jeudi soir.

"C'est en tout cas ce qui ressort des récents échanges sur le sujet entre les pouvoirs publics, GDF Suez et la Commission de régulation de l'énergie (CRE)", écrit le quotidien sur son site internet, mais "la mesure peut toutefois être arbitrée jusqu'au dernier moment par le gouvernement". AFP 05.12

Rappel. En France, 8 millions de personnes, soit 3,8 millions de foyers, sont en situation de précarité énergétique. (Crédoc - 20minutes.fr 28.11.2012). Lire l'article complet dans les articles de presse de novembre.

## 1.2- L'équipementier automobile américain Delphi veut supprimer 157 emplois

L'équipementier automobile américain Delphi veut supprimer 157 emplois sur 218 dans ses unités de recherche et développement de Villepinte (Seine-Saint-Denis) et d'Illkirch-Graffenstaden (Bas-Rhin).

Les salariés concernés, 103 sur 140 à Illkirch, dont 80% d'ingénieurs, 54 sur 78 à Villepinte, se verront proposer des mutations à Cracovie, en Pologne, "au tarif local", dans le cadre du Plan de sauvegarde de l'emploi, ont précisé des élus au comité d'entreprise d'Illkirch.

"Le but affiché, c'est de réduire les effectifs en Europe de l'Ouest pour consolider un site 'low cost' en Europe de l'Est", a-t-on précisé de même source.

Le centre de R & D de Cracovie, créé il y a dix ans, emploierait aujourd'hui 1.000 salariés et devrait en compter 1.500 dans les années à venir.

La direction de Delphi France a confirmé ces informations à Reuters.

Selon le comité d'entreprise, l'équipementier américain, qui emploie 3.600 personnes en France, a justifié sa décision par une rentabilité insuffisante des activités concernées, soit une marge de 2 à 3% alors qu'il en attendrait 5 à 6.

Ancienne filiale de General Motors, Delphi, alors en faillite, a été racheté en octobre 2009 par un groupe d'investisseurs qui ont assumé une dette de 3,5 milliards de dollars et ont investi 900 millions de dollars. L'entreprise est de nouveau cotée à la Bourse de New York depuis novembre 2011.

L'équipementier emploie 104.000 personnes dans le monde. Reuters 05.12

## 2- Allemagne

Le gouvernement allemand a décidé de renforcer son dispositif de chômage partiel, en raison de la dégradation de la situation économique, comme au plus fort de la crise en 2009, a-t-on appris mercredi auprès d'une porte-parole du ministère du Travail. La ministre du Travail Ursula von der Leyen et le ministre de l'Economie Philipp Rösler sont tombés d'accord en début de semaine pour prolonger le dispositif de six mois, a précisé la porte-parole.

L'Etat prendra en charge pendant un an, au lieu de six mois en temps normal, la rémunération (entre 60 et 67% du salaire net) des salariés mis à pied temporairement. L'accord doit être encore officiellement entériné avant d'entrer en vigueur à une date que le ministère n'était pas en mesure de communiquer mercredi soir.

Cette mesure était réclamée depuis plusieurs semaines par les syndicats et le patronat allemands, en raison de la multiplication des recours au chômage partiel dans plusieurs secteurs, dont l'automobile. La confédération allemande des syndicats (DGB) a salué cette initiative, jugeant qu'elle permettait davantage de flexibilité tout en préservant les emplois. Elle a toutefois ajouté que d'autres mesures pourraient s'avérer nécessaires en cas d'aggravation de la crise.

En 2009, plus d'un million de salariés en moyenne avaient bénéficié du dispositif de chômage partiel renforcé, dans plus de 49.000 entreprises. En 2010, ce chiffre était tombé à 429.000 en moyenne. A cette époque, la prise en charge des rémunérations par l'Etat avait même été prolongée jusqu'à un maximum de 24 mois. Depuis le 31 mars 2012, cette prise en charge était revenue à la durée classique de six mois. L'Expansion.com 05.12

Ah ben si "cette mesure était réclamée depuis plusieurs semaines par les syndicats et le patronat allemands", à la bonne heure, ça baigne ! Pourris jusqu'à l'os ces syndicats. Que dire de ceux qui prétendent qu'ils seraient indépendants ? Vendus !

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'au fur et à mesure qu'ils habituent les travailleurs à avoir des horaires de travail et un salaire à la carte, amputés arbitrairement, viendra un jour où ces conditions de travail deviendront la règle au lieu d'être l'exceptions, et il

sera alors trop tard ou impossible de s'y opposer tellement elles seront ancrées dans leurs habitudes, voilà pourquoi nous sommes farouchement contre.

Eh oui, il faut réfléchir un petit peu plus loin que le bout de son nez ! C'est même un devoir pour chaque militant.

### 3- Tunisie

Le principal syndicat tunisien a appelé mercredi à une grève générale le 13 décembre dans l'ensemble du pays, engageant un bras de fer avec les islamistes au pouvoir en pleine crise politique et sociale tout juste avant le deuxième anniversaire de la révolution.

*"L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a décidé d'une grève générale le jeudi 13 décembre 2012 sur tout le territoire de la République"*, a annoncé le syndicat à l'AFP et sur sa page Facebook.

La centrale précise qu'elle entend ainsi protester contre une attaque de son siège mardi à Tunis orchestrée, selon elle, par des militants islamistes proches du parti Ennahda qui dirige le gouvernement.

Elle réclame l'arrestation des assaillants et la dissolution de la Ligue de la protection de la révolution, sorte de milice pro-pouvoir aux méthodes brutales qui s'est posée en garant des revendications de la révolte de 2010-2011.

De leur côté, les branches locales de l'UGTT ont appelé à une grève dans plusieurs régions dès jeudi, exprimant les mêmes demandes. Plusieurs débrayages sectoriels sont aussi prévus.

Il s'agit de Sidi Bouzid, berceau de la révolution de 2011, sa voisine Kasserine, Sfax, dont la capitale éponyme est la deuxième ville du pays, et Gafsa, zone minière très volatile.

Dans son histoire, l'UGTT a appelé seulement à deux grèves nationales, l'une en 1978, et une autre, de deux heures, le 12 janvier 2011, deux jours avant la chute du régime de Zine El Abidine Ben Ali.

Le syndicat, fort d'un demi-million de membres, est toujours la plus grosse organisation du pays. Force historique, l'UGTT était déjà l'un des fers de lance de la lutte contre la colonisation française, puis s'était opposé dans les années 1970 au père de l'indépendance, Habib Bourguiba.

Mais sa direction a joué un rôle plus équivoque sous le régime de Ben Ali.

Avant même que le syndicat n'annonce sa décision d'appeler à la grève, Rached Ghannouchi, chef du parti islamiste, a dénoncé l'UGTT en la qualifiant *"d'opposition radicale"*.

*"L'UGTT doit être une organisation syndicale et non pas un parti de l'opposition radicale"*, a-t-il martelé. *"L'appel à la grève générale est un travail politique, surtout lorsqu'elle a des motivations politiques et non sociales"*.

*"Une grève générale ne fera pas changer le gouvernement; en démocratie le changement de gouvernement ne se fait que par une motion de censure ou des élections"*, selon lui.

La tension montait depuis des semaines entre l'UGTT et les islamistes, alors que parallèlement les conflits sociaux s'intensifiaient et que l'impasse politique s'aggravait.

Cette nouvelle crise intervient trois jours après la fin de près d'une semaine d'affrontements entre policiers et manifestants à Siliana, au sud-ouest de Tunis, après qu'une grève générale organisée par l'UGTT dans la région a dégénéré. AFP 05.12

Nous soutenons évidemment cette initiative de l'UGTT.

### 4- Etats-Unis

Moins de deux mois après son changement surprise de patron, le groupe bancaire américain Citigroup a annoncé mercredi plus de 11.000 suppressions d'emplois dans le monde, dans le cadre d'un vaste plan d'économies.

Cela représente un peu plus de 4% des 260.000 personnes employées par le groupe, selon un porte-parole qui a précisé que la procédure était entamée mais qu'elle *"se poursuivrait l'année prochaine"*.

Les mesures annoncées mercredi doivent permettre d'économiser 900 millions de dollars dès l'année prochaine et 1,1 milliard par an

à partir de 2014, avec un impact limité sur le chiffre d'affaires qui devrait être réduit de 300 millions de dollars. Il atteignait 78,35 milliards de dollars l'an dernier.

Citigroup, qui avait été durement frappée par la crise financière, avait décidé notamment de supprimer 50.000 emplois en novembre 2008. Elle a encore taillé dans ses effectifs depuis, avec encore 4.500 coupes annoncées il y a un an. AFP 05.12

---

## ECONOMIE

### 1- Fed

La Réserve fédérale des Etats-Unis devrait annoncer une nouvelle série d'achats d'obligations à l'occasion de sa réunion de politique monétaire la semaine prochaine, soucieuse de soutenir l'économie américaine en un moment délicat où pèse de tout son poids l'incertitude entourant les négociations budgétaires à Washington.

Une telle décision viendrait étayer les conjectures voulant que la Fed continue de racheter tous les mois un montant total de 85 milliards de dollars de Treasuries et d'obligations adossées à des créances hypothécaires (MBB), tout en réaffirmant qu'elle maintiendra son taux d'intervention proche de zéro jusqu'à la mi-2015 au moins.

Mais il se peut aussi que la Fed aille au-delà des attentes du marché. *"Si le marché attend 45 milliards de dollars, elle donnera peut-être 60 milliards (...) surprenant les marchés et poussant vraiment les taux à la baisse"*, note Torsten Slok (Deutsche Bank, New York).

Le taux de chômage reste élevé, à 7,9%, et l'économie, quoiqu'en meilleure forme qu'en Europe, ne devrait aligner qu'un maigre taux de croissance de 2% cette année.

Des achats directs seront assimilables à de la création monétaire, alors que si la Fed s'abstenait de toute initiative, cela reviendrait à un durcissement monétaire puisqu'il n'y aurait plus d'Opération Twist.

Si l'on ajoute aux achats mensuels d'obligations les 40 milliards de dollars mensuels d'achats de MBB débutés en septembre, le bilan de la Fed s'en trouvera gonflé de 1.200 milliards de dollars, au total de 4.000 milliards, d'ici la fin 2013, pour autant qu'elle suive la cadence, comme le pensent les économistes.

*"Je pense que ça continuera en 2014 parce qu'elle ne croit pas que le chômage s'améliorera vraiment en 2013"*, estime Stephen Oliner (American Enterprise Institute).

La Fed s'est engagée à soutenir activement la croissance tant qu'il n'y aura pas d'amélioration notable de la situation de l'emploi. Mais elle n'a pas précisé ce qu'elle entendait par là.

En tous les cas, il ne semble pas qu'elle doive adopter une idée suggérée par certains de ses responsables pour lesquels il serait judicieux d'orienter la politique monétaire en fonction d'objectifs chiffrés en matière d'emploi et d'inflation. Reuters 05.12

Une clé pour comprendre.

Au taux d'intérêt bas ou à zéro correspond un taux haut de chômage. Quant au taux d'inflation, celui indiqué par la Fed ou le Trésor américain ne correspond pas à la réalité. Quand on prend en compte le cours des actions, des taux pratiqués pour les prêts à la consommation ou à l'acquisition de biens d'équipement ou durables ou encore de l'immobilier, on s'aperçoit que l'inflation est plus du double que celle annoncée, cela vaut pour tous les pays. Si les gouvernements annonçaient des taux d'inflation de 5 à 10%, les travailleurs et leurs syndicats seraient tentés d'exiger un rattrapage des salaires et des retraites équivalents, quel horreur ! Vous avez compris la combine.

Oui, aussi incroyable que cela puisse paraître, nous sommes gouvernés par des mafieux qui truquent tous les chiffres, estimations, bilans, comptes, etc. y compris en France.

### 2- Etats-Unis

Le gouvernement américain a proposé mercredi de prolonger un amendement qui permettrait un relèvement automatique du plafond de la dette publique américaine, et a refusé de lier la question du niveau de ce plafond aux négociations sur le budget, qui piétinent.

Cet "*amendement McConnell*", du nom du chef du groupe républicain (minoritaire) au Sénat, Mitch McConnell, rend "*possible le relèvement de (la limite légale de la dette) lorsque cela est nécessaire*", écrit le département du Trésor dans un communiqué.

L'amendement a été utilisé à deux reprises depuis l'été 2011 pour relever sans heurt la limite légale de la dette, aujourd'hui fixée à 16.394 milliards de dollars. Selon le Trésor, ce seuil doit être atteint d'ici à la fin du mois.

Le relèvement du plafond est sans conséquence sur le niveau prévisible de la dette puisqu'il a simplement pour objet de permettre à l'Etat de s'acquitter des dépenses prévues dans les lois de finances déjà promulguées. AFP 05.12

Rien de neuf, la fuite en avant, quoi !

Pourquoi un article portant le titre *Fed* et un article portant celui *Etats-Unis* ? Voyons, mais parce que la Fed est une banque commerciale composée d'un cartel de banques privées qui agissent uniquement pour leur propre compte, qui n'ont de comptes à rendre à personne, surtout pas aux Américains dont elles piétinent les droits et les besoins. Vous ne le saviez pas ? Des vidéos (américaines) y sont consacrées.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 7 décembre

## CAUSERIE

Par Internet j'ai reçu de la société OVH la facture correspondant au réabonnement du site jusqu'au 23 décembre 2015, mon chèque de 85,68 euros a été encaissé. A vous de faire connaître le site à un maximum de travailleurs et militants. L'objectif est de passer en trois ans de 4.500 connexions par mois à 15.000. Si cela se réalise, ensuite on avisera. Reste à savoir si je vais pouvoir garder le même rythme. Je dois aussi ménager ma santé.

Hier soir j'ai encore bossé jusqu'à trois heures du matin. Je me suis levé à 8h30 ce matin. Comme l'actualité est chargée, je n'ai pas déjeuné et à 14h j'ai cassé la croute à ma table de travail tout en continuant de bosser. Vous excuserez les fautes, c'est vrai que je néglige l'orthographe (ou faute de frappe ou d'inattention) au profit du contenu, je corrigerai demain en mettant des causeries au format pdf.

En France vous devez tous avoir des connections Internet plus rapides que la mienne, donc ce n'est pas un inconvénient si la page d'accueil a un volume de 350 Kb, elle doit s'ouvrir rapidement. Si ce n'était pas le cas avertissez-moi immédiatement, merci.

Cela m'arrange, dorénavant je laisserais les causeries en ligne pendant une semaine avant de les archiver, ainsi je n'actualiserai le fichier de la causerie du mois que quatre fois par mois. C'est cela la rationalisation de la production, la productivité ! En fait, je cherche à gagner du temps.

Ici au Tamil Nadu aujourd'hui la grève est générale contre la hausse des prix, Magueswary vient de voir les infos à la télé (il est 15h10). Elle m'a précisé que seuls les deux roues étaient autorisés à rouler. Avis aux briseurs de grève ! Ouais, ici, c'est comme en Chine ou en Afrique du Sud, pas comme en France, les briseurs de grève ont leur fait la peau, normal, non ? Elle m'a dit aussi que les manifestants avaient "*attaqué la police*" et qu'il y avait eu de nombreuses arrestations.

Tous les peuples résistent, on aura leur peau à ces salopards qui veulent nous réduire en esclavage. A bas le capitalisme, à bas les banquiers, vive la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, vive le socialisme !

On compte sur le prolétariat français et ses partis ouvriers pour nous ouvrir la voie, pour renouer avec la tradition du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle... En réalité en est mal barré, mais il ne faut jamais désespérer, dans notre cas on en n'a pas le droit, chaque militant doit être à son poste de combat, y compris contre l'opportunisme.

Bon week-end à tous.

[Mis en ligne aujourd'hui dans cette page](#)

1- Stat. : World Steel 2012 est sorti !

L'Edition 2012 de « World Steel in Figures », la somme annuelle de statistiques sur la production mondiale d'acier sous toutes



ses formes et dans les pays membres de l'Association mondiale des producteurs d'acier worldsteel, est sortie. Synthèse à lire sous forme de tableaux et de graphiques.

2- Rapport de 1999 sur l'environnement, la sécurité et la politique étrangère, dont toute une partie est consacrée à Haarp.

Auteur : Commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense du Parlement européen.

### Libre réflexion. Chut ! Sujets tabous.

Parfois je me demande jusqu'où on peut dire ce qu'on pense, et si on peut le dire sans se soucier de la nature de notre interlocuteur ou de notre auditoire, sans se demander s'il est prêt ou non à accepter ou comprendre notre discours.

Cette réflexion m'est venue à l'esprit ce soir ou plutôt ce matin car nous venons de passer à vendredi depuis 4 minutes, en visionnant une vidéo américaine à caractère scientifique ou que je qualifierai ainsi, même si au départ son objet pouvait porter à caution s'agissant d'OVNI, certains lecteurs à l'esprit particulièrement étroit, borné ou limité en sourissent déjà, Tardieu se fourvoie ou il est tombé sur la tête, je les plains sincèrement sans les juger. En fait, une grande partie de cette vidéo était consacrée à la physique et à l'astrophysique. Autrefois, j'étais un lecteur régulier de revues scientifiques, disons de vulgarisation scientifique, mais pas seulement.

Juste avant, je venais de lire un résumé d'un rapport de la Commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense du Parlement européen de 1999 relatif à Haarp, qui par les interrogations qu'il contenait confirmait tout le mal que l'on en pense, dans la mesure où son utilisation peut avoir un effet dévastateur et en grande partie imprévisible sur le climat et les phénomènes climatiques. Vous avouerez qu'on aura du mal à faire passer les membres du Parlement européen pour des adeptes de la théorie du complot. En revanche, on se demandera pourquoi tous ceux qui nous rebattent les oreilles avec le réchauffement de la planète, le trou dans la couche d'ozone, la fonte de la banquise, avec plus généralement la question climatique, l'écologie ou l'écocialisme n'y font pas mention.

Voici un extrait de ce rapport que j'ai mis en ligne intégralement. Le Parlement européen :

26. demande à l'Union européenne de faire en sorte que les nouvelles techniques d'armes dites nonlétales et le développement de nouvelles stratégies d'armements soient également couverts et régis par des conventions internationales;

27. considère que le projet HAARP (High Frequency Active Auroral Research Project), en raison de son impact général sur l'environnement, pose des problèmes globaux et demande que ses implications juridiques, écologiques et éthiques soient examinées par un organe international indépendant avant la poursuite des travaux de recherche et la réalisation d'essais; déplore que le gouvernement des États-Unis ait à maintes reprises refusé d'envoyer un représentant pour apporter un témoignage sur les risques que comporte pour l'environnement et la population le projet HAARP financé actuellement en Alaska, durant l'audition publique ou à l'occasion d'une réunion subséquente de sa commission compétente;

28. demande à l'organe chargé de l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) d'accepter d'examiner les preuves scientifiques et techniques fournies par tous les résultats existants de la recherche sur le programme HAARP aux fins d'évaluer la nature et l'ampleur exactes du danger que HAARP représente pour l'environnement local et global et pour la santé publique en général;

29. invite la Commission à examiner les incidences sur l'environnement et la santé publique du programme HAARP pour l'Antarctique, en coopération avec les gouvernements de Suède, de Finlande, de Norvège et de la Fédération de Russie, et à faire rapport au Parlement sur le résultat de ses investigations;

30. demande en particulier que soit établi un accord international visant à interdire au niveau global tout projet de recherche et de développement, tant militaire que civil, qui cherche à appliquer la connaissance des processus du fonctionnement du cerveau humain dans les domaines chimique, électrique, des ondes sonores ou autres au développement d'armes, ce qui pourrait ouvrir la porte à toute forme de manipulation de l'homme; un tel accord devrait également interdire toute possibilité d'utilisation réelle ou potentielle de tels systèmes;

Ils avouent sans le vouloir qu'ils existent ou que des recherches sont menées dans ces domaines-là. Étonnant, n'est-ce pas ?

HAARP - Un système d'armement modifiant le climat.

Le 5 février 1998, la sous-commission sécurité et désarmement du Parlement a procédé à une audition portant notamment sur HAARP. Des représentants de l'OTAN et des États-Unis avaient été conviés à la réunion. Ils ont toutefois choisi de ne pas venir. La sous-commission a déploré que les États-Unis n'aient envoyé aucun représentant à l'audition et qu'ils n'aient pas

saisi l'opportunité de faire des commentaires sur le matériel présenté.

HAARP est un programme de recherche sur le rayonnement à haute fréquence (High Frequency Active Auroral Research Project). Il est conduit conjointement par l'armée de l'air et la marine des États-Unis et par l'Institut de géophysique de l'université d'Alaska à Fairbanks. Des tentatives analogues ont lieu en Norvège, dans l'Antarctique, mais aussi dans l'ex-Union soviétique.

HAARP est un projet de recherche utilisant un équipement terrestre, un réseau d'antennes. Chacune est alimentée par son propre émetteur pour réchauffer des parties de l'ionosphère au moyen d'ondes radio puissantes. L'énergie ainsi générée réchauffe certaines parties de l'ionosphère, ce qui crée des trous dans l'ionosphère et des "lentilles" artificielles.

HAARP peut avoir de multiples applications. La manipulation des particularités électriques de l'atmosphère permet de contrôler des énergies gigantesques. Utilisée à des fins militaires contre un ennemi, cette technique peut avoir des conséquences terribles. HAARP permet d'envoyer à un endroit déterminé des millions de fois plus d'énergie que tout autre émetteur traditionnel. L'énergie peut aussi être dirigée contre un objectif mobile, notamment contre des missiles ennemis.

Le projet améliore la communication avec les sous-marins et permet de manipuler les conditions météorologiques mondiales. Mais l'inverse, perturber les communications, est également possible.

En manipulant l'ionosphère, on peut bloquer la communication globale tout en conservant ses propres possibilités de communications. La radiographie de la terre sur une profondeur de plusieurs kilomètres (tomographie terrestre pénétrante) à la fin de découvrir les champs de pétrole et de gaz, mais aussi les équipements militaires sous-terrains, et le radar transhorizon qui identifie des objets à grande distance au-delà de la ligne d'horizon sont d'autres applications du système HAARP. (Fin)

Ce sont des cinglés qui sont aux commandes, je ne suis même pas certains que tous les lecteurs en prendront conscience ou la mesure exacte tellement c'est dingue. Quand on voit quel mal ils se donnent pour dominer et contrôler le monde, après on a le droit de se dire que ceux qui croient qu'ils lâcheront le pouvoir par les urnes sont de dangereux charlatans. Oui, quelque part cela dépasse l'entendement, et c'est au-delà qu'il faut désormais réfléchir pour comprendre la situation, le monde terrible dans lequel nous vivons. Sans en rajouter de préférence !

Maintenant imaginons un instant que soit associée l'application de "*la radiographie de la terre sur une profondeur de plusieurs kilomètres*" à l'utilisation de HAARP pour "*envoyer à un endroit déterminé des millions de fois plus d'énergie que tout autre émetteur traditionnel*", et vous avez là de quoi transformer un tremblement de terre anodin en plein océan qui produirait une vague de quelques dizaines de centimètres de haut, en un monstrueux tsunami et une gigantesque vague de plusieurs dizaines de mètres de haut.

Les Américains utilisent HAARP, tous les États le savent, par contre ils ont du mal à cerner où et quand ou de quelle manière, parce que très souvent ils se calent sur un phénomène naturel sur lequel vient se greffer HAARP pour l'amplifier, des scientifiques l'ont démontré à propos de tremblements de terre au Japon.

Revenons en arrière. Cela ne vous fait-il pas penser à certains sujets que nous avons abordés succinctement dernièrement ? Tout d'un coup, il y en a qui vont se réveiller et se dire que c'est peut-être sérieux. Cela l'est en effet, sinon pourquoi croyez-vous que ces gens-là se pencheraient dessus ?

J'ai lu dans un portail il y a quelques jours, que lors d'une conférence internationale sur le climat qui s'était tenue à Genève en 1975, un rapport avait été produit dans lequel les États s'étaient engagés à ne pas utiliser dans l'avenir d'armes qui pourraient déstabiliser le climat, produire son réchauffement, des inondations ou des tremblements de terre notamment. Il faut donc admettre que ces armes étaient déjà opérationnelles il y a 37 ans.

Depuis que constatons-nous ? Que la terre ne cesse de se réchauffer, qu'il y a de plus en plus de phénomènes climatiques extrêmes, de dérèglements climatiques, d'inondations, de tremblements de terre, des ouragans et cyclones à répétition de plus en plus violents, des tsunamis, etc. C'est la faute des Chinois qui développent leur industrie...

Question : pourquoi ce rapport mentionnait-il la possibilité de produire ces effets à partir d'armes, sinon qu'elles existaient belles et bien déjà ? Et personne n'en parle ou ne les mentionne. Or, une arme, si elle a été fabriquée c'est pour s'en servir, non ? On pourrait ajouter, surtout une arme qui est ignorée par la population, dont on n'a pas la trace, sauf pris sur le vif et enregistré à l'aide notamment des mêmes instruments que pour les tremblements de terre, le champ magnétique produit serait également saisi par les radars de tour de contrôle (Australie), ce qui n'est pas le cas par exemple des armes nucléaires, chimiques ou bactériologiques, que les États hésiteront à utiliser pour cette raison.

Vous comprendrez dès lors au regard de ces éléments, qu'il nous est impossible de prendre au sérieux les conférences ou sommets internationaux consacrés au climat qui n'ont pour objet que des intérêts économiques et politiques dictés par les besoins des multinationales, donc l'oligarchie financières et l'élite intellectuelle à son service.

J'estime pitoyable, en dessous de tout la manière dont le PdG traite cette question.

Dans un article intitulé *Sommet de Doha : On ne négocie pas avec le climat !* paru le 3 décembre dernier, ils écrivent, sans rire : "En 2009, à l'occasion du sommet international de Copenhague, nous écrivions " C'est la crise écologique... " comme si elle avait une cause naturelle ou comme si elle était uniquement le produit de l'activité industrielle, du comportement de chaque citoyen, pour finalement s'en remettre au GIEC et à un "rapport de l'institut de recherche sur l'impact du climat de Potsdam commandé par la Banque Mondiale", des institutions comme chacun sait au-dessus de tout soupçon, le PdG est en extase devant les créatures des cartels des banquiers de la Fed, tout un programme l'écossocialisme !

Plus loin ils confirment ce qui a été dit plus haut, à savoir que "le réchauffement climatique" serait dû à la "civilisation productiviste absurde", alors que plus de la moitié de la population mondiale est exclue du marché. Pour un peu ils auraient été entendus, contrairement à ce qu'ils affirment quand il disent que les "pays développés (...) n'ont pas pris en compte la gravité de la situation, ils se trompent, en multipliant les plans d'austérités leurs gouvernements ont réussi à paupériser de nouvelles couches de la population qui vont devoir se serrer la ceinture, consommeront moins demain, donc pollueront moins, quelle aubaine !

Comme ce sont des révolutionnaires, sans blague, il leur faut le prouver, tout du moins en parole : "on ne résoudra la grave crise climatique que par un affrontement des marchés et de toute la classe capitaliste qui n'imagine pas se remettre en cause et remettre en cause ses privilèges au nom de l'intérêt collectif", vous lirez plus loin ce que le PdG entend par un "un affrontement des marchés et de toute la classe capitaliste", comme si c'était vraiment la question qui était posée ici.

Certes si nous renversions le régime en place, je ne parle pas du PdG qui ne connaît que les urnes ou se prosterne devant les institutions, en réorganisant la production on pourrait polluer dix fois moins ou davantage encore, pourquoi pas réduire la pollution à zéro, mais si le problème du réchauffement de la planète avait une cause naturelle ou était le produit de Haarp, il nous faudrait vaincre le capitalisme à l'échelle mondiale, l'éradiquer de la planète pour la sauver et nous sauver du même coup, je ne suis pas sûr du tout que ce soit l'objectif du PdG ni que son programme soit vraiment à la hauteur de cette tâche.

Le PdG le dit lui même à la fin de cet article, comme quoi je n'invente rien : "Le Parti de Gauche réaffirme aussi l'urgence absolue à s'accorder concrètement sur une feuille de route contraignante pour les États et les multinationales qui prévoit une planification écologique à l'échelle de la planète aujourd'hui plus que jamais nécessaire.", ben voyons, les Etats et les multinationales vont "s'accorder concrètement sur une feuille de route contraignante", et comment vous allez vous y prendre, pas de réponse évidemment, vous êtes même pas foutu de contraindre le gouvernement Hollande-Ayrault ou le moindre capitaliste à quoi que ce soit, Mittal ou Peugeot par exemple, autant dire on les garde tels qu'ils sont, faisons avec, mettons-les à notre service... Vous avez là en substance l'inconsistance de l'écossocialisme.

### Un silence suspect ou une complicité consommée ?

Je me suis connecté sur les sites de plusieurs partis et syndicats pour vérifier s'ils avaient publié l'accord passé entre le gouvernement français et Mittal : rien, normal. On s'en fout, je l'ai trouvé sur le portail des *Echos* et je l'ai mis immédiatement en ligne pour que les travailleurs et les militants puissent en prendre connaissance. Le Monde l'avait publié la veille, mais il n'était pas disponible pour les lecteurs non abonnés à leur journal.

Ils roulent pour qui ces syndicats et ces partis dites-nous ?

NPA.

- Arcelor, PSA, Petroplus... Expropriations des licenciés - mercredi 5 décembre 2012 (Publié dans : *Hebdo Tout est à nous !* 173 -06/12/12)

Un rappel intéressant, extrait :

- "...la douloureuse expérience des nationalisations dans la sidérurgie. La fermeture de Florange viendrait après une longue liste de suppressions de sites et de d'emplois: 150 000 emplois perdus en un demi-siècle, avec une succession de plans français puis européens. Les chocs pétroliers de 73 et 79 et la fin de l'exploitation du charbon dans le Nord-Pas-de-Calais accélèrent la concentration et le transfert de la sidérurgie lourde vers les sites portuaires de Dunkerque et de Fos. En 1978, Barre, le Premier ministre de l'époque, transforme les dettes en prise de participation de l'État : 22 milliards de francs de fonds publics engloutis et 21 000 emplois supprimés. Mais si la sidérurgie est à l'avant-garde de l'organisation des patrons (les maîtres des Forges, précurseurs de l'Union des industries et métiers de la métallurgie, actuel pilier du Medef), la résistance ouvrière y est tout aussi traditionnelle. Au printemps 1979, les manifestations tournent à l'émeute à Denain.

En 1981, Mitterrand nationalise la sidérurgie, sans que les patrons y perdent un centime. En juin 1982, l'État supprime 12 000 emplois mais quand, moins de deux ans plus tard, Mauroy annonce la suppression de 21 000 emplois supplémentaires, la colère ouvrière monte. Le 4 avril, 150 000 manifestants défilent en Lorraine et, le 13, les syndicats organisent une grande marche

des sidérurgistes sur Paris. En nommant, en mai 1984, le secrétaire général de la métallurgie CFDT Jacques Chérèque (père du tout récent ex-secrétaire général de la CFDT) comme préfet pour le redéploiement industriel en Lorraine, Mauroy inaugure le dialogue social et la reconversion négociée. En 1986, Usinor et Sacilor sont fusionnés en une seule entreprise, privatisée par la droite en mars 1995. En 2001, la concentration se poursuit avec la création d'Arcelor, qui rassemble Aceralia, Arbed et Usinor. C'est ce groupe que Mittal acquiert en juin 2006, à l'issue d'une offre publique d'achat. Dix-huit mois plus tard, il ferme l'aciérie de Gandrange malgré la promesse de Sarkozy."

PdG

*Un gouvernement sans visages* - Mardi 4 Décembre 2012

Cet article confirme les infos que j'ai donné sur Mittal et son appartenance au conseil d'administration de Goldman Sachs.

- "... Lakshmi Mittal. Ce dernier n'est pas un industriel mais un prédateur financier. Mittal est depuis quelques années administrateur de Goldman Sachs. C'est cette banque qui a monté en 2006 son OPA hostile sur Arcelor. Quand Mittal lance son raid boursier, Arcelor est le premier groupe sidérurgique au monde. Mais son actionnariat est fragile. Les gouvernements européens convertis au libéralisme ont renoncé à le contrôler (sauf les Luxembourgeois qui obtiendront de ce fait le maintien du siège social dans leur pays). Le petit Mittal, qui promet d'annuler tous les projets de restructuration d'Arcelor, réussit son coup. Commence ensuite la mise en coupe réglée du groupe. Il se paye d'abord, avec sa famille (sa fille devient administratrice et son fils de 23 ans directeur financier), devenant la 6e fortune du monde, se versant l'an dernier 943 millions de dividendes sur un total de 2,3 milliards d'euros, plus que le bénéfice net de 2,2 milliards. Il faut aussi payer les banques. Le groupe fait face à un endettement gigantesque. Alors que le marché mondial de l'acier s'est retourné, Mittal doit rembourser plus de 6 milliards d'euros entre 2013 et 2014. Sa dette est désormais notée comme junk bonds et lui coûte de plus en plus cher.

C'est dire le peu de valeur de l'accord signé entre Ayrault et Mittal. Le groupe est en réalité dans les mains de Goldman Sachs."

Là où l'auteur de cet article dérape, François Delapierre, c'est quand il écrit : "*Et le dialogue social ?*", car selon le PdG il faudrait en attendre quelque chose.

Ils n'ont pas encore compris ou ils ne veulent pas comprendre, que la simple participation des syndicats aux réunions, comités, hauts-conseils, tables rondes, conférences organisés par le patronat avec ou sans la participation du gouvernement sur la base d'un constat (diagnostic partagé) de la situation établi par ces derniers, suffisait à légitimer les conclusions qui en sortiraient, que les syndicats les approuvent, s'abstiennent ou les condamnent ayant finalement peu ou aucune importance, les médias s'en accaparent et se chargeant ensuite de les présenter à la population comme nécessaires, inévitables, positives, bref, souhaitables, mieux qu'elle les réclamait, et que tout les participants en convenaient plus ou moins selon leurs sensibilité respectives, ce qui était somme toute normal et le tour est joué. Le pire, c'est que c'est la stricte réalité !

C'est la raison pour laquelle il est impératif de rompre les relations avec le gouvernement et le patronat, et de revenir à une conception de la lutte de classe contre classe, en se plaçant exclusivement sur le terrain des besoins des travailleurs, au lieu de partir des besoins des capitalistes ou de mêler les uns aux autres comme s'ils avaient des intérêts communs au nom de l'intérêt général, qui, comme chacun sait ou devrait le savoir, consiste à privilégier les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir, les capitalistes.

Le NPA et le PdG ont produit des analyses et des articles intéressants, mais ils ne proposent rien de concret, aucune action pratique pour s'opposer au capitalisme et aux institutions. A l'opposé, le POI se propose d'organiser travailleurs et militants dans des comités d'unité, mais son orientation politique est désastreuse en se concentrant contre la troïka au lieu de viser les institutions qui sont la feuille de vigne juridique du capitalisme auquel il faut s'attaquer.

### [Le vieux monde, ses institutions où la parole divine.](#)

Extrait de la page d'accueil du POI qui donne une petite idée de la droitisation de ce parti.

Mardi 4 décembre 2012 | POI |

- *Les institutions et associations s'alarment : la population est gravement paupérisée*

Ah ben alors, si ce sont les institutions qui le disent !

Mercredi 5 décembre 2012 | POI |

- *Le FMI s'inquiète des « risques » de la libre circulation des capitaux*

Ah ben alors, si c'est le FMI qui le dit !

Si vous lisez attentivement mes causeries et infos en bref, vous aurez remarqué que jamais je n'ai produit de tels titres avant les extraits d'articles de presse que je reproduis, jamais, j'en aurais trop honte. Quant aux articles de presse que je reproduis intégralement, leurs titres ont été rédigés par les médias, je n'en porte évidemment pas la responsabilité.

Heureusement que les institutions et le FMI nous tiennent informés, n'est-ce pas ? Surtout ne vous demandez pas ce que cela recouvre, vous pourriez faire une méningite aiguë. Elles pourraient cacher leurs véritables intentions, leurs discours pourraient relever de la propagande pour conditionner les masses, mais non voyons, qu'allez-vous chercher là, mon pauvre ami vous avez l'esprit tordu... Heureusement !

C'est toute la différence entre les journalistes ou des militants qui essaient de comprendre dont j'estime faire partie, et des dirigeants de partis qui sont tout juste bons à servir de relais aux institutions et aux médias à leur service. Ne vous marrez pas, ce sont des pédagogues professionnels !

### [Le mouvement ouvrier réactionnaire se mobilise contre le peuple syrien souverain.](#)

Déclaration commune CGT, FSU et Solidaires (<http://www.cgt.fr>)

- *Les syndicats français aux côtés du peuple syrien* - mercredi 5 décembre 2012

Les organisations syndicales françaises CGT, FSU et Solidaires condamnent avec force la guerre menée par le régime Assad contre le peuple syrien.

Elles dénoncent ce régime sanguinaire qui a causé depuis vingt et un mois plus de 40 000 morts, contraint plus de 440 000 Syriens à se réfugier dans les pays limitrophes et qui a enfoncé le pays dans une logique de guerre.

Elles appellent la communauté internationale à redoubler d'efforts et de détermination pour que soient enfin respectés les droits humains et que cesse cette barbarie.

(...) Ils saluent son courage (peuple syrien - Ndlr) et demandent que les responsables de crime contre l'humanité commis en Syrie répondent de leurs actes devant la justice internationale.

Quel bande de réactionnaires !

Rassurez-vous, comme en Irak, en Afghanistan ou en Libye, l'Otan, Obama, Cameron, Netanyahu et leurs bombarbiers et autres lance-missiles Patriot sont prêts à entrer en action pour détruire le pays, massacrer la population et mettre en place un régime pire encore que celui qui est en place...

Est-il urgent de créer un nouveau syndicat ouvrier ? La question est désormais ouvertement posée.

On peut comprendre que les travailleurs et particulièrement les jeunes se détournent des syndicats et des partis ouvriers, c'est navrant d'en arriver à dire cela, vous ne voudriez pas qu'on en soit les complices, d'autant plus qu'ils se partagent les rôles ou se soutiennent mutuellement rendant illisible ce qui permet de les distinguer. C'est une des raisons pour laquelle je suis farouchement opposé au front unique en direction des dirigeants de ces partis.

### [Parole d'internaute.](#)

- "*Propulsés à la faveur de la crise, Lucas Papademos, Mario Draghi et Mario Monti sont tous liés à la banque d'affaires Goldman Sachs. Et ils ont tous trempé, aussi, dans le maquillage des comptes et la gestion des dettes européennes. Comment peuvent-ils être aujourd'hui les sauveurs de la zone euro? Dans un jugement rendu ce jeudi, la Cour européenne de justice a justifié le refus de la Banque centrale européenne de rendre publics des documents relatifs à la dette grecque. Goldman Sachs était en cause. Mario Draghi aussi.*"

---

## ACTUALITE EN TITRES

[L'essentiel, c'est d'y croire !](#)

L'information du jour.

- ArcelorMittal retire la candidature de Florange pour Ulcos - Reuters

La contre-information du jour

- Florange: ArcelorMittal et Matignon démentent l'abandon du projet Ulcos - 20minutes.fr

L'important c'est d'y croire et surtout de le faire croire

- La France veut encore croire à un "Ulcos 2" pour Florange - Reuters

- Florange : Mittal assure que l'accord avec Matignon tient toujours, malgré le retrait du projet Ulcos - LeMonde.fr

Rebondissement

- Le projet Ulcos à Florange ne serait pas abandonné - Reuters

- Florange: Ulcos, le couac de trop pour le gouvernement - L'Expansion.com

- Florange : Ulcos ou comment Mittal a fini de décrédibiliser le gouvernement - Atlantico.fr

La fatalité à la rescousse.

- Florange : "*Il faut maintenant faire avec la réalité*" - Le Nouvel Observateur

Qui rassure-t-il ? Mittal.

- Florange : "*Les engagements pris seront tenus*", assure Hollande - Le Nouvel Observateur

Est "**cocu**" qui veut bien l'être !

- Florange: le député PS Liebgott a le sentiment de se "*faire entuber*" AFP

- Florange : Ayrault tente de rassurer des élus qui ne veulent pas être «*cocus deux fois*» - Public Sénat

En famille

- Hulot entame une nouvelle vie comme missi dominici écologiste de Hollande - AFP

Devinez où ils ont la tête

- UMP: Bruno Le Maire nie être un des «*non-alignés*», qui sont «*des gens qui n'ont pas de couilles*» - 20minutes.fr

- Nouveau tête-à-tête entre Copé et Fillon - LePoint.fr

Quand ils le seront vraiment, ils décideront peut-être de trouver les moyens de ne pas le rester.

- Un Français sur deux se sent pauvre ou en passe de le devenir - AFP

Menteurs, voleurs, escrocs : leur monde !

- Deutsche Bank accusée d'avoir caché des pertes latentes - Reuters

- Démission du patron de Saipem après une enquête pour corruption - Reuters

- John MacAfee est en prison au Guatemala - L'Expansion.com

[Désespoir, dégénérescence : leur monde !](#)

- Les suicides sous les trains en forte augmentation - L'Express.fr

- Alsace: Un homme s'immole par le feu dans la cour de son entreprise - 20minutes.fr

- Prison: cri d'alarme sur des Baumettes "*inhumaines*" - AFP

- Nouveau scandale de pédophilie à la BBC - LeFigaro.fr

---

## ACTUALITE DU JOUR

### Contre-réforme du marché du travail.

"*Statu quo*", "*rien de neuf*" : aucune avancée jeudi au terme du 7ème rendez-vous syndicat-patronat sur la réforme du marché du travail, chacun campant sur ses positions dans l'expectative des prochains rendez-vous, les 19 et 20 décembre, qui pourraient être les derniers.

Le Medef proposera le 19 décembre un projet d'accord "*profondément remanié*", et espère, comme la CFDT, que la prochaine session sera conclusive.

"*C'était une séance de travail studieuse, qui demande à être transformée dans le prochain texte*", a ainsi estimé Patrick Pierron (CFDT).

"*Rien ne nous paraît tabou, c'est un compromis global qu'il faut trouver*", a-t-il poursuivi, maintenant qu'il "*forcera la porte*" sur les contrats courts.

Sur la même ligne, Joseph Thouvenel (CFTC) parle "*d'une meilleure écoute*", "*d'ouvertures à concrétiser par écrit*".

Marie-François Leflon évoque "*une respiration dans la négociation*" et un "*statu quo*". "*La séance du 19-20 (décembre) sera conclusive à condition que le patronat fasse beaucoup d'effort*", a-t-elle prévenu.

Du côté de FO et la CGT, la tonalité est bien différente. "*C'est une drôle de négo, une négo du 3ème type où on ne négocie pas*", s'est étonné Stéphane Lardy (FO).

"*On n'a des réponses sur rien, et à la fin, on risque d'avoir une réponse qui sera une grande baffé à tous les salariés et demandeurs d'emploi*", a-t-il estimé.

"*Le patronat se moque de nous, il y a 2.500 chômeurs de plus chaque jour et ils se demandent comment accélérer les licenciements, maintenant, c'est +mobilisation+*", a estimé Francine Blanche (CGT), alors que son organisation appelle à manifester le 13 décembre contre "*la précarité et la flexibilité*".

Pour Maurad Rabhi (CGT), "*la ficelle est grosse*" dans le jeu du Medef et ses réprimandes de la CGMPE. "*A la fin, on nous fera croire qu'on aura arraché quelque chose*", a-t-il lancé en référence à la taxation des contrats courts, qui semble en effet un point pouvant difficilement être absent du projet final. AFP 06.12

Stéphane Lardy "*s'étonne*", mais dans quel monde il vit ce buraucrate corrompu, redescendez sur terre ! C'est là qu'on se rend compte à quel point ils sont étrangers aux masses exploitées, du cauchemar qu'elles vivent au quotidien.

Avertissement à Maurad Rabh : si "*la ficelle est grosse*", un jour vous pourriez bien vous étouffer avec !

[ArcelorMittal. Florange. Hollande tient le même discours que Sarkozy sur ArcelorMittal à Gandrange.](#)

1- Tous les engagements pris avec ArcelorMittal pour sauver le site de Florange seront tenus, a réaffirmé ce jeudi soir François Hollande. 20minutes.fr 06.12

2- Selon un sondage Tilder - LCI - OpinionWay rendu public jeudi, 76% des Français ne font pas confiance au gouvernement pour obtenir que les engagements pris par ArcelorMittal sur le site de Florange soient tenus. AFP 06.12

Il n'y a que les crétins ou les vendus pour lui faire confiance ! Bravo aux travailleurs qui ont compris la leçon et honte à nos dirigeants (POI) !

3- ArcelorMittal a retiré jeudi la candidature du site sidérurgique de Florange pour le projet européen Ulcos de captation et de stockage de CO2, a annoncé un porte-parole de la Commission européenne.

"Nous avons été informés par une lettre d'ArcelorMittal que le groupe avait décidé de retirer la candidature de Florange en raison de difficultés techniques", a déclaré le porte-parole, qui a précisé que la lettre avait été reçue à Bruxelles jeudi.

Le groupe "a parlé de problèmes techniques, j'espère qu'on pourra les résoudre dans les semaines qui viennent", a déclaré le commissaire européen à l'Industrie, Antonio Tajani.

Prototype de haut fourneau innovant, Ulcos est censé faire de Florange une vitrine de nouvelles technologies de production de l'acier beaucoup moins polluantes.

Ce projet à la date de réalisation incertaine est aussi l'une des clés d'un maintien d'activité pour la "filrière chaude", la production d'acier brut, sur le site mosellan. L'annonce de difficultés techniques était donc potentiellement explosive.

Matignon et l'industriel ont immédiatement tenté de déminer le terrain, affirmant qu'il ne s'agit que d'un contretemps, expliquant qu'Ulcos n'était pas mûr pour demander un financement.

Le gouvernement français comptait sur le projet Ulcos pour assurer en partie la pérennité du site de Florange, en Lorraine, qui a fait l'objet vendredi dernier d'un accord entre le géant mondial de l'acier et le gouvernement français. Reuters et AFP 06.12

4- Des syndicalistes de Florange ont enjoint jeudi François Hollande d'obtenir une renégociation de l'accord conclu entre Paris et ArcelorMittal en menaçant de "lancer la résistance" et d'occuper les hauts-fourneaux du site lorrain.

Ils ont haussé le ton, annonçant également une grève lundi sur le site de Basse-Indre, près de Nantes, après avoir appris que le géant de l'acier retirait la candidature du site pour le premier appel d'offres du projet européen Ulcos de captage et de stockage de CO2.

Dans l'après-midi, une trentaine d'ouvriers ont brièvement occupé les hauts-fourneaux de Florange et mis fin à leur action après s'être assurés du maintien en chauffe des hauts-fourneaux, condition indispensable pour éviter leur détérioration.

Le syndicaliste CFDT du site, Edouard Martin, a appelé François Hollande à se saisir du dossier.

"On vous y appelle solennellement, M. le président, reprenez le dossier en main. Dites à Mittal ça suffit, dehors ! (...) Vous attendez quoi, qu'il y ait un malheur, ici ?", a-t-il lancé.

"Nous, nous allons être votre malheur si vous ne cessez pas ce mensonge, cette tromperie. Et c'est une promesse, et nous on a l'habitude de tenir nos promesses".

"On maîtrise et on contrôle l'alimentation en gaz, c'est le principal pour nous", a dit par la suite à Reuters Edouard Martin, chef de file de l'intersyndicale.

"On n'a plus confiance en personne", a-t-il ajouté en référence aux promesses faites au gouvernement par ArcelorMittal de ne pas couper l'alimentation en gaz avant mars 2013.

A partir de lundi, l'intersyndicale annonce le retour du "village gaulois", campement qu'elle avait installé aux portes de l'usine durant la campagne des présidentielles, cette fois, à proximité des hauts-fourneaux.

Parallèlement, une intersyndicale réunie jeudi pour la première fois à l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre (Loire-Atlantique), près de Nantes, a lancé un appel à une grève de 24 heures lundi prochain.

Une soixantaine de postes vont être supprimés à Basse-Indre par le transfert à Florange des deux premières étapes de sa production.



A Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), des salariés ont décidé de bloquer l'entrée des camions approvisionnant le site, tandis qu'une partie des effectifs s'est mise en grève.

La tension est montée d'un cran dans la matinée quand un porte-parole de la Commission européenne a annoncé qu'ArcelorMittal avait retiré la candidature du site de Florange pour le premier appel d'offres du projet Ulcos.

Peu de temps après, le géant mondial de l'acier et le gouvernement ont assuré que le projet Ulcos n'était pas abandonné à long terme malgré le retrait de cette candidature.

*"Cela ne signifie en aucun cas l'abandon du projet Ulcos. Cela signifie qu'aujourd'hui, dans l'état actuel des recherches, étant donné les difficultés techniques rencontrées, le projet Ulcos remis dans le cadre de l'appel d'offre NER 300 - phase 1 - ne peut être mis en place"*, dit un communiqué du groupe.

Cette déclaration n'a pas rassuré les syndicalistes.

Mais, selon Matignon, le Premier ministre Jean-Marc Ayrault avait prévenu mercredi soir les syndicalistes que le projet Ulcos serait retiré par ArcelorMittal, mais que ce dernier s'était engagé à en financer un second.

*"L'objectif reste de réaliser un démonstrateur industriel"* à Florange, ont précisé les services du Premier ministre, tandis qu'ArcelorMittal a réitéré *"sa volonté de poursuivre le projet de recherche et de validation technologique"*.

Le président François Hollande s'est lui-même exprimé dans la soirée pour promettre que "les engagements seront tenus" et qu'il en *"sera le garant"*.

Une rencontre mercredi entre Jean-Marc Ayrault et les syndicats avait tourné au dialogue de sourds.

Le gouvernement n'entend pas demander à Lakshmi Mittal de revenir à la table des négociations et souhaite plutôt se concentrer sur la mise en oeuvre de l'accord, avait fait savoir Matignon dans la soirée. Reuters et AFP 06.12

5- Interview du Nouvel Observateur de Jean-Pierre Masseret, président PS de la région.

- Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a reçu les élus de Lorraine à Matignon jeudi 6 décembre pour discuter de l'accord qu'il a signé vendredi avec ArcelorMittal pour le site sidérurgique de Florange.

Pour Jean-Pierre Masseret, président socialiste de la région, on peut regretter qu'il n'y ait pas de nationalisation du site, comme l'avait proposé Arnaud Montebourg, mais il faut désormais construire l'avenir en faisant avec la réalité.

Que s'est-il dit au sujet de l'annonce d'ArcelorMittal de retirer la candidature d'Ulcos au financement européen ?

- Nous avons fait part au gouvernement de notre intérêt pour le projet. ArcelorMittal a retiré le projet Ulcos 1 parce qu'il ne peut le réaliser. Le groupe souhaite cependant poursuivre la recherche en faveur d'Ulcos 2, et le gouvernement aussi. Mais ce projet n'est pas lié avec le redémarrage des hauts-fourneaux.

Pourtant Jean-Marc Ayrault a laissé entendre que les deux projets étaient liés...

- On est parti depuis quelques années avec l'idée qu'Ulcos permettrait de sauver la sidérurgie. La réalité scientifique est autre. Il s'agit de mettre en place une technologie qui n'existe pas encore. Même si le pilote était testé à Florange, cela ne signifierait pas que l'activité de production repartirait.

Avez-vous encore espoir ?

- Il y a eu de l'espoir jusqu'à vendredi matin. Nous ne sommes plus le 30 novembre mais le 6 décembre. Il faut maintenant faire avec la réalité. [nouvelobs.com](http://nouvelobs.com) 06.12

Commentaire.

Le projet Ulcos, c'est du vent, un *"démonstrateur industriel"*, un *"projet de recherche et de validation technologique"*, voilà sur quoi repose l'engagement de Mittal. J'ai lu dans un autre article que le coût de la réalisation de ce projet dépasserait 600 millions d'euros. Ils en sont encore au stade de la *"recherche"*, lisez c'est écrit en toute ligne : *"dans l'état actuel des recherches,*

*étant donné les difficultés techniques rencontrées, voilà sur quoi ces syndicalistes sont prêts à baser leur confiance !*

Avez-vous entendu dire la Commission européenne, le gouvernement français ou Mittal qu'ils étaient prêts à déboursier cette somme pour se lancer dans cette expérimentation dont à terme personne ne peut affirmer si elle sera rentable ?

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Grèce

Les écoles deviennent en Grèce un terrain d'opération pour les néonazis du parti Aube dorée, qui y recrutent et y propagent leurs thèses, suscitant inquiétude et mobilisation des responsables éducatifs.

*"Les fascistes hors de l'école", "Dehors les néonazis":* jeudi à Athènes, banderoles et affiches d'une manifestation lycéenne attestaient de cette pénétration et des résistances qu'elle suscite, depuis l'irruption du parti Aube Dorée au parlement lors des élections législatives de juin.

Plusieurs affaires ont récemment aussi mis en lumière le phénomène: des batailles rangées entre élèves grecs et albanais, dans lesquelles deux de ces derniers ont été blessés, ont éclaté à deux reprises dans un collège de Crète, pour cause de slogans anti puis pro Aube dorée inscrits au tableau, tandis qu'à l'occasion des célébrations de la fête nationale du 28 octobre, une chasse aux sorcières a visé des enseignants au patriotisme jugé défaillant.

Un des 18 nouveaux députés néonazis a aussi fait sensation en interpellant des écoliers visitant la Chambre pour leur enjoindre de résister au *"terrorisme"* de gauche.

Dans divers établissements opèrent *"de manière organisée, des gangs qui injurient les élèves étrangers et leurs parents, avec une grande violence verbale qui peut à tout moment basculer dans l'agression physique"*, décrit Nicodème Mainia Kiniua, éditeur du magazine africain Asante.

Pour le secrétaire d'Etat à l'Education Théodoros Papatheodorou, le pays doit *"sans tarder"* agir pour empêcher que se systématisent ce qu'il décrit comme des *"tentatives sporadiques de pénétration dans les établissements et d'intimidation des professeurs et des élèves, contraires au fonctionnement démocratique de l'école"*.

*"Cela émane soit de parents qui invoquent leur appartenance à Aube Dorée, soit de membres du parti, sans compter ses annonces d'intervention pour contrôler l'enseignement de l'histoire"*, relève-t-il pour l'AFP

Selon M. Mainia Kiunia, le système éducatif grec offre en l'état un *"terrain propice"* à Aube Dorée: *"la conception dominante repose sur l'idée que les Grecs ont tout inventé, alors que le reste de l'humanité était encore dans les arbres à manger des glands"*, déplore-t-il.

Dans l'immédiat, les autorités scolaires ont dû intervenir pour annuler la mutation, sous pression néonazie, d'une institutrice de maternelle, *"coupable"* d'avoir affiché des drapeaux albanais dans sa classe. Une procédure disciplinaire a aussi été ouverte contre un directeur de lycée à Athènes, qui avait menacé les élèves de recourir au service d'ordre musclé d'Aube Dorée.

*"Cette menace est devenue très à la mode"*, confie à l'AFP une enseignante d'un lycée professionnel de la capitale, qui a requis l'anonymat. Elle en a récemment été la cible, prise à parti par trois élèves lui reprochant son engagement syndicaliste à gauche.

*"Le pire est que deux-tiers de mes collègues ont jugé que nous étions à renvoyer dos à dos"*, s'inquiète-t-elle, même si ailleurs, des enseignants lancent campagnes et mobilisations *"antifascistes"*.

Parmi ces militants, Artémis Kalogyri affirme devoir dialoguer sans relâche pour empêcher les thèses néonazies de gagner les esprits, dans le lycée de la banlieue populaire de Kallithéa où elle enseigne le grec.

*"Des adolescents sont recrutés, surtout parmi les plus défavorisés, et assurent le relais via une formation théorique et paramilitaire qui leur est dispensée par Aube Dorée"*, raconte-t-elle.

Selon elle, ces jeunes *"perçoivent l'extrême droite comme assurant la défense de l'hellénisme face au danger d'une dissolution,*

à laquelle les immigrés sont accusés de contribuer. La plupart veulent intégrer la police ou l'armée". AFP 06.12

## 2- Egypte

La garde républicaine égyptienne, qui s'est interposée entre partisans et adversaires du président Mohamed Morsi jeudi 6 décembre, a demandé aux manifestants des deux camps d'évacuer les abords du palais présidentiel au Caire à 15 heures, annonce la présidence. Plusieurs centaines de partisans du chef de l'Etat, qui ont passé la nuit sur place, ont commencé à quitter les lieux dans le quartier d'Héliopolis.

Les heurts entre pro et anti-Morsi, qui ont débuté mercredi et se sont poursuivis jusqu'au petit matin jeudi, ont fait cinq morts.

Dans la matinée, plusieurs chars lourds et trois blindés légers ont pris position près de l'entrée du complexe présidentiel et sur une grande avenue qui le longe, dans le quartier d'Héliopolis, où des centaines de partisans du président étaient présents.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, cinq manifestants ont été tués dans des affrontements entre opposants et partisans du chef de l'Etat, Mohamed Morsi. Quatre manifestants ont été tués par balle et l'un après avoir été atteint près du cœur par une décharge de chevrotine, selon l'agence officielle MENA. Le ministère de la santé a indiqué que près de 450 personnes avaient été blessées.

L'institution égyptienne d'Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite, a demandé jeudi au président Mohamed Morsi de suspendre les pouvoirs exceptionnels qu'il s'est accordés. M. Morsi "doit suspendre le dernier décret et cesser de l'utiliser", a déclaré l'institution théologique dans un communiqué.

L'opposition accuse M. Morsi de s'être engagé sur la voie d'un régime dictatorial après un décret pris le 22 novembre, par lequel il s'est arrogé des pouvoirs exceptionnels et mis ses décisions ainsi que la commission chargée de rédiger la future Constitution à l'abri de tout recours en justice.

Un groupe de responsables de l'opposition s'est réuni pour débattre des propositions du vice-président mais son coordinateur, Mohamed ElBaradei, Prix Nobel de la paix 2005, ne s'est dit prêt à les prendre en compte que si le décret du 22 novembre est abrogé. "Nous sommes prêts au dialogue si le décret constitutionnel est annulé [...] et si le référendum sur la Constitution est reporté", a annoncé Mohamed ElBaradei, qui a accusé Mohamed Morsi et son gouvernement d'être "entièrement responsables" des violences. Par ailleurs, un nouveau conseiller du président, Mohammed Esmat Seif Eddawla, a annoncé sa démission en signe de protestation. Lemonde.fr 06.12

## 3- Etats-Unis

(Il s'agit bien d'une décision à caractère politique. - Ndlr)

L'Etat de Washington est devenu jeudi le premier Etat américain à légaliser la possession de cannabis en vue d'un usage récréatif pour les adultes, une occasion célébrée par des dizaines de fumeurs à Seattle.

"Yeah!", "Fumez un peu d'herbe", "Quelqu'un a un bang (une pipe à eau-NDLR) ?" se sont exclamés quelques Américains parmi la centaine venus célébrer la légalisation du cannabis au pied de la Space Needle, monument emblématique de Seattle, lorsque Russ "Radical" Belville, un animateur radio, a terminé le décompte marquant l'entrée en vigueur de la loi.

Votée le même jour que la présidentielle du 6 novembre dernier, l'Initiative 502 (I-502) légalise la possession d'au maximum une once de cannabis (28,5 grammes) à usage récréatif pour toute personne âgée de plus de 21 ans.

Cette quantité se porte à 16 onces, soit 450 grammes, lorsque cette substance est consommée dans des gâteaux, sous forme de brownies ou cookies par exemple, et à 72 onces (2,4 kg) sous forme liquide.

Calquée sur le modèle de l'alcool, la loi interdit de consommer du cannabis en public et de conduire après en avoir ingéré. A terme, le cannabis sera vendu et taxé dans des commerces autorisés par l'Etat, toujours sur le modèle du marché de l'alcool.

Il reste cependant, actuellement, interdit de vendre, cultiver ou encore de partager ses propres réserves, bien que la loi autorise chacun à acheter une quantité limitée pour sa consommation personnelle. Reuters 06.12

C'est ainsi qu'ils pensent finir d'asservir le peuple américain, cela fait partie du programme du cartel des banquiers qui veulent instaurer un Nouvel ordre mondial pour y parvenir. Si on n'a pas en tête cet objectif, on ne peut pas comprendre la nature réelle de cette mesure et les intentions de leurs auteurs.

Cette mesure ne correspond pas à établir plus de "démocratie" ou de libertés aux Etats-Unis, mais exactement le contraire. Je

suis contre, bien que je sois consommateur occasionnel de cannabis, de plus en plus rarement à vrai dire. Au lieu de m'aider à penser avec l'âge ou la fatigue je n'en sais rien, cela produit plutôt l'effet inverse, systématiquement je m'endors ! Comme somnifère, c'est parfait !

---

## SOCIAL

### 1- France

#### 1.1- Chômage toujours en hausse, normal.

Le taux de chômage en France au sens du Bureau international du Travail (BIT) a augmenté de 0,1 point au troisième trimestre à 9,9% en métropole (10,3% en incluant les départements d'outre-mer), selon les données publiées jeudi par l'Insee.

Le taux pour la France métropolitaine se situe à son plus haut niveau depuis le troisième trimestre 1999.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 45.400 (+1,5%) en octobre en France métropolitaine, pour atteindre 3.103.300, son niveau le plus élevé depuis avril 1998. Sur un an, la progression en catégorie A est de 10,6%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 1,6%, soit 71.500 personnes de plus, pour atteindre 4.587.000 (+9,4% sur un an).

Avec les départements d'outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.870.800. Reuters 06.12

#### 1.2- La pauvreté et la misère gagnent du terrain en France. Les riches aussi ! Merci président !

"Ludwig, 59 ans à Marseille; Alain 45 ans, sur les marches de la cathédrale de Versailles, Chantal 64 ans dans une rue de Paris": le collectif "Les Morts de la rue" a rendu hommage jeudi soir aux 202 SDF morts au cours de ces six derniers mois.

Plus de 150 personnes se sont rassemblées sur la place de la Bourse (Ile arr.) pour honorer la mémoire de ces oubliés de la rue.

En novembre, les demandes d'hébergement d'urgence ont augmenté de 37% par rapport à novembre 2011, et trois sans abri sur quatre ayant sollicité le 115 n'ont pas eu de proposition d'hébergement, selon la Fédération nationale des associations de réinsertion sociale (Fnars), qui gère un baromètre de la demande du numéro d'urgence sur 37 départements.

Selon ce baromètre, le nombre de non attribution de places d'hébergement a augmenté de 57% par rapport à novembre 2011.

La croissance des demandes de places touche de plus en plus de familles (53% des demandes, +60% depuis un an). AFP 06.12

#### 1.3- Prisons à l'image de leur société.

Après une visite de 15 jours à la mi-octobre dans la prison des Baumettes à Marseille, le contrôleur général des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue, aidé de ses équipes, vient de publier au "Journal officiel" un avis accablant sur l'établissement. Surpopulation, violence, vétusté... La situation est alarmante.

Pour la deuxième fois dans la courte existence du poste de contrôleur, qui a été créé en 2008, ses recommandations sont faites dans le cadre d'une procédure d'urgence en raison d'une "violation grave des droits fondamentaux" et "de traitements inhumains et dégradants". Le Monde.fr 06.12

#### 1.4- La justice des nantis ne résiste pas à leur chantage... comme à Florange !

Sephora (groupe LVMH) peut continuer pour l'heure à ouvrir son plus grand magasin au monde sur les Champs-Élysées après 21h00, la justice saisie par des syndicats sur la question du travail de nuit, ayant estimé jeudi qu'il n'y avait pas "violation évidente du droit".

Il n'y a "pas lieu à référé sur la demande tendant à voir ordonner à la société Sephora de cesser d'employer des salarié au-delà de 21H00 dans le magasin des Champs Elysées", indique l'ordonnance du Tribunal de grande instance (TGI), consultée par l'AFP, relevant une "absence de violation évidente de la règle de droit".

En ce qui concerne le travail nocturne, la loi stipule que le recours au travail de nuit (après 21H00 et jusqu'à 06H00) est en principe exceptionnel et doit être justifié par la nécessité d'assurer la continuité de l'activité économique ou des services d'utilité sociale. Une autre période de travail de nuit peut toutefois être prévue par un accord de branche ou d'entreprise.

Dans son ordonnance, le juge du TGI relève que Sephora emploie des salariés au delà de 21H00 depuis 1996 aux Champs-Élysées. Il souligne que le travail de nuit a été encadré par une loi du 9 mai 2001 et estime par conséquent que *"la question de savoir si ce texte s'applique aux entreprises qui avaient déjà recours"* au travail nocturne *"nécessite une interprétation qui ne relève pas des pouvoirs du juge des référés"*.

Par conséquent, estime le juge, *"l'absence d'accord collectif ne permet pas en l'espèce de retenir une violation évidente de la loi"*.

Pour Karl Ghazi (CGT), membre du Clic-P, la décision du TGI est *"assez mal fondée en droit"*.

*"Ils disent en substance que Sephora est ouvert depuis tellement longtemps que la loi ne s'applique pas à eux alors qu'elle s'appliquerait à ceux qui violent la loi depuis moins longtemps"*, a-t-il déclaré à l'AFP.

Dans un communiqué commun, les syndicats du Clic-P, à l'origine d'une série d'autres actions visant d'autres enseignes pour travail nocturne ou dominical, indiquent envisager de faire appel.

Après leur action en justice, Sephora qui emploie 4.500 personnes en France, avait répliqué en publiant une pleine page dans la presse prévenant que l'obligation de fermer à 21H00 *"son plus grand magasin au monde (...) menacerait plus de 45 emplois"*.

Le groupe avait fait valoir que le magasin, qui emploie près de 200 personnes, réalise plus de 20% de son chiffre d'affaires sur cette tranche horaire.

Les syndicats du Clic-P avaient dénoncé un chantage à l'emploi. AFP 06.12

## 2- Grèce

Le chômage poursuit son inexorable progression en Grèce, avec un taux record de 26% en septembre.

Le nombre de personnes sans emploi a presque triplé en Grèce depuis septembre 2009, sous l'effet du marasme économique mondial et des mesures d'austérité mises en place par Athènes sous la pression de ses créanciers.

Le chômage affecte particulièrement les jeunes : 56% des 15-24 ans n'avaient pas de travail en septembre en Grèce, contre 22% en septembre 2008.

Au total, 1,3 million de Grecs étaient sans emploi en septembre, un chiffre record, soit 38% de plus que l'an dernier à la même époque, précise Elstat.

Selon les données d'Eurostat, le chômage s'est élevé à 26,2% en octobre en Espagne. Reuters 06.12

---

## ECONOMIE

### UE

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a rendu public jeudi son rapport sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire qui sera discuté au sommet des 13 et 14 décembre, et précise le calendrier des différentes étapes.

M. Van Rompuy s'était vu confier lors du sommet de juin une feuille de route dont il avait présenté une version intermédiaire en octobre.

Le texte proposé jeudi, rédigé en collaboration avec trois autres présidents --José Manuel Barroso (Commission européenne), Jean-Claude Juncker (Eurogroupe) et Mario Draghi (BCE)--, détaille trois étapes: fin 2012-2013, 2013-2014 et au delà de 2014, soit après les prochaines élections européennes.

Les chefs d'Etat et de gouvernement doivent discuter de ce document la semaine prochaine, sans à ce stade adopter formellement les propositions.

La première étape, déjà en cours et qui devrait se prolonger sur l'ensemble de l'année 2013, consiste à assurer que le lien soit coupé entre les banques et les dettes souveraines, une des raisons de la grave crise que traverse l'Europe.

Elle passe notamment par l'instauration d'un mécanisme unique de supervision des banques dans la zone euro. M. Van Rompuy juge *"impératif que le travail préparatoire commence sérieusement début 2013 pour que le mécanisme de supervision unique puisse être pleinement opérationnel au 1er janvier 2014"*.

En attendant, M. Van Rompuy estime que le pare-feu de la zone euro, le MES, devrait pouvoir recapitaliser directement les banques à partir de fin mars 2013.

La deuxième étape, en 2013 et 2014, consistera essentiellement en deux éléments: d'une part la mise en place d'une autorité unique chargée de la restructuration ou de la liquidation des banques en difficulté dans la zone euro, et d'autre part la possibilité *"d'arrangements contractuels"* entre les Etats et les institutions européennes, avec la possibilité pour ces Etats de bénéficier de soutiens financiers ciblés.

La troisième et dernière étape, après 2014, prévoit la mise en place d'une *"capacité budgétaire bien définie et limitée pour améliorer l'absorption de chocs économiques affectant certains pays"*, sous la forme d'un système d'assurance.

Une des fonctions de cet outil, embryon d'un budget central de la zone euro, un terme que n'utilise pas M. Van Rompuy, pourrait être de financer l'assurance chômage.

A plus long terme, cette capacité budgétaire pourrait être assortie de la possibilité d'emprunter. M. Van Rompuy évoque à cet égard *"l'émission de dette commune, sans avoir recours à la mutualisation de dette souveraine"*, et l'établissement d'une *"fonction de Trésor"*.

De source européenne, on explique qu'il y a deux schémas pour aboutir à une plus grande intégration économique et monétaire: des contrôles accrus sur les budgets nationaux avec à terme une mutualisation possible des dettes, ou la création d'une capacité budgétaire commune permettant d'absorber les chocs économiques, en échange d'engagements des Etats en matière de marché du travail et des services pour faire converger les économies.

*"A long terme, cette seconde approche est plus adaptée à notre union monétaire"*, estime-t-on. AFP 06.12

Explication très rapidement.

Quand ils parlent de *"couper entre les banques et les dettes souveraines"*, en réalité ils ont mis au point un mécanisme infernal qui leur permettra d'une part, de liquider les banques dont l'oligarchie financière a décidé de se débarrasser ou d'aborder, d'autre part de renflouer indéfiniment les grandes banques via les marchés financiers qui continueront de ponctionner tranquillement le fric des Etats par le biais de leur dette et le tour est joué.

On aura compris que *"couper entre les banques et les dettes souveraines"* revient à rendre les Etats toujours plus dépendants des marchés en recourant au MES qui servira d'intermédiaire entre les deux, histoire de sauver les apparences.

La dette des Etats ne s'éteindra jamais, car même en admettant qu'elle viendrait à baisser, ils feraient en sorte de recourir à la mutualisation des dettes pour leur imputer celles d'autres Etats et la refaire monter mécaniquement et ainsi de suite. Ce qui leur permettra toujours et encore de faire pression sur les Etats afin qu'ils prennent des *"engagements (...) en matière de marché du travail et des services"* et la boucle est bouclée, la majorité de la population sera maintenu dans la pauvreté, c'est leur objectif.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 8 décembre

[CAUSERIE](#)

Hier soir j'ai fait un peu de rangement dans la page de mon ordinateur où je télécharge un tas de documents avant de les lire, les classer ou les jeter.

J'ai ajouté des articles au format pdf dans la rubrique vidéo ci-dessus, et dans la page d'accueil *International*, j'ai ajouté quelques anciens articles sur le 11 septembre 2001, une cinquantaine de pages environ.

Je vous propose un tout autre article.

- *La corruption, la pauvreté, et l'économie politique des paradis fiscaux* - octobre 2007

John Christensen (Economiste et directeur du secrétariat international du Tax Justice Network (TJN), [www.taxjustice.net](http://www.taxjustice.net))

Extraits.

- 56% des pays recensés par Transparency International en octobre 2007 comme les moins corrompus sont des paradis fiscal et des centres financiers offshore.

(...) Mais un examen plus précis révèle que plus de 50% des pays recensés par Transparency International comme les moins corrompus sont des paradis fiscaux offshore et les centres financiers tels que Singapour (placée 4e), la Suisse et les Pays-Bas (7e), le Luxembourg et le Royaume-Uni (12e), Hongkong (14e), l'Allemagne (16e), l'Irlande (17e), et les Etats-Unis (20e). Pour faire bonne mesure, les Barbade et Malte, toutes deux des paradis fiscaux, sont respectivement placées 23e et 33e.

Que nous indique ce classement au sujet de la politique actuelle à l'égard de la corruption ? Cet index serait-il un exemple du néo-impérialisme ou du racisme occidental ?

La perversité du classement de Transparency International reflète la confusion et l'insuffisance générale du discours actuel sur la corruption. En se concentrant sur les activités d'acteurs opérant au sein du secteur public, et en basant en grande partie son index sur les perceptions de personnes aux conflits d'intérêts, Transparency International cible seulement une partie de la question de la corruption. Il élude la question plus large de la façon dont le « côté de l'offre » motive et protège la corruption à un niveau élevé. La tendance à pointer du doigt les petits fonctionnaires et les cleptomanes a pour conséquence une attention insuffisante sur les transnationales occidentales et leurs agents payant des dessous de table (typiquement via les structures offshore) pour obtenir des contrats et des traitements favorables.

En outre, jusque très récemment peu d'attention a été portée aux intermédiaires financiers occidentaux qui facilitent le blanchiment des profits issus de la corruption grâce à des compagnies offshore, des trusts et des subterfuges semblables. Idem pour le rôle joué par des gouvernements qui entrent en collusion active de façon à encourager la fuite des capitaux illicites et l'évasion fiscale en offrant des structures offshore anonymes. L'île de Jersey où j'ai grandi, par exemple, a voté une nouvelle loi sur les trusts en mai 2006. Celle-ci permet la création et des activités de simili-trusts n'ayant comme seul objectif que d'être au service de la fraude fiscale. Jersey est, bien sûr, une dépendance de la Couronne britannique, et cette loi a dû être présentée au Conseil privé pour approbation avant sa promulgation. Puisque ces « faux » trusts seront en grande partie créés au nom de fraudeurs fiscaux provenant de l'extérieur de l'île, il est clair que le gouvernement britannique n'est pas sérieux quand il déclare combattre l'industrie de l'évasion fiscale.

La racine de ce problème pourrait en partie se trouver dans la proximité malsaine entre les principales entreprises financières intermédiaires et les départements principaux de Whitehall et le fait que les principaux partis politiques sont devenus dépendant des donations – pour leurs effectifs en personnel – des grandes sociétés et ceux que nous appelons « l'Aristocratie Offshore » 10 pour cent des revenus des parties politiques britanniques, y compris New Labour, viennent des sources 'offshore'.

Le contournement de l'impôt altère les revenus de l'Etat moderne et mine sa capacité à fournir les services réclamés par ses citoyens. Il représente donc la forme la plus élevée de corruption parce qu'elle prive directement la société de sa ressource publique légitime. Parmi les embusqués des impôts, il y a les institutions et les individus qui jouissent de positions sociales privilégiées mais se voient comme une élite détachée de la société ordinaire. Ce groupe comporte des personnes fortunées aux riches salaires et revenus, plus un ensemble constitué de l'infrastructure qui les accompagne : banquiers professionnels, avocats et comptables, ainsi qu'une infrastructure offshore de paradis fiscaux quasi indépendante de toute autorité politique, judiciaire et régulatrice. Malgré le fait que beaucoup de ces acteurs possèdent un statut professionnel, la culture de l'industrie de l'évasion fiscale représente une totale subversion des normes démocratiques. Les attitudes que j'ai rencontrées à Jersey dans les années 1980 et 1990 ont été parfaitement exprimées dans la citation qui suit, envoyée à un journal national en réponse à la déclaration en 2004 du Chancelier de l'Echiquier (ministre des finances britannique) : « *Qu'importe la législation mise en place, les comptables et les avocats trouveront un moyen de la contourner. Les lois sont les lois, mais les lois sont censées ne pas être observées.* »

Qu'importe la façon dont vous tournez cette phrase, elle a clairement pour objet de faire passer le message que certaines classes sociales sont au-delà des normes de la société.

Outre le fait de corrompre les systèmes financiers en encourageant et en facilitant des activités illicites, le secret offshore corrompt le système capitaliste plus généralement en permettant à des directeurs de sociétés de s'engager dans une planification fiscale agressive, augmentant la rentabilité à court terme et la valeur des actions cotées en Bourse, et gagnant un avantage significatif par rapport à leurs concurrents implantés au seul niveau national. Dans la pratique, ce biais favorise les grandes entreprises par rapport aux petites, celles établies depuis longtemps sur les start-up, et le marché mondial sur le local.

(...) Le contournement de l'impôt par des personnes fortunées oblige les gouvernements à transférer la charge fiscale sur les moins riches, augmentant les inégalités et mettant à mal la confiance du public dans la force de la loi.

(...) Dans l'ensemble du monde en voie de développement, l'évasion fiscale et le pillage des ressources vers les comptes bancaires secrets a consolidé un ressentiment tenace, un chômage endémique, des niveaux bas de services publics et un manque de perspectives générales.

(...) Pour parvenir à ces fins, et afin de créer un élan politique de soutien à une campagne globale qui aurait pour mission de confronter les paradis fiscaux et les problèmes qu'ils engendrent, nous devons mettre sur pied une coalition globale rassemblant des chercheurs, des ONGs, des journalistes, des experts financiers, des syndicalistes, des organisations confessionnelles, et bien d'autres. Cette coalition devra placer la justice fiscale au coeur des objectifs de développement global. La justice fiscale doit devenir la priorité essentielle pour tous ceux qui se sentent concernés par l'éradication de la pauvreté, l'annulation de la dette odieuse et la réduction de la dépendance financière des pays les plus pauvres. Fin

On n'a pas envie de jeter la pierre à cet intellectuel qui est semble-t-il de bonne foi. Mais force est de constater une fois de plus qu'on est en présence d'un doux rêveur. Je préciserais en affirmant que les conclusions qu'il a tiré de ces propres observations ou travaux sont incohérentes, aberrantes quelque part, car ailleurs il signale qu'en quelques décennies on est passé de 25 à 73 paradis fiscaux, donc la situation ou les phénomènes économiques illégaux qu'il dénonce n'ont fait que s'amplifier au fil des ans pour devenir totalement hors de contrôle, contrairement à ce qu'affirment par ailleurs les dirigeants du vieux monde qui en sont les complices, et qui n'ont jamais eu la moindre intention de les combattre, encore moins de les éradiquer.

Ils n'arrivent pas à comprendre ou ne veulent pas admettre qu'il en sera toujours ainsi, tant que les capitalistes détiendront le pouvoir, d'où la nécessité de les exproprier, de les chasser par la force du pouvoir car ils ne le céderont pas d'une autre manière, par une révolution.

Ces intellectuels n'ont pas seulement des lacunes au niveau de la compréhension du développement historique du capitaliste qui a conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui, mais au niveau du développement économique tout court, disons depuis l'avènement des grandes civilisations il y a environ 10.000 ans et qui depuis ont toute disparu.

En refusant de reconnaître que c'est le développement des forces productives et la lutte des classes qui l'a accompagné, qui sont les véritables moteurs du développement de la civilisation humaine, ils passent à côté de l'essentiel pour finalement se fourvoyer dans une impasse ou de cruelles illusions qui se traduisent dans la capacité qu'ils prêtent au capitalisme à se réformer de gré ou de force, d'adopter un visage humain, alors que ce sont les fondements économiques sur lesquels repose le capitalisme, l'inégalité entre les classes, qui déterminent à la fois ses lois de fonctionnement et régissent l'évolution du capitalisme, les rapports entre les classes, les capitalistes ne pouvant pas adopter un autre comportement que celui dicté par ces lois et ces rapports sous peine de se renier ou d'abandonner leur statut de capitaliste, ce qui est inimaginable évidemment et montre à quel point un raisonnement qui s'écarte de ce constat aboutit infailliblement à des conclusions erronées ou absurdes et qui ne résistent pas l'épreuve de la critique.

Cela vaut pour tous les intellectuels dont nous avons parlé depuis quelques mois.

Hier j'ai évoqué très brièvement une vidéo dans laquelle intervenaient notamment des scientifiques américains et canadiens d'un niveau très élevé, sans doute parmi l'élite qui existe aujourd'hui, la plupart avaient atteint l'âge de la retraite, ils avaient tous travaillé pour la recherche civile et militaire sur des programmes ultra sophistiqués ou les plus avancés qui soient, et bien ils en sont arrivés à dire que les progrès technologiques ne devaient pas servir à asservir ou exercer un contrôle sur les hommes pour en faire des esclaves ou détruire notre planète, tandis qu'une minorité de privilégiés jouiraient librement des bienfaits de l'existence, tout en affirmant que de nos jours on disposait des connaissances et des moyens pour faire le bonheur de l'humanité, pour reconnaître que ne sachant pas comment faire pour lutter contre les obstacles qui se dressaient devant nous pour atteindre cet objectif désormais à notre portée, s'en remettre à la définition du paradis tel que le décrivent les religions ou à la sagesse des hommes pour éviter de commettre l'irréparable, car selon eux, et ils étaient unanimes sur ce point, aujourd'hui la civilisation humaine est au bord du chaos, menacée de disparition par ceux qui contrôlent le monde, ce sont leurs termes, ils ont même ajouté que dorénavant il suffirait de peu de chose pour que nous atteignons un stade irréversible au-delà duquel aucun retour en arrière ne serait possible.

Ces intellectuels d'un très haut niveau ont assurément acquis un niveau de connaissance et de conscience que n'a pas l'immense majorité de la population aux Etats-Unis ou dans le monde. Ils savent également comment fonctionne le monde sur le plan économique et politique, mais ils ignorent toujours quels sont les véritables lois qui le régissent en régime capitaliste et au-



delà comme on l'a rappelé plus haut.

Le processus historique qui est à la base du développement de la civilisation humaine leur échappe toujours. Ils demeurent prisonniers du mode de production capitaliste sans parvenir à comprendre qu'il devait forcément avoir une durée de vie limitée à l'échelle de l'histoire comme tous ceux qui l'ont précédé, et qu'il avait dû engendrer les moyens qui permettraient d'entrevoir son propre dépassement que nous appelons socialisme et communisme sur le plan politique, et que dans le cas contraire il arriverait forcément un moment où il entrerait en décomposition, puis en putréfaction, ce à quoi nous assistons aujourd'hui, s'autodétruirait en détruisant la civilisation humaine du même coup, cette autodestruction étant la négation de ce qu'il avait développé au cours des deux derniers siècles, son dépassement étant la négation de cette négation pour atteindre un nouveau degré de développement dans tous les domaines, supérieur au capitalisme qui était notre élément de base ou positif du départ, le socialisme ne signifiant pas la destruction ou la négation de ce que le capitalisme a produit jusqu'à maintenant, mais son dépassement, la libération des forces productives du carcan dans lequel le capitalisme les enferme, de l'énergie créative de l'homme pour assurer son bien-être et vivre en harmonie avec la nature, en paix avec tous les peuples. C'est ce processus dialectique à la fois matérialiste et historique qui leur échappe.

Je me demande quels mots, quelle formule il faudrait employer pour leur faire comprendre, c'est quelque chose qui me taraude l'esprit depuis un moment. J'ai entendu hier des discours d'ex-militaires de hauts rangs de l'armée américaine maintenant hors service ou à la retraite qui condamnaient sans appel et avec une violence extrême la manière dont les responsables politiques géraient les Etats-Unis et bien au-delà, la CIA, le Pentagone, le commandement militaire de l'Otan, les banquiers et les oligarques qui conduisent le monde à l'abîme.

En les regardant et en les écoutant attentivement, je vous avoue que par moment je me suis demandé si je ne rêvais pas, car j'entends souvent dire qu'il ne faut pas s'aventurer sur tel ou tel terrain, qu'il faut ménager son langage, qu'avancer des objectifs trop ambitieux va effrayer les travailleurs et les militants, bref, qu'il faudrait arrondir les angles ou ne dire les choses qu'à moitié, se retenir de dire ce que l'on pense comme si personne n'était prêt à entendre notre discours révolutionnaire, c'était comme si l'écho du chuchotement de nos dirigeants me parvenait aux oreilles pour me rappeler à l'ordre. Par bonheur, je ne suis pas à leurs ordres!

Ce qui était intéressant également dans leurs déclarations, c'est qu'ils affirmaient que de plus en plus d'Américains étaient critiques envers le gouvernement et le système économique dont ils étaient prisonniers. Ailleurs des intellectuels ont relayé le même constat, ce qui vaut aux Etats-Unis est valable dans bien d'autres pays, ce qui explique en partie pourquoi tous les gouvernements ont de plus en plus de mal à faire passer leurs politiques d'austérité ou antisociales, car même si les travailleurs n'ont pas encore acquis une conscience politique claire, comme un ex-militaire disait, on leur a tellement menti qu'ils ont l'impression qu'on leur cache quelque chose, ils n'ont plus confiance dans ceux qui les gouvernent, ils sont de plus en plus nombreux à prendre du recul systématiquement avec tout ce qu'on leur raconte, ils ne croient plus personne sur parole, ils sont plus méfiants qu'autrefois, ils essaient de réfléchir, de comprendre ce qui se passe réellement.

En écrivant cela je n'essaie pas de me rassurer ou de vous remonter le moral ou pire de vous baratiner, il est quand même bon de rappeler parfois que nous sommes loin d'être les seuls à vouloir changer la société et que notre combat n'est pas perdu d'avance, qu'il n'y a pas lieu de désespérer.

Et voilà, nous sommes déjà samedi depuis 7 minutes !

Mon épouse vient de me dire d'aller me coucher, je lui ai répondu que c'était à cette heure-là que j'avais les idées les plus claires et que j'en profitais pour écrire. Je vous retranscris ici rapidement ce que je viens de lui raconter car elle ne comprend pas bien en quoi consiste mon boulot.

Jadis, il exista des civilisations très développées, Harappa par exemple il y a 7 ou 8.000 ans, la civilisation sumérienne, égyptienne, etc. elles avaient développé leurs forces productives mais toutes ont disparu parce qu'elles ont été incapables de passer à un mode de production supérieur... Puis d'autres modes de production se succédèrent aux quatre coins du monde au fur et à mesure que la terre se peupla notamment. Au passage, vous remarquerez que le facteur démographique a été déterminant à tous les stades du développement de la civilisation humaine, on développera cet aspect là une autre fois. Alors que nos dirigeants l'ont totalement négligé dans leurs analyses il est bon de rappeler.

Dans le passé, ces modes de production se développaient dans une région mais pas ailleurs où les peuples conservaient un mode de production plus arriéré... Le monde fonctionna de la sorte jusqu'au milieu du XXe siècle, encore de nos jours dans certaines régions ou certains continents, en Afrique notamment, bien que le capitalisme ait supplanté tous les autres modes de production. Pour simplifier, disons que de nos jours la terre entière a adopté le même mode de production.

On a vu qu'autrefois les pays ou les civilisations qui n'avaient pas été capables d'adopter un mode de production supérieur avait commencé à décliner, puis s'étaient éteintes. Et bien au XXIe siècle nous sommes confrontés exactement au même défi : soit nous sommes incapables de passer à un mode de production supérieur et la civilisation humaine est condamnée à disparaître, soit nous sommes capables d'intégrer les gigantesques forces productives existantes et qui sont aujourd'hui détruites

ou rejetées par le capitalisme et la pérennité de la civilisation humaine est garantie. On devrait développer cette argumentation.

A mon épouse qui doute de l'intérêt de mon travail, moi aussi parfois, mais bon, j'ai ajouté ceci pour essayer de la convaincre, entre nous, pour qu'elle me foute la paix !

Hier dans la vidéo consacrée à un entretien avec Pierre Faillant de Villemarest, à un moment donné il raconte que vers la fin du XIXe siècle les Anglais envoyèrent aux Etats-Unis un groupe de professeurs pour former des universitaires qui à leur tour formeraient des professeurs qui enseigneraient à leurs élèves les bienfaits du capitalisme afin de les conditionner, et ainsi ceux qui étaient déjà à l'époque les maîtres du monde pourraient conserver leur pouvoir, etc.

Pierre Faillant de Villemarest disait ensuite que c'était par l'école et l'université que l'oligarchie financière était parvenue pas à pas à formater les consciences de telle sorte que leur plan de Nouvel ordre mondial finissait pas s'imposer, non sans difficultés ajoutait-il cependant et sans que les dés soient jetés, car lui aussi il avait observé une plus grande maturité d'esprit de la population envers le système économique.

J'ai dit à Mageswary, que par rapport à ce conditionnement des masses qui déborde bien au-delà de l'école ou de l'université, qui en réalité se poursuit quotidiennement sur les lieux de travail, à travers les médias, la culture, etc. mon boulot consiste à décontaminer les cerveaux, à démolir pierre par pierre l'édifice par lequel tient le système capitaliste, qui repose sur l'ignorance, des contrevérités, des mensonges grossiers, des falsifications de l'histoire, pour ainsi dire tout ce qu'on nous a enseigné à l'école ou à l'université ou encore ce qu'on se transmet de génération en génération.

J'ai ajouté que je fais partie des gens qui font ce boulot et que si nous ne le faisons pas, personne ne le fera à notre place, et que dans ce cas-là on pourra dire alors que tout est foutu, sans espoir, c'est ma responsabilité, limitée, à ma petite échelle j'en ai bien conscience, mais je me dois de le faire.

Il est 1h20 du matin, on arrêtera là pour aujourd'hui.

J'ajoute un mot samedi après-midi.

John Christensen, n'est pas très sérieux ou manque sérieusement de perspicacité, il s'étonnait des conclusions rendues dans un rapport de Transparency International qui blanchissait les paradis fiscaux, s'il avait pris un minimum d'informations sur cette organisation peut-être qu'il aurait compris qu'il était en présence d'une bande d'escrocs.

Question : qu'est-ce Transparency International ?

Réponse : Transparency International (TI) est une organisation non gouvernementale internationale d'origine allemande ayant pour principale vocation la lutte contre la corruption des gouvernements et institutions gouvernementales mondiaux<sup>1</sup>. Elle a été fondée par Peter Eigen en 1993... (Wikipédia)

Question : qui est Peter Eigen ?

Réponse : Peter Eigen, né le 11 juin 1938 à Augsburg, est un ancien directeur de la Banque mondiale. Aujourd'hui, M. Eigen est actif au sein de la Carnegie Endowment for International Peace, autre paravent de la CIA. Il est également administrateur de Crown Agents (littéralement les Agents de la Couronne), un ancien service de la Couronne britannique, privatisé en 1997, chargé de l'assistance des gouvernements étrangers dans les processus de privatisation. C'est à ce titre que Peter Eigen a joué un rôle essentiel dans le processus de privatisation de l'économie irakienne sous occupation anglo-saxonne, Crown Agents étant alors sous-traitant de l'USAID <sup>1</sup>.

En 2004, il épouse Gesine Schwan, ancienne candidate malheureuse à la présidentielle. (Wikipédia)

Question : qui est Gesine Schwan ?

Réponse : Gesine Schwan, née le 22 mai 1943 à Berlin, est une universitaire et femme politique allemande, membre du parti social-démocrate SPD.

Depuis septembre 2010, elle participe aux travaux du Groupe Spinelli<sup>1</sup>. au Parlement européen en faveur d'une Europe fédérale. (Wikipédia)

Question : qu'est-ce que le Groupe Spinelli ?

Réponse : Le Groupe Spinelli est une initiative pro-européenne destinée à relancer la recherche d'un fédéralisme au sein de

l'Union européenne. Il se concrétise dans la mise en place d'un réseau de citoyens, laboratoires d'idées, ONG, universitaires, écrivains et politiciens qui soutiennent l'idée d'une Europe fédérale et unie. Le groupe se donne entre autres pour but de « trouver une majorité au sein du Parlement Européen sur des sujets importants ».

En dehors du Parlement européen, le réseau Spinelli comprend tous les autres citoyens qui ont signé un manifeste en ligne. Actuellement ce réseau comprend environ 2500 personnes (mai 2011) .

Composition du comité de pilotage au 30 mars 2010 (extrait) : Jacques Delors, Mario Monti, Daniel Cohn-Bendit... (Wikipédia)

Transparency International se sert de la lutte contre la corruption dans les pays sous-développés ou en voie de développement comme une arme politique pour affaiblir leurs gouvernements pour le compte des puissances occidentales et leurs multinationales...

Bref, chacun aura compris que Transparency International est une organisation travaillant pour l'établissement d'un gouvernement mondial dont l'Union européenne est une des institutions au sein de la Commission Trilatérale, une organisation ultra réactionnaire, tout comme la Banque mondiale créée à l'issue de la seconde guerre par le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux en Europe.

Vous avez observé comment je procède. Dorénavant, chaque fois que c'est possible je procède de la sorte, de telle manière que lorsque j'avance quelque chose ce soit incontestable. Je soupçonne la totalité des Ong internationales d'être aussi pourries que Transparency International. J'ai déjà téléchargé dans mon disque dur une cinquantaine d'articles qui le prouve, je les sortirai au fur et à mesure de nos besoins.

La vérité est révolutionnaire !

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Le gouvernement est ultra minoritaire dans le pays.](#)

- Florange : Pierre Moscovici n'accepte pas les critiques - LePoint.fr

- Florange : pour 75 % des Français, ArcelorMittal a gagné la négociation - LePoint.fr

### [Aveux](#)

- Florange : Lakshmi Mittal ne croyait pas à la nationalisation - Le Nouvel Observateur

- José Gulino (Grand Orient): «*Oui, nous voulons avoir une influence politique*» - LeFigaro.fr

### [Ou impossible?](#)

- Et si la banque UBS disculpait Cahuzac? Pas si simple L'Express.fr -

### [Dommage !](#)

- Daniel Cohn-Bendit officialise son retrait d'EELV - Reuters

### [Sale temps en perspective !](#)

- Grande-Bretagne: le repli de la production fait craindre une contraction du PIB - AFP

- La production allemande chute de 2,6% en octobre - Reuters

- Les perspectives de croissance s'assombrissent pour l'Allemagne - L'Expansion.com

- Contraction du PIB grec révisée à la baisse au 3e trimestre - Reuters

- Toyota anticipe une chute des ventes de 20% au Japon en 2013 - Reuters

- L'affrontement se durcit à l'OMC entre l'Argentine et les pays développés - AFP

### Avertissement.

- Nouvelles taxes immobilières: «*Ne pas jouer aux apprentis sorciers*» - LeFigaro.fr

- Immobilier: les nouvelles taxes sur les résidences secondaires pèseront lourd - L'Expansion.com

### Ont-il un sexe à la place du cerveau ?

- Le cerveau a-t-il un sexe ? - LePoint.fr

La preuve que oui.

- Mariage gay: la Cour suprême des Etats-Unis va se pencher sur la question - AFP

### Un miracle !

- L'état de catastrophe naturelle reconnu à Lourdes - LeFigaro.fr

### Trop pauvres !

- Les Français dépensent moins en médicaments - Atlantico.fr

### Les cofondateurs du Nouvel ordre mondial monte au créneau

- Les Pays-Bas vont envoyer deux batteries de missiles Patriot à la frontière turco-syrienne - AFP

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### ArcelorMittal Florange. Tous menteurs!

1- La gestion du dossier Florange par l'exécutif français a provoqué déceptions et malentendus, à la mesure du flou entretenu par François Hollande lui-même sur la question de la nationalisation d'un site symbolique de l'industrie.

(En réalité il n'en a jamais été question, la suite va nous le confirmer. - Ndlr)

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, a évoqué vendredi une "*erreur de communication*" du gouvernement qui a laissé penser qu'une nationalisation pouvait être la solution.

(Le socialisme en parole, le capitalisme en pratique, merci on connaît. - Ndlr)

"*L'erreur, ça a pu être à un moment donné de faire que ce qui nous apparaissait comme un moyen de pression soit vécu comme l'unique solution*", a déclaré Bruno Le Roux.

(Il a omis un mot, il fallait lire : "*L'erreur, ça a pu être à un moment donné de faire CROIRE*" qu'une nationalisation serait possible, alors qu'ils n'en ont jamais eu l'intention ou ont abandonné rapidement cette solution qui aurait servi de mauvais exemple aux travailleurs menacés dans leurs emplois dans des milliers d'entreprises. - Ndlr)

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, tenante de l'aile gauche du Parti socialiste, a dit à Reuters être "*consternée*" par ce "*gros cafouillage*".

(Cafouillage, qui le moins que l'on puisse dire profite à Mittal, donc on serait porter à penser qu'il n'a peut-être pas été aussi

spontané qu'on voudrait nous le faire croire. - Ndlr)

"*La leçon, c'est que la nationalisation est un outil dédiabolisé*", déclarait-on ainsi dans l'entourage de François Hollande au soir de l'annonce de l'accord, vendredi 30 novembre, semblant ainsi prendre le parti d'Arnaud Montebourg.

Une semaine plus tard, le discours élyséen est sensiblement différent et "*colle*" à celui de Jean-Marc Ayrault, qui a estimé que cette option n'était pas viable et aurait coûté "*au moins un milliard d'euros*" à l'Etat.

(Le milliard d'euros que Mittal doit au fisc selon plusieurs sources et que le gouvernement évitera de lui réclamer par crainte qu'il se livre à un nouveau chantage à l'emploi. Quoi qu'il en soit, nous sommes opposés à toute nationalisation d'une entreprise en échange d'indemnités. - Ndlr)

"*La filière chaude n'a d'avenir que s'il y a Ulcos, s'il n'y pas Ulcos il n'y a pas d'avenir pour les hauts fourneaux, chacun le sait, il faut faire des millions d'euros d'investissement*", expliquait-on jeudi soir à l'Elysée.

(Et bien que l'Etat nationalise Mittal sans lui verser un centime, récupère les dizaines ou centaines de millions d'euros de subventions qu'il lui a versées depuis 2006, ainsi que le milliard qu'il doit au fisc, et le problème de l'investissement nécessaire à la réalisation d'Ulcos sera résolu sans que les travailleurs ou l'Etat ne débourse un centime. Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait prendre une telle mesure, pas un gouvernement capitaliste. - Ndlr)

A Matignon on se déclarait vendredi "*déçu*" par la réaction des syndicats, expliquant que Jean-Marc Ayrault avait prévenu lui-même mercredi soir les syndicalistes que le projet Ulcos serait retiré par ArcelorMittal, mais que ce dernier s'était engagé à financer en partenariat avec l'Etat un "*Ulcos 2*". Reuters 07.12

(Donc ces syndicalistes sont aussi de vulgaires menteurs, tiens donc, comme c'est étonnant, pourtant ce n'est pas dans leurs habitudes ! - Ndlr)

2- Le syndicaliste CFDT Edouard Martin de Florange (Moselle) a affirmé vendredi que la direction d'ArcelorMittal n'avait "*jamais mis sur la table les problèmes techniques d'Ulcos*", estimant qu'il allait être "très difficile" de lui faire respecter ses engagements.

La direction "*n'a jamais mis sur la table les problèmes techniques d'Ulcos. Jamais, je vous dis bien jamais. On peut prendre tous les comptes rendus officiels de réunion*", a déclaré le syndicaliste sur France Inter.

(On vient juste de lire le contraire ! Qui ment le plus ou le mieux ici ? C'est marrant, j'aurais plutôt tendance à penser que c'est le syndicaliste de la CFDT, non ? Car le gouvernement n'a pas vraiment intérêt à se foutre davantage dans la merde, déjà qu'il est attaqué de toutes parts. - Ndlr)

"*La seule chose qu'elle a dite et elle a été claire, c'est que si elle n'avait pas les financements publics, elle ne ferait pas Ulcos*", a-t-il poursuivi. AFP 07.12

(Donc si l'on comprend bien, vous comptiez sauver votre peau en demandant aux travailleurs en France et en Europe, puisque ce financement public concerne en grande partie l'UE, de verser des centaines de millions aux milliardaires Mittal au lieu de le faire casquer, c'est bien cela, n'est-ce pas ? - Ndlr)

### Mélenchon dans le costard du social-illusionniste.

"*Le Parti socialiste ne comprend absolument pas ce qui est en train de se passer dans la société*", estime Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche.

(Ben voyons, le PS n'est donc pas responsable de la politique antisociale et réactionnaire qu'il applique, CQFD ! - Ndlr)

"*Ils ne comprennent pas qu'ils sont en train de prendre des décisions qui font pleurer les syndicalistes et sourire Madame Parisot*", ajoute-t-il.

(Il les prend pour des demeurés pour mieux les épargner comme il vient d'être souligné. - Ndlr)

Sur son blog, Jean-Luc Mélenchon, dont les déconvenues électorales ont affaibli l'écho, qualifie Jean-Marc Ayrault de "*social-menteur*", et François Hollande de "*social-flouteur*".

(Il est bien placé pour en parler avec l'expérience qu'il a accumulée dans ce domaine ! - Ndlr)

"On serait très heureux si d'autres partis, et donc éventuellement le Parti de gauche et le Parti communiste, voulaient nous rejoindre dans cette majorité", explique Pascal Durand, secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV).

(Rassurez-vous, ils vous sont plus utiles à l'extérieur, histoire de brouiller les pistes, je vous assure que cela marche, la plupart de leurs militants y croient dur comme fer. - Ndlr)

Mais pas question de "construire" une nouvelle majorité "à côté", prévient-il.

(Précision inutile s'il en faut. - Ndlr)

Pour Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, "il n'y a pas d'alternative à gauche".

(A gauche de la politique de Sarkozy que vous poursuivez, merci on avait compris. - Ndlr)

"Jean-Luc Mélenchon essaye de trouver son créneau pour essayer de revenir à un moment donné", dit-il. "Il parie sur un changement de politique (mais) il n'y a que lui qui croit à ça".

(Vous avez raison, il ne s'est pas produit de "changement de politique"... Ah ce n'est pas ce qu'il voulait dire, pourtant j'avais cru comprendre... - Ndlr)

S'il ne croit pas en la création d'une nouvelle majorité à gauche, Bruno Le Roux se dit attentif à un discours alternatif qui pourrait gagner du terrain au sein de la majorité.

"Il peut y avoir un autre discours qui se développe, et ce discours, je fais attention à ce qu'il ne trouve pas chez nous des voix qui pourraient le crédibiliser". Reuters 07.12

(Les chiens de garde du régime veillent ! - Ndlr)

### C'est bientôt Noël, les gosses sont en extase devant les illuminations...

Jean et baskets, l'ex-candidat du NPA à la présidentielle Philippe Poutou s'est rendu vendredi en toute décontraction à l'Élysée pour s'entretenir du rapport de la commission Jospin avec François Hollande qui, selon lui, "l'a joué homme de gauche, proche de nous".

"Je mesure mieux ce que j'ai raté. C'est tellement beau qu'on se dit que ce serait pas mal d'y vivre (...) Au local CGT, on n'a pas ça", a plaisanté l'ex-candidat, qui a repris son poste d'ouvrier chez Ford, après la parenthèse de la campagne présidentielle.

Concernant le rapport de la commission Jospin pour la rénovation de la vie publique, "on a dit ce qu'on avait à dire, on dénonce le présidentielisme, la Ve République, on pense qu'il faut d'autres institutions", a relaté M. Poutou. AFP 07.12

Tout ça pour cela ?

### Lagarde porte-parole des intérêts de l'impérialisme américain.

- FMI: le "mur budgétaire" menace la suprématie des États-Unis, selon Lagarde - AFP

La directrice générale du FMI, Christine Lagarde, assure que le "mur budgétaire" qui se profile aux États-Unis menace la suprématie du pays et risque de peser sur une reprise mondiale encore "fragile", dans un entretien sur BBC World News diffusé vendredi.

"La véritable question en jeu est d'une certaine manière la suprématie des États-Unis et leur leadership dans le monde", a-t-elle déclaré au sujet du "mur budgétaire", la cure d'austérité à laquelle le pays sera soumise si un accord politique sur la dette n'est pas trouvé d'ici à la fin de l'année.

"Pour faire en sorte que le leadership (des États-Unis) perdure, l'incertitude doit être levée parce que l'incertitude alimente des doutes sur ce leadership", a-t-elle insisté.

"Ce n'est pas simplement un problème politique, ce n'est pas idéologique, c'est plus vaste que ça. Ça remet véritablement en cause le rôle des États-Unis dans le monde d'un point de vue économique et géopolitique", a déclaré la patronne du FMI, selon des

extraits de cet entretien.

"Le déficit est très haut, plus haut aux Etats-Unis que dans la zone euro (et) la dette est très élevée, plus élevée que dans la plupart des pays de la zone euro, notamment la France et l'Allemagne", a pointé Mme Lagarde.

Si le mur budgétaire n'est pas évité, la patronne du FMI assure par ailleurs qu'il y a aura un "effet de contagion" dans d'autres pays du monde.

"Les Etats-Unis ont souvent été un moteur de croissance et le fait d'avoir un acteur aussi important en stagnation, voire en récession, serait une très mauvaise nouvelle pour l'économie mondiale", a-t-elle souligné.

"Nous n'avons pas besoin de ça en ce moment parce que (...) la reprise est fragile" sur le globe, a-t-elle ajouté. AFP 07.12

La chienne de garde de l'impérialisme américain minimise le déficit et la dette abyssale des Etats-Unis, normal, c'est la voix de son maître... On aura compris que l'hégémonie des Etats-Unis sur le monde est menacée et qu'il faut tout faire pour la préserver, quitte à mener l'humanité au chaos....

Je n'ai plus le temps de commenter cet article facile à décrypter, j'ai donné dans de précédentes causeries les clés qui le permettent facilement.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

La cour d'assises de Paris a prononcé vendredi un acquittement et trois peines de prison avec sursis au procès de quatre militaires français jugés pour le meurtre en 2005 d'un Ivoirien, épilogue d'un procès hors norme entré au coeur de l'armée et de ses opérations extérieures.

"Scandaleux", "honte à la France!", ont lancé à l'énoncé du verdict des Ivoiriens présents dans la salle, avant de sortir et de se mettre des sacs plastique sur la tête.

La victime, Firmin Mahé, considéré comme un "coupeur de route", un bandit attaquant les voyageurs et les populations, avait été étouffé avec un sac plastique alors qu'il était transporté dans un blindé français.

La cour a estimé que le geste des militaires avait "gravement porté atteinte aux valeurs de la République". Mais elle a considéré que la "situation exceptionnelle" à laquelle ils étaient confrontés était "de nature à atténuer leur responsabilité".

Le colonel Eric Burgaud, qui avait transmis l'ordre de tuer Mahé, a été condamné à cinq ans avec sursis, alors que cinq ans ferme avaient été requis par l'accusation. "La justice a finalement reconnu que nous n'étions pas des salauds...", a déclaré Eric Burgaud à quelques journalistes.

L'adjudant-chef Guy Raugel, qui avait tué Mahé, sur ordre, a lui été condamné à quatre ans avec sursis. Cinq ans dont trois ferme avaient été requis. "C'est inespéré... c'est comme une deuxième naissance", a-t-il dit à la presse, ajoutant qu'il allait se consacrer "à fond" à des activités humanitaires.

La cour a enfin condamné à un an avec sursis le brigadier-chef Johannes Schnier, qui maintenait Mahé, et a acquitté le brigadier Lianrifou Ben Youssouf, qui conduisait le véhicule. Son avocat, Eric Morain, a dit avoir l'intention de demander sa réintégration dans l'armée.

Les militaires appartenaient à la force française Licorne déployée en soutien de l'ONU en Côte d'Ivoire. Ils étaient chargés de surveiller la "zone de confiance", entre le nord tenu par la rébellion et le sud loyaliste.

Une "zone de non-droit", sans aucun moyen de police judiciaire. Les accusés ont expliqué qu'ils étaient excédés de voir les auteurs d'exactions dont ils étaient témoins remis en liberté sitôt arrêtés.

C'est dans ce contexte qu'ils avaient interpellé Firmin Mahé, près de Bangolo (ouest), blessé par balle par une patrouille

puis transporté dans un blindé vers la ville de Man. Il avait été tué en route.

Le colonel Burgaud, qui avait reconnu tardivement avoir transmis l'ordre fatal, affirme avoir lui-même tenu cet ordre du général Henri Poncet, son supérieur, qui lui aurait dit "*roulez doucement... vous m'avez compris*".

Le général a démenti et bénéficié d'un non-lieu durant l'enquête. AFP 07.12

En réalité les militaire français l'aurait confondu avec un homonyme, ce qu'ils ne peuvent pas reconnaître, cela dit cela demeure un assassinat.

Je pense qu'un tribunal populaire révolutionnaire leur affligerait le même sort qu'à leur victime, vous savez au nom de "*l'équité*".

## 2- Egypte

Des manifestants protestant contre le président égyptien Mohamed Morsi ont franchi vendredi une barrière de fils barbelés érigée devant le palais présidentiel au Caire, mais des soldats les ont empêchés d'entrer dans le complexe, selon une journaliste de l'AFP.

Plus de 10.000 personnes s'étaient réunies sur une place devant le palais, où des chars sont déployés. Certains ont tagué des graffitis sur des murs extérieurs du palais, proclamant "*Dégage*" à l'encontre du président islamiste.

La journaliste de l'AFP n'a fait état d'aucune violence, mais la tension était palpable alors que des affrontements entre pro et anti-Morsi au même endroit ont fait sept morts et plus de 600 blessés dans la nuit de mercredi à jeudi.

Plusieurs chars de l'armée étaient stationnés sur la place et aux alentours mais les soldats n'ont fait aucun geste en direction des protestataires, certains d'entre eux montant sur les chars pour fraterniser avec les militaires.

La foule a aussi scandé "*Nous voulons voir la chute du régime*", un slogan très populaire lors de la révolte qui a provoqué la chute du président Hosni Mubarak en février 2011.

Certains manifestants ont encore traité M. Morsi de "*mouton*", l'accusant d'être inféodé aux Frères musulmans, le mouvement dont il est issu.

Les protestataires demandent l'annulation du décret du 22 novembre par lequel le président a considérablement élargi ses pouvoirs, et du référendum prévu le 15 décembre sur un projet de Constitution qui divise le pays. AFP 07.12

## 3- Tchéquie

Le président tchèque, Vaclav Klaus, ne signera pas les changements apportés au Traité de Lisbonne pour permettre la création officielle du Mécanisme européen de stabilité (MES), l'organisme de sauvetage permanent de la zone euro, rapporte l'agence CTK vendredi.

"*Je considère ces boucliers comme une chose monstrueuse, insensée et absurde et je ne signerai jamais*", a-t-il dit.

Sa décision ne remet toutefois pas en cause l'existence du MES. Pour entrer en vigueur, le traité créant le MES devait être ratifié par un ensemble de pays représentant au moins 90% de son capital. Ce seuil a été atteint après l'approbation définitive de l'Allemagne, en septembre. Reuters 07.12

## 4- Argentine

Une loi antitrust qui devait entrer en vigueur vendredi et contraindre Clarin, principal groupe de médias du pays, à la cession d'actifs, a été suspendue par la justice à la dernière minute dans un revers pour la présidente Cristina Kirchner.

Une cour d'appel a "*décidé de prolonger la suspension*" obtenue par Clarin "*jusqu'à ce qu'une décision définitive ait été prise sur la constitutionnalité de la loi*" sur les médias audiovisuels (2009), selon l'arrêt publié par le Centre d'information judiciaire (CIJ).

Cette décision représente un revers pour Mme Kirchner qui est en guerre avec le groupe Clarin depuis cinq ans et comptait lancer le processus de transfert et d'appel d'offres dès vendredi.

Cette loi, qui limite le nombre de réseaux de télévision par câble, de chaînes et de radios pour un même groupe, devait



s'appliquer notamment au groupe Clarin, critique féroce du gouvernement.

Le processus de transfert et d'appel d'offres devait débiter le 7 décembre pour tous les groupes qui n'auraient pas présenté un plan de mise en conformité avec la loi sur les médias, prévoyant une cession de licences.

L'arrêt de la cour d'appel a fait sensation alors que les autorités et Clarin se livrent une féroce bataille judiciaire.

L'opposition, de son côté, accuse le gouvernement de vouloir bâtir un réseau de médias acquis à sa cause, sous prétexte de lutter pour la diversité et contre les monopoles.

"*Le pouvoir exécutif a cherché, à travers cette loi, à limiter le pouvoir d'un média important et critique comme Clarin*", a assuré à l'AFP le sénateur radical (opposition) Arturo Vera.

C'est pourtant le prédécesseur de Mme Kirchner, son mari décédé en octobre 2010 Nestor Kirchner (2003-2007), qui avait tranché en faveur de Clarin, autorisant la fusion des deux plus grandes compagnies de télévision par câble appartenant au groupe.

"*Quand Clarin soutenait le gouvernement, toutes les licences lui étaient accordées*", rappelle également le sénateur.

"*Le gouvernement ne considère pas que la liberté d'expression soit l'un des piliers du système démocratique*", estime pour sa part la sénatrice du Front Progressiste (centre-gauche), la journaliste Norma Morandini. "*Cela m'inquiète*", a-t-elle confié à l'AFP.

Les sénateurs Vera et Morandini sont signataires d'une déclaration de membres de l'opposition qui sera remise vendredi à une délégation de la Société interaméricaine de presse (SIP) dépêchée en Argentine pour suivre de près l'évolution du dossier.

En revanche, pour l'un des directeurs de l'Autorité fédérale des services de communication audiovisuelle (AFSCA), Eduardo Seminara, la loi doit permettre "*une plus grande diversité*".

"*Une compagnie (le groupe Clarin) contrôle 70% du marché des médias*", explique-t-il. "*Cela va à l'encontre de la démocratisation de la parole que nous recherchons*".

Les autorités font valoir que grâce à cette loi sur les médias, une première chaîne aborigène d'Argentine commencera vendredi ses émissions depuis la ville de Bariloche, près de la frontière avec le Chili.

Clarin estime que la nouvelle loi est faite sur mesure pour dépecer le groupe.

La rupture entre le gouvernement et Clarin date du premier mandat de la présidente (2007-2011) et s'est matérialisé par le slogan "*Clarin ment*", reproduit sur des affiches et des banderoles pro-Kirchner.

Le groupe Clarin possède, outre le journal éponyme le plus vendu du pays, plusieurs chaînes de télévision, des radios et des réseaux de télévision par câble. Son chiffre d'affaires a été en 2011 de 9,7 milliards de pesos (1,6 milliard d'euros), en hausse de 27,8% par rapport à l'année précédente. AFP 07.12

## SOCIAL

### 1- Allemagne

Le géant américain de l'automobile General Motors (GM) a décidé de ne plus produire de voitures dans son usine Opel de Bochum (ouest de l'Allemagne), ce qui pourrait condamner le site qui emploie 3.000 personnes, a indiqué vendredi un représentant du personnel de l'usine à l'AFP.

"*La direction a annoncé qu'il n'y aura plus de production de voitures après 2016*" dans cette usine, a déclaré le chef du comité d'entreprise Rainer Eienkel, précisant que cela serait le sujet d'une réunion du personnel du site lundi matin à Bochum.

Les négociations en cours portent notamment sur la possibilité de prolonger jusqu'à fin 2016 un accord excluant tout licenciement et fermeture d'usine en Allemagne d'ici à fin 2014.

GM s'y était engagé il y a deux ans, à l'issue d'un plan de redressement qui s'est traduit par 8.000 suppressions d'emplois.

Opel, qui emploie plus de 40.000 personnes en Europe, compte quatre sites de production en Allemagne: Bochum, Rüsselsheim et Kaiserslautern dans l'ouest et Eisenach dans le centre du pays.

La marque est victime de surcapacités de production, à l'instar du français PSA et de l'américain Ford, qui se sont tous deux résolus à fermer des usines en Europe entraînant des milliers de suppressions de postes.

Elle a déjà annoncé du chômage partiel sur tous ses sites en Allemagne. AFP 07.12

## 2- Pologne

Fiat Pologne, premier constructeur automobile du pays, prévoit de supprimer près de 1.500 postes, environ le tiers de ses effectifs, en raison d'une baisse de la demande en Europe, a annoncé vendredi la compagnie.

La production en Pologne représentera moins de 350.000 voitures cette année et devrait tomber sous la barre des 300.000 véhicules en 2013, contre plus de 600.000 en 2009.

Le nombre exact de suppressions de postes sera communiqué à l'issue de négociations avec les syndicats. Elles ont débuté vendredi et devraient s'achever durant la première moitié du mois de janvier, selon un porte-parole de Fiat Auto Poland.

L'usine située à Tychy, au sud de la Pologne, employait 4.967 personnes à la fin du mois d'octobre.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Pologne est en baisse et a atteint 1,4% au troisième trimestre, alors que le taux de chômage aurait atteint 12,9% au mois de novembre Reuters 07.12

## 3- Grèce

Au début du mois de mai 2012, quelques jours avant le premier tour des élections en Grèce, la police grecque a publié sur son site officiel les photos d'identité judiciaire de 26 personnes arrêtées en vertu des chefs d'inculpation de menace de lésions corporelles graves. Plusieurs d'entre elles ont montré des signes d'abus de drogues. Certaines étaient des immigrants, la plupart étaient des citoyennes grecques.

Mais toutes les personnes arrêtées et accusées avaient deux choses en commun: elles étaient des femmes et elles étaient toutes séropositives.

Ces femmes séropositives ont été arrêtées dans le cadre d'une vaste opération policière qui a vu près de 100 travailleuses présumées du sexe raflées dans les rues du centre d'Athènes et obligées de subir un test spécifique pour le VIH.

Celles qui ont été diagnostiquées positives au virus ont été emprisonnées et sont toujours en prison à Athènes, en attente de jugement pour le septième mois d'affilée – sans accès à leurs traitements essentiels. En dehors de leur liberté et de leur santé, elles ont perdu leur droit à la vie privée puisque leurs photos ont fait le tour de tous les grands médias grecs, les privant ainsi de la possibilité d'un futur retour à une vie normale à Athènes ou dans leurs villes d'origine et leurs communautés.

Durant la brève période de temps que cette affaire a attiré l'attention des grands médias en Grèce, l'opinion publique fut divisée, certains étaient choqués et y voyaient une chasse aux sorcières des temps modernes, tandis que d'autres se voyaient rassurés par – selon les mots d'un ministre socialiste grec – la reconnaissance de la nécessité urgente de protéger «*la famille grecque*» et l'opinion publique grecque dans son ensemble.

Dans cette brève fenêtre de temps, ces femmes sont devenues l'ennemi public numéro un et derrière leurs arrestations, l'emprisonnement et la sortie publique qui a suivi, les Grecs ont été invités à désigner un État fort, décisif et dédié à la sécurité publique et à une justice rapide.

Mais était-ce vraiment le cas ? L'État grec a-t-il agi dans l'intérêt public ? Est-ce que la criminalisation d'une maladie protège la santé publique ? Est-ce que la crise financière, les mesures d'austérité qui en résultent et leurs implications pour avoir apporté un changement du cadre législatif et politique jouent un rôle dans cette affaire ? Quel rôle ont joué les grands médias dans cette affaire ? Quelles ont été les répercussions sur les femmes et leurs familles puisqu'elles sont potentiellement confrontées à plusieurs mois de prison avant de pouvoir se défendre devant les tribunaux ? Et comment une société confrontée à une grave crise économique et politique peut maintenir sa cohésion sans perdre son humanité ?

Un nouveau documentaire vidéo réalisé par une équipe de journalistes bénévoles de la communauté des journalistes citoyens de Radiobubble, basée à Athènes, tentera de répondre aux questions soulevées par ce sujet, questions qui n'ont été abordées que superficiellement et, dans certains cas, biaisées par la plupart des médias grecs. La vidéo sera diffusée au printemps 2013 et mettra en vedette des images d'archives ainsi que des entrevues avec des experts médicaux et juridiques, des militants, des journalistes, ainsi que quelques-uns des principaux acteurs de ce drame en cours.

Nous avons besoin de financement pour rendre cela possible. Merci de nous aider à raconter cette histoire importante – et à défendre les droits de ces femmes – en faisant un don pour couvrir les coûts de production de la vidéo.

Le financement sera utilisé pour les frais de production et les coûts pour ceux qui travaillent sur le projet. Une proposition détaillée et chiffrée de financement est disponible sur demande . Radiobubble espère utiliser la vidéo comme point de départ pour un long-métrage documentaire. Tout financement supplémentaire sera alloué à cet objectif.

Vous pouvez faire un don par le biais de notre campagne de solidarité grecque. okeanews.fr 07.12

#### 4- Etats-Unis

Les chiffres de l'emploi américain ont rassuré vendredi sur l'état du marché du travail aux Etats-Unis après le passage de l'ouragan Sandy, mais la baisse du chômage qu'ils ont révélée ne témoigne paradoxalement d'aucune amélioration véritable de la situation.

Le taux de chômage a reculé de 0,2 point par rapport à octobre, pour s'établir à 7,7% en novembre, son niveau le plus faible depuis décembre 2008, a indiqué le département du Travail.

Les chiffres du ministère montrent cependant que la baisse du chômage a découlé d'une diminution de la population active supérieure à celle du nombre de personnes recensées officiellement comme étant au chômage.

"*Le taux de chômage a baissé pour de +mauvaises+ raisons*", résume Nigel Gault, économiste du cabinet IHS Global Insight.

La population active varie chaque mois en fonction des départs en retraite, des arrivées sur le marché du travail et du nombre de chômeurs qui abandonnent la recherche d'un emploi.

Selon le gouvernement, les embauches ont augmenté de 5,8% par rapport à octobre, l'économie américaine ayant créé en novembre 146.000 emplois de plus qu'elle n'en détruisait.

C'est mieux que ce sur quoi tablaient les analystes (120.000 créations de postes), mais le ministère a revu en baisse de près de 20% son estimation des embauches d'octobre.

L'accélération des embauches est une bonne nouvelle (altérée par la révision des créations d'emplois d'octobre), mais la situation du marché du travail est encore loin d'être bonne, comme le montre la baisse du taux d'activité.

Cette mesure du nombre des personnes employées ou cherchant activement du travail par rapport à l'ensemble de la population est retombée à 63,6%, tout près de son niveau le plus faibles en plus de trente ans.

La Maison Blanche a répété que les chiffres de l'emploi "*fournissent des preuves supplémentaires de la poursuite du rétablissement économique*" du pays après la grande récession de 2007-2009.

Peter Morici, professeur d'économie à l'Université du Maryland, met néanmoins en garde contre tout excès d'optimisme.

Il rappelle que la baisse du taux de chômage officiel observée depuis son pic de 10% atteint en octobre 2009 résulte essentiellement de l'occultation d'un nombre croissant de chômeurs découragés ou ayant cessé de chercher du travail pour diverses autres raisons.

Selon ses calculs, la population active a reculé en novembre car "*542.000 adultes supplémentaires ont choisi de ne pas chercher de travail*", et le taux de chômage serait de 9,7% si le taux d'activité était le même qu'en octobre 2009. AFP 07.12

#### 5- Brésil

La filiale brésilienne de la banque espagnole Santander a annoncé jeudi le licenciement d'un millier de salariés.

Cette mesure était nécessaire pour préparer l'établissement "*à la nouvelle réalité du secteur en termes de compétitivité*", explique Banco Santander Brasil dans un communiqué, ajoutant que les emplois supprimés représentent 2% de ses effectifs. Reuters 07.12

ECONOMIE

## 1- France

Le déficit du budget de l'Etat français a été ramené à 94,6 milliards d'euros à fin octobre contre 99,4 milliards un an plus tôt, selon les données publiées vendredi par le ministère du Budget.

La baisse tient intégralement au déficit des comptes spéciaux, ramené d'un an sur l'autre de 17,7 milliards à 5,5 milliards d'euros. Parmi ceux-ci, les avances aux collectivités locales ont diminué à 3,3 milliards contre 14,4 milliards à fin octobre 2011.

Les dépenses du budget affichent une hausse de 3,0% sur les dix premiers mois de l'année, à 320,1 milliards. Hors dotation de 6,5 milliards au mécanisme européen de stabilité (MES), elles atteignent 313,6 milliards contre 310,8 milliards un an plus tôt.

Les recettes ont progressé dans le même temps de 0,8% à 231,0 milliards. Parmi celles-ci, les rentrées de l'impôt sur le revenu ont augmenté de 12,8% à 51,8 milliards et celles de l'impôt sur les sociétés ont diminué de 1,5% à 26,9 milliards.

Les recettes de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, que le gouvernement a baissé sur les mois de septembre et octobre, ont reculé de 4,2% à 11,2 milliards.

Le gouvernement prévoit de ramener cette année son déficit budgétaire à 86,1 milliards d'euros (83,6 milliards hors opération de recapitalisation de Dexia) contre 90,7 milliards en 2011. Le projet de loi de finances pour 2013 prévoit que ce déficit sera ramené l'an prochain à 61,6 milliards d'euros. Reuters 07.12

## 2- Grèce

Le produit intérieur brut (PIB) de la Grèce a accéléré sa chute, à 6,9% au troisième trimestre 2012, selon les données annuelles révisées publiées vendredi par l'Autorité des statistiques grecques

Dans son rapport semestriel, la Banque de Grèce a estimé cette semaine que le taux cumulé de récession "entre 2008 et 2013 pourrait atteindre 24%".

*"Cette récession, due au recul du pouvoir d'achat, principal moteur de la croissance jusqu'en 2008, est historiquement inédite pour l'économie grecque en période de paix et les retombées sont graves non seulement sur les revenus et la population active mais aussi sur la cohésion sociale",* met en garde ce rapport. AFP 07.12

## 3- Inde

Le président sortant du vaste conglomérat indien Tata dénonce vendredi une absence de soutien du gouvernement qui empêche l'industrie de concurrencer la Chine et s'en prend vertement à l'environnement économique "vénal" de l'Inde.

Dans plusieurs entretiens à la presse, Ratan Tata, qui cédera son poste le 28 décembre, le jour de ses 75 ans, critique une absence de cohérence des politiques gouvernementales et accuse le Premier ministre, Manmohan Singh, de pousser son groupe à se tourner vers d'autres marchés émergents pour se développer.

Le gouvernement est engagé dans une vaste réforme visant à ouvrir des pans entiers de l'économie aux investissements directs étrangers, notamment dans la grande distribution, l'aérien et les assurances.

Mais Tata, dont le chiffre d'affaires totalise 100,9 milliards de dollars, estime que les investisseurs ne sont pas encouragés à venir en Inde.

*"Différentes agences gouvernementales ont quasiment des interprétations contradictoires de la loi, ou des interprétations de ce qui devrait être fait",* dénonce dans le Financial Times Ratan Tata, dont l'empire emploie 23.000 salariés dans des activités s'étendant de l'immobilier à l'énergie.

*"Il y a des choses qui, de manière générale, feraient fuir les investisseurs dans la plupart des autres pays",* poursuit-il.

Le patron du groupe souligne en outre la différence d'attitude du gouvernement indien à l'égard de son industrie par rapport à celle de la Chine, où Tata a récemment ouvert une usine Jaguar Land Rover.

*"Il y a une grande différence en matière de soutien du gouvernement. Si nous avions le même genre d'encouragement (...), je pense que l'Inde pourrait vraiment concurrencer la Chine".*

Dans un entretien au quotidien DNA, Tata estime en outre que son successeur, Cyrus Mistry, aura la lourde tâche de ne pas compromettre les règles éthiques du groupe: " *Ils (Mistry et ses collaborateurs) devront prendre des décisions et de ce fait répondre constamment à la question: +Nous compromettons-nous ? Cédons-nous ?+* ".

" *On peut l'appeler par un autre nom, mais dans le jeu d'atténuation ou de reddition à un système vénal, l'option facile est la compromission* ", dit-il en référence à la corruption. AFP 07.12

Rappelons à monsieur Tata la déclaration que David Rockefeller avait faite en 1973 dans le cadre de la Trilatérale au sujet de la Chine :

"  *Quelque soit le prix de la révolution chinoise, elle a manifestement réussi non seulement à produire une administration plus efficace et plus investie, mais également en stimulant le moral et le sens de l'objectif dans la communauté... L'expérience sociale en Chine sous la conduite de Mao le Président est une des plus importante et des plus réussie dans l'histoire humaine.* " (<http://frenzy.chez.com>)

En Inde, le système féodal dont vous profitez des bienfaits encore aujourd'hui monsieur Tata, qui a fait la richesse des grandes familles dont la vôtre depuis la fin du XIXe siècle (1868), vous ne crachiez pas dessus hier, qu'il ne soit pas aussi efficace de nos jours en comparaison avec une dictature ne fait aucun doute, loin de nous l'idée de soutenir le système politique semi-féodal en place en Inde, pas plus que la dictature chinoise qui a grâce à vos yeux et on comprend pourquoi, vous êtes sans doute comme Lakshmi Mittal, Bajaj, Ambani et Cie un fervent partisan de la démocratie, du partage des richesses, les banquiers de la Fed aussi...

Il est impossible de comparer les deux pays, l'Inde et la Chine, tant leur histoire est différente, cependant ils ont un point commun qu'occulte Tata : la corruption généralisée jusqu'au sommet de l'Etat ou plutôt à partir du sommet de l'Etat.

Les Indiens n'ont pas le sens du respect des autres ou de quoi que ce soit, du devoir, des responsabilités, de l'ordre, de la discipline, les principes ou les valeurs qui guident leur comportement changent continuellement en fonction de leurs propres intérêts individuels, rien d'autres ne compte à leurs yeux, ils ne connaissent ni la honte ni le remord et n'ont aucun idéal, les sentiments qu'ils peuvent éprouver sont inconsistants et s'envoleront aussi vite qu'ils sont apparus, ce que regrette profondément Tata, pour y vivre depuis près de 20 ans, je ne sais pas s'il existe un peuple aussi individualiste et arriéré dans le monde, présentant toutes les tares possibles du sous-développement dans lequel ils ont été maintenus au cours des siècles par les puissantes familles qui ont régné sur le sous-continent indien.

Les Indiens n'ont aucun sens civique, aucune idée de ce qui signifie la collectivité, ils reproduisent de génération en génération le mode de pensée de leurs aînés profondément arriérés plus que leur mode de vie qui évolue forcément, ils sont guidés principalement par l'ignorance, la crainte, la superstition, l'hypocrisie et le mensonge qui va avec, la jalousie. Quant aux contraintes de la vie quotidienne exercée par la société, elles les forcent à se soumettre à des rapports sociaux dignes de l'époque féodale qu'ils reproduisent jusque chez eux, vis-à-vis des membres de leur propre famille selon une hiérarchie bien établie ou vis-à-vis de ceux qui sont réputés socialement se situer en dessous d'eux (castes).

Le tout fait une société épouvantable, vous l'aurez deviné sans peine, et quand je vous disais dans une causerie précédente que les Indiens étaient profondément malheureux je n'exagérais pas. Je peux vous dire que pour vivre dans un tel pays il faut s'accrocher.

Hier après-midi, je me faisais la réflexion suivante en pensant aux militants qui se connectent sur le site, qu'il faudrait que je vous dise que ma vie quotidienne n'avait rien à envier aux travailleurs qui vivent en France dans certaines banlieues ou certains quartiers qualifiés de non-droit, sauf qu'ici cela concerne un pays de plus d'un milliard d'habitants.

La vie quotidienne de millions et millions de travailleurs dans d'autres pays en Asie et dans une bonne partie de l'Afrique doit ressembler à ce que je viens de décrire à grands traits, ce qu'on a du mal ou qu'il est impossible de saisir vraiment quand on n'a jamais vécu dans ces pays-là.

Cette longue expérience que j'ai accumulée, influe évidemment sur le regard que je porte sur un certain nombre de questions, et explique en partie les désaccords que je peux avoir avec certains militants. Qu'ils m'en tiennent rigueur, c'est leur affaire, je ne les juge pas, je leur demanderais seulement de faire preuve de la même tolérance à mon égard à défaut de comprendre mes positions qui tranchent avec les leurs.

[Haut de page ↗](#)

## CAUSERIE

Samedi soir. Il est 21h53 ici à Pondichéry, je viens d'ajouter 34 articles dans les rubriques Economie, Politique, Social, International et Syrie. Bonne lecture et à demain.

En fait j'ai continué à bosser, il est 23h40. J'ai formaté les causeries du 1er au 8 décembre en pdf. Cela m'a pris deux heures.

Rectificatif.

Le 4 décembre par erreur en utilisant la fonction copier/coller, j'ai oublié de modifier le titre de l'article du jour consacré à ArcelorMittal, j'ai donc rectifié : "*Une aubaine pour ArcelorMittal*". Avant d'aller me coucher je vais me détendre un peu en écoutant de la musique (vidéos). Au fait, je n'ai évidemment pas eu le temps de lire les 34 articles que j'ai mis en ligne ce soir, on verra cela demain matin.

Dimanche matin.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Elle n'est pas belle la vie ? Patrons-voyous. Impunité.](#)

- La Bourse de Paris s'oriente vers une belle fin d'année - AFP
- Les entreprises doivent près de 20 millions d'euros à la Sécurité sociale - AFP
- Condamné 320 fois, Eternit n'a jamais versé un centime - LeParisien.fr

Comme Israël depuis 1947, quoi !

Qu'est-ce qui encourage la criminalité ? L'impunité, en haut, pas en bas, pour eux ils constistent de nouvelles prisons...

C'est donc délibéré qu'elle monte ? A votre avis ?

Ce à quoi il faut penser aussi, c'est que pendant ce temps-là, la Sécurité sociale a dû emprunter ces 20 millions d'euros aux marchés et leur payer des intérêts, à la place de ces entreprises, puisque la Sécurité sociale ne peut pas emprunter à l'Etat ou à sa banque centrale qui dorénavant dépend de la BCE.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Parole d'internaute.

1- *"Il y a toujours eu des modifications climatiques sur terre, dans un sens ou dans l'autre. Comment les écolos expliquent le réchauffement climatique après l'ère glaciaire? C'était l'industrialisation? De quoi et de qui?"*

Ils n'expliquent rien, ce sont des charlatans subordonnés au capitalisme.

2- *"L'urgence ? Hu hu hu, très drôle. On en est à un demi degré de hausse en plus de 130 ans. Il ne fait toujours pas plus chaud qu'il y a 1000 ans, et 2000 ans, et 3000 ans. Ni le rythme de la hausse ni la température ne démontrent la moindre influence humaine - qui existe peut-être, mais pas au point d'être mesurable et visible. Et maintenant, ça fait 16 ans qu'il n'y a plus de hausse du tout, ce qui invalide les modèles informatiques qu'ils ont utilisés pour leurs prédictions et pour "prouver" le réchauffement. Tu parles d'une urgence."*

Enfonçons le clou. Il y a des endroits sur terre où le rivage est attaqué ou rogné par la montée du niveau des océans, et à d'autres endroits des effets contraires ont été constatés, sauf qu'on n'entend parler que des premiers.

Quand j'habitais dans un village de pêcheurs il y a 15 ans, j'y ai passé 11 ans, à la suite de travaux réalisés par les autorités de Pondichéry pour rendre accessible le port de cette ville à des navires plus importants, en fait ils ont retiré des masses gigantesques de sable, à la suite de cela sur plus de 10 kilomètres le long de la côte en remontant vers le nord, le rivage connu une érosion sans précédent à une allure folle, de plusieurs dizaines de mètres par an au point que des villages entiers se retrouvèrent menacés par ce qui aurait pu s'apparenter par erreur à la montée du niveau de la mer, au total des dizaines de maisons furent détruites, c'était deux ans avant le tsunami de décembre 2006. Avant que le gouvernement du Tamil Nadu ne se décide enfin à construire des digues, ma maison se retrouva à une dizaine de mètres des premières vagues, je vous passe les détails et le cauchemar que nous avons vécu pendant deux ans.

Un jour sur ce qui était devenu la plage au niveau des premières vagues et qui hier encore était le rivage, apparurent d'énormes blocs en béton. Ils étaient situés environ à 150 mètres à l'intérieur des terres par rapport au rivage tel qu'il était en juillet 2000 quand j'avais acheté un morceau de plage et ce qui restait d'une maison délabrée. J'ai demandé aux villageois d'où ils sortaient. Ils m'ont expliqué qu'autrefois ils servaient à amarrer les bateaux ou que c'était une partie de l'armature d'une sorte de quai qui existait alors, car le niveau de la mer se situait à cet endroit-là à cet époque-là, certains pêcheurs m'ont même affirmé que plus en arrière encore dans le temps, la mer avait pénétré beaucoup plus profondément dans les terres selon ce que racontent les anciens.

Il s'agit là d'un témoignage visuel, direct, le mien. Ces trois énormes blocs en béton ne dataient pas de milliers d'années, au passage une sorte de béton existait déjà à l'époque des Romains et il fut redécouvert au milieu du XVIIIe siècle, ils étaient enfouis à environ trois mètres de profondeurs sur le rivage et avaient été recouverts par le sable lorsque la mer s'était retirée de plusieurs centaines de mètres à une autre époque, ce qui signifie qu'au fil des siècles et sans que l'activité humaine y soit pour quelque chose, l'emplacement du rivage a connu de multiples variations. Les écologistes peuvent le nier ou l'occulter, c'est un fait.

3- *"Que le climat change ne fait guère de doutes. En décembre il n'y a presque pas de neige même dans les pays du grand Nord. Ce livre étonnant "les corps indécents" nous dit "Tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, l'humanité sera confrontée au problème global de sa survie". On risque d'y arriver plus tôt que l'on ne pense !"*

Effectivement, reste à savoir exactement pourquoi.

Ces mêmes grands scientifiques et explorateurs affirmaient il y a peu encore, que les réserves de pétrole seraient épuisées d'ici quelques décennies, alors que depuis on a découvert dans le monde des dizaines de nouveaux gisements.

Le climat peut changer rapidement sous l'influence de plusieurs facteurs et leur combinaison peut accélérer ce processus, personne ne le niera, mais là encore faut-il encore que l'on sache quels facteurs précisément en est la cause aujourd'hui.

Ils n'ont évidemment pas évoqué l'utilisation de Haarp par l'armée américaine, alors que cette machine infernale à la possibilité d'influer sur le climat et la température, ce n'est pas moi qui le prétend, mais des scientifiques qui ont décrit ses possibilités, ainsi que différents rapports internationaux, dont un du Parlement européen que j'ai mis en ligne.

### [Le fer de lance de la réaction monte au créneau.](#)

Arrivée en tête des motions de l'UMP, la Droite forte a demandé samedi une représentation dans les instances dirigeantes du parti "à la hauteur du score qu'elle a obtenu", affichant sa volonté de devenir "le fer de lance" de l'opposition.

Ce courant, situé à la droite de l'UMP, était arrivé en tête des élections internes du 18 novembre avec 28% des suffrages exprimés lors d'un scrutin parallèle à celui de l'élection du président et qui, lui, n'a pas été contesté.

*"Par ces actions et fort de son succès démocratique incontestable, la Droite forte entend devenir le véritable fer de lance de l'opposition au gouvernement",* proclame le mouvement dans un communiqué. AFP 08.12

### [ArcelorMittal. Un problème de "communication" ? Qu'on nous permette d'en douter fortement.](#)

- Les quatre nouveaux engagements d'ArcelorMittal sur Florange - L'Expansion.com avec AFP

Mittal confirme les suppressions d'emplois et renvoie la version 2 d'Ulcoss... au-delà d'un an, un jour indéterminé. Voilà ce que Mittal, le gouvernement et les médias appellent des "nouveaux engagements", en réalité la confirmation de l'accord passé entre le gouvernement et Mittal en faveur de celui-ci et pas davantage. La preuve.

- Car si la candidature d'un premier projet Ulcos à un financement européen a été retirée, il est théoriquement possible de présenter un autre projet au prochain appel d'offres. Lequel ne se produira toutefois pas avant un an...

*"Le groupe s'engage à conduire un dialogue social exemplaire pour parvenir à un accord collectif qui soit basé exclusivement sur*

*le volontariat, les dispositifs de gestion des fins de carrière et la mobilité interne au site*", a-t-il insisté. L'Expansion.com avec AFP 08.12

[Conférence sur le climat à Doha. Le pendant des politiques d'austérité imposées par les capitalistes à tous les peuples en Europe. La charia climatique, Delphine Batho aime.](#)

Abrégeant dans un coup d'éclat des négociations qui s'éternisaient à Doha, la présidence qatarie de la conférence de l'ONU sur la lutte contre le changement climatique a fait adopter samedi un accord dont la pièce maîtresse est la naissance de l'acte II du protocole de Kyoto.

La méthode peu orthodoxe du vice-Premier ministre qatari Abdallah al-Attiya, qui présidait les débats en réunion plénière, a suscité la colère de la délégation russe qui a dénoncé un passage en force.

Alors que les négociations traînaient en longueur et avaient déjà plus d'un jour de retard sur le calendrier prévu, M. Attiya est monté à la tribune et a adopté, en rafales et prenant de surprise les délégations, la série de textes en discussion depuis le 26 novembre par plus de 190 pays.

"C'est la première fois que je vois un tel précédent", a dénoncé le délégué russe. "Les décisions adoptées reflètent la volonté des parties dans leur ensemble", a répondu M. Attiya.

Pour la ministre française de l'Environnement Delphine Batho, "il fallait éviter qu'un seul pays bloque le résultat si difficile à obtenir au bout de ces 15 jours".

L'accord obtenu est "une avancée modeste mais essentielle", a déclaré la commissaire européenne chargée du climat, Connie Hedegaard.

Le point le plus important de cet accord est le lancement de la seconde période d'engagement du protocole de Kyoto, qui engage l'Union européenne, l'Australie et une dizaine d'autres pays industrialisés à réduire leurs émissions de GES entre janvier 2013 et décembre 2020.

Sa portée sera essentiellement symbolique car les pays engagés ne représentent que 15% des émissions de GES dans le monde, après le désistement du Japon, de la Russie et du Canada. Les Etats-Unis, deuxième pollueur au monde, n'a jamais ratifié Kyoto.

Les pourparlers ont été bloqués de longues heures samedi par la question de "l'air chaud", le surplus de quotas d'émissions de GES hérités de Kyoto 1, soit 13 milliards de tonnes équivalent CO2, détenus principalement par la Russie, l'Ukraine et la Pologne.

De nombreux pays, notamment en développement, s'inquiètent de l'utilisation de ces crédits, mettant en avant qu'ils ne permettent de réduire les GES que sur le papier.

Le texte présenté par le Qatar n'annule pas cet "air chaud" mais l'Australie, l'UE, le Japon, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège et la Suisse se sont solennellement engagés à ne pas en acheter pour respecter leurs engagements au sein de Kyoto 2.

Malgré le ralentissement économique mondial, la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère a par ailleurs atteint un niveau record en 2011, d'après l'Organisation météorologique mondiale.

Même si tous les pays respectaient leurs engagements actuels, la température mondiale augmenterait de plus de 3° Celsius d'ici 2100. Or, pour le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), un réchauffement de plus de 2°C entraînera une hausse du niveau des mers et des phénomènes extrêmes plus fréquents, tels qu'inondations, sécheresses ou tempêtes.

De tels bouleversements perturberont les pratiques agricoles et l'accès à l'eau potable alors que la population mondiale est en pleine expansion.

Pour le Giec, la probabilité que le changement climatique soit d'origine humaine est de plus de 90%. Reuters et AFP 08.12

A défaut de probabilité, nous avons une certitude : c'est bien la survie du capitalisme qui est la cause de la pollution sans précédent de la planète et de la destruction massive de l'environnement avec les répercussions sur la santé de la population mondiale.

Une nouvelle fois cet accord ne s'appliquera (principalement) qu'aux pays de l'Union européenne.



Il servira à justifier les milliards d'euros que l'UE et les gouvernements octroieront généreusement aux multinationales pour diminuer leur rejet de CO2 dans l'air... Dit autrement, pour se moderniser à moindre frais puisque finalement ce seront les contribuables européens, les travailleurs, qui paieront la note à leur place. C'est une manière déguisée de ponctionner une partie supplémentaire de la plus-value distribuée aux travailleurs en échange de la vente de leur force de travail.

Le gouvernement français est satisfait, c'est l'essentiel.

Le Parisien. Que reprenez-vous de ce sommet de l'ONU ?

Delphine Batho. «Je préfère que l'on se quitte sur un accord que sur rien du tout. Mais je reconnais que cet accord n'est pas à la hauteur de l'urgence climatique. C'est une étape modeste qui peut même paraître dérisoire alors que tous les scénarios les plus pessimistes des climatologues sont aujourd'hui dépassés par les faits.

(Les faits, parlons-en. J'ai lu il y a quelque temps dans différents articles qu'en réalité la température avait été plus élevée à différentes époques dans le passé, au XVIIIe ou XIXe siècle je ne sais plus, sans remonter à des milliers d'années en arrière où ce fait est avéré et incontestable, sans doute dû à des éruptions solaires importantes ou d'autres phénomènes cosmiques comme des variations du champ magnétique de la terre ou de son environnement, contrairement à la collision (avec) ou la chute de gigantesques météorites sur notre planète qui avait entraîné son brutal refroidissement.

L'urgence, c'est d'en finir avec le capitalisme. C'est d'en finir avec toutes ces loques qui estiment qu'un misérable accord vaut toujours mieux que rien du tout, au lieu de le rejeter tout simplement, mieux, de refuser de participer à ce genre de conférence présidé par l'un des Etats les plus pollués de la planète. - Ndlr)

Que restera-t-il de Doha ?

La signature de l'acte 2 du protocole de Kyoto qui est actuellement le seul instrument contraignant permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il n'engage malheureusement que l'Union européenne, l'Australie et une dizaine d'autres pays industrialisés, soit seulement 15% des émetteurs de gaz à effet de serre dans le monde. leparisien.fr 08.12

(Pour faire avaler la pillule aux ignorants, ils se servent des pays sous-développés ou en voie de développement pour culpabiliser la population des pays les plus développés qui porterait la "responsabilité historique" du "dérèglement climatique", il faut bien trouver un coupable.

A l'opposé, nous estimons que jusqu'à nos jours l'homme a été incapable de concevoir son développement (économique ou social) de manière consciente avec toutes les conséquences que cela implique sur ses conditions d'existence et la nature, et que la responsabilité en incombe uniquement à la classe dominante qui avait le pouvoir de les éviter. Madame Batho en tant que représentante du capitalisme, vous êtes directement concernée. - Ndlr)

Mais les pays du Sud sont très attachés à ce protocole, seul instrument légal sur le climat, au nom de la "responsabilité historique" du Nord dans le dérèglement climatique. AFP 08.12

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi a accepté samedi soir d'abandonner ses pouvoirs renforcés pour sortir de la plus grave crise depuis son élection, mais a maintenu au 15 décembre un référendum sur un projet très controversé de Constitution.

Ces décisions ont été annoncées à l'issue d'une rencontre entre le chef de l'Etat islamiste et des personnalités politiques, quelques heures après que l'armée égyptienne eut appelé au dialogue pour éviter que la crise ne débouche sur un "désastre".

"Le décret constitutionnel est annulé à partir de maintenant", a déclaré Selim al-Awa, homme politique islamiste et conseiller de M. Morsi, en faisant le compte-rendu de la rencontre lors d'une conférence de presse à la présidence, en présence du porte-parole du chef de l'Etat.

Ce décret qui plaçait les pouvoirs de M. Morsi au-dessus de tout recours en justice avait provoqué une tempête de protestations

et déclenché une fronde au sein de la magistrature. Un nouveau décret le remplace, qui ne comprend plus cette clause.

M. Morsi a en revanche confirmé la date du 15 décembre pour la tenue du référendum sur le projet de Constitution, car la modifier est juridiquement impossible, a-t-il ajouté en présence du porte-parole du chef de l'Etat.

L'opposition souhaite qu'un report permette d'élaborer un texte plus consensuel. Elle accuse la mouture actuelle d'ouvrir la voie à une islamisation accrue de la législation et de manquer de garanties pour les libertés, en particulier d'expression et de religion.

Ces annonces ont été faites quelques heures après que l'influente armée égyptienne eut lancé un appel solennel au dialogue.

Dans son communiqué, l'armée a prévenu que, faute de dialogue, l'Egypte emprunterait "*un sentier obscur qui déboucherait sur un désastre*", ce que l'institution militaire "*ne saurait permettre*".

Le Front du salut national a appelé dans la journée à poursuivre le mouvement de protestation jusqu'à ce que ses "*revendications légitimes et pacifiques se concrétisent*".

Le FSN a également laissé planer une menace de grève générale pour faire plier M. Morsi, dont elle avait la veille décliné une offre de dialogue jugée "*pas sérieuse*".

Les formations islamistes qui soutiennent M. Morsi, dont le puissant mouvement des Frères musulmans dont est issu le président, ont en revanche refusé catégoriquement tout report du référendum constitutionnel. AFP 08.12

## 2- Italie

Le président du Conseil italien Mario Monti a annoncé samedi son intention "*irrévocable*" de démissionner une fois approuvé le budget, en réaction au lâchage de son gouvernement par Silvio Berlusconi qui va se représenter une nouvelle fois aux suffrages des Italiens.

Ainsi la crise qui enflait depuis plusieurs jours est à son comble: la rupture a été consommée en un jour et Silvio Berlusconi occupe à nouveau le terrain.

Selon un communiqué du Quirinal, la présidence de la République, résumant un entretien avec le président Giorgio Napolitano, M. Monti ne juge plus "*possible de poursuivre son mandat et a manifesté en conséquence son intention de présenter sa démission*".

L'ancien commissaire européen, qui a introduit en Italie une rigueur sans précédent, entend d'abord "*vérifier*" si les forces politiques qui ont soutenu son gouvernement de techniciens depuis fin 2011 sont prêtes à être cohérentes avec leurs engagements, et donc à voter le budget.

Il lance au passage un avertissement: un échec à approuver le budget avant le 31 décembre aurait des conséquences très graves pour l'Union européenne et pour l'Italie.

Le Peuple de la liberté (PDL) est au bord de la scission entre modérés et aile droite. Un récent sondage de l'Institut SWG le crédite de moins de 14% (13,8%) au prochain scrutin national, alors qu'il avait triomphalement remporté celui de 2008 avec 38%.

M. Berlusconi a annoncé une réunion dimanche du PDL, ainsi que des contacts avec son ex-allié populiste, la Ligue du Nord. AFP 08.12

---

## ECONOMIE

### Irlande

L'Irlande "*a besoin de plus de temps*" pour rembourser l'argent utilisé pour renflouer ses banques, a réclamé samedi dans la presse allemande le gouverneur de la Banque centrale d'Irlande, Patrick Honohan.

"*Le gouvernement essaie de regagner la confiance des marchés financiers et le plan de remboursement actuel complique cela*", a estimé M. Honohan, dans un entretien au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

L'Irlande, dont les banques avaient été durement frappées par la crise financière, avait dû demander fin 2010 une aide à

l'Union européenne, à la Banque centrale européenne (BCE) et au FMI.

Ce plan de sauvetage prévoyait 85 milliards d'euros d'aides sur trois ans en échange de la mise en oeuvre de douloureuses mesures d'austérité. Plus de 30 milliards d'euros ont été prévus pour renflouer les banques en difficultés Anglo Irish Bank et Irish Nationwide Building Society (INBS), nationalisées puis fusionnées.

*"Cet argent sera assurément remboursé, mais cela doit s'opérer sur une période plus longue"*, a affirmé M. Honohan.

Interrogé sur le délai supplémentaire nécessaire pour rembourser, le gouverneur de la Banque centrale d'Irlande a plaidé pour la recherche d'une "solution durable", qui n'aurait pas à être de nouveau modifiée par la suite.

*"En conséquence, le délai de remboursement devrait être considérablement allongé"*, a-t-il ajouté, sans donner aucune autre précision.

M. Honohan, également membre du conseil des gouverneurs de la BCE, a expliqué que la BCE montrait des doutes sur l'octroi d'un tel délai, parce qu'elle doit assurer qu'il ne s'agit pas là de financement direct d'un Etat, ce qui lui est interdit.

*"C'est complexe, mais à mon avis, c'est possible"*, a-t-il déclaré.

L'Irlande, qui a fait cet été son retour sur les marchés financiers et fait figure d'élève modèle parmi les pays européens en difficultés, a présenté mercredi son sixième budget de rigueur consécutif. AFP 08.12

C'est d'autant plus possible que ces 85 milliards d'euros ont été accordés à un taux d'intérêt plus élevé que celui pratiqué aujourd'hui, donc en remboursant sur une plus longue durée, l'Irlande, les travailleurs quoi, engraisseront les rentiers plus longtemps, ce serait étonnant que cette proposition les laisse indifférents.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 10 décembre

## CAUSERIE

La photo plus haut sur l'Egypte est du 7 décembre et non du 7 novembre écrit par erreur.

Bonne semaine à tous, le lundi c'est mon jour de congé hebdomadaire.

---

## ACTUALITE DU JOUR

**Le PS, ses satellites et ses alliés de la "*gauche de gauche*" : ils fraient la voie à la réaction.**

Tout se déroule exactement comme nous l'avions indiqué dans des causeries plusieurs mois avant les élections présidentielles et législatives.

Il y avait trois élections partielles hier, dans la 6e circonscription de l'Hérault, dans la 13e circonscription des Hauts-de-Seine et enfin dans la 1er circonscription du Val de Marne. Successivement, le taux d'abstention a été de 58,46%, 63% et 70,6%. Champigny Ouest détient le record d'abstentions avec 79,54% !

L'UMP arrive en tête dans ces trois circonscriptions, mieux, dans celle du Val de Marne le candidat du PS est éliminé dès le premier tour au profit d'un candidat UMP dissident.

Dans cette circonscription il s'est produit un autre évènement qui pourrait servir de test (national) avant d'être étendu à tout le pays lors de chaque élection et qui porterait le coup de grâce à la démocratie (bourgeoise) à l'agonie : l'irruption de deux nouveaux partis, le parti pirate et le parti blanc qui se veulent apolitique, donc favorable à l'union nationale, à la collaboration de classes, au corporatisme, à l'affaiblissement de l'Etat qui profiterait à l'ultra libéralisme incarné par Copé à l'UMP, donc à l'Union européenne qui est l'agence européenne du gouvernement mondial de l'oligarchie financière internationale.

Ces deux partis ont pour fonction d'empêcher que les électeurs critiques envers la politique du gouvernement ne reportent leurs voix sur d'autres partis que l'UMP ou le PS qui constituent les deux partis institutionnels appelés à gouverner alternativement, et dont les objectifs politiques sont identiques, dictés par l'UE, le bras armé des banquiers et des multinationales qu'ils contrôlent.

En fait de "révolution par les urnes" (Mélenchon), on assiste à une contre-révolution où l'extrême droite UMP (copéiste) et FN se renforcent, traduisant si besoin était l'impossibilité pour les partis ouvriers d'obtenir la majorité au sein des institutions, donc l'impossibilité d'obtenir un changement politique par les urnes ou dans le cadre des institutions antidémocratiques de la Ve République, ce qui confirme que le seul moyen d'y parvenir demeure une révolution qui mettra à bas l'Etat des capitalistes, le soulèvement révolutionnaire des masses exploitées sous la direction de la classe ouvrière et un véritable parti communiste qui hélas n'existe pas.

### Leur morale : la liberté pour les nantis, la servitude pour la masse des exploités.

François Hollande a annoncé dimanche la mise en place en 2013 d'un «*Observatoire national de la laïcité*», chargé notamment de formuler des propositions sur la transmission de la morale publique à l'école, selon un communiqué de l'Elysée.

En septembre, le ministre de l'Education Vincent Peillon avait annoncé la mise en place d'une mission sur la transmission de la «*morale laïque*» à l'école, qui deviendrait une discipline à part entière. 20minutes.fr 09.12

L'école doit servir à combler l'ignorance qui nous est échue à notre naissance, à transmettre des connaissances, à éveiller la curiosité et la conscience des jeunes pour qu'ils développent un esprit critique envers la société capitaliste, conditions pour qu'ils puissent trouver la voie du combat pour la liberté, pour briser les chaînes de la servitude humaine, à défaut d'en bénéficier directement puisque la société nous l'interdit telle qu'elle existe.

Quant à la laïcité, si elle n'est pas couplée au combat pour en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui repose sur l'ignorance humaine, elle ne vaut guère mieux que le combat pour la défense des libertés d'expression ou de la liberté tout court qui profite avant tout à la classe dominante, tandis que l'immense masse de la population est privée du droit de décider de son destin.

Nous rejetons toute participation à cet «*Observatoire national*» comme à toute institution ou comité dans lesquels figurent des partis se réclamant du marché, du capitalisme.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Syrie

Le patron de l'UNRWA appelle les Palestiniens à rester en dehors du conflit syrien

(UNRWA. Il s'agit de l'agence des Nations Unis sur les réfugiés) - Ndlr)

Le patron de l'UNRWA Filippo Grandi a appelé les réfugiés palestiniens en Syrie, dont certains ont pris part aux combats entre rebelles et soldats, à ne pas s'impliquer dans le conflit qui déchire le pays depuis 20 mois, dans un entretien à l'AFP.

"*Les Palestiniens doivent rester neutres et toutes les parties doivent respecter cela. Personne ne doit les impliquer dans la crise*", a déclaré jeudi le commissaire général de l'Office de l'ONU de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine.

Selon des militants, des membres du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) combattent au côté des troupes du régime de Bachar al-Assad tandis que des membres du Hamas ont rejoint les rangs rebelles à Damas et dans sa région.

Autrefois allié du pouvoir à Damas qui l'hébergeait, le Hamas est en brouille avec le régime Assad qui réprime depuis 20 mois une révolte portée notamment par les Frères musulmans dont est issu le mouvement islamiste palestinien.

M. Grandi a rencontré mercredi et jeudi à Damas plusieurs responsables dont le ministre des Affaires étrangères Walid Mouallem qui avait appelé les Palestiniens à rester éloignés des "*terroristes*", terme par lequel le régime désigne les rebelles. AFP 07.12

Camarades Palestiniens, la Syrie vous a accueilli, défendez la souveraineté de ce pays contre les puissances occidentales qui veulent le détruire. A bas l'ONU !

2- Bangladesh La police a tiré des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour disperser dimanche des manifestations dans plusieurs villes du Bangladesh en faveur du rétablissement d'un organisme indépendant pour superviser les élections de l'an prochain.

Les affrontements ont fait une centaine de blessés, a dit la police.

La foule, composée notamment de partisans du Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) de la Bégum Khaleda Zia, ancien Premier ministre, a mis le feu à une trentaine de véhicules dans la capitale Dacca ainsi que dans d'autres villes du pays.

La route entre Dacca et le port de Chittagong a été coupée par les manifestants. Reuters 09.12

---

## SOCIAL

### 1- Espagne

Des milliers de professionnels du secteur de la santé, en grève depuis novembre, ont manifesté dimanche à Madrid contre un projet du gouvernement régional de la capitale espagnole prévoyant la privatisation de l'administration de plusieurs hôpitaux et centres médicaux.

"*La santé n'est pas à vendre*", ont scandé certains manifestants vêtus de blouses blanches, qui protestaient également contre les coupes budgétaires décidées par le gouvernement central de Mariano Rajoy.

Le projet présenté en octobre par la communauté autonome de Madrid, sur lequel le gouvernement central est par ailleurs resté silencieux, prévoit que six hôpitaux et des dizaines de dispensaires soient administrés par le secteur privé.

La manifestation était la troisième en date contre ce plan, qui prévoit aussi de taxer les patients à hauteur d'un euro par ordonnance. Reuters 09.12

### 2- Etats-Unis

Coupon alimentaire contre l'acceptation d'une technologie d'identification biométrique ?

Aux Etats-Unis, des conditions drastiques commencent à être imposées pour obliger les individus voulant bénéficier d'une aide alimentaire à se faire « marquer » d'une manière ou d'une autre. Explication des autorités fédérales : la technologie d'identification biométrique permettra de réduire la fraude. Cette technologie permet d'identifier une personne sur la base de caractéristiques physiques telles que les empreintes digitales, la forme de la main, les yeux du visage, etc.

Ce sujet avait été abordé par plusieurs sites d'informations depuis de nombreuses années. On se souviendra par exemple et tout particulièrement de Serge Monast qui, dans les années 80, a compilé de nombreux documents de première main pour annoncer ce sombre futur qui tend à devenir la réalité du jour.

Selon certains sites d'informations américains, un système d'identification biométrique est actuellement mis en œuvre à un certain niveau en Arizona, en Californie, dans le Connecticut, le Massachusetts, le New Jersey et New York ainsi que le Texas : le scan du doigt. Plusieurs autres Etats s'engagent dans la mise en pratique de cette technologie. Il est cependant difficile de déterminer en l'état actuel l'évolution et les systèmes d'identification biométrique qui seront communément adoptés par les Etats américains au fur et à mesure du déroulement de la crise. D'aucuns évoquent des calendriers d'exécution en fonction de priorités et de considérations internes. Ils affirment que les processus actuellement développés de contrôle des individus ne donnent pas lieu à des problèmes particuliers et rien ne laisse donc entrevoir des objections massives à l'utilisation et au développement d'une diffusion large de la technologie RFID pour ceux qui ont faim. Liesi 05.12

---

## ECONOMIE

### 1- Marchés financiers

## Les marchés nagent dans l'absurdité.

Aujourd'hui, il n'y a pas un seul marché qui réponde à la loi de l'offre et de la demande. Ils sont tous manipulés par les interventions des Banques Centrales sur quelques titres, quelques points-clés, qui vont envoyés les marchés à la hausse ou au contraire, pour certaines matières premières, les envoyer à la baisse.

Les banques sont en faillite depuis 2008, mais les BC rachètent progressivement les valeurs qui pèsent dans leurs bilans, et devraient les envoyer au fond de l'océan. C'est le cas des MBS aux USA, rachetés d'abord par tranche de 40 B\$/mois et désormais par 80B\$, soit 1T\$ par an. Début 2013, la Fed se lancera dans le rachat des Student's loans pour un Trillions de \$. Ces prêts étudiants délivrés avec la même largesse que les subprimes, puisque les étudiants n'ont pas de revenus et font très facilement défaut, ont permis de falsifier dans les grandes largeurs les statistiques du chômage aux Etats-Unis, puisqu'un chômeur suivant une formation complémentaire, est retiré de la liste des demandeurs d'emploi. Mais les banques ayant financé cette Manipulation de la Perception Economique pour le compte de la Fed et du gouvernement en place, doivent être refinancées. On va donc créer de la monnaie en très grande quantité pour effacer ces dettes... ou du moins, les effacer des bilans des banques.

En Europe, ce n'est guère mieux, juste un peu plus compliqué, puisque les Allemands n'acceptent pas la destruction monétaire inhérente à ces manipulations. L'Allemagne l'accepte d'autant moins, que la Réserve Fédérale ne veut pas lui rendre l'or national, théoriquement stocké aux Etats-Unis. Depuis une vingtaine d'année, l'or des BC a été loué aux Bullion Banks, qui en jouait sur les marchés, pour contenir le prix de l'or. Une grande partie de cet or a été perdu par les BB, qui auraient trouvé plus fort qu'eux à ce jeu, depuis que les Chinois ont droit d'acquérir de l'or et que la Chine appuie de tout son poids pour se constituer des réserves d'une part et pour forcer une réforme monétaire, d'autre part. Certains analystes considèrent que le nouveau système monétaire, prôné par la BoPC a été conçu en Allemagne.

Le cas échéant, on pourrait se demander... et ce n'est qu'une hypothèse... si l'Allemagne ne joue pas un double jeu. Je m'égare sûrement, mais intellectuellement, ce n'est pas sans intérêt. Les lecteurs de mon livre « *Histoire de l'Argent* » savent que Sergueï Aleynikov, l'analyste programmeur qui a conçu le programme de HFT de Goldman Sachs, avait livré une copie de ce programme à la Russie et à l'Allemagne. Ils savent par ailleurs que depuis plus de deux ans, de véritables raids ont été menés sur le LBMA, tant sur le marché que dans les entrepôts pour exiger livraison, par des acteurs multiples de nationalité inconnue. Ces acteurs semblaient « *organisés et coordonnés avec une précision militaire* », disait le « *trader de Londres* ». J'ai envie de rajouter... avec une rigueur toute teutonne. C'est là, où on pourrait entrevoir le double jeu allemand. D'un côté, ils achètent secrètement de l'or sur les marchés en prévision de la réforme monétaire, qu'ils ont conçu et que Chine et Russie vont chercher à imposer, d'autre part, ils exigent de la BoE et de la Fed une restitution de leurs réserves d'or, les poussant à la faute et créant les conditions d'une crise systémique.

Si l'Allemagne a conçu le prochain système monétaire et que l'argent y a un rôle, l'Allemagne pourrait discrètement se constituer des réserves de silver à l'instar de la Chine. Cela pourrait expliquer les quotas à l'exportation de l'Allemagne sur l'Argent et les autres métaux rares.

Pour revenir à l'absurdité des marchés, Jim Grant dans un excellente interview sur Bloomberg, justifiait la nomination d'un homme de GS à la tête de la Banque d'Angleterre, par le fait qu'aujourd'hui pour tenir ce rôle, il ne suffisait pas de savoir échanger de l'or contre des billets de banque ou inversement, les Anglais savent faire cela depuis 300 ans.

Jim Grant disait sur Bloomberg sur le rôle des gouverneurs de Banque Centrale aujourd'hui, qui doivent d'abord être « *manipulateurs de marché* », « *experts en propagande* » et « *tuteurs de la gent financière* » et que c'est pour cela, qu'il fallait être sorti de Goldman Sachs pour remplir au mieux ce rôle.

Goldman Sachs doit avoir une filiale secrète à Broadway ou Hollywood, du genre "*cours Laurent*", permettant de former des artistes au rôle d'amuseur de la galerie financière.

Aujourd'hui il faut être à la fois un manipulateur de marché, un tuteur de l'ensemble du monde financier et un expert en propagande. Ce poste est donc devenu autrement plus complexe, d'où le choix de ce canadien formé chez Goldman Sachs. Dans cette même interview, Jim Grant dit que tous les marchés sont manipulés à la hausse pour créer un climat heureux, une euphorie acheteuse malgré la dépression (cachée). Liesi 06.12

## 2- France.

Vous vous souvenez que la direction de France Telecom avait mis en place le plan NeXt, pour essayer de dégouter 22.000 fonctionnaires et les pousser à démissionner. Quelques suicides plus tard, on peut se demander si ces Messieurs de la Finance n'ont pas mis en place un Plan B. France Telecom tient encore près de 40% du marché. En provoquant sa chute en bourse, la société aurait de plus en plus de mal à se financer, d'autant plus que l'UE interdit désormais à l'Etat de s'immiscer dans les affaires privées. Sa capitalisation boursière ayant fondu, France Telecom va être sorti du CAC et de ce fait, pour tous

les fonds d'investissements internationaux, elle va perdre de la visibilité et sa liquidité actuelle. Il est donc urgent pour eux de vendre cette ligne d'action. France Telecom va perdre sa capacité d'investissement et sera poussée dans les cordes jusqu'à la faillite.

Une telle société a-t-elle droit à faire faillite ? Je ne le sais pas, mais nous sommes dans un nouveau paradigme, même si la branche socialiste de l'UMPS est aux manettes. (Une autre comédie toute de faux-semblant, comme le divorce Fillon-Copé.) Au final, les sociétés privées vont récupérer les structures de FT (centres répartiteurs, etc.), laissant les fonctionnaires s'accrocher à une coquille vide.

Attendez quelques mois et vous verrez que cette analyse est peut être visionnaire. Liesi 08.12

[Haut de page ↗](#)

---

Le 11 décembre

## CAUSERIE

Hier, c'était mon jour de congé hebdomadaire, en réalité j'ai quand même bossé une partie de la journée. Le soir j'ai formaté les fichiers qui contiendront les causeries et les articles de presse de 2012, j'y ai passé un peu plus d'une heure.

Le matin j'ai rencontré le cardiologue et médecin traitant de mon épouse à Pondichéry. Il a voulu avoir un entretien sans la présence de mon épouse et pour cause. Il m'a dit que le scanner qu'elle avait passé il y 10 jours avait confirmé qu'elle avait un problème au cerveau, l'hémorragie intervenue lors de la greffe de ses deux valves cardiaques il y 6 ans et demi aurait laissé des séquelles si j'ai bien compris, mon anglais est approximatif.

Ce problème se situerait dans la partie frontale du cerveau, il m'a dit que de ce fait elle était dans le même état que quelqu'un qui était sous l'emprise de l'alcool, ce qui explique qu'elle a des réactions imprévisibles, souvent violentes, des crises de colère incontrôlables ou des moments où elle fait n'importe quoi ou prend une décision, tient des propos incohérents sans en avoir conscience, bref qu'elle avait des moments de folie et qu'il fallait faire avec, une bonne nouvelle quoi. Bien entendu, il n'y a rien à faire, ce sera à moi de le supporter quand elle est en Inde et de m'inquiéter quand elle est seule en France. La solution serait qu'elle reste en Inde, mais elle déteste l'Inde, sa famille, les Indiens, la société qui dit-elle est mille fois pire qu'en France, donc camarades estimez-vous encore heureux et ayez une petite pensée pour moi au passage.

## L'évasion fiscale est légale... tout comme le chômage, la précarité et la pauvreté

Lire à ce sujet l'article en ligne dans cette page sur Google.

Je ne comprends pas pourquoi l'attitude de Gérard Depardieu devrait choquer, pas plus que celle des patrons du CAC 40 d'ailleurs.

Ils ont raison ou plutôt, c'est le législateur qui leur donne raison puisque c'est lui qui leur permet de se goinfrer et de ne pas payer d'impôts ou si peu ou encore de s'exiler fiscalement pour ne pas en payer ou si peu.

En revanche, ce qui est choquant, c'est que ce système qui favorise les nantis existe, tandis que la pauvreté s'étend, et que les âmes charitables qui s'émeuvent de l'attitude des privilégiés, n'estiment pas indispensable de se rassembler pour mettre à bas le système capitaliste, la Ve République. Mais pas seulement.

La législation fiscale française est conforme aux idéaux ultra libéraux de l'Union européenne, pour laquelle il ne doit y avoir aucune entrave à la liberté de circulation des capitaux, et si l'UE ne voit aucun inconvénient à compter dans ses rangs des paradis fiscaux (Luxembourg, Grande-Bretagne, etc.) et à ce que les multinationales européennes aient des comptes dans l'un des 73 paradis fiscaux qui existent à travers le monde, sans aller bien loin, la Suisse, il y a tout lieu de penser que l'harmonisation fiscale européenne que certains réclament à cor et à cri qui pourrait voir le jour, sera réalisée au profit de la fiscalité la moins contraignante pour les riches et non l'inverse. Raison de plus pour rompre avec l'UE.

Il est plus facile de dénoncer "*l'absence de sens moral*" (Libération) de ces nantis pris individuellement, que de s'attaquer à un système économique qui ne fait que reproduire sans cesse ce qui est à la base de son fondement : les inégalités entre les classes et l'existence des classes elle-même. Eradiquer ces inégalités nécessite donc d'inverser le rapport existant entre les classes au profit de la classe qui produit les richesses au détriment de celle qui les accapare, de remplacer la dictature du capital par la dictature du prolétariat, d'en finir avec le capitalisme.

## ACTUALITE EN TITRES

[Quelle horreur, sortez vos mouchoirs !](#)

- La surtaxe sur les plus-values immobilières, une "*calamité*"? - L'Expansion.com

[Propagande. Conditionnement idéologique.](#)

- Vincent Peillon prêt à revaloriser les salaires des profs - Reuters

Normal, c'est leur fond de commerce idéologique.

- Enseignant, métier d'avenir pour huit Français sur dix - AFP

C'est vrai qu'on aime bien les profs, on n'aimera moins ce qu'ils enseignent, chut, c'est tabou ! Tous les partis comptent une tripotée de profs parmi leurs dirigeants...

- Un enseignant suspendu pour avoir demandé à ses élèves de s'imaginer au bord du suicide - AFP

Une idée débile en effet.

[Non, sans blague ?](#)

- Les "*minijobs*" pénalisent les vraies embauches en Allemagne - L'Expansion.com

[Austérité quand tu me tiens...](#)

- Maserati prévoit de vendre 13.000 berlines Quattroporte en 2013 - Reuters

- Grande-Bretagne: BAE va construire un nouveau sous-marin pour 1,5 milliard - AFP

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[Seule l'intention compte...mais cela dépend envers qui.](#)

A l'endroit des nantis du capitalisme

Le gouvernement français veut séduire les investisseurs financiers internationaux en chargeant son ministre des Finances de dissiper les craintes sur l'interventionnisme de l'Etat, les hausses d'impôts et la mise en place des réformes structurelles.

Pierre Moscovici a reçu lundi un groupe d'investisseurs asiatiques, américains et européens, dont des fonds de pension et des fonds d'arbitrage (hedge funds). Il avait déjà rencontré un grand nombre d'investisseurs anglo-saxons fin novembre.

Pierre Moscovici a dit à Reuters avoir détaillé les "trois piliers" de la politique économique du gouvernement : la stabilisation de la zone euro, le sérieux budgétaire et la compétitivité.

Après les mesures pour accroître la compétitivité des entreprises, la réforme du marché du travail négociée par les partenaires sociaux, l'examen de la dépense publique et du financement de la protection sociale doivent prouver la volonté de mener des réformes structurelles dans le pays, a souligné Philippe Gudin de Vallerin, chef économiste Europe de Barclays, ancien de la Direction générale du Trésor à la sortie de la rencontre. Reuters 10.11

A l'endroit des victimes du capitalisme

Ayrault présente un plan de lutte contre la pauvreté.



La ministre des Affaires sociales Marisol Touraine a donné lundi le coup d'envoi de la conférence nationale de lutte contre la pauvreté, soulignant l'engagement du gouvernement "*non seulement de la combattre, mais aussi de la faire reculer*".

"*Il est temps, plus que temps de dire non à banalisation de la pauvreté*", a assuré Mme Touraine, en ouvrant cette conférence au palais d'Iéna, siège du Conseil économique, social et environnemental (Cese) devant des responsables d'associations.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault la clôturera mardi midi, en annonçant "*un plan pluriannuel*" de lutte contre la pauvreté.

Elle a ouvert la conférence en rappelant que le taux de pauvreté a atteint 14,1% en 2010, son plus haut niveau depuis 1997.

"*Ce chiffre à lui seul claque comme une gifle*", a lancé Marisol Touraine. "*Plus de 8,5 millions de Français vivent avec moins de 964 euros par mois*", "*un Français sur cinq déclare avoir renoncé aux soins*" pour raisons financières, "*3,5 millions de personnes sont mal logées*", "*800.000 personnes ont recours à l'aide alimentaire*", a-t-elle égrené en préambule. AFP 10.12

Question : est-on en présence d'un gouvernement des riches, et si tel est le cas, est-il sérieux de le croire quand il prétend s'attaquer à la pauvreté ?

Une réponse : M. Cahuzac est, au civil, chirurgien esthétique et propriétaire d'une clinique parisienne spécialisée dans les microgreffes de cheveux, dont lui et son épouse sont spécialistes, et qui leur permet de vivre confortablement. En 1993, Jérôme Cahuzac fonde une société de conseil, qui lui rapporte, selon Paris Match plus de 150 000 euros de bénéfices annuels.

Le 28 octobre 1994, il a acheté un appartement de 210 m<sup>2</sup> pour la bagatelle de six millions et demi de francs... (source : lemonde.fr 10.12)

### Soulagement. Les banksters ne passeront pas par la case prison.

USA: accusée de blanchiment, HSBC va payer 1,9 milliard de dollars

La banque américaine HSBC va payer un montant record de 1,9 milliard de dollars pour mettre fin à des poursuites des autorités américaines dans une affaire de blanchiment, affirme lundi le Wall Street Journal sur son site internet en citant des sources proches du dossier. AFP 10.12

### Le "**plan B**" de la CGT PSA : généralisation à tout le groupe de l'accord scélérat passé à Mulhouse.

La CGT du groupe PSA a présenté lundi son "*plan B*" pour contrer "*le plan Varin*" et ses 8.000 suppressions de postes, qui permettrait de maintenir tous les sites du constructeurs automobile via notamment un apport de capital de 1,5 milliard d'euros de la famille Peugeot.

La CGT PSA propose pour le volet industriel un scénario permettant la répartition des productions entre les sites, y compris celui de Seine-Saint-Denis, en utilisant la souplesse du site de Mulhouse.

La CGT a demandé au cabinet Secafi l'étude de ce scénario qui conclut, selon le syndicat, à sa faisabilité. Ce scénario, qui permet de faire tourner toutes les usines, nécessite 97 millions d'investissements, dont 20 millions de frais transitoires, amortis sur 7 ans.

Pour le volet social, la CGT PSA veut réduire le nombre de suppressions d'emplois, et sécuriser les transitions professionnelles et les fins de carrière. Elle prône un système de préretraite-pénibilité à partir de 55 ans. AFP 10.12

### De l'hommage à l'austérité et à la guerre de l'UE, à celui à la peine de mort de l'ONU.

La Mauritanie et les Maldives, qui prévoient la peine de mort pour leurs ressortissants qui renoncent à la foi musulmane, ont été élus lundi à la vice-présidence du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour 2013.

Cet organe, qui compte 47 Etats membres, sera présidé l'an prochain par la Pologne, assistée également par l'Equateur et la Suisse.

Une organisation de libres-penseurs, l'Union internationale humaniste et éthique (UIHE), a publié un rapport sur les persécutions et les discriminations subies par les athées et les humanistes dans le monde dans lequel elle accuse les régimes au pouvoir à Nouakchott et à Malé de faire de l'islam l'unique religion d'Etat possible.

D'après cette étude, l'apostasie -ou abandon public et volontaire d'une religion- y est hors la loi et quiconque s'y livre peut revenir sur sa décision pendant un délai de trois jours, sous peine d'être condamné à mort et de voir ses biens confisqués par l'Etat.

Reuters 10.12

## Parole d'internaute

- "Bizarrement quand on recrutait les enseignants au niveau Bac pour l'école maternelle et primaire... et au niveau licence pour les collèges et les lycées... on n'avait aucun problème de recrutement

*Mais par posture idéologique on a considéré que les enseignants devait avoir un Master : soit un niveau un bac 5 !*

*Domage pour les enfants de classe populaires, qui arrivent moins que les autres au bac, encore moins au niveau licence et à peu près pas du tout en Master : devenir prof est devenu réservé aux enfants d'une élite sociale... pour qui celà n'a rien d'attirant*

*Un enfant de 3 ans en crèche est gardé par des assistantes maternelles , qui font très bien leur travail, avec un niveau CAP... mais à partir de 4 ans, il paraît qu'il leur faut un prof avec au moins Bac 5 !*

*Domage car ceux qui ont Bac 5, ont bien mieux à faire et bien mieux payés que devenir prof sous-payés, dans des banlieues (...) où personne ne veut plus aller et surtout pas les vieux profs qui connaissent le système, ... des endroits où ils sont agressés et méprisés...*

*Devenir la chair à canon de l'Education nationale, non merci ! avec le RSA on gagne un demi salaire de prof sans se faire ch..."*

Réflexion intéressante. Indéniablement le contexte de la lutte des classes a changé depuis l'époque où les enseignements étaient recrutés au niveau bac... C'est l'idéologie ultra libérale qui est au goût du jour, la réaction débridée, décomplexée qu'incarnent Sarkozy, Copé et leurs clics de nazillons.

Le PCF n'a plus aucune raison de se faire passer pour un parti communiste, en rejetant la référence à la dictature du prolétariat, il a donné le signal à la réaction qu'elle pouvait passer à l'offensive contre la classe ouvrière sans qu'il s'y oppose ou tente de la mobiliser. La voie à la réaction sur toute la ligne est libre.

Comme effectivement peu d'enfants d'ouvriers ou de modestes employés parviennent à décrocher un Master, cela signifie que les rejetons qui se retrouvent aujourd'hui à faire la classe sont issus de la petite-bourgeoisie ou des couches moyennes qui sont totalement subordonnées à l'idéologie bourgeoise :

- les adeptes des Ong et associations de collaboration de classes en tous genres qui accompagnent la décomposition du capitalisme et la destruction des services publics, quand elles ne supportent pas directement les guerres fomentées par les puissances occidentales, les guerres impérialistes ou coloniales dites "préventives" sous couvert humanitaire ;

- du capitalisme vert dénommé écosocialisme, qui par ignorance ou lâcheté à défaut de s'attaquer aux fondements du capitalisme culpabilise les simples citoyens responsables du réchauffement climatique ;

- du féminisme réactionnaire qui, moyennant des emplois et des statuts concédés aux femmes, dont les salaires sont toujours inférieurs à ceux des hommes, tirent les salaires vers le bas ou encore, qui consiste à aiguïser les tensions ou les oppositions entre les femmes et les hommes dans tous les rapports, un moyen utile de diviser les masses et de les tenir à l'écart de la lutte de classe

- de la laïcité, qui se traduit dans les faits par une tolérance de plus en plus marquée envers les religions et les sectes, parce que le combat contre la religion leur est étranger, cet abandon du combat contre l'obscurantisme est proportionnel à leur soumission au capitalisme, etc. etc.

Rien de tel que des profs formatés à penser dans le cadre de l'ordre établi en université pendant de longues années, pour ensuite enseigner aux futurs esclaves le bien-fondé du Nouvel ordre mondial qui se met en place sous nos yeux.

Cependant ne jetons pas la pierre aux profs, en l'absence d'un parti ouvrier qui incarne le socialisme et qui propage ses idées, les profs qui entendent résister au mondialisme n'ont pas conscience qu'en réalité ils en sont en premier lieu les instruments idéologiques.

---

INFOS EN BREF

## POLITIQUE

### 1- Italie

L'Italie s'est de nouveau retrouvée sous le feu des marchés lundi après l'annonce de la démission du chef du gouvernement Mario Monti, perçu comme son principal gage de stabilité et qui s'est efforcé de rassurer en affirmant que le pays ne connaîtrait pas de "vide" politique.

Les investisseurs ont vivement réagi lundi matin au double coup de théâtre politique du week-end, avec l'annonce coup sur coup du retour de Silvio Berlusconi et de la prochaine démission du gouvernement Monti suite à la rupture de leur coalition.

La Bourse a lourdement chuté et les taux italiens des emprunts à dix ans, baromètre de la confiance des marchés, ont fait un bond de 30 points de base, ravivant le souvenir des heures noires de la crise de l'euro et le spectre d'une contagion à l'échelle du continent.

"Ce n'était qu'une question de temps avant que les inquiétudes sur la situation italienne ne réapparaissent", jugent les économistes de Capital Economics, soulignant la performance économique "très mauvaise" du pays.

Les nouvelles turbulences italiennes ont provoqué l'inquiétude des autres pays fragiles de la zone euro, à commencer par l'Espagne: "Les doutes sur la stabilité politique" de l'Italie ont un "effet de contagion immédiat" sur l'Espagne, a déploré le ministre espagnol de l'Economie, Luis de Guindos.

De leur côté, nombre de dirigeants européens ont fait l'éloge du travail accompli par le chef du gouvernement italien et appelé à continuer sur cette voie, sous peine d'affaiblir à nouveau l'Europe. Critiques directes et indirectes ont en revanche plu sur le Cavaliere.

"L'Italie ne doit pas s'arrêter sur le chemin des réformes alors qu'elle a fait les deux tiers du chemin à parcourir. Cela plongerait non seulement l'Italie, mais aussi l'Europe dans une zone de turbulences", a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle.

"Il n'y a pas de bonne alternative à la politique actuelle de consolidation budgétaire et de correction de la situation des finances publiques", a renchéri le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, à une chaîne de télévision italienne.

Quant aux élections législatives anticipées, qui devraient se tenir en février, il a espéré qu'elles ne seraient pas "utilisées pour repousser les réformes nécessaires".

Le président français François Hollande a fait part de son optimisme. "Je suis convaincu que ce qui vient de se passer permettra à l'Italie de trouver un gouvernement stable après les élections de février. Et j'ai senti qu'il y avait chez M. Monti non pas de l'abattement, nullement, mais au contraire de l'envie de s'engager pour son pays", a-t-il dit à Oslo. AFP 10.12

Hollande, Westerwelle, Barroso, Monti : même combat !

### 2- Egypte

Le président égyptien Mohamed Morsi a chargé l'armée d'assurer la sécurité jusqu'aux résultats du référendum constitutionnel de samedi, au centre d'une grave crise politique et d'appels à manifester mardi qui font planer la menace de nouvelles violences.

Par ce décret prenant effet lundi, l'armée retrouve aussi le pouvoir d'arrêter des civils, un droit très décrié à l'époque où les militaires dirigeaient le pays -de la chute de Hosni Mubarak en février 2011 à l'élection de M. Morsi en juin 2012.

Le chef de l'Etat, issu des Frères musulmans, a demandé à l'armée "d'appuyer les services de police et de coopérer avec elle" jusqu'aux résultats du référendum.

"Les officiers et sous-officiers des forces armées participant aux missions de préservation de la sécurité et de protection des installations vitales de l'Etat (...) ont tous les pouvoirs d'arrestation judiciaire", selon le décret.

Signe supplémentaire d'un climat politique et social tendu, M. Morsi a dans la nuit renoncé à appliquer des hausses de taxes sur des produits de base (acier, ciment) et de grande consommation (cigarettes, sodas notamment), quelques heures après les avoir décidées.

Il a demandé au gouvernement du Premier ministre Hicham Qandil "d'ouvrir un dialogue" sur ces mesures pesant sur les prix,

a rapporté l'agence officielle Mena.

Le parti des Frères musulmans, Liberté et Justice (PLJ), dont est issu M. Morsi, avait publié dans la nuit un communiqué rejetant ces hausses susceptibles "d'alourdir le fardeau des plus pauvres". AFP 10.12

A lire l'article mis en ligne aujourd'hui dans la rubrique *Syrie : Malgré le soutien de l'Occident, Al-Qaïda ne vaincra pas le peuple syrien*, dont tout un chapitre est consacré au pacte passé entre Morsi et les Frères musulmans d'un côté, et les Etats-Unis et Israël d'un autre côté.

## SOCIAL

France

1- Grève à l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre

Les syndicats CGT, CFDT et FO de l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre (Loire-Atlantique) ont décidé lundi de prolonger leur mouvement de grève, entamé le matin, jusqu'à vendredi matin.

"On maintient le blocage pour demander le retrait du projet de déplacement de deux de nos activités vers Florange" (Moselle), a expliqué Mickaël Eveillard (CGT) à l'AFP. "La direction ne nous a pas donné l'impression de vouloir changer une virgule au projet, qui doit être présenté jeudi en CCE à Paris", a-t-il ajouté. "C'est notre survie qui est en jeu", selon lui.

Pour Fabrice Hauraix, délégué syndical Force ouvrière de l'usine, ce projet "est une coquille vide, qui ne peut qu'aboutir à plus ou moins long terme à la mort" du site. "C'est bien la survie de Basse-Indre qui se joue en ce moment."

Dès l'aube lundi matin, plusieurs centaines de salariés se sont rassemblés sur le site de l'usine ArcelorMittal de Basse-Indre pour protester contre le transfert des activités de décapage et de laminage vers le site de Florange, annoncé la semaine précédente par leur direction et Matignon.

Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre d'un vaste plan de réorganisation des activités du groupe en France pour sauvegarder l'emploi sur des sites en difficulté comme Florange, suscite stupéfaction et indignation sur place.

Actuellement, l'usine emploie 550 personnes en CDI et 150 sous-traitants, et ce transfert d'activités concernerait 60 personnes qu'il faudra reclasser au sein de l'usine, selon les syndicats.

Selon la CGT, des arrêts de travail se développent depuis vendredi sur d'autres sites du groupe, notamment à Dunkerque, Fos-sur-Mer et Saint Chely d'Apcher. AFP et Reuters 10.12

2- + 2,4%

Les tarifs du gaz appliqués aux ménages français augmenteront de 2,4% le 1er janvier, a annoncé lundi le gouvernement, qui va aussi réformer leur mode de fixation pour se replacer au coeur du processus de décision.

Ces annonces, qui s'accompagnent d'une augmentation des bénéficiaires des tarifs sociaux, suivent l'annulation par le Conseil d'Etat du plafonnement à 2,0% - contesté par GDF Suez et ses concurrents - d'une hausse décidée en septembre. Reuters 10.12

## ECONOMIE

1- France

La production industrielle en France a une nouvelle fois baissé en octobre par rapport au mois précédent, de 0,7%, après une chute de 2,7% en septembre, a annoncé lundi l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Dans la seule industrie manufacturière (hors énergie et mines), la diminution est encore plus marquée, de 0,9% en octobre après un recul de 3,4% le mois précédent (chiffre révisé à la baisse). AFP 10.12

2- Grèce

Le déficit budgétaire grec a diminué de 40% sur les onze premiers mois de l'année par rapport à la période correspondante de l'an dernier, a annoncé lundi le ministère des Finances.

Le déficit de l'Etat central, qui exclut donc les finances des collectivités locales et de la Sécurité sociale, a été ramené à 12,9 milliards d'euros contre 21,5 milliards sur janvier-novembre 2011.

Athènes prévoit sur l'ensemble de 2012 un déficit de l'Etat centrale en repli de 35% à 12,9 milliards d'euros, soit 6,6% du produit intérieur brut (PIB).

Pour le réduire, le gouvernement a entre autres fortement réduit les investissements publics, suspendu certains paiements à des fournisseurs de l'Etat et réduit la rémunération de nombreux fonctionnaires. Reuters 10.12

[Haut de page ↗](#)

---

Le 12 décembre

## CAUSERIE

Sur les coups de midi, au lieu d'effacer un bloc-note qui ne m'était plus utile et que je n'avais pas enregistré, j'ai effacé celui où il y avait les trois-quarts du boulot de la journée, j'ai dû tout recommencer ! Mon épouse m'a dérangé une dizaine de fois dans la matinée, résultat je fais des conneries ! La prochaine fois j'enregistrerais immédiatement le bloc-note où figure l'actualisation du site, autant pour moi. Au bout de 8 ans que je fais ce boulot, vous avouerez que parfois on se demande où on a la tête !

### **Il faut construire un nouveau parti communiste.**

J'ai parcouru rapidement hier soir plusieurs textes alternatifs présentés par différents courants au 36e congrès du PCF.

Celui intitulé *Combattre l'austérité, en finir avec le capitalisme* semble le plus correct, à ceci près que leurs auteurs se mettent le doigt dans l'oeil.

Comme le disait en substance Engels, quand un parti s'est fourvoyé jusqu'à trahir les intérêts qu'il prétendait défendre, il est définitivement mort pour le socialisme, il est inutile de dépenser de l'énergie à essayer de le faire revenir dans le droit chemin ou de le régénérer il faut immédiatement s'atteler à construire un nouveau parti communiste.

Je ne vais pas reprendre ici l'historique du PC depuis sa stalinisation au milieu des années 20, en passant par son soutien aux procès de Moscou, son soutien au cours liquidateur de l'Internationale Communiste sous Staline, à l'intervention des chars du Kremlin en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, sa trahison de la grève générale de 1968 en France, jusqu'à son alliance avec le PS dans les années 70, son abandon de la dictature du prolétariat, etc.

Le PCF s'est rendu complice de trop de crimes contre le prolétariat international au cours du XXe siècle, il a adopté tellement de positions réactionnaires aussi bien sur le plan national qu'international pour prétendre un jour prendre la direction de la classe ouvrière et de la révolution prolétarienne à venir, en adoptant le stalinisme il s'est définitivement déconsidéré aux yeux des masses.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que ce parti en agissant de la sorte a fourni trop d'armes ou d'arguments à la réaction pour le combattre pour qu'un jour il puisse redevenir un parti de masse, ses dirigeants ont fourni aux ennemis du socialisme de quoi en éloigner les travailleurs ou ridiculiser leur propre parti qui jamais plus ne pourra apparaître comme un véritable parti communiste, croire le contraire c'est penser que finalement il serait possible d'effacer ou de réécrire l'histoire ou le passé, or c'est impossible, voilà tout. S'acharner à refuser de le reconnaître ne peut mener qu'à une impasse politique. La tâche de l'heure est bien de construire un nouveau parti communiste sur la base du marxisme et du léninisme, dont le drapeau sera sans tâche et dont les militants pourront être fiers.

Les auteurs de cette motion peuvent écrire qu'ils n'ont "*jamais accepté la thèse du « déclin historique » du PCF*", les faits sont les faits et rien ni personne ne pourra y changer quoi que ce soit, y compris les meilleures intentions du monde qui n'ont jamais suffi à imposer une motion à la direction d'un parti.

Ils peuvent rappeler que "*le PCF incarne une longue tradition de luttes et de résistances à l'oppression*", il incarne également les pires trahisons ou reniements qui constituent une terrible vulnérabilité, une incohérence qui ne peut que lui être fatale, qu'il traînera dorénavant toujours derrière lui, que les auteurs de cette motion le veuille ou non.

Et comme je l'ai rappelé au début de cet article, ils se leurrent totalement en écrivant que "*le Parti Communiste peut et doit*

*redevient une puissante force sociale et politique, un parti révolutionnaire, dans son programme et dans son action*" au bout de près d'un siècle passé dans le camp de la contre-révolution comme parti stalinien, imaginer que ses dirigeants pourraient par on ne sait quel miracle "*renouer avec les idées du marxisme*" est grotesque dans la mesure où ils y sont totalement étrangers ou n'ont jamais été marxistes.

Nous pourrions adopter une bonne partie du contenu de cette motion qui comporte cependant bien des illusions, notamment dans le Front de gauche, nous disons à ces militants qu'ils perdent leur temps et leur énergie à vouloir "*redresser*" un parti dont les dirigeants depuis près d'un siècle ne se sont pas écartés par faiblesse, par erreur ou inconsciemment du socialisme, mais l'ont renié délibérément, abandonné sciemment pour se placer au côté du capitalisme.

En guise d'épilogue.

Ce qui paraîtra aberrant, et cela vaut pour d'autres partis et dirigeants, c'est que l'on puisse croire qu'il suffirait de décréter que le passé est enterré ou que les travailleurs n'auraient pas de mémoire pour que d'un coup de baguette magique tout soit possible. Et bien non, dans la vie les choses ne se passent pas ainsi, tôt ou tard un jour où l'autre votre passé vous rattrape et gare à vous si vous n'avez pas eu une attitude irréprochable ou que vous vous êtes déshonoré en trahissant vos engagements ou vos convictions politiques, cela vaut pour chacun d'entre nous.

Parfois ou souvent on paie comptant nos erreurs, et quand ce n'est pas le cas, il ne faut pas se figurer qu'on ne les paiera jamais, c'est une grave erreur. Tout se paie un jour dans un sens ou un autre, d'où la nécessité dans le domaine qui nous occupe ici de faire preuve d'une honnêteté sans faille et d'une grande modestie, cela aussi c'est un enseignement des marxistes.

Cela dit, en règle générale une erreur demeure excusable, même chez nos dirigeants, sauf si elle a été produite intentionnellement, dans ce cas-là on n'est plus dans le même registre, il s'agit alors d'autre chose de beaucoup plus grave et aux conséquences généralement irréversibles.

Par exemple, quand on a eu délibérément un comportement répréhensible en pensant se jouer de la confiance d'autrui ou profiter de son ignorance, on n'est plus dans le contexte d'une erreur qu'on aurait camouflée et qui peut passer à la limite pour une faiblesse passagère, on est en présence d'un acte malintentionné causé délibérément pour tromper autrui (des militants ou des travailleurs) et qu'on a maquillé à l'aide d'une interprétation frauduleuse du socialisme, de combattant pour le socialisme on est devenu son ennemi.

Peu importe ensuite que l'auteur en ait conscience ou non ou la manière dont il interprètera son acte, seuls les faits compteront, et comme l'auteur s'identifie aux faits qui lui sont imputés, les revendiquent ou ne veut pas les nier, on portera un jugement global sur l'un et l'autre à la fois dès lors qu'ils sont intimement liés, alors quand ces faits se sont répétés une multitude de fois pour ne pas dire quotidiennement pendant près d'un siècle s'agissant du PC, idem pour le PS, il est devenu impossible d'imaginer un seul instant que son auteur pourrait un jour renouer avec de meilleures intentions ou avec les convictions qu'il avait pu avoir autrefois ou que ces partis pourraient renouer avec le socialisme.

Ce qui vaut pour les partis vaut également pour les militants, les renégats, il suffit de penser à Kautsky.

Comme souvent, je m'aventurerais bien au-delà de la lutte de classe ou de la politique pour poursuivre cette discussion.

Dans la vie, quand on a un jour épousé le meilleur et qu'on l'a délaissé pour une raison ou une autre, par la suite tout ce qui nous échouera fera pâle figure à côté ou sera franchement médiocre. C'est comme lorsqu'on a écouté une sonate de Beethoven interprétée par Vladimir Horowitz, Glen Gould ou Paul Badura Skoda, toute autre interprétation nous paraîtra terne ou sans relief, pour ainsi dire sans personnalité. Quand on a eu le privilège un jour de déguster une bouteille de Dom Pérignon, on trouvera ensuite tous les autres champagnes du commerce pratiquement imbuables ou disons de piètre qualité. Une fois qu'on a lu (attentivement) Marx et Engels, c'est la même chose, on n'est plus le même homme ou la même femme, on a atteint un tel sommet que tout ce qu'on lira par la suite nous semblera insignifiant ou très approximatif, de peu d'intérêt.

Vladimir Horowitz, Glen Gould, Paul Badura Skoda, Marx et Engels sont demeurés identiques à eux-mêmes, ils ne se sont pas altérés avec le temps, il faudrait peut-être plutôt dire leurs talents, leurs qualités, leurs oeuvres, je n'irais pas jusqu'à dire qu'ils sont inégalables ou irremplaçables, en tout cas ils sont inimitables dans le sens où ils sont uniques. J'ai mis de côté le Dom Pérignon dont l'impression qu'il m'a laissée demeurera toutefois impérissable. Ils nous servent de repères, d'étoiles pour nous guider, de fidèles compagnons qui ne nous trahiront jamais.

Nous avons besoin d'un nouveau parti communiste qui possède toutes ces qualités, qui soit inattaquable sur le plan des principes et des valeurs qu'il défend, on pourrait ajouter de la morale, si on entend par là une honnêteté absolue, intransigeante, non négociable, sans faille.

Kautsky est tombé bien bas, tous les militants qui sont passés par l'OCI et la LCR pour se retrouver au PS sont tombés aussi

bas, aucun ne s'en est jamais remis, et s'il existait quelques rares exceptions ce serait uniquement pour confirmer la règle. Quant aux militants qui sont passés par le PCF et qui l'ont quitté, rare sont ceux également qui ont réussi à comprendre réellement la nature de ce parti ou à rompre totalement avec lui.

Tous y avaient adhéré en estimant qu'ils étaient l'idéal en terme de parti, puis tous ou presque les ont quitté après avoir fait le constat qu'ils s'étaient trompés pour des raisons diverses, quand ils n'en ont pas été exclus. Il est difficile de se relever de pareille désillusion comme l'expérience le prouve souvent, puisque l'immense majorité des militants qui ont quitté un parti demeurent ensuite inorganisés, d'où l'immense responsabilité des dirigeants de ces partis qui ont été incapables de construire un parti qui n'aurait ressemblé à aucun autre, tous présentant à des degrés divers les mêmes travers ou défauts qui finalement n'inspirent pas vraiment confiance et cela se comprend aisément pour peu qu'on veuille bien se pencher sur cette question sans a priori, ce qui est facile dans mon cas puisque je ne suis lié à aucun parti.

Avec un parti, c'est comme avec la personne qui partage votre vie, soit la confiance existe et on peut faire un bon bout de chemin ensemble, parfois jusqu'au bout, soit la confiance qui s'est instaurée entre nous s'est brisée et plus rien ne sera plus comme avant, définitivement, c'est terminé. Croire qu'un militant envers son parti aurait un autre comportement que dans les rapports qu'il entretient dans la vie quotidienne est une grave erreur ou ignorer comment fonctionne la psychologie humaine.

D'après vous combien de couples qui se sont séparés se sont un jour remis ensemble, un sur mille, dix mille, un million ? Une exception extrêmement rare en vérité. Alors ceux qui croient que le PCF pourrait un jour inspirer confiance à des millions de travailleurs se leurrent totalement.

C'est marrant, apparemment ceux qui n'ont pas retenu l'essentiel des enseignements du marxisme et du léninisme, n'ont pas retenu grand chose non plus des expériences de la vie qu'ils y ont vécues, le contraire fut étonnant.

### Rectificatif ou précision.

A propos de l'enseignant de Charente qui a été suspendu après avoir proposé à ses élèves de 3e une rédaction sur une "*mise en situation de suicide*".

Hier j'ai écrit : "*une idée débile en effet*". Je voudrais tempérer mon propos ou tout du moins le motiver.

En principe, en 3e une rédaction doit servir tout d'abord à tester les capacités d'un élève à comprendre et développer un sujet, à fournir des arguments en soutien à telle ou telle thèse qu'il peut être amené à formuler ou soutenir, ensuite elle doit servir à vérifier ses connaissances acquises sur les plans rhétorique et syntaxique. On notera la première partie en fonction de la cohérence dont il a fait preuve pour traiter le sujet qui lui a été soumis. Dès lors peu importe ou presque le sujet retenu par le professeur, à lui d'en choisir un qui soit à la portée de ses élèves, il en existe des milliers.

Maintenant pourquoi a-t-il choisi le suicide ? Personne à l'heure actuelle ne le sait apparemment. On notera au passage que si le suicide n'était pas un sujet de discussion entre ses élèves ou qu'ils n'y avaient jamais songé auparavant tel n'est plus le cas aujourd'hui. Est-ce une bonne chose ? Qu'il nous soit permis d'en douter. Avant que les salafistes ne fassent leur apparition dans certaines banlieues ou quartiers ouvriers, il ne serait jamais venu à l'esprit d'un jeune d'aller combattre en Libye ou en Syrie.

Les jeunes aujourd'hui subissent de plein fouet la crise du capitalisme, ils en sont les premières victimes innocentes, fragiles et totalement désarmés pour y faire face et y comprendre quelque chose. Dans ce contexte, était-il indispensable ou approprié de jouer au psychologue ou au psychanalyste sans pouvoir par la suite en contrôler les conséquences possibles, d'éveiller chez ces élèves un intérêt pour un sujet qui pourraient s'avérer dramatique selon la manière où ils l'aborderaient, pas seulement dans une copie mais par la suite. Imaginez un instant qu'un de ces élèves se suicident dans les jours qui viennent, qu'advierait-il de ce professeur, on n'ose même pas y penser.

En guise d'épilogue. Un souvenir personnel

Il existe des milliers de thèmes qui peuvent servir de sujet de rédaction sans avoir à recourir au suicide, pourquoi pas le meurtre de ses parents, de son petit frère ou de son voisin, de son chien ou de je ne sais pas qui. Quand on note une rédaction, on ne note pas les connaissances générales d'un élève ou la manière dont il a abordé un sujet, mais sa capacité à le traiter de manière cohérente et à s'exprimer clairement, en bon français pour faire simple.

Quand j'étais en 3e, il y a fort longtemps les notes de mes rédactions se situaient entre 1 et 5, je n'étais pas spécialement un cancre et je vais expliquer pourquoi. Une seule fois j'ai obtenu la moyenne, et c'est la raison pour laquelle je m'en souviens encore car cela tenait du miracle ! Je ne me souviens pas exactement du sujet, c'était en fin d'année scolaire, je revoie une forêt imaginaire peuplée d'arbres gigantesques et extraordinaires, j'avais dû avoir une bonne note parce que le sujet portait sur quelque chose d'imaginaire, s'il avait porté sur une question de société j'aurais encore eu une note misérable.

Il se trouve que mes parents avaient eu la mauvaise idée de m'inscrire dans une école privée confessionnelle, et j'étais le seul fils d'ouvriers de ma classe, donc la tête de turc de mes professeurs et des autres élèves tous issus de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie. Aller à l'école était pour moi un véritable supplice, j'étais sans cesse humilié, on me rappelait continuellement la condition inférieure de mes parents, j'étais même frappé par mes professeurs, avec une règle en bois ou métallique, je les craignais, systématiquement en début d'année ils me plaçaient au fond de la classe comme si je dépareillais et que je devais me faire oublier. A la maison, c'était mon père qui passait ses nerfs sur moi et me cognait dessus, je ne dirais pas quotidiennement mais presque, donc je le craignais tout autant.

Dans ces conditions, j'ai été incapable de développer un esprit libre, j'ai du mal à trouver les mots pour expliquer ce que j'ai vécu, voilà, j'étais incapable de développer une idée, de structurer ma pensée, ce qui explique mes notes minables en rédaction, il y avait comme quelque chose qui était bloqué dans mon cerveau, un peu comme si je m'interdisais de penser.

Et quand j'ai dit que je n'étais pas vraiment un cancre, c'est la vérité. Contrairement à la rédaction, quand il s'agissait de réciter une poésie, des théorèmes ou des définitions en mathématiques ou encore des règles de grammaire, j'avais d'excellentes notes, normal puisque là il suffisait d'avoir appris par coeur, cela ne faisait pas appel à d'autres fonctions de mon cerveau qui étaient bloquées. Par contre, en mathématiques, tout comme avec la rédaction, dès qu'il s'agissait d'appliquer les théorèmes et les définitions que je connaissais par coeur à un problème, c'était très souvent une catastrophe.

D'ailleurs c'est bien simple, lors de la première moitié de ma scolarité, jusqu'à mon entrée en 6e, j'étais dans les trois premiers de la classe, j'ai sauté une classe et j'ai eu deux prix d'excellence, puis à partir de la 6e, où justement je devais de plus en plus faire appel à la partie en principe structurée de mes connaissances je n'ai cessé de régresser jusqu'à me retrouver dans les trois derniers de la classe, et bien sûr par être dégoûter de l'école, j'ai fini par faire l'école buissonnière pendant plusieurs mois et loucher de 3 points le BEPC, à noter, sans avoir ouvert un livre pendant cette période avant de passer cet examen, ce qui veut dire qu'en temps normal j'avais largement les capacités pour l'obtenir facilement. Cela marqua la fin de ma scolarité, c'était en 1971, j'atterris ensuite au centre d'apprentissage de Renault à Billancourt, vous savez le bastion de la classe ouvrière, là enfin j'étais retourné à la maison et je me sentais déjà beaucoup mieux que dans ces écoles de bourgeois puants (Paris XVII, Neuilly sur Seine et Saint-Cloud).

Bon, je ne vais pas vous raconter ici toute ma vie, vous imaginez mon bonheur quand 26 ans plus tard je me suis retrouvé à faire les études dirigées, puis 10 ans plus tard à assurer à plusieurs reprises le remplacement de professeurs de français au lycée français de Pondichéry dans des classes de 6e à la terminale, cela s'est très bien passé, j'adore ce boulot, cela aurait pu être ma vocation.

### L'émirat archaïque et terroriste du Qatar: c'est la "**modernité**" !

Sarkozy a effectué mardi son retour à la vie publique au Qatar à l'occasion du Doha Goals, forum mondial du sport, il a été appelé sur scène en tant que "*président de la France*" :

- "*Ici, à Doha dans cette région du monde, se déroule sous nos yeux une partie absolument décisive au Qatar. Comment concilier l'identité et la modernité, l'une des questions les plus difficiles du XXIe siècle? Comment concilier fidélité à l'islam, à votre culture, à votre tradition et à votre foi et en même temps l'ouverture à la modernité du XXIe siècle?*" AFP 11.12

L'"*identité*" de la ploutocratie dégénérée qatari doit coïncider avec la charia et la burqa, quand à sa "*modernité*" elle doit résider dans un régime archaïque autocratique, l'exploitation féroce de la main d'oeuvre immigrée et l'armement de barbares salafistes ou djihadiste qui après avoir terrorisé la population libyenne s'en prend aux masses syriennes pour le compte des puissances occidentales dont l'impérialisme français.

On reconnaît là le sens aigu de la démocratie du petit dictateur.

---

## ACTUALITE DU JOUR

### PSA. Des syndicats aux ordres de la direction ou des travailleurs ?

Les syndicats de PSA Peugeot Citroën ont rejeté mardi la restructuration envisagée par le constructeur, dont l'addition a été soudainement alourdie avec l'annonce de plus de 1.500 départs naturels non remplacés d'ici à 2014, qui s'ajouteront aux 8.000 suppressions déjà annoncées.

La direction a précisé, lors d'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire, qu'au total 11.214 suppressions de postes étaient envisagées entre mai 2012 et mi-2014. Car aux 8.000 suppressions annoncées en juillet s'ajouteront plus de 1.500



départs naturels (décès, retraite, etc.) non remplacés, ainsi que des départs liés à un plan de départs volontaires mis en oeuvre en 2012, ont rapporté des syndicalistes.

A la fin mai, les effectifs dans l'activité automobile du groupe s'élevaient à 67.112 postes (87.000 totalisés en 2004). Ils devraient fondre à 55.989 d'ici à la mi-2014, selon les informations relayées par les syndicats.

Franck Don, délégué central CFTC, a fait part à l'AFP de sa "*stupéfaction*" d'avoir dû "*batailler*" pendant des semaines pour connaître les effectifs. Il interpelle la direction pour qu'elle mette "*tout en oeuvre pour réduire l'impact de son plan*".

"*Cela durcit encore l'addition qui était déjà salée. C'est monumental*", a commenté pour sa part Christian Lafaye, délégué central FO. Il aurait été "*plus gentleman*" de la part de la direction d'annoncer ces chiffres avant, a noté M. Lafaye, même si, selon lui, il s'agit d'une "*décision supplémentaire*" dictée par des marchés en berne en Europe.

Ces négociations vont se poursuivre, a précisé à l'AFP la direction, qui espère un accord au cours du premier trimestre 2013.

Les élus CFE-CGC, FO, GSEA et CFTC ont rendu mardi un avis défavorable, disant attendre "*un plan offensif de reconquête*". La CGT, estimant que "*de nombreuses questions ne sont pas encore traitées*", n'a pas rendu d'avis, la CFDT non plus.

Tous les syndicats ont fait des propositions pour limiter l'ampleur du plan et la casse sociale. AFP 11.12

Si au moins la direction avait été "*plus gentleman*" en annonçant d'emblée ses intentions, on aurait pu se contenter de "*réduire l'impact de son plan*", donc de l'accepter, mais là elle en rajoute une couche ce qui va rendre la tâche encore plus ardue à ces bureaucrates syndicaux pourris. Entre nous, la direction de Peugeot qui a obtenu tout ce qu'elle désirait de la part du gouvernement et des syndicats aurait tort de se gêner, tout comme Mittal, et ne doutons pas que la liste va encore s'allonger dans les mois à venir.

Grève avec occupation et comité de grève, expropriation sans indemnité ni rachat : dehors les capitalistes, et si le gouvernement ne le décrète pas, c'est aux travailleurs et à leurs syndicats de prendre l'initiative, voilà la ligne politique que doit tenir un véritable parti ouvrier indépendant des capitalistes et leur Etat, leur gouvernement.

### Parole d'internaute.

Réaction à l'article (que j'ai également mis en ligne au format pdf car il comporte des graphiques) *Palmarès: le salaire des patrons du CAC 40 ne connaît pas la crise* (L'Express 11.12

- "*Au moment où on s'interroge (enfin toujours les mêmes) de l'assistanat que l'on accorderait aux privilégiés à 470 euros par mois, voilà une bonne réponse pour nos pauvres riches dans le besoin permanent. Il faut bien que ces gens méritants puissent changer leur Porsche Cayenne en temps et heures voulus. Et puis tout ces gens au RSA mettent eux trop en péril notre économie avec les quelques euros en 5 ans que la collectivité leur jette en pâture.*"

Je vais vous dire un truc, ma mère estimerait cela tout à fait normal et je vais expliquer pourquoi.

Pour elle, qui est pauvre et vit avec la maigre retraite de mon père décédé, comme pour des millions et millions de travailleurs politiquement arriérés, vous êtes envieux ou jaloux, si vous voulez devenir plus riche vous n'avez qu'à travailler.

Bien entendu ce discours est incohérent, d'autant plus que mon père menuisier n'était pas un fainéant et s'est tué à la tâche, mais pour elle il n'existe pas d'autres explications, de la même manière qu'il n'existe actuellement aucune alternative ou issue à la crise du capitalisme. La faute à qui ? Aux partis qui prétendent parler au nom des travailleurs, qui n'ont eu de cesse de les trahir parce qu'ils sont corrompus par le capitalisme, et à l'absence d'un véritable parti communiste dans lesquels les travailleurs pourraient avoir confiance.

Ma mère n'en a pas conscience, elle se figure que le PS (un parti devenu bourgeois) et le PCF (stalinisé et irrémédiablement perdu à notre cause) sont des partis qui n'aspirent au pouvoir que dans leur seul intérêt, et qu'en cela ils sont encore pire que les partis officiels du capital, l'UMP et l'UDI. Autrement dit, si on doit être gouvernés par des riches, autant que ce soit leurs partis qui soient au pouvoir, après tout, ce sont les patrons qui nous donnent du travail et nous permettent de vivre, que deviendrions-nous sans eux, n'est-ce pas ?

Si l'on ne peut pas s'en prendre aux pauvres qui n'ont jamais demandé à l'être contrairement aux riches qui aspirent à l'être toujours plus, pour la raison qui vient d'être évoquée on ne peut pas non plus s'en prendre aux riches qui sont finalement dans leur rôle puisque la société est ainsi faite et légitime cet état de fait, en réalité la Constitution et les institutions de la Ve République qui légalisent et justifient ainsi le vol de notre force de travail par les capitalistes. S'en prendre à ma mère et aux masses

arrières n'avancerait à rien non plus.

Répetons-le encore une fois, la responsabilité de cette situation incombe entièrement aux partis qui osent encore parler en notre nom, et qui par leur nature ou leurs multiples trahisons interdisent aux travailleurs de comprendre comment fonctionne la société de manière à pouvoir la changer. De ce fait, peu importe le discours qu'ils peuvent tenir, des millions de travailleurs (actifs ou retraités) arrières s'en détournent systématiquement, tandis que des millions d'autres qui prétendent avoir compris quelque chose finissent par adopter la même attitude ou n'en attendent plus rien, de telle sorte qu'ils sont amenés depuis des lustres ou au fil du temps et de leurs expériences à s'accommoder du capitalisme. C'est ainsi que tout soutien à ces partis, toute tentative de les sauver contre leur gré doit être considéré comme criminel.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Egypte

Des milliers d'opposants au président égyptien Mohamed Morsi étaient rassemblés mardi devant son palais, à quelques kilomètres d'une manifestation de partisans du chef de l'Etat, dans un climat de tension qui a amené l'armée à convoquer une réunion mercredi entre les protagonistes.

Le ministre de la Défense et commandant des forces armées, le général Abdel Fattah al-Sissi, a convoqué "les partenaires de la patrie", dont le président islamiste, son gouvernement et les forces politiques de tous bords, dans un club militaire.

Cette initiative marque un retour au premier plan de l'institution militaire pour tenter de sortir le pays de sa plus grave crise depuis l'élection en juin de M. Morsi, premier président civil d'Egypte.

Dans l'après-midi, plusieurs milliers de manifestants hostiles à la tenue samedi d'un référendum sur un projet de Constitutionnel contesté ont réussi à franchir sans heurts un barrage de blocs de béton et de barres de métal, installé pour protéger le complexe présidentiel à Héliopolis, dans la banlieue du Caire.

Ils ont pénétré dans le périmètre de sécurité du palais, autour du bâtiment lui-même protégé par des murs de plus de quatre mètres de haut, des soldats et des chars.

*"Les gens qui se sont sacrifiés pour se débarrasser d'une dictature laïque vont se retrouver avec une dictature islamiste, et c'est pire"*, a lancé Miral Brinji, une manifestante d'une vingtaine d'années.

Emmenée par le Front du salut national (FSN), l'opposition manifestait également sur la place Tahrir, haut lieu de la contestation dans le centre de la capitale.

Le FSN, qui rassemble des partis et groupes de tendance majoritairement libérale et de gauche, rejette le référendum de samedi sur le projet de Constitution, estimant que le texte ouvre la voie à une islamisation accrue de la législation et manque de garanties pour les libertés.

Un important groupe de juges a annoncé mardi qu'ils refuseraient de superviser le scrutin.

Le FSN, qui avait indiqué auparavant refuser le dialogue tant que le référendum ne serait pas annulé, réfléchissait mardi soir à la proposition de l'armée.

L'armée, qui se faisait discrète depuis la mise en retraite en août de son chef, le maréchal Hussein Tantaoui, était réapparue dans le jeu politique samedi pour exiger un *"dialogue"* et se poser en garante de la stabilité du pays, mettant en garde contre un *"désastre"* qu'elle ne *"laisserait pas faire"*.

La crise qui traîne en longueur ne fait qu'aggraver l'incertitude qui pèse sur l'économie égyptienne. Et mardi, le gouvernement a décidé de geler sa demande d'aide de 4,8 milliards de dollars auprès du Fonds monétaire international (FMI) en raison des troubles.

*"Nous avons demandé officiellement le report d'un mois des négociations avec le FMI, en raison de la situation politique dans le pays"*, a déclaré le Premier ministre, Hicham Qandil.

A Washington, le FMI a assuré qu'il restait "prêt" à soutenir l'Egypte. AFP 11.12

## 2- Bahreïn

Une Cour d'appel de Bahreïn a réduit mardi de moitié les peines d'un an de prison prononcées contre le militant des droits de l'Homme Nabil Rajab pour participation à deux manifestations illégales, ont annoncé ses avocats.

La Cour, qui jugeait le militant dans trois affaires examinées en première instance en août et liées à des manifestations interdites, a réduit de un an à six mois les jugements de première instance dans deux affaires, et a confirmé la peine d'un an de prison pour une troisième manifestation.

Le principal groupe de l'opposition chiite bahreïnienne, Al-Wefaq, a réclamé "*la libération immédiate*" de Nabil Rajab, estimant dans un communiqué qu'il était jugé pour avoir exercé son "*droit à manifester pacifiquement*".

La présidente de la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), Souhayr Belhassen, a estimé que le jugement "*honteux*" rendu mardi en appel montrait "*une fois de plus la détermination des autorités bahreïnies à faire taire les voix critiques*".

Ainsi, M. Rajab, un chiite qui préside le Centre des droits de l'Homme à Bahreïn et est secrétaire général adjoint de la FIDH, "*restera détenu arbitrairement pour avoir osé mener ses activités en matière de droits de l'Homme*", a-t-elle ajouté dans un communiqué. AFP 11.12

Il faudrait exiger la libération immédiate de Nabil Rajab. Pourquoi apparemment aucun parti ouvrier n'a-t-il pris position ? Pour ne pas gêner Hollande et le gouvernement français qui n'y ont pas pensé ? Et Obama, Clinton, Cameron, ces autres grands "*défenseurs*" de la démocratie et pourfendeur des régimes tyranniques ? Aux abonnés absents...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 13 décembre

## CAUSERIE

J'ai pris enfin le taureau par les cornes, depuis aujourd'hui je prépare l'actualisation du site sous word afin de pouvoir corriger immédiatement les fautes. Ensuite je fais un copier/coller vers le bloc-note de la page d'accueil du site, j'ajoute mes analyses ou commentaires, puis je formate la page. Je me suis aperçu qu'il m'arrivait souvent d'oublier une lettre, un problème de vue, et j'ai la mauvaise habitude de postposé le sujet du verbe, de le placer après le verbe, ce qui fait que je ne l'accorde pas !

Cela va me prendre 5 minutes supplémentaires, au bout de 6 ou 8 heures passées devant l'écran, c'est énorme, je n'en peux plus. D'ailleurs c'est bien simple, tous les jours quand j'ai fini le boulot, je ferme l'ordinateur. J'ai corrigé le début de la causerie d'hier que j'avais rédigé à la hâte. Merci de votre compréhension.

Quand on lit la littérature des différents partis, leurs tracts ou quand on écoute leurs discours, on s'aperçoit au premier coup d'oeil ou à la première note qu'ils ne s'adressent pas aux travailleurs, aux masses, ils s'adressent à des militants en tentant de les convaincre que leur salade est meilleure que celles des autres pour les gagner à leur parti, alors que les travailleurs n'y comprendront rien, circulez il n'y a rien à voir.

### Salade qui se décline en deux variantes.

L'une reposant sur une conception de la lutte de classe pour ainsi dire institutionnalisée et ayant rompu avec les enseignements de la révolution d'Octobre et du léninisme, puisque toute autre version sera jugée gauchiste, disons de préférence.

L'autre carrément ou ouvertement institutionnelle bien que de nombreux militants n'en aient pas conscience, celle du Front de gauche, de Mélenchon et des parasites qui sont venus se greffer sur le renégat en décomposition du marxiste, qui estime qu'il est possible qu'une véritable alternative politique existerait sous la direction de Hollande qui fait office de Bonaparte de service.

Une fois ce constat dressé, on nous parle volontiers d'une crise politique qui existerait en France, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, jusqu'au Japon ou en Inde et j'en passe, qui dure parfois depuis des années, qui éclate et se résorbe dans pratiquement l'indifférence générale, sans que quoi ce soit ne change en réalité ou si en pire, si on en juge par la formidable régression sociale et politique auxquelles on assiste dans tous les pays et dont sont victimes les travailleurs.

Personne n'ose vraiment aborder la situation sous cet angle-là, apparemment ce serait trop compromettant pour leurs auteurs qui auraient peut-être eux-mêmes quelque chose à se reprocher, qui sait. On nous sert sans cesse les mêmes analyses, les mêmes recettes avariées qui n'ont mené nulle part ou dans une impasse jusqu'à présent.

A qui cela profite-t-il ? Certainement pas aux travailleurs qui ne comprennent toujours rien à rien ou presque. Alors à qui ? A leurs auteurs uniquement, à leurs appareils, accessoirement aux couches d'exploités qu'ils représentent qui recevront quelques miettes en échange avant d'être livrées au même sort que le reste des travailleurs.

C'est ainsi qu'au fil du temps tout fout le camp tranquillement, que la société devient de plus en plus insupportable à vivre, sur le modèle anglo-saxon, sans que l'on sache très bien à quoi cela tient, qui ou quoi en est vraiment le responsable, cela arrange tout le monde à l'arrivée, sauf évidemment ses victimes, nous quoi.

A tel point qu'on ne sait plus par quel bout s'attaquer au problème auquel nous sommes confronté, la confusion est au comble et profite évidemment aux exploités qui se frottent les mains et s'enrichissent toujours plus pendant ce temps-là, c'est toujours cela de gagner pensent-ils sûrement.

Ce n'est pas la première fois que nous abordons cette question. Je ne l'ai pas ressortie par hasard ou parce que je n'aurais rien eu d'autres à mettre sous la dent, c'est l'actualité sociale et politique qui la met de nouveau à l'ordre du jour en se demandant si un jour daignera la traiter sérieusement.

Il y en a qui se félicitent du succès de la conférence qu'ils ont organisée et dans laquelle ils se sont retrouvés en famille, dans leur bulle, tandis que d'autres viennent de participer à une réunion dont le seul fait d'avoir eu lieu constitue déjà un succès. Voilà des gens heureux, ils doivent tout de même se sentir bien seuls, au regard de l'immense masse des travailleurs qui demeurent inorganisés et qui n'ont même pas dû en avoir connaissance ou qui doivent se dire que cela ne les concernent pas, dans le meilleur des cas qu'il s'agit d'intérêts politiques qui les dépassent.

Continuez dans cette voie et nous en serons toujours au même point quelques décennies plus tard, pendant que notre ennemi avance tranquillement ces pions, progresse, certes, non sans difficultés ou obstacles, comme je le dis souvent l'important c'est uniquement d'aller de l'avant et qui n'avance pas régresse forcément, le mouvement ouvrier ne cesse de régresser, vous n'en êtes pas convaincu, vous croyez les balivernes qu'on vous sert, une preuve, tenez aux Etats-Unis il y a déjà 23 Etats qui ont adopté de nouvelles lois antisyndicales, le Michigan étant le dernier en date.

Il y en a qui passent leur temps à se gargariser de succès qui en réalité n'en sont pas. Cela fonctionne avec les militants, tout comme la propagande gouvernement relayée par les médias fonctionne assez bien envers les masses arriérées. Ils utilisent les mêmes méthodes qui consistent à s'appuyer sur l'ignorance et les illusions des uns et des autres. Tenez devant des militants le discours qu'ils voulaient entendre et ils vont vous encenser, le gouvernement ne procède pas autrement.

J'ai lu pas plus tard qu'hier dans un article, que c'était "*l'opinion publique*" qui déterminait le cours des choses, et son auteur d'ajouter, celui qui est capable de manipuler l'opinion publique est le véritable maître de la situation, la question est donc de maîtriser les outils qui permettent d'atteindre cet objectif.

Dans la société ce sont les médias, les Ong ou associations qui gravitent autour du pouvoir, dans le mouvement ouvrier ce sont les syndicats et les partis dits ouvriers. Si aucun d'entre eux (les partis) n'est résolument tourné ou ne sait pas comment s'y prendre pour se tourner vers les travailleurs et le socialisme, soit les militants seront manipulés et cela ne durera qu'un temps, soit les travailleurs s'en détourneront, et dans ces conditions aucun pas en avant ne sera possible.

Que la situation soit difficile ou compliquée, on peut l'admettre, qu'il ne faut pas s'attendre à ce que des millions de travailleurs nous rejoignent du jour au lendemain, on le conçoit parfaitement dans le contexte actuel, mais quand ce sont plus de 99% qui vous tournent le dos, vous êtes obligé de vous dire qu'il y a quand même un problème quelque part, que cela ne vient ni de la situation, ni des travailleurs, mais bien de ceux qui sont censés s'adresser à eux, dans le cas contraire, il faudrait admettre que notre combat serait perdu d'avance ou qu'ils sont dans la même proportion complètement arriérés, irrécupérables, ce qu'on ne peut pas imaginer un instant parce que cela ne correspond pas à la réalité. Et qu'on ne vienne pas nous objecter que les conditions objectives ne seraient pas mûres, dans tous les pays de l'UE des millions et millions de travailleurs sont réduits à l'état de survie, d'indigence, y compris en France.

Question : quel parti va se saisir sérieusement de cette question et tenter de la résoudre?

LO, impossible, ce sont de furieux dogmatiques qui camouflent en réalité une inconsistance politique viscérale doublée d'un opportunisme forcené, ils ignorent même jusqu'à l'existence des institutions de la Ve République... sauf au moment des élections !

Le NPA, ils sont complètement décomposés, entre opportunisme débridé et gauchisme, jamais un tel parti ne pourra inspirer

la moindre confiance aux masses.

Reste le POI, dont nous comprenons la démarche politique, mais auquel nous reprochons de ne pas aller au bout de ses analyses, et donc de s'en tenir à une sorte de statu quo qu'incarne la nostalgie de la IV<sup>e</sup> République ou la période d'après-guerre qui est définitivement derrière nous, au lieu de se tourner résolument vers le futur à partir des enseignements de la lutte de classes du passé qui se situent bien au-delà de la révolution de 1789, de l'établissement de la République démocratique bourgeoise, plus proche de nous, de la révolution d'Octobre qui a ouvert la voie à la révolution socialiste mondiale...

A la page 5 du n°230 d'*Informations ouvrières*, à la fin du communiqué de Moselle du POI, on peut lire : "*C'est pour aider à aller dans ce sens qu'un appel a été lancé par des militants ouvriers et élus de Lorraine de toutes opinions, qui pose le problème de la montée de tous à Paris, au gouvernement, sur cette base, peu importe que je ne partage pas cette initiative.*"

Cela dit, "*la montée de tous à Paris* ne pose pas un "*problème*, sauf peut-être à ceux qui ont pris cette initiative et ne savent plus quelle suite lui donner. C'est plutôt une question qui est posée aux masses, comment faire pour s'opposer efficacement à la fermeture programmée des hauts-fourneaux et peut-être à terme de l'usine toute entière. Dans quelle voie faut-il s'engager, qu'est-ce qui nous manque, non pas pour faire entendre notre voix car cela sous-entendrait qu'il existerait quelqu'un pour l'entendre au sommet de l'Etat, au sein des institutions antidémocratiques de la Ve République, mais pour qu'une autre politique soit appliquée, conforme aux besoins des travailleurs.

Voilà la véritable question, celle du parti révolutionnaire, du gouvernement révolutionnaire, de l'Etat ouvrier, de la République sociale. Constatons ici que le POI ne pose pas cette question, n'ose pas l'avancer devant les masses. Or c'est la seule qui vaut la peine d'être posée. Tant qu'aucun parti n'avancera dans cette voie, on ne fera pas un pas un avant. Ajoutons que si par malheur nous en étions incapable, l'avenir serait bien sombre, terrifiant en vérité.

Le POI est effectivement le seul parti sérieux. A ses dirigeants de se saisir de cette question et de réorienter sa ligne politique, il y a urgence. Si tel était le cas, nous le soutiendrions, loyalement et sincèrement, tout en conservant notre liberté de pensée et d'action cela va de soi.

Qui un jour n'a pas entendu dire de représentants de commerce qu'ils seraient capables de vendre des Esquimaux au pôle nord, et bien nous devons faire preuve de la même audace et nous obtiendrons les mêmes succès, toutefois en étant absolument honnête, cela va s'en dire, sans qu'il soit nécessaire de le préciser.

On n'a rien à gagner à faire dans la demi-mesure, à tergiverser, à ne pas livrer aux travailleurs la totalité de notre analyse, y compris à des démocrates, républicains ou des patrons de petites entreprises ou mêmes plus importantes qui sont condamnées à disparaître du fait de l'évolution du capitalisme mondial, si on sait s'y prendre ou qu'on maîtrise notre sujet, ils y adhéreront ou l'adopteront, c'est une certitude.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Lakshmi Mittal emprunte la sémantique du gouvernement.](#)

Lakshmi Mittal: "*C'est un accord juste*" - LePoint.fr

Dans un entretien à paraître jeudi dans le Figaro, Lakshmi Mittal en profite pour réaffirmer qu'il "*n'y aura aucun licenciement*" sur les 629 salariés concernés par la fermeture des hauts-fourneaux de Florange. - LePoint.fr 12.12

Tiens les hauts-fourneaux de Florange doivent fermer, vous n'aviez pas cru comprendre comme moi qu'ils continueraient de fonctionner une fois modernisés et polluant moins et qu'ils étaient promis à un bel avenir ?

Lire plus loin l'éditorial de Mailly commenté, Mailly : "*le fait qu'il n'y ait pas de plan social, mais des départs en retraite et des départs «volontaires», est loin d'être suffisant*", et au diable le maintien des hauts-fourneaux qu'il ne cite pas et qui dans ces conditions sont condamnés à disparaître, c'est bien ce que voulait Mittal, n'est-ce pas ?

Mais au fait, selon le rapport Faure et un document interne d'ArcelorMittal dévoilé hier, Florange serait rentable? Cela signifie-t-il qu'il fallait s'opposer à toute suppression d'emplois, non ? Non, estime les dirigeants syndicaux. Ouvriers ou patronaux ?

[Supercherie !](#)

- Facebook déploie de nouveaux outils de confidentialité - L'Expansion.com

Facebook, Google, Yahoo, Paypal, et d'autres supports sont connectés entre eux et se partagent les informations que les uns et les autres possèdent sur les internautes qui les utilisent.

Il y a quelques jours, j'ai reçu dans ma boîte aux lettres via Paypal une facture d'un militant qui avait acheté un jean, alors que je n'ai jamais utilisé Paypal, d'ailleurs je n'ai jamais rien acheté par Internet et ce n'est pas demain la veille que je commencerai, ici (en Inde) j'en suis encore à me déplacer pour payer mes factures en espèces.

Par contre ce camarade est abonné à Free et m'envoie des courriels que je reçois par Yahoo. Vous parlez de « *confidentialité* » !

[Propagande. Le Monde porte-parole des djihadistes : Bienvenue aux poseurs de bombes.](#)

- *'La plupart des Syriens ne considèrent pas les combattants d'Al-Nosra comme des terroristes'* - LeMonde.fr

Normal, pour Le Monde c'est l'Etat syrien qui est terroriste, tout comme pour Obama, Cameron, Merkel et bien sûr Hollande et Fabius. On pourrait ajouter le NPA.

---

## ACTUALITE DU JOUR

[ArcelorMittal Florange : "L'excuse du manque de compétitivité ne tient pas".](#)

Florange, rentable ? - Le Point.fr

"On voit effectivement sur les courbes que Florange fait partie des sites les plus rentables, aussi rentable que Gand et Dunkerque", a affirmé Edouard Martin, délégué syndical CFDT du site sur BFMTV mercredi soir.

"Ce ne sont pas les syndicats qui le disent mais la direction elle-même", a-t-il ajouté, affirmant s'appuyer sur un document interne d'ArcelorMittal, qui compare les coûts de production à la tonne de l'acier produit par les sites du groupe à Florange, Gand, Dunkerque, Liège et Brême.

Selon le *Républicain lorrain* daté de jeudi, qui a pu consulter ce document, "en mai 2011, juste avant l'arrêt du haut-fourneau (de Florange) le coût de la bobine à chaud est équivalent à celle de Dunkerque". Déduction faite d'un surcoût lié au transport, "Florange est au même niveau que Gand, le meilleur élève de la classe ArcelorMittal", ajoute le quotidien, précisant que le document était "une simple feuille A4".

France 3 Lorraine a également publié mercredi soir sur son site internet un graphique issu du même document. Le groupe ArcelorMittal, interrogé par l'AFP, a dit qu'il ne s'agissait pas d'"un document officiel", sans commenter son contenu.

"L'excuse du manque de compétitivité ne tient pas"

"L'excuse invoquée par M. Mittal du manque de compétitivité de Florange ne tient pas", a estimé M. Martin. "C'est pour cela que nous, maintenant, nous demandons des comptes à M. Mittal, qui est capable de mentir à la terre entière", a ajouté le syndicaliste.

La direction doit détailler ses engagements jeudi

Jeudi, la direction présentera aux représentants de salariés une "décomposition détaillée" des engagements pris auprès du gouvernement, notamment pour le site de Florange, lors d'un Comité central d'entreprise extraordinaire.

Début octobre, ArcelorMittal avait estimé qu'il fallait "se résoudre à l'idée que la phase liquide de Florange ainsi que sa production de brames ne sont plus compétitives dans le contexte de fortes surcapacités européennes". Le groupe avait notamment souligné l'inconvénient de la position géographique de Florange, loin des ports, et "la capacité limitée de production du site qui impacte de manière négative les coûts fixes".

Le rapport Faure, commandé par le ministre du Redressement productif et remis en juillet, indiquait notamment que le site de Florange "se situait en 2008, lorsque les hauts-fourneaux fonctionnaient à pleine capacité, parmi les trois sites du groupe ArcelorMittal les plus performants en termes de coûts de production". - Le Point.fr et AFP 12.12

Question : tous les syndicats ignoraient-ils les conclusions du rapport Faure ? Evidemment non. Alors pourquoi n'en ont-ils pas tenu compte pour appeler à la grève, à l'occupation et l'expropriation sans indemnité de Mittal. Parce qu'ils défendent leurs propres emplois, parce qu'ils sont tous vendus ?

[Quel "guignol"! Quand Mailly ignore comment fonctionne une entreprise, l'économie capitaliste.](#)

L'Éditorial (extraits) de Jean-Claude Mailly (FO) du 12 décembre commenté : *Le sparadrap du capitaine Haddock.*

Quand Mailly écrit que "*Mittal (est) lourdement endetté et dont les résultats financiers priment sur l'activité industrielle*", on a envie de lui répondre comme toutes les grandes entreprises ou multinationales, puisque leur pactole est planqué dans des paradis fiscaux, ils fonctionnent à découvert, à crédit, cela fait partie du chantage à l'emploi au moment venu, quand l'économie ralentit ou s'effondre, pour procéder à des fermetures d'usines, baisser les salaires, pour ne pas payer d'impôts puisqu'ils peuvent déduire leur perte de leur bénéfice, etc. et cela permet au passage d'engraisser les banquiers qui sont également les actionnaires de ces entreprises et la boucle est bouclée, Mailly le découvrirait-il ou l'ignorerait-il ? Plus loin vous pourrez lire que selon un document interne de Mittal, Florange est très rentable, y compris la production "*à chaud*", les hauts-fourneaux, ce qu'avait déjà précisé le rapport Faure, mais qu'apparemment Mailly a déjà enterré... comme le gouvernement, quelle coïncidence !

Lorsqu'il affirme plus loin à propos d'un repreneur qu'il s'agissait d'"*une réponse stratégique et industrielle relevant du rôle des pouvoirs publics s'ils veulent effectivement reprendre la main sur les marchés*", c'était prêté non seulement une intention au gouvernement qu'il n'a jamais eu, mais surtout se méprendre sur sa nature et manquer singulièrement de cohérence, car si Mittal "*raisonne mondialement, au-delà des gouvernements qui ne semblent guère l'impressionner*", ce qui est exact, cela signifie que ce sont les marchés qui dictent la politique du gouvernement et pas autre chose.

Effectivement, monsieur Mailly, aussi surprenant que cela puisse vous paraître, le gouvernement dans lequel vous avez mis vos espoir et colporter des illusions auprès des travailleurs est bien au service des marchés, pas des travailleurs ou je ne sais quelle souveraineté ou intérêt national dont il n'a que faire. Allez-vous dire la vérité à vos syndiqués, aux travailleurs ? Permettez-nous d'en douter fortement.

Et quand vous affirmez "*c'est «Mittal gagnant», comme le disent les Guignols de l'info*", il ne vous viendra pas à l'esprit que c'est vous et les vôtres les "*guignols*", tandis que les sidérurgistes sont les dindons de cette mauvaise farce. Vous être trop borné ou corrompu par le capitalisme pour le comprendre ou vous en souciez, vous le prouvez si besoin était ensuite en prétendant que "*le choix gouvernemental est une erreur*, alors qu'il n'a fait qu'appliquer ce que ses maîtres de l'oligarchie financière attendaient de lui, soit vous ne comprenez rien et vous le faites exprès, soit vous êtes un crétin fini et vous devriez démissionner, si vous voulez je suis disponible pour assurer votre fonction, je plaisante évidemment.

D'ailleurs vous vous moquez bien de savoir qui doit payer quand vous dites "*Que représente le 1 milliard d'euros annoncé par rapport aux 20 milliards d'euros accordés aux entreprises sans contrepartie?*" pour nationaliser Mittal, ben voyons pendant qu'on y est soyons large, ajoutons un cadeau d'1 milliard d'euros supplémentaires que l'Etat devrait verser à Mittal en plus des centaines de millions d'euros de subventions qu'il a déjà perçus par le biais de l'Etat ou de l'UE, sans parler du milliard d'euros qu'il devrait au fisc et dont plus personne ne parle. Je propose que l'Etat cesse de subventionner les syndicats à hauteur d'1 milliard d'euros pour financer la nationalisation de Florange, vous en pensez quoi monsieur Mailly ? Je plaisante, non pas sur la suppression de cette subvention qui sert en réalité à acheter ou corrompre les syndicats.

Finalement, Mailly finit par se vendre : "*le fait qu'il n'y ait pas de plan social, mais des départs en retraite et des départs «volontaires», est loin d'être suffisant*", et au diable le maintien des hauts-fourneaux qu'il ne cite pas et qui dans ces conditions sont condamnés à disparaître, c'est bien ce que voulait Mittal, n'est-ce pas ? On aura compris que tout le reste était du baratin de bureaucrate vendu pour enfumer les ignorants ou les naïfs.

Il ne pouvait pas terminer sans un clin d'oeil à son fond de commerce privilégié en reprochant au gouvernement d'avoir réduit la part de l'Etat dans EADS de 15 à 12% "*à la demande du gouvernement allemand, EADS devenant de fait plus dépendante des marchés financiers*, diable en voilà une affaire, encore une découverte, même la Sécurité sociale pour financer son déficit dépend des marchés financiers et des taux d'intérêt qu'ils lui imposent, toutes les entreprises nationalisées engraisent les banquiers, travaillent pour les capitalistes.

On a fait croire aux travailleurs, aux fonctionnaires en particulier et aux militants, qu'il suffisait que des pans entiers de l'économie passent sous la coupe de l'Etat pour qu'ils échappent à l'économie de marché, c'était une vaste escroquerie, en réalité d'une manière ou d'une autre les capitalistes n'ont cessé d'en tirer profit.

J'ai omis la critique de la sémantique employée par endroits par Mailly qui dénote une tendance à l'infantilisme, rien que le titre est tout un poème !

[Impossible de sanctionner ceux qui s'entraînent dans le pays : normal, c'est l'Etat !](#)

## Le Parlement unanime dans la lutte contre le terrorisme - Reuters

Le Parlement français a adopté mercredi à la quasi-unanimité un projet de loi sanctionnant l'entraînement militaire à l'étranger de personnes soupçonnées de préparer des attentats.

Le texte, qui complète le code pénal, prévoit qu'un Français parti s'entraîner dans un camp à l'étranger pourra être poursuivi pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et encourra une peine de 10 ans d'emprisonnement et une amende de 225.000 euros. – Reuters 12.12

Ils ont « oublié » ceux qui sont partis combattre en Syrie !

### En famille. Hollande : Le président du CAC40.

François Hollande dînant avec la fine fleur du CAC 40 ? L'image risque de faire cauchemarder l'aile gauche de la majorité qui a déjà bien du mal à digérer le virage social-démocrate du gouvernement, entre le pacte de compétitivité et la décision de ne pas nationaliser le site ArcelorMittal de Florange. Selon nos informations, le président doit être l'invité d'honneur, mardi prochain, veille de son départ en visite officielle en Algérie, d'un dîner organisé par le puissant lobby patronal de l'Afep (Association française des entreprises privées).

( Non, le gouvernement n'a pas effectué un "virage social-démocrate " pour la bonne raison qu'il est social-libéral, tout comme le PS et ses satellites, ce qui n'est pas une nouveauté. C'est la moindre des choses qu'ils l'invitent à ce festin pour service rendu, Sarkozy n'aurait pas fait mieux, lire plus loin. - ndlr)

« Sa présence est bien prévue », confirme une source officielle du bout des lèvres. Car, à ce stade, le rendez-vous ne figure pas à son agenda. Mais sauf changement de dernière minute, Hollande doit se rendre en personne au siège de l'association, dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, à deux pas de l'Élysée.

(En réalité, c'est là que se trouve le véritable gouvernement. -ndlr)

De nombreux hauts dirigeants sont conviés. L'Afep regroupe 98 sociétés, la plupart cotées en Bourse, comme Total, BNP Paribas, LVMH, L'Oréal, la Société générale et même... ArcelorMittal! Ce n'est pas la première fois que le président les rencontre : le 11 juin et le 23 août, il avait reçu à sa table à l'Élysée une poignée de dirigeants de ce lobby des affaires, dirigé par Pierre Pringuet, patron de Pernod Ricard. Ce rendez-vous pour le moins insolite étonne après la séquence malheureuse de l'exécutif sur Florange. « Au mieux, c'est une maladresse... » se désole un élu.

(Ses donneurs d'ordres l'honorent, ce serait mal poli de sa part de refuser une telle invitation, surtout que la table doit être bonne. -ndlr)

Certains députés socialistes, sonnés par le résultat des législatives partielles de dimanche, s'alarment mezza voce d'une multiplication des gestes en direction du patronat et d'un risque de coupure avec les catégories populaires. Les mêmes rappellent l'éviction de Lionel Jospin à la présidentielle de 2002. « Jospin avait dit : L'Etat ne peut pas tout. C'est le retour de la malédiction », s'inquiète un cadre du parti.

(Vade retro, Lucifer a encore frappé, non mais c'est vrai qu'ils ignorent tout des véritables intentions de la franc-maçonnerie au Parisien. -ndlr)

Ces derniers jours, deux phrases en forme d'aveu ont alarmé à gauche. L'une, de Hollande, en petit comité, sur Florange : « On aurait nationalisé, on aurait dû fermer nous-mêmes. » L'autre, de Jean-Marc Ayrault, dans le « JDD » : « Hollande n'a jamais promis qu'il sauverait toutes les usines. » A l'Élysée, un haut conseiller balaie un « romantisme mortifère » : « Florange est emblématique de ce qu'on va avoir à gérer. La gauche est censée changer le réel, mais le réel est tellement contraint que changer du tout au tout est compliqué. »

(Euphémisme dans leurs bouches, il faut lire impossible puisqu'ils n'en ont jamais eu la volonté. Qui ignore encore la véritable nature bourgeoise du PS ? La faute à qui ? A ceux qui entretiennent depuis des lustres l'illusion que ce serait encore un parti ouvrier ou de gauche. - ndlr)

A droite, un ex-ministre savoure : « C'est faux de dire que ce qu'ils font en matière économique est nul. On n'aurait pas fait beaucoup plus! » . - leparisien.fr 12.12

(Quel aveu ! J'avais eu l'occasion de le mentionner des mois avant le 6 mai et le 17 juin pour refuser d'appeler à voter Hollande ou PS. Le drapeau de la véritable opposition de gauche doit demeurer sans taches. Ce n'est évidemment pas le cas des philistins dont



il est question dans l'article suivant, eux ils ont les mains sales... -ndlr)

### En famille. La « gauche » du CAC40.

Lire cet article en ayant présent à l'esprit : la revalorisation misérable du smic et du RSA, les salaires mirobolants que les patrons du CAC 40 ont empoché en 2011 et 2012 devrait être un bon cru, l'alignement du gouvernement sur la direction de PSA, Mittal, Sanofi etc., son refus de revenir sur les contre-réformes successives des retraites comme sur toutes les lois anti-ouvrières adoptées depuis des décennies, les 20 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires octroyés généreusement aux actionnaires des grandes entreprises, les 10 milliards d'euros ponctionnés sur les ménages, la hausse des tarifs du gaz, de l'électricité, des transports en commun, de l'essence, etc., son alignement systématique sur l'impérialisme américain sur la Syrie, le Mali, etc. ses relations de vassal envers le Qatar et l'Arabie Saoudite entre autres, sa subordination totale à l'UE, aux marchés, à l'oligarchie financière, bref, la poursuite en tout point ou l'amplification de la politique réactionnaire de Sarkozy.

- Un peu plus de 200 socialistes, écologistes, membres du Front de gauche, associatifs et syndicalistes se sont réunis mercredi soir à Paris pour travailler à un rassemblement "crédible" de toutes les forces de gauche autour d'une série de propositions alternatives.

Comme figurent notamment dans ce panier de crabes ceux qui ont voté la "règle d'or" qui définit les modalités d'application du TSCG, de l'austérité, les différents budgets 2013 présentés par le gouvernement social-libéral ou capitaliste, on comprend que ceux qui ont refusé de les voter partagent en réalité la même idéologie, ce qu'ils ont confirmé d'ailleurs eux-mêmes (Mélenchon et Laurent) en refusant de se positionner dans l'opposition au gouvernement. Bref, niveau "crédibilité" : zéro ! Les travailleurs et les militants doivent fuir ces partis. ndlr)

Une démarche rendue nécessaire par la division de la gauche au Parlement et la "crainte" d'un rapprochement du PS et des centristes, selon la sénatrice PS Marie-Noëlle Lienemann.

(Au même moment un ex-ministre de l'UMP venait de déclarer que s'ils avaient été au gouvernement ils n'auraient pas fait mieux qu'Hollande-Ayrault... pour les capitalistes et contre les travailleurs, cela permet d'apprécier à sa juste valeur les états d'âme de la bourgeoise Marie-Noëlle Lienemann. - ndlr)

*"Le rassemblement des forces de gauche doit être l'horizon et l'urgence à construire politiquement", a-t-elle souligné. "Il faut travailler à ce rassemblement sur la base de propositions concrètes et convergentes. Nous ne sommes pas en train d'agir contre le gouvernement, nous lui demandons de réorienter le changement."*

(Au-delà de tout le baratin que l'on peut lire ici, il faut bien comprendre quelle est la trame de fond de cette opération et leur objectif : faire croire aux travailleurs que tous ces partis seraient de gauche, y compris bien entendu le PS, le PG et EELV qui ont été au gouvernement sous Chirac-Jospin, Chirac étant de gauche comme chacun sait, histoire de détourner travailleurs et militants d'autres partis, le POI, le M'PEP, le NPA et accessoirement LO.

Ensuite, leur objectif est de faire croire aux travailleurs et aux militants qu'une alternative politique est possible avec Hollande comme chef de l'Etat, alors qu'il s'applique à démontrer qu'il est le représentant du CAC40, et que toute issue politique à la crise du capitalisme est impossible sans passer par ces partis, dont le PS, ils le confirment dans le paragraphe suivant.

A l'arrivée, comme évidemment aucune alternative économique ou politique n'est pas possible avec Hollande au pouvoir, et que les participants à cette réunion n'ont pas du tout l'intention de briser le carcan du capitalisme et des institutions pour qu'une issue politique favorable aux travailleurs voie le jour, cela revient à une opération pour cadener le mouvement ouvrier et le livrer pieds et mains liés à ses bourreaux, en fait ils s'emploient à compléter le sale boulot que la direction du PS est incapable de faire elle-même, puisque ce parti est rejeté par l'immense masse des exploités. Derrière une façade politique qui se veut critique - mais pas trop tout de même, en sous-main ils soutiennent le gouvernement et le régime.

Ils vont même plus loin encore. Face à la décomposition accélérée du régime, de tous les partis qui soutiennent les institutions de la Ve République et de ces institutions elles-mêmes, ils se positionnent comme une solution de rechange à l'UMP et au PS au niveau de l'Etat au cas où les masses se soulèveraient, en se dressant comme un ultime rempart pour le préserver, conformément à leur fonction de fidèles chien de garde du capitalisme et de l'Etat. -ndlr)

Ce rassemblement était organisé par le club "Gauche Avenir", lancé en 2007 par 18 personnalités de gauche parmi lesquelles Marie-Noëlle Lienemann et l'ancien ministre socialiste de la Défense Paul Quilès. Son objectif est la constitution d'un "nouveau Front populaire".

(Front populaire qui fraya la voie au régime de Vichy, à Franco, Hitler, Pinochet, Videla, etc. et demain au FN en France, c'est déjà en bonne voie, merci à eux. A bas le Front populaire, à bas le fascisme ! Vive le socialisme ! -ndlr)

Se sont notamment succédés à la tribune Martine Billard, co-présidente du Parti de gauche, Pierre Laurent, secrétaire national du

Parti communiste, plusieurs élus écologistes et des représentants de l'aile gauche du PS comme Emmanuel Maurel.

Les propositions avancées lors de ce colloque, qui seront publiées la semaine prochaine par "Gauche Avenir", seront notamment transmises au président et au gouvernement.

(C'est la grande illusion, on est en présence de la pire pourriture qui soit car ils sont les fossoyeurs du socialisme, tous leurs efforts consistent à détourner les travailleurs et les militants du socialisme, je ne sais pas si beaucoup de militants en ont vraiment conscience.

Ce qu'il faut avoir à l'esprit, c'est que ces gens-là vivent au crochet du régime, ils en sont issus, c'est lui qui les a formés, qui a fait ce qu'ils sont aujourd'hui, qu'il tombe demain et ils disparaissent, ces parasites n'existent plus. Ils n'ont donc absolument aucun intérêt à combattre pour la liquidation de l'ordre établi.

Et leurs convictions, leurs idéaux ? Mais ils n'en ont pas, c'est quand même extraordinaire, ils le prouvent à longueur de temps depuis des lustres et il suffit qu'ils ouvrent la bouche pour que la réalité s'envole et que les militants s'accrochent finalement à du vent, des illusions, des intentions sans lendemain ou sans fondements solides, cohérents ou sérieux. Il n'y a rien à attendre de cette vermine, quel langage faut-il utiliser pour que les militants le comprennent. Ceux qui placent leurs espoirs dans ces partis sont des ignorants ou ils sont bourrés eux-mêmes d'illusion, ce qui revient au même. - ndlr)

"Force est de constater que le gouvernement ne rassemble pas l'ensemble des forces de gauche", a déclaré Marie-Noëlle Lienemann. "Il doit privilégier dans ses arbitrages des politiques qui fédèrent la gauche". Mais alors que le co-président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon veut imposer la formation d'une majorité alternative, pas question de parler stratégie dans cette enceinte, insiste-t-elle.

(Il rassemble les forces de droite sous un langage faussement populaire, PS, MRC, PRG, EELV. Quant à Mélenchon, c'est l'idiot utile, le renégat, il incarne ce qui se fait de pire en se réclamant du mouvement ouvrier, il a adopté les mêmes principes qu'un Fabius en vérité. - ndlr)

"On n'est pas en train de faire les compositions gouvernementales, en revanche on attend une sorte de sursaut de la gauche parce que nous sentons qu'il est temps de reprendre un chemin plus ambitieux dans le progrès social, dans le dynamisme de relance de la croissance et dans l'intervention de l'Etat". - Reuters 12.12

(Le "sursaut de la gauche" Hollande va y penser en se gavant à la table des patrons du CAC40, cela ne fait aucun doute ! La "relance de la croissance" ne peut signifier pour le gouvernement et le patronat que baisse du coût du travail, davantage de flexibilité dans les rapports entre le travail et le capital au profit de ce dernier, voilà le programme de ce rassemble des "forces de gauche". - ndlr)

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

1- Etats-Unis. Une dictature.

Le juge militaire de Guantanamo a ordonné que les témoignages des accusés du 11-Septembre sur les abus qu'ils ont subis pendant leur détention secrète, soient gardés secrets et débattus à huis clos, en l'absence des médias et du public.

Dans un jugement daté du 6 décembre mais dévoilé mercredi sur le site internet des tribunaux militaires d'exception, le juge James Pohl a approuvé la demande du gouvernement américain de maintenir le caractère secret de ces témoignages au nom de la sécurité nationale.

Au coeur du débat, les mauvais traitements assimilés à de la torture que le Pakistanais Khaled Cheikh Mohammed et ses quatre co-accusés ont endurés lors de leur détention dans des prisons secrètes avant leur transfert à Guantanamo en 2006.

"Comme les accusés ont été détenus et interrogés selon le programme de la CIA, ils ont été exposés à (...) des méthodes et des activités classifiées (...) et sont en position de révéler ces informations publiquement", arguait le gouvernement américain dans son recours.

Le jugement rendu le 6 décembre concerne toutes les informations susceptibles d'être soulevées à l'audience concernant "les détails autour de la capture des accusés", les pays où ils ont été détenus au secret de 2003 à 2006 pour quatre d'entre eux, "les

*noms, les identités, les descriptions des personnes impliquées dans leur capture, leur transfèrement, leur détention ou leurs interrogatoires", "les techniques d'interrogatoire renforcées" ou la "description de leur lieu de détention".*

Le gouvernement avait soumis au juge Pohl *"des déclarations sous scellés de représentants de la CIA, du Pentagone et du FBI (...) expliquant comment la publication de toutes les informations classifiées en question seraient préjudiciables à la sécurité nationale".*

*"Le tribunal juge que cette affaire implique des informations classifiées sur la sécurité nationale, y compris des informations +top secret+ dont la publication serait préjudiciable à la sécurité nationale",* a encore écrit le juge. Le différé de 40 secondes *"institutionnalisé"*

Le colonel Pohl a aussi décidé, également à la demande du gouvernement, *"d'institutionnaliser une pratique utilisée depuis plusieurs années, baptisée la règle des 40 secondes",* qui impose un différé dans la retransmission des débats, y compris dans la salle d'audience.

Dans les lieux de diffusion des audiences et dans la salle du tribunal où ils sont cantonnés derrière une paroi de verre, le public et les journalistes entendent les échanges avec 40 secondes de retard. Ce délai permet à un censeur d'appuyer sur un interrupteur et de brouiller toutes les déclarations jugées sensibles pour la sécurité nationale. *"Ce délai permet au tribunal d'évaluer et d'empêcher toute publication intentionnelle ou par erreur d'informations classifiées",* a écrit le juge.

A l'audience d'octobre, Hina Shamsi, avocate de l'ACLU, avait dénoncé une *"antichambre de la censure"* qui prive le grand public d'informations précieuses pour le procès pour terrorisme *"le plus important de notre temps".*

*"Ce différé est l'outil avec lequel le gouvernement empêche, de manière anticonstitutionnelle, le public d'entendre les témoignages sur la torture",* a réagi l'avocate mercredi dans un communiqué.

*"Cette décision sape la prétention du gouvernement à un système de justice militaire transparent et porte un coup grave à sa légitimité".* AFP 12.12

## 2- Syrie

La Syrie a émis un mandat d'arrêt contre l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri pour *"crimes terroristes"* en l'accusant de financer et d'armer les insurgés cherchant à renverser le président syrien Bachar al Assad.

L'agence officielle de presse syrienne Sana ajoute qu'une mesure similaire a été prise contre Oqab Saqr, membre du Courant du Futur de Saad Hariri, et contre l'opposant syrien Louay Meqdad.

La Syrie a saisi Interpol.

Saad Hariri est le fils de Rafic Hariri, Premier ministre libanais assassiné en février 2005 dans un attentat pour lequel un tribunal soutenu par l'Onu accuse des membres du Hezbollah libanais, mouvement soutenu par Damas. Il a exprimé un soutien constant aux opposants cherchant depuis mars 2011 à renverser Bachar al Assad.

En privé, des rebelles syriens affirment que des responsables politiques libanais, parmi lesquels Oqab Saqr, installé en Turquie depuis des mois, participent à l'acheminement d'armes en provenance de tierces parties à destination des insurgés combattant les forces du régime Assad en Syrie.

Oqab Saqr assure ne fournir qu'une aide humanitaire en Syrie. Un enregistrement sonore a toutefois fait surface dans lequel on l'entend discuter avec Louay Meqdad. Les deux hommes semblent discuter de fournitures d'armes. L'enregistrement a été diffusé par une chaîne de télévision libanaise. Oqab Saqr assure que c'est un faux.

*"Le parquet général (de Syrie) a été saisi après que des enregistrements ont mis au jour la participation (des trois hommes) dans la fourniture d'argent et d'armes aux terroristes en Syrie",* a déclaré le procureur général Mohamed Marouane al Lodji, cité par Sana.

Selon ce dernier, ces enregistrements prouvent également que les trois hommes participent à l'envoi de combattants libanais en Syrie.

Ces accusations sont lancées le jour même où, au Liban, un juge a convoqué deux officiers syriens, dont le général Ali Mamlouk, chef de la sûreté nationale syrienne, devant un tribunal militaire de Beyrouth le 14 janvier.

Avec l'ancien ministre libanais de l'Information Michel Samaha, ces deux hommes ont été inculpés en août de complot visant à déstabiliser le Liban par une vague de violences. Reuters 12.12

### 3- Egypte

#### Les généraux égyptiens reportent le "dialogue national"

Les efforts pour résoudre rapidement la crise politique en Egypte ont connu mercredi un revers avec le report surprise par l'armée du "dialogue sur l'unité nationale" que l'opposition venait pourtant d'accepter.

L'acceptation par le Front de salut national (FSN, coalition d'opposants libéraux et laïques) de ces discussions avait fait naître l'espoir d'une fin des manifestations de rue et des violences quotidiennes de ces derniers jours dans le pays phare du monde arabe.

L'armée a justifié l'ajournement du "dialogue national" avec l'opposition par le faible niveau de représentativité de ceux qui ont accepté l'offre. Aucune nouvelle date n'a été avancée pour ces discussions.

Ce report a été annoncé alors qu'a débuté le processus de référendum constitutionnel pour les Egyptiens résidant à l'étranger et qui constitue un échec pour l'opposition, cette dernière ayant espéré un report.

Le FSN a fait savoir qu'il appellerait les Egyptiens à voter "non" plutôt que de boycotter l'exercice. Pour l'opposition laïque et libérale, le projet de nouvelle Loi fondamentale proposé par le chef de l'Etat vise à imposer un carcan religieux à la société égyptienne.

– Reuters 12.12

---

## SOCIAL

### France

Le conseil d'administration du Stif, l'autorité organisatrice des transports en Ile-de-France, doit voter jeudi les tarifs pour 2013. C'est le Navigo mensuel zone 1-2 qui subirait la plus forte hausse, passant de 62,90 euros à 65,10 euros. Le zone 1-3 grimperait de 81,40 euros à 84,10 euros, le zone 1-4 de 99,60 euros à 102,30 euros et le zone 1-5 de 111,50 euros à 113,20 euros.

La carte jeunes Imagin'R passerait de 306 euros à 315,30 euros. Enfin, le prix du carnet de dix tickets de métro devrait augmenter de 0,60 euros. - 20minutes.fr 12.12

---

## ECONOMIE

### Etats-Unis. Faites chauffer la planche à billets !

#### La banque centrale américaine crée toujours plus de monnaie - AFP

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a décidé mercredi d'intensifier encore sa création monétaire pour soutenir la reprise de l'économie américaine et a révolutionné sa communication relative à l'évolution de son taux directeur, au plancher depuis quatre ans.

Le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) a annoncé le lancement d'un nouveau programme de rachats de bons du Trésor à long terme à partir de janvier, à hauteur de 45 milliards de dollars par mois, montant qui pourra être ajusté ultérieurement en fonction des circonstances.

Ces rachats doivent succéder à "l'opération Twist" par laquelle la Fed augmente depuis septembre 2011 la maturité moyenne de son portefeuille d'obligations du Trésor sans créer de monnaie, et qui s'achève à la fin du mois. Ils s'ajouteront aux 40 milliards de dollars de titres adossés à des créances hypothécaires que la Réserve fédérale achète sur les marchés chaque mois depuis septembre.

Le FOMC précise que la banque centrale poursuivra tous ces rachats "tant que la perspective du marché du travail ne s'améliorera pas nettement".

Combinées au maintien du taux directeur de la Fed dans la fourchette de fluctuation de 0 à 0,25% qui lui est assignée depuis décembre 2008, ces mesures exceptionnelles sont censées soutenir la reprise en maintenant une pression maximale sur

les taux d'intérêt, du plus court au plus long terme, afin de stimuler l'investissement, la consommation et le marché immobilier.

(Qui gouvernent aux Etats-Unis : le gouvernement, les institutions ou un cartel de banques privées, la Fed ? Réponse. – ndlr)

La Fed a pour mission d'assurer le plein emploi et la stabilité des prix, et son chef a indiqué que sa nouvelle communication ne changeait "en rien" l'équilibre délicat que la Fed cherche à obtenir entre ces deux objectifs.

(En réalité, ils organisent le chômage de masse qui se traduit par une baisse de la consommation, ajoutons la baisse du coût du travail qui va dans la même direction, pour contenir l'inflation, car une reprise de l'économie se traduirait par des hausses de salaires, donc une hausse de la consommation, donc une hausse des prix. Précisons, inflation des prix à la consommation et des salaires qui doivent être le plus bas possible, car en réalité elle explose (actions, immobilier neuf, matières premières, etc.). En fait d'« équilibre » leur intention est uniquement de faire en sorte que les riches le deviennent encore plus au détriment de la classe ouvrière et de la classe moyenne. – ndlr)

Mais plusieurs analystes parlent d'une vraie révolution, comme Joel Naroff, de Naroff Economics Advisors, pour qui il est désormais évident que "la clef (de la politique future de la Fed) sera le taux de chômage". (qui selon certains observateurs serait le double de celui annoncé officiellement. – ndlr)

La Fed a revu en légère baisse son pronostic de croissance économique pour 2013, à 2,3-3,0% en glissement annuel au dernier trimestre (contre une estimation de 2,5%-3,0% en septembre), mais ses nouvelles prévisions économiques montrent que le plein emploi, qu'elle situe à un taux de chômage compris entre 5,2 et 6,0%, ne sera pas atteint avant 2016. (Pour ne pas dire à une date indéterminée ! – ndlr)

M. Bernanke a rappelé que les modifications de la politique monétaire ne faisant sentir leurs effets sur l'économie réelle qu'avec retard, la Réserve fédérale relèverait son taux directeur nécessairement avant que le plein emploi soit atteint. – AFP 12.12

[Haut de page ↗](#)

---

Le 14 décembre

## CAUSERIE

J'ai laissé de côté trois articles sur l'union bancaire et l'UE et une déclaration de Merkel, pas le temps, on verra cela demain. Quel boulot !

Bon week-end à tous.

### Voilà ce qui nous attend si nous les laissons faire.

Fonctionnaires, travailleurs du spectacle, assurés sociaux, donc la totalité des travailleurs actifs et retraités du pays, mobilisez-vous, organisez-vous, le gouvernement Hollande-Ayrault qui est incapable de s'attaquer au capitalisme parce qu'il est en réalité son représentant prépare le retour de l'UMP au pouvoir, dont le programme antisocial pourrait s'inspirer du rapport que l'Institut Montaigne ultra libéral vient de publier, jugez plutôt :

- réduction des dépenses de personnel dans les trois fonctions publiques (d'Etat, hospitalière, territoriale) ;
- rétablissement du principe du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux ;
- augmentation du temps de travail des agents publics de 2 heures 30 hebdomadaires et gel de leurs salaires ;
- l'assurance-chômage appelée à redevenir "dégressive" ;
- "réforme de fond" de l'assurance-maladie ;
- réduction des remboursements des maladies chroniques ;
- mise en place d'une franchise annuelle au-delà de laquelle les frais sont pris en charge à 100% et en dessous de laquelle ils ne le sont que partiellement ;

- réduire les prestations familiales, en éteignant "*progressivement la prise en charge des congés parentaux*" ;
- le régime des intermittents du spectacle doit être réformé pour économiser 400 millions d'euros. (source : AFP 13.12)

Toutes les catégories de travailleurs seront durement frappés, alors que les patrons du CAC 40 se sont octroyés une nouvelle fois des rémunérations à coup de millions d'euros, pour eux la crise n'existe pas. Cela ne peut plus continuer, il faut préparer les conditions politiques pour leur retirer leur pouvoir, les exproprier sans leur verser un centime, prendre nous-mêmes notre destin en mains.

Il faut déclarer illégal le capitalisme, la pauvreté, la précarité, le chômage...

Les capitalistes et autres rentiers n'ont aucune légitimité, ce sont des parasites, c'est nous qui produisons les richesses ou qui assumons le fonctionnement de la société, c'est donc nous qui devons décider quoi produire et comment et assurer la distribution ou répartition des richesses entre tous les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes. Personne n'a le droit d'en décider à notre place.

Il nous faut construire un parti politique qui incarne et défende exclusivement nos besoins et nos aspirations.

Il nous faut un gouvernement qui incarne cette politique sociale. Chacun comprendra que ce n'est pas l'Etat, les institutions forgées par les capitalistes, la Ve République qui pourra l'incarner.

Il nous faut donc nous débarrasser de ces institutions et en fonder de nouvelles, une République sociale où les richesses produites par les travailleurs qui constituent l'immense majorité profiteront à celle-ci et non à une minorité de riches qui ne le sont jamais assez, de parasites pour lesquels la pauvreté, la précarité et le chômage sont des maux nécessaires.

### [Vous ne le saviez pas ? De Pompidou à Hollande : L'Etat sous la coupe des Rothschild.](#)

Laissons la parole au Figaro, journal bien connu pour son objectivité quand il s'agit de faire le portrait de l'un des leurs.

Rappelons que Pompidou qui prit la suite de de Gaulle à la tête de la Ve République, fut un ex-employé de la banque Rothschild, dont la famille était la plus riche de Grande-Bretagne et du monde dès le début du XIXe siècle. La Banque d'Angleterre et le cartel des banquiers (6 familles) qui donna naissance à la Réserve Fédérale (Fed) en 1913, c'est eux.

- «*Monsieur superlatif*», selon Le Monde ; «*Avec Macron, l'Elysée décroche le poupon*», pour Libération ; ou encore: «*Le jeune loup de l'Elysée qui rassure les patrons*». Quand il a été nommé secrétaire général adjoint de l'Elysée, en mai dernier, membre d'honneur de l'équipe de François Hollande, la presse de gauche s'est pâmée. Emmanuel Macron, ce «*M. Parfait*» qui arrivait à l'Elysée, semblait sortir du lot. Si jeune (35 ans), si brillant, ouvert, n'ayant pas la grosse tête, cultivé, modeste et capable de ramener Hollande dans le cercle de la raison économique.

Il poursuit plus loin, c'est lui qui oriente la politique économique du gouvernement :

- ...il participe à toutes les négociations importantes, européennes et budgétaires, certes il a été à la manoeuvre dans l'élaboration du pacte de compétitivité, lors de l'affaire EADS ou de Florange...

Même «*la gauche de la gauche*» du PS l'apprécie, c'est peu dire que ce courant est en réalité une escroquerie à lui tout seul :

- Du gouvernement, où son activisme et son omniprésence commencent à en agacer certains, même si ses relations avec les principaux ministres du pôle économique sont bonnes (de Moscovici à Cahuzac en passant par Montebourg). (...) De la gauche de la gauche, qui voit dans le virage économique pris par François Hollande, et, notamment, dans la décision d'augmenter la TVA, l'influence de Macron - «*le banquier qui vient de chez Rothschild*».

Il n'a pas perdu de temps pour rassurer le milieu qui a sa préférence, un sous-marin du Medef :

- Dès son arrivée, dans son petit bureau d'angle du troisième étage, l'inspecteur des Finances a en effet déployé les grands moyens. (...) Petits et gros, rois du CAC 40, jeunes entrepreneurs ou créateurs de start-up (...) beaucoup de patrons ont défilé dans son bureau de l'Elysée. Il les a écoutés, auscultés, cajolés. Il s'est montré compréhensif, compatissant, empathique en diable, jugeant légitimes nombre de leurs revendications.

Les bonnes intentions ne suffisent pas toujours, il faut faire avec la situation sociale :

- Il a pris leur pouls et leur a administré de force calmants et antalgiques, a reconnu la nécessité de la rigueur. (...) Seulement voilà, selon l'un de ses visiteurs, «*il a donné beaucoup d'espoir, mais on en est revenu de sa réelle capacité d'influence*». L'un de ses anciens collègues persifle: «*Il n'a aucun impact sur Hollande, il a peut-être inspiré le pacte de compétitivité, mais c'est une goutte d'eau dans l'océan des problèmes auxquels on doit faire face.*»

Il lui faut aussi les camoufler ou ne pas trop en faire pour que Hollande n'apparaisse pas davantage comme le président des nantis. Un protégé du banquier et sioniste Attali.

- Il sait aussi qu'il doit se garder d'apparaître comme le représentant d'un lobby, ce qui le démonétiserait de facto. Lui qui «*séduirait une porte de prison*», selon l'un de ses anciens collègues de chez Rothschild, a su en tout cas plaire à François Hollande. C'est Jean-Pierre Jouyet qui a parlé le premier d'Emmanuel Macron à son ami François Hollande, encourageant le jeune homme, connu à l'inspection des Finances, à choisir celui-ci plutôt que DSK lors de la primaire du PS en 2011. Mais c'est Jacques Attali, qui avait engagé Macron pour travailler à la Commission pour la libération de la croissance, qui a présenté Macron à Hollande lors d'un dîner chez lui. Entre ces deux-là, le courant est passé immédiatement. Peut-être parce qu'ils ont quelques points communs.

Le parcours irréprochable d'un aristocrate de la Ve République :

- Une enfance provinciale et bourgeoise sans nuages pour Macron, fils d'un couple de médecins, élevé chez les Jésuites de la Providence, à Amiens, avant de débarquer à 16 ans à Paris, en terminale à Henri-IV, avec l'idée de faire ses humanités. Un parcours dans les écoles traditionnelles qui forment les élites françaises. Sciences-Po, l'ENA...

Zélé serviteur, à la banque Rothschild on en garde un souvenir impérissable :

-... du jour au lendemain, après un entretien d'une heure avec François Henrot, «*sous le charme*», le jeune homme pressé, qui avait été auparavant assistant du philosophe Paul Ricoeur, est engagé à la banque Rothschild. À 30 ans. Il s'y fait très vite remarquer. «*Je lui ai trouvé d'évidentes qualités intellectuelles, une rapidité et une finesse remarquables et, bien qu'appartenant à la corporation des premiers de la classe, une rare capacité d'écoute et d'empathie avec ses interlocuteurs, c'est quelqu'un qui a le sens du colloque singulier*», note aujourd'hui l'associé gérant de la banque d'affaires. «*Quand on sort de son bureau, on a l'impression d'être son meilleur ami*», complète Jean-Claude Meyer, vice-chairman Europe de la banque Rothschild, qui vante son «*charme exceptionnel et son esprit supérieur*».

- Bluffant ses pairs par sa force de travail et sa rapidité à apprendre un métier d'une technicité peu évidente, il devient associé à 33 ans, après avoir notamment réussi à introduire la banque chez Nestlé. Pourtant, malgré ses succès, mais sa fortune faite, Macron, pur produit de la méritocratie française, ne résiste pas à l'offre de François Hollande de rejoindre l'Elysée après son élection...

L'Elysée n'a cessé d'être sous la coupe des Rothschild. Un «*paroxysme* » qui n'en est pas vraiment un quand on a à l'esprit la nature du PS et le double langage de Hollande. Pour ne rien gâcher, un anticommuniste primaire :

- À dire vrai, les allers-retours entre la banque Rothschild et l'Elysée sont désormais monnaie courante. Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, François Pérol, lui aussi ancien associé de la banque d'affaires dirigée par David de Rothschild, fut secrétaire général adjoint de l'Elysée jusqu'en 2009. Mais avec l'arrivée d'Emmanuel Macron, certains trouvent que l'on atteint les limites du paradoxal lorsqu'on se souvient des attaques de François Hollande pendant la campagne présidentielle contre le monde de la finance, désigné comme son seul adversaire. Cela ne semble pas troubler le principal intéressé, qui espère faire bouger les lignes à gauche et n'entend pas mettre ses convictions sous le boisseau, lui qui s'est exclamé à propos de la mesure de taxation des revenus à 75 %: «*C'est Cuba sans le soleil!*» (...)

Ses pairs ne s'y sont pas trompés et ont reconnu l'un des leurs. Adoubés par des parrains aussi réactionnaires, Hollande est décidément bien inspiré :

- Jacques Attali, un peu rapide en besogne, n'exclut pas «*que Macron soit un présidentiable*». Alain Minc, qui l'apprécie beaucoup, décèle chez lui «*une ambition immense derrière son air sage*». (source : lefigaro.fr 13.12)

Entre nous camarades, il ne manque plus que Mélenchon au côté de Hollande et de cet ex-banquier de Rothschild, et ne dites pas que je le calomnie, c'est lui-même qui a postulé publiquement.

[Suite de «\*l'affaire\* » de l'enseignant de Charente suspendu.](#)

L'enseignant d'un collège de Charente, suspendu temporairement lundi après avoir demandé à des élèves de 3e une rédaction en se mettant dans la peau d'un jeune suicidaire, a exposé jeudi 13 décembre "sa démarche pédagogique" à la direction académique. Celle-ci devrait prendre une décision le concernant, a annoncé le syndicat Snes-FSU.

"A l'issue de cet entretien d'évaluation mené de manière soignée et pertinente, le collègue ayant pu exposer sa démarche pédagogique, le recteur prendra sa décision", informe dans un communiqué le co-secrétaire académique du syndicat, Alain Héraud.

Selon *La Charente Libre*, qui a révélé l'affaire, les élèves de deux classes de 3e se sont vu proposer le 22 octobre le sujet suivant, confirmé par directeur d'académie:

"Vous venez d'avoir 18 ans. Vous avez décidé d'en finir avec la vie. Votre décision semble irrévocable. Vous décidez dans un dernier élan de livrer les raisons de votre geste. En dressant votre autoportrait, vous décrivez tout le dégoût que vous avez de vous-même. Votre texte retracera quelques événements de votre vie à l'origine de ce sentiment." nouvelobs.com 13.12

Ce que je trouve extraordinaire, c'est que ce soit un syndicat, en l'occurrence le Snes-FSU, qui dans un communiqué rend public la démarche du recteur de l'académie, ce qui me fait dire que ce sont les syndicats qui gèrent ou cogèrent l'Education nationale. Passons, nous y reviendrons plus tard. Cela explique peut-être aussi (en partie) pourquoi le régime a tenu si longtemps.

A la lecture du sujet proposé par ce prof à des élèves de 3e, je le trouve complètement délirant à plus d'un titre.

La question du suicide y est avancée d'un bout à l'autre au mode indicatif, celui du réel et non de la fiction ou du virtuel ou encore d'un potentiel qui pourrait se réaliser ou non dans certaines circonstances, ce qui aurait nécessiter l'emploi du conditionnel.

De telle sorte que l'idée du suicide ne doit figurer comme un acte étranger aux élèves, mais bien comme une opportunité qui leur est offerte à tout moment.

On n'est pas là dans le domaine de l'imaginaire mais bien dans celui de la réalité, puisqu'il arrive toujours un moment où chacun exprime le « dégoût » de « soi-même », d'ailleurs c'est exprimer à la fin du sujet « *Votre texte retracera quelques événements de votre vie à l'origine de ce sentiment* ».

Et les syndicats cautionnent cela ? Normal, ils sont corporatistes dans tous les sens du terme. Stupéfiant !

Je suis évidemment contre toute mesure disciplinaire qui pourrait être prise contre ce professeur, mais je ne peux pas soutenir son initiative que je qualifierais de suicidaire et d'irresponsable.

Effectivement, c'est à se demander si ce n'est pas lui qui aurait un grave problème à résoudre et qui l'aurait extériorisé inconsciemment de cette manière. Et si tel était le cas, répétons-le, il n'y aurait rien de pire que de le sanctionner, n'importe quel thérapeute dirait la même chose, car après tout on ne sait pas ce qu'il a dans la tête, d'où lui est venue cette idée.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Méthode Coué : déjà la fin ?

- Ayrault : 'Nous ne menons pas une politique sociale-libérale' - LeMonde.fr

Peu importe

- Montebourg 'garde le sourire' malgré l'épisode de Florange - LeMonde.fr

- PS: Ségolène Royal « en pleine forme » - 20minutes.fr

### Vous avez dit illégitime et aux ordres, non ?

- La "règle d'or" validée par le Conseil constitutionnel - L'Expansion.com

- La taxe sur les boissons énergisantes annulée par les Sages - Reuters

### Sans blague ?



- Lakshmi Mittal n'aurait jamais vraiment cru à une nationalisation - Reuters

Dans une interview au Figaro, Lakshmi Mittal déclare n'avoir jamais cru à une nationalisation de Florange et assure qu'aucune "menace n'est nécessaire pour que nous tenions nos promesses et le gouvernement est le bienvenu pour le vérifier". Reuters 13.12

Et pour cause, ils sont complices !

"Chiche" (POI), il n'y a que les simplets ou les vendus qui y ont cru, avons-nous raison ou tort de l'affirmer la semaine dernière ?  
Merci monsieur Lakshmi Mittal pour cette précision qui conforte notre point de vue.

[Ne pisse pas qui veut, quand il veut, où il veut !](#)

- Licencié pour une "pause pipi"? - L'Express.fr

Il n'avait qu'à faire comme Gégé (Depardieu) dit la vinasse ou encore la pisse, pisser sur place !

[Voilà qui fait l'affaire du Qatar](#)

- Égypte : "Les Frères musulmans ne sont pas modérés" - LePoint.fr

- Société Générale cède sa filiale égyptienne à une banque qatarie - L'Expansion.com

[Au pays des Rothschild tout est possible](#)

- Gaz de schiste : le Royaume-Uni autorise l'exploration - Le Nouvel Observateur

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### [ArcelorMittal Florange.](#)

Avant de lire un article de presse qui résume la journée d'hier, une info qui sans doute confirme ce que nous avons flairé et qui serait à l'origine de la décision de Mittal de s'attaquer à Florange et au site de Basse-Indre après avoir fermé Gandrange : "Depuis que Wolfgang Eder, PDG de Voestalpine et Président d'Eurofer, l'Association européenne des producteurs d'acier, a estimé qu'il était nécessaire de réduire les capacités de 20-25% dans un avenir relativement proche, tous les grands groupes se mettent en ordre de marche", observe ainsi un analyste. (L'Expansion.com 13.12)

ArcelorMittal a détaillé jeudi les investissements prévus en France lors d'une réunion "âpre et tendue" qui a laissé la CFDT et CFE-CGC "mitigées" mais en partie rassurées, alors que la CGT et FO ont claqué la porte qualifiant d'"inacceptable" l'accord avec le gouvernement.

"Les nombreux points d'inquiétude ont tous été abordés, pour la plupart d'entre eux, des réponses ont été apportées. On a réussi à obtenir point par point les assurances sur le traitement de chaque salarié d'ArcelorMittal", a déclaré François Pagano, délégué central CFE-CGC, à l'issue d'un Comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire consacré à l'accord passé le 30 novembre entre le gouvernement et le géant de l'acier.

Pour la CFDT, Jean-Marc Vécrin, délégué central, s'est dit "mitigé".

"Il y a des choses qui ont l'air positives, particulièrement le traitement social, et sur les investissements dont on a tout le calendrier par mois et par trimestre", a-t-il déclaré.

Selon l'accord signé qui n'a toujours pas été remis aux organisations syndicales, ArcelorMittal doit investir 180 millions d'euros à Florange d'ici 2017.

Dans le détail, "40 millions d'euros seront mis en oeuvre dès le 1er trimestre 2013", selon M. Vécrin, dans des infrastructures de haute technologie telles qu'une soudeuse laser dévolue notamment à l'acier Usibor (destiné à l'automobile) et à un moteur du train à chaud (qui permet de transformer les barres d'acier en bobines), et dont le début des travaux est prévu pour 2014.

"Si certains points nous rassurent, il reste des zones d'ombre", comme Ulcos, "le consortium" autour de ce projet de captage-enfouissement de CO2 et les hauts fourneaux. La filière liquide reste "le point d'achoppement", a reconnu le cédétiste.

Interrogé sur la mort annoncée de cette filière, il a admis que "c'était compliqué" mais que "si des compensations sont là, en termes d'emploi, on prendra nos responsabilités".

Sur le volet social, la direction veut commencer les négociations dès janvier, selon les deux syndicalistes, qui ont précisé que "des mesures d'âge vont être appliquées à Florange où 629 postes" de la filière liquide vont disparaître.

Quant au site de Basse-Indre (Loire-Atlantique), où la grève lancée lundi doit être suspendue vendredi, ArcelorMittal a promis d'investir 15 millions d'euros en cinq ans.

Selon M. Pagano, "on n'aura aucune suppression de postes et l'arrêt n'est que temporaire" dans cette usine.

Concernant les transferts d'activité de Basse-Indre vers Florange (Moselle), "ils commenceront dès 2013 et seront lissés sur 8 mois", le temps de former les personnels, a précisé M. Vécrin.

Moins d'une heure après le début du CCE, la CGT et FO ont claqué la porte pour manifester leur refus "catégorique" de l'accord, un départ que le groupe a dit "regretter" dans un communiqué diffusé dans la soirée. La direction "espère que leurs représentants reviendront rapidement participer aux prochaines rencontres", affirme-t-elle.

Accusant la direction de mener une politique de "casse industrielle et sociale", la CGT, premier syndicat du groupe, a appelé "les salariés partout sur les sites en France à la mobilisation dans l'unité syndicale".

Philippe Verbeke, délégué CGT, a demandé aussi que "Lakshmi Mittal ait le courage de venir voir les salariés", déplorant un accord qui "entérine la fin de la filière liquide".

FO «ne reconnaît pas la légitimité de l'accord», a déclaré en sortant Norbert Cima, tandis que Philippe Verbeke (CGT) a dit «le dénoncer catégoriquement». Philippe Verbeke a dénoncé un «accord qui entérine l'arrêt de la filière liquide et impacte d'autres sites, comme celui de Basse-Indre» (Loire-Atlantique) et a appelé le gouvernement à «rouvrir le dossier car les destructions d'outil et d'emplois menées par Mittal vont continuer».

"On enterre Ulcos, on nous sort Ulcos II sur lequel on investit deux fois moins et dont on n'est même pas sûrs qu'il sera implanté à Florange", a dit M. Cima.

La CGT, premier syndicat du groupe sidérurgiste, a appelé «les salariés partout sur les sites en France à la mobilisation dans l'unité syndicale». Philippe Verbeke a souhaité que «Lakshmi Mittal ait le courage de venir voir les salariés».

De son côté, Sylvie Victoire-Mendoza, secrétaire FO du CE de Basse-Indre, a expliqué que «la direction avait refusé de donner l'accord entre Mittal et le gouvernement».

«Mittal et le gouvernement voudraient qu'on les suive sur un accord qui fragilise l'ensemble des sites. Est-ce qu'il a été vraiment signé cet accord?» s'est demandé Norbert Cima pour FO. AFP, Reuters et Libération.fr 13.12

Quelle question grotesque ou il est abruti ! On croirait qu'ils découvrent que le gouvernement s'est entendu avec Mittal sur le dos des sidérurgistes, on croit rêver ! A moins que ne soit une fois de plus qu'une posture face à la colère des ouvriers qui se sentent à juste titre trahis...

[Mailly. A bas le "collectivisme" ! A qui profiterait une nationalisation ? Aux marchés financiers.](#)

Le secrétaire général de FO favorable à des nationalisations

Le secrétaire général du syndicat Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, s'est dit favorable jeudi à la nationalisation de certaines entreprises, notamment dans la sidérurgie et les chantiers navals, afin de prévenir des fermetures.

Cette arme, brandie par le gouvernement notamment pour le site ArcelorMittal de Florange en Lorraine, n'a pour l'instant pas été utilisée, au grand dam des syndicats de ce lieu qui y voyaient leur seul espoir.

Jean-Claude Mailly a dit sur RTL qu'il y voyait une mesure transitoire. "Entre nationalisations quand c'est nécessaire et collectivisme à tout va, il y a une marge", a-t-il dit.

"Il faut qu'il y ait une logique industrielle. Sur la sidérurgie, il y a une logique industrielle. Est-ce que la France peut se permettre demain de ne plus avoir de filière sidérurgique? Est-ce que la France peut se permettre de ne plus avoir de chantiers navals?", s'est-il demandé.

"La nationalisation, ce n'est pas un gros mot. De Gaulle a nationalisé, ce n'était pas un collectiviste", a-t-il ajouté. Les syndicats soulignent que l'arme des nationalisations a été utilisée récemment aux Etats-Unis et au Royaume-Uni dans des secteurs comme l'automobile et la banque.

L'inquiétude plane sur les chantiers navals STX de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), qui manquent de commandes. Jean-Claude Mailly a dit penser, à propos de cette entreprise, à une "prise de participation" de l'Etat. Reuters 13.12

Toujours aussi farouchement anticommuniste, c'est la marque de fabrique de FO.

On se contrefout de la France, de la "logique industrielle de la France monsieur Mailly ! Nous considérons que c'est aux travailleurs de décider ce qui doit être produit, par qui et comment, et qui doit en profiter, comment le produit des richesses doit être distribué entre tous les producteurs, et non à l'Etat capitaliste, d'autant plus qu'il est subordonné aux marchés financiers.

Ceux qui réclament des nationalisations dans le cadre du régime en place, témoignent au passage qu'ils ont cessé ou qu'ils refusent de combattre pour l'abattre, au aucun cas ils combattent pour le socialisme. Question : est-ce nous ou eux qui avons changé, qui avons renié notre programme, notre idéal, d'après vous ?

La revendication de la nationalisation est irrecevable, une bouffonnerie quand l'Etat est entre les mains des banquiers. Une entreprise petite, moyenne ou grande ne peut pas fonctionner sans recourir au secteur bancaire, aux marchés. Qui décide de leur prêter ou non et à quel taux d'intérêt, l'Etat ou les marchés de nos jours ?

De plus Mailly est un manipulateur, un faussaire, oui des entreprises ont été en partie nationalisées aux Etats-Unis avant de retourner au secteur privé, après avoir fermé des usines et licencié des dizaines de milliers de travailleurs (GM par exemple). L'Etat a épongé leurs dettes pour que les actionnaires conservent leurs dividendes. Leur a-t-il imposé de reverser les milliards qu'ils avaient empochés au cours des années ou des décennies précédentes ? Jamais, ce sont les contribuables, les travailleurs américains qui ont casqué une fois de plus pour les rentiers. Voilà la recette de Mailly et consorts qui sont sur la même ligne.

Vous comprenez pourquoi ce n'est pas seulement avec les capitalistes et leur Etat qu'il faut en finir mais aussi avec ces bureaucrates syndicaux qui rejettent le socialisme, le "collectivisme" comme disent ces réactionnaires.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

Israël. Etat terroriste, voyou, escroc.

Le chef de la diplomatie israélienne Avigdor Lieberman a déclaré jeudi ne pas avoir encore décidé s'il allait démissionner, après avoir été inculpé dans une affaire de fraude, mais blanchi dans une autre plus grave, à cinq semaines des élections législatives.

M. Lieberman a été mis en examen par le procureur général Yehouda Weinstein pour "abus de confiance et de fraude" après avoir fait promouvoir l'ex-ambassadeur israélien au Belarus, Zeev Ben Arie, qui lui avait fourni des renseignements confidentiels sur une enquête de police menée contre lui dans ce pays à la demande de la justice israélienne.

"J'ai décidé de déposer un acte d'inculpation contre Lieberman pour avoir proposé au gouvernement en décembre 2009 de nommer l'ex-ambassadeur au Belarus dans un autre pays, malgré le fait que selon les preuves en notre possession, il savait que ce dernier avait commis une faute professionnelle en transmettant des informations secrètes, notamment des détails sur une enquête policière en cours contre Lieberman", a indiqué M. Weinstein dans un communiqué.

En revanche, une autre affaire sur le financement illégal des campagnes électorales de M. Lieberman à travers des sociétés écrans a été classée faute de preuves suffisantes, précise le texte.

Dans ce dossier, le ministre était sous la menace d'une inculpation officielle pour "blanchiment d'argent, subornation de témoins, abus de confiance et fraudes", des chefs d'inculpation passibles de plus de dix ans de prison.

Les faits concernaient "*plusieurs millions*" de dollars et remontent à la période 2001-2008 lors de laquelle M. Lieberman était député et détenait une série de portefeuilles ministériels (Infrastructures nationales, Transports, Affaires stratégiques).

Alors que M. Netanyahu a "*souhaité à M. Lieberman de réussir à prouver son innocence*", l'opposition centriste et de gauche a appelé à sa démission.

Le Likoud (droite nationaliste) et Israël Beiteinou, un des piliers de la coalition de droite au pouvoir, ont décidé le mois dernier de sceller une alliance électorale qui en font les favoris du scrutin.

Les derniers sondages donnent 39 sièges à leur liste commune, assurant à M. Netanyahu de pouvoir diriger la prochaine coalition. AFP 13.12

On ne compte plus les dirigeants israéliens accusés de corruption, de viol et autres crimes...

## SOCIAL

### 1- France

#### 1.1- Redevance télévision : + 6 euros.

L'Assemblée nationale a voté jeudi, sur proposition du gouvernement, une augmentation de six euros de la redevance télévision en 2013, lors de l'examen en seconde lecture du projet de budget de l'Etat, au lieu des quatre euros votés en première lecture.

La contribution à l'audiovisuel public, nom officiel de la redevance, passera ainsi à 131 euros en métropole, tandis qu'en outremer, elle augmentera de cinq euros, à 85 euros. AFP 13.12

#### 1.2- Mouvement social chez Presstalis Les salariés de Presstalis, menacés par un important plan social ont occupé des dépôts et bloqué la distribution.

Cette société qui diffuse quelque 75% de la presse en France se trouve au bord du dépôt de bilan. Le plan prévoit le départ de 1.000 salariés sur les 2.500 que compte Presstalis. nouvelobs.com 13.12

#### 1.3- Mobilisation chez Alcatel-Lucent.

En marge d'un comité central d'entreprise, les salariés d'Alcatel-Lucent se sont mobilisés jeudi sur différents sites pour protester contre un plan de restructuration qui vise à supprimer 1.353 postes en France.

A l'appel d'une intersyndicale CFDT-CFE/CGC-CGT-CFTC, environ 1.000 grévistes se sont déplacés sur le site de l'équipementier télécom à Vélizy, et les sites d'Orvault, Nozay et Villarceaux étaient bloqués, selon différents responsables syndicaux. Environ 450 salariés du site de Lannion ont également manifesté contre le plan de restructuration aux cris de "*Non à la casse de l'outil industriel*", a constaté un correspondant de l'AFP.

Le CCE qui se tenait au siège d'Alcatel-Lucent France était consacré à l'examen du plan de restructuration et du Plan de sauvegarde de l'emploi. La direction y présentait sa "*logique de décision par activité et par site*", a précisé Hervé Lassalle (CFDT), évoquant un climat "*assez houleux, assez agressif*" et indiquant que la réunion risquait de devoir se dérouler sur plusieurs jours.

"*Il y a de la mobilisation. Les gens réagissent*", après avoir été "*sous le choc*", a indiqué de son côté Stéphane Dubled (CGT).

Alcatel-Lucent a annoncé l'été dernier à ses 76.000 employés son intention de supprimer 5.000 postes dans le monde pour retrouver la confiance des marchés.

L'impact de ce plan en France, qui compte 9.000 salariés, a été annoncé mi-octobre. Ce sont 1.353 postes qui sont voués à être supprimés: 934 chez Alcatel-Lucent France, 104 chez Alcatel-Lucent International et 315 postes dans les filiales.

Les sites les plus visés sont: Vélizy, qui doit fermer en 2014 et où 362 postes sont supprimés, Villarceaux 171 postes, Lannion 139 postes et Orvault 122 postes. Lexpress.fr 13.12

### 2- Grèce

Le chômage a battu un nouveau record en Grèce avec un taux de 24,8% au troisième trimestre.

Il s'agit du plus haut taux de chômage enregistré sur un trimestre depuis la création de cette statistique en 1998. La Grèce avait déjà publié des résultats alarmants pour le mois de septembre avec un taux record de 26%. Reuters 13.12

[Haut de page ↗](#)

Le 15 décembre

## CAUSERIE

Samedi soir, 20h36 heure locale.

Avec un peu d'avance sur demain, je viens de mettre en ligne 18 nouveaux articles dans les rubriques Politique, International et Syrie. Je n'ai pas eu le temps de les lire évidemment. De la lecture pour le week-end.

Ici il fait encore 25°C, un peu plus chaud que chez vous j'ai cru comprendre.

Ici aussi quotidiennement les manifestations se succèdent, c'est au tour des agriculteurs car il n'a pas plu suffisamment et leur récolte est foutu, ils ne peuvent plus rembourser les banques et menacent de se pendre devant le siège du gouvernement dans les différentes grandes villes du Tamil Nadu, les manifestations prennent une tournure de plus en plus violentes.

Ce sont des paysans déjà âgés qui étaient en tête des cortèges, nus pieds et torse nu, habillés en dhoti, la police hésite à les frapper. Quand je vois ces manifs à la télé indienne et que je les compare avec les vôtres ou celles d'autres pays dit développés, tenez, on pourrait dire civilisés, policés, je me dis qu'il y a un sacré contraste. Je ne parle même pas des lâchés de ballons et des stands de merguez frites sur le parcours de République à la Bastille, c'est franchement la honte, digne d'une kermesse paroissiale ou d'une école primaire, le niveau des dirigeants syndicaux, qui eux n'en doutons pas sont rassasiés.

La précarité est la vie quotidienne des Indiens, ils manifestent contre les coupures de courant ou d'eau, la hausse des prix, de la scolarité, le chômage, la pauvreté, etc.

En parcourant en diagonale un article, j'ai relevé que l'impérialisme américain et les Etats de l'UE étaient embourbés dans une montagne de dettes qui menace de les engloutir, pendant la Russie et la Chine comptent les points et attendent leur heure, situation terriblement dangereuse, car ces psychopathes peuvent décider à tout moment de tout faire péter en désespoir de cause.

Il y a quelques jours j'ai lu dans un autre article (que j'ai égaré hélas !) qu'un banquier avait affirmé, que quitte à tout perdre, ce à quoi lui et ses semblables ne se résoudraient jamais affirmait-il, ils préféreraient encore que le monde soit plongé dans le chaos le plus total, histoire de lui faire partager leur sort, qu'ils y étaient préparés.

De son côté, T. Meyssan pointe qu'Israël n'a jamais été aussi faible depuis le coup de force de 1947...

On est toujours dans l'attente d'un éclaircissement théorique (un euphémisme !) de la part de nos dirigeants, qui permettrait d'entrevoir la fin des errements de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui n'ont que trop duré, pour enfin rassembler nos forces, nous placer en ordre de bataille dans la perspective d'une révolution socialiste. Là aussi il y a urgence.

J'essaie à mon (modeste) niveau d'y contribuer en déblayant le terrain, sachant qu'on ne pourra pas faire l'économie de cette mise au point si on veut vraiment aller de l'avant et avoir une chance de vaincre notre ennemi, qui certes est plus puissant que jamais, mais vacille sur ses bases, c'est un colosse aux pieds d'argile, à nous de faire en sorte qu'il s'écroule pour construire une nouvelle société plus juste sur ses cendres.

Bien sûr que c'est possible, qui en douterait. Voyez le courage inébranlable du peuple palestinien après avoir enduré plus d'un demi-siècle de souffrances et de sacrifices sans nombre, qu'il nous serve d'exemple et qu'on soit digne de son combat pour la justice et la liberté. Pour le socialisme !

Il faut à tout prix briser le carcan de la collaboration de classes sous toutes ses formes qui étouffe littéralement le mouvement ouvrier, a gangrené jusqu'à son avant-garde et interdit à la classe ouvrière d'entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme, déclarer la guerre à l'opportunisme qui revêt différents masques, le harceler, le pourchasser jusque dans les

moindres recoins, ne lui offrir aucun répit, briser toutes les théories foireuses et réactionnaires qui ont ressurgi du passé, telle par exemple celle de l'autogestion, d'une meilleure répartition des richesses sans liquider les fondements du capitalisme, briser l'Etat qui lui sert de couverture juridique et légal, de légitimité, rompre avec l'ensemble des institutions économiques et politiques du capital à l'échelle européenne et internationale, avec l'UE, l'ONU et la totalité de ses agences.

On doit en permanence avoir à l'esprit, devant les yeux, à condition de les garder grands ouverts, non pas la recherche d'un compromis acceptable avec l'ennemi en faveur de telle ou telle couche d'exploités, mais ces millions et millions de travailleurs et leurs enfants en France et de par le monde, sur les visages desquels on peut lire mille et mille souffrances, l'angoisse, la crainte, le cauchemar quotidien que représente leur épouvantable existence, de ceux qui vivent la faim, la guerre pour que l'on puisse vivre confortablement et en paix.

Car effectivement, dans ce domaine là comme dans bien d'autres cela fonctionne selon le principe des vases communicants, selon une moyenne qui tient lieu d'équilibre (précaire) entre nantis et déshérités, le bonheur des uns contribue au malheur des autres. L'insouciance plus que l'ignorance bien pratique à simuler parfois, se nourrit de la misère du monde à l'autre bout de la chaîne de la servitude humaine, qu'on le veuille ou non le monde ou le système capitaliste fonctionne ainsi, et si nous n'en sommes pas responsable, nous sommes responsable de la manière dont nous traitons cette question qui concerne chacun d'entre nous, chaque travailleur.

Quand je compare ma propre situation à celle des Indiens que je côtoie en ayant un revenu environ dix fois supérieur aux leurs, je ne peux m'empêcher de me dire que ce que la société m'accorde pour vivre confortablement correspond à la plus-value qu'elle refuse à d'autres. Voyez-vous, cela va peut-être vous paraître curieux, mais cette idée ne me quitte jamais, et je vous assure que je ne culpabilise pas et que je suis mentalement équilibré, cela doit faire partie de mon état de conscience. Peut-être même la base de mes analyses politiques et de mon comportement qui choque certains militants.

Au milieu du XIXe siècle, les ouvriers britanniques avaient conscience que le coton qu'ils filaient provenait de l'autre bout du monde, du travail de paysans indiens dont la condition était aussi misérable que la leur ou pire encore. On a perdu cette conscience, comme on a perdu la conscience que dans notre propre pays si des ouvriers ou des employés percevant des salaires de misère n'exécutaient pas inlassablement les mêmes gestes harassants et aliénants, notre existence quotidienne en serait totalement bouleversée, rendue infernale, nous retournerions plusieurs siècles en arrière ou plus loin encore dans le passé, puisque avec la division du travail poussée à l'extrême on a perdu la mémoire des gestes ancestraux qui avaient permis jadis à l'homme tout simplement d'assurer sa survie.

Quand j'entends parler d'internationalisme en vivant en Inde, je souris ou plutôt je grimace, car je me rends compte que la solidarité au sein de notre classe dans notre propre pays n'existe pas ou seulement les jours de fête pour se donner bonne conscience. On ne peut pas avoir développé un état d'esprit individualiste ou corporatiste, s'adapter au capitalisme à des degrés divers en le reconnaissant ou non, et se prétendre internationaliste, encore moins socialiste ou communiste.

Le véritable humanisme, l'idéal humaniste le plus élevé que nous revendiquons, ne consiste pas à sélectionner quelle couche de la population en particulier doit être secourue pendant que d'autres vont continuer de souffrir le martyr quotidiennement, mais à s'attaquer aux fondements économiques et politiques de toutes les inégalités et injustices qui sont à l'origine des privations et souffrances dans cette société et dans le monde qui pourrissent l'existence de millions, de centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ne méritent pas ce tragique destin, qui ne peuvent pas vivre dignement de leur travail ou en sont privés.

C'est animé de cet état d'esprit, à partir de ce niveau de conscience, qu'il nous faut analyser et porter un jugement impartial sur les différentes théories politiques qui nous sont proposées, pour ne retenir que celle qui correspond à l'objectif de libérer l'humanité du règne de la servitude, de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'oppression, du règne de la nécessité pour accéder à celui de la liberté.

Ceux qui entendent se passer d'une théorie sont des ignorants ou des charlatans (nihilistes, apolitiques, etc.), en soi c'est déjà une théorie, la plus funeste qui soi, celle qui mène tout droit l'humanité à la guerre, au chaos. Sans l'aide du marxisme, du matérialisme dialectique et historique, jamais je n'aurais pu atteindre personnellement ce niveau de conscience. Qui ne me satisfait pas, trop imparfait, qui doit encore progresser.

Cette théorie a passé avec succès toutes les épreuves auxquelles elle a été soumise depuis plus d'un siècle et demi. Ceux qui prétendent le contraire confondent volontairement ou non l'incapacité dans laquelle se sont trouvés ceux qui l'avaient adoptée de la maîtriser.

C'est comme si on leur avait dit que l'eau passe de l'état liquide à l'état gazeux ou s'évapore à 100°C, et qu'ayant placé un récipient contenant de l'eau sur le gaz ils l'avaient coupé quand elle n'avait atteint que la température de 60°C, pour s'exclamer en ricanant : sornette, votre théorie est bidon, elle ne s'évapore pas à la température que vous nous avez indiquée, sans remarquer qu'elle n'avait pas été atteinte !

Cet exemple est valable également pour les renégats, les fossoyeurs du marxisme, ou encore ceux qui s'en revendiquent pour

mieux le déformer, les staliniens et néo staliniens, les staliniens défroqués qui en réalité le sont restés, les adeptes du Front populaire, mais aussi les maoïstes, les castristes, les guévaristes, toute la panoplie des gauchistes qui s'en réclament, et qui à défaut de l'avoir étudié sérieusement prennent leur désir pour la réalité parce qu'ils sont impatients d'en découdre, c'est le genre de militants que l'on retrouve souvent après une révolution dans le camp de la contre-révolution, parce qu'il ne suffit pas de prendre le pouvoir pour que du jour au lendemain tous nos problèmes soient résolus ou que tout soit possible.

Il est 23h45, j'arrête là. A demain.

Samedi 13h15 (heure locale).

Ce matin j'ai pris le temps de me former un peu au logiciel Adobe Acrobat pour réaliser la mise en page (rapide comme toujours !) de l'article *Le pactole secret des parlementaires*. (leparisien.fr) (14.12.12).

A la suite y figure 6 tableaux, où vous aurez le bonheur de voir combien se mettez dans la poche chaque député ou sénateur, sans savoir toutefois comment fonctionne "*cette cagnotte de 150 M€ (qui) était l'un des secrets les mieux gardés de la République*" (Le parisien).

En 2010, chaque élu (députés+sénateurs) s'est mis dans la poche (quelques exemples) :

- en Haute-Savoie ils prennent de la hauteur : 492.408 €,
- en Mayenne du côté de chez Fillon 433.308 €,
- dans l'Oise 375.857 €,
- dans le Lot-et-Garonne 317.077 €,
- dans le Calvados 255.458 €,
- dans le Val-de-Marne 297.874 €,

Vous voulez faire carrière en politique et vous faire du fric, voici la recette : devenez député ou sénateur dans un département suffisamment peuplé mais pas trop pour que le volume de la cassette soit substantielle, prenez soin de choisir un département où le nombre de circonscriptions est le plus petit possible, ainsi vous serez moins nombreux à vous partager le pactole et la part qui reviendra à chaque élu sera la plus importante possible.

On comprend pourquoi certains "*parachutages*" paraissent suspects, et pour cause. Certes, ils ont bien d'autres moyens de s'enrichir personnellement sans en avoir l'air ou d'utiliser cet argent pour tenter de se faire réélire.

### [Une vidéo sur la situation en Syrie.](#)

Table ronde 09.12.2012 - Tahhan - Meyssan - Syrie groupes armés.

[http://www.dailymotion.com/video/xvq9wk\\_table-ronde-2012-12-09-tahhan-meyssan-syrie-groupes-armes-vaincus\\_news#.UMttLGeldac](http://www.dailymotion.com/video/xvq9wk_table-ronde-2012-12-09-tahhan-meyssan-syrie-groupes-armes-vaincus_news#.UMttLGeldac)

Radio Iran. Table ronde du 9 décembre 2012 animée par Ahmad Nokhostine, avec pour invités (au téléphone) Bassam Tahhan, spécialiste de la Syrie et Thierry Meyssan, écrivain journaliste, sujet: Syrie: le pouvoir est-il capable de vaincre les groupes armés? (source: <http://french.irib.ir>)

### [A propos de l'enseignant de Charente suspendu, suite et fin.](#)

L'enseignant de Charente suspendu lundi après avoir demandé à des élèves de 3e de plancher sur le suicide en se mettant dans la peau d'un suicidaire éprouvant du "*dégoût*" pour lui-même, sera réintégré, a déclaré vendredi à France 3 Poitou-Charentes le recteur de l'académie de Poitiers. AFP 14.12

Moi ce qui me "*dégoûte*", ce sont les cancrelats du Snes-FSU, de SUD Éducation et de la FCPE qui n'ont émis aucune réserve sur l'initiative "*malheureuse*" (dixit le rectorat) de ce prof, les cancre du mouvement ouvrier. Si on ajoute les jaunes et les anticommunistes primaires, on est décidément bien loti ! Ce sont eux qu'il faut virer des syndicats.

### [Le ridicule ne tue pas, la preuve.](#)

Hollande dans les traces de Mitterrand, l'illustre illusionniste modèle également de Mélenchon.

A l'issue du dernier sommet européen de l'année, Hollande s'est félicité : "*l'euro est sorti de cette période où elle s'interrogeait sur son avenir, sur son destin*", ouf quel soulagement, ses amis banquiers vont pouvoir continuer de se goinfrer ! Patatras,

propos immédiatement démentis par Merkel affirmant que l'Europe avait encore devant elle une "*période difficile*" et ne devait pas "*relâcher*" ses efforts de réformes. (source : lepoint.fr 14.12)

Il doit être le seul à être optimiste.

Pour Janet Henry, économiste chez HSBC, les dirigeants européens "*n'ont pas réussi à exposer à quoi ressemblerait une zone euro pleinement intégrée, particulièrement sur les questions budgétaires*". Le chef des libéraux au Parlement européen, l'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, a critiqué "*le manque d'ambition*" du sommet. "*Pourquoi demander aux présidents de la BCE, de la Commission européenne, du Conseil européen et de l'Eurogroupe d'élaborer un projet, pour repousser les discussions de six mois supplémentaires ?*", s'est-il interrogé. lepoint.fr 14.12

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Ainsi va leur crise

- L'Europe a encore une "*période difficile*" devant elle, selon Merkel - AFP
- Austérité: Draghi appelle les Etats à ne pas relâcher leurs efforts - AFP
- Etats-Unis: règles bientôt durcies pour les grandes banques étrangères - AFP
- Les dettes de l'Espagne et de l'Italie franchissent des records - AFP

### Militarisme.

- Au Japon, la tentation du réarmement de La Grange, Arnaud - LeFigaro.fr

### Parole de colons.

- Syrie : Hollande veut "*faire partir Assad le plus rapidement possible*" - LePoint.fr

Hollande: dégage !

- Syrie: pour les manifestants, le "*terroriste*" c'est Assad et pas Al-Nosra - AFP
- La guerre s'étend en Syrie où la faim menace - Reuters

En fait, l'armée et la population armée s'emploient à détruire systématiquement les lignes de ravitaillement salafistes et djihadistes armés par la France, le Qatar et Israël.

### Leur Nouvel ordre mondial.

- Fusillade meurtrière dans une école élémentaire du Connecticut - Reuters

27 morts, le 7e massacre d'innocents depuis le début de l'année aux Etats-Unis.

---

## ACTUALITE DU JOUR

### La "*gauche*" du PS, les écologistes et le Front de gauche : pareils à eux-mêmes

Le premier projet de budget du quinquennat Hollande, qui prévoit 20 milliards d'euros de hausses d'impôt partagées entre ménages et entreprises ainsi que 10 milliards d'économies dans les dépenses, a été adopté vendredi en deuxième lecture à l'Assemblée nationale.



Outre les socialistes, les écologistes et les radicaux de gauche avaient annoncé qu'ils voteraient ce projet de loi de finances pour 2013, tandis que les élus des groupes UMP et Rassemblement-UMP mais aussi du groupe UDI de Jean-Louis Borloo étaient contre. Les députés du Front de Gauche, qui s'étaient abstenus en première lecture, n'étaient pas présents au moment du vote. AFP 14.12

Aux Front de gauche ils se sont débinés les lâches ! Imaginez-les un instant devant un tank ou face à une menace de coup d'Etat militaire : camarades, sauvez votre peau, soyez fidèle à votre classe, à votre idéal si vous en avez un bien sûr, fuyez ces partis !

[ArcelorMittal Florange. Et c'est reparti. Comment les jaunes et les traîtres se répartissent les rôles.](#)

CFDT et CFE-CGC ont accepté de discuter, la CGT et FO non.

"On défend toujours les mêmes choses, mais aujourd'hui il y a deux stratégies", a toutefois assuré vendredi Lionel Burriello, secrétaire général de la CGT sur le site mosellan. Avec lui dans le local cégétiste de Florange, Pascal Grimmer (FO) acquiesce. "On attaque sur plusieurs fronts", explique-t-il à l'AFP.

Depuis son local à quelques mètres de là, Jacques Minet, secrétaire de la section CFDT à Florange, rappelle que "*le fond du combat n'a pas changé (...). On continue notre combat pour les hauts fourneaux et pour Ulcos*", qui devait faire de Florange un site pilote de captage-stockage de CO2.

"*La hache de guerre n'est pas enterrée, elle est posée le temps des discussions, mais elle n'est pas enterrée*", rétorque-t-il à ceux qui disent que la CFDT a baissé les armes.

La vitrine de l'intersyndicale CFDT/CGT/FO/CFE-CGC née en février, incarnée par "le village de Gaulois" où grillaient les merguez, s'est fissurée avec "la trahison" de l'accord du 30 novembre. Les dissensions entre le club des trois ont alors éclaté au grand jour, la CFE-CGC faisant, elle, bande à part depuis mars.

Changement de ton

Le 5 décembre, avant l'explication de Jean-Marc Ayrault devant l'intersyndicale, Walter Broccoli (FO) agitait plein de colère "*le torchon de deux pages*" que constituait à ses yeux l'accord.

Après son "*traître*" lâché à l'annonce du compromis, Edouard Martin, figure CFDT de la lutte, apparaissait, lui, plus retenu dans la cour de Matignon, venu "*pour muscler l'accord*", non pour le dénoncer.

Depuis, M. Martin a poursuivi ses coups d'éclat, menaçant d'occuper les hauts fourneaux pour que Mittal ne coupe pas leur dernier souffle, mais le ton est moins virulent.

C'est qu'au-dessus de lui, après avoir soutenu que "*la seule solution*" était "*une nationalisation transitoire*", le patron de la CFDT Laurent Berger a coupé court à toute contestation en qualifiant l'accord d'"acceptable" et de "*victoire*" pour l'emploi, plaçant de fait le syndicat local en porte à faux.

La CFDT Florange, faisant contre mauvaise fortune bon coeur, est rentrée dans le rang. Elle a intégré la commission de suivi chargée d'assurer l'application des promesses de Mittal pour "*devenir des acteurs et non plus des spectateurs*", selon M. Martin. La CFE-CGC a fait de même.

Mais Jacques Minet nuance: "*Certains principes de fond sont acceptables mais pas la forme*". Il reste persuadé que l'accord qui n'a pas laissé le gouvernement indemne comporte encore "*des marges de manoeuvre*", d'où l'intérêt de participer au dialogue.

Refus "*catégorique*" de FO et de la CGT qui ont quitté théâtralement jeudi le face à face avec la direction, Norbert Cima (FO) fustigeant "*un tissu de mensonges*", la CGT accusant ArcelorMittal de mener "*une politique de casse industrielle et sociale*" et le gouvernement de s'en faire complice.

Mais les syndicats CGT-FO-CFDT ont rendez-vous mardi matin pour discuter des prochaines actions à mener.

De quoi "*tordre le cou*" au constat fait à chaud par certains que l'intersyndicale aurait éclaté à la sortie du comité central d'entreprise parisien de jeudi, assène M. Minet. AFP14.12

[Flop! Internet soumis au régime de la charia ? Non, il est déjà sous le contrôle des agences de renseignement de l'Empire !](#)

La conférence mondiale des télécommunications internationales, organisée par l'UIT à Dubai, du 3 au 14 décembre 2012, avait pour objet de réviser le règlement des télécommunications internationales (RTI).

La France n'a pas signé le nouveau traité de l'Union internationale des télécommunications (UIT) car elle estime que cet organisme onusien n'est pas le lieu pour discuter de la régulation de l'internet, a-t-on appris vendredi de source officielle.

Ce traité a été signé vendredi par 89 Etats membres de UIT malgré l'opposition de 55 pays, dont les Etats-Unis, au nom de la liberté d'internet.

La France, comme la plupart de ses partenaires européens, n'a "pas pu se rallier au texte adopté par la conférence, car certaines dispositions du nouveau traité sont susceptibles d'être interprétées comme une remise en cause des principes fondant notre position et celle des pays européens" sur l'internet, à indiqué à l'AFP le cabinet de la ministre déléguée à l'Economie numérique, Fleur Pellerin.

Les Etats-Unis avaient critiqué jeudi le projet de traité portant révision du RTI et annoncé qu'ils ne le signeraient pas car il ouvrirait selon eux la porte à une réglementation d'internet par une agence onusienne. AFP 14.12

J'ai mis cette info en ligne, car il y en a qui auraient pu se méprendre sur les véritables intentions d'Obama et Hollande ou d'autres dirigeants européens.

[Pérenniser ou comment institutionnaliser le sauvetage des banques ou encore comment reporter la crise financière sur les Etats placés sous la dictature de la BCE.](#)

Si j'ai bien compris, l'enjeu consiste notamment à épurer le secteur bancaire de ses brebis galeuses, à favoriser les banques les plus importantes et liquider les plus faibles, ce qui va se traduire par une plus grande concentration du capital au sein quelques centaines de banques ou un millier au lieu de six mille aujourd'hui.

Ensuite, faire en sorte que la faillite de l'une d'entre elle n'entraîne pas l'effondrement de tout le système financier. Peine perdu car en cas de panique, tous les investisseurs retireront leurs billes et le système s'effondrera quand même car les Etats n'auront pas les moyens de le renflouer.

Après, la supervision des banques (privées) par la BCE conduit à la perte de leur indépendance au profit de la BCE, renforce le pouvoir de la BCE face aux Etats priés en dernière instance de les renflouer, ce qui est clairement indiqué dans la seconde partie de cet article.

Et encore, avec l'arrivée de Bâle III, en principe les banques devront renforcer leurs actifs, donc conserver plus d'argent dans leurs coffres pour faire simple, ce qui réduira d'autant l'argent en circulation. Cela ne vous dit-il rien ? Ne fut-ce pas une des causes des grandes récessions et dépressions XXe siècle, notamment en Allemagne et aux Etats-Unis? C'est donc aussi un moyen de contrôler que les banques appliqueront bien à la lettre Bâle III, que les Américains ont de leur côté repoussé aux calendes grecs. On pourrait ajouter, toutes nouvelles décisions contraignantes que pourrait prendre la BCE à l'initiative... de la Fed. A peine dit et voila on y est, lisez plus loin, la Réserve Fed a dévoilé vendredi un projet de directive durcissant les règles de gestion s'appliquant aux plus grandes banques étrangères présentes aux Etats-Unis.

Et pour finir, la cerise sur le gâteau, comme aux Etats-Unis, ce seront les contribuables, les travailleurs qui paieront à la place de l'oligarchie financière les conséquences de l'inflation monétaire mise en oeuvre pour contrer les effets de la crise des fondements du capitalisme.

On peut ajouter tout cela pour ça, pour gagner du temps, rendre à terme les contradictions du capitalisme encore plus explosives et leurs conséquences plus incontrôlables que jamais, car finalement ils demeurent incapables de les réduire, ce que démontre la récession qui frappe bon nombre de pays, le ralentissement de l'économie mondiale et la montée en puissance de la lutte de classe du prolétariat international.

1- Les Vingt-Sept se sont accordés jeudi, au petit matin, sur les modalités d'un mécanisme de supervision des banques de la zone euro sous l'égide de la Banque centrale européenne (BCE), première étape vers une union bancaire.

Les dirigeants européens s'étaient engagés le 29 juin à élaborer "d'ici la fin 2012" un tel mécanisme, pour prévenir de nouvelles crises financières dans la zone euro.

"Nous avons rempli ce mandat (...) Nous avons trouvé un accord", a annoncé le ministre français de l'Economie, Pierre Moscovici, peu après 4h30, à l'issue de 14 heures de négociations couronnant six mois de tractations laborieuses.

Le commissaire européen au marché intérieur, Michel Barnier, a pour sa part salué, lors d'une conférence de presse, "*un grand premier pas pour l'union bancaire*".

L'accord a notamment été conclu grâce à des concessions de la France et de l'Allemagne sur le périmètre d'intervention de la future instance de supervision de la BCE.

Alors que la France et des pays comme l'Espagne souhaitaient que son contrôle s'étende aux quelque 6.000 banques de la zone euro, Berlin voulait initialement le limiter aux seules grandes banques dites "*systémiques*".

Les Vingt-Sept se sont finalement retrouvés sur un système de seuils sous lesquels la supervision au jour le jour relèvera des superviseurs nationaux: 30 milliards d'euros actifs ou un ratio actifs/PIB de 20%.

Selon Pierre Moscovici, 150 à 200 banques de la zone euro, dont au moins 80% du secteur bancaire français, très concentré, seront ainsi placées sous supervision directe de la BCE -"près de 200", a estimé pour sa part Michel Barnier.

"*Ce sera le cas pour les trois banques les plus importantes de chaque Etat membre (...) ainsi que pour les banques des Etats sous programme (d'aide européenne) et, dans le futur, celles qui seront sous recapitalisation directe du Mécanisme européen de stabilité (MES)*", a précisé le ministre français.

La BCE pourra cependant se saisir à tout moment, si elle le juge nécessaire, d'un dossier relevant d'un superviseur national, émettre des recommandations et imposer des sanctions financières pour non respect des normes prudentielles. Elle gardera ainsi le dernier mot, comme le voulait Paris.

Il fallait cependant résoudre un possible conflit d'intérêt entre ce rôle de superviseur et sa fonction de patron de la politique monétaire de la zone euro.

C'est en principe chose faite: ces deux fonctions seront "*totalemment différenciées*", lit-on dans le texte de l'accord.

La BCE sera ainsi dotée d'un "*Conseil de supervision*", comprenant des représentants de l'institut européen et des autorités nationales. Elle sera également dotée d'une instance de médiation chargée de régler d'éventuelles divergences entre elle et les autorités nationales compétentes.

Une façon de contrebalancer les nouveaux pouvoirs conférés à la BCE, jugés excessifs par certains pays comme la Suède.

Les Vingt-Sept sont aussi parvenus à un compromis sur le calendrier de mise en place de ce mécanisme.

Cette supervision bancaire "*devrait être opérationnelle en 2014*", a déclaré le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble à des journalistes. "*Nous nous en tiendrons à ce que nous avons décidé pour faire avancer l'Europe étape par étape.*"

Le texte du compromis précise que la BCE assumera ses fonctions de régulation à partir du 1er mars 2014 ou 12 mois après l'entrée en vigueur de la décision des Vingt-Sept.

"*Un très gros travail préparatoire d'au moins une année va être nécessaire*", a souligné Michel Barnier.

L'Allemagne avait fait de la mise en place d'un mécanisme unique de supervision bancaire le préalable à la recapitalisation directe éventuelle par le MES de banques en difficultés, notamment espagnoles.

Pierre Moscovici et Michel Barnier ont cependant assuré qu'il ne serait pas nécessaire pour cela d'attendre 2014.

"*Le MES a la possibilité de décider lui-même s'il doit le faire avant la mise en oeuvre de la supervision*", a expliqué le commissaire européen. "*Dans ce cas-là, il sera demandé à la BCE d'exercer une supervision directe sur la banque recapitalisée.*"

Les ministres des Finances de l'UE ont dû enfin régler l'épineux problème du traitement des dix pays non membres de la zone euro, des filiales implantées sur leur territoire et des procédures de vote au sein de l'Autorité bancaire européenne -instance de régulation basée à Londres et au sein de laquelle siègent l'ensemble des Vingt-Sept.

La réalisation d'une union bancaire ne sera cependant complète que lorsque la zone euro se sera dotée d'un mécanisme unique de résolution des défaillances bancaires et d'un système commun de garantie des dépôts.

Cela promet encore de difficiles négociations entre les avocats de plus de solidarité, comme la France, l'Espagne, l'Italie ou

le Portugal, et ceux qui plaident avant tout, comme l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède pour plus de rigueur.

Dans un rapport qui servira jeudi et vendredi de base aux discussions des dirigeants de l'UE, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, souhaite qu'une instance de résolution commune soit opérationnelle au plus tard en 2014. Reuters 13.12

2- Faire de la BCE le superviseur unique des grandes banques de la zone euro constitue une étape importante du processus visant à les rendre plus résistantes aux chocs financiers mais il faudra aller au-delà pour juguler les crises elles-mêmes, a déclaré vendredi le vice-président de la Banque centrale européenne, Vitor Constancio.

Quant au projet de créer un mécanisme européen de liquidation des banques devenues ingérables, deuxième pilier d'une future union bancaire européenne, Vitor Constancio a estimé qu'il devrait s'inspirer du Fonds de garantie des dépôts américain (FDIC).

*"Il ne s'agit pas de créer un fonds européen richement doté qu'on emploierait aux fins de liquidation", a-t-il expliqué. "On peut prendre l'exemple des Etats-Unis, où le FDIC remplit également cette fonction".*

Le FDIC a assuré la gestion de plus de 400 banques en situation difficile depuis 2008 sans recourir à l'argent du contribuable, a observé Vitor Constancio, ajoutant que le mécanisme de liquidation ne devait pas servir à renflouer les banques, cette responsabilité revenant aux Etats. Reuters 14.12

Les Etats, c'est qui, c'est le contribuable ! Comme quoi je n'ai pas raconté n'importe quoi dans ma présentation de ces articles.

Epilogue.

1- Les roquets Hollande, Moscovici et Barnier se sont évidemment félicité de l'accord intervenu jeudi sur l'union bancaire, comme si une nouvelle fois ils en étaient à l'origine. Pas si sûr.

- *"Le fait que les ministres des Finances de la zone euro se soient mis d'accord sur un cadre juridique et les contours d'un mécanisme commun de surveillance des banques est d'une valeur inestimable"*, a déclaré la chancelière allemande devant les députés du Bundestag.

Elle a remercié son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, d'*"avoir réussi à imposer les revendications centrales de l'Allemagne"* dans ces négociations, citant notamment la limitation de la surveillance aux établissements les plus importants. LePoint. fr 14.12

2- Comme quoi les *"bonnes"* nouvelles n'arrivent jamais seules. Faites ce que je dis, pas ce que je fais. Les banques étrangères placés directement sous le contrôle de la Fed.

- La Réserve fédérale américaine (Fed) a dévoilé vendredi un projet de directive durcissant les règles de gestion prudente s'appliquant aux plus grandes banques étrangères présentes aux Etats-Unis.

L'entreprise concerne en premier lieu les banques et les établissements financiers non-bancaires dont l'actif mondial consolidé dépasse les 50 milliards de dollars. Il leur imposera notamment de se soumettre aux mêmes tests de résistance que les banques américaines.

Daniel Tarullo, le gouverneur qui a supervisé l'écriture du texte, a indiqué que celui-ci était *"une réponse directe au caractère fragile de l'activité des banques étrangères observé pendant et après la crise"*. Il reflète aussi le rôle grandissant de celles-ci, puisque près de la moitié des banques d'importance systémique pour les Etats-Unis sont étrangères.

M. Tarullo a relevé que, comme leurs homologues américains, ces mastodontes avaient eu tendance à se financer à court terme dans des proportions les rendant particulièrement vulnérables en cas de panique financière.

M. Tarullo a relevé que, comme leurs homologues américains, ces mastodontes avaient eu tendance à se financer à court terme dans des proportions les rendant particulièrement vulnérables en cas de panique financière.

Son confrère Jeremy Stein a estimé que les normes prévues par la Fed *"ne désavantageraient pas les établissements étrangers par rapport à leurs concurrents américains"*, mais qu'au contraire, elles s'efforçaient de *"maintenir des règles du jeu équitables"*. (On a le droit d'en rire ! -ndlr)

Le nouveau projet correspond à la mise en oeuvre de dispositions de la loi de réforme de Wall Street de 2010, la loi Dodd-Frank.

Il est censé entrer en vigueur au 1er juillet 2015, afin de donner aux établissements concernés le temps nécessaire pour s'y conformer.

Le projet précise que les règles proposées "*sont globalement conformes à celles qui l'ont été pour*" les plus grandes banques et sociétés financières non-bancaires américaines, en particulier celles relatives à l'application de l'accord international de renforcement de la réglementation bancaire dit de Bâle III, dont la mise en oeuvre aux Etats-Unis vient d'être reportée sine die.

Aux termes du projet, les grandes banques étrangères devront démontrer leur capacité à faire face à d'éventuelles difficultés de liquidité sur une période de 30 jours en conservant un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité.

Découlant de Bâle III, cette obligation serait assortie, pour ces filiales de droit américain, de l'obligation de prouver leur capacité à pouvoir faire face à ces difficultés pendant les quatorze premiers jours par elles-mêmes, sans l'aide de leur maison mère. Le texte propose également de donner à la Fed le pouvoir de contraindre les établissements étrangers à prendre des mesures d'assainissement préventif ("early remediation"), sur la base des résultats de leurs tests de résistance et de diverses mesures de leur solidité financière.

Le texte devrait s'appliquer à 107 banques, et environ 25 établissements financiers non-bancaires, qui doivent encore faire l'objet d'une classification spéciale reconnaissant leur importance systémique. AFP 14.12

C'est parfaitement clair, inutile de commenter.

3- Pour enfoncer le clou, dans la rubrique *Economie* je rajoute un article publié hier sur le portail Atlantico.fr, qui revendique par ailleurs son penchant ultra libéral et pro-américain : *Un scandale à 639 000 milliards de dollars ? Ces nouvelles règles américaines pour la sécurité financière que les banques ont prévu de contourner.*

Son auteur précise en préambule : "*Pour éviter un nouveau "Lehman Brothers", les Etats-Unis vont appliquer de nouvelles lois de surveillance des marchés. Loin de protéger l'économie, elles laissent perdurer les dérivés hors marchés dans des montants inégalés, à hauteur de 639 000 milliards de dollars. Leur seule priorité : s'assurer que la première faillite ne sera pas américaine ....*"

Voilà de quoi se félicitent Hollande et Moscovici et bien entendu Merkel.

● Un scandale à 639 000 milliards de dollars ? Ces nouvelles règles américaines pour la sécurité financière que les banques ont prévu de contourner. (Atlantico.fr) (14.12.12)

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Etats-Unis

Le président Barack Obama a promulgué vendredi une loi modernisant les relations commerciales des Etats-Unis avec la Russie mais qui sanctionne aussi les violations des droits de l'homme dans ce pays, ce qui suscité une vive riposte de Moscou.

La nouvelle loi américaine, dite loi "*Magnitsky*", prévoit de refuser l'entrée aux Etats-Unis et de geler les actifs des auteurs d'atteintes aux droits de l'homme en Russie, notamment les personnes jugées responsables de la mort de Sergueï Magnitsky, un avocat anti-corruption mort en 2009 dans une prison russe.

Le ministère russe des Affaires étrangères a déclaré que ce texte était "*dangereux et manquant de vision*". Il s'agit d'une "*ingérence manifeste dans nos affaires intérieures*", lit-on dans le communiqué du ministère.

Le ministère critique toutefois plutôt les élus américains que Barack Obama lui-même, disant regretter que le président américain ne puisse avoir le dernier mot "*sur ceux qui (...) voient notre pays non comme un partenaire mais comme un ennemi*".

De leur côté, les députés russes ont rétorqué vendredi en donnant leur accord préliminaire à un texte destiné à empêcher l'entrée en Russie à tout Américain ayant commis des violations des droits de l'homme. Reuters 14.12

#### 2- Israël

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Liéberman, partenaire dans la coalition du Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a annoncé vendredi sa démission au lendemain de son inculpation pour fraude et abus de confiance.

Le procureur général a fait savoir qu'il ne détenait pas de preuves suffisantes pour l'inculper de charges plus graves de blanchiment d'argent et de pots-de-vin.

Benjamin Netanyahu et Avigdor Lieberman, connu pour ses déclarations à l'emporte-pièces qui irritent les chancelleries occidentales, ont récemment fusionné leurs partis.

Benjamin Netanyahu a fait savoir qu'il assurerait personnellement l'intérim du ministère des Affaires étrangères jusqu'aux élections. Reuters 14.12

---

## SOCIAL

### France

La direction d'Air France a avancé l'idée d'un plan de départs volontaires chez les hôtesses et stewards pour les inciter à accepter le plan de restructuration de la compagnie et résorber les sureffectifs au sein de cette catégorie de personnel.

Si aucune mesure n'est prise, la direction prévoit qu'il "demeurerait un sureffectif de 500 à 600 hôtesses et stewards" après 2014 parmi les personnels navigants commerciaux (PNC), a indiqué un porte-parole à l'AFP.

Mais la direction exige en préalable la signature d'un accord avec les hôtesses et stewards "pour accompagner la mise en oeuvre des 20% de gain d'efficacité économique" prévus dans le cadre du plan Transform 2015 de restructuration de la compagnie.

Cette piste est avancée par la direction alors que les négociations avec les PNC pour l'approbation de ce plan ont repris la semaine dernière, quatre mois après le refus de leurs syndicats de valider ce plan.

Transform 2015 prévoit la suppression de 5.122 postes équivalents temps-plein à fin 2013, sans départs contraints, dont 2.767 parmi les salariés au sol. Il se donne également pour objectif de parvenir à deux milliards d'économie en trois ans ainsi qu'une refonte du réseau moyen courrier et de l'offre long courrier de la compagnie.

Il y a environ 15.000 PNC chez Air France.

Contrairement aux pilotes et aux personnels au sol, les hôtesses et stewards constituent la seule catégorie de personnel qui n'a pas validé ce plan, qui prévoit un gain de productivité de l'ordre de 20%.

Selon le porte-parole d'Air France, le PDG Alexandre de Juniac a tenu une webconférence en direct vendredi destinée aux PNC au cours de laquelle il a indiqué qu'"une des contreparties à la signature d'un accord pourrait être des mesures d'aides au départ volontaire".

Interrogés par l'AFP, les syndicats se sont montrés ouverts aux discussions tout en insistant sur les limites à ne pas franchir.

"On ne pense pas que les PNC ne doivent pas faire d'efforts, on veut bien en faire pour participer au redressement de l'entreprise mais pas au prix de la fin du métier tel qu'on le connaît aujourd'hui", a déclaré David Lanfranchi, responsable section Air France du Syndicat national des PNC (SNPNC).

"On souhaite malgré tout parvenir à un accord avec la direction mais le tout est de savoir ce que l'on met dans la copie", a-t-il poursuivi. Selon lui, "la direction semble (cette fois) décidée à aborder le dossier différemment de ce qu'elle a fait jusqu'à présent".

"A partir du moment où les choses sont faites sur la base du volontariat, on est prêtes à les regarder", a-t-il conclu en indiquant que les négociations entreraient dans le vif du sujet en janvier.

Pour Jean-Marc Quattrochi, délégué syndical Unac, "il y a énormément de pistes possibles: temps partiel, temps alterné, congé sans solde, chômage partiel, détachements temporaires, plan de départs volontaires et la mesure extrême serait les licenciements secs".

"L'entreprise dit qu'elle envisagera les pistes les moins indolores dans le cadre d'un accord, mais dans le cas contraire on ne sait pas ce qu'elle ferait", a-t-il poursuivi. AFP 14.12

Un bon prétexte pour que ce bureaucrate syndical pourri signe n'importe quel accord avec la direction, il le dit lui-même pour qui sait lire.

Si par la grève tous les avions d'Air France étaient cloués au sol, je ne donne pas trois jours avant que la direction canne sans condition. Pareil chez Mittal, Sanofi, etc. Je l'ai testé avec des Japonais (Konica) en 1982 quand j'étais délégué syndical, et ça marche !

---

## ECONOMIE

### 1- Espagne

La dette publique de l'Espagne a atteint un nouveau record historique fin septembre, à 77,4% du PIB, un niveau préoccupant du fait des taux d'intérêt élevés auxquels l'Espagne emprunte sur les marchés.

La dette du pays a augmenté de 10,7 points par rapport à la même période de l'année précédente, une hausse liée tant à l'administration centrale qu'aux 17 régions autonomes, a annoncé vendredi la Banque d'Espagne.

Le gouvernement prévoit que la dette publique grimpe encore en 2013, pour atteindre 90,5% du PIB.

Cette prévision ne tient pas compte du prêt européen aux banques espagnoles, dont le premier volet de 37,5 milliards d'euros est attendu dans les prochains jours.

Si cette aide atteignait le maximum prévu (100 milliards d'euros), elle représenterait dix points supplémentaires pour la dette du pays. AFP 14.12

### 2- Italie

La dette de l'Italie a franchi en octobre pour la première fois le cap symbolique des 2.000 milliards d'euros, selon un document publié vendredi par la banque centrale italienne.

La dette de l'Italie s'est établie à 2.014,693 milliards d'euros en octobre 2012, selon un supplément au bulletin mensuel statistique de la Banca d'Italia. AFP 14.12

Incroyable, il paraîtrait que la France est sur la même pente savonneuse, mieux, tous les pays de l'UE, les Etats-Unis...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 16 décembre

## CAUSERIE

### Délire féministe.

A lire ce qu'on trouve dans des documents qui émanent du NPA (et d'ailleurs), on pourrait se demander si on n'a pas affaire à un asile de fous, cela me file mal à la tête dès les premières lignes et j'arrête net.

Un florilège de ce qu'on peut lire dans trois documents.

Rencontre du troisième type ou de la loge P1 à la loge P4, notez bien que je me suis abstenu d'écrire PQ :

- Plateforme Z — Texte alternatif 1 -
- Trois formulations alternatives (« formulations 2 ») dans le texte international/Europe (BI, p. xx) ;

- des camarades de la PY et un avec un camarade de la PX.
- les camarades de la PY (pour l'essentiel l'ex-P2)

Qui peut s'y retrouver là-dedans, et j'imagine qu'ils ont voulu faire simple !

Il ne manque plus que la tendance tampax et préservatif, mais quel délire ! Et les eunuques, les bisexuels, les travelos, y ont-ils pensé ?

- de jeunes et de révolté-e-s sont prêt-e-s
- les militant-e-s combatif/ves
- des délégué-e-s élu-e-s, mandaté-e-s,
- de militant-e-s déterminé-e-s et organisé-e-s

Voilà un style emphatique, ampoulé, précieux, ridicule ! Une marque de modernité semble-t-il, qui en réalité nous renvoie à une forme d'expression archaïque, une régression du langage où l'usage d'un terme générique ne suffit plus à préciser le signifiant d'un mot, à transmettre un sens, qui dès lors serait déclaré ambigu, contestable, comme si en faisant référence aux droits de l'homme, les femmes n'étaient pas forcément incluses dans le générique homme.

Apparemment ils ignorent la définition de l'adjectif générique qui à elle seule suffit à répondre à toutes les critiques de phallocrate ou de machiste qui peuvent être adressées à un locuteur qui emploie le masculin en omettant le féminin. Personne n'osera me soupçonner j'espère de ne pas respecter les femmes, sauf celles de l'aristocratie tout comme leur pendant masculin. Je vais vous avouer quelque chose, je les aime toutes !

Comme disait Descartes : " *l'unité générique n'ajoute rien de réel à la nature de chaque individu*", j'ajouterais qu'elle ne lui retranche rien non plus, elle se suffit à elle-même.

Le Grand Robert cite M. Bernès, in Lalande, Voc. de la philosophie, art. Générique, qui apporte une précision : " *Général et spécial désignent ce qui a respectivement le caractère du genre ou de l'espèce; générique et spécifique, ce qui appartient au genre ou à l'espèce* ", par exemple le chien se rapportant à l'espèce canine sans qu'il soit nécessaire d'ajouter la chienne pour que l'on admette qu'ils sont tous les deux carnivores ou qu'ils marchent sur quatre pattes! Et quand on parle de militants, on n'évoque pas le genre se rapportant au sexe auquel ils appartiennent individuellement ce dont on n'a que faire ici, sauf à avoir une autre idée en tête ou avoir développé un complexe de culpabilité envers l'autre sexe, mais le genre d'activité qu'ils partagent par rapport à d'autres activités, ce qui permet de les distinguer, des adhérents par exemple, qui ne signifie pas forcément militants, mais j'aurais pu prendre d'autres exemples plus éloignés pour éviter toute confusion, collectionneurs, etc.

Le Grand Robert fournit une autre définition qui pourrait éclairer leur lanterne : (1865). Terme, nom générique ; expression générique, désignant un genre entier.

Si je dis les jeunes sont révoltés, je n'établis pas de distinction entre les sexes, je considère que les deux sexes sont inclus dans le générique *jeunes*, je procède par inclusion, alors que lorsqu'ils écrivent "*révolté-e-s*", ils réalisent une dichotomie, ils procèdent par exclusion, systématiquement ils les séparent, ils mettent en avant ce qui les distingue selon leur sexe comme si c'était leur préoccupation première, ils les opposent, c'est exactement ce à quoi voulait en venir ceux qui au départ on introduit cette sorte de discrimination permanente et pernicieuse pour diviser les travailleurs, idée qui a germé dans la tête de penseurs réactionnaires qui ne partagent ni notre idéologie, ni notre combat, ni notre objectif politique.

C'est un facteur comme bien d'autres qui concourt à la dislocation des rapports sociaux bâtis sur la solidarité entre les hommes et les femmes, bien imparfaites dans la société telle qu'elle existe, je leur l'accorde volontiers, il aurait peut-être été plus juste de parler de complémentarité. Ce facteur est le complément de la division du travail sur le plan idéologique entre les hommes et les femmes. C'est finalement l'expression de l'intrusion de l'idéologie dominante jusqu'à la racine de la pensée humaine qui a pour objectif la liquidation des progrès sociaux sur lesquels repose la civilisation humaine ou leur nivellement vers le bas, et qu'elle a mis tant de siècles à se forger en faisant reculer l'obscurantisme.

Sur le plan du droit, établir systématiquement une distinction entre les hommes et les femmes va à l'encontre de l'établissement de droits égaux pour tous sans distinction de sexe. Ce constat est valable également sur le plan social.

Je m'aventurerais bien sur le terrain anthropologique, mais je crains de dire des bêtises car ma mémoire est défectueuse et je n'ai pas le temps de vérifier ce que j'ai en tête, il semblerait que le passage du matriarcat au patriarcat ne fut pas étranger à la répartition des tâches entre les hommes et les femmes, les premiers se livraient aux travaux de force, à la chasse et à la guerre, les principales activités à cette époque, pendant que les femmes gardaient le village et éventuellement le bétail et s'occupaient des enfants. Il serait ainsi logique que les hommes aient pris hiérarchiquement le dessus sur les femmes, à une époque où la question de la conscience de classe ne se posait pas, pour la bonne raison qu'elles n'existaient pas encore. Quand je dis logique, cela ne signifie nullement que je soutiendrais cette forme de pouvoir.



J'avais rédigé le précédent paragraphe hier soir, et ce matin je me suis décidé à vérifier rapidement le bien-fondé de mon assertion en lisant un passage de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* d'Engels (1884), et me voilà rassuré, pour compléter ce qui a été dit on pourrait préciser que c'est le développement des forces productives qui fut le facteur décisif du passage du droit maternel au droit paternel...

Si vous y tenez pour conclure, on pourrait aller sur le terrain morphologique, ne me demandez pas pourquoi dans les arènes on ne trouve que des taureaux et non des vaches, pourquoi on ne parle que de combats de coqs ou de chiens et non de combats de poules ou de chiennes, pourquoi dans leur immense majorité les hommes sont plus robustes que les femmes, depuis la nuit des temps, je parle physiquement, pas psychologiquement, la nature est ainsi faite, ils la jugent peut-être imparfaite et ils voudraient remédier à cette imperfection, c'est la mentalité du petit-bourgeois qui considère que la nature devrait être conforme à la représentation (déformée) qu'il en a, qui devrait leur obéir, qui oublie au passage que toute représentation repose sur des rapports matériels et que c'est seulement leur évolution ou transformation qui permet d'en avoir une nouvelle représentation et ainsi de suite, ici en l'occurrence le passage du capitalisme au socialisme qui permettra de libérer à la fois les forces productives du carcan dans lequel elles étouffent et d'envisager de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes tenant compte de leur nature réelle au lieu de les violer comme c'est le cas en régime capitaliste, on dit aussi que c'est la condition pour que l'homme (générique) devenu étranger à la nature ou la considérant comme son ennemi, la réintègre pour y vivre en harmonie avec les autres espèces, animales et végétales.

Je pense qu'ils se sont fourvoyés, et qu'ils se sont laissé entraîner sur un terrain qui m'a tout l'air d'être miné ou qu'il se soit laissé manipuler pour se conformer à une mode, à une idée largement colportée par les médias, et pour cause. C'est aussi le témoignage d'une absence d'esprit critique ou d'une faiblesse de caractère, de lacunes politiques graves.

C'est plus que grotesque d'employer ces formules, quelque part c'est débile, pathologique même, quasiment obsessionnel, car apparemment j'ai cru remarquer qu'au fil du temps ils en avaient rajouté une couche qui me donne la nausée. Ils n'osent tout de même pas imaginer un instant que des militants équilibrés vont les prendre au sérieux ou alors c'est qu'ils ont un sérieux problème mental à régler plus que politique et il trouve là matière à l'alimenter ; je veux dire pas là qu'on ne peut pas avoir de solides convictions ou qu'elles passent au second plan, quand on accorde autant d'importance à la sexualité d'une personne ou d'un militant au point de systématiquement la mettre en avant.

Je vais vous dire ce qui m'a conduit à prendre la décision d'écrire cet article, c'est que ce sont des profs - tous les profs ne leur ressemblent pas heureusement, et qu'après l'histoire de ce prof de Charente qui a demandé à ses élèves de se mettre dans la peau de gosses qui avaient pris la "*décision (qui) semble irrévocable*" de se suicider, notez bien car c'est très grave et j'insiste "*irrévocable*", trop, c'est trop je ne peux plus supporter une minute cette littérature. Ici, en Inde, on crève à petit feu, alors leurs histoires de "-e-s", on s'en tape complètement, ils ne peuvent pas imaginer à quel point, d'ailleurs je ne leur demanderai pas.

Cette critique vaut évidemment pour tous ceux qui se livrent à cette mimique féministe frénétique, malsaine, finalement primaire.

Il est inutile de préciser qu'ils doivent faire partie des partisans du "*mariage pour tous*" qui en terme de décomposition bat tous les records. Il s'agit en la matière de déstructurer tous les rapports sociaux sur lesquels repose la société pour finalement faire en sorte que ses membres n'aient plus aucun point de repères auxquels se raccrocher, ici en l'occurrence un homme et une femme seraient à tous points de vue identiques, et adoptent le point de vue (unique) ou le mode de vie qui leur est imposé par la classe dominante, dont l'objectif étant de renforcer l'emprise de cette celle-ci sur la société pour au final imposer un nouveau modèle de société, leur Nouvel ordre mondial débarrassé de toute distinction de sexe, de religion, de philosophie, de culture, de classe, où règnerait un type de pouvoir comparable à une monarchie fait de monarques au pouvoir absolu, de sa cour (l'élite intellectuelle triée sur le volet), et leurs sujets, les masses laborieuses réduites à l'état d'esclaves.

L'avantage de ce portail sur tous les autres, c'est qu'on y traite absolument de tous les sujets sans a priori ou tabous. Si vous en connaissez d'autres qui font preuve d'une telle ouverture d'esprit, n'hésitez pas à nous les faire connaître.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Enfin une bonne nouvelle !](#)

- La Bourse de Paris s'oriente vers une belle fin d'année - AFP

---

## ACTUALITE DU JOUR

## Nouvelles du Nouvelle ordre mondial.

Un article du portail (de traders) de Liesi : *La guerre bactériologique est-elle nécessaire à l'édification de 'leur' NOM ?*

Des scientifiques annoncent de futurs problèmes bactériologiques à cause du réchauffement et de la fonte des glaces.

Voici les extraits d'un article de Futura-science : « *Si les Hommes dénichent des mammoths dans le pergélisol, les glaces cachent bien d'autres organismes. Des virus, des bactéries ou des champignons sont emprisonnés dans les lacs gelés d'Arctique et d'Antarctique. S'ils étaient réémis dans l'atmosphère, certains d'entre eux pourraient bien devenir dangereux. Le système immunitaire d'un être humain est adapté à son environnement : il serait sûrement incapable de se défendre face à certains virus datant par exemple de 3 millions d'années ! Ainsi, dans le contexte actuel de changement climatique, la communauté scientifique prévient : les calottes fondent, il faut s'attendre à l'arrivée de nouvelles maladies. [...]*

*Certains virus ne survivent pas après le dégel, mais d'autres s'adaptent très bien. C'est typiquement le grand problème de la grippe. Des pandémies de grippe ont frappé périodiquement dans l'histoire. Le siècle dernier, il y a eu la grippe espagnole en 1918, la grippe asiatique en 1957 et la grippe de Hong Kong en 1968. Mais entre ces pandémies, où résidait donc le virus ? Certains suggèrent justement qu'il était emprisonné dans les glaces en Sibérie. [...]* »

Le problème est que l'exemple cité sur la grippe espagnole ne correspond pas à la réalité des choses. D'aucuns ont très bien démontré que ce virus a été employé dans le cadre d'une guerre bactériologique engagée par les services US. Autrement dit, le réchauffement climatique pourrait (encore) avoir bon dos pour cautionner une partie du plan des Elites, lesquelles veulent liquider beaucoup de monde sur terre pour imposer leur Nouvel Ordre Mondial, via une guerre bactériologique grandeur nature... ce qu'annoncent d'ailleurs de nombreuses prophéties.

L'épandage aux Etats-Unis de certains '*produits inconnus*' et la multiplication de maladies pulmonaires dans certaines régions ont déjà fait l'objet de nombreux articles depuis plusieurs années sur des sites américains. Liesi 15.12

Laissons de côté les "*prophéties* auxquelles croient ces traders comme ils doivent croire que le capitalisme aurait encore un avenir, et peu importe que cette revue scientifique (Futura-science) ignore comment s'est développée la grippe espagnole, seule l'annonce de la propagation possible et surtout "*accidentelle*" dans le futur de nouvelles bactérie nous intéresse, au regard de ce que les sinistres scientifiques américains (et autres) liés aux promoteurs d'un Nouvel ordre mondial ont pu réaliser en la matière dans le passé.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Egypte

Des islamistes ont attaqué samedi soir avec des bombes incendiaires et de la chevrotine les bureaux caiotes du journal du parti d'opposition Wafd, a-t-on appris de sources proches des services de sécurité.

Deux personnes ont été blessées et les pompiers ont dû intervenir pour éteindre les flammes.

Mostafa Chafik, directeur de la publication dont les locaux sont à côté du siège du parti, a déclaré que les bureaux du journal avaient été détruits.

Il a ajouté que les forces de l'ordre n'étaient pas intervenues au moment de l'attaque et "*à la fin elles ont lancé des grenades lacrymogènes sur les assaillants et sur nous*" Reuters 15.12

---

## SOCIAL

### 1- France

Le smic horaire brut passera à 9,43 euros, soit une hausse limitée à 0,3%, au 1er janvier prochain, d'après les calculs du journal Les Echos, diffusés sur son site internet vendredi.

Cette revalorisation, qui ne bénéficierait pas d'un coup de pouce du gouvernement, correspond à une hausse mensuelle de moins de cinq euros pour un temps de travail de 35 heures hebdomadaires, ajoute le quotidien.

Le smic avait augmenté de 2%, au mois de juillet 2012, mais comportait une avance de 1,4% au titre de l'inflation intervenue depuis la précédente revalorisation, limitant donc le véritable "*coup de pouce*" à 0,6 %.

"*Ce qui a été pris au titre de l'inflation n'est donc plus à prendre*", expliquent Les Echos. Reuters 15.12

A les entendre, on pourrait croire que la précédente augmentation du smic a constitué un coup de force de voyous, de nantis.

Vous êtes trop bon monseigneur, dieu vous le rendra au centuple, n'en doutons pas, il est généreux avec les fripouilles !

Le Medef par la voix des Echos s'empresse de justifier la prochaine annonce du gouvernement sur l'augmentation du smic

Allez : vive Hollande, la "*gauche de la gauche*", le Front de gauche, !

## 2- Portugal

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Lisbonne, à l'appel des syndicats, pour protester une nouvelle fois contre la politique de rigueur menée par le gouvernement portugais sous la tutelle de l'UE et du FMI.

Le défilé organisé par la CGTP, la principale confédération syndicale du pays, a abouti en face du palais de la présidence de la République pour demander au chef de l'Etat, le conservateur Anibal Cavaco Silva, de ne pas promulguer la loi de finances pour l'an prochain.

Mais alors que la récession s'accroît et le chômage atteint des niveaux record, touchant près de 16% de la population active et 39% des jeunes, le mécontentement populaire a sensiblement augmenté ces derniers mois.

"*Un jeune aujourd'hui au Portugal ne peut pas construire sa vie sans l'aide de ses parents. Moi j'ai fait mes études et tout ce que le gouvernement me propose c'est de quitter mon pays*", s'indigne Diogo Jesus, de 23 ans.

"*Nous avons deux enfants en âge scolaire et pas d'allocations, maintenant ma femme a perdu son travail... On en a marre, ce gouvernement doit partir*", lance Rui Barbosa, graphiste de 37 ans venu manifester en famille.

Le président de la République doit décider la semaine prochaine s'il promulgue la loi de finances, s'il pose son veto ou s'il saisit la Cour constitutionnelle pour qu'elle se prononce sur la légalité des mesures inscrites au budget. AFP 15.12

[Haut de page ↗](#)

---

Le 17 décembre

## CAUSERIE

Avec un peu d'avance, un complément à l'article daté du 16.

J'ai oublié de rappeler que dans ses confidences à Aaron Russo, Nick Rockefeller avait revendiqué être l'auteur du combat pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes pour pouvoir exploiter à grande échelle l'autre moitié de la population laborieuse, les femmes, sans évidemment leur reconnaître des capacités ou des qualités égales aux hommes, donc en leur accordant des rémunérations plus faibles pour tirer les salaires en général vers le bas.

Il précisait que son objectif était de détruire la famille telle qu'elle existait, et que faire travailler les femmes était un des moyens pour y parvenir. Il ajoutait satisfait de lui que l'affaire avait bien marché grâce aux progressistes qui s'étaient engouffrés dans cette voie. Il précisa que c'était aussi un moyen pour séparer les enfants de leur famille, leur enlever le contrôle et de les opposer à leurs parents au profit de la société, qui se chargerait de les formater pour en faire de bons esclaves, ajoutant que plutôt elle s'y mettait plus il y avait de chance d'atteindre cet objectif.

Gageons que lui et les siens sont à l'origine du "*mariage pour tous*" ou qu'il soutient cette initiative qui s'inscrit dans le processus qu'il appelait de ses vœux. C'est quelque part monstrueux, j'entends par là aussi ce "*mariage pour tous* avec en prime le

droit d'adopter un enfant. Car on se demandera comment un petit garçon ou une petite fille élevé par un couple d'homosexuels pourra se structurer mentalement ou psychologiquement et ne pas subir la pression de ce modèle de rapports pour ne pas le reproduire plus tard ou prendre conscience des différences qui existent entre un homme et une femme et les fonctions qui sont propres à chacun des deux sexes telle que la nature les a produits.

Je préconiserais d'envoyer vivre sur une île déserte des couples d'homosexuels en leur procurant tout ce dont ils ont besoins pour survivre, sans enfants évidemment, et d'aller voir ensuite ce qu'ils sont devenus dans un siècle, juste pour s'assurer... je vous laisse deviner la suite.

Je n'ai aucun grief contre les homosexuels, chacun à le droit de vivre sa sexualité comme il l'entend, mais ils ne peuvent pas revendiquer des droits qui finalement correspondent à des fonctions qu'il leur ait impossible de remplir dans la société.

La suite lundi midi

### Les idées dominantes demeurent les idées de la classe dominante.

J'ai reçu un courriel incendiaire en réponse à l'article que j'ai publié hier sur le "*mariage et l'adoption pour tous*" dans lequel son auteur écrit que je me "*vautre dans l'homophobie la plus crasse*". Si c'est la manière dont il interprète mon argumentation, je persiste et je signe. Je vais même en rajouter une couche.

Tout d'abord une question : est-ce une revendication de la classe ouvrière, qui ou quel milieu en fait une priorité, pourquoi ceux qui se mobilisent sur cette question ne se mobilisent pas contre le chômage, la précarité, la pauvreté ?

Réponse à la première partie de cette question : évidemment non, l'ouvrier a d'autres difficultés urgentes à affronter. Quant à la seconde, c'est bien simple, parce qu'ils ne se sentent pas concernés, disons tant que cela ne les concerne pas directement ou qu'ils parviennent à s'en sortir et vivent confortablement.

Avant de continuer je vais donner la parole à un internaute qui apporte des précisions intéressantes, qui rapporte des faits que je vais ajouter à ma propre argumentation.

- "*C'est comme le traité constitutionnel on sent à peine le parti pris des journalistes dans cette affaires...*"

*Quand on sait que dans les pays où le mariage homosexuel est possible ils sont seulement 5 % à se marier. C'est fabuleux 95 % des homosexuels en France ne se marieront pas. On aurait pu éviter de diviser le pays en améliorant le PACS mais non le PS préfère diviser le pays pour une minorité d'une minorité. Question pourquoi le PS divise le pays sur une question insignifiante numériquement ? Pourquoi ne pas avoir améliorer le pacs ? Pourquoi attiser les tensions entre les Français plutôt que chercher un compromis ? Le mariage homosexuel est un écran de fumé pour masquer la politique néolibérale du PS ?*

*En plus c'est dangereux la communauté gay pour faire c'est écran de fumée.... c'est vraiment de la politique de bas étage la plus abjecte et irresponsable. Il y a 50 000 chômeurs de plus par mois en France quel écran de fumée : Gandrange et ses 650 chômeurs.... Les médias passent leur temps à fabriquer des écrans de fumée pour empêcher le débat sur les causes réelles de la crise : 40 ans de néolibéralisme servis par les valets du ps et de l'ump. La vraie crise a commencé en 2008 le pire est devant nous et on nous parle de la volonté de mariage des 5 % d'homosexuels... Byzance qui parle du sexe des anges....je crains que ce genre d'attitude irresponsable fabrique de l'homophobie c'est toujours pareils avec le ps... on l'a vu avec des officines comme sos racisme, on va voir avec la LGBT...."*

Vous avez raison depuis plus de 40 ans le PS est passé maître en la matière pour dresser certaines couches de travailleurs les unes contre les autres au profit de l'extrême droite ou de la réaction en général...

PS : Postures et impostures ou le coup d'Etat permanent contre le socialisme.

Difficile aujourd'hui d'en faire davantage pour faire monter l'islamophobie après l'affaire Merah et le dernier bombardement de Gaza, sans parler qu'il est plutôt embourbé dans l'aventure syrienne au côté du Qatar et Israël.

On pourrait ajouter que, bien que par la voix de son représentant à l'ONU il est soutenu la reconnaissance de la création d'un Etat palestinien (au statut d'observateur), il n'a pu tirer aucun profit de cette position passée pour ainsi dire inaperçue chez les travailleurs, de la même manière que Christiane Taubira a pu remettre hier "*le prix des droits de l'homme de la République française*" à Michel Warschawski, un citoyen israélien qui soutiendrait la cause palestinienne, là encore, ce serait étonnant que ce soit un sujet de discussion dans les ateliers, sur les chantiers ou au bureau.

Cela me fait dire en y réfléchissant un peu, que ces postures sont bien destinées à quelqu'un, si ce n'est aux ouvriers qui les

ignorent superbement, à qui alors ? Aux intellectuels, aux petits-bourgeois, aux militants du mouvement ouvrier qui gravitent sans cesse autour et qui se sentiraient soudainement orphelins s'ils s'éloignaient un instant de ce milieu qui n'est pas celui prédestiné de la lutte de classe du prolétariat.

Ce qu'il faut avoir à l'esprit, ce qui est difficile quand on n'est pas issu du milieu ouvrier je veux bien l'admettre, mais qu'on peut facilement comprendre dès lors qu'on y met un peu de bonne volonté ou qu'on se débarrasse de ses a priori, c'est que les ouvriers, les employés, ce sont des rustres dans le sens où ils sont terriblement pragmatiques, ils sont en grande partie conservateurs dans la mesure où ils reproduisent le mode de vie de leurs parents, leurs préoccupations ne vont pas au-delà de ce qui participe à leur vie quotidienne, ils se foutent totalement du reste et ils vous diront volontiers que d'ailleurs ils n'y comprennent rien, je connais ce milieu comme ma poche, c'est le mien depuis ma naissance, c'est aussi le milieu dans lequel je me sens le mieux.

Cette opération du PS, si elle ne s'adresse pas aux ouvriers, elle sert à monter certaines couches de la petite-bourgeoisie, des intellectuels, du milieu du show-business, de la mode, contre la classe ouvrière qui dans sa grande majorité apparaîtra comme réactionnaire ou conservatrice, vous avez saisi où ils voulaient en venir ? Ce n'est pas tout.

Une fois qu'ils ont bien fait monter la sauce à l'aide des médias, qui une fois plus font preuve d'une complaisance qu'on aura du mal à qualifier de désintéressée, ils savent que les partis du mouvement ouvrier ne vont pas pouvoir faire autrement que de s'en saisir, et c'est exactement ce qui s'est passé, les uns se prononçant pour, les autres contre, et les derniers plus lâches s'abstenant de prendre position, ce qui revient à laisser faire. Ainsi il se trouvera une nouvelle fois divisé, un désaccord de plus entre les partis ouvriers ou catalogués comme tels faisant l'affaire du régime puisqu'il affaibli un peu plus le mouvement ouvrier. Ce n'est pas tout.

Bien entendu, le matraquage quotidien auquel se livre la totalité des médias va se traduire par le fait que les ouvriers qui n'avaient que faire de cette question vont s'en emparer à leur tour, et comme ils sont plutôt conservateurs, ils vont condamner cette initiative et ainsi rejoindre les partis qui y sont opposés, c'est-à-dire les partis de droite et d'extrême droite. Pure coïncidence ? Qui sérieusement peut y croire un instant ?

On a bien avancé, n'est-ce pas ? A qui profite le crime, on a la réponse, certainement pas aux homosexuels.

On pourrait même enfoncer le clou en affirmant que les Berger, Delanoë, Lang, Mitterrand, feu Yves Saint-Laurent et Cie., les bourgeois ont les moyens de vivre leur homosexualité comme ils l'entendent, ils en ont les moyens, ce qui ne sera pas le cas de ceux de la classe moyenne encore moins ceux de la classe ouvrière qui demain croyant que leurs droits sont devenus légitimes s'afficheront davantage et se feront attaquer au coin d'une rue.

C'est ainsi que le PS pourra prétendre auprès de ses maîtres, qu'à travers toutes ses prises de positions économiques (union bancaire européenne), sociales (austérité), politiques (UE) ou de société, il a accompli sa mission de représentant du Nouvel ordre mondial que l'oligarchie financière tente d'instaurer par tous les moyens. Il lui reste encore à légaliser le cannabis, il doit attendre pour s'y coller que plus de la moitié des Etats américains aient franchi le pas, seuls 23 Etats sur 50 l'ont légalisé à ce jour.

### 11 septembre 2001. Témoignage.

Puisque le militant qui m'a envoyé ce courriel ne comprend apparemment rien à ma démarche qui pencherait vers le "*conspirationnisme*" et préfère les versions officielles que nous servent les différents gouvernements, le Pentagone, la CIA, etc., je vous propose (en anglais) le témoignage d'un "*conspirationniste*", le général russe Konstantin P. Petrov, qui ne croit pas un mot de la version de G. W. Bush du 11 septembre 2001.

J'ai trouvé cela par hasard, cette vidéo figurait dans une liste de vidéos de hard rock. Hier ma connexion était si rapide que j'ai téléchargé une trentaine de vidéos de concerts de Def Leppard, Van Hallen, Deep Purple, Michael Angelo Batio, Scorpions, Joe Satriani, Yngwie Malmsteen, Aerosmith, Led Zeppelin, John Petrucci...

Russian general, Konstantin P. Petrov, reveals truth about 9/11 (2012)  
[http://www.youtube.com/watch?v=c9s5\\_Q7QZX8](http://www.youtube.com/watch?v=c9s5_Q7QZX8)

Les "*conspirationnistes*" ou les "*complotistes*" (comploteurs est correct) ne sont pas toujours ceux qu'on croit, que cela n'effleure même pas l'esprit de certains militants est navrant, normal, je ne porte pas de jugement, je m'en tiens à un constat.

S'ils daignaient seulement se poser davantage de questions, peut-être qu'ils pourraient y voir plus clair au lieu de se laisser aveugler par des dirigeants qui manifestement ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités.

Qui complotent pour le compte de qui ? Dans quels objectifs ? Qui y a intérêt ? Quel en est le contenu exact ? Qui dénoncent les comploteurs ? Dans quels objectifs ? Quelles sont leurs véritables motivations ? Sur quoi reposent leurs analyses,

leurs conclusions ? Sur quels faits se basent-ils ? Existence de faits matériels, des témoignages, des preuves vérifiables et irréfutables pour corroborer leur théorie ? Qui les réfute ou prétend les réfuter, par quels moyens ? Par quel moyen parviennent-ils au constat qu'il y aurait un complot ? Comment comptent-ils le combattre ? En ont-ils les moyens ? Qui détient le pouvoir ? Etc. etc. etc.

C'est uniquement parce que je suis capable de me poser toutes ces questions et de proposer des réponses cohérentes et étayées avec force arguments que je me suis permis d'aborder ce sujet, ce qui n'est évidemment pas donné à tout le monde, j'en ai parfaitement conscience, auquel cas le monde ne serait pas tel qu'il est.

Les militants en général feraient bien de se poser la question de savoir pourquoi leurs dirigeants sont incapables ou se refusent à les poser, ils seraient surpris des réponses qui leur seraient fournies. Nous, nous n'avons ni a priori, ni tabou, ni secret, ni intérêt particulier à défendre, seules les intérêts collectifs des travailleurs guident notre démarche. Rappelons que nous n'obligeons aucun militant à y adhérer ou à se connecter sur ce portail.

Un dernier mot car c'est exaspérant de voir que des militants finalement ne comprennent rien à rien ou presque ou se laissent manipuler.

Le coup des "armes massives" détenues par Irak : alors complot ou pas complot de l'administration américaine ? Allez, répondez à cette question. Ils remettent cela avec la Syrie. Cela ne vous questionne pas, non, parce que vous soutenez l'intervention des puissances occidentales en Syrie. Je vous invite à lire l'article que je viens de mettre en ligne dans la rubrique Syrie : Fabrication de «preuves»? Opération clandestine israélienne en Syrie pour «suivre l'arsenal chimique». (mondialisation.ca) (12.12.12)

Et l'assassinat d'A. Lincoln, complot ou pas complot ? Et de JFK, complot ou pas complot ? La démission forcée de Nixon, complot ou pas complot ? La création de la Fed, complot ou pas complot ? Etc. etc. etc. Vous préférez peut-être faire partie de la majorité des Américains qui en ignorent encore tout, c'est votre droit et je le respecte. Moi, je préfère faire partie de ceux qui savent ce qui s'est réellement passé, cela peut servir pour comprendre comment fonctionne le vieux monde, dans quelle direction il s'oriente, et à déterminer quelle stratégie développer pour le combattre.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Quand le taux de l'usure grimpe...](#)

Mario Monti ou l'usure du pouvoir : en sept mois, la popularité de l'homme providentiel s'est effondrée - Atlantico.fr

Tout comme Hollande et Ayraut. Si cela peut rassurer ceux qui ont appelé à voter Hollande ou PS, Fillon et Copé sont à peu près au même niveau aux alentours de 35%, selon les sondages. Selon les urnes hier, beaucoup moins semble-t-il...

[Raison de plus pour en douter !](#)

Cazeneuve n'a "aucun doute sur l'intégrité" de Cahuzac - AFP

Encore un qui aurait mieux fait de se taire, vous me direz que ce ne sont pas nos oignons et je suis d'accord avec vous. Vous savez, Cazeneuve, c'est celui qui avec Fabius votent un jour non et un autre oui à l'Union européenne.

[Du tac au tac](#)

Question : Pierre Laurent demande à François Hollande de "changer de cap" - LePoint.fr

Réponse : Pas de coup de pouce au smic, dit Michel Sapin - Reuters

Interrogé dimanche lors du Grand rendez-vous Europe 1/iTélé/Le Parisien, il n'a pas hésité à sous-entendre que les travailleurs (2,6 millions) qui sont rémunérés au smic (9,40 euros de l'heure) avaient déjà bénéficié de la générosité du gouvernement en juillet dernier, et qu'il ne faudrait pas qu'ils abusent en réclamant un nouveau "de coup de pouce" : "L'anticipation a permis aux salariés de gagner plus pendant toute la 2e partie de l'année" a-t-il affirmé.

A l'entendre on pourrait croire qu'au-delà de cette augmentation misérable, ce serait commettre un crime, un vol, que l'économie du pays s'écroulerait, que les capitalistes seraient ruinés, ce qui n'est pas le cas quand le gouvernement leur accorde 20 milliards d'euros en plus des quelque 20 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales dont ils bénéficient déjà

chaque année. On ne peut pas plaire à tout le monde, c'est bien connu.

J'en profite pour préciser que *quelque* devant 20 milliards a valeur d'adverbe et reste invariable, il est synonyme d'environ, approximativement. Je le précise, car sinon je vais être taxé de minable en orthographe par certains. Ce dont je me fous complètement, Molière était nul en orthographe pour ceux qui l'ignoraient. On a les références qu'on peut.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

##### 1.1- Faites des enfants avant de prétendre avoir des droits sur eux!

Les partisans du mariage homosexuel et du droit à l'adoption pour les couples de même sexe ont manifesté dimanche à Paris et dans plusieurs villes de France pour défendre le projet de loi qui doit être soumis à l'Assemblée fin janvier.

A Paris, le cortège comptait 60.000 personnes selon la préfecture de police. Parti en début d'après-midi de la place de la Bastille, il a gagné le Luxembourg. Sur les pancartes, on lisait: "*des droits pour nos enfants*".

La ministre du Logement écologiste Cécile Duflot était présente dans le cortège. Le Parti socialiste était représenté par le premier secrétaire Harlem Désir ou encore le maire de la capitale Bertrand Delanoë. Reuters 16.12

Il n'y aurait pas, comment dire, une anomalie quelque part ? Ou l'art de mettre la charrue avant les boeufs.

Avant de revendiquer "*des droits pour nos enfants*", faudrait-il encore être capable de les faire, c'est la moindre des choses, c'est tellement élémentaire, trop, beaucoup trop semble-t-il, au point que cela échappe à ceux qui soutiennent aveuglément ce projet, et qui de la sorte témoigne qu'ils sont devenus tout simplement incapables de penser librement.

A leur place je me poserais de sérieuses questions sur ma manière d'appréhender la réalité, en partant de faits matériels, en matérialiste, ou en idéaliste en partant de la représentation déformée qu'on peut en avoir et qui est ici gracieusement entretenu par un président, un gouvernement, un parti qui n'ont rien de social, d'humaniste, sauf bien entendu à tout confondre et leur prêter des intentions qu'ils n'ont pas en recourant au même procédé. Espérons seulement que cela ne soit pas irréversible.

##### 1.2- L'amour vache.

Après un mois de crise et de psychodrames, un accord se dessinait enfin dimanche à l'UMP, les deux rivaux Jean-François Copé et François Fillon semblant désormais simultanément prêts à un compromis incluant une nouvelle élection à la présidence du parti en septembre 2013.

Jean-François Copé, président proclamé mais contesté de l'UMP et qui refusait jusqu'à présent tout nouveau scrutin avant les municipales de 2014, a dû bouger dimanche midi, en s'entretenant au téléphone avec l'ancien Premier ministre pour lui dire qu'il était désormais prêt à un nouveau vote en 2013. AFP 16.12

##### 1.3- Divorce confirmé avec les institutions

L'opposition de droite française reprend un siège à la gauche dans l'Hérault, où le candidat UMP Elie Aboud s'est imposé face à la socialiste Dolorès Roqué, qui l'avait emporté en juin dernier avant que le scrutin ne soit annulé.

Elie Aboud, médecin de 53 ans, élu pour la première fois en 2007, gagne avec 61,91% des suffrages exprimés contre 38,09% à son adversaire, selon la préfecture. Le taux de participation a été de 40,11%.

Lors du scrutin de juin dernier, invalidé par le Conseil constitutionnel pour des procurations irrégulières au profit de Dolorès Roqué, Elie Aboud avait été battu de dix voix par la candidate socialiste lors d'une triangulaire avec le candidat FN Guillaume Vouzellaud.

Avec 5.000 voix de plus qu'au 1er tour pour une participation quasi identique (41,6% seulement), Elie Aboud semble avoir bénéficié de bons reports de voix qui s'étaient portées au 1er tour sur la candidate du FN, éliminée le dimanche précédent avec 23,37%

des voix. Le 9 décembre, la droite et l'extrême droite avaient totalisé 66,6% des voix.

L'UMP Patrick Devedjian a par ailleurs été réélu dimanche, au second tour de scrutin, député des Hauts-de-Seine.

L'ancien ministre de la Relance a obtenu 60,03% des suffrages exprimés contre 39,97% au candidat de la gauche, Julien Landfried (MRC, "chevènementiste").

L'abstention a été élevée - 63,95%.

Dans le Val-de-Marne, le dissident UMP Sylvain Berrios a créé la surprise en battant le sortant Henri Plagnol (UDI, centriste). Il a obtenu 56,6% des suffrages exprimés contre 43,4% au député centriste sortant.

Au premier tour de scrutin, dimanche dernier, Henri Plagnol avait recueilli 26,20% des votes contre 23,39% pour Sylvain Berrios. Le socialiste Akli Mellouli avait été éliminé au premier tour avec 19,99% des suffrages.

Le candidat centriste avait été élu sous l'étiquette UMP le 17 juin dernier avant de rejoindre les rangs du mouvement de Jean-Louis Borloo (UDI, Union des démocrates et des indépendants). Reuters 16.12

Ils ont été élus avec entre 21 et 25% des voix, moins encore car je n'ai pas soustrait les votes blancs et nuls, je n'ai pas les résultats en détail.

Ces trois votent confirment le rejet des partis institutionnels par les travailleurs. Ils savent ce qu'ils ne veulent plus, mais ils ne savent pas encore ce qu'ils veulent ou ils sont toujours incapables de l'exprimer clairement.

## 2- Etats-Unis

Le président des Etats-Unis Barack Obama a choisi le sénateur John Kerry pour prendre la succession de Hillary Clinton au poste de secrétaire d'Etat, ont annoncé samedi soir les chaînes de télévision CNN et ABC.

Candidat malheureux à la présidence américaine en 2004 contre George W. Bush, M. Kerry, héros décoré du Vietnam avant de devenir militant anti-guerre, sénateur du Massachusetts (nord-est) depuis 1985, vient d'avoir 69 ans.

Chef depuis quatre ans de la puissante commission des Affaires étrangères du Sénat où il a succédé à l'actuel vice-président Joe Biden, il est considéré comme le favori pour prendre la tête de la diplomatie de la première puissance mondiale depuis l'annonce cette semaine par l'ambassadrice à l'ONU Susan Rice qu'elle renonçait à briguer ce poste.

M. Kerry, avec sa longue expérience au Capitole, est considéré comme un candidat bien plus consensuel que Mme Rice à la succession de Hillary Clinton.

Outre Mme Clinton, plusieurs ministres de premier plan de M. Obama ont fait part de leur volonté de ne pas servir sous son second mandat qui commencera le 20 janvier: le secrétaire au Trésor Timothy Geithner est donné partant, tout comme Leon Panetta, le secrétaire à la Défense.

A ce dernier poste, M. Obama envisagerait de nommer un ancien parlementaire de la même génération que M. Kerry, et lui aussi ancien combattant décoré du Vietnam: l'ex-sénateur républicain du Nebraska (centre) Chuck Hagel, 66 ans.

L'appartenance de M. Hagel au parti républicain pourrait faciliter la validation de sa nomination par ses anciens collègues du Sénat, même si ce modéré n'a pas toujours épousé les thèses dominantes de son parti en matière de politique étrangère, critiquant notamment la stratégie de l'ancien président George W. Bush en Irak et marquant sa différence sur le dossier israélien. AFP 16.12

## 3- Japon

Le Parti libéral démocrate (PLD), qui prône plus de fermeté à l'égard de la Chine, a largement remporté dimanche les élections législatives anticipées au Japon, renvoyant dans l'opposition le Parti démocrate (PDJ) après une parenthèse de trois ans.

Selon les projections établies par la chaîne de télévision Asahi sur la base du dépouillement partiel, le PDL, qui avait été battu en 2009, remporterait à lui seul 291 des 480 sièges de la chambre basse du Parlement.

Allié aux 32 élus du Nouveau Komeito, il disposerait d'une majorité qualifiée de deux tiers des élus.



Le secrétaire général du PLD, Shigeru Ishiba, n'a pas écarté l'hypothèse d'un accord avec les nationalistes du Parti de la restauration japonaise (PRJ), créé cette année par le populaire maire d'Osaka, Toru Hashimoto, qui sont crédités pour leur part de 52 sièges.

Le Parti démocrate de Yoshihiko Noda, qui avait mis fin il y a trois ans à l'hégémonie du PLD sur la vie politique japonaise de l'après-guerre, est laminé: il obtiendrait 56 élus, contre 308 dans l'assemblée sortante.

Conduit par l'ancien Premier ministre Shinzo Abe, le PLD a fait campagne sur une position de fermeté à l'égard de la Chine et sur un assouplissement des politiques monétaire et budgétaire pour relancer l'économie nippone. Il efface de manière éclatante sa cuisante défaite de 2009.

*"Nous devons surmonter la crise que traverse le Japon. Nous avons promis de sortir le Japon de la déflation et de corriger la hausse du yen. La situation est dure, mais nous devons faire cela"*, a déclaré Shinzo Abe, qui devrait prendre ses fonctions le 26 décembre après sa ratification par le parlement.

Le Parti démocrate, formation hétéroclite classée au centre gauche, voit sa représentation parlementaire fondre comme neige au soleil.

Le programme du PLD reste favorable au nucléaire, malgré les débats nés de l'accident nucléaire de Fukushima en mars 2011. Il préconise une politique monétaire très accommodante associée à des dépenses budgétaires élevées, afin de lutter contre la déflation qui frappe le Japon, entré dans sa quatrième récession depuis 2000.

Le PLD multiplie les déclarations bellicistes contre la Chine, en raison du contentieux portant sur les îles Senkaku-Diaoyu, revendiquées par les deux pays en mer de Chine orientale et le probable futur Premier ministre s'est voulu très ferme dimanche sur ce sujet.

*"Les îles Senkaku sont une partie intégrante du territoire japonais. Je tiens à vous montrer ma vive détermination à ce qu'il en soit toujours ainsi"*, a-t-il dit.

L'agence de presse Chine nouvelle a rapidement réagi. *"Un Japon économiquement faible et politiquement aigri ne nuira pas seulement à son propre pays, mais aussi à la région et au monde entier"*, écrit-elle.

*"Le Japon, qui a semé le mal et la dévastation dans les autres pays asiatiques durant la Seconde guerre mondiale, ravivera les soupçons parmi ses voisins si l'actuel virage à droite n'est pas stoppé à temps"*, ajoute l'agence.

Considéré comme un *"faucou"* au sein des nombreuses factions du PLD, Shinzo Abe a par ailleurs dit son intention d'amender la Constitution pacifiste du Japon, rédigée sous l'influence des Etats-Unis après la défaite lors de la Seconde Guerre mondiale et dont l'article 9 affirme que le pays *"renonce pour toujours à la guerre"*. Reuters 16.12

## SOCIAL

### 1- France

La France doit repousser au moins à 63 ans l'âge minimum de départ en retraite afin de financer les pensions, a estimé dimanche la présidente du Medef Laurence Parisot.

La réforme menée sous le mandat Sarkozy qui a porté de 60 à 62 ans l'âge minimum et à 65 ans l'âge requis pour bénéficier d'une pension à taux plein quelle que soit la durée de cotisations est insuffisante, a-t-elle estimé sur BFM TV.

*"Nous disions déjà en 2010 qu'il faudrait au moins 63 ans, et je le redis aujourd'hui. Il faudra à nouveau repousser l'âge légal de départ à la retraite, allonger la durée de cotisations"*, a-t-elle dit.

*"Est-ce que nous, en France, on peut être les seuls à rester à 62 ans, alors que nos voisins espagnols, italiens, anglais allemands, sont suivant les cas entre 65 et 67 ans? Non, ce n'est pas possible"*, a-t-elle ajouté. Reuters 16.12

### 2- Espagne

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à Madrid pour protester contre les coupes dans le budget de la santé publique décidées par le gouvernement régional conservateur et la privatisation prévue de plusieurs hôpitaux et dispensaires de la région.

"Nous ne comprenons pas qu'ils veulent privatiser un centre qui est rentable, qui a obtenu des prix de la meilleure gestion. Nous ne voulons pas que cette rentabilité serve à d'autres", a déclaré à l'AFP Silvia Garcia, un médecin âgé de 33 ans de l'Hôpital del Henares, l'un des six établissements que le gouvernement régional veut privatiser.

Comme elle, des médecins, des infirmiers et des usagers de la santé publique ont formé quatre défilés à partir de plusieurs hôpitaux de la capitale espagnole avant de se rejoindre sur la place de Cibeles, dans le centre, et de se diriger ensemble jusqu'à la célèbre Puerta del Sol, où les manifestants ont lu un communiqué et observé une minute de silence.

"Ceci n'est pas la seule cause des syndicats ou des organisations, c'est une mobilisation de tous", a estimé Carolina, une infirmière âgée de 33 ans, de l'hôpital de la Croix-Rouge, après avoir recueilli des signatures en faveur de la défense de la santé publique.

"Il n'est pas certain que le secteur privé dans le domaine de la santé soit moins onéreux que le secteur public", ont affirmé des manifestants, ajoutant que "les hôpitaux qu'ils veulent privatiser sont justement les plus rentables".

A proximité, les manifestants scandaient "Santé publique" ou "rien, rien, rien pour le privé", tout en brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "La santé on ne la vend pas, on la défend", ou "Ils te volent ta santé".

Portant pour nombre d'entre eux leurs blouses blanches de travail ou des chemises de même couleur sur lesquelles était inscrit "la santé publique de tous, pour tous", les manifestants dénonçaient l'intention du gouvernement régional de Madrid de privatiser six hôpitaux et 27 dispensaires de la région dans le but d'économiser plus 500 millions d'euros.

Ces économies s'ajoutent à celles déjà annoncées par le gouvernement espagnol, lui aussi conservateur.

Engagé dans une cure historique de rigueur, le gouvernement de Mariano Rajoy entend économiser sept milliards d'euros par an dans le domaine de la santé, un effort qui se répercute sur les finances des régions, chargées de ce lourd budget. AFP 16.12

[Haut de page ↗](#)

---

Le 18 décembre

## CAUSERIE

Lundi 22h58 heure locale. Avec un peu d'avance je mets en ligne 18 nouveaux articles. A demain.

Encore un mot, j'ai modifié le texte de Gégé la vinasse et j'ai rajouté un drapeau dans la colonne de gauche. Dans l'article d'hier *Les idées dominantes demeurent les idées de la classe dominante*, j'ai modifié deux phrases qui étaient bancales.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Les caisses de l'Etat sont vides...](#)

- Chypre risque le défaut de paiement d'ici quelques jours - AFP

... les caisses des entreprises privées sont pleines :

- AIG lèvera jusqu'à 6,5 milliards de dollars grâce à AIA - Reuters

- General Electric près de racheter Avio - Reuters

- Vinci fait la meilleure offre sur le portugais ANA - Reuters

- La biotech française Vivalis rachète l'autrichienne Intercell - Reuters

- KPN vend sa filiale espagnole à Orange - Reuters
- Clearwire accepte l'offre améliorée de Sprint - Reuters
- GDF Suez cède 60% de ses actifs canadiens d'énergie renouvelable - Reuters
- Santander absorbe sa filiale Banesto et ferme 700 agences - Reuters

[Quand on a des valeurs et qu'on y tient, c'est bien connu qu'on les vend au plus offrant .](#)

- Chevènement s'allie à Bayrou au Sénat pour se financer - LePoint.fr

La "**concurrence non faussée**" a encore frappé.

- 500 : le nombre de Français actuellement sur liste d'attente pour obtenir la nationalité belge - Atlantico.fr

Selon Le Figaro, depuis la rentrée, ils sont 15 à 20 % à en faire la demande. Atlantico.fr 17.12

- Bruxelles autorise temporairement le sauvetage de la banque italienne BMPS - AFP
- L'Allemagne envisagerait de soutenir Deutsche Telekom - Reuters

---

## ACTUALITE DU JOUR

### Parole d'internaute.

- "Au lieu d'allouer 600 millions d'euros par an à la mafia tauromachique, pourquoi le gouvernement espagnol ne met-il pas fin à cette immonde boucherie dont même les espagnols ne veulent plus? Cela permettrait de mettre fin à la souffrance des taureaux et l'argent pourrait être versé aux gens afin qu'ils aient une meilleure retraite."

Pas de bol, la mafia qui est au pouvoir n'a pas cet état d'âme. Il faudrait peut-être se poser la question de la chasser du pouvoir, de liquider les institutions héritées du franquisme, non ? Les paroles c'est bien, les actes c'est mieux.

### Droits des femmes. Homosexualité. Propagande de la réaction.

L'égalité des droits, un prétexte pour exploiter davantage les femmes et faire baisser le coût du travail.

- Les femmes au travail, c'est bon pour la croissance - LeMonde.fr

Et dire qu'il y en a qui leur prêtent de bonnes intentions, humanistes... Quand le patronat, le gouvernement, les partis institutionnels, les médias parlent de croissance, ils entendent par là la croissance des profits des capitalistes, tout le reste, leur discours sur l'égalité des rémunérations n'est que prétexte pour avancer dans cette direction là.

C'est la raison d'être du capitalisme de faire en sorte que les capitalistes s'enrichissent toujours plus sur le dos des exploités, par n'importe quel moyen, y compris les plus sordides. Ah bon ?

A lire l'article de l'OCDE mis en ligne aujourd'hui.

Parole de banquier.

La LGBT : la Ligue des grands bourgeois travestis.

Pierre Bergé, fondateur du magazine Têtu, cité par *Le Figaro*, aurait déclaré dimanche, lors de la manifestation en faveur du mariage homo: "*Moi, je suis pour toutes les libertés. Louer son ventre pour faire un enfant ou louer ses bras pour travailler à l'usine, quelle différence?*" AFP 17.12

Louer son cul aussi quelle différence ! Parole de maquereau. Pour une saloperie de banquier, tout se vend, tout doit être matière à profit, c'est normal.

Des "**valeurs de droite**".

Franck Riester, député UMP (pro-Copé) qui a rendu publique son homosexualité : "*j'espère qu'il y aura davantage de députés et sénateurs de l'UMP qui voteront ce texte, une avancée en matière d'égalité*". "*Ce sont des valeurs de droite, conservatrices qui sont véhiculées par l'institution du mariage. Si davantage de Français se revendiquent de cette institution, nous devrions nous en réjouir. Ce n'est pas moins de famille, la destruction de la famille, mais au contraire plus de familles*" (sur France Inter et RFI). AFP 17.12

Il ne fait apparemment pas partie des "*initiés*" ou on a oublié de l'informer, pas grave puisque sa position va dans le bon sens, c'est l'essentiel. Là où il a raison, c'est que le mariage est bien une institution réactionnaire.

C'est en réalité exactement l'inverse comme s'en réjouirait Nick Rockefeller qui avait confié à son ami Aaron Russo (vidéo en ligne) que son intention était justement de détruire toutes les valeurs sur lesquelles le capitalisme s'était construit, dont le mariage fait partie, au même titre que les différentes religions, philosophies ou courants de pensée, etc. et évidemment la république et la démocratie. Comme tous nos droits sociaux et politiques qui pendant qu'ils amusent la galerie sont piétinés.

Ils défendent le mariage tout en le détruisant, un paradoxe, quoi d'étonnant, de nos jours à l'époque du capitalisme entré en putréfaction ils sont légions.

### Retraites. C'est le Medef qui gouverne.

- Laurence Parisot prône un recul de l'âge de départ en retraite - Reuters 16.12

"*Nous disions déjà en 2010 qu'il faudrait au moins 63 ans, et je le redis aujourd'hui. Il faudra à nouveau repousser l'âge légal de départ à la retraite, allonger la durée de cotisations*", a-t-elle dit. Reuters 16.12

- Le Cor estimerait préoccupant le déficit des retraites en 2017 - Reuters 17.12

Malgré la réforme de 2010, le déficit des régimes de retraite devrait atteindre 18,8 milliards d'euros en 2017, contre 14 milliards en 2011, estime le Conseil d'orientation des retraites (Cor), cité lundi par Le Monde. Reuters 17.12

L'AFP n'est pas en reste et en rajoute une couche en se projetant en 2020

- Le déficit des retraites à plus de 20 milliards d'euros en 2020 selon le COR - AFP 17.12

Le déficit du système de retraite à l'horizon 2020 reste important, malgré la réforme de 2010, variant entre 20,1 et 24,9 milliards d'euros en fonction des hypothèses économiques, selon le document du Conseil d'orientation des retraites (COR) remis lundi à ses membres. AFP 17.12

Et ne vous marrez pas, ces gens-là sont très sérieux, incapables de savoir de quelle manière la situation va véritablement évoluer, ils ont établi "*des projections jusqu'en 2060*"...

### Un aveu. Contribuables, travailleurs, où passe l'argent des taxes et des impôts que vous payez à l'Etat ? Réponse.

Gérard Depardieu ne serait pas ce qu'il est "*sans le cinéma français*" et les efforts fiscaux des Français pour le financer, a affirmé lundi Claude Bartolone (PS) sur BFMTV/RMC.

"*Je n'attends pas de la part d'une star comme Depardieu un tel comportement (...) Il vient nous voir, il dit je vous rends votre passeport, je vous rends votre carte Vitale. Mais c'est pas le passeport qui fait le fait d'être Français, c'est le fait de se reconnaître dans les valeurs de la République -liberté, égalité, fraternité -. Pourquoi on vient du monde entier dans ce pays en disant: Je veux être Français ? C'est ce contrat des valeurs qui fait que l'on est Français*", a ajouté M. Bartolone.

(Là il se fout le doigt dans l'oeil bien profond Bartolone, ceux qui viennent en France s'en foutent de vos valeurs, ils ne les connaissent pas, ils ne savent même pas qu'elles existent parce que dans leur pays elles n'existent tout simplement pas. Je suis bien placé pour le savoir. A Pondichéry, les Indiens qui sont de nationalité française n'avaient retenu qu'une chose hier de la France : le franc, et vous leur avez retiré, du coup il ne leur reste plus rien de la France. - ndlr)

Il faut qu'"*on se calme*", a encore lancé M. Bartolone à l'acteur. "*Je l'invite à venir discuter à l'Assemblée nationale (...) il est le bienvenu*".

(Ils n'ont décidément aucune dignité au PS, ils le confirment une nouvelle fois. Devant les privilégiés ils bavent, ce sont des loques. On m'aurait traité de la sorte, on pourrait toujours m'inviter ensuite que je ne donnerais pas suite.

Merci monsieur Bartolone, en agissant de la sorte vous montrez quel contenu vous donnez à ces valeurs, à géométrie variable, la "*fraternité*" avec les nantis cela vous connaît au PS, tout comme la "*liberté*" laisser aux patrons du CAC40 de se goinfrer pendant que les smicards peuvent s'estimer heureux des 0,3% d'augmentation que vous leur octroyez en janvier, et c'est au nom de l'égalité que vous offrez 20 milliards d'euros aux capitalistes. - ndlr) AFP 17.12

### On se disait bien qu'ils avaient un problème avec la notion de justice sociale.

- Le Smic augmentera de 3 centimes au 1er janvier - AFP

- Michel Sapin défend sa petite hausse du Smic - Liberation.fr

Il a estimé que la revalorisation du smic de 3 centimes d'euros de l'heure à compter du 1er janvier était «*juste et mesurée*».

Chacun se souvient que Marie-Ségolène Royal n'avait que ce mot-là à la bouche lors de sa campagne électorale de 2007, depuis elle a fait des émules au PS, ils s'y sont tous mis.

Si 3 centimes d'euros de l'heure c'est "*juste*", c'est par rapport à quoi, quel critère, le travail effectué, le temps de travail consacré à produire des richesses ? Dans ce cas-là le salaire de 19 millions d'euros que le patron de Publicis s'est versé doit être déclaré illégitime, injuste, mieux illégal, il faut tout lui prendre !

Le PCF ne partage pas vraiment cette position qu'il jugera sans doute extrémiste.

Le PCF propose, le patronat dispose.

- Le Parti communiste français (PCF) a proposé lundi d'"*indexer le Smic sur l'augmentation des salaires des patrons du CAC 40*", après l'annonce d'une revalorisation de 0,3% du salaire minimum.

"*Pourquoi ne pas indexer le Smic sur l'augmentation des salaires des patrons du CAC 40? Soit 5% de plus pour cette année. Pourquoi ce qui est possible pour un grand patron ne pourrait pas l'être pour un smicard?*", demande le PCF dans un communiqué. AFP 17.12

Mais dites-nous monsieur Laurent, c'est le Front populaire au rabais !

En 1936 les salaires avaient augmenté de 30%, en mai 1968 aussi, et en observant l'évolution des rémunérations des patrons de Publicis ou Renault au cours des dernières années, ce serait bien dans cet ordre de grandeur qu'elles auraient augmentées, non ? Carlos Ghosn (Renault) émerge à 13,3 millions d'euros, alors qu'il n'y a pas si longtemps il était à 9,6 millions d'euros.

Le PCF va-t-il engager le combat sur ce thème, mobiliser la classe ? Vous rêvez ou quoi, il a fait une proposition. A défaut de s'attaquer au CAC40, ils gesticulent, brassent du vent...

### Le destin qu'ils nous promettent.

Les Européens devront "*travailler très dur*" s'ils veulent préserver leurs avantages sociaux tout en restant compétitifs au niveau international, a estimé la chancelière allemande Angela Merkel dans un entretien au Financial Times paru lundi.

"*Si l'Europe représente aujourd'hui à peine plus de 7% de la population mondiale, environ 25% du Produit intérieur brut (PIB) mondial et doit financer 50% des dépenses sociales au monde, alors il est évident qu'elle devra travailler très dur pour maintenir sa prospérité et son mode de vie*", a déclaré Mme Merkel.

"*Je m'inquiète de voir que beaucoup de gens en Europe pensent simplement que l'Europe et les Etats-Unis sont les seules références pour le monde, que l'Europe est traditionnellement forte et que le monde nous attend*", a-t-elle ajouté. AFP 17.12

Et les banquiers, les rentiers en tous genres, vont-ils pouvoir préserver leurs privilèges et s'enrichir davantage ? Telle était la

question en réalité.

Traduction : n'attendez pas une amélioration de votre mode de vie, non seulement il va inexorablement se détériorer, mais en plus vous devrez travailler plus et dépenser plus pour une qualité de vie encore plus médiocre. Sur fond de privatisation-capitalisation des organismes sociaux ou de retraites.

Ils affichent ouvertement la couleur. Et de notre côté, que proposent nos dirigeants ? Les stopper, les chasser du pouvoir, les exproprier ?

### [La preuve que pour être parlementaire du PS, il faut avoir la conscience d'un banquier.](#)

Au lendemain d'élections législatives partielles qui se sont soldées à gauche par la perte d'un député, une dizaine d'élus socialistes demandent à François Hollande de remettre "*l'agenda économique et social*" en tête de ses priorités.

(Diable, mais elle l'est déjà "*en tête de ses priorités*". -ndlr)

Dans une lettre adressée au chef de l'Etat, ces députés et élus appellent de leurs vœux la mise en place d'une grande réforme fiscale "*redistributive*", conformément à une promesse de campagne.

(Il a accordé 20 milliards d'euros par an aux rentiers en plus des quelque 20 milliards d'euro d'exonérations de cotisations sociales et augmenter le smic de 3 centimes d'euros de l'heure en janvier prochain, qu'est-ce qu'il vous faut de plus !

Leur jeu subtil consiste à faire croire que les réponses apportées par le gouvernement aux travailleurs sur le plan social jusqu'à présent étaient autre chose que des mauvaises réponses ou pas vraiment des réponses. Il est vrai qu'il est préférable pour Hollande et les élus du PS de ne pas en parler. -ndlr)

*"Le scepticisme croissant des couches populaires et moyennes, qui ont pourtant joué un rôle clé dans l'élection de François Hollande, nous invite à hiérarchiser notre action car elles attendent d'abord des réponses fortes sur le terrain du pouvoir d'achat et de l'emploi"*, ajoutent-ils.

(3 centimes et pas un de plus, cela vous va comme réponse ? En fait, c'est tout autre chose qui motive leur démarche. - ndlr)

Ils estiment que le résultat des élections législatives partielles de dimanche "*confirment*" les chutes de popularité de l'exécutif dans les récents sondages et témoignent d'une "*forte démobilisation*" de l'électorat de gauche, notamment populaire.

(Tiens donc, l'électorat "*de gauche*", "*populaire*" ne se reconnaîtrait pas dans les thèmes sociétaux que vous avancez, ils ne se mobiliseraient pas ? Vous pouvez déjà préparer vos cartons, vous serez balayés lors des prochaines élections, si ce n'est pas une grève générale insurrectionnelle qui entre temps vous déloge. -ndlr) (Reuters 17.12

### [Les religions telles qu'elles ont existé jusqu'à présent doivent disparaître.](#)

A Dacca comme à Chittagong, deuxième ville du Bangladesh, je constate qu'il est nécessaire de mettre en place un réseau des intellectuels et des artistes musulmans libéraux pour défendre nos pays contre la déferlante wahhabite salafiste. Celle-ci est en train de transformer l'islam et de conduire ses peuples vers le pire, vers la régression, l'obscurantisme, la fermeture, le fanatisme.

Il est étonnant de découvrir combien les problèmes sont les mêmes du Maroc à ces contrées de l'Asie du Sud. Toute l'horizontale qui oblique vers les tropiques à laquelle nous appartenons est contaminée, elle chancelle vers une uniformisation dévastatrice.

Et cette situation n'est pas le fruit du hasard, elle est le résultat d'une politique raisonnée, qui a montré sa cohérence, sa rigueur, son souffle. Elle produit des effets qui transforment le réel, après une action inscrite dans la durée entamée à la suite du premier choc pétrolier de 1974. Choc qui déversa sur l'Arabie saoudite la manne pétrolière dont une partie a été méthodiquement utilisée en faveur de la propagation de la foi wahhabite de par le monde.

A partir de ce moment, l'islam n'a cessé de changer de l'Indonésie à l'Occident maghrébin. Il est en train de subir une uniformisation et une universalisation du culte à la manière wahhabite simplificatrice, excluant la complexité théologique pour favoriser la constance de la pratique, sous l'égide du Dieu un transformé en un être exclusif, dépouillé de toute médiation. Au point qu'on aboutit à l'adoration d'une idole menaçante, tyrannique, d'autant plus redoutable qu'elle demeure absente, inaccessible, irréprésentable en son immanence même. Telle conception réduit le Dieu à une sentinelle tatillonne, vous surveillant en chacun de vos gestes pour savoir s'ils sont conformes à la norme ou s'ils la transgressent.

Pour lutter contre ce péril, s'il n'est pas trop tard... lemonde.fr 17.12

Diaboliser les religions après les avoir utilisées pendant des siècles pour maintenir les masses dans l'ignorance, voilà où en sont les promoteurs d'un gouvernement mondial, adeptes d'une religion unique qui reste à définir, et qui en attendant épouse les contours du nihilisme, l'absence totale de croyance, parvient à l'absence de toutes connaissances reposant sur des faits tangibles ou matériels (Onfray en est l'un des porte-parole), à tout raisonnement rationnel. Or, c'est la base matérielle indispensable sur laquelle peut se forger une théorie pour balayer le vieux monde pourri. Sur laquelle repose le marxisme notamment. D'où la nécessité de saper ces bases.

Loin de nous l'idée d'assimiler les religions à une interprétation matérialiste du monde. La question qui est posée ici est d'interdire toute représentation du monde, même phénoménale ou spirituelle ou encore imaginaire, d'enlever tout espoir dans un monde meilleur, afin que les masses ne recherchent pas si une véritable issue politique qu'elles ignoreraient encore existerait en dehors de celle qu'ils proposent. C'est machiavélique comme objectif direz-vous, effectivement, pire encore même...

J'ai mis en ligne cet article dans sa totalité, il est intéressant.

### Splendeur et décadence de la bourgeoisie... rendue au stade du "*ruisseau*"

Invité au show dominical de Canale Cinque (une de ses chaînes de télévision), Berlusconi a promis dimanche d'annuler le très impopulaire impôt foncier "Imu" instauré par Mario Monti.

Il s'est excusé d'avoir multiplié les fêtes en 2009 et 2010, qu'il a justifiées par sa "*solitude*" après son divorce, la perte de sa mère et celle de sa soeur.

Conscient de toucher le coeur de son électorat, il s'est également épanché sur sa vie privée, annonçant très officiellement avoir une "*fiancée*", Francesca Pascale, 27 ans, de 48 ans sa cadette.

Une politique sortie du ruisseau. (C'est Le Point qui le dit. - ndr)

Napolitaine, d'origine modeste, ex-serveuse de bar, la jeune femme a entamé une carrière dans le spectacle comme danseuse légèrement vêtue sur Telecafone (littéralement, Télé-beauf), une télévision locale parthénopéenne.

Mais la politique est sa passion. Elle fonda en 2006 le comité "*Silvio, tu nous manques*", quand Berlusconi fut battu par Romano Prodi, puis est devenue conseillère provinciale du Peuple de la liberté (PDL), le parti du Cavaliere, à Naples.

Ses valeurs sont, dit-elle, "*la famille et la volonté du président Berlusconi*". On la décrit expansive et farouchement jalouse. Avant de la présenter au monde, le Cavaliere l'a soumise à plusieurs opérations de chirurgie esthétique et lui a fait prendre des leçons de savoir-vivre. lepoint.fr 17.12

Quand le lumpenprolétariat de la bourgeoisie et des bas quartiers se rejoignent... Je ne sais pas s'il va aller au bout de sa démarche et se représenter, si tel était le cas, on pourrait se poser une question : comment cela est-ce possible ?

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Venezuela

Les alliés d'Hugo Chavez sont sortis nettement vainqueurs des élections régionales organisées dimanche au Venezuela.

Le Parti socialiste d'Hugo Chavez a ravi quatre Etats et il en contrôle désormais 20 sur les 23 que compte le Venezuela.

Frère du chef de l'Etat, Adan Chavez a aisément conservé leur fief rural de Barinas tandis que Francisco Arias, ancien compagnon d'armes du président, a créé la surprise en délogeant une figure de l'opposition, Pablo Perez, dans l'Etat pétrolier de Zulia.

"*C'est une victoire immense. La carte du pays est rouge de tous côtés*", s'est réjoui Jorge Rodriguez, coordinateur de la campagne du Parti socialiste.

Deux mois après l'élection présidentielle, la participation a toutefois été faible, avec seulement 54% des électeurs inscrits ayant déposé un bulletin dans l'urne. Reuters 17.12

Vous savez que je réalise les infos en bref à partir d'extraits d'articles de presse, je supprime certains paragraphes jugés inutiles. Du coup, il arrive que je sois obligé de modifier certaines phrases qui seraient banales sinon. Là j'ai supprimé plus de la moitié de l'article de Reuters, toutes la première partie où ils déploraient la défaite de l'opposition, normal, Reuters est la voix de l'impérialisme américain !

## 2- Egypte

L'opposition égyptienne préparait de nouvelles manifestations mardi contre un projet de Constitution soutenu par les islamistes, qui a recueilli une courte majorité lors de la première phase d'un référendum samedi selon des chiffres officiels.

Le Front du salut national (FSN), qui réunit les principaux mouvements de l'opposition de gauche et libérale, appelle à *"descendre dans la rue mardi pour défendre les libertés, empêcher la fraude et rejeter le projet de Constitution"*, avant la seconde étape du vote samedi prochain.

Il a assuré que des *"irrégularités et des violations"* avaient entaché la première partie du vote, au cours de laquelle le "oui" est arrivé en tête avec 57% selon les médias officiels et les Frères musulmans, dont est issu le président Mohamed Morsi.

La première phase concernait environ la moitié des 51 millions d'électeurs potentiels, dans dix gouvernorats dont Le Caire. Les résultats officiels ne seront annoncés qu'à l'issue de la seconde phase, qui se tiendra le 22 décembre dans les 17 gouvernorats restants.

Le club des juges du Conseil d'Etat, qui avait accepté de superviser la première phase du référendum, a décidé de boycotter le second tour en accusant les autorités de ne pas avoir tenu leurs promesses, notamment celle de faire cesser le *"siège"* de la Haute cour constitutionnelle par des manifestants islamistes.

Les tensions persistantes entre le camp présidentiel et le pouvoir judiciaire se sont aussi traduites par la démission du nouveau procureur général Talaat Ibrahim Abdallah, dont la nomination il y a moins d'un mois par le président Morsi était très contestée au sein de la magistrature, a indiqué une source judiciaire.

Près de 250.000 soldats et policiers ont été mobilisés pour assurer la sécurité du référendum.

L'opposition estime que le texte affaiblit les libertés et droits, en particulier ceux de la femme, porte atteinte à l'indépendance des juges et ouvre la voie à l'adoption de lois basées sur une interprétation plus rigoriste de l'islam.

Pour le camp du *"oui"*, l'adoption du texte doterait le pays d'un cadre institutionnel stable, un argument qui séduit de nombreux Egyptiens inquiets après presque deux ans d'une transition mouvementée. Les résultats préliminaires du référendum *"reflètent une distance (prise) avec les mouvements islamistes"*, a estimé Ahmed Abd Rabbou, enseignant en sciences politiques à l'Université du Caire.

Mais *"dire que tous les +oui+ viennent des pro-islamistes et que tous les +non+ sont contre le courant islamiste serait exagéré. Beaucoup de gens ont voté +oui+ à la recherche de stabilité"*, a-t-il ajouté.

Selon la presse, le taux de participation se situerait aux alentours de 30%.

Plusieurs ONG égyptiennes ont fait état d'irrégularités pendant le scrutin, affirmant en particulier que la supervision judiciaire n'était pas totale et que des femmes avaient été empêchées d'accéder aux bureaux de vote. AFP 17.12

## 3- Tunisie

Les dirigeants tunisiens ont été visés par des jets de pierre lundi à Sidi Bouzid lors des célébrations du deuxième anniversaire du début de la révolution, témoignant des vives tensions en Tunisie, berceau du Printemps arabe.

Le chef de l'Etat, Moncef Marzouki, et le président de l'Assemblée nationale constituante (ANC), Mustapha Ben Jaafar, étaient venus dans cette ville économiquement marginalisée du centre-ouest du pays pour marquer les deux ans de l'immolation de Mohamed Bouazizi.

Les jets de pierre ont commencé après un discours de M. Marzouki, alors que M. Ben Jaafar tentait de s'exprimer devant 5.000 personnes réunies sur la place où le vendeur ambulancier excédé par la misère et les brimades policières avait commis son geste.



Le service d'ordre a évacué les deux dirigeants, qui n'ont pas été touchés, et les manifestants, scandant "*le peuple veut la chute du gouvernement*" et "*dégage, dégage*", des slogans révolutionnaires, ont envahi la tribune.

La police n'est pas intervenue, alors que les heurts entre manifestants et policiers se multiplient dans le pays depuis plusieurs mois. En début d'après-midi, le clame était revenu.

Copieusement sifflé lors de son allocution, M. Marzouki a demandé aux Tunisiens d'être patients, alors que la misère était déjà au coeur des causes de la révolte de l'hiver 2010/2011 qui a renversé le régime de Zine El Abidine Ben Ali.

*"Le gouvernement n'a pas de baguette magique pour changer les choses (...). Il a besoin de temps pour solder l'héritage de 50 ans de dictature"*, a tenté d'argumenter le président, qui avait déjà été chahuté près de la tombe de Bouazizi.

Sinistrée depuis des décennies, la région de Sidi Bouzid, à l'instar du reste de l'intérieur de la Tunisie, estime que le gouvernement, dirigé par les islamistes d'Ennahda, a trahi les engagements de la révolution.

Selon le ministère de l'Industrie, les investissements ont chuté de 36% dans la région de Sidi Bouzid et les offres d'emplois de 24,3% sur les 11 premiers mois de 2012 par rapport à la même période l'année précédente. Au niveau national, le chômage stagne autour de 18%, nourrissant une rancœur qui dégénère régulièrement en affrontements.

Depuis une semaine, l'armée pourchasse ainsi un groupe armé soupçonné d'appartenir à la mouvance salafiste dans la région de Kasserine, voisine de Sidi Bouzid. Et les autorités ont annoncé le démantèlement d'un réseau de recrutement d'Al-Qaïda.

Des islamistes radicaux étaient présents en nombre lundi dans la foule qui a conspué M. Marzouki.

En outre, la Tunisie est plongée dans une impasse politique, l'ANC ne parvenant pas à aboutir à un compromis sur la future Constitution, 14 mois après son élection. AFP 17.12

#### 4- Bahreïn

La police bahreïnie a dispersé lundi plusieurs manifestations à Manama, arrêtant quelque 25 personnes dont l'une des figures de proue de l'opposition, Sayed Yousif al Mouhafda, du Centre bahreïni des droits de l'homme, ont annoncé les milieux de l'opposition.

Il s'agit de la deuxième interpellation de ce défenseur des droits de l'homme depuis novembre.

Les manifestations avaient été organisées pour marquer le deuxième anniversaire de la mort de deux militants dans les années 1990.

Les rassemblements et manifestations sont suspendus officiellement depuis novembre à Bahreïn, qui abrite par ailleurs le port d'attache de la Ve flotte américaine du Golfe. Reuters 17.12

---

## SOCIAL

### 1- France

L'intersyndicale CGT-CFDT-CFE/CGC de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime) a appelé lundi les Français à boycotter les produits Shell, ancien propriétaire du site menacé de fermeture.

*"On fait un appel au boycott national de Shell. Patrick Roméo, le président du groupe en France, a refusé de nous recevoir et n'a pas de date avant le mois de janvier. On avait demandé des réponses claires et précises avant le 28 décembre"* sur l'arrêt progressif de l'activité décidée par la direction, a dit à l'AFP Nicolas Vincent, porte-parole de l'intersyndicale, qui s'était rendue lundi matin au siège du groupe à Colombes (Hauts-de-Seine).

*"Nous demandons donc à tous les citoyens de ne plus faire le plein d'essence, ni d'acheter d'huile de la marque Shell"*, a ajouté le syndicaliste.

Par ailleurs, devant le refus de la direction de recevoir leur délégation, les syndicalistes menacent de camper devant le siège du groupe pétrolier à partir du 28 décembre.

Ils estiment que *"le propriétaire historique de la raffinerie se désengage de ses responsabilités sociales et environnementales"*. En cas de fermeture de Petit-Couronne, ils évaluent le coût du plan social et de la dépollution du site à *"500 millions d'euros à la charge de la collectivité et des contribuables"*.

Les syndicats reprochent à la compagnie de ne pas avoir accepté de prolonger suffisamment le contrat de six mois qui avait permis de redémarrer les installations le 15 juin dernier.

Depuis jeudi, les manoeuvres d'arrêt de la raffinerie ont commencé et doivent durer une dizaine de jours. Des salariés ont entamé le blocage d'un stock de propane appartenant à Shell et implanté sur le site.

La raffinerie, qui emploie 470 salariés, a déposé son bilan le 24 janvier à la suite de la faillite de sa maison mère suisse et a été placée en liquidation judiciaire le 16 octobre. La date limite pour déposer une offre de reprise a été fixée au 5 février. AFP 17.12

## 2- Espagne

2.1- Dans le vacarme des sifflets et des klaxons, plusieurs milliers de personnes ont manifesté lundi soir à Madrid pour la défense des retraites et contre la politique d'austérité menée par le gouvernement de droite, accusé de *"voler"* les plus faibles.

Revenant sur la promesse faite l'an dernier durant la campagne électorale sur ce sujet ultra-sensible, le gouvernement de Mariano Rajoy a annoncé en novembre une revalorisation des retraites pour 2013 bien inférieure à l'inflation.

Dans les rues de Madrid, retraités et personnes âgées étaient nombreux lundi à crier leur colère, lors de cette nouvelle manifestation convoquée par les syndicats.

Engagé dans une chasse au déficit public qui prévoit 150 milliards d'euros d'économies entre 2012 et 2014, le gouvernement a finalement décidé de limiter la revalorisation des retraites en dessous du rythme de l'inflation.

Ainsi, en 2013, les pensions du régime général augmenteront de 1% et celles inférieures à mille euros seront revalorisées de 2%.

*"Il faut lutter contre ces gens, ils vont nous ruiner et ils vont s'enrichir encore plus"*, assure Raul Herrero, un fonctionnaire de 64 ans. *"Au nom de la récession, de la crise, ils en finissent avec tous les droits"*.

*"Un coup contre les pensions, le PP ment, vole les faibles"*, affirmaient les pancartes émergeant de la foule.

*"Jamais il n'y a eu une mobilisation citoyenne comme celle-ci, jamais il n'y a eu autant de raisons pour un changement radical"*, affirme Raul Herrero.

Les manifestations contre la rigueur gouvernementale sont devenues quotidiennes à Madrid et dans les autres villes d'Espagne, où se succèdent les défilés des médecins en grève, des enseignants, des professionnels de la justice.

Jeudi, c'est la mouvance des indignés qui appelle à un défilé en forme de procession funèbre, dans les rues de capitale, contre le budget de l'Etat pour 2013 que s'apprêtent à voter les députés. AFP 17.12

2.2- Frappés par la récession et le chômage, les Espagnols renoncent dans des proportions record à l'usage du téléphone portable.

Pour le seul mois d'octobre, l'opérateur Movistar, filiale de Telefonica, a enregistré 284.000 fermetures de ligne. Vodafone, numéro deux du secteur de la téléphonie mobile en Espagne, a perdu 278.000 lignes et Orange 14.870, d'après les données mensuelles publiées lundi par l'autorité de régulation (CMT).

Au total, 486.000 lignes ont été interrompues et le nombre de lignes de téléphonie mobile en service en Espagne a chuté de 3,8% sur un an.

L'Espagne compte plus de téléphones mobiles en service que d'habitants, mais avec un chômage frappant une personne sur quatre, les budgets des familles ne suivent plus.

*"Le secteur de la téléphonie mobile en Espagne ne se redresse pas. C'est le neuvième mois consécutif de recul"*, note la commission du marché des télécommunications.

*"Yoigo et les opérateurs de réseau mobile virtuel (qui ne possède pas d'infrastructures de réseau-NDLR) gagnent des clients mais ne peuvent pas compenser les pertes chez Movistar, Vodafone et Orange"*, ajoute la CMT.

La crise économique et sociale a accentué la guerre des prix et des tarifs des mobiles en Espagne, alimentée par la décision de Telefonica et de Vodafone de mettre fin au printemps dernier à leur politique de subvention sur les smartphones. Reuters 17.12

---

## ECONOMIE

### 1- Chypre

Chypre risque de ne pas pouvoir rembourser des prêts dus en décembre et verser les salaires des fonctionnaires si un accord sur un plan de sauvetage n'est pas conclu rapidement avec la troïka des bailleurs de fonds, a indiqué un responsable gouvernemental lundi.

"Si dans les jours à venir l'Etat ne peut pas obtenir 250 à 300 millions d'euros, alors l'Etat cessera d'honorer des paiements", a déclaré un dirigeant du ministère des Finances, Christos Patsalides, à un comité parlementaire.

Le gouvernement, face à ses importantes difficultés financières, tente de puiser dans les fonds de pension et de prévoyance d'organismes semi-publics, y voyant la seule option pour emprunter de telles sommes à très court terme.

Les salariés de la compagnie des télécommunications ont manifesté contre de telles décisions, craignant que les fonds prêtés à l'Etat ne soient jamais rendus.

Selon la troïka, des avancées appréciables ont été effectuées, mais il reste encore des ajustements à faire, et la dette sera considérée comme viable ou non en fonction du montant que Chypre a besoin d'emprunter.

Nicosie, dont les besoins totaux dépasseraient les 17 milliards d'euros, a adopté une série de mesures d'austérité afin de réduire ses dépenses d'un milliard d'euro, à la demande de la troïka. Ce programme d'économies sur quatre ans représente 7,25% du Produit intérieur brut.

Le Parlement a approuvé des diminutions de salaires dans la fonction publique allant de 6,5% à 15,5%, un gel des augmentations de salaires indexées sur l'inflation jusque 2016, et une hausse des prélèvements d'urgence sur les salaires du privé et du public.

Les prestations sociales ont également été revues à la baisse, tandis que les taxes sur les cigarettes, l'alcool et l'essence ont été augmentées.

Chypre a demandé une aide européenne en juin, après que ses deux principales banques, très exposées à la crise grecque, ont appelé le gouvernement à l'aide car elles ne parvenaient pas à répondre aux exigences de solvabilité de l'UE.

La seconde plus grosse banque de l'île, Cyprus Popular Bank, a été nationalisée, le gouvernement ayant souscrit la majorité de l'augmentation de capital de 1,8 milliard d'euros lancée en juin.

Les besoins de Chypre seraient de l'ordre de 17,5 milliards d'euros selon de nombreuses sources, dont 10 milliards pour les banques, 6 milliards pour la dette publique arrivée à échéance, et 1,5 milliards pour les finances publiques.

Ce chiffre est proche du Produit intérieur brut annuel de l'ensemble du pays, qui s'est situé à 17,97 milliards d'euros en 2011, et qui devrait, selon les prévisions contenues dans le projet de budget pour 2013, reculer de 2,4%, à 17,85 milliards d'euros pour 2012. AFP 17.12

### 2- Espagne

Santander a annoncé lundi qu'elle rachèterait le solde du capital de sa filiale Banesto et qu'elle fermerait 700 agences à l'issue de cette absorption.

Santander précise que l'absorption de Banesto devrait lui permettre d'économiser 520 millions d'euros par an dès la troisième année suivant la finalisation de l'opération, attendue en mai 2013. Reuters 17.12

[Haut de page ↗](#)

Le 19 décembre

## CAUSERIE

Je mets en ligne un premier jet, le boulot d'hier soir. La suite plus tard dans la journée car je dois impérativement emmener mon chien en voiture chez le vétérinaire si je ne veux pas le perdre prématurément, ensuite je devrai retourner en moto à Pondichery chercher des médicaments, bref au total je vais y passer environ 2h30. Je corrigerai les fautes à mon retour.

3 heures plus tard j'ai complété l'actualisation du jour, en fait je me suis absenté moins longtemps que prévu, par contre je devrai aller chez le vétérinaire trois jours de suite, ce qui m'obligera à travailler tard le soir, j'y suis habitué.

Dans une heure je rajouterai des infos en bref.

[Je vous ai dégotté un nouveau portail économique : http://la-chronique-agera.com](http://la-chronique-agera.com)

Je vous conseille de lire l'article : *De Buffett à Bernanke en passant par Soros, pourquoi les gens intelligents sont-ils si bêtes ?* (la-chronique-agera.com) (18.12.12)

Son auteur : Bill Bonner est le fondateur et président d'Agora Inc., une maison d'édition publiant des lettres d'information confidentielles – probablement l'une des plus brillantes au monde. Auteur de la lettre e-mail quotidienne *The Daily Reckoning* (450.000 lecteurs...), il intervient également dans *La Chronique Agora*, directement inspirée du *Daily Reckoning*. (la-chronique-agera.com)

C'est du haut niveau vous l'aurez compris. Rien à voir avec les débilités que nous servent les médias, de pseudo journalistes économiques, des économistes ou la plupart des partis politiques.

A mon avis c'est l'un des portails les plus sérieux, performants (et critique) dans le domaine économique. Toutefois, sachons garder notre esprit critique en éveil, car ces gens-là peuvent aussi se fourvoyer puisqu'ils n'ont pas forcément en tête les fondamentaux du capitalisme et la lutte des classes.

La fin de cet article est intéressante, elle confirme que les partisans d'un Nouvel ordre mondial ne sont pas au bout de leurs peines, ce qu'on avait déjà affirmé :

- *"Un costaud fait confiance à la force brute. Un homme rusé pense pouvoir gagner grâce à son astuce. Un homme sachant bien parler compte séduire et persuader ceux qui l'écoutent.*

*Et un homme intelligent ? Il pense qu'il peut comprendre les choses... et utiliser son cerveau pour créer le genre de monde qu'il veut.*

*Pourquoi n'y parvient-il pas ? Parce que peu importe combien on est intelligent... le monde est bien plus complexe et bien plus nuancé qu'on peut l'imaginer. Tenter de le contrôler mène toujours à la catastrophe."*

Il parlait du cartel des banquiers de la Fed et autres dirigeants de multinationales, Gates et Cie. Ils sont assez cyniques pour le mener à la catastrophe, puisqu'ils ne sont pas prêts de renoncer à leurs privilèges ou à leur projet de le contrôler, c'est cela qui devrait nous préoccuper.

[Une nouvelle vidéo en ligne.](#)

Ce n'est pas un doublon avec la vidéo déjà en ligne en anglais du 30 septembre 2006 : *War Plan, Seven Countries In Five Years*

Le général Wesley Clark (2007) - L'origine des guerres en Irak, Libye et les autres  
[http://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=2vWe0cVdYRI](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2vWe0cVdYRI)

Celle-ci est sous-titrée en français, il s'agit d'une interview du 2 mars 2007. Ce témoignage est extraordinaire. A visionner absolument.

10 jours après le 11 septembre un général lui dit : *"nous avons pris la décision d'attaquer l'Irak*, le général Clark lui demande alors pourquoi, il répond *"je ne sais pas* en ajoutant que Rumsfeld et Wolfowitz *"ne savent pas quoi faire d'autre"*, je passe ici un passage, plus loin il poursuit *"je pense que c'est parce qu'on ne sait pas quoi faire au sujet du terrorisme"*. Plus loin, il va lui dire qu'ils ont décidé d'attaquer la Libye, la Syrie, le Liban, la Somalie et l'Iran.

A mes détracteurs : Le général Wesley Clark : encore un conspirationniste ?

### [Le saviez-vous ?](#)

Le roi Faisal Al Saoud à cette époque n'a pu nier sa parenté familiale avec les juifs quand il a déclaré au Washington Post le 17 septembre 1969:

« *Nous, la famille saoudienne, sommes les cousins des juifs: nous sommes totalement en désaccord avec tout autorité Arabe ou Musulmane qui montrerait un antagonisme aux juifs, mais nous devons vivre en paix avec eux. Notre pays (l'Arabie) est la première fontaine, d'où le premier juif est sorti, et ses descendants se sont dispersés partout dans le monde.* ».

Ce n'est plus un secret que les dirigeants saoudiens sont d'origine juive.

Des révolutions arabes programmées dès 2002...

Au lieu de participer à la pose des dynamites chez leurs voisins, au lieu de communier au système du Marché, sans doute les dirigeants saoudiens feraient-ils bien de chercher à comprendre pourquoi, en septembre 2002, Michael Ledeen, membre du groupe des néoconservateurs de Georges Bush, écrivait dans *The War against the Terror Masters* (Guerre contre les maîtres de la terreur) :

« *D'abord nous devons en finir avec les régimes terroristes, à commencer par les trois grands : Iran, Irak et Syrie. Puis nous nous occuperons de l'Arabie saoudite. (...) Nous ne voulons de stabilité ni en Irak, ni en Syrie, ni au Liban, ni en Iran ou en Arabie saoudite[1]. Nous voulons que les choses changent. La question n'est pas de savoir s'il faut déstabiliser mais comment le faire.* » Liesi 17.12

Cela confirme le témoignage du général Clark, notamment. C'est vrai qu'on regard de ces données on comprend mieux pourquoi l'Arabie Saoudite est allié de l'impérialisme américain où domine le lobby sioniste et Israël. On comprend davantage encore pourquoi un jour ou l'autre les Américains et les Israéliens feront la peau de l'Arabie Saoudite, parce que ce sont de véritables sémites, ce sont eux le peuple juif. D'où leur haine des Arabes qui sont sémites, contrairement aux juifs convertis d'Europe centrale et qui ont immigré en Israël.

---

### [ACTUALITE EN TITRES](#)

[C'est le gouvernement Hollande-Ayrault qui est déjà usé !](#)

- Ayrault présente son plan de lutte contre «*l'usure*» des services publics - Liberation.fr

[Montebourg : c'est la solution du passé !](#)

- Entreprises: la nationalisation temporaire, "*solution d'avenir*" selon Montebourg - AFP

[Pour un gouvernement ouvrier révolutionnaire dès le mois de juin.](#)

- Fin de vie : un projet de loi dès juin - AFP

[Alors achevez-le !](#)

- Mailly : «*Hollande s'est enfermé dans une logique suicidaire*» - LeParisien.fr

Alors ne faites rien pour le sauver !

[A chacun son pantin](#)

- Parisot invite Montebourg en voyage - LePoint.fr

- Kad Merad invité en Algérie du président français - LeParisien.fr

## La monarchie, c'est le progrès, c'est bien connu !

- Mariage pour tous : les leçons de nos voisins - liberation.fr

Lesquels ? 2001 aux Pays-Bas, 2003 en Belgique, 2005 en Espagne et 2010...

## Les bonnes intentions ne sont pas toujours les meilleurs, la preuve.

- "Front Populaire", la 302e station du métro parisien - AFP

## C'est la même banque !

- Le directeur financier de la Société Générale part à la Banque Mondiale - L'Expansion.com

## Au-delà de 3 centimes d'euros ce n'est pas "**juste**"

- Christian Noyer contre une rémunération trop élevée du Livret A - Reuters

## La monnaie de singe

- La mondialisation et la FED ont-ils transformé le dollar en fausse monnaie ? - Atlantico.fr

## Au prix du papier et de l'encre c'est encore cher payé.

- La mondialisation financière aura-t-elle la peau du dollar ? - Atlantico.fr

## Discount.

- Libor: l'amende d'UBS pourrait atteindre 1,5 milliard de dollars - AFP

## C'est fait pour, non ?

- Les normes de Bâle 3 vont-elles asphyxier le financement de notre économie ? - Atlantico.fr

## En famille.

- L'Onu facilite les déplacements de taliban pour parler de paix - Reuters

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Interview du journal **Le Point** du Bonaparte de service. Extraits.

Quand Hollande compare Ayrault à Raymond Barre "*loyal*" et "*fidèle*"... aux institutions de la Ve République.

- "*Y en a-t-il un autre qui ferait ce qu'il fait avec autant de courage et de ténacité ? Et sans aucun esprit de calcul ! Il fait partie de la lignée des Premiers ministres qui, comme Mauroy ou Barre, font le travail dans la loyauté et la fidélité. Je n'ai aucune raison de le remplacer.*"

Le bilan de la "*négociation*" avec Mittal est évidemment positif. Pour qui ?

- "*Ce qui est le plus regrettable, c'est que le bon résultat de la négociation a donné le sentiment de ne pas avoir atteint son objectif.*"

Quant à l'idée de nationalisation :

- C'était juste "*un instrument utile*" pour alimenter les illusion que colportent ses alliés syndicaux, bernier les ignorants réputés

comme tels et ceux qui s'ignorent qui lui ont dit "*chiche*". Avouons que le coup a assez bien réussi.

Peu importe les contradictions politiques apparentes du PS et son gouvernement, l'agitation de l'UMP, puisque c'est le marché qui leur sert de guide :

- "*Le climat politique est sans influence sur les choix que nous avons à faire*"

Comme dans le genre cynique et lâche on aura du mal à trouver pire, au lieu de reconnaître qu'il se plie aux exigences du marché, il va jusqu'à prétendre que ce sont les travailleurs qui réclameraient des coupes budgétaires :

- "*Désormais, ce sont les catégories populaires qui réclament des économies pour l'État*" Par exemple "*La formation professionnelle, qui engage trop d'acteurs, trop de dépenses [39 milliards d'euros par an], pour peu d'efficacité*".

### Comment le Front de gauche soutient le gouvernement

La majorité de gauche sénatoriale a fait rejeter de façon iconoclaste, mardi en dernière lecture, le projet de budget pour 2013 afin d'éviter que la droite fasse de l'obstruction et empêche le vote de ce texte dans les temps impartis par la Constitution.

Le groupe socialiste a déposé à la dernière minute une "*question préalable*" motion de procédure qui met un terme au débat. Elle a été votée par toute la gauche sénatoriale, communistes compris par 177 voix contre 169.

Pour expliquer ce pataquès parlementaire consistant à faire rejeter un budget élaboré par un gouvernement dominé par son propre parti, le président du groupe PS, François Rebsamen a dénoncé les "*basses manoeuvres de la droite visant à empêcher l'adoption du PLF dans les délais constitutionnels*".

Le Sénat avait rejeté en première lecture ce premier projet de budget du quinquennat Hollande par une majorité de circonstance UMP, UDI-UC (centristes) et CRC (communistes) dès la fin de sa première partie (partie recettes).

"*Or aujourd'hui, voilà que la droite sénatoriale souhaite par son vote en commission que le Sénat se livre en seconde lecture à un examen détaillé du budget*", souligne le sénateur-maire de Dijon. Il a qualifié "*d'étrange*" cette décision, mais "*qui s'impose non comme un désaveu du gouvernement mais comme un refus des artifices et d'une situation de blocage*".

Le groupe PS a donc préféré, sachant que l'Assemblée nationale aura le dernier mot et votera finalement le texte, faire rejeter le texte dès le Sénat.

Le premier projet de budget du quinquennat Hollande, qui prévoit 20 milliards d'euros de hausses d'impôt partagées entre ménages et entreprises ainsi que 10 milliards d'économies dans les dépenses, reviendra jeudi devant l'Assemblée pour un vote définitif par le parlement.

Le président du groupe UMP, Jean-Claude Gaudin s'est défendu de toute volonté d'obstruction. "*Si dix amendements de plus déposés par la droite, par rapport à la gauche constituent une obstruction insurmontable, on peut s'interroger sur la conception qu'a la gauche sénatoriale des droits de l'opposition*", a-t-il dit dans un communiqué. Le Point.fr 18.12

Le PS et le gouvernement étaient pressés d'adopter le texte prévoyant d'octroyer 20 milliards d'euros supplémentaires par an aux patrons, on comprend que le Front de gauche partage cette priorité.

### La Chine du parti unique, des syndicats du parti unique, des esclavagistes, le modèle de Parisot.

- Parisot a proposé à Montebourg de l'accueillir en Chine, afin de mieux comprendre "*comment, là-bas, on est en train de gagner en prospérité de manière extraordinaire et comment on vit là-bas ce que nous avons vécu durant les Trente Glorieuses*".

A quel prix, de l'augmentation de l'exploitation des travailleurs chinois grâce à l'introduction de nouvelles technologies dans le procès de production, comme en France au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, travaillant comme des esclaves 6j/7 pour des salaires qui demeurent misérables malgré les augmentations des dernières années totalement annulées par l'inflation, l'explosion des prix de l'immobilier, faut-il en rajouter ?

Les Trente Glorieuses sur fond d'exploitation des colonies, tout comme la Chine pille l'Afrique aujourd'hui. Les Chinois font plus fort encore, ils exportent même leur main d'oeuvre en Afrique.

- Répondant à Jean-Claude Mailly qui évoquait les nationalisations réalisées par le général de Gaulle, la patronne des

patrons rétorque : " *À l'époque du général de Gaulle, nous n'étions pas endettés.*" (source : LePoint.fr 18.12)

Elle oublie de préciser qu'à cette époque l'Etat empruntait gratuitement à la Banque de France pour se financer, alors que depuis 1973 avec la bénédiction du CNPF (ex-Medef) l'Etat emprunte au marché aux taux d'intérêts fixés par ce dernier.

A bas les parasites, les rentiers, le capitalisme, le Medef , tout le pouvoir aux travailleurs !

### Offensive tout azimut du patronat, sur les services publics, les retraites, la Sécu.

La réduction des dépenses publiques passera nécessairement par des réformes structurelles, a estimé mardi la présidente du Medef Laurence Parisot, qui prône l'organisation d'une grande conférence sur le "*problème numéro 1*" de la France.

Le gouvernement français a dévoilé mardi un programme d'évaluation des dépenses de l'Etat, des collectivités locales et la sécurité sociale, avec en toile de fond la nécessité de dégager les économies nécessaires à la baisse des déficits publics promise sur le quinquennat.

Laurence Parisot appelle particulièrement de ses voeux une réforme de l'assurance maladie et des régimes de retraites.

*"Bien sûr, il y a un travail permanent à faire pour optimiser, pour mieux gérer, pour réduire le nombre d'instances ou d'agences, pour limiter les gabegies, pour supprimer des doublons, oui tout ceci doit être fait"*, a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse au siège du Medef.

*"Mais la vérité, qui doit être dite aux Français, et qui n'est pas dite aujourd'hui, c'est que le travail de réduction des dépenses publiques ne peut passer que par des réformes structurelles"*, a-t-elle ajouté.

Qualifiant les dépenses publiques de "*problème numéro 1*", elle suggère l'organisation d'une grande conférence sur les dépenses publiques, sur le modèle de celles sur la transition énergétique ou la pauvreté. Reuters 18.12

Que doit-on lui répondre ? Rien, on n'a rien à lui dire

Que doivent dire nos dirigeants aux travailleurs ? Que notre problème n°1, c'est la survie du capitalisme. Est-ce que nos dirigeants auront assez de courage pour tenir ce discours ?

### Tiens, voilà qu'ils reparlent du soleil!

Un article mis en ligne : *Les experts du climat du GIEC sont-ils en train d'admettre à leur tour que le soleil joue un rôle prédominant dans le réchauffement climatique.* (atlantico.fr) (16.12.12)

- *"Un avant-projet du prochain rapport du GIEC pourrait laisser penser que l'origine du réchauffement climatique ne se résumerait pas aux conséquences de l'activité humaine. A l'origine de ce soupçon, un paragraphe du rapport dont la portée et l'interprétation fait débat."*

Soleil tout seul ou associé à Haarp qui n'est pas mentionné ?

Des internautes font observer que l'hypothèse du soleil n'avait pas été totalement écartée, mais seulement minimisée par le GIEC.

Certes, c'est possible, je n'ai pas lu ce rapport, une chose est sûre en revanche, c'est que cette hypothèse est systématiquement occultée par ceux qui en parlent, en premier les écologistes adeptes de la décroissance et qui s'opposent au socialisme qui serait productiviste.

Dans un commentaire très pointu, un internaute nous rappelle que les températures ont été plus élevées qu'aujourd'hui au XVIe siècle, tout comme le niveau des océans qui a fluctué au cours des siècles ou des millénaires.

### Bâle 3. Le contrôle de l'économie mondiale par les plus puissantes banques.

Lu dans l'article : *Les normes de Bâle 3 vont-elles asphyxier le financement de notre économie ?* (atlantico.fr) (18.12.12)

Nombre d'acteurs soulignent les risques inhérents à l'adoption de Bâle 3 en termes de financement de l'économie. Quels sont-ils ?



Ces ratios sont susceptibles de modifier le business model des banques, c'est à dire leurs modes de fonctionnement. De nombreux observateurs craignent que ces nouveaux ratios de solvabilité pénalisent le financement des investissements de long terme. En effet, si une banque à des ressources à court terme, elle ne pourra pas prêter à long terme. Or, le rôle classique d'une banque est de faire de la transformation d'échéances en prêtant à long terme à partir de ressources de court terme.

En d'autres termes, soit le capitalisme n'a plus qu'une existence à court terme et ils prépareraient son effondrement contrôlé de la même manière que le 11/9 ou en 1929, soit ceux qui détiennent la clé du coffre-fort ne veulent pas que les banques investissent sur le long terme, peut-être s'en réservent-ils le privilège (en passant par les marchés qu'ils contrôlent), une façon comme une autre de s'assurer le contrôle de l'ensemble du secteur financier, de l'économie mondiale.

Tout contrôler est une obsession pour le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés internationaux, qui plus est sur le plan financier.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Centrafrique

Des groupes rebelles centrafricains ont pris et pillé mardi la ville minière de Bria (centre) et menacent désormais le régime de François Bozizé, qui a appelé l'armée tchadienne, arrivée mardi soir, à son secours.

Après plusieurs années de relative accalmie depuis les accords de paix signés à partir de 2007, les rebelles de la coalition Séléka, qui avaient déjà attaqué Ndélé et d'autres villes du Nord la semaine dernière, ont pris d'assaut, à l'aube, Bria, ville de 30.000 habitants, dans la principale zone diamantifère du centre.

Coalition de plusieurs factions, le Séléka ("*alliance*") menace de renverser le gouvernement du président François Bozizé, exigeant "*le respect*" de différents accords de paix signés entre 2007 et 2011.

Ces accords prévoyaient notamment le désarmement et la réinsertion des combattants, mais un de ses membres a récemment affirmé que "*rien n'avait été fait pour (les) sortir de la misère*".

Cette avancée rebelle face à des Forces armées centrafricaines (FACA), en débandade, a conduit le président François Bozizé à faire appel son fidèle allié, le Tchad du président Idriss Deby, dont l'armée est rompue aux combats. Les soldats tchadiens avaient déjà aidé Bozizé lors de sa prise de pouvoir à Bangui en 2003 et étaient intervenus pour expulser les rebelles de la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) de Birao, capitale du nord, fin 2010.

"*Des éléments de l'armée de terre tchadienne lourdement armés, à bord d'une vingtaine de véhicules, sont arrivés en milieu d'après-midi à Kaga Bandoro (centre)*", selon une source militaire centrafricaine.

De même source militaire, ils "*ont pour mission de renforcer les forces armées centrafricaines dans la contre-attaque pour reconquérir les villes tombées aux mains des rebelles*".

Les rebelles du Séléka ont parcouru quelque 300 kilomètres depuis Ndélé vers le sud-est pour rallier Bria. S'ils restent à distance de la capitale Bangui, située à plus de 400 km, ils font planer une vraie menace de déstabilisation du pays, la fragilité des forces armées - sous payées, peu équipées et mal encadrées - n'étant plus à démontrer.

Selon des sources militaires concordantes, l'armée régulière "*a opéré un repli*" vers Bambari (centre sud), place forte de l'armée.

"*Tel que c'est parti, seule une intervention étrangère peut sauver le régime*", estimait un officier supérieur qui témoigne sous couvert de l'anonymat de l'état d'esprit qui règne au moins au sein d'une partie des troupes: "*Personne ne veut servir de chair à canon*", poursuit-il..

La coalition Séléka a été créée en août par trois factions rebelles dont la CPJP et la faction dissidente de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR).

A Bangui, les députés ont organisé une marche pacifique sur près de dix kilomètres pour apporter leur soutien au pouvoir mais aussi demander "*des négociations*" avec "*ceux qui ont pris les armes*".

Pour l'universitaire Isidore Mbamo, *"il faut voir dans les attaques rebelles des vellétés de révolte d'une bonne partie de la population. C'est en réalité une insurrection qui prend forme progressivement et qui est loin de s'arrêter"*.

"Il est à craindre qu'on ne revienne à la case de départ, comme en 2003 puisque les jeunes désœuvrés, démunis, ou les ex-combattants en attente de réinsertion, peuvent être tentés de se joindre à cette sorte d'insurrection", conclut-il.

La Centrafrique était engagée depuis 2008 dans un processus de paix après des années d'instabilité, de multiples rébellions, mutineries militaires et putsch qui ont ravagé son tissu économique et social.

L'actuel chef de l'Etat, le général François Bozizé, a pris le pouvoir par un coup d'Etat en 2003, avant d'être élu président en 2005, puis réélu en janvier 2011. AFP 18.12

---

## SOCIAL

### France

#### 1- Mouvement de grève de 24h mardi à France Télévisions

Un mouvement de grève de 24h mardi à France Télévisions a été *"significatif"* selon la direction et *"très bien suivi"* par les salariés selon les syndicats, qui protestaient contre le plan d'économies *"drastique"* décidé par la direction.

Cette grève intervient en pleine négociation entre le ministère de la Communication et la direction de France Télévisions autour du contrat d'objectifs et de moyens (COM), alors que le groupe de 10.000 salariés sera confronté en 2013 à une baisse de son budget de 85 millions par rapport à 2012, à 2,45 milliards.

Selon Antoine Chuzeville, secrétaire adjoint du comité central d'entreprise, le taux de grévistes tournait autour de 50% chez les journalistes et était supérieur chez les autres salariés. Le 2 octobre, les syndicats mentionnaient un taux de grévistes de 30%.

La CGT, la CFDT, FO et le SNJ avaient appelé à cette grève pour dénoncer une *"gestion défailante"* et une mise en oeuvre *"calamiteuse"* de l'entreprise unique, initiée en 2010.

*"Ce mouvement de grève, c'est un gros coup de colère autant envers la direction de la tutelle (le ministère de la Communication, NDLR) qu'envers la direction. La tutelle parce qu'elle impose la baisse de budget, la seconde parce qu'elle met en place un plan d'économies drastique"*, a souligné Marc Chauvelot, secrétaire général du SNRT-CGT.

Près de 200 salariés de France Télévisions, dont la plupart de France 3, s'étaient rassemblés mardi devant le siège de France Télévisions, à Paris (XVe) pour faire entendre leur voix. Les pancartes indiquaient *"Sarko m'a tuer, Hollande m'enterre"* ou *"Filippetti: moins belle la vie"*.

Lors d'un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire, Rémy Pflimlin *"est resté très évasif. Il s'est contenté de nous dire des choses qu'on savait déjà sur la baisse de la dotation de l'Etat"*, a précisé M. Chauvelot.

*"On a essayé de se montrer le plus rassurant possible. On n'a pas été plus précis parce qu'on est en train de discuter du COM"* avec le ministère de la Communication, a expliqué M. Papet.

*"Beaucoup de questions portaient sur l'emploi"*, a-t-il précisé, alors que France Télévisions réfléchit à un plan de départs volontaires qui va toucher jusqu'à 1.000 salariés, soit 10% des effectifs.

Les incertitudes autour de la stratégie de la chaîne régionale France 3 pèsent aussi, alors que des plans d'économies prévoient des suppressions temporaires ou définitives d'éditions locales d'information. AFP 18.12

#### 2- PSA Peugeot-Citroën : chômage partiel

Les usines PSA Peugeot-Citroën Sochaux vont interrompre la production des 308, 3008 et 5008 et de la Citroën DS5 pendant trois semaines jusqu'au 8 janvier.

Dans une moindre mesure, les autres usines du groupe seront aussi touchées: Rennes La Janais va fermer trois jours avant la fin décembre et six jours en janvier. Celle de Mulhouse va aussi réduire ses cadences en janvier. Cependant, ces arrêts de

production ne sont pas propres à PSA. Depuis le mois de novembre, Renault mais aussi Toyota sont obligés de réduire la voilure. L'objectif des constructeurs est de réduire les stocks afin de limiter les coûts.

Actuellement, avec la dégringolade du marché automobile en France et en Europe, les usines de PSA Peugeot Citroën et de Renault ont des taux d'utilisation de l'ordre de 58% en trois équipes. Or, le seuil de rentabilité se situe généralement entre 75% et 80%.

Pour les 12 221 salariés de l'usine de Sochaux qui produisent la 308, 3008 et 5008 et la Citroën DS5, les conséquences devraient être limitées. Ils bénéficient du dispositif de l'activité partielle de longue activité (APLD). Cela permet d'assurer le maintien d'un peu plus de 90 % de la rémunération des salariés subissant du chômage partiel. Des mesures qui sont parfois adoptées chez certains gros fournisseurs comme Faurecia. En revanche, cette période va être plus difficile pour les petits équipementiers ou pour les intérimaires qui ne bénéficient pas de ce soutien. LeParisien.fr 18.12

### 3- Texas Instruments France va supprimer 517 emplois

Texas Instruments France va supprimer 517 emplois sur 609, entraînant la fermeture de son site de recherche de Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), un fleuron de l'économie locale implanté depuis cinquante ans.

Le site de Villeneuve-Loubet compte au total 541 postes, essentiellement ceux d'ingénieurs spécialisés dans l'activité des microprocesseurs destinés à la téléphonie mobile et aux tablettes numériques, selon une porte-parole de la direction.

La maison-mère de Dallas avait annoncé en novembre sa décision d'arrêter cette activité historique en supprimant 1.700 postes dans le monde.

"Elle invoque la concurrence d'Apple et de Samsung, qui fabriquent leurs propres microprocesseurs", précise Philippe Vieira, un ingénieur représentant du syndicat CFDT, dubitatif sur les motivations économiques du groupe texan.

"On ne s'attendait pas à une fermeture du site, on du mal à y croire", note-t-il, en expliquant que les ingénieurs du site espéraient pouvoir travailler sur d'autres produits.

La maison-mère de Dallas va notamment recentrer son activité sur les micro-processeurs embarqués pour l'industrie automobile, qui utilisent la même technologie de processeurs "OMAP".

Texas Instruments entend dégager d'ici fin 2013 des économies annuelles de 450 millions de dollars.

Le groupe américain s'était installé en 1963 à Villeneuve-Loubet, une commune à l'ouest de Nice, où il disposait à l'époque d'une usine de fabrication de composants et employait quelque 2.000 personnes, dont des ouvriers. Les effectifs avaient fondus lorsque le site s'était consacré entièrement à la recherche-développement.

En 2009, la société de Villeneuve-Loubet avait perdu plus de 300 emplois lors d'un précédent plan social, lorsque la maison-mère avait annoncé la suppression de 3.400 postes dans le monde, soit 12% de ses effectifs. AFP 18.12

---

## ECONOMIE

### 1- Fed et dollar

Jusqu'à quand les oligarques du cartel bancaire veulent-ils maintenir la Fed et la vitrine ?

Les semaines passent, les mois passent, ainsi que les années, mais le message des responsables de la banque centrale américaine est toujours le même. La politique monétaire accommodante, avec toute une batterie de nouveautés selon les saisons, doit parvenir à faire refluer le chômage. Mais de quel chiffre parlons-nous ? Officiellement, les banquiers centraux et les organismes supranationaux avec lesquels ils se prostituent, parlent de 6,5 voire 7,5%. Certains économistes font plutôt référence à 20-25%. C'est un grand écart !

Qu'importe, selon le Times : « Pour aider à réduire le chômage, la Fed a annoncé qu'elle poursuivrait également les rachats mensuels de 85 milliards de dollars de bons du Trésor US et de créances hypothécaires jusqu'à ce que les conditions s'améliorent sur le marché de l'emploi, prolongeant une politique annoncée en septembre ».

Peu importe, ce qui compte c'est de faire avaler le mensonge du travail efficace de la banque centrale américaine. Pourtant, on décèle quelques couacs. C'est ainsi que le grand Ben Bernanke avoue, toujours selon le Times : « *Durant une conférence de presse après une réunion de deux jours du principal comité de politique de la banque, M. Bernanke a suggéré que la Fed approchait les limites de sa capacité à aider les chômeurs* ». « *Si nous pouvions agiter une baguette magique et faire baisser le chômage à 5% demain, de toute évidence nous le ferions, a assuré Ben Bernanke lorsqu'on lui a demandé si la Fed pouvait faire plus* ».

Alors, puisque l'impression monétaire explose ainsi que le chômage, avec une croissance qui décline et un pouvoir d'achat des contribuables qui diminue...les banquiers centraux américains peuvent toujours évoquer 2015... La Fed vient en effet de publier de nouvelles projections économiques montrant que la majorité de ses dirigeants ne s'attendaient pas à atteindre le but d'un chômage à 6,5% avant la fin 2015.

PLUS, et après cette date, ce sera 2020 ? Pourront-ils maintenir la vitrine avec ses beaux indices toujours au-dessus de l'Everest ? Où en sera la cohésion sociale ? Faudra t-il encore quelques meurtres pour engager le dialogue sur la nécessité de désarmer l'Américain lambda ?

L'on peut souhaiter bonne chance aux adulateurs de la Fed et de la BCE et interroger les grands prêtres de la Finance : que feront ces banques centrales du stock d'actifs accumulés à leur bilan ? Vers une crise de confiance

La menace qui plane s'appelle la crise de confiance. Si cela arriverait ou quand cela arrivera, notre monde connaîtrait ou connaîtra une immense misère. N'est-ce pas ce qu'avait annoncé Madeleine Porsat il y a bien longtemps : « *La roue du commerce s'arrêtera* »... parce qu'il n'y aura plus de confiance.

Mieux vaut prendre de la hauteur sur ce monde où les borgnes sont des légions et les prétendus responsables des incapables qui précipitent les foules aveugles vers l'abîme, qui n'ont pas d'autre ambition que celle de détruire notre civilisation chrétienne pour lui substituer ce que le règne animal ne pratique même pas. Liesi 18.12

## 2- PIB

Comme quoi, il ne faut jamais se laisser abuser par le jargon des spécialistes, encore moins quand ils sont économistes.

Addison Wiggin de la Chronique Agora (<http://la-chronique-agera.com>)

Pour ses prévisions, Grantham s'appuie sur l'obscur notion de « *produit intérieur brut* » (PIB), notion que nous n'hésitons pas à malmenager dans Le déclin du dollar.

Au mieux, le PIB est une formule mathématique :

La formule :

- Dépenses des ménages  
+ Investissement des entreprises  
+ Dépenses publiques  
+ Exportations réelles  
= PIB ([www.agorafinancial.com](http://www.agorafinancial.com))

Au pire, cela entretient l'illusion que les économistes pratiquent une science.

« *Le concept de PIB est si profondément défectueux* », explique Chris Mayer, « *qu'il devrait être entièrement abandonné, comme une relique d'un autre âge* ».

« *Prenons cet exemple que donne Bill Bonner : si vous tondez votre gazon et que votre voisin tond le sien, rien ne s'ajoute au PIB. Mais si vous embauchez votre voisin pour tondre votre gazon et qu'il vous embauche pour tondre le sien, le PIB augmente !* »

« *Le produit intérieur brut intègre également les dépenses publiques comme une composante positive. Donc, si l'Etat dépense beaucoup d'argent, le PIB augmente. Si le gouvernement embauchait beaucoup de monde pour creuser des trous puis les remplir, le PIB augmenterait et les économistes se réjouiraient* ».

« *Le problème fondamental avec le PIB, c'est qu'il s'agit d'une abstraction. Il ne veut rien dire. Le PIB ne se mange pas, ne se porte pas, ne se dépense pas. Il ne change pas votre vie ni votre emploi. Un PIB qui augmente ne signifie pas que vous vous enrichissez. C'est juste un chiffre avec lequel les économistes peuvent jouer* ».

« *Même si le PIB était une mesure précise de quelque chose de significatif* », observe Mayer, « *devrions-nous l'utiliser pour décider comment et quand investir ?* »

« *Un jour Buffett a fait remarquer qu'entre 1964 et 1982, le marché boursier avait stagné alors que le PIB, lui, avait quintuplé. Mais de 1982 à 1998, le marché a augmenté d'un facteur vingt, alors que le PIB a à peine triplé. Beaucoup de raisons expliquent les mouvements du marché. Le PIB n'en fait pas partie* ».

« *Selon moi, la croissance est ce qu'elle est* », conclut Chris. « *Certains pans de l'économie connaîtront la croissance. D'autres la récession. Je ne m'intéresse pas aux prévisions du PIB — ni à aucune prévision de ce type d'ailleurs. J'essaie plutôt d'étudier en détail les opportunités qui se présentent* ».

Chris aime citer John Train, le conseiller en investissement octogénaire : « *ne vous inquiétez pas de l'économie ni de la direction du marché. Achetez plutôt les actions d'une entreprise comme vous achèteriez une maison c'est-à-dire parce que vous savez tout sur elle* »... Liesi 13.12

J'ajouterais que si vous êtes comme moi et que vous ne savez rien sur elle, abstenez-vous !

J'ai mis cet article en ligne car il tort le cou à la notion de PIB à laquelle les uns et les autres font dire ce qu'ils veulent. En fait, seule la force de travail mise en oeuvre dans le procès de production dégage de la plus-value, un capital supérieur à celui qui figurait au départ. Maintenant il est vrai que c'est plus complexe que cela si l'on introduit ce qui figure en aval ou en amont, la formation, les services, etc.

C'est la combinaison de la mise en oeuvre du travail intellectuel et manuel qui permet la création de richesse à partir d'un capital de départ qui est la propriété du capitaliste, tout comme l'entreprise, les outils, les moyens financiers. Le capitaliste et le banquier seuls n'ont jamais rien produit, ils sont totalement incapables de produire quoi que ce soit, ce sont uniquement les travailleurs intellectuels associés aux travailleurs manuels qui produisent les richesses.

C'est élémentaire comme donnée, mais cela ne viendra pas tout seul à l'esprit des travailleurs si on leur explique pas simplement.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 20 décembre

## CAUSERIE

Pour des raisons de commodité, je mets ce complément à la date du 20 décembre.

Méfiez-vous des discours alléchants mais trompeurs qui prônent l'égalité en général, l'égalité entre les hommes et les femmes, entre les riches et les pauvres, etc. en réalité, leurs auteurs entendent perpétuer l'inégalité des droits qui existe entre eux aujourd'hui et sur laquelle repose la société bourgeoise, tandis qu'ils entendent imposer de plus en plus de devoirs aux couches les plus faibles, fragiles, exposées ou les plus exploitées, tandis que la classe des privilégiés en est exemptée, de la même manière qu'ils prônent la dérégularisation de l'économie ou dénoncent les lois qui constituent encore des entraves à l'exploitation illimitée des travailleurs, Dans leurs discours ils mettent systématiquement en avant la revendication de l'égalité des droits pour mieux camoufler l'inégalité qui existe entre les différentes classes ou couches de la faire appliquer. C'est ainsi qu'on aurait tous le droit de vivre de notre travail, sauf que des millions de travailleurs en sont totalement incapables, soit que leurs salaires sont misérables, soit qu'ils sont au chômage, pendant qu'au nom du même droit, les rentiers perçoivent des salaires mirobolants. C'est le devoir du travailleur de travailler pour à peine pouvoir survivre, comme c'est le devoir du rentier de s'enrichir en dormant pour baigner dans la luxure. Ainsi chacun à le devoir d'assumer son rôle dans leur société et de s'y tenir. Voilà ce qu'il en est réellement de leur conception des devoirs et de droits égaux.

La question des droits et des devoirs égaux est faussée au départ et ne peut être résolue dans la pratique qu'en la faveur de la classe qui détient le pouvoir, aujourd'hui celle des capitalistes. Donc si nous décidons qu'elle doit pencher en la faveur de la classe des exploités qui constitue l'immense majorité de la société au détriment de la classe des exploités, il faut inverser les rapports entre les classes, question qui ne peut être résolue qu'en posant la question du pouvoir politique (de l'Etat) et en lui apportant la réponse suivante : c'est la classe qui produit les richesses par son travail qui doit seule détenir le pouvoir politique et économique, posséder les moyens permettant de produire les richesses et de les répartir entre tous les producteurs.

Autre chose.

J'ai ajouté un article économique paru sur le portail Atlantico.fr : *Un puits sans fond ? Petite tentative d'explication sur la valse des milliards engloutis dans le sauvetage de l'économie depuis 2008*

Son auteur.

Bruno Bertez est un des anciens propriétaires de l'Agefi France (l'Agence économique et financière), repris en 1987 par le groupe Expansion sous la houlette de Jean-Louis Servan-Schreiber.

Il est un participant actif du Blog a Lupus, pour lequel il rédige de nombreux articles en économie et finance.

Il reprend les arguments qui figurent dans plusieurs vidéos sur l'argent et la dette. Il précise après l'avoir cité à plusieurs reprises: "*Marx est certainement le plus grand économiste de tous les temps, avec ses amis/ennemis de l'école autrichienne.*" Mais nous n'en doutions pas un seul instant. A ceci près que le marxisme, c'est plus que des "*mots*", un guide pratique pour changer la société, mais attention, pas une recette prête à l'emploi ou un dogme.

Encore un effort et vous adopterez ses conclusions. Mais là cela risque d'être un peu plus difficile puisque plus personne de nos jours ne défend les idées du socialisme ou s'emploie à les propager, non pas sous la forme de slogans stérils ou gauchistes, mais comme solutions (définitives) aux difficultés quotidiennes des masses laborieuses et comme réponse à la question : quelle alternative existe-t-il au capitalisme, dans quelle société voulons-nous vivre ?

Le socialisme ou le communisme, une société plus juste, un monde meilleur, débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'oppression, où chacun pourra participer à la production des richesses en fonction de ses capacités pour satisfaire les besoins et aspirations de tous, où chacun pourra participer à la gestion de la société afin d'assurer le bien-être de tous ses membres sans exception, où tous les peuples vivront en harmonie et en paix, dès lors que l'humanité sera débarrassée des classes sociales, des Etats, des frontières, de l'argent et des guerres qui les accompagnent depuis des millénaires.

Aujourd'hui le socialiste est décrit comme une utopie, le capitalisme comme une réalité, qui n'a pas existé de toute éternité contrairement à ce que prétendent ses défenseurs ou des ignorants pour lesquels il est indépassable.

La guerre, la faim, le chômage, la précarité, la pauvreté auraient une légitimité. Pourquoi ? Parce qu'ils sont légaux. Pourquoi ? Parce qu'ils existent, car n'est légitime et légal que ce qui existe, ils ont leur propre raison d'être qui se suffit à elle-même, et tout ce qui n'existe pas la paix, manger à sa faim, vivre de son travail et s'épanouir, être débarrassé de l'anxiété du lendemain, satisfaire ses besoins et ses aspirations doit être déclaré illégitime et illégal.

C'est insensé, absurde, aberrant, grotesque, monstrueux de soutenir une telle thèse ou théorie, de justifier de la sorte le monde épouvantable dans lequel nous vivons, et pourtant c'est celle à laquelle se raccrochent la plupart des intellectuels et des partis politiques, tous les syndicats sans exception.

Leur viendra-t-il un jour à l'esprit que ce qu'on leur a décrit comme étant le socialisme ou le communisme, des régimes marxistes, ne l'étaient pas en vérité, et que si on leur a tenu ce discours c'était justement pour les maintenir à l'écart du socialisme, du communisme, du marxisme ? C'est la question que je me pose tous les jours.

J'allais oublier de vous dire que j'ai eu ces derniers temps quelques échanges par courriel avec des intellectuels ou des responsables de partis ou d'importantes organisations, en France et ailleurs. Je ne peux pas vous en dire plus.

La suite jeudi après-midi

J'ai laissé de côté quelques infos par manque de temps. Je n'ai pas eu le temps de corriger les fautes non plus, on verra cela demain si possible, je dois retourner une dernière fois chez le vétérinaire, aller payer mon abonnement à Internet et retourner au bureau d'immigration, mon abonnement et mon visa expirent dans deux jours.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Mourir tout court nous suffirait !](#)

- UMP : "*Cela aurait été dommage de mourir fâchés !*" - LePoint.fr

- Quand la fin du monde s'invite au bureau politique de l'UMP - AFP

## La crise, à quoi cela leur sert-il de l'entretenir ? Réponse.

- Retraites: la crise explique la dégradation LeFigaro.fr
- L'euro semble sauvé, mais 2013 restera une année de crise - AFP

## Un Cor au pied, ça s'élimine !

- Retraites: un déficit aggravé d'ici 2017 selon un rapport du Cor - AFP

## Ils feront mieux, en pire, c'est promis.

- Retraites: Sapin y voit la preuve de l'inefficacité des réformes Sarkozy - AFP

Que cela ne tienne, ils vont en rajouter une couche : Travailler pour vivre ou vivre pour travailler, cela fait belle lurette que le PS et ses satellites ont choisi.

## Parole de patrons

- Flexisécurité : pourquoi il faut y croire - LeMonde.fr

On voit tout de suite de quel côté de la barricade se situe Le Monde.

- Moscovici : la nationalisation temporaire "*ne doit pas être une finalité en soi*" - LePoint.fr

Cela tombe bien, Mittal n'y a jamais cru !

- « *Il faut faciliter le droit au licenciement économique* » - Rue89

Eux non plus ils n'auraient pas affirmé le contraire : il faut faciliter le droit au travail et pouvoir en vivre.

## Parole de banquiers

- Est-il devenu impossible d'être riche en France ? - LeMonde.fr

Ils ne poseront pas la question inverse et pour cause ils sont trop nombreux : Est-il devenu impossible d'être pauvre en France ?

- Le gouvernement ménage les banques - LePoint.fr

Il est là pour cela, non ?

## Il aurait mieux valu qu'elles tombent sur la tête.

- "*Je suis tombée amoureuse de l'homme, pas d'un président*" - LePoint.fr

- Le plaidoyer d'Elisabeth Badinter pour les mères porteuses - lepoint.fr

- Benghazi: Hillary Clinton sauve sa tête - 20minutes.fr

- La Corée du Sud a porté à sa tête une femme pour la première fois - AFP

Elle se réclame de Thatcher et Reagan, encore un progressiste !

## Il est mort !

- Le président irakien sera transféré en Allemagne pour y être soigné - AFP

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Merci monsieur Plénel.

Le modèle payant de l'information en ligne semble faire ses preuves. Du reste, les médias traditionnels sont en passe de l'adopter. C'est déjà le cas pour Les Échos, qui ont opté pour le "pay wall", un système qui offre aux internautes des articles gratuits jusqu'à un certain volume avant de devenir payants. Le "pay wall" sera également adopté par Libération en juin 2013.

Selon nos informations, le site Mediapart.fr, dirigé par Edwy Plenel, dégagera cette année 700 000 euros de résultat net pour un chiffre d'affaires de 6 millions d'euros. Le conseil d'administration, qui a constaté cette rentabilité de 11,6 %, s'est tenu mercredi 19 décembre. Les abonnements s'élèvent à 60 000 unités en 2012. Mediapart emploie une quarantaine de personnes.

Il s'agit du deuxième exercice bénéficiaire pour Mediapart. L'an dernier, le site payant d'information en ligne avait déjà dégagé 572 300 euros de profits pour un chiffre d'affaires de 5 millions d'euros. LePoint.fr 19.12

J'avais pensé ouvrir une souscription pour soutenir financièrement le portail que j'anime, afin de couvrir les frais d'abonnement à plusieurs médias en ligne de façon à pouvoir accéder à la totalité de leurs articles et en faire profiter les militants qui se connectent sur notre portail.

Mais comme apparemment les militants refusent de soutenir financièrement le portail dont ils tirent avantage gratuitement, j'ai abandonné cette idée. Si un jour tous les articles devenaient payant, je fermerai le portail, voilà tout.

Par acquis de conscience je vais essayer une nouvelle fois en début d'année 2013, on verra ensuite le résultat.

### Leur "éthique" : un véritable cauchemar !

Auditionnée jeudi dernier par l'Assemblée nationale, Elisabeth Badinter expliquait déjà qu'une gestation pour autrui "éthique" et non rémunérée pouvait être légalisée : "*Il y a des femmes qui adorent être enceintes et qui ne souhaitent pas pour autant assurer la responsabilité de l'éducation d'un enfant*", détaillait-elle notamment. "*J'en ai assez que l'on colle ce mot de marchandisation (...) Encadrer la possibilité de porter un enfant pour d'autres me semble ouvrir la porte à quelque chose d'acceptable voire de souhaitable.*"

La philosophe imagine un système d'encadrement qui vérifierait que la mère porteuse est bénévole, où "*tous les intermédiaires doivent être bénévoles*". Le Point.fr 19.12

C'est marrant, les avez-vous entendus parler de simplifier le droit à l'adoption des enfants orphelins ou de le favoriser ? Pas vraiment, ils s'en foutent complètement, ce qui prime pour cette vermine c'est qu'il "*y a des femmes qui adorent être enceintes*" et que leur désir soit satisfait. Quant à assumer leur responsabilité, quand on baigne dans des centaines de millions d'euros comme madame Badinter, on s'en tape, cette question ne leur viendrait même pas à l'esprit, en ce qui les concerne évidemment.

Je suis contre la procréation in vitro dans tous les cas d'espèce. En France et de par le monde, il y a des millions de gosses orphelins, ceux qui ne peuvent pas avoir d'enfant et en veulent un malgré tout n'ont qu'à en adopter un.

### Dolez passe à table.

Mélenchon est au mieux un charlatan, au pire un manipulateur. Le cofondateur du Parti de gauche aussi, car il témoigne ici qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie bourgeoise du PS. Mélenchon soutient le gouvernement, pas suffisamment à ses yeux, il devrait ménager son langage qui prête à confusion, il devrait davantage monter au créneau pour soutenir le régime affirmer Dolez quand on le lit attentivement.

Le député Marc Dolez annonce à «*Libération*» son départ du Parti de gauche qu'il a cofondé. Extraits.

Libération : Pourquoi décidez-vous de quitter le Parti de gauche ?

Dolez : Le PG s'est éloigné des fondements qui prévalaient lors de sa création. Mes divergences portent sur l'analyse de la situation politique mais aussi sur la stratégie. L'objectif doit rester de faire bouger les lignes à gauche, déplacer son centre de gravité et la mettre sur une orientation qui permette de sortir de la crise.



(Quel aveu ! Au moins maintenant plus personne ne pourra dire sur la base de quelle analyse et dans quelle perspective le Parti de Gauche a été créé par Mélenchon et Dolez : faire pression sur le PS sans couper les ponts avec lui et son idéologie social-libéral, s'y adapter en tentant de la gauchiser, pas trop quand même pour "*sortir de la crise*" à laquelle il n'a manifestement rien compris ou à la manière du précédent gouvernement, ce que s'applique à faire avec zèle Hollande et Ayrault. Dans le cas contraire, il faudrait prêter à Dolez l'intention de vouloir rompre avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, sauf qu'il manifeste ici justement l'inverse. - ndlr)

Libération : Que reprochez-vous ?

Dolez : Il critique le plus souvent le président de la République et le gouvernement plutôt que de s'attaquer à la droite. (...) Je ne crois pas à la thèse des deux gauches irréconciliables ni au mythe du recours. Je veux que la gauche réussisse. Je ne me résoudrai jamais à considérer que le gouvernement va échouer et que nous serons là à ramasser les morceaux. Si la social-démocratie devait s'effondrer, je crains que ce ne soit au profit de la droite extrême.

(Si l'on comprend bien, il faudrait critiquer l'UMP qui n'est plus au gouvernement et qui ne dispose plus de la majorité en sièges à l'Assemblée nationale, autrement dit brasser du vent pendant qu'Hollande et son gouvernement appliquerait tranquillement le programme... de l'UMP! On voit là qu'on a affaire à un ignorant ou un charlatan qui feint de l'être, car c'est bien la social-démocratie qui a ouvert la voie au régime de Vichy, à Franco, à Pinochet, Vidéla etc. L'ignorerait-il ? Dolez est peut-être devenu sénile prématurément, comme pratiquement tous ceux qui ont quitté le PS, étrange épidémie. - Ndlr)

Libération : Jean-Luc Mélenchon parle de « concurrents »...

Dolez : ... ne donnons pas le sentiment que l'adversaire du Front de gauche, c'est le PS. La concurrence est légitime si elle se fait dans la clarté. Le Front de gauche stagne. La baisse du PS ne nous profite pas. La campagne contre les politiques d'austérité annoncée pour janvier est une bonne initiative pour se relancer.

(Il s'enterre, en affirmant ici que le Front de gauche n'est pas "*l'adversaire*" du PS et qu'il est dans un rapport de "*concurrence*" avec lui, il ne fait que revendiquer la place et la fonction que remplit actuellement le PS en estimant qu'il gèrerait mieux la société pour le compte des capitalistes, puisqu'il a déjà manifesté son intention de ne pas rompre avec le capitalisme.

Pour le reste il ne fait que traduire la logique (électorale) propre à tous les élus dont l'action s'inscrit dans la continuité du régime et des institutions, dans la plus pure tradition du parlementarisme bourgeois, après avoir été élu en trompant les électeurs ou en se jouant de leur ignorance, ce qui revient au même, finalement la seule compte qui compte pour lui, c'est de retrouver son poste d'élu et les prébendes qui vont avec, dès lors on conçoit que "*la baisse du PS*" l'inquiète, on pourrait affirmer que c'est sans doute ce qui a déterminé sa décision de quitter le PG. - Ndlr)

Libération : Mais cette orientation séduit de jeunes militants...

Dolez : Certainement ! Mais elle ne me convient plus. Le PG connaît une dérive un peu gauchisante. Je conçois que cela puisse séduire et je respecte les militants qui y adhèrent. Mais l'objectif est d'ouvrir une alternative. Pas de créer une organisation condamnée à la minorité.

(Il confirme ce qui vient d'être dit, à savoir que militer dans une "*organisation condamnée à la minorité*" pourrait à terme condamner sa carrière d'affairiste. Il est comme tous ceux qui ont quitté un jour des organisations trotskistes "*condamnée à la minorité*" pour une durée indéterminée, pour rejoindre des partis, le PS principalement où ils pourraient faire carrière.

Ils ont troqué leurs convictions, le combat pour le socialisme ou pour la cause collective des exploités, au profit de leurs intérêts personnels qui coïncident avec la préservation du régime qu'ils n'ont cessé de défendre par la suite, Jospin, Cambadélis, Weber et bien d'autres...

Libération : Qu'allez-vous devenir ? Vous comptez retourner au PS ?

Dolez : Je reste un militant actif du Front de gauche, qui m'apparaît plus indispensable que jamais. J'entends participer à son expression à l'Assemblée nationale. Libération.fr 19.12

(Gageons que la direction du PS appréciera votre geste qui est d'un courage, comment dire, époustoufflant, conforme aux idées qu'il défend. - Ndlr)

[La méthode du "\*diagnostic partagé\*" sur lequel repose le "\*dialogue social\*", la soumission des syndicats au capital. Décryptage](#)

1- Mise en place (ou existence) d'un organisme de collaboration de classes. Le Conseil d'orientation des retraites (Cor) est composé de hauts fonctionnaires, parlementaires, partenaires sociaux et de personnalités qualifiées, il est présidé par Raphaël Hadas-Label,

2- Celui-ci établi un rapport. Le Conseil d'orientation des retraites (Cor) a rendu public un rapport approuvé mercredi.

3- Dans ce rapport il établit un diagnostic. Il a estimé dans ce rapport que le besoin de financement du système de retraite (y compris le Fonds de solidarité vieillesse) passerait de 0,7 à 1% du PIB entre 2011 et 2017, soit de 14 à 21,3 milliards d'euros.

4- Ce diagnostic se conclut par la nécessité d'une nouvelle contre-réforme. Le retour à l'équilibre, sans nouvelles mesures, n'est pas envisagé avant 2040 ou 2050.

5- Le gouvernement reprend à son compte ce diagnostic et ses conclusions. Mercredi à l'Assemblée nationale, la ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, a fait savoir qu'une nouvelle réforme des retraites serait nécessaire dès 2013.

6- Le gouvernement confirme qu'il n'existe pas d'autres alternatives, la fatalité quoi. Dans un communiqué, le ministère souligne que la stabilisation voire la régression du déficit du système de retraite au delà de 2020, qui sont envisagées dans le rapport, sont liées "au dynamisme démographique de notre pays". "C'est la preuve que l'équilibre à long terme, quand les jeunes d'aujourd'hui prendront leur retraite, peut être atteint si les mesures adaptées sont prises", poursuit le texte.

7- Pour donner l'impression de la vraisemblance et mieux tromper les masses, un second rapport sera nécessaire. Le gouvernement, qui attend pour le 22 janvier 2013 un deuxième rapport du Cor, sur l'état des lieux des différents régimes de retraite, va ensuite former une "commission pour l'avenir des retraites" qui va proposer "différentes pistes de réforme".

8- Pour conclure, les syndicats seront amenés à mettre la main à la patte. Puis une "phase de concertation" entre le gouvernement et les partenaires sociaux aura lieu "à partir du printemps 2013", indique le communiqué qui ne précise pas quand le projet de réforme gouvernemental sera soumis au parlement. (source : AFP 19.12)

Ajoutons qu'en participant au Cor les syndicats légitiment par avance son diagnostic, ses conclusions et les mesures antisociales qui seront adoptées par la suite par le gouvernement et entérinées par le parlement à sa botte et la boucle est bouclée. Ils pourront s'en défendre, peu importe, le mal sera fait.

Parfois on peut s'étonner que les médias mettent en avant un fait sur un ton anodin ou tout en affirmant qu'il est insignifiant, sans portée ou que sa véracité reste à démontrer.

L'essentiel est ailleurs, faire en sorte que les plus ignorants qui constituent malheureusement la majorité de la population, y compris chez les intellectuels prêts à croire n'importe quoi finalement, en parlent et se divisent sur une question insignifiante ou complètement absurde, fabriquée de toutes pièces au besoin, comme par exemple cette histoire de fin du monde le 21 décembre 2012. C'est du domaine de la manipulation psychologique des masses, tout comme ce diagnostic sur le financement des retraites.

C'est aussi une manière de jauger le degré de leur ignorance, de les induire volontairement en erreur pour voir leur réaction et corriger le tir ou adapter leurs armes médiatiques ou en développer d'autres au besoin.

### Qu'on se le dise.

La sidérurgie n'a pas un "intérêt stratégique" pour le pays, tout comme les mines, l'automobile, le textile, la chimie, la métallurgie, etc. En fait c'est valable pour tous les pays, seuls les profits des actionnaires comptent, donc qu'on ne nous accuse pas de faire preuve ici de nationalisme. Quant à la nationalisation, ce n'est pas une "finalité en soi" pour un gouvernement du CAC40, merci on n'en avait jamais douté.

- Le feuillet de la nationalisation du site ArcelorMittal de Florange est clos, a déclaré mercredi Najat Vallaud-Belkacem lors du compte rendu du conseil des ministres.

S'agissant de la nationalisation temporaire, la porte-parole du gouvernement a déclaré qu'il s'agissait d'un "instrument juridique qui fait partie de l'arsenal à notre disposition pour protéger nos intérêts stratégiques" et qu'il n'y avait "pas de raison de s'en priver quand les intérêts stratégiques du pays sont en jeu".

Pour autant, elle a jugé que chaque situation est particulière et qu'il fallait "regarder chacun des dossiers avec un grand pragmatisme".

Le ministre de l'Economie et des finances Pierre Moscovici a de son côté estimé dans la matinée que la nationalisation pouvait constituer une "*arme dissuasive*", mais ne devait pas être une "*finalité en soi*". Reuters 19.12

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

Le Parlement a définitivement adopté mercredi soir, par un ultime vote de l'Assemblée nationale passant outre l'hostilité du Sénat, le budget rectificatif 2012, qui instaure le crédit d'impôt compétitivité et prévoit des hausses de taux de TVA.

Les députés socialistes, écologistes et radicaux de gauche ont voté pour le texte, contre lequel se sont prononcés la droite, le centre et le Front de gauche, lors d'un vote à main levée.

A l'Assemblée, lors d'un bref et dernier débat à l'Assemblée, le rapporteur général du Budget Christian Eckert (PS) a souligné que pour la première fois depuis longtemps, "*l'Etat aura moins dépensé que l'année précédente*", avec 200 millions d'euros de dépenses en moins en 2012 qu'en 2011. AFP 19.12

Eckert est un homme heureux ! Ils font du zèle en plus !

#### 2- Russie

La Douma russe a encore durci mercredi sa réaction à la "*loi Magnitski*" américaine, interdisant pêle-mêle l'adoption d'enfants russes par des Américains, les ONG "politiques" financées par Washington, et prévoyant de dresser une "*liste noire*" des étrangers indésirables en Russie.

Les députés ont adopté en deuxième lecture à la quasi unanimité par 400 voix contre quatre, avec deux abstentions, le texte amendé dans le sens d'un durcissement d'une proposition de loi votée pour la première fois vendredi.

La nouvelle version prévoit l'interdiction de l'adoption par des Américains, et la fermeture des structures organisant ces adoptions.

La première version du texte avait été adoptée le jour de la promulgation par le président américain Barack Obama de la "*loi Magnitski*", vendredi.

Celle-ci interdit l'entrée aux Etats-Unis et prévoit de saisir les biens de responsables russes impliqués dans la mort en prison en 2009 à Moscou du juriste russe Sergueï Magnitski, ou dans d'autres violations des droits de l'homme.

Sergueï Magnitski avait péri en prison victime de violences et privé de soins. Il avait été arrêté un an auparavant après avoir dénoncé une gigantesque machination financière ourdie par des membres du ministère russe de l'Intérieur.

L'adoption de la loi portant son nom aux Etats-Unis a provoqué de vives réactions politiques en Russie.

M. Poutine avait jugé la semaine dernière qu'il s'agissait d'un "acte inamical" des Etats-Unis auquel il fallait répondre de manière "*appropriée*".

La première version du texte prévoyait symétriquement d'interdire l'entrée en Russie et de geler les biens de citoyens américains s'étant rendus responsables d'atteintes aux droits de citoyens russes.

Nombre d'observateurs et les médias avaient cependant relevé que ces mesures risquaient de ne pas avoir autant de poids que celles prises par les Etats-Unis, les élites russes appréciant les séjours et les investissements à l'étranger.

Les amendements ajoutés mercredi prévoient, outre l'interdiction de l'adoption, la fermeture de toute ONG "*politique*" percevant des financements américains, et empêchent une personne détenant un passeport américain de diriger ou d'être membre d'une ONG active sur le terrain politique.

Les parlementaires ont en outre élargi la portée des premières mesures - à l'encontre de personnes ayant porté atteinte aux droits

de citoyens russes - au monde entier, et non plus aux seuls Etats-Unis.

L'adoption de l'équivalent d'une "*loi Magnitski*" a en effet été discutée en Europe, même si elle ne fait pas l'unanimité.

La loi amendée porte le nom de "*Dima Jakovlev*", un enfant russe mort aux Etats-Unis en 2008 après que sa mère adoptive américaine l'avait laissé dans sa voiture en pleine chaleur. D'autres cas d'enfants maltraités par leurs parents adoptifs aux Etats-Unis ont été très médiatisés ces dernières années en Russie. AFP 19.12

### 3- Corée du Sud

La candidate conservatrice Park Geun-hye, qui a cité comme des modèles Margaret Thatcher et Angela Merkel, a été élue mercredi présidente de la Corée du Sud, la première femme à occuper ce poste.

Son adversaire de centre gauche Moon Jae-in a concédé sa défaite. Après dépouillement de plus de 88% des suffrages, Park Geun-hye, 60 ans, obtient 51,6% des voix contre 48% à Moon Jae-in.

La fille de l'ancien président Park Chung-hee, arrivé au pouvoir par un putsch en 1961 et assassiné en 1979, entamera en février prochain un mandat non renouvelable de cinq ans.

Park Geun-hye a affirmé que sa victoire allait permettre le redressement économique du pays. "*Cette victoire a été portée par l'espoir du peuple de nous voir surmonter la crise et d'assurer la reprise économique*", a-t-elle lancé à ses partisans rassemblés mercredi soir à Séoul.

Malgré son développement - la Corée du Sud est désormais le 29e pays le plus riche du monde en terme de revenu par habitant - et la puissance de certaines de ses entreprises sur la scène internationale, telles Samsung ou Hyundai, la Corée du Sud a vu se creuser les inégalités.

La croissance sud-coréenne est tombée à un peu plus de 2% cette année, contre une moyenne de 5,5% pendant des dizaines d'années. Reuters 19.12

---

## SOCIAL

### 1- France

Les factures d'électricité vont augmenter de 2,5% en moyenne à partir du 1er janvier, a indiqué mercredi matin Delphine Batho, la ministre de l'Énergie. Cette majoration ne correspond pas à une hausse des tarifs réglementés de l'électricité mais à une augmentation d'une taxe, en l'occurrence la contribution aux charges de service public de l'électricité (CSPE).

Cette taxe vise en particulier à soutenir le développement des énergies renouvelables, mais aussi à financer la péréquation tarifaire, c'est-à-dire un prix identique pour l'électricité quelle que soit l'implantation géographique du consommateur dans l'Hexagone. «*Le gouvernement a décidé de limiter la hausse de la CSPE à 3 euros le mégawattheure comme la loi le permet, a encore indiqué le ministère de l'Écologie. Cette augmentation représente une hausse de 2,5 % des factures, soit environ 15 euros par an et par ménage en moyenne.*»

L'augmentation des factures d'électricité n'est pas la seule majoration pour le consommateur dans le domaine de l'énergie. Le 1er janvier 2013 doit aussi rentrer en application une hausse de 2,4% des tarifs réglementés du gaz. LeFigaro.fr 19.12

### 2- Espagne

Des milliers de manifestants se sont rassemblés mercredi dans une ambiance tendue devant l'Assemblée régionale de Madrid pour protester contre les coupes dans le budget de la santé publique prévues par le gouvernement régional conservateur.

Aux cris de "*C'est du vol et pas des coupes*" et de "*Honte*", dans le charivari des sifflets, médecins, infirmières et usagers de la santé ont fait face aux policiers anti-émeutes pendant plus d'une heure.

Une pancarte dénonçait "*des coupes meurtrières dans la santé publique*".

La police a finalement mené plusieurs petites charges pour disperser les manifestants.

Pendant ce temps, les députés régionaux débattaient du Budget 2013 qui prévoit notamment de privatiser six hôpitaux et 27 dispensaires de la région dans le but d'économiser plus de 500 millions d'euros.

Médecins et infirmiers madrilènes multiplient les manifestations, accompagnés de mouvements de grève dans certains centres hospitaliers, depuis l'annonce de ce plan d'économies, qui s'ajoutent à celles déjà annoncées par le gouvernement espagnol, lui aussi conservateur. AFP 19.12

Une aide-soignante qui a participé à cette manifestation témoigne du degré d'illusion ou d'inconscience politique des masses espagnoles :

*"Nous voulons leur démontrer que la santé peut être financée autrement"*, expliquait Elena Moral. AFP 19.12

Cela fait plus de trois que les Grec manifestent en étant incapables d'axer leur combat politique contre les institutions et l'Etat, chacun a pu en observer le résultat. Question : pourquoi aucun parti ouvrier n'a axé son combat contre l'Etat ? Devinez.

### 3- Grèce

Des centaines de fonctionnaires et salariés d'entreprises publiques ont manifesté mercredi à Athènes en marge d'une grève de 24 heures dans le secteur public contre les mesures d'austérité imposées par les bailleurs de fonds, qui *"plongent le pays dans la misère"* selon les syndicats.

*"Les travailleurs grecs manifestent contre les politiques d'austérité, le chômage et le bradage des propriétés publiques"* via le programme de privatisations, a indiqué le principal syndicat grec Adedy, organisateur de la manifestation.

Administrations et transports publics ont tourné au ralenti mercredi en Grèce du fait du mot d'ordre qui a bouclé l'administration fiscale, les services municipaux et les caisses d'assurances sociales, et perturbé écoles et hôpitaux.

Des arrêts de travail soutenus par l'autre centrale syndicale, du privé, GSEE, qui avait aussi appelé à un débrayage national de 10H00 à 13H00 GMT, ont également perturbé les transports.

Les avions sont cloués au sol de 10H à 16H00 GMT par le ralliement au mouvement des employés de l'aviation civile, seul un service d'urgence est assuré pour les trains, et la capitale a été privée de métro à l'heure de pointe matinale, au prix d'embouteillages géants.

L'Adedy a centré cette journée d'action, la dernière de l'année après une série de grèves générales avec la GSEE, sur la dénonciation des mesures de réduction du secteur public prévues par le dernier paquet de rigueur, le quatrième depuis la plongée du pays dans la crise de la dette en 2010.

Selon le syndicat, ce plan adopté en novembre, qui ouvre pour la première fois la voie aux limogeages de fonctionnaires et réduit encore les prestations publiques, notamment dans la santé, va *"détruire l'Etat social et les services publics"*.

Les syndicats protestent aussi contre une réforme fiscale en voie d'adoption, qui accroît la ponction sur la classe moyenne, et les nouvelles coupes de certaines retraites et salaires publics imposées. AFP 19.12

### 4- Cisjordanie

Quelque 50.000 employés du gouvernement palestinien en Cisjordanie ont entamé mercredi une grève de 48 heures pour protester contre un report du paiement de leurs traitements, lié aux sanctions économiques israéliennes.

Israël refuse de verser environ 100 millions de dollars (80 millions d'euros) de revenus fiscaux, collectés pour le compte du gouvernement de Ramallah, en représailles à l'initiative qui a débouché fin novembre sur la reconnaissance de la Palestine comme état observateur par l'Assemblée générale de l'Onu.

Le Fatah, qui exerce un pouvoir limité en Cisjordanie, occupée par Israël, a reporté à plusieurs reprises le versement des traitements des 153.000 employés de son secteur public, alors que l'Autorité palestinienne était déjà touchée par une crise budgétaire avant les sanctions.

*"Cette grève s'oppose aux actes de piraterie d'Israël"*, a déclaré Bassam Zakarneh, qui dirige le syndicat des employés du secteur public. *"La situation est très grave et les services public sont considérablement affectés par la grève."*

Environ 50.000 personnes participent au mouvement entamé mercredi, à l'exception notable des forces de sécurité palestiniennes, qui coopèrent étroitement avec leurs homologues israéliennes pour maintenir la sécurité en Cisjordanie.

L'Autorité monétaire palestinienne a annoncé mercredi que des banques locales allaient prêter au gouvernement 100 millions de dollars dans l'attente de l'aide promise par des pays arabes.

Ce prêt va permettre au gouvernement de payer en partie les salaires en retard des employés du secteur public, a précisé le ministère des Finances.

Le mouvement de grève n'est pas suivi par les Palestiniens de la bande de Gaza, sous le contrôle des islamistes du Hamas. Reuters 19.12

---

## ECONOMIE

France. Enfin, une réforme qui convient aux banquiers.

Le gouvernement a défendu mercredi son projet de réforme bancaire destiné à protéger les dépôts et l'épargne des Français en cas de faillite d'une banque, assurant que le texte présenté en conseil des ministres concrétisait la promesse de François Hollande de remettre la finance au service de l'économie.

Bien qu'il n'exige pas des banques françaises de séparer leurs activités de dépôts et leurs activités de marché, une séparation prônée par les partisans d'une réforme radicale, le gouvernement leur demande d'isoler dans une filiale dédiée leurs activités pour compte propre.

Le gouverneur de la Banque de France Christian Noyer avait lui aussi défendu cette réforme mardi soir, la jugeant "*optimale*" pour l'économie française.

"*Ce texte est un texte tout à fait précurseur*", a insisté Pierre Moscovici.

Alex Koagne, analyste chez Natixis, note cependant que la réforme sera "*sans trop d'incidence sur l'activité bancaire et sans grand bouleversement sur l'organisation des banques (...) L'impact même sur la rentabilité ne sera pas très forte*".

"*A partir du moment où on ne touche pas au 'market making' (tenue de marché), on échappe au scénario du pire*", remarque-t-il.

Le PDG de la Société générale, Frédéric Oudéa, a néanmoins regretté que cette réforme intervienne alors que les banques se préparent à l'entrée en vigueur des nouvelles règles prudentielles du comité de Bâle III.

"*C'est une contrainte nouvelle qui s'ajoute au même moment à d'autres et qui va nous compliquer la vie*", a réagi Frédéric Oudéa sur la chaîne BFM Business. "*Une banque n'est pas un jeu de lego.*"

(Effectivement, c'est un casino ! - Ndlr)

"*Une banque, quand elle se croit à l'abri de la faillite grâce à la garantie implicite de l'Etat, peut prendre des risques excessifs. Et le projet de loi prévoit de casser cette incitation malsaine*", a pourtant expliqué Pierre Moscovici. (Foutaise, elles seront "*à l'abri de la faillite grâce à la garantie implicite*"... de la BCE ! -Ndlr)

Interrogé sur cette menace d'amendements, Frédéric Oudéa espère que les parlementaires n'imposeront pas des modifications de nature à mettre en cause le modèle de banque universelle à la française.

(Comme quoi ce "*modèle*" convient parfaitement aux banquiers, à croire qu'ils en sont les véritables instigateurs. - Ndlr)

"*On va expliquer (aux parlementaires, NDLR) ce qui est en jeu. On va leur expliquer qu'avoir des banques présentes sur les marchés est une question d'efficacité économique et de souveraineté*", a dit le PDG de la SocGen, estimant que cette réforme ne devrait pas avoir d'impact sur l'emploi dans le secteur bancaire.

(Ce sera inutile de l'expliquer au directeur financier de la Société Générale qui est parti à la Banque Mondiale, institution, qui comme chacun sait, oeuvre pour les marchés, le cartel des banquiers de la Fed et internationaux dont fait partie la Société Générale, un de ses dirigeants a d'ailleurs participé ces dernières années à une réunion du groupe Bilderberg, tout se recoupe. - Ndlr)

Haut de page ↗

Le 21 décembre

## CAUSERIE

J'ai bâclé l'actualisation du site aujourd'hui car j'ai dû régler des affaires personnelles devenues urgentes. Je n'ai pas trouvé le temps de mettre mes causeries au format pdf depuis le 13, on verra cela demain, je corrigerai les fautes au passage. J'allègerai aussi la page d'accueil.

Je reproduis ici l'article que j'ai préparé rapidement hier soir suite à la déclaration de Hollande hier en Algérie. Il suffirait de parler d'un sujet délicat à aborder ou jusque là tabou, pour que quelle que soit la manière dont il est traité par son auteur suffise à satisfaire l'attente de ses lecteurs, un peu comme si son auteur avait prononcé une parole divine ou une vérité et qu'il faudrait s'en contenter.

J'assimile cette opération à une manipulation des esprits faibles enclins à se satisfaire de peu, qui consiste notamment à faire oublier pourquoi il était délicat de l'aborder jusqu'à présent, bref à camoufler un passé peu reluisant ou abominable. En passant, il va de soi que son auteur n'abordera pas ce sujet sous un angle qui lui est peu favorable, c'est en l'occurrence ici un euphémisme, comme on va le voir plus loin, il va s'employer à dénoncer un crime pour mieux en occulter un autre ou en procédant par sous-entendus sans jamais prononcer les mots qui mettraient en évidence la responsabilité de son propre parti politique.

Il en va ainsi de la morale judéo-chrétienne dont se revendique Hollande, qui consiste à affirmer qu'un crime admis serait déjà à moitié pardonné, dans la cas présent, il ne pourra l'être au-delà puisqu'il refuse de s'excuser auprès du peuple algérien.

En réalité pas du tout, car il a prononcé son discours au nom de l'Etat français dans lequel nous ne nous reconnaissons pas, qui incarne uniquement la classe dominante et ses intérêts mercantiles et guerriers, refusant à Hollande le droit de s'exprimer en notre nom ou au nom de la classe ouvrière, considérant qu'hier comme aujourd'hui ou demain il ne pourrait y avoir de divergences ou d'opposition entre les intérêts et les aspirations des travailleurs français ou algériens qui justifieraient qu'ils se livrent à une guerre entre eux, contrairement à ce qu'affirma Hollande en 2006 dans *Devoirs de Vérité* où il avouait dans une tournure ambiguë ou incomplète "*La SFIO a perdu son âme dans la guerre d'Algérie. Elle a ses justifications mais nous devons encore des excuses au peuple algérien.*", au passage, excuse qu'il a été incapable de prononcer hier, sans qu'on sache si c'était la SFIO, la France ou la guerre d'Algérie qui avait "*ses justifications*", ni l'une ni l'autre sauf à vouloir les absoudre tous les trois, les crimes commis par la SFIO étant tout aussi impardonnable que la guerre coloniale ou de rapine entreprise par l'Etat, l'impérialisme français contre le peuple algérien.

Si Hollande avait prononcé des excuses au peuple algérien, il n'aurait pu le faire qu'au nom de la classe qui avait déclaré la guerre puis colonisé l'Algérie. Il ne pouvait pas le faire au nom de cette classe sans révéler qu'il en était le représentant, comme il ne pouvait pas le faire au nom de tous les Français sans commettre une imposture, bien qu'à mon avis connaissant le peu de scrupules des dirigeants du PS, ce n'est pas cela qui l'a arrêté dans son élan, à en dire ou à en faire trop il lui aurait été impossible d'aller plus loin qu'il ne le souhaitait sans réveiller du même coup des démons du passé qu'il valait mieux oublier, et si ce n'était pas venu de lui, d'autres s'en seraient chargés à sa place, c'est ce à quoi nous allons nous attarder après avoir pris connaissance d'un extrait de son discours prononcé devant le Parlement algérien.

- François Hollande a dénoncé jeudi dans un discours devant le Parlement algérien, le système colonial "*injuste et brutal*" instauré en Algérie par la France et reconnu les "*souffrances*" du peuple algérien, une déclaration qui devrait faire date dans les relations entre les deux pays.

"*La vérité, elle n'abîme pas, elle répare. (...) L'Histoire, même quand elle est tragique, douloureuse, elle doit être dite*", a-t-il souligné alors que l'Algérie fête le cinquantième anniversaire de son indépendance. "*Rien ne se construit dans la dissimulation, l'oubli ou le déni*".

François Hollande a notamment évoqué les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, répression sanglante d'émeutes nationalistes en mai 1945.

"*Nous avons ce devoir de vérité sur la violence, les injustices, les massacres, la torture*", a-t-il poursuivi en évoquant la guerre d'Algérie, sous les applaudissements des parlementaires algériens.

Même s'il refuse toute repentance ou excuse, François Hollande aura donc été le président français à aller le plus loin dans la reconnaissance des violences en Algérie. Reuters 20.12

Cela leur fait une belle jambe aux Algériens, refuser de s'excuser, c'est justifier l'entreprise coloniale avec tous les crimes qu'elle a comportés. Et il ne faut pas attendre que Désir le fasse au nom du PS issu de la SFIO.

Pas si sûr qu'il soit le mieux placé pour tenir ce genre de discours, surtout que le PS a remis cela avec entre autres l'Irak, l'Afghanistan, la Côte-d'Ivoire, la Libye et aujourd'hui la Syrie, demain l'Iran peut-être.

Rappel.

Les sociaux-démocrates participent aux différents gouvernements de la IV<sup>ème</sup> République.

Guy Mollet devient secrétaire général de la SFIO en 1946. En 1947, c'est le socialiste Vincent Auriol qui est élu comme premier président de la Quatrième République.

Entrés dans l'opposition en 1950, les sociaux-démocrates reviennent au pouvoir en 1956 avec le gouvernement Guy Mollet. A leur actif, l'affaire du canal de Suez, le début de la guerre d'Indochine, la politique algérienne de Guy Mollet (poursuite de la guerre), le soutien à Charles de Gaulle en 1958, le Traité de Rome fondant la CEE.

La SFIO dont le PS et Hollande sont les héritiers ont orchestré, soutenu, couvert les guerres coloniales, les massacres, les tortures, etc. Pas étonnant qu'ils soutiennent toutes les guerres impérialistes dirigés par l'impérialisme américain et l'Otan.

Et cerise sur le gâteau si l'on peut dire, alors que la SFIO a été au pouvoir à plusieurs reprises entre 1936 et 1958, c'est le général de Gaulle qui accordera finalement l'indépendance à l'Algérie. On pourrait ajouter que la SFIO et le PS ne peuvent revendiquer ni a fin de la guerre du Viet Nam ni la décolonisation de l'Afrique. Si après la lecture des passages suivants il s'en trouve encore pour penser que le PS serait un parti ouvrier ou un parti ouvrier bourgeois, qu'ils ne se posent plus de questions, c'est incurable.

N'ayant pas le temps de rédiger un article sur ce sujet, vous trouverez des extraits de différents articles que j'ai trouvés sur le Net. Peu importe encore une fois leurs auteurs, seuls les faits relatés nous intéressent.

<http://groupecri.free.fr> (ex-groupe CRI devenu la Tendance Claire du NPA)

*Les horreurs du colonialisme français ... et ses suppôts PS et PCF - 18 janvier 2006*

Extraits.

Le PS (SFIO) a toujours soutenu la colonisation et la politique coloniale de l'impérialisme français.

Comment expliquer pareilles avanies de la part de partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme ? Pour le comprendre, il faut rappeler que la social-démocratie classique a toujours considéré que les « Lumières » pouvaient être apportées par les « civilisations supérieures » aux « inférieures ». C'est cette conviction qui fait dire à Jaurès lui-même, lors d'une conférence à l'Alliance française en 1884 : « *Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande [...]. Là où la France est établie, on l'aime, là où elle ne fait que passer, on la regrette ; partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés.* » Quatorze ans plus tard, Jaurès persiste et signe, en assurant encore : « *Si quelques fous songeaient à dépouiller la France de son domaine colonial, toutes les énergies françaises et toutes les consciences droites dans le monde se révolteraient contre pareille tentative.* » Léon Blum s'inscrit parfaitement dans cette continuité lorsqu'il affirme, dans une déclaration à la Chambre des députés en 1925 : « *Nous admettons le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture.* »

Cela explique que les socialistes, une fois parvenus au pouvoir, assument complètement la politique coloniale française. En 1936, le Front populaire auquel participent la SFIO et le PCF propose tout au plus, dans son programme, une « *commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer* ». La seule avancée réalisée par le gouvernement du Front populaire est l'amnistie partielle de nationalistes croupissant dans les geôles françaises. Blum se risque aussi à un projet timoré et minimaliste à propos de l'Algérie, connu sous le nom de « *projet Blum-Viollette* » (Maurice Viollette est un député libéral) : il s'agit d'accorder la citoyenneté française à 25 000 Algériens, anciens gradés, soldats décorés, diplômés, fonctionnaires, élus et responsables syndicaux. En fait, devant la pression de la droite, Blum retire le projet. Plus tard, en 1947, le statut proposé pour l'Algérie par le « *socialiste* » Édouard Depreux (futur fondateur du PSU) et voté par les « *socialistes* » (sans susciter l'opposition des « *communistes* », qui se contentent de s'abstenir) entérine l'inégalité fondamentale entre colons et colonisés : deux collèges électoraux sont créés, le premier comprenant les « *citoyens français de plein droit* » et 58 000 « *citoyens de statut local* » parmi les « *musulmans* », le second réunissant 1 300 000 « *musulmans* » qui élisent une Assemblée algérienne. La voix d'un Européen vaut ainsi huit voix d'Algériens.



Et c'est toujours, officiellement, pour continuer à répandre les bienfaits de « civilisation » française en Algérie que le gouvernement du « socialiste » Guy Mollet se fait accorder tous pouvoirs (les fameux « *pouvoirs spéciaux* ») afin de prendre « *toute mesure exceptionnelle en vue du rétablissement de l'ordre en Algérie* ». Ce gouvernement envoie 400 000 jeunes du contingent et couvre les regroupements forcés de villageois et la torture pratiquée par l'armée française. Cette manière de mener la guerre en Algérie est parfaitement assumée par le président du Conseil « socialiste » : il rappelle à ses ministres, en novembre 1956, que « *tout le monde est dans la même charrette. [Il n'y a] pas de politique Robert Lacoste [alors ministre résidant en Algérie]. Il s'agit d'une politique gouvernementale.* » Mitterrand, s'il n'est pas encore membre du PS, est Garde des Sceaux de ce gouvernement Mollet, après avoir été ministre de l'Intérieur des précédents.

Le PCF stalinisé s'est vite rallié à la politique coloniale

Contre la politique de la SFIO, le parti communiste avait été fondé, en 1920, sur des bases révolutionnaires et anticolonialistes, dans le sillage de la révolution d'Octobre. La huitième des vingt et une conditions d'admission dans l'Internationale communiste, adoptées par le congrès de Tours en décembre 1920, est sans ambiguïtés : « *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou oppriment des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la IIIe Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.* » Suivant cette orientation, le jeune parti communiste s'engage fortement, au début des années 1920, dans le combat contre les opérations coloniales françaises, en particulier contre la guerre du Rif, au Maroc, en 1923.

Mais la soumission du parti communiste aux intérêts de la bureaucratie soviétique en voie de constitution sous la direction de Staline conduit à son abandon de l'anticolonialisme, comme de toute orientation réellement révolutionnaire. C'est au moment de la constitution du Front populaire que ce retournement traître se révèle dans toute son horreur : comme en bien d'autres domaines, et sur ordre de Staline, la lutte de classe est abandonnée en faveur d'une alliance nationale. « *La France* » doit désormais être défendue en tant que telle et son Empire colonial doit être protégé. Dès 1935, les députés du PCF votent au Parlement les crédits militaires du gouvernement Laval — donc en particulier les crédits des opérations coloniales —, contrairement à ce qu'ils avaient toujours fait depuis 1920. Le parti communiste, appelé jusqu'à présent Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC) devient Parti communiste français et même bien français. Il reprend le drapeau tricolore nationaliste comme emblème à côté du drapeau rouge, et La Marseillaise comme hymne ajouté à L'Internationale.

En mai 1945, les dirigeants du PCF, pour justifier la répression des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma par le gouvernement tripartite auquel ils participent, les présentent comme un complot fasciste. L'Humanité invente de toutes pièces, le 12 mai, un complot de fonctionnaires de Vichy comme cause du soulèvement. Un mois plus tard a lieu le Congrès du PCF. Le représentant du Parti communiste algérien, Caballero, y affirme : « *Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un cheval aveugle.* » Et les congressistes applaudissent. Maurice Thorez affirme alors que les populations d'Afrique du Nord « *savent que leur intérêt est dans l'union avec le peuple de France* ». À la fin des années 1940, le parti communiste condamne « *la pseudo-indépendance qui ne pourrait que renforcer l'impérialisme américain* ». Après les dizaines de milliers de victimes de Madagascar, en 1947, le dirigeant communiste Georges Cogniot, dans L'Humanité, continue de vouloir sauver l'Union française (nouveau nom de l'Empire colonial) . Pendant toute la durée du conflit algérien, le PCF réclame la « *paix en Algérie* » ou encore le « *règlement pacifique de la question algérienne* », passant sous le boisseau la revendication primordiale de l'indépendance. En fait, les députés communistes votent en 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Mollet, Mendès-France et Mitterrand. La direction du PCF condamne les jeunes du contingent qui désertent et exclut ses propres membres déserteurs.

Ce passage est un réquisitoire sans appel qui condamne définitivement la SFIO et le PS comme ennemi de la classe ouvrière et du socialisme.

<http://youssefboussoumah.indigenes-republique.fr>

*Qu'il crève le P.S, qu'il disparaisse le parti colonial.* - mardi 18 novembre 2008.

Extraits.

*"L'armée française, l'armée du pays des droits de l'homme, je suis formel, ne pratique pas la torture en Algérie"* - Guy Mollet, 1957

*"l'Algérie c'est la France, avec le FLN, la seule négociation c'est la guerre"* - Mitterrand, Alger 1954

- ... la SFIO faisait interdire l'organisation indépendantiste algérienne l'Etoile nord-africaine de Messali Haj ainsi que les écoles Ibn Badis, en 1936 au moment du Front Populaire.

- Au moins nos frères du Viet Nam, de Sétif et Guelma en 1945, de Dakar en décembre 1945, de Madagascar en 1947, de toute l'Algérie, du Cameroun, d'Egypte en 1956 etc. tous ceux massacrés avec la bénédiction et la participation même du P.S ou de la SFIO sa matrice seront un peu vengés. Je suis revanchard et j'en suis fier. Je crois aux vertus de la vengeance. Je n'oublierai jamais la collaboration du P.S à la torture, aux crimes coloniaux. Je pense aux dizaines de frères du FLN mais aussi à Fernand Yveton, militant CGT d'Alger, tous guillotins alors que Mitterrand ministre de la justice sous Guy Mollet, pendant la guerre d'Algérie avait refusé de présenter leur grâce. Mais je songe aussi au fait que les 2/3 des députés SFIO ont voté les pleins pouvoirs à Pétain en juin 1940.

- Mettez vous bien ça dans la tête, tortionnaires de la SFIO, c'est idem pour les massacres coloniaux dans lesquels vous avez trempé: Madagascar, Indochine, Cameroun etc. Savez vous qu'un certain Charles Ceccaldi Reynaud grand responsable de la SFIO à Alger dans les années 50 deviendra également un des boss de la DST en pleine guerre d'Algérie, La Rose et la gégène sont parfaitement compatibles ( pour les plus jeunes la gégène désigne une dynamo électrique manuelle destinée à la torture, notamment pendant la guerre d' Algérie )

Je veux qu'un tribunal juge les crimes du colonialisme français, auxquels le P.S a été lié. Quant aux éléments sincères et anti impérialistes du PC ils feraient bien d'oublier le "F" du sigle de leur parti, de méditer eux aussi certains épisodes peu reluisants de répression coloniale auxquelles celui ci a été associé ( rappelons nous la fameuse motion raciste de la section algérienne de Sidi Bel Abbès du PCF, en 1922 (1) A Sétif et Guelma en 1945 des miliciens proches du PCF participèrent au massacre, l'aviation française qui bombardait alors le Constantinois en 1945 était commandée par un ministre communiste, Charles Tillon, pourtant un héros de la résistance FTP de la région de Bordeaux, le PCF a voté les pleins pouvoirs à Guy Mollet en 1956 ).

(1) Cette section pourtant communiste réagira comme toute la SFIO socialiste. Elle s'opposa avec force à la demande d'émancipation des indigènes contenue dans la huitième condition des 21 imposées par Lénine en 1920 à tous les partis auparavant socialistes qui voudraient se définir comme communistes. Celle ci exigeait de « *soutenir en fait et non seulement en paroles tout mouvement insurrectionnel dans les colonies* », de développer parmi les ouvriers de la métropole et des colonies « *des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population indigène laborieuse* », d'y répandre le mot d'ordre « *jeter les impérialistes dehors* », et de mener une propagande systématique et continue dans l'armée contre l'oppression et les guerres coloniales.

L'article suivant déborde de notre sujet, mais il permet de mieux cerner l'état d'esprit de des dirigeants de la SFIO d'hier et du PS d'aujourd'hui.

<http://www.legrandsoir.info>

*Un siècle de coopération coloniale entre les sionistes et les organisations « socialistes » - 26 novembre 2010*

Extraits.

Dans les années 1930, à la demande de Haïm Weizmann (premier président de l'entité sioniste en 1948), le socialiste Léon Blum s'est impliqué dans la colonisation sioniste de la Palestine pendant le mandat britannique. Après la guerre 1939-1945, l'ancêtre du PS, la SFIO, a continué de soutenir le mouvement sioniste tout en s'efforçant de préserver l'empire colonial français.

Le 29 novembre 1947, au moment du vote pour le partage de la Palestine et la création de l'entité sioniste aux Nations Unies, approuvé par la France, la République française était présidée par le socialiste Vincent Auriol et la SFIO participait au gouvernement.

Le 15 mai 1948, au lendemain de la proclamation de l'Etat d'« Israël », l'organe de la SFIO, « *Le Populaire* », écrivait : « *Le monde a trop à se faire pardonner à leur égard pour disputer aux juifs le droit de se grouper et de vivre selon leurs traditions et la possibilité de ne plus se sentir une minorité chez les autres. Ce droit et cette possibilité, la Société des Nations leur avait reconnus. Ils l'ont, depuis, mérité par l'extraordinaire effort qui les a conduits à une victoire à la fois sur eux-mêmes et sur une nature hostile. La collectivité juive de Palestine était un fait. Elle entre, depuis cette nuit, dans la réalité juridique. De l'Europe où ils sont encore maintenus dans des camps, des milliers de juifs vont maintenant se diriger vers leurs camarades qui les accueilleront à bras ouverts. Ce nouvel Etat, nous lui souhaitons bonne chance. Car nous savons qu'il est essentiellement démocratique et que le socialisme y a implanté des racines solides. Ce n'est d'ailleurs que dans la mesure où il persévérera dans la voie du socialisme qu'il pourra se consolider. La plupart des postes-clés du gouvernement provisoire sont tenus par des ouvriers, des socialistes membres de notre internationale. Le monde doit accueillir l'Etat d'Israël par le souhait même qui est le "bonjour" des juifs palestiniens : " Que la paix soit avec toi " ».*

A cette date, la Palestine est déjà occupée par les sionistes, et les Palestiniens qui ont laissé 14 813 morts sur le terrain sont en grande partie expulsés de leur terre. « *Le Populaire* » n'a pas évoqué ce nettoyage ethnique...

Reprenant les rênes du pouvoir le 1er février 1956, le gouvernement dirigé par le socialiste Guy Mollet a préparé avec ses

alliés sionistes et britanniques l'agression tripartite lancée contre l'Egypte nassérienne en octobre-novembre 1956 pour contrôler le canal de Suez. C'était l'occasion pour les socialistes français, qui avaient voté les « *pouvoirs spéciaux* », c'est-à-dire la torture généralisée, le 12 mars 1956 pour mater la Révolution algérienne, de renverser un gouvernement arabe qui soutenait activement le FLN algérien. Politique qui concordait parfaitement avec celle de l'entité sioniste et qui consistait à mettre à genoux le seul Etat arabe menaçant son hégémonie au Machrek.

Le même gouvernement de Guy Mollet a mis en œuvre la collaboration nucléaire entre la France et l'entité sioniste, avec la construction du réacteur nucléaire à Daymona dans le désert du Néguev. Cette arme sert jusqu'à aujourd'hui aux sionistes à maintenir l'ensemble du Machrek sous la menace d'une attaque nucléaire avec le soutien des puissances occidentales.

<http://www.ldh-toulon.net> (Section de Toulon de la LDH)

*François Hollande : nous devons encore des excuses au peuple algérien* - dimanche 14 mai 2006

Extraits.

Lors d'une rencontre avec la presse étrangère, mercredi 10 mai 2006, François Hollande a largement commenté l'actualité française.

A propos du colonialisme en Algérie, le premier secrétaire du Parti socialiste français, confirmant son dernier ouvrage [1], a déclaré « *Nous sommes comptables du passé et responsables de l'avenir. La SFIO a perdu son âme dans la guerre d'Algérie. Elle a ses justifications mais nous devons encore des excuses au peuple algérien. Et nous devons faire en sorte que cela ne se reproduise plus* »

(...) Ainsi est-ce bien sur une séquence tout à fait décisive de la guerre d'indépendance algérienne que s'exprime le premier secrétaire du PS et désigne-t-il aussi clairement - il dit vouloir être explicite - les responsabilités politiques de la SFIO dans la conduite française de cette guerre dont il estime, par ailleurs, comme pour mettre un bémol à ses propos, qu'« *elle avait ses justifications* » qu'il se garde bien de préciser...

[1]- *Dans Devoirs de Vérité*, dialogues de François Hollande avec Edwy Plenel (éd. Stock)

On pourrait ajouter que dénoncer le colonialisme ne lui coûte rien, tout comme dénoncer la guerre ou la pauvreté par exemple, non, ce qui lui coûterait ce serait de dénoncer l'existence du capitalisme qui en est à l'origine et de s'attaquer à ses fondements, mais là c'est hors de sa portée ou de ses intentions.

Quelques documents.

- Conquête de l'Algérie par la France. (Wikipédia)
- Les horreurs du colonialisme français... et ses suppôts du PS et PCF (groupe CRI)
- 8 Mai 1945 : Massacre de Sétif !. (Le blog d'Algérie libertaire) (08.05.12)
- Un siècle de coopération coloniale entre les sionistes et les organisations « *socialistes* ». (Le Grand Soir) (26.11.10)
  
- Algérie : Les années de sang et les complicités de la France. (RV) (14.10.10)
- Algérie : Les années de sang et le rôle des agents d'influence. (RV) (14.11.10)
- ALGÉRIE 1962-2012 : Cinquante ans après, la guerre des mémoires. (mondialisation.ca) (19.03.12)
- Ahmed Ben Bella : « *J'ai vécu 24 ans et demi en prison* ». (mondialisation.ca) (11.04.12)
- Ce que fut la colonisation: Les jours de mai funeste de l'Algérie. (mondialisation.ca) (11.05.12)
- ALGÉRIE ÉTÉ 1962 : Une indépendance dans la douleur. (mondialisation.ca) (17.06.12)
- Ce que fut la colonisation : Les Justes qui ont aidé l'Algérie. (mondialisation.ca) (24.06.12)
- Ce que fut la colonisation : L'oeuvre positive de l'Algérie envers la France. (mondialisation.ca) (30.06.12)
- Cinquante ans d'indépendance : La nécessité d'un devoir d'inventaire. (mondialisation.ca) (03.07.12)

---

**ACTUALITE EN TITRES**

[Dites-le vous pour dit...](#)

- L'économie français va démarrer 2013 sans élan / 2013 s'annonce mal pour l'économie française - L'Expansion.com

... cependant pas pour tout le monde :

- Le secteur du luxe sera légèrement impacté par la crise en 2013 - Reuters

#### [Eliminator est de retour](#)

- Le retour aux affaires de Tapie vu avec suspicion - LePoint.fr

#### [Parole de patrons, suite.](#)

- Marché du travail : la réforme à ne pas rater - LePoint.fr

- Négociations sur l'emploi : le Medef sans concessions - Liberation.fr

- La "*flexisécurité*" à la française attendra 2013 - Reuters

#### [Parole de banquiers, suite.](#)

Voilà des gens heureux...

- Pour François Pérol, la réforme bancaire est une "*bonne réforme*" - Reuters

- Le président de la BPCE salue la réforme bancaire - L'Expansion.com

... on comprend pourquoi...

- Jean Arthuis : "*La réforme bancaire préserve la compétitivité de nos banques*" - Le Nouvel Observateur

... et comment...

- Loi bancaire : en quoi elle est un flagrant délit de connivence avec les banquiers ? - Atlantico.fr

... ce n'est pas nouveau

Dexia: le plan d'aides publiques en passe d'être accepté par l'UE - AFP

#### [La colonisation... en pire !](#)

- Gaz de schiste: la France compterait lancer des explorations en Algérie - L'Expansion.com

#### [Deux stratégies](#)

- L'usine Renault en Algérie, un investissement d'un milliard - Reuters - il y a 15 heures

- Fiat va investir un milliard d'euros dans son usine de Melfi - Reuters - il y a 10 heures

#### [Quand même pas comme un citron !](#)

- Presser les seins permettrait de lutter contre le cancer - 20minutes.fr

#### [Deux poids et deux mesures.](#)

- L'Onu vote l'envoi d'une force africaine au Mali - Reuters

- Syrie: l'ONU sanctionne deux sociétés iraniennes pour livraison d'armes - AFP

- Israël persiste sur la colonisation, la communauté internationale dénonce - AFP

## Et la palme de l'enfumage revient...

- Syrie : les médias sont-ils partiaux ? - LePoint.fr

## Au château

- Les talibans sont en France - LePoint.fr

## Comment est orchestrée la propagande des puissances occidentales contre la Syrie heure par heure.

- Le conflit syrien est 'ouvertement intercommunautaire' selon l'ONU - LeMonde.fr - il y a 19 heures

- Syrie: Poutine dément vouloir soutenir Assad "à tout prix" - AFP - il y a 16 heures

- Al Qaïda monte en puissance dans la guerre civile en Syrie - Reuters - il y a 13 heures

- Syrie: sur la ligne de front à Alep, des handicapés mentaux oubliés de tous - AFP - il y a 13 heures

- Poutine plus inquiet du sort de la Syrie que de celui d'Assad - Reuters - il y a 13 heures

- Syrie. Poutine prend ses distances avec Assad - Le Nouvel Observateur - il y a 12 heures

- L'Onu dénonce un conflit syrien devenu communautaire - Reuters - il y a 12 heures

- Syrie : les médias sont-ils partiaux ? - LePoint.fr - il y a 12 heures

- Offensive rebelle dans la province de Hama, en Syrie - Reuters - il y a 9 heures

- Syrie: retour des Palestiniens au camp Yarmouk, l'Onu condamne des exactions - AFP - il y a 3 heures

- Syrie: l'ONU sanctionne deux sociétés iraniennes pour livraison d'armes - AFP - il y a 3 heures

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Encore un effort !

Patronat et syndicats ont ajourné jeudi leurs négociations sur une réforme du marché du travail en France faute d'être parvenus à des avancées franches vers un "*compromis historique*" appelé de ses vœux par François Hollande.

(On aura compris qu'il ne s'agissait pas pour les syndicats de parvenir à des "*avancées franches*" pour les travailleurs mais contre eux sous couvert d'un "*compromis historique*" avec le patronat. -ndlr)

Les partenaires sociaux sont convenus de se retrouver les 10 et 11 janvier après deux jours de pourparlers au siège du Medef sur lesquels ils ont tiré des bilans contrastés.

D'un côté, la CGT et FO ont dénoncé "*une situation qui n'avance pas*" et la CFDT a déploré que les chefs d'entreprise ne bougent qu'à "*un rythme d'escargot*".

(Traduction : il serait possible d'avancer, alors qu'au départ ils prétendaient le contraire, peu importe, tout le monde l'a oublié depuis que Parisot a prétendu présenter un texte plus présentable pour les syndicats. Ils partagent cette méthode avec le gouvernement sur PSA, Mittal, etc. - ndlr)

La CGPME et le Medef ont pour leur part invoqué la complexité des thèmes de négociations pour justifier leur prolongement au-delà de la date limite de fin décembre.

Mais le négociateur du Medef, Patrick Bernasconi, a salué comme un "*point positif*" le fait que, selon lui, il y ait "*des avancées faites par un certain nombre d'organisations syndicales sur un certain nombre d'articles qui ne sont pas très loin de la rédaction finale*".

(Au pluriel, ce qui signifie que c'est emballé et que tout le reste est du cinéma pour enfumé les travailleurs syndiqués ou non. -ndlr)

Patrick Pierron, de la CFDT, un syndicat en pointe dans ces négociations entamées en octobre, lui a répondu en exprimant sa déception. "*Je pense qu'on a un peu avancé durant ces deux jours, mais pas à la hauteur de l'urgence qu'impose le contexte français avec trois millions de chômeurs*", a-t-il dit.

(Vous êtes sûr qu'il n'y en a pas que deux ou moins, un million ? -ndlr)

Le dernier projet d'accord soumis jeudi matin par le patronat est resté muet sur un sujet qui fait l'unanimité chez les syndicats, la taxation des contrats de travail courts, auxquels les entreprises ont de plus en plus recours depuis le début de la crise.

(Ce dont les travailleurs se foutent éperdument notez bien, cet élément est avancé pour faire diversion et couvrir leur trahison. -ndlr)

Face à cette unanimité, un geste des employeurs paraît toutefois très probable, même si la question divise les représentants des grandes entreprises (Medef) et des PME-TPE (CGPME et UPA), ne serait-ce que pour obtenir un accord à l'arraché et éviter une loi. (Quand on vous le disait. -ndlr)

La CFDT, dont la signature est jugée cruciale pour un accord éventuel, avait mis en avant deux autres revendications : les "*droits rechargeables*" qui permettraient à un chômeur qui reprend un emploi de ne pas perdre tous ses droits à l'assurance chômage, et la généralisation à tous les salariés d'une couverture santé complémentaire.

(Un "*chômeur qui reprend un emploi*", c'est marrant on avait cru observer que le chômage de longue durée augmentait au fil des mois et des années, donc voilà encore un élément avancé pour faire diversion, tandis que les droits de millions de chômeur seront sacrifiés, cela mérite bien un accord avec le patronat. ndlr)

La partie patronale a fait des avancées jeudi sur ces points de même sur que sur les procédures simplifiées de recours au temps partiel pour les entreprises qui connaissent des difficultés conjoncturelles ou le principe d'une représentation des syndicats dans les conseils d'administration.

(Deux éléments qui vont à l'encontre des droits collectifs des travailleurs qui devraient être identiques pour tous, qui plus est va encourager le recours au chômage partiel et renforcer la collaboration de classes dans les entreprises. - ndlr)

Mais la CGT a estimé que, si la complémentaire santé avait "*certes*" une dimension importante, elle ne saurait être échangée "*contre une casse du travail*".

(Cela ne coûte rien de le dire. - ndlr)

La représentante de la centrale, Agnès Le Bot, a estimé que le dernier projet d'accord avancé par la partie patronale était "*dans la même veine que ce qui nous est proposé depuis plusieurs semaines*", à savoir "*un nouveau saut vers plus de flexibilité, plus de libéralisation des licenciements avec des procédures allégées*".

(Alors pourquoi vous acharnez-vous à participer à cette mascarade ? Pour la légitimer ? Pourquoi ne rompez-vous pas avec le patronat? - ndlr)

Ce document prévoit plusieurs dispositions établissant une plus grande sécurité juridique pour les plans sociaux et les licenciements, un assouplissement des procédures de mobilité au sein des entreprises ou encore la création de "*contrats de projet*", des CDI d'une durée limitée à la réalisation d'un projet comme il en existe déjà dans les travaux publics.

(Bref, la remise en cause de pans entiers du Code du travail au profit des exploiters qui auront carte blanche pour agir avec leurs salariés comme ils l'entendent. -ndlr)

Patrick Bernasconi a défendu l'équilibre du projet, "*qui devra garder des éléments de flexibilité*" pour faire évoluer le marché du travail français, considéré comme "*un des plus fermés et des plus rigides*".

(C'est la raison d'être de cette pseudo négociation, rendre les travailleurs taillables et corvéables à merci. -ndlr)

"*Si on veut permettre aux entreprises de garder une réelle compétitivité (...), il est essentiel que l'on fasse des avancées sur ces points-là*", a-t-il dit.

(Merci on avait compris. -ndlr)

"Je ne crois pas à un accord d'ici ce soir, en tout cas en ce qui concerne mon organisation", a déclaré le numéro un de FO sur France Info. (Il laisse ainsi entrouverte la possibilité d'un accord plus tard. -ndlr)

"On va avoir un nouveau texte ce matin (...) "Il ne faut pas exclure une nouvelle réunion de négociation au mois de janvier", a-t-il ajouté.

(Heureux de retrouver le Medef en ce début d'année et d'échanger des bons voeux ? - ndlr)

M. Mailly a souligné qu'il y avait "deux thèmes dans cette discussion": celui de la sécurisation de l'emploi visant à offrir "de nouvelles garanties pour les salariés", et la question de la flexibilité, pour laquelle plaide le patronat.

(Ce qu'il ne dit pas, c'est que la "sécurisation de l'emploi" ne concernera qu'une minorité, tandis que la "flexibilité" concernera la totalité des travailleurs du secteur privé. Le patronat peut se montrer conciliant sur le premier point et intransigeant sur le second, les syndicats présenteront cela comme une "avancée sociale", un succès, si, si, , le patronat aussi et le tour sera joué, ni l'un ni l'autre n'aura perdu la face, les dindons de cette mauvaise farce absent de ces "négociations", les travailleurs le paieront plein pot, comme d'habitude. -ndlr)

Pour le patron de FO, le premier point est "très léger" à l'heure actuelle, tandis que le second "est lourd".

"Aujourd'hui, je ne suis pas du tout optimiste au sens d'une négociation qui peut aboutir positivement", a conclu le syndicaliste, insistant sur le fait que "dans l'état actuel des choses, il est exclu que Force ouvrière apporte sa signature sur un texte de ce type".

Pour être validé, un tel accord ne doit pas rencontrer l'opposition de plus de deux syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC et CFE-CGC). Reuters 20.12

Il suffit donc que les syndicats jaunes CFDT et CFTC signent cet accord et c'est emballé. Voilà à quelle cynique mascarade se livrent les dirigeants de la CGT et de FO en participant à ce qui n'est rien d'autres que des réunions destinées à liquider un par un les acquis des travailleurs, sans oublier les partis qui soutiennent ces deux syndicats.

Mieux encore, les avantages que les travailleurs pourraient retirer de cette pseudo négociation concernera l'aristocratie ouvrière qui lorsqu'elle est au chômage partiel bénéficie de la quasi totalité de son salaire, tandis que tous les reculs concerneront le reste des travailleurs, soit l'immense majorité.

Les dirigeants syndicaux et le patronat sont complices dans cette affaire. Le patronat sait comment s'y prendre pour faciliter le boulot des jaunes et des traîtres à la classe ouvrière, en se servant de la division qui existe entre travailleurs du secteur public et privé, et là en l'occurrence en se servant de la division qui existe entre les travailleurs du privé les mieux nantis des grandes entreprises contre ceux atomisés des moyennes et petites entreprises qui sont les plus nombreux et les plus mal lotis, parmi eux les nombreux sous-traitants des multinationales. Division entretenue par les syndicats pour assurer la stabilité du régime.

Travailler chez PSA, Renault, Total ou Michelin, etc. c'est génial, tu restes tranquillement chez toi et tu perçois plus de 90% de ton salaire ou la totalité, par contre si tu as le malheur de travailler dans une PME du coin, tu es mal, peut-être que tu n'auras même pas de quoi boucler la fin du mois.

N'attendez pas à ce que les syndicats ou les partis qui en font leur fond de commerce s'en vantent, l'air de rien, ils travaillent tous pour le régime ou sa stabilité. Ils peuvent s'en défendre, cela ne changera rien à la vérité qui vient d'être rappelée, et comme quoi nous n'inventons rien, c'est écrit en toutes lettres dans l'article de presse (L'Expansion.com avec AFP) qui traite de cette question et que j'ai mis en ligne dans cette page : *Plus de 12 millions d'heures de chômage partiel consommées en France en 2012*

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Espagne

Le Parlement espagnol a formellement approuvé jeudi le budget 2013, qui vise à ramener le déficit public du pays à 4,5% du

produit intérieur brut (PIB) contre 6,3% cette année.

L'Espagne a demandé cette année à ses partenaires européens une aide à la recapitalisation de ses banques, sévèrement touchées par l'éclatement de la bulle immobilière.

Le gouvernement de Mariano Rajoy a prévu de réduire de 8,9% les budgets des ministères l'an prochain, avec un gel des salaires des fonctionnaires pour la troisième année d'affilée.

Globalement, les dépenses de l'Etat baisseront de 7,3% - hors sécurité sociale et paiement des intérêts de la dette - et ses ressources augmenteront de 4%, essentiellement grâce à une récente augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée. Reuters 20.12

## 2- Chypre

Les députés chypriotes ont voté un budget d'austérité pour 2013, considéré par le gouvernement comme "*crucia*" pour l'avenir de l'île, au moment où Nicosie tente de sauver ses banques à court de capitaux et peine à payer les salaires de ses fonctionnaires.

Le budget comprend un ensemble de mesures d'austérité (notamment recul progressif de l'âge de départ à la retraite à 65 ans pour le service public, réduction de la masse salariale de l'Etat) visant à réduire le déficit de 1,3 milliard d'euros (l'équivalent de 7,25% du PIB).

Ces mesures avaient été réclamées par les bailleurs de fonds internationaux avec lesquels Chypre négocie un plan d'aide, à savoir l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international.

Compte tenu du service de la dette, le budget prévoit toutefois une hausse des dépenses de 7,5% à 9,45 milliards d'euros. Les recettes devraient baisser de 1,5% à 7,62 milliards d'euros.

Le budget a été voté tard mercredi avec 51 votes en faveur et seulement deux contre.

Le PIB devrait reculer de 2,4% en 2012, et le pays s'enfoncer dans une récession d'une ampleur inédite en 2013, avec une baisse attendue du PIB de 3,5% avant un recul moins prononcé de 1,3% en 2014.

Chypre espère ramener le déficit budgétaire à 4,4% du PIB en 2013, contre 5,5% cette année. La dette accumulée devrait augmenter et atteindre au moins 92% du PIB en 2013, contre 85,8% cette année.

Le budget table sur une inflation de 2,5% en 2012 et de 2% l'an prochain, en raison d'un ralentissement de la consommation.

Le taux de chômage quant à lui devrait atteindre 12% en 2012, grimper à 13,8% en 2013 et 14,2% en 2014.

Parmi les mesures d'économie, le gouvernement va reculer progressivement l'âge de la retraite à 65 ans pour les fonctionnaires, dont les pensions seront à terme calculées sur l'ensemble de la carrière et non plus seulement sur la dernière année de salaire.

Le gouvernement prévoit aussi de tailler dans les généreux traitements des hauts fonctionnaires et de ne remplacer qu'un fonctionnaire partant à la retraite sur cinq. Ces économies devraient limiter la masse salariale de la fonction publique à 2,6 milliards d'euros en 2013, soit une réduction de 5,3% par rapport à 2012. AFP 20.12

---

## SOCIAL

### France

#### Première grève au Figaro depuis 1969

C'est une première depuis 1969. Selon les informations de L'Express, les salariés du Figaro ont voté un arrêt de travail, ce jeudi, qui prend effet immédiatement. Elle pourrait empêcher la parution du quotidien, vendredi. La majorité des salariés du quotidien réagit ainsi à l'annonce un peu plus tôt d'un plan de départs volontaires touchant 70 à 90 salariés. L'information avait été évoquée début décembre, elle est maintenant confirmée.

Dans un communiqué, les syndicats, qui dénoncent des sous effectifs depuis des mois, disent s'inquiéter "*de la divergence entre la direction générale et la direction des rédactions*". Pour eux, "*la mise en place d'un plan social est en totale contradiction avec*



*les ambitions éditoriales affichées, il y a quelques semaines, du directeur des rédactions, Alexis Brézet, et casse la dynamique nouvellement engagée. Ces projets éditoriaux laissaient penser que la direction croyait de nouveau à l'avenir des titres (Le Figaro, les sites Internet, Figaro Magazine, Madame Figaro, TV Magazine et les hors-séries), l'annonce du directeur général Marc Feuillée, ce matin, démontre le contraire".*

L'objectif affiché du plan de départs volontaires est de permettre de financer un plan d'investissements de 18 millions d'euros. Il vise "la poursuite de la rénovation des offres éditoriales, notamment au premier trimestre 2013 celles du quotidien et du Figaro Magazine, ainsi qu'une refonte complète du figaro.fr, qui privilégiera les formules payantes et renforcera très significativement l'offre vidéo", explique le groupe dans un communiqué.

"Comme l'ensemble du secteur des médias, Le Figaro doit faire face à une forte dégradation du marché publicitaire et il anticipe une année 2013 très difficile pour la presse", souligne encore le groupe. "La direction engagera à ce sujet une procédure de concertation avec les représentants du personnel dès le mois de janvier prochain", ajoute-t-il. Une réunion du comité d'entreprise devrait se tenir le 21 décembre.

De son côté, Alexis Brézet, le nouveau directeur de la rédaction, s'il dit comprendre "l'émotion" provoquée par les annonces, n'acceptera pas "la non-parution du journal", un "acte grave". Et apostrophe les grévistes qui pourraient vouloir "d'une quelconque façon" empêcher les non-grévistes de faire leur travail.

En 1969, la grève avait duré 15 jours. Et aujourd'hui? Lexpress.fr 20.12

---

## ECONOMIE

### Japon

La Banque centrale du Japon a décidé jeudi d'augmenter de 10.000 milliards de yens (90 milliards d'euros) son programme d'achat d'actifs et de prêts pour le porter à 101.000 milliards de yens (907,5 milliards d'euros).

Cet assouplissement supplémentaire de la politique monétaire du Japon, le troisième en quatre mois, était largement attendu, notamment en raison des pressions politiques en provenance des conservateurs de retour au pouvoir.

La Banque du Japon a en outre laissé entendre qu'elle procéderait à un réexamen de son objectif d'inflation, actuellement à 1%, lors de sa prochaine réunion en janvier.

D'ici là, Shinzo Abe aura formé son gouvernement.

Le chef de file du Parti libéral démocrate (PLD), vainqueur des élections législatives de dimanche, prône un assouplissement de la politique monétaire du Japon pour sortir l'économie nipponne de la déflation.

Il recommande aussi de porter à 2% l'objectif d'inflation. Reuters 20.12

[Haut de page ↗](#)

---

Le 22 décembre

## CAUSERIE

Je me suis levé trop tard ce matin et mon épouse qui n'est pas si folle que cela me cause un tas de problèmes quotidiennement, du coup, j'ai actualisé le site comme j'ai pu.

### [Le saviez-vous ?](#)

A lire entre deux repas de préférence.

En accédant comme tous les jours à la page politique de Yahoo, hier soir je suis tombé sur le titre et l'article suivant qui est à tomber à la renverse, attention, c'est à vomir ! Gageons que les défenseurs aveugles de l'égalité des droits auront à coeur de soutenir

cette noble cause !

Les zoophiles allemands ne veulent pas être pénalisés - Fluctuat

- A 52 ans, Michael Kiok, bibliothécaire et fervent supporteur de la zoophilie, milite pour que lui et ses 100 000 compères ne soient pas discriminés.

Depuis 1969, les zoophiles allemands ne sont plus punis par la loi. A cette époque, les députés avaient purement et simplement supprimé le paragraphe concernant les zoophiles dans la loi de protection des animaux. De fait, outre-Rhin, en pleine libéralisation des mœurs, on pouvait donner des coups de reins dans tout ou presque.

Le zoophile qui s'encanaille avec un animal risque désormais d'être condamné à payer une amende de 25 000 euros. Kiok souhaite porter plainte contre cette loi et défendre le droit de "faire l'amour" avec les animaux. Fluctuat 21.10

No comment !

---

## ACTUALITE EN TITRES

Quand l'Union pour le Meilleur et le Pire tourne....

- UMP, sondages, comptes de campagne rejetés: série noire pour Nicolas Sarkozy - L'Express.fr

L'UMP a fait la paix sans lui, un juge va enquêter sur les sondages de l'Elysée et, pour finir, ses comptes de campagne ont été rejetés.... L'Express.fr 21.12

S'il n'y avait que cela, il reste encore Bettencourt et le financement de sa campagne, l'affaire Karachi qui n'est pas encore classée...

... à l'Union pour le Meilleur qui Pue !

- La présidence de l'UMP, ce "*bâton merdeux*" - LePoint.fr

A mort le capital !

- Parisot : "*On est en train de recréer un climat de guerre civile*" - Le Nouvel Observateur

Rassurez-vous

- François Hollande : «*Ça va être dur mais on va s'en sortir*» - LeFigaro.fr

Hollande. Pour une "*juste*" colonisation.

- France-Algérie: Hollande reconnaît «*l'injustice*» de la colonisation - 20minutes.fr

Il n'a pas dénoncé la colonisation, il lui faudrait dénoncer le capitalisme...

En voilà qui ne risque pas de partir à l'étranger

- Cahuzac suggère de taxer «*ceux qui décident de vivre à l'étranger*» - Public Sénat

En voilà un qui a presque tout compris.

- Pour Xavier Timbeau (OFCE), '*l'excès d'austérité a un effet récessif direct, qui sape la confiance*' - LeMonde.fr

Et qu'arrive-t-il quand la confiance fout le camp d'un seul coup ?

Je mettrai cet article commenté en ligne demain.

### [Une stratégie mondiale conforme à l'objectif du Nouvel ordre mondial.](#)

- Londres s'apprête à légaliser le mariage homosexuel - LeMonde.fr
- Une ministre allemande propose que Dieu soit neutre - Reuters
- Chrétiens de Beyrouth: «*Personne ne fait attention à nous*» - 20minutes.fr

### [Otan, une organisation terroriste.](#)

- 1- L'Otan condamne de nouveaux tirs de missiles syriens - Reuters -
- 2- Tirs de semonce contre un avion de ligne syrien à Alep - Reuters

Là, pas de réaction de la part de l'Otan, normal.

Otan, une organisation terroriste : normal elle le fabrique.

### [Cadeau empoisonné.](#)

- Tunisie : le Qatar offre 20 millions de dollars aux "martyrs" de la révolution - AFP

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### [De la décomposition à la putréfaction de leur société et au-delà...](#)

- Une ministre allemande propose que Dieu soit neutre - Reuters

La ministre allemande de la Famille, Kristina Schröder, a déclenché une polémique à la veille des fêtes de Noël en suggérant d'accorder à Dieu une neutralité grammaticale plutôt que le genre masculin.

Priée de dire par l'hebdomadaire *Die Zeit* comment expliquer à sa fille le recours à l'article masculin "*der*" pour désigner Dieu, elle a répondu : "*L'article n'a pas d'importance*".

Ces propos ont immédiatement suscité la colère de membres de la CDU-CSU, la coalition de droite de la chancelière Angela Merkel auquel la ministre appartient aussi.

"*Cette sottise intellectuelle me laisse sans voix*", a réagi Christine Haderthauer, ministre des Affaires sociales du land de Bavière, dans les colonnes du journal à grand tirage Bild.

Stefan Müller, un élu de la CSU, la branche bavaroise de la CDU, s'est déclaré "*perplexe*" par ce genre de propos qualifiés d'"*inopportuns*".

La ministre de la Famille a toutefois reçu le soutien du porte-parole de la chancelière, Steffen Seibert, qui, pressé de questions vendredi lors d'une conférence de presse, a dit :

"*Si vous croyez en Dieu, l'article n'a pas d'importance. Vos prières seront exaucées quelle que soit la manière dont vous vous adressez à Lui*". Reuters 21.12

Mieux, peu importe la religion auquel appartient votre Dieu et on comprendra pourquoi plus loin, inconsciemment car Steffen Seibert ne doit pas faire partie du cercle de la cour de l'élite sélectionnée par les maîtres du Nouvel ordre mondial pour lesquels les religions constituent un obstacle à leur projet après les avoir utilisées et manipulées leurs fidèles pendant plus d'un siècle.

Les religions jadis ont constitué une forme de résistance organisée aux inégalités et aux injustices de classes, elles ont eu

leurs martyrs pour s'y être opposés tout comme plus tard le mouvement ouvrier comptera de très nombreuses victimes pour s'y être également opposé.

Au stade supérieur de l'époque de la réaction sur toute la ligne dans laquelle nous vivons aujourd'hui, sur le plan politique qui correspond à notre époque sur le plan économique à une crise du capitalisme d'une profondeur et d'une amplitude sans précédent dans le passé, toute trace de démocratie qui consiste à permettre aux masses exploitées d'exprimer sur le plan politique ou un autre leur rejet du capitalisme et des politiques d'austérité qui leur sont imposées doit disparaître, car cet exercice de la démocratie est devenu incompatible avec la survie du capitalisme au bord du gouffre, aux abois et qui ne tient plus qu'à un fil, stade clinique qui a dépassé celui au-delà duquel il devrait être déclaré officiellement décédé, il est passé du stade de la gangrène qui allait le ronger dès son avènement à celui de la décomposition, puis de la putréfaction, pour ne survivre malgré tout aujourd'hui à la fois grâce à l'ignorance des masses et à un artifice qui a consisté à hypothéquer et à consommer la branche sur laquelle il aurait pu compter pour prolonger son agonie, les richesses que les exploités devaient produire le futur, que traduit le colossal endettement de l'ensemble des acteurs économiques dans le monde, simples citoyens, entreprises, Etats.

Enfermer dans cette logique auto-destructive (autodestructrice aussi en français) et qui menace à terme l'existence même de la civilisation humaine et de notre planète, le capitalisme prisonnier de cette spirale infernale, les maîtres du monde n'ont pas d'autre alternative que de poursuivre dans la même voie, d'où la fuite en avant à laquelle nous assistons, sur le plan économique en relevant toujours plus le niveau d'endettement du monde, sur le plan politique en s'attaquant aux oripeaux de la démocratie.

Sur le plan économique, ils poursuivent leur quête qui consiste à pousser le plus loin possible la marchandisation de tous les biens et services.

Sur le plan politique, ils sont parvenus à corrompre les Etats qui au fil du temps ont abandonné tout ou partie de leur souveraineté au profit de l'oligarchie financière et les institutions ad hoc qu'ils ont créées à cet effet (UE, BCE, FMI, BM, ONU, OTAN, etc.), à corrompre à peu près tous les partis du mouvement ouvrier et la totalité des syndicats, et pour parfaire leur oeuvre de destruction il ne leur reste plus qu'à liquider les religions, toute organisation ou institution qui pourrait incarner une résistance à la mise en esclavage des masses à l'échelle mondiale.

Je vois déjà d'ici des contradicteurs pour affirmer que cette analyse n'est pas très sérieuse ou que je me fourvoierais en prenant en compte des éléments qui à première vue ne figurent nulle part dans une analyse marxiste de la situation. Or c'est totalement faux, les marxistes ont fait observer qu'au cours du développement du capitalisme et de ses contradictions, ses représentants étaient amenés à se doter de nouvelles institutions et de nouveaux moyens pour parvenir à leur fin et assurer la pérennité du capitalisme, Bilderberg, la Commission Trilatérale, le Concil Foreign Relation (CFR) en font partie au même titre que l'ONU, l'UE, le FMI, la Banque mondiale, etc.

Donc tout cela serait du domaine de l'extrapolation qui consisterait à accorder trop de crédit aux désirs des maîtres du monde qui sont encore loin d'avoir réalisé leurs rêves, relevant par exemple qu'il sera impossible dans l'avenir de liquider tous les partis ouvriers, tous les syndicats, toutes les religions. Personnellement je ne n'ai jamais prétendu le contraire, il faut être précis, j'ai simplement tenu à souligner que les corrompre totalement reviendrait au même dès lors qu'ils contrôlaient les institutions, les médias, les agences de publicité, la formation des esprits dès l'enfance à travers l'école, les associations ou ONG qu'ils financent...

Il faudrait être aveugle ou d'une mauvaise foi incurable pour ne pas constater qu'ils progressent sans cesse vers l'objectif qu'ils se sont fixés, certes non sans difficultés qu'il ne faut pas non plus occulter, d'ailleurs dans tous les domaines, ce qui m'a fait dire que malgré tout la lutte de classe du prolétariat avait encore de beaux jours devant elle et qu'il nous est possible de vaincre notre ennemi, tout en reconnaissant car il faut rester lucide qu'on était très mal parti pour y parvenir, mais que notre combat pour le socialisme n'était pas perdu d'avance.

La manière dont ils ont abordé la question des droits des homosexuels, de la drogue, des religions, etc. relève de la même démarche politique, s'inscrit dans le même objectif politique. Toutes ces questions ont été soulevées par la classe dominante relayée par les médias aux ordres et tous les partis se sont engouffrés dedans, à l'exception de quelques-uns trop lâches pour s'exprimer. Simple constat. Qu'à l'heure qu'il est la classe dominante soit plus réactionnaire que jamais, et que par conséquent elle ne pourrait prendre ou soutenir que des initiatives tout aussi réactionnaires, cela n'aura même pas effleuré le cerveau ramolli de nombreux militants. Comment comptent-ils s'en sortir avec cette contradiction ? En rompant avec la classe des capitalistes et l'idéologie nauséabonde qu'elle colporte dans la société pour pourrir jusqu'au sommet des partis ouvriers et des syndicats.

Quel doit être sur ces questions la position des militants combattant pour le socialisme ?

Sur le mariage, nous ne le défendons pas pour les homosexuels puisque nous ne le défendons déjà pas pour les hétérosexuels, je peux ajouter que mon mariage fut une grave erreur que j'ai commise quand je ne militais plus.

Sur la procréation in vitro, dans tous les cas nous y sommes opposés, les couples qui ne peuvent pas avoir d'enfant et qui en désirent un malgré tout, n'ont qu'à adopter un orphelin, ce n'est pas cela qui manque en France ou de par le monde.

Sur la drogue et plus particulièrement le cannabis, nous sommes contre sa légalisation dans la mesure où en facilité l'accès serait extrêmement dangereux pour la jeunesse qui n'a pas suffisamment d'expérience de la vie pour en juger les effets négatifs possibles en cas d'usage inconsidéré.

Sur les religions, il nous faudra tenir compte que si elles sont toutes soumises à l'ordre établi, celui-ci selon les régions du monde incarne différents stades inégaux du développement économique de la société, ce qui se reflète sur le niveau de conscience de la population, du plus arriéré teinté de nombreuses superstitions et croyances obscures et remontant à plusieurs siècles en arrière, au plus développé frustrés de ne pouvoir satisfaire ses désirs ici bas. Donc on accordera un traitement différencié aux religions sans rien leur concéder sur le fond évidemment, je n'ai pas le temps ici d'entrer dans les détails.

Dans la mesure où elles incarnent encore dans l'esprit de prolétaires croyants une forme de combat contre les inégalités et les injustices, on ne les attaquera pas sous cet angle puisqu'il constitue une forme de résistance au Nouvel ordre mondial qui projette de les détruire ou de les manipuler, de les dévoyer totalement pour cette raison. On les attaquera comme moyen de maintenir les travailleurs dans l'ignorance de manière générale, la lutte de classe et le combat en faveur du matérialisme dialectique contre l'idéalisme fera le reste. (A suivre)

Pour en revenir à l'objet de cet article. On est samedi, on se détend un peu, normal non ?

Pourquoi les militants qui n'ont apparemment rien de mieux à faire que se pencher sur le sexe des anges ne se pencheraient-ils pas sur la question de savoir pourquoi *tabouret* est au masculin et *chaise* au féminin ? Ils pourraient passer en revue tout le dictionnaire... Autre solution, ils n'ont qu'à adopter l'anglais *a stool* (tabouret), *a chair* (chaise) ! Ils peuvent aussi postuler à l'Académie française !

Notre réponse : on s'assoit dessus ! Rien à foutre et franchement plus que marre de toutes ces conneries.

L'homme propose et Dieu dispose, cela devrait leur aller comme formule qui sous-entend que l'homme propose et la femme dispose. Bordel, quel grand malheur : je suis un homme ! En vérité, les femmes ont plus de pouvoir que les hommes, notamment celui de se refuser... Que sont les hommes qui l'ignorent ? Des frustrés aigris ou pire encore...

Avant de vouloir refaire le monde au quotidien, qu'on commence par se rassembler pour liquider le capitalisme et ses institutions, on s'occupera du reste ensuite, on ne laissera rien au hasard, qu'ils ne se tracassent pas.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Italie

Mario Monti, qui a démissionné vendredi, laisse derrière lui un bilan jugé flatteur par ses pairs européens et par le monde des affaires, mais plus nuancé aux yeux de ses concitoyens à qui la récession et l'austérité de l'année écoulée restent sur l'estomac.

Le retour mouvementé sur la scène politique de son prédécesseur Silvio Berlusconi début décembre l'a démontré avec fracas : les leaders européens et les marchés voteraient unanimement Mario Monti s'ils le pouvaient et ne font guère mystère de leur désir de le voir conserver les rênes du pays d'une manière ou d'une autre.

M. Monti a à son crédit un long combat pour moderniser et raviver la compétitivité défailante de l'Italie, qui a débouché essentiellement sur une réforme réussie du système de retraites et une autre, plus controversée, du marché du travail. L'élan du gouvernement s'étant essoufflé au fil des mois, plusieurs autres projets resteront toutefois dans les cartons.

Les cercles d'affaires en Italie ont néanmoins salué son action et appelé le prochain gouvernement à ne pas perdre le fil des réformes. "*J'espère que Monti restera au pouvoir pour toujours. Il a été engagé pour venir à bout de ce gâchis et ce ne sera pas facile à court terme*", lançait récemment, avec une pointe de provocation, le patron de Fiat Sergio Marchionne.

Si les finances publiques de l'Italie sont désormais sous contrôle, sa dette continue d'augmenter. Elle vient pour la première fois dans l'histoire du pays de franchir le cap symbolique des 2.000 milliards d'euros.

Pour en venir à bout, le gouvernement a imposé une sévère cure d'austérité qui a plongé le pays dans une profonde récession (-2,4% attendu cette année) et dont il ne devrait pas s'extraire avant la fin 2013, voire début 2014. Le chômage va de record en

record, frappant en premier lieu les jeunes (36,5%).

Le Fonds monétaire international (FMI), tout en plaidant pour une poursuite des réformes engagées par M. Monti, a appelé à un "*rééquilibrage des finances publiques plus favorable à la croissance*".

Le président du Conseil a admis avoir aggravé la récession par la "cure amère" administrée à l'Italie mais se défend d'avoir entraîné le pays dans un cercle vicieux d'appauvrissement. AFP 21.12

Cela dépend pour qui comme toujours !

## 2- Syrie

Des rebelles syriens ont procédé jeudi à des "*tirs de semonce*" contre un avion de ligne de la compagnie Syrian Airways qui s'apprêtait à décoller de l'aéroport d'Alep, la grande ville du nord du pays théâtre de violents combats depuis plusieurs mois, a annoncé vendredi un chef insurgé.

Un commandant rebelle, présenté seulement sous le nom de Khaldoun, a déclaré via Skype à Reuters que des tireurs appartenant à sa brigade avaient touché les pneus de l'appareil, qui devait assurer le vol RB201.

"*C'étaient des tirs de semonce*", a précisé le chef rebelle, ajoutant que l'avion n'avait pu décoller. "*Nous avons voulu envoyer un message au régime, pour qu'il sache que tous ses avions, militaires comme civils, étaient à portée de nos armes.*"

Un autre dirigeant rebelle a invité les civils à éviter l'aéroport d'Alep, la plus grande ville du pays et sa capitale économique, ainsi que les avions de Syrian Airways "qui seront désormais des cibles". Reuters 21.12

---

## SOCIAL

### France

Les élections professionnelles dans les Très petites entreprises (TPE), une première en France, s'est soldée par une nette avance de la CGT, arrivée en tête avec 29,54% des voix, suivie par la CFDT (19,26%) et FO (15,25%), sur fond d'une participation faible de 10,4%.

L'Unsa s'est positionnée en quatrième position avec 7,35%, suivie par la CFTC (6,53%) et Solidaires 4,75%, selon les données du ministère du Travail, qui précise que ces données concernent la seule métropole.

La CFE-CGC, qui participait au seul collège cadre, a obtenu 26,9% des voix dans ce collège.

La participation s'est élevée à quelque 10,4%, soit près de 500.000 salariés ont pris part à ce scrutin inédit ouvert le 28 novembre.

Quelque 4,7 millions de salariés d'entreprises de moins de 11 salariés ou employés à domicile étaient appelés à voter, par internet ou correspondance, pour le syndicat de leur choix. La participation par internet a été faible de (quelque 20% du total).

Les syndicats ont en effet les yeux rivés sur l'impact de ce scrutin sur leur représentativité: malgré la faiblesse des suffrages exprimés, le résultat de cette élection sera agrégé à ceux obtenus dans les plus grandes entreprises pour dresser en 2013 la liste des syndicats représentatifs pour les quatre prochaines années.

Pour être représentatif au niveau national, un syndicat doit obtenir au total 8% des voix chez les salariés des grandes entreprises et des TPE. AFP 21.12

---

## ECONOMIE

### 1- France

Le FMI et l'UE félicitent le gouvernement qui est sur la bonne voie, pas de bol pour Mélenchon et Laurent.

1.1- FMI Le Fonds a martelé vendredi que le pays n'atteindrait pas son objectif d'un déficit public à 3% du PIB en 2013 et a mis en garde contre des "*risques de dégradation*" liés à son problème de "*compétitivité*".

"*Les perspectives de croissance sont assombries par une reprise chancelante en Europe et un problème de compétitivité vis-à-vis des partenaires commerciaux*", écrit le Fonds monétaire international dans son rapport annuel sur la France, publié à la surprise générale à la veille du week-end de Noël.

Selon le FMI, le gouvernement fera beaucoup moins bien l'année prochaine (0,4%) et ne parviendra pas à ramener le déficit public à 3% du produit intérieur brut, conformément aux règles européennes, contre 4,5% prévus cette année.

En langage fort diplomatique, le FMI se dit plus "*prudent*" et estime que le déficit public (Etat, collectivités locales, Sécurité sociale) atteindra en réalité 3,5% du PIB, en ligne avec les projections de la Commission européenne.

A l'heure où les effets de l'austérité sur la croissance sont décriés en Europe, l'institution de Washington note même que la France aurait dû s'engager dans une réduction de ses déficits "*plus modérée*" afin de ne pas étouffer l'activité.

Pour le reste, le Fonds continue de s'inquiéter du déficit de compétitivité de la France, lié aux "*obstacles*" qui entravent le marché du travail, et salue la création d'un crédit d'impôt en faveur des entreprises, à condition qu'il s'accompagne "*une modération salariale*".

Le ministre français de l'Economie a réagi sans tarder en estimant que le diagnostic du FMI rejoignait "*en grande partie celui du gouvernement*".

"*Le FMI souligne en effet que la faiblesse de l'activité dans la zone euro et l'aggravation continue du déficit de compétitivité depuis dix ans sont les principaux obstacles à la croissance française*", relève Pierre Moscovici dans un communiqué.

Le gouvernement pourra également se réjouir des quelques bons points que lui adresse le FMI. Le Fonds note ainsi que les inquiétudes sur la stabilité financière du pays ont "*considérablement diminué*" grâce à l'effort d'assainissement du bilan des banques.

Dans un communiqué distinct, le conseil d'administration du FMI, qui représente les 188 Etats-membres, salue même la "*résistance*" de l'économie française par rapport à l'ensemble de la zone euro et note que le pays jouit encore d'un statut "de refuge" auprès des investisseurs. AFP 20.12

La politique d'austérité du gouvernement social-libéral ne fait pas que des mécontents, c'est l'essentiel !

1.2- UE "*Des mesures supplémentaires d'économies ne sont pas indispensables*" en France, a estimé vendredi le Commissaire européen aux affaires économiques et monétaires Olli Rehn, ouvrant la porte à un "*ajustement plus doux*" des comptes publics, dans un entretien au Monde.

"*Une fois que vous avez une stratégie budgétaire crédible à moyen terme, y compris par le biais de réformes, vous pouvez avoir un ajustement plus doux*", a-t-il ajouté.

Malgré l'accalmie de la crise en zone euro, "*la France n'est pas encore sortie des eaux troubles*", poursuit M. Rehn, qui plaide pour une poursuite des réformes. "*Il doit y avoir de nouvelles réformes du marché du travail*" et les réformes des retraites "*doivent être prolongées*", a-t-il souligné. AFP 21.12

## 2- Sidérurgie

ArcelorMittal, premier sidérurgiste mondial, a annoncé vendredi qu'il allait déprécier la survaleur ("*goodwill*") de ses sociétés européennes d'environ 4,3 milliards de dollars (3,3 milliards d'euros) dans ses comptes, les problèmes économiques du continent ayant affecté la demande d'acier.

La sidérurgie européenne, qui produit 6% à 7% de l'acier mondial, est à la fois confrontée à des capacités de production excédentaires et à un fléchissement de la demande.

ArcelorMittal, qui a fermé des hauts fourneaux en France et en Belgique, estime que la demande d'acier a diminué de 8% cette année en Europe et d'environ 29% depuis 2007.

Dans ce contexte, le groupe a décidé de passer une provision pour dépréciation de 87% du "*goodwill*" -qui représente la valeur des actifs intangibles d'une société, tels que les marques, plutôt que des actifs physiques- de ses opérations en Europe.

"C'est une mauvaise nouvelle, mais cela ne devrait pas être une grosse surprise de constater que la valeur comptable de ses activités en Europe était surévaluée", dit un analyste basé à Londres.

Ces dépréciations représentent environ un tiers du "goodwill" total du groupe, affiché dans ses comptes à 12,5 milliards de dollars à la fin de l'an dernier.

La dépréciation sera passée en tant que charge dans ses les comptes du quatrième trimestre de l'entreprise et n'affectera ni l'endettement, ni les bénéfices bruts, précise ArcelorMittal, qui produit plus du double de son plus proche concurrent.

Avant dépréciations, selon des données StarMine, les analystes anticipent un bénéfice net de 529,5 millions de dollars pour ArcelorMittal cette année et un Ebitda de 7,1 milliards.

L'essentiel, ce sont les dividendes qui vont aller dans la poche des riches actionnaires...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 23 décembre

## CAUSERIE

J'ai ajouté une dizaine d'articles, d'autres suivront demain matin.

Bon dimanche et mes meilleurs voeux de fin d'année à tous.

### [Une note personnelle et une mise au point sur le mariage](#)

Ceux que ma personnalité incommode peuvent passer directement à l'article suivant.

Il est un fait incontestable que l'on peut poser comme postulat à notre réflexion sur la société, c'est que nous avons tendance à reproduire le mode pensée et le mode de vie des générations précédentes, de nos parents, du milieu dans lequel on a été élevé ou éduqué, un mimétisme qui va souvent jusqu'à adopter leurs goûts, plus généralement leur culture, et qui lorsqu'ils sont rejetés dans un premier temps, lorsqu'on est encore jeune procède paradoxalement par identification inconsciente pour s'y rallier plus tard. On pourrait fournir une multitude d'exemples qui le prouvent.

J'ai eu la chance quand j'étais jeune d'avoir des copains plus âgés que moi ou qui avaient des frères plus âgés qu'eux, et de constater alors que j'avais entre 20 et 22 ans qu'une fois ayant terminé ou arrêté leurs études pour aller travailler et quitter le foyer familiale, tous avaient adopté le mode de pensée et de vie qu'ils décriaient peu de temps auparavant comme s'ils étaient résolus à ne surtout pas ressembler à leurs parents, pour en fait les imiter à la perfection, avec quelques nuances près certes, mais non déterminantes sur le plan social ou politique.

De contestataires virulents, sans engagement politique toutefois, ils sont devenus des exploités modèles de la République démocratique bourgeoise qu'ils vomissaient la veille. J'ai observé cela non sans sarcasme, c'était pour moi qui m'éveillait tardivement à la vie intellectuelle un sujet de curiosité et de questionnement quotidien, car contrairement à eux, je n'avais pas du tout l'intention de reproduire le mode de vie de mes parents qui était un véritable cauchemar au quotidien, je dois préciser ici que j'appartenais au milieu le plus défavorisé ou pauvre comparativement à celui de tous mes copains.

Je me disais déjà, pourquoi penser quelque chose un jour pour penser exactement le contraire le lendemain, pourquoi critiquer un mode de vie pour l'adopter à la première occasion, à quoi cela rime, comment c'est possible, je ne voulais pas l'accepter, j'avais du mal à y croire mais comme cela se déroulait sous mes yeux j'étais bien obligé de concevoir que c'était possible, rien que cette idée m'effrayait. Comme quoi déjà à cette époque je me posais beaucoup de questions, c'est peut-être ce qui me sauvera du pire.

Ce que je trouvais étrange ce n'était pas trop que mes potes se lèvent le matin pour aller bosser, rentrent chez eux et prennent leurs repas à heures fixes, partent en vacances au mois de juillet ou août, mais qu'ils justifient leur mode de vie en employant les mêmes arguments que leurs parents sans émettre dorénavant la moindre critique sur la société qui leur imposait ce mode de vie routinier et abrutissant.

Une fois rentrés dans le rang, ils devaient en adopter toutes les mimiques jusqu'au mode de pensée pour le justifier. Autant dire



que j'ai fini rapidement par les perdre de vue, non pas que je les aurais fuis, ce sont eux qui du jour au lendemain ont disparu.

Quand à mon tour je quittai le foyer familial, en réalité mes parents m'ont poussé dehors à 20 ans, et que mes copains plus jeunes que ceux dont j'ai parlé plus haut firent de même les uns après les autres, le même scénario se reproduisit, en plus cruel quelque part, car je ne m'attendais pas à ce que du jour au lendemain mes plus proches copains depuis des années qui étaient pour moi comme des frères, me fassent comprendre que dorénavant je n'étais plus spécialement le bienvenu chez eux ou qu'on devrait se voir moins souvent, à l'époque je vivais seul et je ne le vivais pas très bien, pour ne pas dire quand eux le décideraient.

Il suffit alors que je commence à militer pour que nos relations deviennent totalement impossibles. Ce fut en partie de ma faute. Mais je pense après coup que de toutes manières elles auraient suivi le même cours à brève échéance, car même en m'abstenant de parler politique lorsqu'on se voyait, j'avais constaté qu'il y avait quelque chose de cassé entre nous, que nos relations ne seraient plus jamais les mêmes, ce qui à l'époque me remplit de tristesse.

J'étais très naïf et plein d'illusions dans la nature humaine. Autant je n'en avais guère quand je vivais chez mes parents, je la détestais, autant après avoir découvert la philosophie puis le marxisme j'étais plutôt enclin à croire que l'homme était foncièrement bon mais qu'il l'ignorait parfois ou qu'on s'efforçait à le rendre mauvais ou à faire ressortir son mauvais côté, alors qu'en chacun de nous sommeillait de la bonté ou des qualités insoupçonnées, qu'il suffisait de peu pour les faire jaillir au premier plan et qu'il y reste, ce n'était pas faux mais un peu simpliste comme raisonnement, en réalité les choses s'avèrent beaucoup plus compliquées, ce à quoi la société s'emploie avec application continuellement... C'est ainsi que je finis par perdre tous mes potes.

Quand finalement je réussis enfin à me mettre en ménage avec ma future épouse (ex-épouse), nous militions tous les deux dans la même organisation (OCI) et nous portions le même regard critique sur la société. Nous avons certes adopté le même mode de vie que nos parents, mais pas leur mode de pensée. Cependant nous avons des modes de pensée différents du fait que nous n'avons pas vécu les mêmes expériences, c'était inévitable. Cela se traduit rapidement par l'éclosion d'incompréhensions entre nous qui faillirent aller jusqu'à la rupture, pour ensuite s'aplanir ou disparaître comme par enchantement, ce qui arrive quand on est amoureux, on se berce d'illusions sans s'en apercevoir, jusqu'au jour où justement la routine de la vie quotidienne produise ses ravages. A ce moment-là, tout ce qui était enfoui dans l'inconscient de ma compagne ou qu'elle avait refoulé rejaillit violemment à la surface détruisant en quelques instants tout ce que nous avons vécu et construit ensemble pendant de longues années à ma stupéfaction, car évidemment je n'y étais pas du tout préparé, je n'avais jamais imaginé un tel scénario, je m'imaginai finir ma vie à ses côtés, d'ailleurs sur ce plan-là je ne m'en suis jamais remis complètement.

Pourquoi, au-delà des sentiments que j'avais pour elle? Pour les mêmes raisons que je n'ai pas compris le comportement de mes copains avec lesquels j'étais si proche quand j'étais plus jeune, j'étais persuadé que nos relations étaient si fortes et sincères que rien ne pourrait les briser un jour, c'était méconnaître la nature humaine ou la complexité des rapports humains dans une société concourant en permanence à les disloquer, si j'en veux à quelqu'un aujourd'hui, c'est uniquement à cette société que je vomis.

Ces lignes me sont venues à l'esprit après avoir constaté à quel point des militants que je pense honnête et sincère, en réalité j'ai beaucoup de respect pour tous les militants dès lors qu'ils ne se retrouvent pas de l'autre côté de la barricade, pouvaient se laisser influencer par l'idéologie dominante qui a plus d'un tour dans son sac pour la présenter sous un jour avantageux et les berner. Rien que d'y penser j'en suis triste.

Je pourrais leur faire le coup : camarades, vous avez un problème politique à résoudre, et ce ne serait sans doute pas faux. Mais je pense aussi qu'on ne peut pas forcément régler ce genre de problèmes ou tous les problèmes en demeurant exclusivement sur le terrain politique. Pourquoi ? C'est simple à comprendre, tout bonnement parce que nous ne plaçons pas ou nous ne vivons pas chaque expérience de notre vie sur le plan politique, donc tenir un discours uniquement sur ce terrain-là ne peut que conduire à une incompréhension ou l'alimenter jusqu'à rendre toute relation insupportable, impossible. Certes, il n'est pas faux d'affirmer que toute question se rapportant au comportement humain dans la société a une origine politique, mais ce n'est pas la seule ou une autre explication est possible, ce qui ne rend pas pour autant caduque une réponse politique, pour bien faire, il faudrait admettre qu'elles se complètent.

Prenons par exemple la question du mariage. Envisageons-le sur deux plans, individuel et social.

C'est en soi une aberration de vouloir lier par un contrat civil ou religieux deux personnes, peu importe leur sexes ou la durée hypothétique de ce contrat. En principe, si elles décident de vivre ensemble, c'est sur la base d'un engagement réciproque librement consenti, sans qu'aucune contrainte ne les y oblige, en soi cela doit suffire à motiver leur décision. En principe, rien ni personne extérieur à eux ne doit influencer sur leur décision.

Or, en contractant un contrat de mariage civil ou religieux la société s'immisce dans leurs affaires comme un parasite en leur passant une corde autour du cou. Ils sont pour ainsi dire dépossédés de la souveraineté de leur décision ou plutôt de la motivation qui les a conduits à vivre ensemble, qui dans ce cas-là leur est étranger ou ne leur appartient, mais relève de la société qui scelle leur union devant témoins. De quoi se mêle-t-elle avons-nous envie de proclamer.

On a ni besoin d'un représentant de l'Etat ou d'une religion, ni de témoins ou d'une signature sur un registre pour légitimer

nos sentiments réciproques, qui plus est qui nous engage de manière irresponsable pour le restant de nos jours, alors qu'on ne sait même pas de quoi sera fait le lendemain, on nous force la main à commettre une imposture pour mieux nous enchaîner à une société dans laquelle on n'a pas choisi de vivre.

Maintenant on peut concevoir le mariage tel qu'il existe constitua un progrès social autrefois, on se demandera toutefois si c'est toujours le cas aujourd'hui. Hier, il était obligatoire pour la reconnaissance des enfants, l'époque où on traitait les enfants hors mariage de bâtards ou illégitimes est révolue. En France, mais pas dans tous les pays. En Inde, malheur à la pauvre fille qui se retrouverait enceinte alors qu'elle n'est pas encore mariée.

En ce moment il y a une histoire de viol collectif qui remue toute l'Inde, principalement dans le nord car le viol a eu lieu à Delhi. C'est la première fois en 20 ans que j'assiste (à la télé indienne) à des manifestations d'une telle ampleur en Inde, apparemment des centaines de milliers d'Indiens sont descendus dans la rue à Delhi aujourd'hui encore, elle a été réprimée violemment par la police. D'après les images que j'ai pu voir ce soir sur SunTV (en tamoul), elle se poursuivrait dans la soirée, une foule immense a envahi les abords du Parlement.

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, car comme je l'ai écrit récemment, les Indiens n'en peuvent plus, on n'en peut plus des difficultés quotidiennes que l'on rencontre, qui s'accumulent, qui durent des mois, des années sans solution ou amélioration à l'horizon, alors que tous les partis et pas seulement ceux au pouvoir sont corrompus jusqu'à la moelle. Aujourd'hui encore, ici ils ont coupé le courant pendant une bonne partie de la journée.

Pour revenir à notre sujet, les femmes doivent se marier le plus tôt possible et une femme qui n'est pas encore mariée ne doit pas avoir de relations avec un homme avant son mariage. Quant aux hommes, ils sont du coup placés dans la même situation. Toutes les femmes ayant atteint entre 20 et 25 ans sont mariées. Au-delà, il reste les veuves ou les prostituées, les veuves devant souvent se prostituer ou se vendre à un homme de rencontre pour survivre.

Les jeunes hommes ne peuvent avoir des rapports sexuels qu'en cachette, idem pour les jeunes femmes, c'est plus rare apparemment, le risque de tomber enceinte doit les refroidir. Quant aux hommes adultes qui ne sont pas satisfaits avec leurs épouses, qui sont restés célibataires ou qui sont veufs, il leur est quasiment impossible de satisfaire leurs besoins sexuels en dehors des prostituées, les cas d'adultère chez les femmes existent mais ils sont rares à ma connaissance ou alors ils sont occasionnels, sans donner lieu à des relations suivies.

Bref, chacun aura compris que l'épanouissement sexuel des hommes et des femmes n'est pas vraiment la priorité de la société indienne archaïque, c'est un euphémisme. Si on ajoute que dans plus de 90% des cas il s'agit de mariage arrangé ou forcé, la coupe est pleine, on est en présence d'hommes et de femmes insatisfaits, frustrés, profondément malheureux comme je l'écrivais récemment. Parfois il m'arrive de manquer de patience avec les Indiens, je ne m'en cache pas, mais c'est très rare en fait, car j'ai à l'esprit ce qu'ils vivent au quotidien, un véritable cauchemar.

Donc cette histoire de viol ne m'a pas surpris, c'est leur société qui crée les conditions qui favorisent le viol. Tous les rapports sont encadrés, cadencés, il n'existe pour ainsi dire aucune liberté en Inde, sauf si vous faites partie des nantis. Votre vie est programmée de la naissance à votre mort, et la plupart des Indiens n'ont aucun moyen d'y échapper. La classe moyenne n'est pas épargnée, c'est la raison pour laquelle ceux qui en ont les moyens s'expatrient s'ils en ont l'occasion.

Pour conclure, si vous me demandiez ce que je pense de mon propre mariage, je vous répondrai franchement que c'est sans doute l'une des plus grosses erreurs de ma vie. A 57 ans, si je n'ai nullement l'intention de réécrire l'histoire, ce n'est pas pour réécrire la mienne ou tenter de refaire ma vie, cela n'a pas d'importance pour moi. J'ai appris à faire l'impasse sur beaucoup de choses, relater ma propre expérience et les enseignements que j'en ai tirés ainsi que ma contribution politique à notre cause me suffit pour être de bonne humeur ou sublimer toutes mes frustrations comme aurait dit Freud, m'éviter d'être aigri ou trop malheureux, les malheurs et les souffrances des nôtres à travers le monde sont une source de tristesse quotidienne à côté desquels m'épancher sur ma petite personne me paraîtrait déplacé.

### [Deux démarches politiques menant à des objectifs diamétralement opposés.](#)

Le M'PEP a publié le 21 décembre sur son portail un article intitulé *Droit opposable à l'emploi : Un exemple concret pour financer plus de 500 000 salaires.*

Dans cet article, ils font la démonstration qu'il serait très facile de trouver l'argent pour financer ces emplois, secret de polichinelle puisque l'on sait où il se trouve... La quasi-totalité de cet article est consacrée à nous le démontrer.

Par contre, ils sont beaucoup moins prolixes sur les conditions politiques à réunir pour pouvoir appliquer cette politique sociale, qui d'ailleurs pêche par bien des aspects, puisqu'à aucun moment il n'est question de remettre en cause la propriété privée des moyens de production ou d'exproprier (sans leur verser un centime) les capitalistes qui bon gré mal gré se laisseraient ainsi dépouiller d'une partie importante de leurs profits, certes en manifestant leur mécontentement mais sans plus, un leurre ou une supercherie.

En tout et pour tout, ils consacrent à cette question politique déterminante à peine cinq lignes, les voici :

- " *L'affaire est évidemment politique. Car un gouvernement qui oserait s'engager dans une telle démarche serait assailli par tout ce que la France compte de corporatismes, d'égoïsmes, de médiocrité et de petitesse, sans parler des cris d'horreur que ne manqueraient pas de pousser la Commission européenne, la Banque centrale européenne, l'OCDE, la Banque mondiale et le FMI. Un gouvernement qui voudrait mener cette politique aurait besoin d'une très forte volonté et d'un très fort soutien populaire.*"

En fait, nulle part il n'est question de la réaction spontanée et brutale des patrons et de leurs partis politiques comme s'ils n'existaient pas, très fort ! En 1936 en France le gouvernement de Front populaire bénéficia d'un "*très fort soutien populaire*", ce qui ne l'empêcha pas de capituler devant la Bourse, de le trahir, idem dans tous les pays où fut expérimenté le Front populaire, alliance contre nature des partis ouvriers et bourgeois, vous connaissez la suite.

Il suffirait d'avoir un gouvernement qui fasse preuve de bonne "*volonté*" et d'un "*très fort soutien populaire*", pour un peu il suffirait d'y penser très fort et l'affaire serait réglée en somme, sauf que la réalité, les expériences et les enseignements de la lutte des classes du XXe siècle démontrent exactement le contraire : jamais une telle équation n'a fonctionné, pourquoi, parce que l'appareil d'Etat et les institutions continuaient de fonctionner pour le compte des capitalistes qui avaient conservé le pouvoir, de telle sorte qu'il leur était possible de saper l'action du gouvernement, d'organiser la contre offensive à partir de ces bastions qui demeuraient à leur service, d'où la nécessité d'une révolution prolétarienne et socialiste pour liquider l'appareil d'Etat, la totalité des institutions aux ordres des capitalistes.

Comment peut-on imaginer prendre le pouvoir ou même simplement s'attaquer au pouvoir des capitalistes en leur laissant l'argent ou la banque, les médias, la justice, la police, l'armée prête à intervenir pour défendre leurs intérêts ? Charlatanerie ou pure aventurisme. On ne peut pas taxer les dirigeants du M'PEP d'ignorants, car ils connaissent parfaitement l'histoire de la lutte de classes. C'est donc sciemment, leur "*volonté*" de refuser de s'attaquer à l'Etat, donc à l'ordre établi, leur objectif n'est pas d'en finir avec le capitalisme ou les institutions politiques en place, ce mouvement ne sert qu'à détourner les travailleurs et militants du socialisme.

Le M'PEP fait l'impasse sur l'organisation des masses.

Inutile d'ajouter que pour parvenir à cet objectif il en faut beaucoup plus que la "*volonté*" d'un gouvernement ou un "*très fort soutien populaire*", il faut que les masses exploitées se soulèvent par millions, s'organisent avec les partis qui combattent à leur côté et créent de nouvelles institutions dans lesquelles sont exclus les capitalistes ou les partis qui les représentent officiellement, organismes de lutte de classe qui constituent un contre-pouvoir, les piliers d'un nouvel Etat, un Etat ouvrier, qui prendra le relais de l'Etat bourgeois une fois celui-ci détruit de fond en comble. En somme, un nouvel ordre social diamétralement opposé au Nouvel ordre mondial de l'oligarchie financière. Vous saisissez pourquoi je l'évoque dans le portail, parce que les intellectuels qui font référence au Nouvel ordre mondial confondent les deux ; la palme revenant aux traders du portail Liesi qui parle d'un "*Nouvel ordre mondial communiste*" s'agissant de celui du cartel des banquiers.

Le M'PEP fait l'impasse sur le parti révolutionnaire.

Faut-il ajouter que ce n'est certainement pas les partis ouvriers tels qu'ils existent aujourd'hui qui sont tous à des degrés divers corrompus par le capitalisme, qui ouvriront la voie aux masses de la révolution socialiste mettant à bas les fondements du capitalisme et les institutions de la Ve République.

J'ai écrit les partis "*tels qu'ils existent*", car certains peuvent encore évoluer dans le bon sens, on ose l'espérer en dehors de toute alternative possible aux partis existant aujourd'hui, puisque les révolutionnaires organisés dans différentes petites formations ou tendances sont incapables de se rassembler pour construire un nouveau parti communiste.

Qu'il me soit permis ici d'apporter une précision.

Nous suivons de très près l'évolution du POI, qui à notre avis demeure le seul parti ouvrier capable de remplir à terme cette fonction, sachant que le parti qui aura pour tâche de guider les masses et de prendre le pouvoir en leur nom sera forcément différent de ce qu'est le POI aujourd'hui...

D. Gluckstein a terminé son dernier éditorial (IO n°231) en situant le combat du POI dans une perspective politique qui nous convient, puisqu'il y figure la liquidation des institutions de la Ve République, objectif politique que n'ose avancer aucun parti dans leur propagande faut-il préciser.

- "*Autrement dit : comment aider au mouvement pratique de millions et de millions qui, unis avec leurs organisations, se dresseront contre la dictature de la troïka pour imposer le retrait de ses plans, ouvrant ainsi la voie au démantèlement des institutions antidémocratiques de l'Union européenne et de la Ve République ?*"

Il aurait été préférable que la liquidation de la Ve République précède celle de l'Union européenne, puisque c'est vraisemblablement dans cet ordre-là qu'elles disparaîtront, peu importe ici.

Il est vrai également que le POI ne s'attarde pas à expliquer la terminologie ou les formules qu'il emploie, ce qui à mon avis est une grave erreur dans la mesure où cette lacune peut servir de repoussoir à bien des militants ou peut porter inutilement à la confusion et à la polémique. Ce que je veux dire par là, c'est que le POI est amené à faire référence à certains aspects ou facteurs de la lutte de classes pour des raisons qui lui sont propres mais qui échapperont à de nombreux militants. En faits, leur emploi est le produit de sa propre expérience et analyse de la situation, alors que les militants possèdent une autre expérience et procèdent à une analyse différente ou n'aboutissent pas aux mêmes conclusions. On pourrait également reprocher au POI de ne pas expliquer suffisamment sa politique, ce qui revient un peu au même, de commettre aussi des maladresses à répétition que certains interpréteront à la hâte comme des erreurs politiques.

Très souvent il recourt à des formules génériques, par exemple ici lorsqu'il est fait état des "*organisations*", on peut entendre par là les syndicats et les partis qui se réclament du mouvement ouvrier, ce qui incluent leurs dirigeants et leurs militants. Or, parce que les militants les plus conscients rejettent la participation de ces dirigeants à un processus révolutionnaire ils ne réfléchiront pas au-delà et exprimeront leur désaccord avec l'auteur de cette formule qui a pu être employée par économie de langage ou tout simplement, parce que lui faisait implicitement référence aux militants de ces organisations et non à leurs dirigeants dans lesquels il n'a aucune illusion, sans pouvoir le mentionner explicitement, c'est ici uniquement le lecteur qui va lui prêter ces illusions, pourquoi, c'est une autre question. Finalement on ne peut pas concevoir que les masses se dressent par millions sans que les militants des syndicats et des partis dits ouvriers ne prennent pas part à ce soulèvement révolutionnaire. Prenons un autre exemple.

J'ai employé la formule d'un "*soulèvement révolutionnaire*", alors que Gluckstein a employé celle d'un "*mouvement pratique de millions et de millions*", à ce niveau-là il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas admettre que cela signifie la même chose. Moi, je m'adresse uniquement ou principalement à des militants aguerris, qui attendent que j'emploie ce genre de langage, alors que Gluckstein s'adresse à l'ensemble des travailleurs, même si parfois on peut le contester, il n'en demeure pas moins qu'Informations ouvrières fait l'objet d'une diffusion publique et ne sera pas lu exclusivement par des militants, qui plus est par des militants qui sont loin d'être des révolutionnaires ou des combattants pour le socialisme. Il est donc normal que l'on n'emploie pas exactement la même terminologie, pour parfois ou souvent dire la même chose, à vous d'en juger.

Si j'ai pris cet exemple, c'est pour montrer qu'il existait différentes grilles de lecture d'un même texte ou d'une simple formulation selon la place où l'on se situe. Parfois les choses sont plus compliquées, prenons un autre exemple pour étayer cette affirmation, la référence à la troïka.

Elle est contestable car elle occulte le gouvernement, à première vue et à première vue seulement quand on prend la peine de lire la suite "*pour imposer le retrait de ses plans*". Ses plans mis en oeuvre par qui ? Par le gouvernement et les députés à sa botte, donc ici le gouvernement y figure bien mais sous la forme d'un sous-entendu, de la même manière qu'est sous-entendu que "*le retrait de ses plans*" déboucherait sur une crise politique, voir sur une situation révolutionnaire, vous me direz que cela fait beaucoup de sous-entendus qui échapperont à bien des lecteurs qui pourront interpréter cette formulation tout à fait autrement et vous avez raison de soulever cette faiblesse. Maintenant cela peut s'expliquer par le fait que d'une part au POI tous les militants ne sont pas vraiment sur la même longueur d'onde, d'autre part les travailleurs qui liront ce passage non plus.

Mais l'essentiel n'est-il pas ailleurs, notamment dans le fait que partant de la réalité sociale à laquelle sont confrontés les travailleurs, l'auteur en arrive à poser la nécessité de liquider la Ve République, processus dialectique propre à toute révolution socialiste et sans lequel il serait impossible de changer de politique, de s'attaquer aux fondements du capitalisme pour pouvoir satisfaire nos revendications sociales, d'avancer sur la voie du socialisme.

Si certains entendent critiquer ma démarche en affirmant que je viens de faire le boulot des dirigeants du POI, je leur donnerais raison. Cela ne signifie nullement que nos désaccords disparaîtraient par enchantement. Par exemple, je demeure farouchement opposé à toute démarche en direction de l'Élysée ou des différents ministères ou encore des dirigeants du PS et ses satellites. On peut contester la terminologie ou les formulations employées par le POI comme on peut exprimer son désaccord avec sa ligne politique, mais attention à ne pas confondre les deux, c'est juste ce que j'ai voulu signaler aujourd'hui.

Je comprends par ailleurs que les dirigeants du POI aient fini par renoncer à essayer de convaincre des militants sectaires ou dogmatiques qui ne veulent rien entendre. J'ai moi-même de mon côté pris la même décision, et pas plus tard que cette semaine j'ai adressé un courriel à certains d'entre eux en leur signifiant que je ne voulais plus recevoir leur littérature insipide.

Si vous voulez vous livrer à un exercice pratique à la suite de cette lecture, lisez et comparez l'éditorial de Gluckstein et les quatre premiers paragraphes de l'article du M'PEP, il figure dans leur portail.

## ACTUALITE EN TITRES

### De la talonnette aux échasses !

- Sarkozy crève le plafond, nouvelle tuile pour l'UMP - Liberation.fr

### Union pour le Meilleur et le Pire. D'un jour à l'autre.

Hier : scatologie...

- La présidence de l'UMP, ce "*bâton merdeux*" - LePoint.fr

... aujourd'hui : nécrologie !

- Peltier : cherche-t-on à "*asphyxier*" l'UMP ? - AFP

### Voilà qui s'applique à merveille aux médias aux ordres !

- "*Les cons, je ne leur parle pas, ça les instruit*" (Audiard) - LePoint.fr

### Vive la voix de la réaction !

- Ayraut se réjouit que les journaux du groupe Hersant "*continuent à exister*" - AFP

### Pire : en 1792 ou 1917 !

- Alain Afflelou : "*On est en train de revenir en 1789*" - LePoint.fr

... et on pense à votre confort monsieur Afflelou.

- Le Conseil d'Etat ordonne la dératisation des Baumettes - LeMonde.fr

### Encore une chance !

- A Megève, le luxe ne connaît pas la crise - AFP

### Qui va leur fournir les piles ?

- Noël solidaire: «*1.000 radios*» pour «*rompre l'isolement*» des SDF - 20minutes.fr

### Halte au poison !

- Burger King fait son retour en France - Reuters

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### 2013. Gageons que Hollande et son gouvernement feront preuve de "*discipline*".

A la suite des déclarations du FMI, de l'UE et de l'OCDE, la réaction annonce la couleur par la voie de son porte-parole qui donne le "*la*" aux médias, l'agence de presse américaine Reuters.

- 2013 s'annonce comme une année test pour François Hollande et son gouvernement, qui devront prouver leur détermination à réformer le modèle économique français tout en menant un redressement historique des finances publiques dans un environnement de faible croissance et de hausse du chômage.

("Modèle économique" qui doit être la copie conforme du modèle anglo-saxon ultra libéral ou réactionnaire adopté également par l'Allemagne. - ndlr)

Depuis leur retour au pouvoir mi-2012, les socialistes ont voulu démontrer leur sérieux budgétaire au prix d'une forte hausse des prélèvements obligatoires, ce qui a contribué à épargner à la France une attaque sur les marchés financiers.

(Ne pas confondre, les marchés financiers se félicitent que le gouvernement ait procédé à une "forte hausse des prélèvements obligatoires" sur la classe moyenne essentiellement et la classe ouvrière (TVA, taxes diverses, etc), tout en préservant les nantis et les banquiers. -ndlr)

Les attentes se concentrent désormais sur les réformes "structurelles", comme l'amélioration du fonctionnement du marché du travail et la rationalisation en profondeur des dépenses de l'Etat, des collectivités et du système de protection sociale.

(Il s'agit maintenant de s'attaquer à la hache à ce qui reste de nos acquis sociaux, à la Sécu, à nos retraites, aux pans de la réglementation du travail encore favorables aux travailleurs. -ndlr)

L'objectif est de redresser la compétitivité en berne de l'économie française, au moment où nombre de pays voisins se réforment sous la pression des marchés.

(Il s'agit de dégager plus de profit, d'accroître l'exploitation de façon à pouvoir transférer toujours plus de plus-value de l'économie productive ou réelle vers l'économie financière ou spéculative. -ndlr)

"La compétitivité est la clé de voûte, elle concentre toutes les questions, la crédibilité budgétaire est presque passée au deuxième plan", explique une source proche de l'Elysée.

(On aura compris que c'est l'oligarchie financière qui dicte ses conditions à l'Elysée qui les acceptent à défaut de les combattre, s'en fait ouvertement le complice. Ainsi pas besoin d'un Monti ou Draghi au château, un Hollande suffira... pour le moment et s'il se montre suffisamment coopératif, sinon... Vous connaissez la suite. -ndlr)

Le gouvernement ne peut toutefois se permettre de dévier du cap du redressement budgétaire, avec comme horizon le retour à l'équilibre des finances publiques à la fin du quinquennat.

(Ce qu'ils se passent bien de dire, c'est que pendant ce temps-là la dette de l'Etat ne va pas cesser de croître, donc le transfert d'une part grandissante des recettes de l'Etat vers les marchés va continuer de plus belle, forçant le gouvernement à adopter de nouvelles mesures d'austérité et à procéder à de nouvelles coupes budgétaires et ainsi de suite, exactement comme aux Etats-Unis jusqu'au jour où il ne restera plus rien ou le stricte minimum des budgets sociaux de l'Etat réduits à une peau de chagrin. C'est le modèle économique néoconservateur de Milton Friedman appliqué à tous les Etats de l'UE. -ndlr)

En attendant, l'OCDE, le FMI et la plupart des économistes jugent qu'il ne parviendra pas à ramener le déficit à 3% du PIB fin 2013, soit 1,5 point de moins qu'un an plus tôt, car l'objectif repose sur une hypothèse de croissance du PIB, 0,8%, qu'ils jugent trop optimiste.

Mais ils ajoutent qu'un dérapage limité ne sera pas sanctionné par les marchés si le gouvernement ne montre aucun signe de relâchement de sa discipline.

(Au passage ils saluent les mesures antisociales déjà adoptées par le gouvernement en espérant qu'il continuera sur sa lancée. -ndlr)

"Les marchés jugeront sur pièces en fonction des résultats", estime Philippe Gudin de Vallerin, chef économiste Europe de la banque britannique Barclays. Pour lui, le premier obstacle important sera la réforme du marché du travail, un point mentionné de longue date par les organisations comme le FMI ou l'OCDE mais qui prend aujourd'hui un caractère plus pressant. Reuters 22.12

---

## INFOS EN BREF

## POLITIQUE

Egypte

Le vice-président égyptien Mahmoud Mekki a annoncé samedi sa démission, alors que les Egyptiens votaient sur un projet de Constitution controversé en pleine crise politique.

"*J'ai réalisé depuis un moment que la nature du travail politique ne convient pas à ma formation professionnelle de juge*", a-t-il indiqué dans un communiqué obtenu par l'AFP.

M. Mekki a précisé avoir d'abord présenté sa démission le 7 novembre, mais avoir dû la reporter en raison d'évènements majeurs comme les raids israéliens sur Gaza puis la décision du président Mohamed Morsi de s'accorder par décret des pouvoirs exceptionnels.

Ce décret a finalement été retiré mais a provoqué une profonde crise politique en Egypte.

"*J'ai considéré aujourd'hui (samedi) que le moment était convenable pour annoncer ma démission en tant que vice-président de la république*", a dit M. Mekki dans son communiqué.

Avant d'être nommé vice-président en août, M. Mekki était un magistrat respecté qui a joué un rôle crucial en 2005, transformant la grogne des juges contre l'ingérence de l'exécutif dans les affaires de la justice en mouvement contre le régime de Hosni Moubarak.

Le projet de Constitution soumis à référendum ne mentionne pas la fonction de vice-président.

Le frère de M. Mekki, Ahmed, est l'actuel ministre de la Justice.

Né à Alexandrie en 1954, M. Mekki a étudié à l'académie de police et est un ancien officier du ministère de l'Intérieur, qu'il a quitté pour se diriger vers la magistrature. AFP 22.12

Le régime continue de se déliter sous la pression des masses qui rejettent le nouveau dictateur...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 24 décembre

## CAUSERIE

Pas le temps de causer j'ai perdu plus de deux heures en allant chez le vétérinaire ce matin. Bonne fête pour ce soir, religieuse, laïque ou païenne, on s'en tape : prolétaires du monde entier unissez-vous, l'année 2013 s'annonce comme un grand cru, exceptionnel pour la lutte de classe et le socialisme. On vaincra !

[Un courriel reçu. Louis Renault ne doit pas être réhabilité.](#)

## UNE EXPOSITION QUI INTERESSE TOUTES Les GENERATIONS

Une exposition est disponible pour faire connaître la vérité sur la collaboration de Louis RENAULT avec le régime de Pétain et l'occupant nazi. Cette semaine Canal plus et FR3 ont projeté chacune une émission très complaisante – en particulier FR3 chaîne du service public – avec le passé de Louis Renault, notamment sa collusion avec la police de Pétain et la gestapo est passée sous silence. Comment taire qu'à BILLANCOURT des travailleurs résistants furent livrés à l'occupant puis fusillés ou déportés. La tentative de réhabilitation de Louis Renault engagée par ses héritiers doit être mise en échec

L'exposition Louis RENAULT et la collaboration a été réalisée par l'institut d'Histoire Sociale du Val de Marne.

L'association Esprit de Résistance. Avec la participation de l'institut d'Histoire Sociale CGT de la Métallurgie, le Musée de la Résistance Nationale de Champigny, L'association culture et entreprise, L'union départementale CGT du 94, Le Conseil Général du Val de Marne.

IHS 94 Tel : 0141949415 Mail : j.aubert@numericable.com

Esprit de Résistance Tel : 0142014590 Mail : marc.lacroix@aimel.com Adresse 47 avenue Mathurin Moreau 75019 Paris

## ACTUALITE EN TITRES

[En famille. Vive la dictature de l'UE !](#)

- Delors : "*Les Européens ont le choix entre la survie et le déclin*" - [LePoint.fr](#)

Il réclame un nouveau traité européen qui permettrait de mettre en place une Europe fédérale sur le modèle américain...

- Pour Giscard, "*les Français ne peuvent pas se gouverner*" - [L'Express.fr](#)

Même son de cloche que Delors.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[36ème congrès du PCF : Trou noir. Etoile naine. Aucun !](#)

36ème congrès : Quel avenir pour le PCF ? ([www.lepcf.fr](#))

Les résultats nationaux et départementaux du vote des communistes pour le choix de la base commune sont maintenant connus et nous pouvons en faire une première analyse :

Avec 63.033 inscrits le parti perd 5.043 cotisants depuis le vote de 2011 pour le candidat aux présidentielles, 14.067 cotisants depuis le 34ème congrès et 36.184 depuis le 33ème.

Avec 34.170 votants, ce vote a mobilisé 13.969 communistes de moins que le vote de 2011 pour le candidat aux présidentielles, 5.298 communistes de moins qu'au 34ème congrès et 10.648 de moins qu'au 33ème congrès.

Au final, au regard des 130.000 communistes annoncés, la participation atteint 26,82%. Presque 3 communistes sur 4 n'ont donc pas participé à ce vote.

Ces premiers chiffres, cotisants et participants, indiquent que l'affaiblissement des forces organisées du PCF se poursuit.

Il faut certes tenir compte que les textes ont été envoyés 10 jours à peine avant le vote dans un document de 75 pages, mêlant contributions et textes alternatifs. Beaucoup de communistes n'ont pas eu le temps de lire ces documents. Beaucoup ne les ont pas encore reçus.

La direction nationale et une grande partie des directions départementales ont contribué à dévaloriser la démarche de choix de base commune, stigmatisant les textes alternatifs, multipliant les démarches administratives sur la légitimité de leurs signataires, refusant d'ouvrir le débat sur le contenu.

Tout cela a favorisé la non participation et le vote pour le texte du Conseil national qui avait été rendu public dès la mi-octobre et bénéficiait du statut officiel.

Cet affaiblissement des forces organisées du PCF est le principal enseignement des résultats. Il traduit que des communistes continuent de manière significative de quitter le PCF ou de s'en mettre à la marge et il révèle la fragilité et le caractère conjoncturel du renforcement médiatique engendré par la présidentielle.

Le texte proposé par le Conseil national du PCF, « *Il est grand temps de rallumer les étoiles - Humanifeste du Parti communiste à l'aube du siècle qui vient* », a été adopté avec 73,15% des suffrages exprimés soit 24.597 voix, 2.622 voix de plus qu'au 34ème congrès qui suivait le désastre des 1,9% des présidentielles, mais perdant 2.801 voix sur le 33ème et 6.830 sur le 32ème.

Ce résultat conforte évidemment la direction dans la poursuite de sa stratégie. Mais ce vote est en même temps l'expression d'orientations et de préoccupations diverses, voire contradictoires. De nombreux communistes ont voté sans enthousiasme, considérant qu'il faudrait modifier largement ce texte et que des éléments des textes alternatifs devaient être pris en compte.



Les 3 textes alternatifs ont ensemble obtenu plus d'un quart des voix avec 26,85% et 9.026 voix (moins 5.288 sur le 34ème congrès, moins 2.258 sur le 33ème, retrouvant le niveau du 32ème congrès en 2003).

Le texte alternatif n°1 a obtenu 11,08% (dans une configuration politique comparable, le texte "*Fiers d'être communiste*" avait obtenu 13,5% en 2006) ;

Le texte alternatif n° 2, « *Combattre l'austérité, en finir avec le capitalisme* », a obtenu 9,95% (ce courant La Riposte avait obtenu 14,9% en 2008) ;

Le texte alternatif n° 3, « *Un parti résolument communiste dans l'affrontement de classe, ni abandon, ni effacement* », a obtenu 5,82% (dans une configuration politique comparable, le texte "*Remettre le PCF sur les rails de la lutte des classes*" avait obtenu 8,22% en 2006).

Certes, ce résultat est en recul par rapport au 34ème congrès. Cela n'a rien d'étonnant. La direction du parti a surfé sur le résultat rassurant de Mélenchon à la présidentielle et sur la confiance de nombre de communistes soulagés que le PCF n'ait pas été absorbé dans l'opération Front de Gauche, sans compter le manque de temps et de débat qui a caractérisé cette première phase du congrès.

La nouvelle carte PCF, où le logo de la gauche européenne se substitue à la faucille et au marteau sans que les communistes aient été consultés sur ce point, montre pourtant que l'autonomie du PCF reste un combat à mener. On comprend que la référence aux étoiles dans le texte de la direction n'était pas littéraire mais bien politique, un choix politique pro-européen fondamental pour la direction du parti.

Le résultat obtenu par les trois textes dans des conditions difficiles, témoigne que de nombreux communistes ne se satisferont pas de « *Rallumer les étoiles* » et pèseront au congrès pour faire bouger les lignes. lepcf.fr 21.12

Une participation de 26,82%, la direction obtient 19,61%, elle n'a donc aucune légitimité, cela confirme que le PCF n'est plus qu'un cadavre qui sert de serpillère à Mélenchon et à Hollande, il en faut bien pour nettoyer les écuries d'Augias de la Ve République...

Que les militants du PCF qui veulent rester fidèles au communisme quittent ce parti et rejoignent d'autres formations ou courants qui se réclament du communisme...

A lire, l'article que j'y avais consacré : *Il faut construire un nouveau parti communiste*. (12.12)

[Economie. Il n'y aura pas de miracle pour sauver le capitalisme. Décryptage.](#)

Interrogé par Le Monde, Xavier Timbeau, directeur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) - 21.12

Que prévoyez-vous pour la France en 2013 ?

Xavier Timbeau : Nous prévoyons une croissance nulle en 2013 et un déficit public de 3,4 % du PIB. En effet, contrairement à ce que l'on aurait pu penser et à ce que disaient les gouvernements européens et la Commission, le retour de la confiance dans la zone euro n'a pas ramené la croissance. L'excès d'austérité a un effet récessif direct, presque mécanique, qui sape la confiance. L'an prochain, l'effort de redressement des finances publiques va représenter 1 point de PIB en Belgique, 1,2 aux Pays-Bas, 1,8 en France, 2,1 points en Italie, 2,4 en Espagne et 4 en Grèce. Dans de telles conditions, le pari du gouvernement français d'une croissance de 0,8 % est intenable. Il a d'ailleurs commencé à l'admettre.

Sur un horizon un peu plus long que 2013, le scénario d'une légère récession ou d'une stagnation est le meilleur que nous puissions attendre. Le pire serait que l'absence de croissance fasse renaître des inquiétudes majeures dans la zone euro.

(Voilà un discours qui tombe à plat, car quel est le rapport entre "*le retour de la confiance dans la zone euro*" et ce qu'il appelle "*la croissance*" ? Il n'y en a aucun en réalité !

Soit les entreprises françaises ou installées sur le territoire français sont plus compétitives sur le marché national ou international que les entreprises d'autres pays pour emporter des parts de marché ou remplir leurs carnets de commandes et dans ce cas-là la "*croissance*" économique sera au rendez-vous, soit elles ne le sont pas et la situation demeurera telle qu'elle est.

A moins que dans d'autres pays sous l'effet de la lutte de classe et de politiques moins favorables aux capitalistes la compétitivité de leurs entreprises régresse ce qui laisserait une opportunité aux entreprises françaises de s'imposer.

Il faut ajouter que sous l'effet des politiques d'austérité mise en place par les différents gouvernements dans de nombreux pays, la population connaîtra une baisse du pouvoir d'achat qui contribuera à freiner la consommation, donc mécaniquement la demande diminuant, la production devrait ralentir également. - ndlr)

Comment peut-on recréer de la croissance ?

Le Fonds monétaire international, de nombreux économistes américains, britanniques et européens sont convaincus des méfaits de l'excès d'austérité. Cela ne veut pas dire que le redressement des finances publiques n'est pas nécessaire, mais qu'il faut le faire avec un minimum d'austérité de façon à permettre une sortie de crise.

(Il ne peut pas avouer qu'il est impossible à des gouvernements subordonnés à l'oligarchie financière dont le FMI exprime les besoins, de procéder au "*redressement des finances publiques*" sans recourir à l'austérité, les deux étant d'ailleurs directement dans un rapport de cause à effet. Et puisque le gouvernement français ne s'attaquera pas aux nantis dès lors qu'il en est le représentant, c'est bien au pouvoir d'achat, au niveau de vie des travailleurs qu'il devra s'attaquer pour qu'une masse de capitaux toujours plus importante passe de l'économie productive à l'économie financière, autrement dit qu'elle atterrisse dans les poches des banquiers, dans ces conditions on ne voit pas comment ce mécanisme qui tient du pillage des richesses produites pourrait favoriser la croissance.

Il faut ajouter que la croissance n'étant pas au rendez-vous, le chômage de masse continuant de croître, les salaires, la consommation et les recettes de l'Etat n'augmentant pas, stagnant ou diminuant en euro constant, la dette de l'Etat va encore augmenter, donc toute "*sortie de crise*" est inconcevable puisqu'en réalité ils ne font que l'alimenter pour faire durer le plaisir, ils s'en servent comme levier et chantage auprès des travailleurs pour baisser le coût du travail, accroître l'exploitation et liquider des pans entiers de la législation du travail encore trop favorables aux travailleurs, l'objectif en cours de "*négociation*" entre le patronat et les dirigeants syndicaux vendus.

Toute "*sortie de crise*" comme ils disent, ne peut se concevoir selon eux et sans qu'ils l'avouent ouvertement évidemment, qu'une fois les travailleurs ayant accepté les mêmes remèdes de cheval que ceux supportés par les travailleurs grecs, leurs salaires et retraites amputés 20 à 25%, leurs avantages sociaux liquidés, la privatisation de tout ce qui peut l'être encore, la Sécu et les organismes de retraite, ce qui est en train de se produire en ce moment en Espagne. -ndlr)

La Commission européenne peut-elle l'accepter ?

La Commission exprime un doute qu'il nous faut bien entendre : elle ne croit pas à la capacité des pays de la zone euro à prendre un engagement à moyen terme en matière de finances publiques, en l'absence d'un gouvernement unique ou fédéral. Elle pense que le pilotage par les règles ne fonctionne pas. L'une des questions posées aux Européens est de savoir comment ils peuvent se redonner des gages de bonne conduite budgétaire qui leur permettraient de prendre davantage de temps, dix ou vingt ans, pour résoudre leurs problèmes structurels.

(Leur objectif affiché à terme est bien de liquider la totalité des services publics à l'exception du minimum requis pour satisfaire à un niveau misérable les besoins des couches les plus défavorisées ou pauvres de la société, comme aux Etats-Unis qui leur servent de modèle. Bien entendu il y a loin de la coupe aux lèvres, et ils doivent affronter la résistance des travailleurs des services publics concernés.

Vous aurez remarqué que leur détermination est totale pour atteindre leurs objectifs et qu'ils sont prêts à y passer plusieurs décennies s'il le faut.

Du coup, au regard des obstacles rencontrés, pour accélérer le mouvement la Commission européenne serait tentée de passer en force en avançant à marche forcée vers l'établissement d'un gouvernement fédéral qui signerait l'arrêt de mort de la souveraineté des Etats ou ce qu'il en reste, sauf que c'est à l'heure actuelle et demain davantage encore inenvisageable sans déboucher sur de graves crises politiques dans plusieurs pays de l'UE qui sont déjà au bord de l'explosion sociale et déstabilisés sur le plan politique, que ce soit en Grèce, en Espagne, en Italie, en France ou au Portugal, ce dont ils ont évidemment parfaitement conscience.

Le capitalisme a mangé son pain blanc jusqu'à la dernière miette en se goinfrant jusqu'à la gueule, en recourant à des artifices comptables ou financiers frauduleux et spéculatifs il a déjà dévoré celui qui n'a pas encore été produit, pire, il en est à bouffer les semences qui l'empêcheront de replanter et de produire quoi que ce soit, il a dépassé le stade de la mort clinique et ne survit plus qu'artificiellement par la guerre et la dictature. Pendant combien de temps encore ? Nul ne le sait... - ndlr)

N'est-ce pas illusoire de penser que les pays européens peuvent accepter une telle perspective ?

On peut faire observer que les règles ont certes été transgressées mais qu'elles ont marqué de leur empreinte les politiques économiques. La situation budgétaire de la zone euro (- 3 % de PIB de déficit public en moyenne) est bien meilleure

que celle des Etats-Unis (– 8 % de PIB). Elle est dans les clous du Pacte de stabilité.

(L'adage faites ce que je dis mais pas ce que je fais imposé par le cartel des banquiers de la Fed relayé par le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE notamment, a fonctionné à merveille : tous les gouvernements catalogués de droite ou de gauche l'ont appliqué à la lettre, et s'ils ont été amenés à le transgresser, c'est parce que manifestement ils ne pouvaient pas faire autrement sur le plan politique. -ndlr)

Les Allemands veulent renforcer les règles et les inscrire dans les lois fondamentales ou organiques. L'autre façon de faire est de franchir un pas de plus dans l'abandon de souveraineté en acceptant qu'un pays dont les finances publiques dérapent puisse être placé sous le contrôle de ses pairs. En échange de cette perte de souveraineté, qui est un gage donné aux autres pays, les Etats européens bénéficient d'un nouveau droit et d'un nouvel instrument : la mutualisation des dettes publiques par la Banque centrale européenne (BCE).

(Qu'on se le dise, quoi qu'il puisse se produire, pour ce porte-parole de l'oligarchie financière il n'existe pas d'autre voie que la soumission des masses exploitées au talon de fer, à la dictature implacable des banquiers, ce sera ainsi et pas autrement, cette fuite en avant est porteuse de tous les dangers pour l'humanité entière. Et l'on sait de quoi ils sont capables.

Cela aurait l'avantage de favoriser la xénophobie chère aux partis nationalistes ou d'extrême droite qui trouveraient là un bouc émissaire tout trouvé à la misère sociale des masses, qui se présenteraient comme les champions de la défense de la souveraineté des Etats et des opprimés, ainsi les conditions politiques seraient réunies pour établir une dictature dans un ou plusieurs pays de l'UE prélude à un déferlement de haine entre les peuples et à une confrontation générale, une manière comme une autre de trouver une "*sortie de crise*". Ce n'est qu'une hypothèse, mais souvenons-nous qu'au XXe siècle elle a été validée à deux reprises. -ndlr)

Fait-on profiter l'Espagne de ce nouveau droit tout en exigeant d'elle une hyperaustérité, comme celle qu'imposait le FMI dans les années 1990, ou négocie-t-on avec elle un plan d'ajustement sur vingt ans qui lui laisse le temps de faire des réformes ? Telle est la question qui se pose aux pays de la zone euro. A vouloir obtenir des résultats tout de suite, on va droit dans le mur.

(Dans leur langage, cela signifie qu'en tout état de cause ils doivent contrôler la situation et décider du moment et des conditions qui doivent leur permettre d'arriver à leurs fins, et que détenant le pouvoir, il est normal que le choix des armes pour affronter leur ennemi leur revienne. - ndlr)

Que permettrait l'étalement dans le temps de la consolidation budgétaire ?

Le simple fait de réduire le déficit public de seulement 0,5 point en 2013 permettrait de faire redémarrer la croissance dans la zone euro, d'y faire baisser le chômage et d'y impulser une dynamique complètement différente. Ce plan-là n'a rien de révolutionnaire : c'est l'effort que les traités européens demandent déjà aux pays en situation de déficit excessif.

(Il termine comme il a commencé par une contre-vérité, car ce qu'il appelle croissance en régime capitaliste ce n'est ni l'augmentation de la production des richesses, ni la capacité du marché à absorber les marchandises produites, c'est à l'issue du procès de production (qui engobe la circulation) la faculté pour les capitalistes d'établir un ratio entre le capital total mis en oeuvre et la plus-value dégagée qui permette au taux de profit de demeurer stable ou d'augmenter.

Or il a tendance à diminuer du fait que le capital constant (les matières premières, l'outillage et le capital fixe, installations, bâtiments, etc) mis oeuvre augmente tandis que le capital variable (force de travail) diminue, pour le maintenir au même niveau ou l'augmenter, il leur faut soit augmenter la productivité, soit accélérer la dépréciation du capital constant ou le détruire.

En quoi la stagnation, la diminution ou l'augmentation du nombre de fonctionnaires créerait-il des richesses supplémentaires ? En rien puisqu'ils n'en produisent pas à proprement parler.

En quoi le versement par l'Etat de 40 milliards d'euros supplémentaires aux entreprises au lieu de 20 se traduirait-il par de la croissance économique ? En rien, car il faut la calculer en prenant en compte non pas un ou quelques secteurs déterminés mais l'ensemble de l'économie. Mieux encore, la croissance économique ne dépend pas de la zone euro puisque dorénavant toutes les économies sont soumises aux lois du marché mondial.

Et les pays de l'UE en se calant sur les économies les plus compétitives au monde, là où le niveau de vie ou les salaires sont les plus bas, concourent d'un côté à réduire la part du capital variable mis en oeuvre dans la production donc à tirer vers le bas le taux de profit, de l'autre à le tirer vers le haut en augmentant la productivité, ces deux tendances tendant à se neutraliser, tandis que la plus-value et la masse des profits tend au contraire à augmenter, d'où l'accumulation de capital qui peut faire illusion.

On aurait peut-être pu dire plus simplement en vulgarisant, que plus les moyens de production mis en oeuvre sont importants (qualitativement), plus la productivité augmentera, plus la part de la force de travail entrant dans la production

d'une marchandise sera faible, plus le taux de profit à en attendre diminuera, alors que les prix auront tendance à baisser et le taux d'exploitation à augmenter.

Pour tenter de contrarier ou ralentir (temporairement) ce processus et augmenter le taux de profit, les capitalistes doivent augmenter la productivité, le taux d'exploitation des travailleurs, allonger la journée et la durée du travail, et déprécier ou détruire des masses toujours plus importantes de capital constant, produire des biens de consommation à durée de vie restreinte, fermer des usines construites depuis peu, mettre à la casse des machines qui pourraient encore servir de longues années, etc. ou recourir à un moyen plus radical : la guerre. -ndlr)

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- Italie

Le chef du gouvernement italien Mario Monti s'est dit prêt dimanche à diriger de nouveau l'Italie après les élections de février mais sur la base d'un programme et à la tête d'un vaste mouvement politique réformateur, ouvert à la société civile.

*"Aux forces qui manifesteront une adhésion convaincue et crédible au programme Monti, je suis prêt à donner mon opinion, mes encouragements, et, si on me le demande, à les diriger"*, a annoncé M. Monti, devant la presse, mettant fin à un suspense qui durait depuis plus d'une semaine.

Tout en multipliant prudemment les "s" et "mais", l'ex-commissaire européen s'est dit *"prêt à assumer un jour, si les circonstances le veulent, les responsabilités qui me seraient confiées par le Parlement"*.

Il a présenté un *"Agenda Monti"* sous l'intitulé *"Changer l'Italie et réformer l'Europe"*, qui prévoit un ancrage fort en Europe, des libéralisations, des mesures pour l'emploi et pour réformer la justice.

Dans un entretien avec la chaîne publique de télévision Rai Tre, le chef du gouvernement démissionnaire n'a pas exclu que les forces politiques qui le soutiendront puissent *"indiquer son nom sur leur liste en tant que candidat Premier ministre"*, au scrutin des 24 et 25 février.

Conscient du caractère *"inhabituel"* de sa stratégie, M. Monti a affirmé vouloir dépasser les clivages et a appelé tous les *"réformateurs"* à adopter son programme, même si cela devait conduire à *"désassembler"* les formations traditionnelles de droite et de gauche. Il a cité nommément plusieurs personnalités du Parti démocrate (PD) et du PDL de Silvio Berlusconi qui pourraient le rejoindre.

Son projet s'adresse à la nébuleuse du *"nouveau centre"*, qui regroupe les ex-démocrates chrétiens et les laïcs proches du patron de Ferrari, fervents partisans depuis des semaines d'une *"descente"* dans l'arène du *"Professeur"*, mais aussi à *"toute la société civile"*.

*"Toute hypothèse de collaboration avec Monti est terminée"*, a rétorqué le secrétaire du PDL, Angelino Alfano, avant de confirmer que s'il remporte le scrutin, le PDL proposera de supprimer l'IMU.

M. Berlusconi dans une énième intervention télévisée dimanche a très directement attaqué M. Monti : *"j'ai fait un cauchemar la nuit dernière, Monti était revenu au gouvernement"*, a-t-il dit, ajoutant que *"tout est allé vers le précipice, l'opération Monti arrive d'Allemagne"*.

La possibilité d'une alliance paraît plus envisageable avec la gauche qui sera emmenée aux législatives par Pier Luigi Bersani, le chef du Parti démocrate, actuellement favori pour le poste de Premier ministre avec 30 à 35% des intentions de vote.

Alors que les sondages donnent un centre fédéré par Monti à seulement 15%, il pourrait être un Premier ministre de recours pour une *"grande coalition"* entre gauche et centre, si aucune majorité claire ne se dégageait au parlement. AFP 23.12

#### 2- Egypte

La Constitution défendue par les islamistes au pouvoir en Egypte a été approuvée par environ deux tiers des votants, ont rapporté dimanche les médias officiels, des résultats contestés par l'opposition qui a dénoncé des fraudes et annoncé qu'elle ferait appel.

Le "oui" a remporté près de 64% des voix selon des chiffres officiels et d'après les islamistes, le taux de participation a été d'environ 32%.

Les résultats officiels étaient attendus lundi mais un membre de la commission électorale, Mohamed el-Tanboly, a dit à l'AFP qu'*"aucune date officielle n'a encore été fixée"*.

Le Front du salut national (FSN), principale coalition de l'opposition rassemblant des mouvements de gauche, laïques et libéraux, a annoncé lors d'une conférence de presse qu'il contestait ces résultats, dus d'après lui *"à la fraude, aux violations et aux irrégularités"*.

Signe des fortes tensions régnant dans le pays, le président du Club des juges d'Egypte, Ahmed Zind, a été la cible dans la soirée de jets de pierres de la part d'un groupe de personnes qui l'attendaient à sa sortie d'une réunion au Caire, selon une source judiciaire. Il y avait dénoncé une *"atteinte au pouvoir judiciaire"* de la part d'une *"partie qui pense être le roi d'Egypte"*, en allusion au président Morsi, d'après la même source.

Pour M. Sabbahi, les résultats *"ne confirment qu'une chose: qu'il n'y a pas de consensus sur cette Constitution"*. Le texte ouvre la voie *"à une série de lois qui vont balayer les libertés publiques"*, a-t-il martelé.

Le référendum *"n'est pas la fin du chemin mais seulement une bataille dans cette longue lutte autour de l'avenir de l'Egypte"*, a aussi dit le Front dans un communiqué. La coalition a d'ailleurs indiqué qu'elle comptait rester en place, alors que des élections législatives sont prévues dans les deux mois suivant l'adoption de la Constitution.

*"Nous maintiendrons le plus haut degré d'union et de cohésion. Nous sommes prêts à participer à toutes les batailles démocratiques"*, a dit M. Sabbahi.

Le Parti de la Liberté et de la Justice (PLJ) de M. Morsi, la branche politique des Frères musulmans, s'est pour sa part félicité des résultats.

*"Le peuple égyptien continue sa marche vers la finalisation de la construction d'un Etat démocratique moderne, après avoir tourné la page de l'oppression"*, a-t-il dit dans un communiqué.

*"Nous tendons la main à tous les partis politiques et toutes les forces nationales pour dessiner ensemble les contours de la période à venir et j'espère que nous allons tous commencer une page nouvelle"*, a affirmé sur son compte Twitter le président du PLJ, Saad el-Katatni.

Pour l'opposition, la Constitution, rédigée par une commission dominée par les islamistes, n'est pas représentative du peuple égyptien et porte atteinte à certaines libertés fondamentales.

Le camp du président assure en revanche qu'elle est nécessaire à la stabilisation du pays après la révolte qui a renversé l'autocrate Hosni Moubarak début 2011. AFP 23.12

### 3- Tunisie

Les responsables du principal parti d'opposition tunisien ont été attaqués et assiégés samedi par des centaines de manifestants soutenant les islamistes au pouvoir qui ont envahi l'hôtel de Djerba (sud) où devait se dérouler une réunion de la formation. Les manifestants brandissant des banderoles hostiles au parti Nidaa Tounès s'étaient d'abord rassemblés devant un hôtel de Midoune, sur l'île de Djerba, puis ils ont franchi le cordon policier, pénétrant dans l'hôtel et envahissant les lieux, selon un journaliste de l'AFP.

La salle où se tenait la réunion a été aussi envahie par les manifestants. La réunion devait marquer la fin d'un deuil de 40 jours, à la suite de la mort de Lotfi Nagedh, coordinateur de ce parti à Tataouine (Sud) battu à mort en octobre par des manifestants soutenant les islamistes du parti Ennahda, qui dirige le gouvernement.

Plus tôt samedi, les opposants avaient été visés par des jets de pierres et certaines vitres de l'hôtel ont été partiellement brisées. Les cadres et les militants d'opposition ainsi que des journalistes ont été bloqués dans l'hôtel en milieu d'après-midi, encerclé par les manifestants qui scandaient *«Dehors pourritures»*.

La police est restée en retrait. En début de soirée, un semblant de calme était revenu. Le chef du parti, l'ex-Premier ministre Beji Caïd Essebsi, à l'antenne des radios Mosaique et Shems, a accusé la Ligue de protection de la révolution d'être derrière ces événements.

Cette organisation, sorte de milice pro-Ennahda aux méthodes brutales, est à l'origine de plusieurs coups d'éclats. L'opposition et une partie de la société civile réclament la dissolution de cette Ligue, ce à quoi le gouvernement se refuse. 20minutes.fr2 3.12

#### 4- Inde

4.1-Les Indiens manifestent depuis plusieurs jours à travers le pays, après le viol d'une étudiante dans un bus.

La police de New Delhi a indiqué lundi qu'une centaine de personnes, dont 60 policiers, ont été blessées dimanche dans les manifestations, pourtant interdites dans le centre de la capitale. Lundi, toutes les rues menant à des bâtiments officiels du gouvernement ont été barrées. «*Personne ne sera autorisé à marcher vers le parlement ou le palais présidentiel*», a déclaré Rajan Bhagat, porte-parole de la police de Delhi. «*Nous savons que les routes barrées vont poser des difficultés aux gens mais nous devons stopper les manifestations de colère*», a-t-il ajouté. 20minutes.fr 23.12

4.2-Un journaliste de télévision a été tué par balle dimanche, après que la police a ouvert le feu sur des manifestants venus soutenir une actrice victime de violences sexuelles, dans le nord-est de l'Inde. Le journaliste de 36 ans travaillait pour la chaîne Doordarshan et a été tué à Imphal, capitale de l'État du Manipur, a indiqué un porte-parole de la police.

Cette mort survient alors que la capitale du pays est le théâtre depuis plusieurs jours de manifestations à la suite du viol collectif d'une jeune étudiante. LePoint.fr 23.12

La plus "grande démocratie" du monde qui tire à balles réelles sur la foule, pas mal, pas mal... De mon côté depuis hier je suis dans l'illégalité, sans visa. Je suis allé au bureau d'immigration, on m'a répondu que ce n'était pas un problème et que je devais attendre qu'il me fasse signe...

---

## SOCIAL

### France

Le délégué interministériel à la Sécurité routière Frédéric Péchenard affirme que l'hypothèse d'une interdiction de l'alcool au volant sera "discutée" au sein du Conseil national de la sécurité routière (CNSR), dans un entretien accordé dimanche au Journal du Dimanche.

Interrogé sur l'instauration du "zéro gramme d'alcool dans le sang au volant", il répond: "Ce sera discuté au sein du Conseil national de sécurité routière, qui est un peu le parlement de la sécurité routière, notamment pour les 18-24 ans".

Par ailleurs, Frédéric Péchenard a annoncé l'installation de 200 radars en 2013 ce qui portera le total à 4 200 radars (fixes, feux rouges, mobiles). "Mon objectif n'est pas qu'il y ait toujours plus de contraventions, c'est au contraire qu'il y en ait moins, que les Français conduisent mieux mais aussi les étrangers", insiste-t-il. "En novembre 2013, nous devrions être capable d'envoyer des contraventions à tous les Européens, à l'exception des Britanniques, des Irlandais et des Danois", ajoute M. Péchenard. Lemonde.fr 23.12

Toujours plus liberticide leur société pourrie...

[Haut de page ↗](#)

---

Le 25 décembre

## CAUSERIE

J'ai mis en ligne l'article suivant de l'AFP : 2012 - *Etranglés par le chômage, des millions d'Européens basculent dans la pauvreté*

### Défense du marxisme

Bien entendu, on n'y recherchera pas une explication aux conditions qui ont permis qu'une telle régression sociale soit possible, on ne le demandera aux agences de presse ou aux médias qui sont aux ordres du régime en place, par contre on est en droit de demander aux dirigeants des partis ouvriers pourquoi ils gardent le silence sur cette question déterminante pour comprendre

la situation et saisir éventuellement qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme favorable aux masses exploitées.

Pourquoi, comment cela a-t-il pu être possible, réduire les salaires, les bourses destinées aux étudiants, les prestations sociales, le traitement des fonctionnaires ou les retraites de 20 à 50% ? Absolument tous les partis ou groupes qui se réclament de l'avant-garde de la classe ouvrière nous sortent le même discours depuis des années, des décennies, parfois depuis plus d'un demi-siècle, qui consiste uniquement à décrire les conditions politiques qui sont à l'origine de cette situation, mais jamais, je dis bien absolument jamais ils ne s'attarderont sur l'état d'esprit, le niveau de conscience, de compréhension de la société des travailleurs, sur la méthode à employer qui favoriserait leur progression.

Pourquoi ? Parce qu'eux ils ont une conscience politique, donc ils n'abordent les questions auxquelles sont confrontés les travailleurs que sur le plan politique. Ils considèrent que puisque c'est sur ce terrain-là que leurs questions seront réglées, il est inutile d'aborder les travailleurs sur un autre plan. Ils sont incapables, ne veulent pas ou ne pensent pas nécessaire de défendre la méthode du marxisme, le matérialisme dialectique, de le mettre à la portée des travailleurs.

Mais voilà, le problème est que les travailleurs ne sont pas des militants, et ils n'abordent pas (forcément) la situation sur le plan politique, et lorsque cela leur arrive c'est de manière déformée, s'y mêlent des éléments qu'il est impossible de traiter sur le plan exclusivement politique, par exemple si l'on doit leur expliquer qu'il existe un rapport dialectique entre tel et tel facteur. Dit autrement, les militants sont plus ou moins habitués à manier le matérialisme dialectique, et ils estiment (inconsciemment) qu'il est superflu que les travailleurs en soient capables également, or leur ignorance repose en grande partie sur cette lacune. Puisque le marxisme a été diabolisé au même titre que le socialisme et le communisme, on fait l'impasse sur le matérialisme dialectique et historique, alors que les travailleurs ignorent totalement que le marxisme et le matérialisme dialectique sont identiques.

Pour continuer avec l'exemple que nous avons pris, il se trouve que c'est la compréhension de ce rapport qui permet ensuite de comprendre le comportement d'un dirigeant, d'un parti politique, la nature d'une institution, etc. Vous pouvez toujours leur expliquer pourquoi tel dirigeant ou parti agit de la sorte, s'ils ne comprennent quel processus, mécanisme ou rapport a été mis en oeuvre à travers leur comportement d'un jour, dès le lendemain le même dirigeant ou parti pourra récidiver et ils seront prêts de nouveau à leur faire confiance ou à s'illusionner sur leurs intentions et ainsi de suite, à ce rythme-là dans un siècle on y sera encore !

Vous prenez une mesure qu'a pris le gouvernement, vous expliquez qu'elle est contraire aux intérêts des travailleurs, alors que le gouvernement prétend le contraire, et alors ? Alors rien, je serais tenter de dire : un point partout ou on n'est pas plus avancé. Si vous ajoutez que cette mesure est dictée par la troïka ou les banquiers, on ne sera pas plus avancé, on n'aura toujours pas la réponse à notre question : pourquoi agit-il de la sorte ? Si vous ajoutez que le PS est vendu au capitalisme et qu'il tient à le sauver, on approchera de la bonne réponse mais cette affirmation ne permet pas de le prouver ou plutôt elle vient de vous, c'est vous le militant qui êtes parvenu à cette conclusion, pas le travailleur avec lequel vous avez un échange, c'est vous qui en maniant certains outils logiques êtes parvenu à établir ce rapport entre le PS et le capital ou les institutions, votre interlocuteur ne les possède pas forcément, rarement, exceptionnellement il serait plus juste de dire, il sera donc amené à vous croire ou non sur parole.

Il peut très bien avoir compris votre démonstration et le rapport qui existe entre l'attitude du gouvernement et les besoins de l'oligarchie financière, d'où l'accord qu'il vous manifesterait, mais sans pour autant avoir saisi comment fonctionne ce rapport (dialectique) qui n'est pas propre uniquement à cet exemple ou à cette situation mais se répète indéfiniment dans la vie quotidienne comme en politique.

Les travailleurs ne pensent pas en matérialistes mais en idéalistes, ils basent leurs opinions ou jugements sur ce que les uns et les autres en disent plus que sur les faits et les relations qu'ils entretiennent, la manière dont ils évoluent ou se transforment. Or c'est ce mode de pensée dont ils ont besoin pour comprendre eux-mêmes, par eux-mêmes comment fonctionne la société ou le monde.

Il existe des intellectuels qui sont de véritables encyclopédies ambulantes et qui pourtant finalement sont des crétins finis. Pourquoi ? Pourquoi par exemple un scientifique ou un chercheur qui manie le matérialisme dialectique quotidiennement ne comprend-il pas grand chose au fonctionnement de la société ? Parce qu'il cesse de l'utiliser dès qu'il sort de son laboratoire. Ces lignes s'adressent également à eux.

Quand on voit à quel point il est facile de convaincre les travailleurs en général qu'ils ne peuvent plus se passer d'un bien matériel qu'ils viennent d'acquérir et qui hier encore ne correspondait à aucun besoin réel, au point de croire qu'ils sont eux-mêmes à l'origine de ce besoin, on se dit qu'il est très facile de les manipuler et de leur faire croire finalement n'importe quoi ou presque, et que dans ces conditions il demeure impossible que leur compréhension du fonctionnement de la société progresse suffisamment pour comprendre que la plupart des acteurs qui agissent dans la société passent leur temps à les tromper ou à les embrouiller, qu'ils se leurrent sur ce qu'ils croient avoir compris, pour finalement être incapables de trouver la voie qui mène à la remise en cause de l'ordre établi.

[Hollande et le PS sont incapables de condamner la colonisation.](#)

En cherchant sur Internet des articles sur la colonisation et la guerre d'Algérie je suis tombé sur un document qui fait l'apologie de la colonisation, il ne date pas des années 70, 80 ou 90 mais de 2007, et récompensé par la Fondation Jean Jaurès, le PS.

Dans cette "*biographie politique*" d'un adhérent de la section algérienne de l'Internationale socialiste jaune, Joseph Begarra, l'auteur relate l'évolution de la position des sociaux-démocrates dégénérés qui n'a jamais été celle de l'indépendance de l'Algérie mais de parvenir à des réformes sociales et politiques permettant aux Algériens d'avoir les mêmes droits que les Français de métropole dans le cadre d'une Algérie française, ce qui était évidemment impossible car contradictoire avec le statut de pays colonisé, occupé militairement.

L'auteur l'avoue à demi-mot : "*Joseph Begarra prend lentement conscience de la force du nationalisme algérien, de l'échec des solutions économiques et sociales qui n'ont jamais existé, de la puissance enfin d'une frange de la population européenne hostile à l'évolution des conditions de vie algériennes dans un sens égalitaire : cette cécité n'est-elle pas partagée par de larges pans de la société française, en Algérie et en France ? Ne révèle-t-elle pas l'impossibilité, pour une grande partie de socialistes, peut-être même de Français, à penser la décolonisation ?*"

Tant qu'il ne s'agit que de "*penser*", cela n'engage à rien, d'où après coup bien des décennies plus tard des discours ou des articles de dirigeants du PS ou du PCF reconnaissant les crimes commis ou soutenus par leurs partis qu'ils qualifient volontiers de simples erreurs d'appréciation, l'erreur étant humaine, on devrait leur pardonner. Sauf qu'en la matière, dans 99% des cas il ne s'agissait pas d'erreurs mais d'impostures, de la trahison de l'idéal qu'ils incarnaient, du socialisme ou du communisme farouchement opposé au colonialisme, à toute guerre impérialiste, à toute répression du mouvement ouvrier oeuvrant pour l'émancipation du prolétariat, il était et il demeure impossible de les justifier au nom du socialisme ou du communisme que ces partis n'ont cessé de déformer, piétiner pour que les travailleurs en aient une idée totalement déformée et finalement s'en détournent.

Une autre méthode consiste à rallier le camp de la réaction, puis à s'en désolidariser quand ils s'aperçoivent que la position de la réaction devient intenable parce que les masses s'y opposent et se mobilisent. C'est à ce moment là qu'ils changent de position ou prennent le train en marche pour prendre la direction ou le contrôle de la mobilisation des masses afin qu'elles n'aillent pas trop loin, ne posent pas ouvertement la question de l'Etat, leur souci étant toujours d'épargner et d'assurer la survie du régime en place.

Une autre méthode encore consiste à prendre dès le départ une position opposée à celle du camps de la réaction, soit en justifiant à demi-mot la position défendue par la réaction, soit en diluant sa propre position de telle sorte que les masses ne réalisent pas le lien qui existe entre la question soulevée et l'Etat ou la question du pouvoir, en aucun cas il ne faut que les masses parviennent à comprendre que les décisions politiques prises par le parti de l'ordre ou le gouvernement ont une origine économique qui ramène aux fondements du capitalisme, à ses besoins économiques.

Bien entendu, dans tous les cas de figure, ces prises de positions ont pour objet et conséquence de diviser le camp qui s'oppose à celui de la réaction, c'est leur but.

Depuis le milieu des années 10 et 20, respectivement le PS et le PCF quelles que soient les positions qu'ils aient été amenés à prendre ont toujours agi pour assurer la survie du régime capitaliste et ses institutions politiques qu'il nous faut abattre, comme obstacle à la construction d'un parti révolutionnaire et au socialisme, dès lors nous combattons également sans relâche pour la disparition de ces partis.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Macédoine

Six personnes, dont deux députés, ont été blessées lundi dans des échauffourées ayant opposé des sympathisants de l'opposition et du pouvoir devant et à l'intérieur du Parlement macédonien à Skopje, où se déroulait le vote du budget 2013, ont rapporté des médias locaux.

Après le vote sur le budget, qui est intervenu dans l'après-midi, le leader du SDSM, Branko Crvenkovski, a appelé à un "*soulèvement populaire*" et affirmé que les élus de l'opposition ne participeraient plus aux travaux de l'Assemblée.

Le parti du Premier ministre Nikola Gruevski, le VMRO-DPMNE (nationalistes), a affirmé pour sa part dans un communiqué avoir "*empêché un coup d'État*" préparé, selon la même source, par l'opposition.



Dans la matinée, plusieurs milliers de sympathisants de l'opposition et du pouvoir avaient observé un face-à-face tendu devant le Parlement, en attendant le vote, a constaté une journaliste de l'AFP.

D'importantes forces de la police avaient été déployées aux abords de ce site, dans le centre de Skopje, pour éviter un affrontement entre les deux groupes.

Ce budget prévoit 2,7 milliards d'euros de dépenses et 2,4 milliards d'euros de recettes. Il table en outre sur une croissance de 2% du PIB et sur un taux d'inflation de 3,5% pour l'année à venir.

Le rassemblement devant le Parlement s'est dispersé après le vote.

*"Nous militons pour une chose beaucoup plus importante que le budget, car si le pouvoir continue de la sorte, il va suspendre la Constitution (...) et tuer la démocratie en Macédoine sous nos yeux"*, a déclaré M. Crvenkovski avant le vote.

M. Gruevski avait, de son côté, lancé un appel en faveur de l'adoption du budget. AFP 24.12

## SOCIAL

### 1- France

#### 1.1- Motorola Mobility ferme son site de Toulouse

Motorola Mobility, filiale de téléphones portables du géant américain Google, pourrait fermer son site de Toulouse où travaillent 170 personnes, a-t-on appris lundi auprès de la direction de Motorola Mobility France.

Le personnel toulousain serait ainsi victime du projet de la maison mère Google de supprimer plusieurs milliers d'emplois chez Motorola dans le monde.

Motorola est installé à Toulouse depuis la fin des années 1960. En 2004, la division semi-conducteurs (puces électroniques pour l'automobile) de Motorola avait été cédée au fabricant américain Freescale. Celui-ci a fermé définitivement en août son atelier toulousain de fabrication de galettes de silicium; 397 lettres de licenciement ont alors été envoyées. Freescale a en revanche maintenu sur son site toulousain son activité de recherche et développement, qui emploie environ 500 personnes. AFP 24.12

#### 1.2- Un ordre indéfendable

Un fonctionnaire de police s'est suicidé lundi 24 décembre au matin avec son arme de service dans les locaux du commissariat du XIIIe arrondissement à Paris, a-t-on appris de source policière, confirmant une information du Parisien.fr.

Agé de 38 ans, ce fonctionnaire était affecté à la direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC) de la préfecture de police de Paris.

Une enquête interne a été ouverte pour déterminer les raisons de son geste.

C'est le quatrième suicide de policier en huit jours en France. Une policière de 42 ans, mère de deux enfants, s'est donné la mort dimanche dans les vestiaires du commissariat de Caen avec son arme de service.

Mardi dernier, un brigadier de la DOPC s'était également suicidé dans le parking du commissariat du XIVe arrondissement de Paris. Enfin jeudi, un autre policier avait mis fin à ses jours, là encore avec son arme de service, dans les vestiaires du commissariat d'Avignon. Le Nouvel Observateur avec AFP 24.12

Nous appelons les fonctionnaires de police à rejoindre le camps du socialisme contre celui de la réaction qu'incarne l'UMP, l'UDI, le PS et le FN.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 26 décembre

## CAUSERIE

J'ai actualisé les pages d'accueil des principales rubriques du portail avec les articles de décembre.

Démêler le vrai du faux est un exercice passionnant, épuisant, par bien des côtés ingrat, qui nécessite une vigilance de tous les instants et de dépenser beaucoup d'énergie pour parfois de maigres résultats.

Pour éviter que la vérité parvienne à la connaissance du plus grand nombre, ceux qui ont intérêt à ce qu'elle demeure dissimulée le plus longtemps possible, vont jusqu'à s'en revêtir pour la travestir suffisamment maladroitement à travers différentes manipulations grossières pour dégoûter l'auditoire de chercher à connaître la vérité et à sortir de leur ignorance. C'est le même procédé qu'ils utilisent vis-à-vis des Etats, des partis politiques, des syndicats, des religions, des principes ou des valeurs adoptés par les différentes sociétés, de toutes les connaissances acquises, pour que la population ne puisse plus se raccrocher à aucun repère, tandis que les auteurs de cette formidable manipulation à l'échelle mondiale continuent d'oeuvrer tranquillement à l'établissement d'un gouvernement mondial, reposant sur une pensée ou une idéologie unique.

Des bienfaits de l'industrie nucléaire, des OGM, des guerres préventives, des assassinats ciblés d'opposants, de chefs d'Etat, de coups d'Etat, des enlèvements et des prisons secrètes de la CIA en Europe, de la légitimité de Haarp, du bombardement de populations civiles, des essais nucléaires, des armes chimiques, biologiques, de toutes sortes de substances chimiques dans l'agriculture, l'alimentation, les emballages, les médicaments, du mariage et de l'adoption pour tous, à la légalisation des drogues et des armes, de la création de l'ONU à l'UE, la BCE, l'euro, de la réduction du déficit public des Etats, à la subordination des Etats au marché financier, etc. il faut reconnaître qu'ils ont bien avancé dans leur plan.

Sur Internet (You Tube, Dailymotion, etc.) on trouve toutes sortes de vidéos sans que l'on connaisse forcément leurs auteurs et encore moins leurs véritables intentions, laissant la porte ouverte à toutes sortes de manipulations imaginables. Parfois leurs auteurs sont sincères, mais ne parvenant pas à démontrer la véracité de la théorie qu'ils soutiennent, en viennent à se livrer à des montages qui vont à l'encontre du but qu'ils s'étaient fixés, du coup l'auditoire sera ramené vers la version officielle des faits, qui elle constituait un véritable mensonge.

Dit autrement, à trop vouloir prouver sans forcément posséder des éléments probants pour y parvenir, certains auteurs de vidéos en viennent à utiliser les mêmes méthodes que celles qu'ils dénoncent chez leur ennemi, ce qui est une faute grave, inadmissible évidemment.

Jusqu'à présent on était habitué à se méfier de l'utilisation faites par des rédacteurs de citations dans toute sorte de supports écrits ou discours. La même vigilance s'impose d'autant plus avec les vidéos, qu'elles ne sont que des montages d'images sur lesquels n'importe quel récit peuvent venir se greffer, hormis les interviews, les émissions, reportages ou documentaires enregistrés et provenant de différentes chaînes de télévision.

Pour vérifier l'authenticité des faits rapportés qui nous ont été cachés par les représentants du vieux monde et les médias à leur botte ou celle d'interprétations de faits qui diffèrent de la version officielle adoptée unanimement ou sans que les différents acteurs politiques ne se soient posés de question, cela prend beaucoup de temps.

Le devoir de vérité fait partie de nos engagements. Il reste beaucoup de sujets ou événements sur lesquels les zones d'ombre demeurent, sur lesquels on ne connaît qu'une partie de la vérité, celle qu'on a bien voulu nous servir, tandis que sa partie obscure et inavouable a servi à certains acteurs à se présenter comme des défenseurs des libertés ou de la démocratie, alors qu'en réalité ils en sont les pires ennemis.

Voilà un travail que devrait faire un véritable parti communiste. Pourquoi aucun parti ne le fait ? Peut-on accepter que leurs dirigeants ou militants enseignants colportent de grossiers mensonges auprès de nos enfants, la version officielle de l'histoire du vieux monde ? Est-ce ainsi qu'ils entendent lutter pour le socialisme ? Ce laxisme ou cette lâcheté sont indignes de partis ouvriers, une honte.

Je n'ai évidemment pas le temps de tout faire et de me livrer à ce travail avec la rigueur qu'il faudrait, cependant je vais continuer de m'y atteler à mon rythme. Si des camarades veulent m'aider ou dégrossir le terrain sur certains sujets, qu'ils n'hésitent pas à me contacter.

Voilà comment je procède, en dehors des questions que j'ai déjà en tête. Un internaute soumet une question, ensuite j'estime si elle vaut la peine d'être explorée, après je me lance à la recherche de vidéos (ou documents écrits), par la suite je procède par recoupement, je lis aussi les commentaires parfois perspicaces des internautes, je laisse passer un certain temps histoire de repenser tranquillement à notre sujet, enfin je tire une conclusion, publier ou non une adresse de vidéo, avec ou sans recommandation particulière.

J'ai encore trois sujets en tête à étudier:

- Les discours de John Fitzgerald Kennedy prononcé en 1961 et en 1963, juste dix jours avant son assassinat par le cartel des banquiers de la Fed ;

- Nixon et sa politique sociale à l'origine du Watergate ; au-delà du Watergate...

- La mort du général Massoud en Afghanistan juste avant les attentats du 11 septembre 2001, alors semble-t-il qu'il s'apprêtait à dénoncer la collusion entre l'impérialisme américain et les talibans ; Ceux qui ont déploré sa disparition... auraient bien été ses assassins en réalité...

Ce serait intéressant d'avoir aussi des témoignages de hauts gradés de l'armée américaine sur la guerre du Vietnam, la Seconde Guerre mondiale et d'autres questions sensibles. Des témoignages de personnalité du monde politique, des transfuges du monde financier ou d'institutions financières internationales seraient excellents, par nature ils sont plus crédibles, surtout quand ils les dénoncent.

On a déjà des témoignages intéressants, écrits et retranscrits dans des vidéos, par exemple :

- Thomas Jefferson troisième président des États-Unis d'Amérique : « *Je considère que les institutions bancaires sont plus dangereuses qu'une armée. Si jamais le peuple américain autorise les banques privées à contrôler leur masse monétaire, les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs biens jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans domicile sur le continent que leur Pères avaient conquis.* »

- James Madison (1751-1836), quatrième Président des États-Unis : « *L'histoire révèle que les banquiers utilisent toutes les formes d'abus, d'intrigues, de supercheries et tous les moyens violents possibles afin de maintenir leur contrôle sur les gouvernements par le contrôle de l'émission de la monnaie. Le pouvoir des financiers tyrannise la nation en temps de paix et conspire contre elle dans les temps d'adversité. Il est plus despotique qu'une monarchie, plus insolent qu'une dictature, plus égoïste qu'une bureaucratie. Il dénonce, comme ennemis publics, tous ceux qui s'interrogent sur ses méthodes ou mettent ses crimes en lumière.* »

Quand des Président des États-Unis parlent ouvertement de conspiration contre les intérêts de la population et que des militants n'y croient pas, je suis porté à accorder davantage de sérieux et de crédibilité aux premiers.

Demain je mettrai en ligne les adresses de vidéos que j'ai sélectionné, j'ai toutes les peines du monde à les télécharger, ensuite je dois les visionner et voir si elles présentent ou non un intérêt. Ce matin j'ai découvert de nouveaux portails qui traitent de questions rarement abordées ou totalement occultées, et en lisant rapidement ce que leurs auteurs affirment à côté des vidéos qu'ils mettent en ligne, j'ai constaté qu'absolument tous se fourvoyaient à un moment ou un autre ou tombaient dans le piège de la théorie du complot justement, il faut donc manier ces sujets avec une précaution extrême.

Reste que c'est sur le plan de la lutte de classe où se manifestent les contradictions du capitalisme et qui peuvent leur être fatales, qu'on vaincra notre ennemi, cela dit, certainement pas avec une armée de plébéiens ignorants et trop facilement manipulables, il faut donc mener le combat sur tous les fronts à la fois.

### Qui a dit ?

- "Nul n'est plus désespérément esclave que ceux faussement convaincus d'être libres"

Réponse : Johann Wolfgang Von Goethe

### Le saviez-vous ?

- « *Quelque chose de terrible s'est produit en novembre... et pas seulement l'ouragan Sandy* », a déclaré l'économiste en chef de la NFIB, Bill Dunkelberg. Il y a plus effrayant encore que la baisse de l'indicateur global. Il s'agit de la chute de 37% du nombre d'entreprises tablant sur une amélioration de la conjoncture dans les six prochains mois, à un plus-bas historique.

Ce repli de 37% est deux fois supérieur à la baisse record précédente de 18% survenue immédiatement après la faillite de Lehman. Liesi 20.12

## ACTUALITÉ DU JOUR

### Schröder ou la voix du cartel des banquiers occidentaux.

L'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder a renouvelé ses critiques à l'encontre du gouvernement français, qui n'entreprend pas selon lui les réformes économiques nécessaires, dans un entretien paru aujourd'hui. Ce pays a visiblement "*des problèmes structurels de compétitivité*", a déclaré le social-démocrate, chancelier allemand de 1998 à 2005, dans une interview rapportée partiellement au style indirect par le quotidien régional allemand Neue Osnabrücker Zeitung.

"*A mon avis, la France va finir par se convaincre qu'on ne peut pas toujours faire de la politique en faisant fi des nécessités économiques*", a ajouté M. Schröder, père de "l'Agenda 2010" -ensemble de mesures destinées à flexibiliser le marché du travail allemand- mises en oeuvre entre 2003 et 2005. AFP 24.12

Gerhard Schröder a participé à la réunion du groupe Bilderberg en 1996, l'année suivante il était chancelier allemand! Simple coïncidence.

Qui a envie de faire un front unique avec Schröder, allez camarades un petit effort, si, si, j'y tiens, ne vous dégonflez pas, allez au bout de votre logique, non, pourquoi, alors tirez-en une fois pour toutes les conclusions qui s'imposent....

Au même moment, quand Schröder était chancelier allemand, il s'en trouvait parmi nous pour soutenir son parti le SPD. Que faut-il en conclure ? Ce sont les mêmes qui arpentent 15 ans plus tard les ministères en France pour demander au gouvernement de changer de politique. Que faut-il en conclure ?

### En famille. Quand le FMI et le gouvernement français sont sur la même longueur d'onde

Le ministre français de l'Economie et des Finances, Pierre Moscovici, a estimé hier que le diagnostic du Fonds monétaire international (FMI) rejoignait "*en grande partie celui du gouvernement*", en réaction à la publication par le FMI de ses conclusions sur l'examen annuel de la France.

Pour le ministre français de l'Economie, le FMI reconnaît en outre "*que le sérieux budgétaire du gouvernement a permis d'améliorer significativement les conditions de financement de la France et salue la loi organique relative à la gouvernance et la programmation des finances publiques, qui permet de renforcer la crédibilité de ses engagements*".

M. Moscovici voit dans le rapport du FMI un satisfecit des mesures du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi.

Le ministre français indique par ailleurs "*partage(r) la plupart des conclusions de l'évaluation du secteur financier français*" par le FMI. Il estime que le projet de loi de séparation et de régulation bancaire, présenté cette semaine en Conseil des ministres, "*permettra de répondre aux recommandations des services du FMI*". AFP 22.12

Un parti qui gouverne pour le compte de l'oligarchie financière peut-il gouverner à la fois pour le compte de la classe ouvrière, poser la question c'est y répondre, non.

Le PS a choisi son camp et cela ne date pas d'hier, avis à ceux qui s'emploient encore à faire croire le contraire.

### PS. En famille... avec l'oligarchie financière.

L'ancien président de la commission européenne, le socialiste français Jacques Delors, a estimé qu'un changement de traité européen était nécessaire, lors de l'émission BFMTV/Le Point/RMC diffusée aujourd'hui.

"*Je considère qu'un changement de traité, même du point de vue des intérêts français, est meilleur que son report*", a déclaré Delors. "*La solidarité, ça passe par un abandon de souveraineté en ce qui concerne la gestion de la monnaie commune, l'harmonisation progressive des fiscalités, l'effort de cohésion à l'intérieur de la zone euro*", a-t-il détaillé.

"*Si nous ne faisons pas cela, c'est-à-dire consolider l'euro, trouver un bon accord avec la Grande-Bretagne, alors nous irons vers une zone de libre-échange. Une zone de libre-échange sans pouvoir politique, sans aller de l'avant, sans politique de solidarité, c'est une Europe qui disparaîtra*", a-t-il pronostiqué. AFP 23.12

On aurait pu titrer ces trois articles : la voix des représentants du gouvernement mondial, non ?

## INFOS EN BREF

### SOCIAL

#### France

Le groupe Jemini, concepteur de peluches et de figurines implanté à Ecommoy (Sarthe), est en situation de cessation de paiement et a décidé de déposer le bilan jeudi devant le tribunal de commerce de Paris, selon une information révélée lundi par France Bleu Maine.

Selon France Bleu Maine, les quelque 60 personnes qui travaillent sur le site sarthois seront fixées sur leur sort lors d'une audience au tribunal de commerce de Paris le 8 janvier. AFP 24.12

---

### ECONOMIE

#### 1- Egypte

L'agence de notation Standard & Poor's a annoncé dans un communiqué qu'elle abaissait la note de l'Egypte à long terme de "B" à "B-" en raison des tensions politiques, une décision qui s'accompagne d'une *"perspective négative"*.

*"Les récents développements ont fragilisé le cadre institutionnel de l'Egypte, et le discours politique de plus en plus polarisé pourrait diminuer l'efficacité des décisions politiques"*, a indiqué l'agence. AFP 24.12

#### 2- Inde

Le président russe, Vladimir Poutine, a signé aujourd'hui à New Delhi des accords pour vendre à l'armée indienne 71 hélicoptères et des pièces pour l'assemblage de 42 avions de chasse, dans un contexte de volonté de rapprochement avec son allié historique.

L'Inde est aujourd'hui le plus grand importateur au monde d'armes et les équipements militaires de fabrication russe représentent environ 70% de son approvisionnement. AFP 24.12

Au même moment le gouvernement est en proie à une révolte des masses laborieuses qui se dressent contre la *"réforme"* de ce qu'on appelle ici le *"ration card"*, le carnet de rationnement par lequel en fonction des revenus et de la composition de chaque famille, chaque mois les Indiens accèdent à certains produits de première nécessité (huile, riz, farine, etc.) à un prix nettement inférieur à celui du marché, le gouvernement a décidé de remplacer cette subvention par une somme d'argent fixe qui avec les prix pratiqués sur le marché et le cours réel de l'inflation constitue une importante diminution de cette subvention, des trois quarts ou plus en réalité, si je prends comme exemple le riz, avec le ration card et dans une quantité limitée, les Indiens touchent le riz à 5 ou 6 roupies le kilo, alors que sur le marché on ne trouve pas de riz à moins de 18 ou 20 roupies. J'ai assisté hier à la télé indienne à de premières scènes d'émeutes dans le sud. (A suivre, je vais sortir acheter des journaux indiens en anglais)

#### 3- Vietnam

Le Vietnam a enregistré une croissance de 5,03% en 2012, son plus bas niveau depuis 13 ans selon les chiffres officiels, des résultats en deçà des objectifs du pouvoir communiste qui peine à relancer une machine économique complètement grippée.

*"Ce n'est pas une récession, mais le chiffre est trop bas"*, a constaté Vu Dinh Anh, directeur adjoint de l'Institut public de l'Économie et des Finances, déplorant la faillite de nombreuses entreprises et pronostiquant une année 2013 encore difficile.

Le pays a réussi à ramener l'inflation d'un pic de 23% en août 2011 à 6,8% en décembre, même si elle "pourrait potentiellement remonter de nouveau dans l'avenir", selon le docteur Anh.

Le Vietnam enregistre par ailleurs, pour la première fois depuis 1993, un excédent commercial de 284 millions de dollars. Un résultat attribué à une baisse des importations liée à la faiblesse de l'activité et de la consommation intérieure. AFP 24.12

#### 4- Deux analyses financières sur le portail Liesi.

Conseil de traders (Liesi) à ceux parmi vous qui ont quelques économies :

Notez bien que nul n'est à l'abri d'un Krach boursier, d'un choc électromagnétique ou d'un flash-krach des programmes de HFT en nanotrading. C'est pour cela que nous continuons à recommander de ne jamais jouer dans ce casino géant de la bourse, d'autant moins avec des produits à levier. Ceux qui s'adonnent à ce jeu par appât du gain, ne s'en prendront qu'à eux-mêmes s'ils perdent leurs mises. Par contre, ceux qui auront investi dans du métal réel, ne pourront que s'en féliciter dans les années qui viennent. Liesi 24.12

4.1 - Alors que la plupart des pays de la zone euro se sont imposés, sur décision de l'Allemagne qui en exerce la direction, des politiques d'austérité dites de rigueur qui, pour le moment, cassent le peu qu'il leur reste de croissance économique sans du tout diminuer l'endettement public puisque les recettes fiscales chutent (en dépit -ou plutôt à cause- de l'augmentation des impôts) mais que les dépenses difficilement compressibles rapidement continuent, que la BCE est impuissante à pratiquer une politique monétaire plus laxiste compte tenu du veto de la Bundesbank, que la Chine est à bout de souffle puisque la gigantesque bulle qu'elle a créée n'est plus viable sauf dérapage hyper-inflationniste qui remettrait en cause la plupart de ses bases politico-sociales de plus en plus instables, et que les autres pays émergents voient leurs économies ralentir par suite de la baisse des importations européennes et asiatiques, les USA sont les seuls à avoir continué de s'enfoncer dans l'endettement massif et le laxisme monétaire qui leur ont permis jusqu'ici d'échapper artificiellement et temporairement à une nouvelle récession mais qui, à terme, sont totalement destructeurs pour leur économie.

Si la Federal Reserve a confirmé cette semaine qu'elle continuera de pratiquer le Quantitative Easing forever (ce qui n'a pas eu d'impact puisque tout le monde sait qu'elle n'est pas capable de concevoir une autre politique que la monétisation généralisée), les marchés financiers craignent que le fiscal cliff entraîne aux USA une augmentation massive des impôts et une diminution très forte des dépenses publiques qui provoqueraient la récession tout de suite là-bas aussi, au lieu qu'elles n'interviennent que plus tard de façon plus diffuse et plus modérée. Il n'y a plus à court terme de gisement de nouvelle croissance dans le monde et les dettes financées par l'impression de fausse monnaie sont à leur niveau maximum possible. Les marchés financiers sont désertés, leur volume baisse constamment et, dans le cas des actions, il n'y a plus d'intérêt (déclinant d'ailleurs) que pour celles des entreprises disposant de beaucoup de cash qui rachètent les leurs pour éviter qu'elles dévissent. Dans le cas des obligations, ce sont les banques centrales qui s'étant substituées aux investisseurs les achètent. Ce qui signifie que ces actifs de papier chuteront nécessairement en 2013.

Le risque d'effondrement keynésien (à la japonaise), si bien analysé par les économistes "autrichiens", de nature à faire imploser successivement toutes les bulles d'actifs financiers (actions, obligations, produits financiers complexes, etc.), puisque le pouvoir d'achat de la monnaie s'évapore ou qu'elle se perd dans la "trappe à liquidités" et qu'il n'y a aucun moyen de maintenir une croissance artificielle basée sur l'expansion du crédit à tout-va, se rapproche...

*« Il faudra bien que l'on comprenne que les tentatives d'abaisser artificiellement, par l'extension du crédit, le taux d'intérêt qui se forme librement sur le marché ne peuvent aboutir qu'à des résultats provisoires et que la reprise des affaires, qui intervient au début, sera forcément suivie d'une rechute profonde, laquelle se traduira par une stagnation complète de l'activité industrielle et commerciale... Un boom d'expansion du crédit doit inévitablement conduire à un processus que le discours commun appelle dépression... La dépression n'étant en fait qu'un processus de réajustement, de remise en ligne des activités de production avec l'état réel des données du marché... Toute tentative de substituer des moyens fiduciaires à des biens capitaux inexistant est vouée à l'échec... Il n'y a aucun moyen de soutenir un boom économique résultant de l'expansion à crédit. L'alternative est ou bien d'aboutir à une crise plus tôt par arrêt volontaire de la création monétaire, ou bien à une crise plus tard avec l'effondrement de la monnaie qui est en cause... Le résultat de l'expansion du crédit est un appauvrissement général » (Ludwig von Mises).*

Nous sommes probablement ainsi aujourd'hui parvenu au point d'inflexion du système à partir duquel toutes les valorisations artificielles n'ont plus de signification et que tout peut s'écrouler à tout moment... Ainsi que le démontre la chute d'Apple jusqu'ici fleuron de Wall Street.

Les métaux précieux, parce que manipulés à la baisse par les bullion banks et parce que le dollar US qui reste la monnaie dans laquelle ils sont principalement cotés s'est stabilisé (sauf contre le yen japonais par rapport auquel le billet vert poursuit sa progression), n'en sont pas encore les bénéficiaires (toute l'année 2012 a été particulièrement éprouvante pour leurs acheteurs puisque chaque départ de hausse a été immédiatement suivi par une rechute pire que le mouvement initial de reprise). Patience cela viendra, parce qu'il n'y a plus à court terme d'autre alternative simple de placement que de les acheter pour tenter de protéger son épargne. Toutefois, pour le cas où le dollar US monterait, à l'occasion de l'implosion de la zone euro dans sa forme actuelle par exemple, avec un retour de la parité euro/dollar US vers 1,20 voire en-dessous, les métaux précieux pourraient alors baisser beaucoup plus, cette hypothèse étant à notre avis la seule qui puisse déjouer leur perspective haussière à moyen terme. Et c'est dans cette optique que les bullion banks restent en même temps short euro/dollar US et short métaux précieux, ce qui ne leur coûte pas cher puisque la Federal Reserve, la Banque d'Angleterre et quelques autres leur fournissent des financements à taux zéro. Depuis mi 2011 et pendant 2012, en dépit des achats massifs de métaux précieux par les banques centrales de Chine et de Russie et les populations de certains pays (comme l'Inde), il n'y a pas eu suffisamment de pression haussière d'autant que les sociétés minières ont arbitré leurs productions courante et à venir en vendant systématiquement les métaux sur toute reprise, voilà le problème qui s'est posé depuis un an et demi et qui,

apparemment, continue encore.

ON NE PEUT PAS CRÉER DE PROFITS SI LES PRIX CHUTENT OU QU'ILS RESTENT DANS DES TRADING RANGES TROP ÉTROITS (puisque alors tant les stratégies LONG que les stratégies SHORT ou LONG/SHORT ne sont plus opératives). En revanche, une nette cassure à la hausse de la résistance vers 1,32 sur l'euro/dollar US pourrait signaler la reprise des prix des métaux, raison pour laquelle nous conservons nos positions exclusivement LONG non arbitrées.

A noter que le Baltic Dry Index (voir graphique ci-dessous), un bon baromètre des échanges commerciaux internationaux et de la croissance mondiale, a repris sa chute, ce qui est baissier pour les marchés d'actions US en particulier, le premier objectif de baisse du S+P500 se situant vers 1.250 soit plus ou moins son plus bas de 2012

De plus en plus de gens assimilent avec raison la politique monétaire de la Federal Reserve à une action authentiquement terroriste visant à casser tout équilibre économique, boursier et monétaire au seul profit de la prolongation totalement artificielle de la plus gigantesque bulle d'actifs de papier jamais créée depuis que les pratiques discrétionnaires des banques centrales ont été rendues possibles dans les années 1970 avec la cessation de convertibilité partielle du dollar US en or et l'établissement des taux de changes flottants entre monnaies fiduciaires de papier gagées sur le néant.

<http://www.forum-monetaire.com/> (source : Liesi 20.12)

4.2- Sur de nombreux blogs, celui-ci y compris il est conseillé d'investir sur l'or ou sur l'argent. Sous l'éclairage que porte l'Histoire il est absolument certain que nous sommes exposés à la spoliation métallique.

Mon sentiment c'est que ce palliatif, le support métallique, ne sera que très provisoirement utilisé dans un troc à l'échelon local.

Les technologies de la monétique nous inciteront à réviser totalement la création monétaire : elle doit et reviendra sous le giron d'un organisme soit d'état, soit supra-national.

Le constat actuel, c'est qu'il n'y a aucun espoir d'adaptation du système aux nouveaux enjeux sociétaux, politiques, énergétiques et environnementaux à venir qui rendent la satisfaction, ne serais-ce que des besoins alimentaires planétaires aléatoires.

Nous devons donc imaginer une monnaie qui se doit de n'avoir pour seule contrepartie que des biens, des services et du travail. Ce retour aux fondamentaux de la création monétaire est vital car la monnaie est LE moyen d'échange.

N'en profitons pas pour commettre à nouveau l'erreur d'adosser cette nouvelle monnaie à une relique de près de 5 000 ans tel l'or car il serait grand temps de faire évoluer des concepts économiques dont les principes de capitalisation sont spoliateurs.

Ceci ne pourra se faire que par l'interdiction totale de toute rémunération sur la détention des capitaux privés. Rappelons-nous qu'au moyen-âge l'usurier était condamné à mort.

Je m'explique : pourquoi la détention (statique) d'un capital monétaire à vocation de moyen d'échange (animé) devrait-elle permettre de générer de nouveaux capitaux ? Le fait de détenir des capitaux indique précisément que les besoins personnels de l'agent économique sont déjà satisfaits. La monnaie ne doit avoir comme seule vocation que de consommer.

Selon deux études, l'une américaine et l'une française, les individus se considèrent comme riches lorsqu'ils évoluent dans la tranche de revenus de 4 700 à 5 200 \$ mensuels pour les uns et de 6 000 à 6 300 € pour les autres. La raison est évidente si l'on interprète le concept de richesse comme une correspondance entre la détention de biens matériels ou financiers inutiles et la satisfaction de besoins essentiels au bien être individuel.

La solution ? l'argent doit s'évaporer (intérêts négatifs qui retournent à la banque centrale) tant que celui-ci est détenu à titre privé et qu'il a pour seule vocation l'accumulation de capital. Le prêt de capitaux à la seule banque centrale est autorisé, il garantit l'absence de perte en capital dans une limite temporelle contractuelle : par exemple cinq ans maximum. L'intérêt de ce concept c'est qu'il faut inciter à la dépense systématique des moyens monétaires, à une circulation monétaire rapide. Quid de l'inflation si décriée dont le seul but inavouable est de maintenir la rente du capital au détriment des peuples.

L'accès au crédit se ferait exclusivement en passant directement par la banque centrale ou ses guichets décentralisés. Les intérêts à payer servant à abonder les budgets nationaux, voir supra-nationaux ou fédéraux.

Ce système ne remettrait absolument pas en cause l'économie et son principe d'effet levier par le crédit mais supprimerait toute emprise du capital sur les forces productives de la société.

Pourquoi accepterions nous de payer la monnaie qui est la contrepartie de notre travail ? liesi 21.12

Haut de page ↗

Le 27 décembre

## CAUSERIE

J'ai ajouté deux adresses de vidéos, l'une sur Goldman Sachs, l'autre sur le groupe Bilderberg.

Goldman Sachs - La banque qui dirige le monde. (Arte) (2012)

<http://www.youtube.com/watch?v=oXcWtXcc93c>

Ce documentaire d'Arte est exceptionnel, il avait disparu de You Tube pour revenir plus tard, je l'ai téléchargé. J'essaie de télécharger toutes les vidéos qui me semblent intéressantes car un jour elles pourraient disparaître du Net.

Le groupe Bilderberg. (2012)

<http://www.youtube.com/watch?v=VLXe09uEtGw>

Ce document canadien est intéressant, dans la mesure où notamment il est également critique envers la théorie du complot.

En recoupant les informations contenues dans ces deux vidéos on a la palette complète de l'oligarchie qui dirige le monde ouvertement ou en sous-main, les différentes institutions, les banques centrales, les gouvernements, ce qu'ignore la population puisqu'on s'emploie à lui cacher. Tout comme elle ignore leurs véritables intentions, les tenants et les aboutissants de leur politique, dans ces conditions comment les combattre efficacement, c'est comme demander aux masses de lutter contre un ectoplasme ou d'affronter une pieuvre avec un canif, il faut être vraiment naïf ou ne pas avoir toute sa tête pour croire un instant que ce serait possible.

A la fin du documentaire sur Goldman Sachs, le journaliste pose la question de savoir s'il sera possible un jour de "casser" ce monstre, sans y croire, je répondrai positivement, à condition d'être mieux armés pour le vaincre. Sans théorie et parti révolutionnaire, et sans élever le niveau de compréhension du monde des masses se sera impossible.

Hier encore, les informations et les connaissances dont nous disposions n'étaient à la portée que d'un petit nombre ou elles étaient difficilement accessibles. Avec Internet notamment, cela a changé ou a commencé à changer la manière dont la population perçoit ses rapports avec ceux qui lui délivrent une information. Cela a également changé sa manière de s'informer et son rapport à l'information elle-même. Elle est forcément plus exigeante qu'autrefois ou attend plus de la part de ceux qui délivrent une information en les mettant en concurrence.

Les sources d'information se sont multipliées, on peut facilement lire ou entendre tout et son contraire, donc pour convaincre un interlocuteur du bien-fondé de notre discours, il faut faire preuve de davantage de rigueur et de méthode, quelque part il faut être capable de se distinguer du lot, lui apporter quelque chose en plus qu'il ne trouvera nulle part ailleurs.

Quand je lis les ouvrages de Marx ou Engels et que je les compare avec ce qui existe aujourd'hui (ou autrefois), la fluidité de leur discours, la simplicité du langage qu'ils utilisaient, la méthode qu'ils employaient dans leurs analyses ou démonstrations tout en la mettant à la portée de leurs lecteurs, bref, la facilité avec laquelle on pouvait aborder leurs écrits et en tirer immédiatement des enseignements, je suis désolé de dire à leurs détracteurs ou à ceux qui trouveraient archaïque d'y faire encore référence, que dans leur domaine il n'existait pas et il n'existe pas d'équivalent, absolument personne n'a repris à son compte leur méthode. C'est au scalpel, à la loupe qu'ils décortiquaient, examinaient toutes les questions qui leur venaient à l'esprit ou qui leur étaient soumises, on ne dira jamais assez combien on leur doit. J'ai encore relu des passages du *Capital* il y a quelques jours, en étant toujours aussi émerveillé par leur art à maîtriser si parfaitement la dialectique, quelle leçon, quels maîtres !

Je ne comprends pas, on doit considérer de nos jours qu'il est incongru ou obsolète, pire, inutile, d'enchaîner les pourquoi, pourquoi, pourquoi, etc. pour aboutir étape par étape au bout d'une analyse, apporter une réponse détaillée, précise, étayée, satisfaisante à une question, vérifier et épuiser une hypothèse sous toutes ses coutures, tenir finalement un discours rigoureux et cohérent, persuasif ou convaincant au point que celui qui l'entend y adhère immédiatement. On ne veut pas se donner cette peine, on n'en comprend pas la nécessité.

Quand j'ai découvert Marx il y a 35 ans, je venais de lire (étudier) un tas de philosophes, dès les premières lignes de la première page du *Manifeste du parti communiste* je me souviens que j'ai laissé éclater ma joie : enfin quelque chose de facile à lire, quelque chose que je comprends sans avoir besoin de sortir mon dictionnaire, sans avoir à me demander ce que l'auteur sous-entendait et qui m'échappait, enfin un enseignement pratique qui me changeait de tous ce que j'avais lu jusque là et que



je n'avais pas bien saisi, avec Descartes, Spinoza, Kant, Hegel, etc. j'avais l'impression de marcher sur la tête ou que c'était là que se situait mon problème, alors qu'en réalité il se situait dans la société que je vomissais déjà à l'époque, avec Marx, Engels et Lénine j'allais enfin me libérer de l'idéalisme, de tous ces systèmes dans lesquels on tourne en rond, de ces langages hermétiques, j'allais enfin pouvoir comprendre à l'aide d'outils mis à ma disposition dans quel monde je vis, l'aide de Dieu étant devenue superflue, et puis il faut bien dire qu'avec ces philosophes aussi talentueux qu'ils furent, bien des questions que je me posais demeuraient sans réponses, ce qui ne faisait pas mon affaire, c'est d'ailleurs ce qui m'a poussé à continuer mes recherches pour finalement aboutir aux marxistes. Pur hasard, par vraiment, plutôt une démarche dialectique mais inconsciente, comme quoi l'inconscience fait bien les choses parfois. J'ai simplement respecté l'ordre chronologique dans lequel sont apparus ces philosophes, les meilleurs, en autodidacte je m'étais imposé cette discipline qui sans le savoir allait faire mon bonheur.

Pour revenir deux paragraphes plus haut, c'est ce qui a permis autrefois au marxisme de s'imposer dans le mouvement ouvrier. Ce n'est pas pour des prunes qu'on l'a appelé le socialisme scientifique ou pour lui donner une étiquette savante à côté du socialisme utopique, bourgeois, etc. Le combat contre le social-libéralisme, la social-démocratie dégénérée, le réformisme capitaliste ou écosocialisme ou encore le social-patriotisme qui tous se réclament du socialisme, passe par la défense du socialisme scientifique. C'est bien de le dire, ce serait mieux de reprendre la méthode de ses fondateurs, d'en être digne enfin.

Un enfant va apprendre les lettres de l'alphabet, ensuite il va les associer, après il va former des mots, puis des phrases, et bien on doit employer la même méthode avec les travailleurs qui ne savent pas lire la lutte des classes.

Rajouté ce matin.

J'ai visualisé une vidéo sur les ravages causés par la culture du soja transgénique en Argentine, c'est monstrueux. Avec les Etats-Unis, l'Argentine est le principal exportateur de soja en direction de l'Europe destiné à l'alimentation animale et à l'industrie agroalimentaire. Une nouvelle forme de colonisation sans laquelle la viande serait beaucoup plus cher encore. Qui aborde cette question sous cet angle ? Personne, la bonne conscience et l'internationalisme a ses limites tout de même, la lutte contre la vie chère oblige... comme autrefois. On y reviendra plus tard, je vais essayer de sélectionner les meilleures vidéos disponibles sur ce sujet sur le Net.

Je vous mets l'adresse de la vidéo que j'ai visionnée hier : <http://www.youtube.com/watch?v=MERq5QgB00c>

Que la même société, Monsanto, qui a produit l'Agent orange qui a été pulvérisé par l'impérialisme américain au-dessus du Vietnam pendant la guerre, produise de nos jours les OGM, que ces principaux actionnaires soient les mêmes qu'on retrouve au sein du cartel des banquiers de la Fed et du groupe Bilderberg, Gates, Rockefeller, ne fait pas tilt dans la tête de certains militants, étonnant, non ? Soutenir les OGM n'est pas progressiste, c'est se faire le complice des multinationales qui n'oeuvrent pas à la sécurité alimentaire des peuples, au bien-être de l'humanité, mais à sa destruction ainsi que notre planète.

---

## ACTUALITE EN TITRES

### Ils achètent la justice, casquent...

- Toyota paie 1 milliard de dollars pour mettre fin des plaintes - Reuters

... et s'en foutent

- Toyota table sur 9,7 millions véhicules vendus en 2012 - AFP

### Lutte des classes.

- Martinique : le conflit des marins-pêcheurs suspendu à une réunion jeudi - AFP

- Paiement de la pause: 540 salariés de Carrefour Market obtiennent gain de cause - AFP

- Michel-Edouard Leclerc dénonce la fiscalité "*revancharde*" à la française - L'Expansion.com

### Accentuation de la précarité du travail en vue

- Chômage: Sapin promet une "*mobilisation maximale*" de tous les outils - AFP

## La rançon de l'imposture.

- Les députés PS veulent sortir du climat «*anxiogène*» - LeFigaro.fr

- Quand les ministres ont le blues - LeFigaro.fr

La morale de ces gens-là se situe en dessous du niveau du caniveau, on se demande même comment ils font pour se regarder dans un miroir sans être pris de vomissements. C'est un truc qui me dépasse je l'avoue franchement, je crois qu'à leur place j'aurais tellement honte de ce que je suis devenu que je mettrais fin brutalement à ce cauchemar.

Mais il est vrai qu'en adoptant comme mode de pensée le nominalisme qui est un des trois pivots de la franc-maçonnerie, selon lequel chacun a sa vérité ou toute vérité en vaut une autre, ils peuvent facilement soulager leur conscience et ne voir aucune contradiction entre le fait de se réclamer du socialisme et le piétiner quotidiennement en prétendant oeuvrer au bien commun, qui comme chacun sait profite à certains au détriment de la multitude sans doute trop inconsciente pour en mesurer les bienfaits inestimables.

## Un vrai conte de fée ! Promis à un développement intellectuel fulgurant...

- "*Etre un garçon, apprendre la couture et jouer à la poupée*" - L'Express.fr

Etre une fille, jouer aux billes ou avec des petites voitures, à la classe avec des nounours au lieu de poupées blondasses qui ressemblent aux pétasses qui animent des émissions de télé ou se déhanchent dans des défilés de mode, ce n'est pas mal non plus, elle est bien dans son corps et dans sa tête et elle est devenue instit.

Ma fille m'a envoyé un courriel dans lequel elle me parle de Cassie, ma petite fille, après avoir déballé ses cadeaux de Noël : "*je me suis bien amusée avec elle puisqu'elle a eu un petit circuit avec voitures télécommandées comme j'avais quand j'étais gamine et j'aime toujours autant ça. Ca m'éclate vachement plus que de jouer à la marchande!*" Tu parles !

J'ai refusé que ma fille mime les adultes quand elle était enfant, davantage encore qu'elle participe aux travaux ménagers, estimant qu'il y avait un temps pour tout. Vous devinez comment je ou plutôt nous l'avons élevée avec mon ex-épouse : en répondant systématiquement à toutes les questions qu'elle pouvait nous poser et cela depuis qu'elle était en âge de parler, j'ai appliqué la méthode que j'ai décrite plus haut.

Je n'ai jamais levé la voix sur elle, je ne l'ai jamais menacée, punie, encore moins frappé, à chaque stade de son développement j'ai fait appel à ses facultés intellectuelles qui se sont épanouies librement. Chaque jour, le soir en rentrant du boulot j'y consacrais une grande partie de mon temps libre, à cette époque je ne militais plus. Ce n'était pas une corvée, car dès qu'elle avait mangé et parfois après avoir un peu joué seule dans sa chambre, elle acceptait de se coucher sans problème, du coup nous avions la soirée à nous. Elever un enfant, c'est parfois un cauchemar pour les parents, pour nous ce fut un réel plaisir.

## Aux abois !

- Vol de câbles SNCF: cri d'alarme de la Région Midi-Pyrénées - AFP

L'entreprise ferroviaire précise qu'elle a pris des mesures de prévention pour sécuriser des milliers de kilomètres de rails (300 cheminots mobilisés au niveau national, surveillance par les hélicoptères de la gendarmerie, alarmes mobiles avec vidéos).  
AFP 26.12

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

### 2013. Le bon plan pour les banquiers.

Le ministre allemand de l'Economie, Philipp Rösler, souhaite accélérer le rythme des privatisations, selon un rapport du ministère de l'Economie dont le quotidien allemand Die Welt a eu connaissance.

Deutsche Telekom, dont l'Etat détient 14,8% et la société de chemins de fer Deutsche Bahn, détenue à 100%, sont les deux principales entreprises sur la liste des privatisations souhaitées par l'Allemagne.

L'Etat possède également des participations dans Deutsche Post, Commerzbank et dans les aéroports de Berlin-Brandeburg, de Cologne-Bonn et de Munich.

Au mois de décembre le secrétaire d'Etat à l'Economie, Bernhard Heitzer, avait déclaré à Reuters que son ministère souhaitait céder rapidement les participations de l'Etat à un moment où la hausse du prix des actions et le faible rendement des obligations allemandes rendaient les privatisations intéressantes pour les investisseurs.

Au mois de décembre la vente de TLG Immobilien GmbH, un portefeuille d'immobilier commercial, pour un montant de 1,1 milliard d'euros, avait constitué la privatisation la plus importante des cinq dernières années. Reuters 26.12

Goldman Sachs et ses semblables doivent se frotter les mains !

### Quelle aubaine pour les esclavagistes !

Quatre ans après leur création, le succès des ruptures conventionnelles de CDI ne se dément toujours pas. Selon les statistiques du ministère du Travail, plus d'un million de ruptures amiables ont été homologuées par l'administration entre août 2008, date de leur promulgation, et octobre 2012, rapporte le quotidien Les Echos.

La rupture conventionnelle est une procédure qui permet à l'employeur et au salarié de fixer en commun les conditions d'interruption du contrat de travail qui les lie. Le montant de l'indemnité perçue par le salarié ne peut être inférieure au montant de l'indemnité légale de licenciement.

Le total des ruptures homologuées entre janvier et octobre 2012 a atteint 261 606. Ce qui représente une hausse de 12% par rapport au même laps de temps l'année précédente, et une augmentation de 16% en comparaison des dix premiers mois de 2010 et 2011. Selon les estimations, le bilan de cette année devrait se fixer aux alentours de 315 000 séparations amiables, selon le journal économique. Ainsi, le durcissement cette année du régime fiscal appliqué aux indemnités de fin de contrat amiable n'aura pas dissuadé les salariés.

Les ruptures conventionnelles représentent depuis 2010 le troisième motif d'interruption des contrats à durée indéterminée. Une étude du ministère du Travail en date de juillet dernier rapporte qu'au deuxième semestre 2011, les séparations amiables constituaient 12% des fins de CDI, certes loin derrière les démissions (64%), mais distancées de seulement 6 points par les licenciements non-économiques. Elles pesaient alors deux fois plus que les licenciements économiques.

Le BTP est aujourd'hui le secteur le plus friand de ce type de rupture, avec 15,7% des interruptions homologuées, rapporte Les Echos. Viennent ensuite le commerce (14%) et le tertiaire (13,9%). Les entreprises les plus concernées sont de petites structures: 19% pour les entités de moins de 10 salariés contre 8,1% pour des effectifs de 50 salariés ou plus.

Le ministre du Travail Michel Sapin a pointé en juin "*les abus*" sur ces ruptures qui "*globalement donnent satisfaction*" mais permettent parfois aux entreprises de "*détourner*" les procédures liées aux licenciements. C'est cet argument qui a incité le gouvernement à instaurer un forfait social de 20% dû par l'employeur sur les indemnités de départ dans le budget de la sécurité sociale 2013.

Actuellement, les indemnités versées dans le cadre d'une rupture conventionnelle ne donnent lieu à cotisations sociales que sur le montant dépassant deux fois le montant du plafond annuel de la Sécurité sociale (74.064 euros en 2013). Et aucune contribution sociale (CSG et CRDS) n'est due sur la part inférieure au montant légal ou conventionnel. A compter du 1er janvier 2013, cette part de l'indemnité exclue de l'assiette de la CSG sera en partie assujettie au forfait social de 20%. L'Expansion.com 26.12

Pour le Medef, cela ne suffit pas encore, il faut plus de flexibilité dans le contrat de travail pour pouvoir virer des travailleurs quand bon leur semble sans qu'ils puissent se défendre ou prétendre à des indemnités encore trop élevées. Vous n'avez pas lu cette info qui vient des Etats-Unis, un dentiste (je crois) a jugé que sa secrétaire ou son assistante était vêtue d'une manière trop provocatrice à son goût et il l'a virée.

### Il était déjà chez lui !

La nomination de François Chérèque à la présidence de Terra Nova se précise. L'ancien patron de la CFDT compte succéder au défunt Olivier Ferrand à la tête de ce club de réflexion proche du PS, comme l'écrivait "Le Nouvel Observateur" dès le 11 novembre. Selon "Le Monde" daté du jeudi 27 décembre, le nom de François Chérèque "*a été retenu pour assurer la présidence et être le garant des orientations générales. L'annonce sera officielle dans quelques jours.*"

"*Si je vais à Terra Nova, c'est pour en faire une structure forte, pas une succursale du PS*", explique François Chérèque en privé. Le Nouvel Observateur 26.12

Terra Nova dans le passé avait préconisé toutes les contre-réformes des retraites que le jeune Chérèque a ensuite signé.

L'"*orientation générale*" de Terra Nova, c'était déjà la gouvernance mondiale prônée par l'oligarchie financière occidentale...

Terra Nova a joué le rôle de rabatteur auprès de la classe moyenne pour mieux la manipuler, la casser, finalement la dépouiller par la suite.

[Haut de page ↗](#)

---

Le 28 décembre

## CAUSERIE

Il fait à peine 22°C à l'abri, il caille quoi, du coup je supporte un tee-shirt !

Les agriculteurs manifestent tous les jours à cause de la sécheresse, il pleut depuis ce matin mais il est hélas trop tard pour sauver une partie de la dernière révolte de riz et de canne à sucre. Tous les jours les manifestations se succèdent à travers toute l'Inde, hier c'était le tour de femmes qui expliquaient qu'il n'était pas possible de vivre avec un salaire de 40 roupies par jours, 65 centimes d'euros, une misère, le kilo de riz est à environ 20 roupies.

J'ai reçu un message du bureau de l'immigration, mon visa est prêt, mais je n'ai pas de fric jusqu'à début janvier pour le payer, 15 000 roupies. Avec ce visa de 15 ans mon statut va être renforcé, je vais voir par la suite si je ne pourrais pas me rapprocher d'un parti communiste, le moins pourri des trois, si j'en trouve le temps...

En formatant hier soir mes causeries au format pdf, je me suis aperçu que j'avais laissé un tas d'erreurs, j'ai reproduit deux fois le même paragraphe dans un article ou j'ai carrément écrit n'importe comment, quand je suis complètement crevé cela se voit au premier coup d'oeil, je bâcle mes commentaires qui parfois passent à côté de l'essentiel.

---

## ACTUALITE EN TITRES

[Ils l'ont dans la peau !](#)

- Pour les investisseurs, le vice paie - Atlantico.fr

[Sortez vos mouchoirs ou faites un don.](#)

- Les revenus de Tim Cook (Apple) s'effondrent de 99%... à 3 millions d'euros - L'Expansion.com

[Vous avez dit culturelle, connais pas !](#)

- Sarkozy, seul président sans grande réalisation culturelle - Le Nouvel Observateur

A moins qu'il n'ait pas été capable de prononcer le mot en entier ou que par souci d'économie notamment, il se soit arrêté à la première syllabe, et qu'il ait sauté la seconde mortelle pour passer directement à la troisième, qui associée à la première peut présenter un certain intérêt, double en l'occurrence, la dernière étant une contraction due à un ti ! Décomposé, un truc qui le connaît, cela donne cul-tu- (re) elle.

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[.com et enfumage.](#)

Les bonnes nouvelles n'arrivent jamais seules, la preuve.

- Clip du PC : «*Mensonger et caricatural*», tonne le PS - leparisien.fr

- Florange: lettre ouverte d'Edouard Martin (CFDT) à François Hollande - AFP

Si cette mise en scène pathétique n'était pas fait pour camoufler la collusion du PCF et de la CFDT avec le régime, l'impasse politique dans laquelle il se trouve, on aurait presque envie d'en rire.

Cela fait penser sur Internet à tous ces intellectuels qui dénoncent les "excès" ou les "dérives" du capitalisme ou le Nouvel ordre mondial pour finalement être incapables de définir sur le plan pratique les moyens de lutter contre dans la perspective de l'abattre et de refonder la société sur d'autres bases, puisqu'ils sont incapables également d'envisager l'avenir du monde au-delà du capitalisme.

D'une certaine manière, cette entreprise, et ici cette opération de communication, contribuent à renforcer l'impression ancrée dans la tête de la plupart des travailleurs qu'il est décidément impossible de changer le monde, c'est inconsciemment ou non rendre service à l'ennemi qu'on est censé combattre, et vaincre. C'est inévitable quand on agit de la sorte inconsciemment, ce ne l'est pas dans le cas contraire, or les dirigeants du PCF savent pertinemment ce qu'ils font.

Nous n'avons qu'un seul discours à adresser aux travailleurs et aux militants aujourd'hui inorganisés : organisez-vous, rejoignez le parti qui vous semble le mieux représenter ou défendre vos idées, votre idéal, le socialisme. Tout le reste, c'est du baratin, du vent. Des partis proposent régulièrement d'associer des travailleurs et militants d'horizons divers à leur bataille, n'hésitez pas, participez-y, c'est le seul moyen d'aller de l'avant, en plus de votre propre formation de militant pour pouvoir aider le niveau de conscience des travailleurs de progresser.

Si j'osais quelques conseils en guise de bons vœux pour la suite en 2013. Que je m'adresse aussi pour bien faire.

Armez-vous de patience, soyez déterminé, persévérant, tolérant, prenez du recul et réfléchissez-y à deux fois avant de porter un jugement sur un parti ou ses dirigeants, rien ni personne n'est pas parfait dans ce monde, employez-vous à vous appliquer les principes que vous revendiquez et vous verrez que cela vous simplifiera la vie et vous aidera à porter un autre regard sur la société, par dessus tout employez-vous à maîtriser le matérialisme dialectique, travaillez-y sans relâche, c'est le travail de toute une vie et non une recette magique, ne tombez pas dans le piège de la susceptibilité, du sectarisme ou du dogmatisme, du jugement à l'emporte-pièce, du procès d'intention, n'hésitez pas à reconnaître votre ignorance sur un sujet, vos erreurs, cela n'a jamais tué personne, ne pétez jamais plus haut que votre cul, nous ne sommes en concurrence avec aucun militant ou parti, nos idées ne nous appartiennent pas, soyez modeste par dessus tout, sachez écouter, laissez s'exprimer les autres, c'est une mine d'or pour notre propre progression car nous présentons tous des faiblesses ou des lacunes dont nous n'avons pas forcément conscience, ce sont les autres qui nous aident à les découvrir, tournez-vous vers l'extérieur, ne croyez personne sur parole, ne faites confiance à personne aveuglément, détournez-vous des gens qui vous méprisent ou emploient un ton hautain à votre égard, ce sont des minables généralement, ils ne vous apporteront rien de bon, instuisez-vous auprès des maîtres et non leurs disciples qui ont déformé leurs enseignements ou qui ne les ont compris que partiellement, posez-vous mille questions sur un sujet si nécessaire, jamais cet exercice n'a constitué une perte de temps, quand vous en êtes venu à bout il n'est plus à faire, c'est un objet de satisfaction très sain et à savourer sans modération, pour finir car il faut bien s'arrêter quelque part, dites-vous bien que vous n'apprendrez jamais rien que par vous-même, par votre propre expérience.

Parole d'internautes

(A propos du clip du PCF)

- "Ah ça fait mal !! Mais il n'y a que la vérité qui fâche dit -on et c'est si vrai, que du moment qu'ils crient au scandale, c'est qu'ils sont touchés là ou ça fait mal. Bravo au PCF pour ce moment de fraîcheur. Une question quand même : Mais pourquoi donc cette pseudo gauche qui nous gouverne... continue-t-elle à se définir Socialiste ?? C'est à mourir de rire, bien que des millions de gens votent encore et toujours pour ces imposteurs, capables que de réformes Sociétales, souvent en plus discutables. Mais c'est "peut être" de ces deux mots Socialiste et Sociétale que l'imposture prend sa source !!"

Dans la tête du petit-bourgeois la confusion est totale, il serait peut-être vraiment socialiste ou se demanderait ce que cela signifie vraiment s'il en était réduit à l'état d'indigence.

- "Il faut reconnaître que ce clip est particulièrement brillant !"

- "Criant de vérité le clip du pcf. J'ai voté Hollande, et aujourd'hui , je me demande si ce n'était pas une erreur ..."

Non, puisqu'apparemment avant vous vous illusionniez sur ses véritables intentions.

- "Continuez comme ça , c'est ce que j'aime dans le changement... même Rungis à 6 h du mat! Ça ressemble à du Sarko, ça a

*la couleur du Sarko, mais c'est pas Sarko. Pour s'attaquer au marché du travail, il va au marché !*

Mais là vous risquez de tomber dans une autre illusion !

- *"Pas mal au niveau montage. Quant au fond et à la forme il y avait facilement de quoi faire mieux et plus pour lui enfoncer le clou au bon endroit. Le PCF deviendrait-il aussi mou que le Modem ? Un gentil "entartage" pour un bel "entarteur" en fait ce clip.."*

Vous avez tout compris ou presque, bravo !

Voilà ce qui arrive à prendre ses désirs pour la réalité.

Rue de Solférino, le clip vidéo du PCF n'a pas fait rire du tout. En témoigne un communiqué au vitriol d'Harlem Désir, diffusé ce jeudi. Alors que les communistes n'hésitent pas à marquer leur différence en rejetant plusieurs projets de loi au Sénat, la coupe semble pleine pour les socialistes.

Et cette vidéo de quatre minutes épinglant toutes les promesses non tenues de François Hollande, la provocation de trop. *«Ce clip est de mauvaise foi, mensonger et caricatural»*, tonne le premier secrétaire du PS. Pire encore, aux yeux d'Harlem Désir, *«il est une faute contre la gauche»*. Et même *«une honte pour ses auteurs»*.

Des mots qui sonnent comme une mise en garde. Car selon le patron du PS, le Parti communiste, dans sa vidéo, *«vise de façon inacceptable le Président de la République et le gouvernement»*. *«Il ignore, poursuit Harlem Désir, délibérément l'action menée depuis huit mois au service des Français.»*

(Lesquels, ceux qui sont au chômage, au smic, les retraités, les jeunes voués à la précarité, etc. ? - Ndlr)

Désir appelle *«le PCF à cesser de se tromper d'adversaire»*

(Le PCF s'en garderait bien, il en est incapable, pure supercherie ! - Ndlr)

Cette vidéo, tacle le communiqué, *«passe aussi sous silence l'incohérence du Parti communiste qui a, pour la première fois avec la droite au Parlement, voté contre des réformes qui améliorent la vie quotidienne des Français comme le budget de la Sécurité sociale»* (Il fallait oser le dire ! - ndlr). Solennel, le premier secrétaire, conclut en appelant *«le PCF à cesser de se tromper d'adversaire, à se garder d'une dérive contraire à sa tradition de responsabilité»*. Leparisien.fr 27.12

(Au PS, ils semblent ignorer ou feignent d'ignorer que la situation ne se prête pas vraiment à un nouveau Front populaire mais plutôt à une dictature, à un Etat policier, au fascisme. Les dirigeants du PCF doivent manoeuvrer entre leur base qui s'oppose au gouvernement et sa politique social-libéral-impérialiste, et son propre soutien au régime et aux institutions en place, cela les dirigeants du PS le comprennent parfaitement, tout cela est du domaine de la mise en scène et fonctionne à merveille au regard des commentaires qu'a suscité ce clip. Je suis sûr qu'entre eux en coulisse ou loin des caméras ils en rigolent et doivent se dire : et la caravane passe...

En fait, le PCF n'a fait que les imiter. Ce qui les contrarie au PS, c'est qu'ils ont une mission à accomplir au gouvernement, personne d'autre n'en est capable actuellement, à l'UMP ils en sont encore à régler leurs comptes, donc le contenu de leur message au PCF était le suivant : vous soutenez aussi le régime, alors foutez-nous la paix, à ce jeu-là on a tout à perdre... Vous allez voir que les philistins du Front de gauche vont rectifier le tir en expliquant que c'était juste pour rire en cette fin d'année, histoire de mettre de la bonne humeur dans les chaumières. Et puis ils peuvent se permettre cet écart, car quel parti ouvrier disposant de la confiance des masses serait en position aujourd'hui d'affronter le PS ? Aucun. -Ndlr)

---

## INFOS EN BREF

### SOCIAL

France

Le chômage a poursuivi sa hausse en France pour le 19e mois consécutif en novembre pour atteindre son plus haut niveau depuis près de 15 ans.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A (ceux n'ayant exercé aucune activité) a augmenté de 29.300 (+0,9%) le

mois dernier en France métropolitaine, pour atteindre 3.132.600, son niveau le plus élevé depuis janvier 1998.

Sur un an, la progression en catégorie A est de 10,8%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi progresse de 0,7%, soit 30.400 personnes de plus, pour atteindre 4.617.400 (+9,2% sur un an).

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.904.900.

En novembre, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans a progressé de 1,2% en catégorie A (+17,5% sur un an) et de 1,0% en A, B, C (+15,6% sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans a également augmenté de 1,2% en catégorie A (+10,2% sur un an), et de 0,7% en A, B, C (+9,1% sur un an).

Le nombre de personnes âgées de 25 à 49 ans a moins progressé (+0,8% en catégorie A et +0,5% en A, B et C).

Le nombre des chômeurs de longue durée (inscrits depuis plus d'un an) a progressé de 1,2% en catégories A, B et C (+12,1% sur un an), alors que le nombre de personnes inscrites depuis moins d'un an a augmenté de 0,3% (+7,4% sur un an).

L'Insee a annoncé la semaine dernière s'attendre à 40.000 suppressions de postes par trimestre sur la première partie de 2013 dans les secteurs marchands non agricoles. Reuters 27.12

---

## ECONOMIQUE

1- Portugal. A vendre.

Le gouvernement portugais a cédé jeudi le gestionnaire d'aéroports ANA au groupe de BTP français Vinci pour 3,08 milliards d'euros, dépassant ainsi l'objectif de 5,5 milliards visé par l'ensemble du programme de privatisations négocié avec ses créanciers internationaux.

Désormais concessionnaire unique pour 50 ans des dix aéroports du Portugal, le groupe français était déjà présent dans le pays avec une participation de 37% dans Lusoponte, le gestionnaire du pont Vasco de Gama qui enjambe le Tage à Lisbonne. D'une longueur de 17 km c'est l'un des plus grands d'Europe.

En échange d'une aide financière de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), Lisbonne s'est engagé en mai 2011 à mettre en oeuvre un vaste plan de rigueur et de réformes sur trois ans, qui prévoyait la cession de quelque 5,5 milliards d'euros d'actifs publics.

"*Nous en sommes désormais à 6,4 milliards*", s'est félicité Mme Albuquerque, jugeant que cette opération démontrait la capacité du Portugal à "*obtenir des recettes importantes et supérieures aux attentes*".

Contrairement à la Grèce, qui a dû reporter et revoir à la baisse son programme de privatisations, le Portugal enregistre déjà plusieurs succès dans ce domaine.

La cession de 95% du capital d'ANA, car les 5% restants seront vendus aux employés, intervient après la vente de participations dans les groupes électriciens EDP et REN à des investisseurs chinois et omanais, qui ont rapporté 3,3 milliards d'euros aux caisses de l'Etat portugais.

Le programme de privatisations prévoit en outre la vente des chantiers navals de Viana do Castelo (nord-ouest), de la poste (CTT), des branches santé et assurance de la banque publique Caixa geral de depositos (CGD) et de la filiale pour le fret des chemins de fer portugais (CP Carga).

Le gouvernement de centre-droit souhaite également privatiser l'audiovisuel public mais n'a toujours pas précisé ses intentions concernant ce dossier très controversé en raison de l'appétit affiché par un groupe de médias à capitaux angolais.

La vente de ces actifs doit contribuer à réduire une dette publique qui a atteint 120% du PIB. Mais le gouvernement compte également sur la vente d'ANA pour respecter ses objectifs budgétaires.

Afin de ramener le déficit à 5% du PIB cette année, l'exécutif a signé un contrat de concession avec ANA pour un montant de 1,2 milliard d'euros, dont la moitié a été enregistrée dans les comptes publics de 2012. AFP 27.12

## 2- Grèce

*"Les besoins de capitaux pour l'ensemble du secteur bancaire grec sont estimés à 40,5 milliards d'euros dont 27,5 milliards correspondent aux quatre 'banques systémiques'", selon un rapport de la Banque de Grèce qui souligne que l'opération de recapitalisation "doit s'achever d'ici fin avril 2013".*

Détaillant les besoins de chacune de ces quatre banques, la BdG a estimé que la BNG, numéro un du secteur grec, a besoin de 9,756 milliards d'euros, Alpha de 4,571 milliards, Eurobank de 5,839 milliards et la Banque du Pirée de 7,335 milliards.

*"Le calendrier de la recapitalisation comprend trois phases: la recapitalisation transitoire, qui comprend le versement des capitaux par le Fonds grec de stabilité (Hellenic Financial stability fund), effectué en décembre, l'émission des obligations convertibles (CoCos) d'ici fin janvier et l'augmentation du capital des banques d'ici fin avril 2013", selon la BdG.*

Les quatre principales banques grecques seront soutenues "par l'Etat" tandis qu'une dizaine de banques plus petites, jugées "non systémiques", doivent être recapitalisées par le secteur privé d'ici également fin avril, a indiqué la BdG. Elles auront besoin d'un total de 13 milliards d'euros.

Ces estimations de la BdG prennent en compte "les pertes des banques après leur participation à l'opération de l'effacement de dette souveraine grecque en mars" ainsi que "les pertes attendues des créances douteuses", basées sur l'audit de la société des conseillers Blackrock Solutions.

*"La somme de 50 milliards d'euros est nécessaire et suffisante pour couvrir le coût de la recapitalisation et du redressement du secteur bancaire", estime le rapport de la BdG.*

Selon ce rapport, outre les 40,5 milliards d'euros destinés pour la recapitalisation des banques, "une marge de capital (capital buffer) de cinq milliards d'euros est prévue pour les banques grecques" ainsi qu'"un coût de 3,1 milliards d'euros pour l'éventuelle restructuration dans l'avenir des banques non-système". AFP 27.12

[Haut de page ↗](#)

---

Le 29 décembre

## CAUSERIE

Le 28 à 17h20.

Les liens et les pages 2013 ne sont pas activés ou ils sont vides évidemment, ils figurent à l'écran parce que j'ai préparé le boulot. Ici il pleut, il y a des bourasques de vent, l'année dernière à la même époque on a essuyé un gros cyclone, c'est la saison, donc je prends les devants, je m'avance quoi.

Les fichiers contenant les causeries et les articles de presse de 2012 seront prêts au format pdf (Acrobat Reader) dès le 1er janvier, ne les téléchargez pas ils sont incomplets, je les ai déjà formatés, j'attends seulement le 31 pour inclure dedans les derniers jours.

Il reste encore quelques pages d'accueil de différentes rubriques à actualiser avec mes articles de décembre.

Il vient juste d'arrêter de pleuvoir et je vais sortir mon chien, sinon il refusera de manger ce soir, c'est un caractériel, et ne dites pas tel maître tel chien, sinon je mords !

A demain.

Samedi en fin de journée.

On a eu une coupure d'électricité de 24h jusqu'à 18 heures ce soir, du coup ma journée de travail a encore une fois été perturbée.



Je vous passe les détails. Ils viennent de recouper, il est 18h47. Il est 18h48, le courant est revenu, voilà comment on vit en Inde, exotique n'est-ce pas ? De la patience, il en faut plus que cela encore !

J'ai laissé de côté deux articles que je traiterai demain.

### Parole d'internaute.

(A propos de la tuerie de Newtown aux Etats-Unis)

- *"Histoire digne de X-files ou le meurtrier est retrouvé avec des armes de poing alors que les victimes ont été tuées au fusil. Le téléphone de l'établissement est coupé, les corps des victimes invisibles, le frère qui vit dans un autre Etat depuis des années est trouvé sur les lieux, le père d'une fillette assassinée interviewé juste après le drame est mort de rire et plaisante avant le top antenne... Bref, une affaire puante au possible qui rappelle les très nombreuses manipulations de ces dernières années en Scandinavie, Angleterre, France. L'objectif semble cette fois une nouvelle atteinte aux droits constitutionnels des américains déjà tous bafoués depuis des années. Le désarmement de la population semble indispensable à la dictature policière qui est en place."*

Mieux ou pire encore, au-delà du fichage déjà généralisé des Américains, culpabiliser la totalité de la population pour mieux la contrôler au moyen d'une puce électronique déjà imposé à certaines couches et en vigueur dans certains Etats, pour justifier à terme une manipulation du génome humain afin de produire une civilisation de zombies ou d'esclaves qui seraient incapables de se rebeller contre l'ordre établi... On a déjà lu des articles ou visionner des vidéos qui démontrent qu'ils y travaillent d'arrache-pied. Ce qui semblait relever de la théorie du complot ou de la fiction hier prend forme petit à petit, dans l'indifférence générale, cela va de soi.

- Des généticiens de l'Université du Connecticut doivent étudier l'ADN du tueur de Newtown, Adam Lanza, le jeune homme qui a tué 26 personnes dont 20 enfants à Newtown, a révélé CNN jeudi. D'après ABC, l'étude sera une première. Il s'agira de rechercher des anomalies ou des mutations dans l'ADN du tueur qui pourraient augmenter le risque de violences.

D'après le spécialiste médical de CNN, le Dr Sanjay Gupta, il y a peu de chances pour que les enquêteurs trouvent un indice génétique qui expliquerait le comportement d'Adam Lanza. *«Il n'y a pas de gène clairement identifié qui corresponde à des maladies mentales qui pourraient provoquer ce genre de comportement»* explique le spécialiste à la chaîne américaine. (Quelle valeur peut avoir une explication fournie par un "spécialiste médical de CNN" ? Aucune et quelle qu'elle soit. Sauf pour les médias en France... -ndlr)

*«On ne connaît pas de gène qui signifie "cette personne est atteinte de schizophrénie"»*. Il existe certes des composants génétiques de la maladie mentale, mais des centaines voire des milliers de gènes sont impliqués dans ce processus. La plupart des scientifiques s'accordent pour dire qu'il est donc peu probable qu'un seul gène ou une seule mutation puisse être à l'origine de crimes comme ceux commis par Adam Lanza.

Pour Steve Warren, le président du département de génétique humaine à l'Université d'Emory, *«Rien de tout ce qu'on pourra examiner ne nous donnera de réponse»*. *«On ne connaît pas de gène qui signifie "cette personne est atteinte de schizophrénie", il est impossible de parvenir à une telle conclusion»* a-t-il précisé. 20minutes.fr 28.12

Alors pourquoi entreprendre quand même ces recherches, dès lors que l'on sait par avance qu'elles n'ont aucune chance d'aboutir, sinon ce qui a été relevé plus haut ?

---

### ACTUALITE EN TITRES

[La question qui tue... celui qui la pose](#)

- Etats-Unis: armer les professeurs pour éviter un nouveau "Newtown"? - L'Express.fr

[L'art de parler pour ne rien dire...](#)

- Chômage: Thibault (CGT) et Mailly (FO) ne croient pas à une baisse en 2013 - AFP

... ou presque.

- Ayrault: lutte intensifiée contre le chômage et nouvel équilibre social - AFP

Il est impossible de lutter contre le chômage à partir de la législation du travail existante, mais en la rendant plus favorable encore aux exploités, tout est possible et les dirigeants sont en droit de le croire, ils sont bien placés pour le savoir...

[Leur société accouche de monstres, et il y en a pour applaudir des deux mains !](#)

- Le paquebot commandé à STX France sauve Saint-Nazaire - AFP

Produire et consommer toujours plus n'importe quoi n'importe comment, tandis que des centaines de millions de par le monde sont exclus du marché, on s'en fout, faire naître sans cesse de nouveaux besoins pour alimenter la machine à consommer et à jeter qui permet de faire tourner la machine à produire du profit que les capitalistes encaissent, c'est formidable du moment que cela s'accompagne d'emplois, et les millions et millions de travailleurs qui pendant ce temps-là restent sur le carreau, on s'en fout bordel, ceux qui en profitent s'en foutent, ils vivent dans la plus parfaite insouciance et ils ne comprennent rien à rien, tout est fait pour qu'il en soit ainsi et vive le capitalisme !

[Encore un message de paix ! Qui l'aurait cru ?](#)

- Israël, pays le plus militarisé au monde ? - LePoint.fr

[Toutes les voies mènent... à Goldman Sachs !](#)

- Italie: le Vatican pèse de tout son poids pour soutenir Monti - AFP

[Méthode Coué et propagande.](#)

- Pakistan: avec Bilawal Bhutto, la "*démocratie dynastique*" en marche - AFP

... ou la corruption héréditaire, quoi !

- Inde: le nouveau héros de la lutte anticorruption - L'Express.fr

... d'un jour !

---

## ACTUALITÉ DU JOUR

[Vidéo du PCF. Le PS devrait "\*s'en réjouir\*". Pourquoi ?](#)

Hier, nous sommes intervenu sur ce sujet en affirmant que les auteurs de cette vidéo ne tarderaient pas à faire acte de contrition, cela n'a pas tardé par le voix de l'illusionniste de service Mélenchon.

- «*Au lieu de vociférer, (Harlem Désir) ferait mieux de se demander quelle part de vérité si évidente il contient pour que tout le monde rie de si bon cœur en regardant ce plaisant petit film*», conseille Jean-Luc Mélenchon. «*Le gouvernement et son nouveau porte-parole feraient bien de cesser de se tromper d'adversaire*», met-il en garde. (En fait d'argument, Mélenchon reprend ceux qu'utilisent le PS, match nul un point partout. N'était-ce pas l'objectif ? - ndlr)

«*Il devrait se réjouir que cela soit fait avec humour et drôlerie plutôt que sur le ton arrogant et sectaire avec lequel le PS croit possible de traiter les partis de notre gauche*», conclut l'eurodéputé. AFP 28.12

A lire le premier paragraphe, on comprend tout de suite que son contenu n'avait pas à vocation à mobiliser les masses contre la politique réactionnaire du gouvernement, que son objectif était ailleurs, ouvrir la soupape ou desserrer le carcan sous lequel croule les masses et qui se répercute sur la base des composantes du Front de gauche qui soutiennent le régime. Mélenchon peut rire de "*bon cœur*" des conséquences de cette politique qui s'inscrit dans la continuité de celle de Sarkozy, cela n'a aucune influence sur son propre mode de vie et ne l'empêche pas de dormir assurément, en revanche je ne suis pas du tout certain que les travailleurs concernés aient vraiment envie d'en rire ou pas vraiment de la même manière que lui.

Si pour notre part nous en avons souri, c'est jaune comme l'on dit devant l'absence de toute perspective politique... Dénoncer

les incohérences, les contradictions ou les mensonges de Hollande et du PS, cela ne coûte rien, cela ne change absolument rien dès lors qu'on n'en tire pas les conséquences pratiques qui s'imposent ou qu'on ne le traduit pas en terme de tâches politique en direction des masses exploitées.

Dans le second paragraphe, Mélenchon qui est un manipulateur de première oppose deux comportements. L'un qu'il revendique consistant à traiter la politique de Hollande avec "*humour et drôlerie*", pour ne pas dire par dessus la jambe ou d'un ton léger, l'autre qu'il rejette et qui aurait consisté à employer un "*ton arrogant et sectaire*", traduisez qui aurait été de nature à s'opposer véritablement au gouvernement, ce qui n'est pas le cas du Front de gauche pour n'avoir cessé de le marteler semaine après semaine depuis des mois.

Que constatons-nous ici ? C'est que Mélenchon déconnecte le discours et le contenu de la politique de Hollande de la manière dont ils sont présentés dans cette vidéo pour ne conserver finalement que ce dernier aspect, autrement dit, le contenu objectif passe à la trappe et ne demeure que son traitement subjectif qui peut être traité à l'infini ou donner lieu à toutes sortes d'interprétations, critiques ou polémiques, de telle sorte qu'on en oublie le fond.

Voilà leur véritable objectif à travers cette opération de communication relayée généreusement par les médias nationaux, car le Front de gauche est incapable de s'attaquer aux questions sociales de fond ou collectives qui posent la nécessité de rompre avec les capitalistes et leurs représentants, leurs institutions, ceci explique cela.

### [Héros d'un mensonge un peu gros à faire avaler.](#)

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a opposé une fin de non recevoir au dirigeant de la CFDT d'ArcelorMittal à Florange (Moselle), qui a demandé au gouvernement de reconsidérer sa décision de ne pas nationaliser le site.

*"Je ne veux pas rentrer dans ce genre de discussion, de polémique, j'ai une responsabilité c'est de faire respecter l'accord qui a été passé"*, a déclaré Jean-Marc Ayrault sur RTL.

*"L'accord c'est d'abord l'absence totale de plan social, ça concerne 630 personnes et c'est ces personnes-là qui auraient pu être victimes de licenciements"*, a-t-il ajouté.

(Faux, plus des trois quarts devaient partir à la retraite. Par contre pas un mot sur le sort des hauts fourneaux. -Ndlr)

*"Et bien je ferai respecter cet accord et les organisations syndicales et leurs dirigeants le feront respecter j'en suis convaincu, il sera respecté cet accord"*, a encore dit le chef du gouvernement.

(Il sait de quoi il parle, il a dû recevoir des garanties de ce côté-là des dirigeants syndicaux. Ndlr)

Il a exprimé la même volonté de faire respecter l'engagement pris par ArcelorMittal d'investir 180 millions d'euros dans la partie "*ava*" (transformation de l'acier) du site, déclarant: "*Ces investissements n'étaient pas prévus et nous allons faire en sorte qu'ils soient respectés.*" Le Nouvel Observateur avec Reuters 28.12

(Faux, cette somme correspond à des travaux d'entretien sur plusieurs années, Mittal les avait déjà programmés dans ces comptes. - ndlr)

Il faut ajouter que tous les éléments que les syndicats ont feint de découvrir ou qu'ils font semblant de découvrir petit à petit pour les ignorer aussi rapidement, ceux qui ont suivi attentivement les épisodes de cette affaire en sont les témoins, en réalité les syndicats les connaissaient avant la conclusion de cet accord concocté par et pour Mittal.

Vous ne comprenez pas ? Si vous voulez c'est comme avec le chômage ou la précarité par exemple, tout le monde est au courant qu'ils existent, tout le monde peut constater que cela ne date pas d'hier, chacun peut constater que les syndicats s'en accommodent finalement très bien depuis des décennies puisqu'ils refusent de rompre leurs relations avec le gouvernement et le patronat, puis lorsque de nouveaux chiffres ou statistiques tombent leurs dirigeants prennent la parole pour les dénoncer, puis plus rien, la vie continue comme avant. A Florange, c'est la même comédie à laquelle on assiste, sauf que là des ouvriers vont rester sur le carreau, quelques centaines si on inclut la sous-traitance, quelle importance au bout du compte, une goutte d'eau dans un océan de 4, 5, 7 millions de chômeurs. -Ndlr)

### [Le gouvernement du Medef annonce la couleur. L'offensive continue avec le soutien des dirigeants syndicaux.](#)

Côté gouvernement.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a affirmé vendredi à Font-Romeu (Pyrénées-Orientales) l'impératif d'intensifier le combat contre le chômage après une nouvelle dégradation des chiffres de l'emploi, et la nécessité d'un "*nouvel équilibre*" entre les intérêts des salariés et des entreprises.

(Traduction : la lutte contre le chômage passe notamment par un rééquilibrage de la législation du travail davantage encore en faveur du patronat. C'est le langage d'un Premier ministre des patrons. - ndlr)

"*L'effort pour lutter contre le chômage doit être encore plus intense*", a dit le chef du gouvernement lors de la visite de la brigade de gendarmerie de Font-Romeu.

(L'art de brasser du vent. C'est comme lorsque vous multipliez un nombre par zéro pour en atteindre un supérieur ! - ndlr)

"*Nous devons mettre toute notre énergie pour le redressement, il faut sortir d'un certain découragement*", a insisté sous différentes formes le Premier ministre, actuellement en vacances en famille à Font-Romeu.

(Au profit de qui ? Devinez. - ndlr)

Les chiffres du chômage publiés jeudi confortent le gouvernement dans les mesures d'urgence comme les contrats d'avenir et les contrats de génération, mais aussi dans son pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, a-t-il dit.

(Ici, c'est l'AFP qui se fait le relais de la politique du gouvernement pour la justifier. - ndlr)

La France doit en outre "*engager des réformes, ces réformes qui sont des réformes de structure*", a-t-il dit en citant l'école, la décentralisation ou l'énergie, "*mais aussi un nouvel équilibre entre les intérêts des entreprises et de leur salariés*".

(Des contre-réformes réclamer par le FMI, l'UE, etc. Au profit de qui ? Qui détient le pouvoir permet de répondre à cette question. - ndlr)

"*L'entreprise doit retrouver des marges de manoeuvre pour investir, innover, embaucher*", a-t-il déclaré. Il a ainsi exhorté les partenaires sociaux à trouver un accord sur la sécurisation de l'emploi. AFP 28.12

Traduisez : embaucher à n'importe quel prix, tandis que le gouvernement octroie un cadeau de 20 milliards d'euros aux capitalistes. Et comme ce "*nouvel équilibre*" ne sera pas favorable aux travailleurs, il le sera forcément au profit du patronat, qui en douterait ?

Côté syndicats.

Bernard Thibault a déclaré sur RMC-BFM TV ne pas avoir "*de raison de douter de l'engagement*" du chef de l'Etat. "*Par contre j'ai des éléments qui me permettent de douter fortement de la perspective d'avoir un inversement de la courbe du chômage en 2013*" l'objectif de François Hollande, a-t-il poursuivi.

(On a là la ligne politique des syndicats, leur alignement complet sur le gouvernement. -ndlr)

Selon le secrétaire général de la CGT, qui dénonce notamment les 20 milliards de crédits d'impôt "*offerts aux entreprises sans contrepartie*", "*il n'y a pas d'éléments sur les choix de politique économique et sociale du gouvernement qui laisse entendre qu'on va inverser la courbe du chômage*".

(La question n'est pas celle d'"*inverser la courbe du chômage*", mais dans quelles conditions, question que Thibault occulte sciemment imitant ainsi Ayrault. - ndlr)

Interrogé sur RTL sur la concrétisation de l'ambition du chef de l'Etat, Jean-Claude Mailly a lui répondu: "*dans la logique actuelle, non, puisqu'on est en quasi-récession, je ne vois pas comment, à partir de là, le chômage pourrait sérieusement diminuer*".

(Même remarque. -ndlr)

"*Le président de la République dit +2013 sera l'année de l'emploi+ mais on ne peut pas déconnecter l'emploi des politiques économiques. Il y a l'effet récessif au niveau international, notamment au niveau européen, ça pèse sur l'activité de l'économie française, mais il y a aussi une politique de rigueur qui accentue cet effet récessif*", a-t-il estimé.

(Mailly en rajoute une couche, si vous êtes au chômage, surtout ne vous en prenez pas au capitalisme, ne vous en prenez pas aux institutions qu'incarne le gouvernement, c'est la faute de la récession au niveau international et la boucle est bouclée. -ndlr)

Pour le leader de FO, "*les politiques doivent reprendre la main, sinon on reste dans l'incantation*", "*l'action, ce n'est pas seulement les emplois d'avenir et les contrats de génération, c'est une politique économique qui soit plus dynamique en termes de consommation, d'investissement de stratégie industrielle*".

(Le gouvernement s'en occupe. - ndlr)

Dans un communiqué, le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) a lui aussi dénoncé des mesures pour l'emploi "*louables mais définitivement pas à l'échelle du problème*".

(Patientez un peu, avec la généralisation de la précarité, comme en Allemagne, les prochaines "*mesures pour l'emploi*" vont porter leurs fruits, la corbeille des capitalistes est pleine, n'en jetez plus ! - ndlr)

Réagissant aux appels pressants du gouvernement qui souhaite un accord sur le marché de l'emploi lors de la prochaine séance de négociation les 10 et 11 janvier, les deux chefs de file syndicaux ont aussi prévenu qu'ils ne signeraient pas un accord entérinant plus de flexibilité. AFP 28.12

(Rien à foutre, ils se partagent les rôles, la CFDT et la CFTC le signeront et le tour sera joué. -ndlr)

[Sans centralisation des luttes sur un axe politique unificateur, la remise en cause des institutions, la défaite est inévitable.](#)

Après cinq semaines de grève, durant laquelle les médecins ne recevaient les patients que le vendredi, l'Association des médecins généralistes et spécialistes de Madrid a levé vendredi le mot d'ordre de grève sans avoir réussi à stopper les projets de privatisation de six hôpitaux et de plusieurs dizaines de cliniques publiques.. Mais ils ont redit leur hostilité à ces privatisations.

Les autorités régionales espèrent économiser 200 millions d'euros en faisant passer ces établissements de santé sous gestion privée.

Le projet de privatisation a été approuvé jeudi par le parlement régional.

Mais ils ont redit leur hostilité à ces privatisations. Reuters 28.12

Il faudrait que le régime s'affole et craigne une contagion ou de tout perdre pour reculer ou capituler...

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### UE

L'ex-président de la Commission européenne, le socialiste Jacques Delors, a suggéré vendredi au Royaume-Uni, hostile à plus d'intégration européenne, de quitter l'UE et d'opter pour une autre forme de partenariat avec le Vieux continent.

"*Les Britanniques s'intéressent seulement à leurs intérêts économiques, à rien de plus. On pourrait leur proposer une autre forme de partenariat*", estime Jacques Delors, dans un entretien au quotidien économique allemand Handelsblatt.

Le Premier ministre britannique David Cameron, qui subit les pressions des "*eurosceptiques*" de son parti conservateur, avait déclaré le mois dernier qu'il soutenait l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE, mais qu'il voulait "un nouvel accord" qui comporte une procédure de non-participation sur des problèmes-clé.

Dans un entretien publié jeudi dans le Guardian, le président du Conseil européen Herman Van Rompuy a averti que ces tentatives de récupérer des pouvoirs aux dépens de l'Europe pourraient mettre l'UE en danger.

"*Si les Britanniques ne suivent pas la tendance allant vers plus d'intégration dans l'Union européenne, nous pourrions malgré tout rester amis, mais sous une autre forme*", estime pour sa part, dans le Handelsblatt, Jacques Delors, qui plaide par ailleurs avec insistance pour davantage d'intégration politique au sein de l'UE.

Comme possibilités de partenariats avec le Royaume-Uni, M. Delors cite "*une forme comme celle de l'espace économique européen*" ou "*un accord de libre-échange*". AFP 28.12

Ah ben cela tombe bien, c'est exactement le type d'accord passé entre l'UE et l'impérialisme américain, quelle coïncidence !

Normal, la Grande-Bretagne fut dès le XIXe siècle le premier Etat des Etats-Unis, et le premier Etat à passer sous le contrôle d'un cartel de banquiers, les mêmes qui fondèrent la Fed en 1913, quelle coïncidence !

Delors et Rompuy sont leurs représentants, ainsi que Cameron évidemment, donc aucun d'entre eux n'envisagent d'entraver la marche en avant à l'établissement d'une gouvernance mondiale qui passe par la liquidation complète de la souveraineté des Etats-nations européens qu'incarne leur intégration totale dans l'Union européenne.

Cela ne va pas sans contradictions, avec lesquelles jusqu'à présent ils se sont toujours arrangés en octroyant (le plus souvent à la marge) des exceptions aux Etats qui l'exigeaient, en échange de leur plus grande intégration à l'UE. Gageons qu'encore une fois ils trouveront un "*bon*" accord, surtout que dans le cas présent, c'est le maître qui le réclame.

Je pense qu'il sera impossible à la Grande-Bretagne d'intégrer l'union économique et financière de l'UE, parce que en tant que première pierre de l'édifice impérialiste mondial bâti depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours où elle est la principale place financière en Europe, elle en est également le garant tout en jouant le rôle de relais indispensable entre les Etats-Unis et les puissances européennes occidentales de la zone euro, elle ne peut se permettre de perdre son indépendance, c'est un peu comme si vous demandiez au cartel des banquiers de la Fed d'y renoncer, idée farfelue s'il en est, grotesque, impensable.

En 1913, ce sont les six familles de banquiers qui contrôlaient la banque centrale britannique, la Banque d'Angleterre, banque privée et commerciale, qui ont créé la Fed, ces liens n'ayant jamais été remis en cause, affirmer que la Banque d'Angleterre est depuis intégrée à la Réserve Fédérale américaine (Fed) correspond à une réalité qui est rarement évoquée. Et pour cause, comme pour beaucoup d'autres questions, il vaut mieux que les masses continuent d'ignorer comment fonctionne réellement le monde.

Tenez, c'est très utile, à la suite de cet article il n'y avait pour ainsi dire que des commentaires anti-britanniques, xénophobes, nationalistes, dans absolument aucun commentaire ne figurait un des éléments que j'ai évoqués plus haut. Le seul correct mais hors sujet prônait la sortie de l'UE pour la France.

On voit parfaitement ici à quoi sert de maintenir la population dans l'ignorance et de quelle manière cela se traduit, et comment cela peut être exploité ensuite sur le plan politique, un jeu d'enfant dès lors de la manipuler, de dresser les peuples les uns contre les autres quand on possède les leviers du pouvoir, des institutions, des médias.

---

## SOCIAL

### France

Les Restos du coeur enregistrent une demande en hausse de 12% un mois après l'ouverture de leur 28e campagne d'hiver et ont besoin d'une mobilisation de leurs donateurs pour faire face à la situation, a déclaré vendredi Olivier Berthe, président de l'association.

«*Ce n'est pas une hausse, c'est une explosion: une demande de plus 12%, c'est-à-dire 100.000 personnes de plus à venir aux Restos pour cet hiver*», a-t-il dit sur RTL.

Dans ce contexte, Olivier Berthe a pressé le gouvernement de se battre pour obtenir le maintien à son niveau actuel de l'aide alimentaire européenne pour les plus démunis, qui est aujourd'hui en débat.

«*Il semblerait que le gouvernement soit en train d'accepter un compromis avec l'Allemagne ou l'Angleterre*», a-t-il indiqué, ajoutant: «*Il ne faut pas que le gouvernement aille sur ce terrain avec l'Allemagne et l'Angleterre, car ça veut dire moins d'aides et donc la fin de l'aide alimentaire en Europe.*»

«*Il ne faut pas que le gouvernement se batte sur ce mauvais compromis. Il faut demander la prolongation du programme d'aide alimentaire, qui bénéficie à 18 millions d'Européens pauvres*», a-t-il souligné. Pour les Restos du coeur, cette aide représente 23% des repas distribués et 15% de ses ressources, selon son président.

Créé en 1987, le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) est un mécanisme d'aide alimentaire financé par l'UE

qui permet la distribution aux populations pauvres de la communauté européenne d'une partie des surplus agricoles européens. L'Allemagne estime qu'il ne relève pas des compétences communautaires. 20minutes.fr 28.12

Attendons la suite pour réagir. Je ne suis pas demandeur de cette aide, maintenant elle existe, vouloir la supprimer après que l'UE a couvert de centaines de milliards d'euros les banquiers est insupportable et témoigne de la véritable nature réactionnaire de l'UE et du gouvernement français si tel était le cas. Il l'est par ailleurs, attendons de voir s'il poussera la cynisme jusqu'à supprimer cette aide aux plus défavorisés d'entre nous.

---

## ECONOMIQUE

Espagne

Les ventes au détail en Espagne ont reculé de 7,8% en novembre par rapport au même mois de l'an dernier, selon des données officielles publiées vendredi.

Ce repli est moins important qu'en octobre (-9,7%) et moins marqué que ce qui était attendu par les économistes (-10%).

Il s'agit néanmoins de la vingt-neuvième baisse mensuelle consécutive des ventes au détail. Reuters 28.12

[Haut de page ↗](#)

---

Le 30 décembre

## CAUSERIE

Je souhaite à tous et à votre famille une bonne continuation pour 2013, tout le meilleur, portez-vous bien et gardez le moral, et sans rancune, la polémique fait partie de la vie, c'est son absence qui serait préoccupante. Chacun fait ce qu'il peut à son niveau, chacun doit assumer ses responsabilités, se montrer fier et digne des idées et de l'idéal qu'il représente et défend. On a tous nos défauts, faiblesses ou lacunes et les désaccords font aussi partie de la vie d'un militant, d'un parti...

La lutte des classes a de beaux jours devant elle, 2013 sera sans doute décisive à bien des égards pour la suite de notre combat pour abattre le vieux monde, en France, en Grèce, en Espagne et dans de nombreux pays encore. Les tâches qui nous attendent sont colossales, on part certes avec un sérieux handicap, mais une solide expérience, il ne faut pas se le cacher, cependant on a des atouts en mains pour surmonter tous les obstacles qui se dressent sur notre chemin, à nous d'être capable de faire la part des choses, de faire preuve de discernement ou de renouveler d'efforts pour mieux maîtriser la seule méthode qui nous permet d'interpréter le monde et de nous armer politiquement, le matérialisme dialectique et historique, le marxisme. Elever le niveau de la compréhension du monde des travailleurs et les organiser, construire le parti révolutionnaire, voilà nos priorités.

Demain je n'actualiserai pas le site. Ce matin mon épouse a eu un malaise, elle s'est effondrée en étendant du linge, j'ai un tas de trucs laissés en plan à faire chez nous. Je vais lui consacrer ma journée, car à faire ce boulot comme un forcené je la néglige forcément et elle le supporte mal, elle ne le comprend pas.

2013 sera assurément l'année de la contre-offensive du mouvement ouvrier international, de la renaissance du combat pour la révolution socialiste ou des pires défaites, ce que l'on ne peut pas envisager : on vaincra et vive le socialisme !

---

## ACTUALITE DU JOUR

[Tempête dans un verre d'eau](#)

Avant-propos

Le contexte. En réalité la taxation à 75% pour les plus riches contribuables retoquée hier par le Conseil constitutionnel ne devait concerner environ que 1.500 nantis, qui auraient payé en moyenne la somme "colossale"... de 140.000 euros.

Une ruine sachant que cette taxe s'appliquerait à leurs revenus imposables une fois déduites toutes les "*niches fiscales*" dont ils bénéficient déjà, sans parler de leur richissime patrimoine non imposable, oeuvres d'art, châteaux, etc. sans oublier les importantes sommes détournées du fisc pour avoir atterri discrètement dans des paradis fiscaux en pleine expansion ces dernières années, et pour finir les privilégiés qui ne déclarent qu'une partie de leurs revenus en France, tandis que la plus importante est déclarée dans des pays plus avantageux fiscalement, la Belgique par exemple.

Quelques données concrètes.

1 - Déclarer un revenu annuel de 88 200 € en 2008 est le critère de base, pour un célibataire s'il souhaite figurer dans la liste des personnes les plus aisées en France. Pour un couple, le seuil est d'un peu plus de 130.000 €. Le club des riches français compte environ 600 000 membres, donc seulement 1 % des contribuables. (<http://finance-economie.com>)

2 - A Paris par exemple, le nombre de riches contribuables redevables de l'impôt sur la fortune s'élevait à 86 949 habitants qui possédaient un patrimoine supérieur à 790 000 euros en 2010 (le seuil d'imposition pour cette année) et ont payé 9 018 euros d'ISF en moyenne. (source : <http://www.journaldunet.com>)

3 - Le haut de la distribution des revenus s'élargit : depuis 2004, le nombre de personnes riches est en forte augmentation (figure 10). Entre 2004 et 2007, le nombre de personnes dépassant les 100 000 euros constants de revenu par unité de consommation a crû de 28 %, et de 70 % pour les personnes au-dessus du seuil à 500 000 euros.

En parallèle, depuis quelques années, les statistiques fiscales révèlent une augmentation forte du nombre de redevables à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). En effet, le nombre de foyers redevables de l'ISF au titre de l'année civile 2004 est de 336 000, soit 12 % plus élevé que l'année précédente (cf. annuaire statistique de la DGFIP), et plus élevé encore les trois années suivantes : l'impôt de solidarité sur la fortune touche ainsi 528 000 foyers en 2007.

Pourtant, le seuil de l'ISF est revalorisé chaque année pour tenir compte de l'érosion monétaire. Les seuils, depuis 2004, sont donc toujours entre 754 000 euros et 761 000 euros de 2007. Cette évolution du nombre de foyers possédant un patrimoine important correspond principalement à une valorisation des actifs immobiliers et mobiliers possédés.

Ainsi, d'un côté, la valorisation forte des actifs sur la période 2004-2007 a fait augmenter le nombre de hauts patrimoines ; de l'autre, on observe une augmentation du nombre de riches en termes de revenus.

Le nombre de personnes dont le revenu déclaré par unité de consommation est supérieur à 500 000 euros de 2007 augmente de 70 % entre 2004 et 2007, passant ainsi de 6 500 à un peu plus de 11 000. ([www.insee.fr](http://www.insee.fr))

4- Selon l'étude annuelle de la banque helvétique Credit Suisse sur l'état de la richesse dans le monde, la France compte 2,6 millions de millionnaires en dollars (Le Point.fr et AFP 19.10.2010)

Quelques titres d'articles de presse.

- Le Conseil constitutionnel annule la taxe à 75%, camouflet pour Hollande - AFP

- Budget 2012 rectifié: le Conseil constitutionnel valide le crédit d'impôt - AFP

- Impôt à 75 % : "*Une censure symbolique mais pas sévère*", selon Ayrault - LePoint.fr

- "*L'idéologie n'a pas sa place dans les décisions fiscales*" - Le Nouvel Observateur

Le Conseil constitutionnel : une institution non élue, illégitime.

Des Sages tous nommés par la droite - Lefigaro.fr

Les neuf membres nommés qui siègent au Conseil ont tous été choisis par la droite.

Le président, Jean-Louis Debré, a été nommé par Chirac, alors président, en février 2007. Les trois hommes politiques chevronnés entrés lors du dernier renouvellement, en février 2010, étaient Michel Charasse, Jacques Barrot et Hubert Haenel. Ils ont été respectivement choisis par trois hautes autorités issues de l'UMP: Nicolas Sarkozy, Bernard Accoyer et Gérard Larcher, à l'époque chef de l'Etat, président de l'Assemblée et président du Sénat. Par ailleurs, les trois anciens présidents, membres de droit du Conseil, sont tous de droite.



« nous mettons un point d'honneur à décevoir les attentes des autorités qui nous nomment afin de prouver notre indépendance », plaide un Sage. Lefigaro.fr 29.12

Il faut bien sauver les apparences, ils ne sont pas les seuls à se livrer à cet exercice pour tromper les naïfs ou les ignorants. Le Conseil constitutionnel a le même pouvoir que la Cour suprême aux Etats-Unis ou en Inde, un pouvoir d'exception propre aux dictatures.

Et la comédie continue.

Les uns en rigolent, à l'UMP, les autres ridiculisés, s'en désolent en promettant de remettre cette taxe sur le tapis d'ici fin 2013, au PS, alors qu'en réalité on vient de voir qu'elle était insignifiante et n'empêcherait pas de vivre les parasites qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs.

Les uns interviennent au nom de l'idéologie qu'ils représentent, à l'UMP, les autres s'emploient à tenter de sauver les apparences trompeuses selon lesquels ils ne partageraient pas l'idéologie bourgeoise des premiers, peine perdue, les travailleurs qui n'avaient pas encore compris qu'ils n'avaient rien à attendre du PS sont en train d'en faire (à nouveau) l'expérience.

Hier, j'ai montré à un Indien de nationalité française (mon propriétaire) la vidéo du PCF qui l'a bien fait marrer. A la fin, il m'a dit la chose suivante en parlant de Hollande et son gouvernement : "ils ne peuvent pas faire autrement, ils sont prisonniers de la même logique", je lui ai répondu qu'il fallait casser cette "logique" qui consiste à recevoir ses ordres des banquiers et des actionnaires des multinationales et à satisfaire leurs besoins, il m'a répondu "tout à fait, c'est le seul moyen, sinon rien ne changera", effectivement, et sur ce plan-là la preuve est faite qu'il n'y a rien à attendre des partis institutionnels, de l'UMP ou du PS notamment...

L'article de l'AFP

- Le Conseil constitutionnel a infligé samedi un camouflet au président François Hollande en annulant la taxation à 75% pour les plus riches contribuables, la mesure la plus emblématique et contestée de son gouvernement.

Si le chef de l'Etat a accueilli "sereinement", selon son entourage, la censure de cette taxe, il a immédiatement demandé à son Premier ministre de préparer "un nouveau dispositif" pour "rétablir une taxation exceptionnelle sur deux ans, 2013 et 2014".

Dans un communiqué, Jean-Marc Ayrault a donc promis une nouvelle mouture de la taxe censurée dans le cadre "de la prochaine loi de finances", mais sans donner de précision sur ses modalités, ni sur la date de sa présentation, dans un collectif budgétaire en cours d'année ou dans le projet de budget 2014, l'automne prochain.

La décision du Conseil constitutionnel est un coup rude pour le président de la République, car malgré un faible rendement -- elle devait toucher environ 1.500 personnes, qui auraient payé en moyenne 140.000 euros à ce titre --, cette super taxe sur les très riches constituait un marqueur de sa présidence.

La droite a ironisé sur "le camouflet" infligé par le Conseil constitutionnel à François Hollande, et dénoncé, à l'instar de l'ex-Premier ministre François Fillon "la politique de matraquage fiscal" du gouvernement.

Le président de l'UMP, Jean-François Copé, a appelé "solennellement François Hollande à tirer les leçons de ses échecs et à changer de politique".

"Pour la France, a-t-il ajouté, il est impératif qu'en 2013 François Hollande prenne conscience de son devoir et entreprenne enfin les réformes courageuses dont nous avons besoin".

Saisi par les parlementaires UMP, le Conseil constitutionnel a estimé que la taxe de 75% sur les revenus supérieurs à 1 million d'euros prévue pour deux ans dans le budget 2013 méconnaissait le principe d'égalité des charges. Elle devait être prélevée auprès de chaque personne physique alors que l'impôt sur le revenu l'est "par foyer".

Concrètement, a-t-on expliqué au Conseil, un ménage, dont chaque membre percevrait un revenu de 900.000 euros, se trouverait exempté de taxation, tandis qu'un autre, dont un seul membre gagnerait 1,2 million d'euros et l'autre rien, devrait l'acquitter, ce qui constituerait à l'évidence une "rupture d'égalité au regard de la faculté contributive".

Plusieurs autres dispositifs du budget 2013 ont été entièrement ou partiellement retoqués (investissements en outre-mer, droits de succession en Corse sur les immeubles, retraites-chapeau etc...). Mais pour un montant de "moins de 500 millions d'euros" sur un total de quelque 300 milliards, ce qui n'obère pas l'architecture globale du texte.

S'agissant du budget 2012 rectifié, le gouvernement, par la voix de M. Ayrault, s'est réjoui de la validation par le Conseil constitutionnel de son crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE). Cette mesure phare du pacte de compétitivité issu du rapport Gallois prévoit un coup de main de 20 milliards d'euros aux entreprises. AFP 29.12

Ne bondissez pas à la lecture du dernier paragraphe, rien de plus naturel ou normal au choix, cette misérable taxe va dans le même sens que ces 20 milliards d'euros supplémentaires accordés aux patrons : tout pour les riches, la poursuite de la politique de Sarkozy, il n'y a que l'emballage ou l'étiquette qui change, pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, ce qui figuraient sur les bulletins de vote en mai et juin dernier.

J'ai ajouté deux fichiers dans la rubrique *Social* sur la répartition des revenus.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### 1- France

Six militants pro-palestiniens ont été interpellés place Saint-Michel (VI<sup>e</sup> arrondissement) à Paris samedi après-midi, après avoir voulu organiser un rassemblement en soutien à des prisonniers palestiniens en grève de la faim, a constaté une journaliste de l'AFP.

La préfecture de police, qui avait autorisé le rassemblement, "*nous a dit vendredi soir qu'il était interdit*", a déploré auprès de l'AFP un des organisateurs, Nassim Tache, membre du collectif Cheikh Yassine. Il a été arrêté et conduit au commissariat, comme cinq autres manifestants dont Abdelhakim Sefrioui, responsable de ce collectif.

*"Le collectif avait procédé à un dépôt de déclaration (de la manifestation), ce qui ne voulait pas dire que la manifestation était autorisée. Les conditions de déroulement de la manifestation (...) et les risques de trouble à l'ordre public ont conduit à l'interdiction du rassemblement par arrêté préfectoral pris vendredi à 23H00", a-t-on précisé à la PP.*

Sur les six interpellés, quatre ont été relâchés et deux placés en garde à vue pour participation à un rassemblement non autorisé, a-t-on indiqué de source policière.

*"Israël assassin, Hollande complice", "Hamas résistance"* ont scandé les manifestants.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) avait demandé au préfet de police de Paris d'interdire ce rassemblement, expliquant que le collectif "*est connu en France pour avoir troublé l'ordre public à Paris et en Seine-Saint-Denis*". AFP 29.12

Nous ne connaissons ce collectif palestinien. En revanche, on aura noté qu'il aura suffi que les chiens de garde du sionisme se soient manifestés auprès de la préfecture de police pour que leur demande soit satisfaite.

En aparté, ceux qui autrefois parlaient d'un complot judéo-maçonnique se trompaient de cible, si complot il y avait ou il y a, il faudrait plutôt utiliser la formule sioniste-maçonnique puisqu'ils partagent la même idéologie, le même triptyque, y compris certains symboles...

Que l'on retrouve les mêmes personnages à la tête des Etats ou au sein des gouvernements et des institutions nationales et internationales ou que les sionistes y cotoient les francs-maçons, ne serait évidemment que pure coïncidence depuis un siècle. Qu'ils figurent tous ou presque depuis 50 ans sur la liste des participants aux réunions du groupe Bilderberg, un pur hasard en somme. Et dire qu'il y a des militants assez crédules pour le croire... Question : cette crédulité ou ignorance aurait-elle une influence sur leurs analyses ou leur positionnement politique ? D'après vous ?

#### 2- Macédoine

Plusieurs milliers de Macédoniens ont manifesté samedi à Skopje à l'appel de l'opposition de gauche pour réclamer la démission du gouvernement conservateur accusé d'être responsable de la grave crise économique que traverse cette ex-république yougoslave.

Cette manifestation intervient après que la majorité gouvernementale eut adopté lundi le budget 2013 vivement critiqué par l'opposition, lors d'une séance marquée par des incidents à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement ayant fait 17 blessés, dont onze policiers et deux députés.

Portant des banderoles clamant "*A bas le gouvernement*", les protestataires - 4.000 selon la police -, ont manifesté sans incident devant le siège du principal parti de la coalition gouvernementale (VMRO-DPMNE), entouré d'un important dispositif policier, a rapporté un journaliste de l'AFP.

"*Nous voulons nous débarrasser de ce gouvernement qui ne cesse de piller le pays*", a dit à l'AFP Vera Stojanovska, une quinquagénaire fonctionnaire à Skopje. "*Ce régime doit partir car il a été incapable de créer des emplois pour les jeunes*", s'est indigné Dragi Jovanovski, un retraité.

En Macédoine, où le chômage frappe 31% des quelque deux millions d'habitants, le budget 2013 prévoit 2,7 milliards d'euros de dépenses et 2,4 milliards d'euros de recettes.

L'économie macédonienne devrait stagner en 2012, selon la prévision de la Banque mondiale, qui table toutefois sur une croissance de 1% l'année prochaine pour le pays balkanique. AFP 29.12

### 3- Bolivie

Le président bolivien Evo Morales a annoncé samedi la nationalisation de compagnies d'électricité détenues par le groupe énergétique espagnol Iberdrola.

Samedi, des policiers et des militaires ont pris le contrôle des bureaux administratifs et des sièges des compagnies du groupe espagnol à La Paz, a constaté l'AFP.

Le vice-président bolivien Alvaro Garcia, entouré de policiers et de militaires, a dirigé en personne leur entrée dans les diverses installations d'Iberdrola, qui s'est faite sans incidents avec les employés de la compagnie espagnole.

Cette fois, M. Morales a indiqué qu'il avait agi parce que Iberdrola faisait payer plus pour son électricité dans les zones rurales que dans les villes et que le service était inégal.

"*Nous sommes contraints de prendre cette mesure afin que les tarifs de l'électricité soient uniformes*" et que le service soit de même qualité dans l'ensemble du pays, a précisé le président bolivien au cours d'une cérémonie au palais présidentiel. AFP 29.12

[Haut de page ↗](#)